

UNIVERSITÉ DE GENÈVE
FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

**LE LIBÉRALISME
ÉCONOMIQUE
ET LES
PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS**

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR ÈS SCIENCES ÉCONOMIQUES

PAR

FRÉDÉRIC CLAIRMONTE

THÈSE N° 168

EN VENTE CHEZ
LIBRAIRIE E. DROZ
8, RUE VERDAINE
GENÈVE

1958

UNIVERSITÉ DE GENÈVE
FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

**LE LIBÉRALISME
ÉCONOMIQUE
ET LES
PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS**

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR ÈS SCIENCES ÉCONOMIQUES

PAR

FRÉDÉRIC CLAIRMONTE

THÈSE N° 168



EN VENTE CHEZ
LIBRAIRIE E. DROZ
8, RUE VERDAINE
GENÈVE
1958

PREFACE

L'idée centrale du présent ouvrage m'est apparue durant les recherches auxquelles je me livrai, lors de la préparation d'un mémoire sur la politique commerciale britannique pendant la période post-napoléonienne. Je dois avouer, cependant, que le schéma analytique de cette thèse ne s'est révélé à moi de façon claire qu'à la faveur d'un séminaire de M. le Professeur Jacques l'Huillier sur les pays sous-développés. C'est à ce dernier, mon maître en matière d'Economie Politique, que revient le mérite d'avoir guidé mes efforts tout au long de cette étude. Aussi, ne saurai-je jamais assez lui témoigner ma respectueuse gratitude pour l'aide et les conseils précieux qu'il n'a cessé, en cette occasion, de me prodiguer. Je pense également à mes amis du séminaire : Charles André Junod, François Juvet et Albert Meister, envers lesquels j'ai contracté une dette éternelle pour leur merveilleuse indulgence à mon égard, leurs critiques constructives et les échanges de vue si féconds auxquels ils ont bien voulu me permettre de participer ; une telle attitude est, certes, conforme à celle qui règne habituellement dans les séminaires ; je les prie, néanmoins, d'accepter tous trois l'expression de ma pensée reconnaissante.

Il m'est pratiquement impossible de citer tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, m'ont aidé dans ma tâche ; il serait impardonnable de ma part, cependant, de ne pas mentionner les bibliothécaires du British Museum et de la Goldsmith Library de l'Université de Londres ; ceux de la London School of Economics et de l'India House Library : qu'ils soient tous remerciés du concours précieux qu'ils m'ont apporté. Mais je serais également inexcusable de ne pas rendre hommage à la générosité si désintéressée du Service d'Informations Américain de Saïgon et de Vientiane, qui m'a fait parvenir par avion une énorme documentation aux confins de la jungle du Laos, où je travaillais alors pour le compte de la Commission Internationale de Surveillance et de Contrôle en Indochine. Je ne saurais, non plus, passer sous silence les échanges fructueux dont m'ont fait bénéficier les administrateurs et économistes indiens, lesquels m'ont, de surcroît, ouvert l'accès à d'innombrables sources bibliographiques, lors de mon séjour en Indo-

chine et, plus tard, à la Délégation Permanente de l'Inde aux Nations Unies.

Je mentionnerai encore M. John Higham, Mlle Zarb et M. Polliand de la Bibliothèque des Nations Unies, pour la patience avec laquelle ils ont accueilli mes exigences incessantes en matière de documentation.

Je voudrais citer, pour terminer : M. le Professeur Charles Kindelberger du Massachusetts Institute of Technology, le Professeur Norman Buchanan, de l'Université de Californie, et M. Kailas Doctor, de la Section Statistique du B.I.T., qui ont bien voulu prendre connaissance de certaines parties de mon manuscrit ; M. Daniel Anet de la Bibliothèque de Genève, M^e C.A. Junod, M^{lle} C. Treny et M. Lucien Thomas, qui n'ont pas ménagé leurs efforts en vue de rendre plus acceptable (nous espérons qu'ils y sont parvenus) un texte français parfois imprécis et touffu.

Les opinions avancées dans cette thèse ne sont, en aucune façon, le reflet des idées de mon Directeur de thèse, M. le Professeur l'Huillier, et elles n'expriment pas davantage les vues des personnes ou institutions ci-dessus mentionnées.

INTRODUCTION

« Quiconque n'oublie pas qu'il y a des Etats politiques séparés les uns des autres et constitués diversement ne traitera jamais bien une question d'économie politique. »

TURGOT.

1. La pensée maîtresse de cet ouvrage est la conviction de l'importance capitale que présente à notre époque l'industrialisation des régions insuffisamment développées, véritable défi lancé à l'humanité en général et à l'économiste en particulier.

2. Le vif intérêt manifesté pour ce qu'on a appelé l'économie politique de croissance est un phénomène relativement récent qui peut être considéré comme une des suites de la seconde guerre mondiale. D'aucuns l'ont attribué au désir des nations plus favorisées d'améliorer le sort de celles qui le sont moins ; d'autres, à la prise de conscience du danger que font courir à la paix et à la prospérité du monde les régions par trop déshéritées ; pour d'autres encore, cet intérêt est fondé sur la conviction que l'amélioration des conditions économiques des régions sous-développées est une condition préalable de l'accroissement du bien-être économique dans les régions industrialisées. Il existe cependant un motif plus pertinent : l'impulsion donnée au progrès économique provient non pas des régions industrialisées, mais de celles qui s'éveillent de leur sommeil millénaire.

3. Les pays arriérés sur le plan technologique, d'Asie, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Amérique latine sont souvent qualifiés de « sous-développés ». L'impropriété du terme saute aux yeux et il n'est guère surprenant que les populations de ces régions s'indignent de l'usage courant de ce vocable qu'elles considèrent comme péjoratif. Dans le présent ouvrage, il n'est nullement utilisé pour dénigrer des nations qui appartiennent à des civilisations souvent très anciennes ; il se réfère plutôt à l'absence dans ces pays, de la technologie moderne et d'une superstructure socio-économique édiflée sur cette infrastructure technique.

4. Si les régions sous-développées sont aussi faciles à repérer que l'éléphant, quoique très malaisées à définir, en revanche une forme homogène leur fait défaut, et leurs caractéristiques les différencient profondément les unes des autres. C'est pourquoi de nouvelles difficultés surgissent, dès que l'on s'efforce de mesurer les différences qui séparent les régions développées de celles qui le sont moins. Certains de ces territoires sous-développés peuvent accuser des traits communs aux régions dotées d'un équipement industriel moderne. C'est ainsi que Ceylan et la Finlande présentent, quant à la vie moyenne probable de leurs populations, des analogies certaines. Ce simple exemple révèle quelques-unes des embûches qui guettent celui qui tenterait de donner une définition globale. C'est en vain que l'on fouillerait la littérature déjà volumineuse consacrée à ce sujet, pour y trouver une définition claire et concise de la notion de pays sous-développé, et même la simple énumération des régions considérées comme telles est susceptible de refléter les tendances doctrinales de son auteur.

5. Alfred Marshall a prétendu que c'est à l'économiste qu'il appartient de soulager la misère humaine. A notre époque, cette nécessité s'impose plus que jamais. L'absence de données statistiques précises complique singulièrement la comparaison des niveaux de vie par habitant ; il est donc malaisé de faire des déductions. Le professeur Simon Kuznets estime néanmoins, que le revenu des 60 % de la population mondiale n'atteint même pas 100 \$ par an ; à peine 10 % jouissent-ils de ressources annuelles supérieures à 600 \$ et l'échelle des revenus des autres 30 % s'étend entre ces deux limites extrêmes. C'est en Europe occidentale, au Canada, en Australie et en Nouvelle-Zélande que le niveau des revenus annuels est le plus élevé, et en Asie, en Afrique comme en Amérique latine qu'il est le plus bas. C'est également dans les régions techniquement plus avancées que l'on assiste à un accroissement proprement spectaculaire des revenus. Pour la période allant de 1913 à 1950, le professeur William Fellner a calculé qu'il était de 2 % aux Etats-Unis, 1,4 % au Canada, 1,5 % en Norvège et en Suède, 1,2 % en Suisse, 0,9 % au Royaume-Uni, 0,7 % en France et en Allemagne, et de 0,5 % en Belgique. A l'échelle nationale et mondiale, la politique économique tend à réduire l'écart existant entre le niveau des revenus dans les régions développées et celui des territoires où le progrès économique est encore insuffisant. Néanmoins, d'après le *World Economic Survey* de 1955, l'augmentation du revenu national par habitant, enregistrée depuis le début de la seconde guerre mondiale, a été plus sensible dans les pays techniquement évolués. Le rythme d'accroissement de la production y a

largement dépassé celui de la population, alors que dans les régions moins favorisées, celui de la production s'est maintenu à un taux à peine inférieur à celui de la population. L'abîme qui sépare les conditions économiques propres à chacun des deux groupes n'a, par conséquent, pas cessé de s'élargir. Dans l'admirable introduction à leur ouvrage, les auteurs du rapport précité lancent, d'ailleurs, un cri d'alarme : « Pour important que fût, à d'autres égards, l'essor enregistré durant la décennie d'après-guerre, on ne peut néanmoins affirmer que le monde ait vraiment affronté les problèmes du développement économique. »

6. Affirmer que dans les processus sociaux et historiques, les idées jouent un rôle prédominant, est un lieu commun. Mais, bien que l'examen des problèmes du sous-développement se situe au premier plan de nos préoccupations, il est invariablement entouré d'idées préconçues. Or, l'actualité réservée à ce sujet dans les ouvrages techniques, et la rapidité avec laquelle des plans de développement économique s'élaborent et s'exécutent, devraient justement nous garder d'adopter des formules simplistes.

7. Le pouvoir des idées réside dans la forme sociale puissante et toujours mobilisable qu'elles représentent. Dans un passage illustre, dû à Keynes, nous lisons :

« ...les idées, justes ou fausses, des philosophes de l'économie et de la politique ont plus d'importance qu'on ne le pense généralement. A vrai dire, le monde est presque exclusivement mené par elles. Les hommes d'action qui se croient parfaitement affranchis des influences doctrinales sont d'ordinaire les esclaves de quelque économiste passé. Les fous influents, qui entendent des voix dans le ciel, distillent des utopies nées quelques années plus tôt dans le cerveau de quelque écrivain de Faculté. Nous sommes convaincus qu'on exagère grandement la force des coalitions d'intérêts par rapport à l'empire qu'acquière progressivement les idées... Dans le domaine de la philosophie économique et politique, rares sont les hommes de plus de vingt-cinq ou trente ans qui restent accessibles aux théories nouvelles. Les idées que les fonctionnaires, les hommes politiques et même les agitateurs appliquent à la vie courante ont donc peu de chance d'être les plus neuves. Mais ce sont les idées et non les intérêts constitués qui, tôt ou tard, sont dangereuses pour le bien comme pour le mal. »

8. Cet ouvrage se propose, non point de dénigrer les réalisations historiques d'une de ces théories, en l'occurrence celle du libéralisme économique, mais plutôt d'examiner, dans un esprit scientifique affranchi de toute passion et de tout parti-pris, l'incidence de ces thèses sur les problèmes de croissance des pays sous-développés. L'auteur désire également montrer pourquoi les principaux porte-paroles et théoriciens du mécanisme des prix le considèrent comme

un catalyseur insuffisant, lorsqu'il s'agit de créer l'élan et de maintenir la cadence de la croissance économique. L'auteur tente enfin de retracer les enchaînements historiques ayant abouti à la désintégration du mécanisme objectif des prix et d'indiquer les facteurs causals qui ont contribué à son éclipse dans certains pays, à la mise en doute de sa primauté dans d'autres. Ainsi, le triomphe du mécanisme du planisme, observé dans les pays sous-développés, sera interprété non pas comme une simple réaction xénophobe due à un récent statut colonial, bien que ce facteur puisse avoir joué son rôle, mais en fonction des énormes problèmes socio-démographiques que ces régions doivent résoudre sans trop tarder. Leur solution réclame de profondes modifications de structure sociale, et le processus d'industrialisation n'est qu'une composante de ces modifications. Les automatismes de la formation objective des prix semblent incapables d'assurer, dans un délai minimum, la répartition optima des ressources disponibles, à moins d'être soutenus par le planisme.

9. Notre premier souci sera de montrer dans quelle mesure le libéralisme intégral britannique, le « Ricardianisme » ou l'approche classique¹ (ces termes sont synonymes) faisait partie de la superstructure idéologique de l'économie britannique dans l'ère post-napoléonienne et, en tant que tel, traduisait sa supériorité technologique ; nous rechercherons dans quelle mesure il était le reflet des changements rapides en train de se produire au sein de cette société, et pourquoi il correspondait aux conditions historiques et institutionnelles inhérentes à cette époque. En tant qu'idéologie, la théorie ricardienne, loin d'être neutraliste, est une analyse scientifique des problèmes concrets soulevés à la fois, par le désir d'une répartition optima des ressources entre les secteurs primaires et secondaires, et par la structure de la croissance économique, en même temps que l'expression doctrinale de la prise de pouvoir de la classe dynamique des entrepreneurs industriels, dont la victoire fut consacrée par le « Reform Act » de 1832.

10. Mais si, au point de vue de la croissance économique, le libéralisme correspondait bien aux conditions existant en Grande-Bretagne depuis 1815, sur le plan de l'expansion économique et

1 Le terme « économiste classique » a donné lieu à des controverses considérables. Dans le présent ouvrage, nous adoptons la définition de Keynes :

« La dénomination d'économiste classique a été inventée par Marx pour désigner Ricardo, James Mill et leurs prédécesseurs, c'est-à-dire les auteurs de la théorie dont l'économie Ricardienne a été le point culminant. Au risque d'un solécisme, nous nous sommes accoutumés à ranger dans « l'école classique » les successeurs de Ricardo, c'est-à-dire les économistes qui ont adopté et amélioré sa théorie, y compris John Stuart Mill, Marshall, Edgeworth et le professeur Pigou. » *The General Theory of Employment, Interest, and Money*, Londres, 1936. Introduction.

des exigences stratégiques, il se trouvait déjà en butte aux attaques des théoriciens de la jeune République américaine, encore sous-développée. Les idées de Hamilton, de Cooper et de Jefferson contribuèrent à leur tour à former la pensée de Friedrich List qui, lui aussi originaire d'une région sous-développée, dégagait les anomalies inhérentes au libéralisme économique tel qu'on le prêchait et le pratiquait en Grande-Bretagne. Mettant en doute la validité des arguments libéraux pour les pays sous-développés, il s'efforça de montrer dans quelle mesure l'universalisme libéral ignorait les particularismes nationaux et l'héritage historique. A son avis, toute doctrine reflétant les besoins propres à des nations largement industrialisées était inapplicable à des régions à prédominance du secteur primaire, encore à l'échelon inférieur du développement économique. Soulignant les dangers inhérents à un libéralisme généralisé, il s'affirma comme le protagoniste incontesté du dirigisme moderne ; il mit en lumière la nécessité de l'industrialisation et décrivit les gains susceptibles d'échoir aux pays sous-développés par ce qu'il définit comme « une croissance équilibrée » — notion qui, actuellement, jouit d'une large faveur dans les régions insuffisamment développées.

Sismondi, contemporain de Ricardo, évoluait, lui, vers une prise de position anti-libérale inspirée de ses recherches sur les problèmes sociaux engendrés par le processus d'industrialisation après 1815. Son hostilité envers le libéralisme intégral s'appuyait sur les tares constatées dans la répartition des richesses et le faible volume de la demande effective qui en était le corollaire. Il y voyait le germe de crises politiques perturbatrices de l'ordre économique. Adeptes de la thèse de la sous-consommation, il partage les conceptions de Malthus (cette référence s'adresse à Malthus l'économiste, et non à Malthus, le démographe) ; et l'argument contemporain du « cercle vicieux » cherchant à expliquer le paupérisme des régions sous-développées procède de ces deux théoriciens, pour ses conséquences comme pour ses origines. Aussi, cette approche anti-libérale se trouve-t-elle souvent exprimée dans la littérature économique des régions sous-développées.

11. La mise en déroute du libéralisme économique s'étend sur une période de plusieurs décennies. Avec le déferlement de la crise mondiale de 1873 et l'avènement des forces institutionnelles liées aux monopoles, cartels et autres pratiques économiques semblables, le libéralisme économique, conditionné par le mécanisme des prix, qui en sont le ressort vital, perd de son élan.

Tout au long de la période critique de 1873 à 1914, le repli libéral s'effectue en bon ordre, ses forces restant intactes, bien que

des signes de lassitude se manifestent dès le mois d'août 1914, par suite de l'incessant harcèlement des guerillas dirigées, entre autres, par Hobson, Luxembourg et Hilferding. Vers 1919, ses effectifs ne forment déjà plus qu'une masse sans discipline et la déroute qui intervient tourne en fuite éperdue. Pendant ce temps, les forces de guerillas se sont cristallisées en une armée toute puissante, qui, au lendemain de 1917 et surtout après 1929, s'élance, pour ce que maint observateur de l'époque considère comme l'assaut final. Elle est une masse bigarrée, où les extrémistes, de droite comme de gauche, côtoient les peuples colonisés, en particulier ceux de l'Inde et de la Chine, ainsi que le groupe Keynésien bien organisé. L'étreinte se resserre. Ebranlé par la grande crise de 1929, le gros des armées libérales capitule sous le feu écrasant de la *General Theory*.

12. Si les Keynesiens ont prétendu que c'est dans les années trente que se situe l'effondrement du modèle classique, il convient néanmoins de souligner qu'à cette époque, le libéralisme économique se trouvait limité à une petite partie de l'économie mondiale. Contrairement à ce que ses protagonistes voudraient nous faire accroire, son triomphe, même pendant les décennies d'avant 1914, ne lui permit jamais de pénétrer profondément la structure économique des régions coloniales et semi-coloniales périphériques, régions de production primaire. Pour ce qui concerne l'Inde, par exemple, l'élite intellectuelle de ce sous-continent refusa toujours de reconnaître au libéralisme économique, prôné par l'administration britannique, la valeur d'instrument susceptible d'introduire dans l'ordre économique et social des transformations souhaitables.

13. Les théoriciens libéraux ont prétendu que la période antérieure à 1914 s'insérait harmonieusement dans le cadre des conceptions libérales. Commentant l'expansion économique due à l'initiative privée, certains de ses partisans l'ont attribuée surtout au climat d'investissement, que favorisait alors la liberté de mouvement des facteurs de production ; or celle-ci a été, en dernière analyse, l'artisan de l'essor extraordinaire de l'économie mondiale entre 1871 et les dramatiques journées de 1914.

14. Les prétendus « succès remarquables » du capital privé sont sujets à caution, surtout dans les territoires coloniaux et les régions périphériques de production primaire. Les investissements étrangers, en particulier les placements britanniques, ont certes joué un rôle important dans le développement économique de l'Amérique du Nord, mais les régions sus-mentionnées entrent dans une autre catégorie. Le fait essentiel est que la grande majorité des investisse-

ments de capitaux privés suivait, même dans cette période de plein essor, des voies dont l'orientation était dictée par des considérations d'ordre politique et stratégique, dont les bailleurs de fonds étaient invariablement ignorants. Le cas des investissements français réalisés en Russie, avant 1914, en est une bonne illustration.

15. Si l'on veut considérer comme valables ces « résultats remarquables » attribués aux investissements privés de capitaux — directs et indirects, — réalisés avant 1914, il convient de centrer notre attention sur l'analyse des facteurs, stimulant les investissements au cours de cette époque. Myrdal affirme qu'en général l'exportation de capitaux s'est effectuée, avant 1914, dans des conditions de paix et de stabilité relatives. « Relatives » est le mot-clef de cette déclaration, qui appelle cependant des réserves. Toutefois, si l'on songe au chaos caractérisant la période d'entre les deux guerres, l'affirmation reste valable. Mais nous verrons que ces placements directs ou indirects ont été toujours suivis de rivalités intenses entre les pays créanciers, et d'antagonismes opposant ces derniers aux nations débitrices.

16. Par son infrastructure politique et sa répartition par secteurs, l'épanouissement des investissements de capitaux étrangers en Asie a largement contribué à asseoir la conviction que l'investissement direct est la marque du statut colonial et l'entrée de capitaux un indice d'infériorité pour le pays emprunteur. Si l'on tient compte de l'hypersensibilité propre aux peuples d'Asie, cet état d'esprit s'explique aisément, même si cette conviction est exagérée et s'avère insuffisante en tant que généralisation théorique. Elle contient pourtant un certain élément de vérité comme nous le verrons au chapitre III.

17. Dans les pays développés eux-mêmes, l'éclipse des conceptions libérales en matière d'économie politique et le crédit croissant accordé à l'étatisme finissent par être considérés comme la conséquence inéluctable des contradictions inhérentes au processus de l'accumulation de capitaux ; aussi, des doctrines économiques qui apparaissent à Keynes n'être viables que dans la « pègre des hérétiques », acquièrent-elles non seulement une très large audience, mais même un degré de respectabilité tel qu'elles finissent par trouver une place dans les pages si réfléchies des rapports gouvernementaux.

Pour la Grande-Bretagne, la période qui s'étend de Versailles à Munich fut une période de crise. Le « Deutsches Wunder » succédant à l'inflation de Weimar et l'« American miracle » ne constituent qu'un bref sursis avant que ne déferle l'ouragan dévastateur

d'octobre 1929. Devant l'effondrement économique, l'analyse économique libérale se trouve désarmée.

18. Le recours aux formules d'avant 1914 est vain ; la tragédie dépasse, en ampleur, en durée et en portée, toute expérience antérieure. Dans de telles conditions, le triomphe de Keynes devient à la fois inéluctable et indispensable. Les automatismes du libéralisme économique sont mis au rancart, au nom de l'opportunité économique, et de pair avec eux le dernier vestige du classicisme — la loi des débouchés de Jean Baptiste Say.

« Peu d'idées », écrit Kenneth Galbraith, « eurent jamais, par le passé, sur les économistes une emprise comparable à celle de la loi de Say, qui, pendant plus d'un siècle, a prévalu comme article de foi. Et jusque dans les années trente, c'est selon qu'il accepte ou rejette la loi de Say que l'économiste est jugé digne d'entrer dans la confrérie des savants honorables ou d'en être écarté comme excentrique en matière monétaire. »

19. Avec le déclenchement de la grande crise mondiale et l'essor des idées keynésiennes, aucun pays n'ose plus tolérer que ses forces économiques internes soient désormais conditionnées par des réflexes automatiques venant d'au-delà de ses frontières. Rechercher et appliquer une politique cohérente en matières monétaire et de plein emploi, tel est dès lors l'objectif de toute politique économique, étant donné qu'aucun régime n'est disposé à assurer l'équilibre monétaire de ses relations avec l'étranger au prix requis par les automatismes des systèmes rattachés à l'étalon-or.

20. Vers la fin des années trente, les pratiques restrictives sont devenues monnaie courante. Elles s'assortissent, en outre, des phénomènes concomitants de l'épanouissement accéléré de l'oligopole et de l'intervention croissante de l'Etat dans l'économie. Le monde s'est profondément transformé en un univers d'économies planifiées ou quasi-planifiées, de transactions commerciales entre Etats et de structures de prix aussi inflexibles que largement arbitraires, où les automatismes se trouvent frustrés de toute valeur pratique.

21. La conviction toujours plus vive que l'approche néo-classique a survécu à son utilité, se reflète dans les formules lapidaires et d'ailleurs sujettes à caution : « Nous sommes à présent tous Keynésiens » ou, selon W. Arthur Lewis : « Nous sommes à présent tous des partisans de la planification. »

De toute façon, la planification existe et fonctionne dans maint pays situé hors de l'orbite collectiviste, et l'économiste ne peut l'ignorer. A l'heure actuelle, le problème essentiel n'est pas de

débattre l'efficacité de la planification, mais d'étudier les forces institutionnelles et souvent politiques qui l'accompagnent ainsi que l'accélération, l'orientation et la portée des plans élaborés.

22. Ainsi donc, vers la fin des années trente et avec l'effondrement du libéralisme économique, la notion de planification centrale a acquis un prestige certain. Dans la théorie comme dans la pratique économique, et indépendamment des conceptions keynésiennes, cette influence est également due au succès des plans quinquennaux soviétiques. Hallet Carr a exprimé cette opinion en ces termes : « L'impact économique de l'Union soviétique sur le reste du monde peut se résumer en un mot : planification. »

23. En dernière analyse, c'est dans le rythme inouï de l'essor industriel soviétique que l'efficacité et la viabilité des systèmes de planification trouvent leur consécration, nonobstant l'énorme tribut imposé par cette expansion et la suppression des libertés civiles qu'elle a impliquée et qu'elle implique encore. Quels que soient les démérites du système soviétique de la planification, son emprise sur les intellectuels d'Asie fut d'une importance décisive, et l'intensité de la force d'attraction soviétique s'inscrit dans la politique économique adoptée par de nombreux pays de cette partie du globe, au lendemain de Yalta. Dès qu'ils s'affranchissent de l'orbite colonial pour accéder à l'indépendance totale, les nouveaux Etats souverains s'attachent avant tout à établir un ensemble de plans économiques susceptibles de transformer profondément leurs économies nationales.

24. Le dernier chapitre complètera cette vue d'ensemble par un examen des données et théories relatives à l'apparition, dans les régions sous-développées, d'un système de planisme d'ordre structurel et financier. Il étudiera également le phénomène de l'absorption de vastes champs d'activité par le secteur public, les investissements, les décisions des entrepreneurs et les allocations de facteurs de production étant effectués non sur la base des prévisions de bénéfices maxima et du calcul marginal, mais d'après un tableau de priorités d'ordre macro-économique.

25. Un dernier mot. Cet ouvrage reflète le point de vue d'un néo-keynésien. Et Keynes était loin d'être neutraliste. Cependant, le choix d'une telle perspective n'exclut en aucune façon l'objectivité qui consiste à se laisser guider par les fruits de l'expérience et à accepter les formules susceptibles de servir effectivement la pratique.

Comme le disait un sage : « Je n'impose rien, je ne propose rien, j'expose. »

CHAPITRE PREMIER

Dans quelle mesure, le fonctionnement du système économique en Grande-Bretagne durant le dernier quart du XVIII^e siècle et la période postérieure à l'ère napoléonienne, a-t-il contribué à façonner et à conditionner la doctrine libérale de la croissance économique ? Nous nous efforcerons de situer cette doctrine dans son contexte historique, tel qu'il se dégage des déclarations de politique économique, ainsi que des tendances et des traits principaux de l'industrialisation britannique au cours de la période décisive qui s'ouvre au lendemain des guerres napoléoniennes. Nous évaluerons mieux alors la force motrice qui poussa certaines nations encore sous-développées et dont l'unité nationale était en formation, à répudier le libéralisme intégral tel que l'exposaient les théoriciens britanniques et leurs porte-paroles au Parlement.

Le problème, sous son aspect historique, est pour nous la promesse d'un précieux enseignement, et son examen nous montre le fossé qui sépare, d'une part l'énoncé d'une doctrine placée dans un cadre social donné, et d'autre part son application à un cadre social différent. Nous allons même plus loin. Nous sommes convaincus que, pour être vraiment compris et recevoir une solution, les problèmes actuels que pose le sous-développement de certaines régions doivent être avant tout considérés comme des problèmes d'évolution historique. Or, si le présent est fonction du passé qui l'a engendré et détermine l'avenir qu'il prépare, il est indispensable de situer ces problèmes dans le cadre d'une théorie générale de l'évolution historique. W. Arthur Lewis¹ vient récemment de nous rappeler que cette façon de procéder présente l'avantage supplémentaire de mettre en garde contre le danger propre aux généralisations non fondées sur l'expérience historique.

Ce chapitre marquera la mesure dans laquelle le libéralisme intégral reflète les besoins du machinisme naissant et montrera comment son évolution doctrinale a été déterminée par les exigences de nouvelles forces sociales avides de s'exprimer. La diffu-

¹ *The Theory of Economic Growth*, Londres, 1955, p. 22.

sion de l'idéologie libérale dans les milieux économiques britanniques, au XIX^e siècle, n'est certes pas un résultat négligeable. Pourtant, sous sa forme doctrinale, elle ne réussit jamais à susciter de multiples enthousiasmes, que ce soit dans les treize anciennes colonies américaines, dans une Allemagne cloisonnée ou parmi les intellectuels d'Asie, à la fin du XIX^e siècle et après.

L'interdépendance du fait historique et de son expression doctrinale telle que la décrit le présent chapitre, ne manque pas d'actualité, à une époque où les communautés sous-développées affrontent les problèmes de l'expansion économique, et éprouvent un besoin d'industrialisation toujours plus pressant.

L'AVÈNEMENT DU PROMÉTHÉE INDUSTRIEL.

La rapidité de l'action tentaculaire exercée par l'industrialisation britannique dans chaque secteur de la vie économique du pays a été considérée par Babington Macaulay comme une sorte de miracle.²

C'est la révolution industrielle du XVIII^e siècle qui prépara le vaste champ d'action du capitalisme britannique, destiné simultanément à effectuer une profonde transformation sociale et à remodeler la géographie économique de ce pays insulaire.

L'industrie cotonnière fut le pionnier de l'industrialisation. « L'essor et le développement de l'industrie cotonnière en Grande-Bretagne constituent, peut-être, le chapitre le plus extraordinaire des annales du commerce britannique »³ déclarait Porter. En fait, le coton se révéla un élément indispensable de l'élaboration de l'économie politique classique. Des statistiques de 1835 nous donnent comme chiffre d'emploi moyen par entreprise : 175 pour l'industrie du coton, 125 pour la soie, 93 pour le lin et 44 pour la laine.⁴ Jamais, dans l'histoire de l'économie britannique, on n'avait vu des fabriques de grandeur moyenne aussi élevée que les manufactures de coton. A Manchester, en 1815, 43 grandes fabriques comptaient chacune un chiffre d'emploi moyen de 300, chiffre qui

² C'est Arnold Toynbee qui, dans ses *Lectures on the Industrial Revolution in England*, Londres, 1884, assura la diffusion du terme. William Rappard, *La Révolution industrielle et les origines de la protection légale du travail en Suisse*, p. 4, attribue l'origine de la notion à Karl Marx. P. Mantoux, *The Industrial Revolution in the Eighteenth Century* (2^e édition, revue et corrigée) l'attribue à Engels. cf. *Die Lage der arbeitenden Klasse in England*, 1845. Nous avons toutefois des raisons de supposer que cette notion est d'origine française, cf. Anna Bezanson, « Early use of the Term Industrial Revolution », *Quarterly Journal of Economics*, Vol. XXVI, 1922.

³ G.R. Porter, *Progress of a Nation* (édition Hirst, Londres, 1912). La première édition de cet ouvrage important a paru en 1836.

⁴ J.H. Clapham, *An Economic History of Modern Britain, The Railway Age*, Vol. I, Cambridge University Press, 1929, pp. 184-185.

en 1832 était passé à 401. C'est en 1785 que fut construite en Angleterre la première filature à vapeur, et en 1789 la première fabrique du même type à Manchester. Entre 1785 et 1800, les manufactures de coton commandaient à elles seules 82 machines à vapeur, dont 55 dans le seul comté de Lancashire. La première fabrique de métiers à tisser à vapeur fut érigée à Manchester en 1806 ; dès 1835, la Grande-Bretagne comptait 16.800 métiers mécaniques, dont les 94 % étaient utilisés dans l'industrie cotonnière. ⁵

Le coton faisait « pousser les hommes comme des champignons ». ⁶ En 1760, Oldham n'était qu'un village de 4.000 âmes ; en 1801, il en comptait 20.000. Si en 1753, Bolton n'avait encore qu'une seule rue mal pavée, en 1801 sa population était de 17.000 habitants. ⁷ Les filateurs de coton absents du défilé du couronnement de Georges III, en 1760, furent, par leur participation au cortège du couronnement de Georges IV, en 1820, l'un des éléments les plus saillants de cette manifestation. ⁸ En quelque sorte, le couronnement du nouveau souverain était symboliquement celui du roi Coton.

Pour employer les termes si pittoresques de Matthew Boulton, soutien financier de Watt, l'apparition de la machine à vapeur avait rendu le Royaume « steam mill mad ». ⁹ Cette innovation fut le pivot même du machinisme. ¹⁰

Un observateur contemporain, lui-même fabricant de produits textiles, commentait en ces termes les tendances démographiques ¹¹ dont il fut le témoin :

5 A. Redford, *An Economic History of England, 1750-1860*, Londres, 1931, p. 22. Également l'étude bien connue de J. Baines, *History of the Cotton Manufacture*, Londres, 1835. Les chiffres cités par Baines pour cette industrie donnent l'impression d'une grande discontinuité dans l'expansion industrielle et l'introduction de nouveaux procédés industriels. Le nombre des manufactures de coton pour la région de Manchester entre 1820 et 1832, enregistré à intervalles de trois ans, en est une excellente illustration. Le processus de développement cyclique s'y révèle déjà à l'état embryonnaire.

6 Mantoux, *op. cit.*, p. 368. La phrase est d'Arthur Young.

7 Le même phénomène se manifestait à Rochdale, Bury, Blackburn, Wigan, Stockport, Aston et Stalybridge. « Every-where on this poor soil, the same fruitful seeds gave a harvest of cities ». E. Butterworth, *History of Oldham*, p. 117.

8 Butterworth, *ibid.*, p. 117.

9 Mantoux, *op. cit.*, p. 340. « Boulton à Watt, Juin 1781. »

10 A.W. Dickinson et R. Jenkins, *James Watt and the Steam Engine*, New York 1934, et la monographie ultérieure de H.W. Dickinson, *James Watt, Craftsman and Engineer*, Londres, 1936.

11 A. Redford, *Labour Migration in England, 1800-1850*, Manchester, 1926, et l'ouvrage de pionnier de G.T. Griffith, *Population Problems of the Age of Malthus*, Cambridge University Press, 1926. T.H. Marshall, « The Population Problem during the Industrial Revolution », *Economic History Supplement to the Economic Journal*, Jan. 1929. T. McKeown et R.G. Brown, « Medical Evidence Related to English Population Changes in the Eighteenth Century », *Population Studies*, IX, N° 2. Nov. 1955. H.J. Habakkuk, « English Population in the Eighteenth Century », *Economic History Review*, Vol. VI, N° 2. Voir également Mantoux, *op. cit.*, Partie III, Chap. 1.

« L'histoire du sud du Lancashire témoigne des plus grandes merveilles des temps modernes. Cependant, personne n'en parle et toutes ces merveilles sont nées de l'industrie cotonnière. »¹²

L'essor foudroyant de l'industrie cotonnière s'assortit de celui, moins rapide quoique spectaculaire, des industries sidérurgiques sans lesquelles le processus d'industrialisation n'aurait jamais pu démarrer. La production de fonte décupla entre 1788 et 1830, et le nombre des hauts-fourneaux en activité tripla. Les chargements de fer descendant les canaux du Glamorganshire et de Monmouthshire accusaient en 1833 un volume deux fois et demie supérieur à celui enregistré en 1820 ; et tandis que, toujours dans cette même période, les exportations en provenance de Cyfartha doubleraient, celles de Dowlais tripleraient. « Après Waterloo », écrit Clapham « la Grande-Bretagne résonnait comme une forge ». ¹³

Ces profondes transformations, qui se manifestaient particulièrement dans l'industrie cotonnière, laissèrent une empreinte profonde dans l'imagination et la conscience de la nation.

Loud sounds the Hammer of Los, loud turn
the Wheels of Enitharnom :
Her Looms vibrate with soft affections,
weaving the Web of Life
Out from the ashes of the Dead ; Los lifts his
iron Ladles
With the molten ore : he heaves the iron cliffs
in his rattling chains
From Hyde Park to the Alms-houses of
Mile-end and old Bow.¹⁴

La puissance industrielle britannique faisait rapidement du monde son piédestal, et, au lendemain de la période napoléonienne, elle constituait un phénomène unique dans l'histoire. Dans le Lancashire, le Yorkshire, le Warwickshire, à Paisley et à Glasgow, les horizons reculaient au-delà des frontières nationales et la vision du Léviathan industriel englobait le monde.

La Grande-Bretagne s'était transformée en un colosse jouissant d'une suprématie technologique et politique sans précédent. La France gisait affaiblie et défaite ; l'héritage dynastique de l'empire austro-hongrois subissait les attaques politiques de la bourgeoisie libérale en plein essor, et celles, plus virulentes, de la

¹² F. Engels, *Die Lage der arbeitenden Klasse in England* (1844), Berlin 1952, pp. 39-40.

¹³ J.H. Clapham, « The Industrial Revolution and the Colonies, 1783-1822 », *Cambridge History of the British Empire*, Vol. II, p. 233. Ouvrage qui nous a largement inspiré.

¹⁴ William Blake, *The Book of Urizen*. Londres, 1815.

Prusse. L'Allemagne n'était encore qu'une expression géographique, tout comme l'Italie morcelée que se partageaient les Habsbourg, le Royaume de Sardaigne, Naples et le Saint-Siège. L'Espagne et la Hollande, pionniers de l'essor maritime, architectes en leur temps de vastes empires coloniaux, se trouvaient hors de course. L'Espagne était, de surcroît, aux abois devant l'immense clameur d'indépendance nationale grondant d'un bout à l'autre de ses énormes territoires. Et si le Portugal conservait encore des enclaves en Asie, ses conquêtes des deux siècles précédents n'étaient plus que de lointains souvenirs. La jeune République américaine, ensemble disparate d'Etats querelleurs, mi-affranchis, mi-esclavagistes, se limitait à une étroite bande côtière, longeant l'Atlantique. Avec son vaste arrière-pays inexploré s'étendant jusqu'aux eaux chaudes du Pacifique, peuplé de Peaux-Rouges hostiles, elle luttait pour affirmer son unité nationale dont la première Révolution avait posé les jalons. Il faudrait encore, quatre-vingt-dix ans plus tard, refondre cette unité au feu du brasier allumé par la deuxième révolution sociale.

Mais le colosse britannique était une réalité vigoureuse — un colosse drapé de coton, aux pieds de fer, d'acier et de charbon et les mains avidement tendues vers des horizons prometteurs. « Il ne vaut pas la peine de travailler pour trois comtés seulement », écrit Matthew Boulton, en 1769, à propos de la machine à vapeur, « mais je trouve largement mon compte en produisant pour le monde entier ». ¹⁵ Tel était le présage de l'avenir, le signe avant-coureur dont le fruit mûri devait former le corps des doctrines libérales, du nouveau printemps industriel, le germe de la *Weltanschauung* pour les décennies à venir.

Le capitalisme britannique, pleinement conscient, pensait en termes universalistes. « De 1815 à 1830 », écrit Leland Jenks, « 50 millions de livres, au moins, ont été investies à titre plus ou moins permanent, en valeurs émises par les gouvernements les plus stables d'Europe ; plus de 20 millions ont été investis en Amérique latine ; 5 millions enfin ont été acheminés sans bruit vers

15 A. Redford, *Economic History*, op. cit., p. 45. De même, l'ouvrage très important de J. Lord, *Capital and Steam Power*. Cette collaboration de Boulton et de Watt est celle du capitaine d'industrie et du savant, peut être interprétée comme le symbole d'une alliance nouvelle. cf. Eric Roll, *An Early Experiment in Industrial Organization: Being a History of the Firm of Boulton and Watt, 1775-1805*, Londres, 1930. Un an plus tard, la Déclaration d'indépendance américaine mettait un terme à l'exploitation d'une des plus importantes régions coloniales, ouvrant une brèche profonde dans l'ancien système colonial, fondement de la pensée mercantiliste. C'est cette même année que parut *La Richesse des Nations* et, quelques années plus tard, la révolution française scella le destin des survivances de la société médiévale.

les Etats-Unis. »¹⁶ Les forces vives du capitalisme naissant, son dynamisme, sa vigueur prométhéenne et son universalisme, attirèrent l'œil attentif et perspicace de Byron.

« Who hold the balance of the world ? Who reign
O'er Congress, whether royalist or liberal ?
Who rouse the shirtless patriots of Spain ?
(That make old Europe's journals 'squeak and gibber' all)
Who keep the World, both old and new, in pain
Or pleasure ? Who make politics run glibber all ?
The shade of Buonaparte's noble daring ?
Jew Rothschild and his fellow-Christian Baring. »¹⁷

Les révolutions nationales d'Amérique latine ouvrirent de nouveaux horizons à l'esprit d'entreprise, au commerce et à l'exportation des capitaux britanniques. « Le premier clou est planté » écrivait Canning, ministre des Affaires étrangères, en un moment d'euphorie. « L'Amérique espagnole est libre et si nous ne menons pas mal nos affaires, elle est anglaise. »¹⁸

Dans une analyse mémorable, le père de la théorie des cycles économiques saisit la portée profonde des tendances accusées par les investissements nationaux d'après-guerre. Il les traduit en termes qui devaient résonner tout au long du XIX^e siècle avant d'aboutir aux rapports des commissaires royaux sur la grande dépression de 1873 à 1897 :

« L'ouverture de l'immense marché qu'offrait aux producteurs industriels l'Amérique espagnole, m'avait paru l'événement qui pouvait le plus soulager les manufactures anglaises. Le gouvernement britannique en jugea de même ; et, dans les sept ans qui se sont écoulés depuis la crise commerciale de 1818, une activité inouïe s'est exercée pour faire pénétrer le commerce anglais jusque dans les parties les plus reculées du Mexique, de Colombie, du Brésil... Il a ensuite bravé les clameurs de la Sainte-Alliance et reconnu les nouvelles républiques, au moment où toute l'Europe, au contraire, conjurait leur ruine... Chaque Etat de l'Amérique emprunte aux Anglais une somme suffisante pour mettre en action son gouvernement ; et, quoique ce fut un capital, il la dépensa immédiatement dans l'année comme un revenu, c'est-à-dire qu'il l'employa tout entière à acheter des marchandises anglaises... mais tout l'argent qu'elles ont dépensé est

¹⁶ L. Jenks, *The Migration of British Capital to 1875*, Londres, 1927, p. 64. Ceci est un calcul approximatif, les chiffres furent peut-être plus élevés, mais non inférieurs. Selon l'estimation du *Times* du 14 octobre 1824, la Grande-Bretagne avait prêté la somme de £ 47.815.000 aux gouvernements étrangers. *The Digest of All Accounts of Marshall* présente un bilan où les prêts étrangers accordés à l'Europe de 1817 à 1830 se chiffrent à £ 81.000.000. Les estimations de Jenks sont plus modestes, elles ne dépassent pas £ 60.000.000 pour les années vingt. La majeure partie de ces capitaux fut destinée à l'achat de titres des chemins de fer et des compagnies minières.

¹⁷ *Don Juan*, Canto XII.

¹⁸ *The Cambridge History of British Foreign Policy*, Cambridge University Press, 1923, Vol. II, p. 74. Canning à Granville, décembre 17, 1824.

de même revenu en Angleterre pour payer ou les machines dont elles ont directement fait usage, ou les marchandises expédiées aux lieux où elles devaient travailler. Tant qu'a duré ce singulier commerce, où les Anglais demandaient seulement aux Américains de vouloir bien acheter, avec des capitaux anglais, des marchandises anglaises, et de les consommer pour l'amour d'eux, la prospérité des manufactures anglaises a paru brillante... Jamais les manufactures anglaises n'ont eu plus de commandes que durant cette suite de spéculations de 1825... mais, quand les capitaux ont été dépensés, et que le moment de payer est venu, tout à coup le voile est tombé, l'illusion a cessé, et la détresse a recommencé bien plus forte qu'elle n'était en 1818. »¹⁹

Le système de production, de distribution et d'échange de biens et de services étant consacré comme une vérité dogmatique, il était devenu impie de la discuter. Huskisson, était convaincu que « les principes économiques » (c'est-à-dire libéraux) étaient tout aussi axiomatiques que la géométrie d'Euclide ; et que les désavouer était faire preuve éclatante de bêtise ou de malice, ou bien les deux.

Pour le capitaliste et parlementaire qu'était Sir John Bowring « Jésus-Christ, c'est le libre échange, et le libre échange, c'est Jésus-Christ ». ²⁰

La division internationale du travail — ainsi arguait-on sérieusement — relève des arrêts de la Providence qui a transformé l'économie britannique en puissance industrielle et a voulu faire d'autres pays des régions primaires satellites. Pour surprenante que puisse paraître cette attitude, il n'en reste pas moins qu'elle était partagée par les milieux parlementaires et ecclésiastiques, et qu'elle inspira une bonne part de la législation libérale adoptée entre 1816 et 1856, dans le domaine économique.

En accord avec cette opinion, la Grande-Bretagne « de par sa nature même et ses talents » fut appelée à exporter des produits fabriqués en échange de denrées alimentaires et de produits primaires.

19 J.C.L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux Principes d'Economie Politique ou de la Richesse dans ses Rapports avec la Population*. La première édition a paru en 1819, la deuxième en 1827. Genève, 1951. Vol. I, pp. 277-279. Vers la fin du siècle, après un examen méticuleux des mouvements des capitaux 1820-1914, Tugan Baranowsky aboutissait à des conclusions analogues. cf. *Les Crises Industrielles en Angleterre*, Paris, 1911. Egalement, W. Smart, *Economic Annals of the Nineteenth Century 1821-1830*, Londres, 1917, p. 187.

20 Cité dans K. Marx, *La Misère de la Philosophie, Réponse à la Philosophie de la Misère de M. Proudhon* (1846), Paris, 1947, p. 152. Malheureusement, je n'ai pu retrouver cette réflexion, ni dans le *Hansard*, ni dans la correspondance ou écrits de Bowring. Celui-ci, capitaliste de l'industrie textile, homme profondément fervent, compositeur de cantiques, adversaire acharné du Zollverein, gouverneur de Hongkong et pilier de l'ordre établi, est l'auteur de ce que Leslie Stephens considère comme « la biographie la plus exécrationnelle qui fut écrite en anglais » (celle de Jeremy Bentham). cf. William Harris, *Caroline Fox*, p. 202 ; *Dictionary of National Biography*, 1908 ; *Autobiographical Recollections*, Londres, 1877. Bowring fut l'un des cofondateurs de l'Anti Corn Law League.

« Il est clair », écrivait en 1832 un publiciste anonyme, « qu'une grande mission a été assignée à notre pays bien-aimé la Grande-Bretagne : celle de transformer les produits de ses nations sœurs. Nos parents d'au-delà des mers nous enverront sur nos bateaux leur coton de la vallée du Mississipi. L'Inde fournira son jute, la Russie son chanvre et son lin et du minerai de fer pour que nos fabriques et nos ateliers, nos mécaniciens et nos artisans qualifiés et les machines nécessaires puissent tisser ces matières et les transformer en beaux vêtements pour les nations ; ils seront tous confectionnés par nous pour convenir à l'homme. Nos bateaux, qui nous arrivent chargés de matières premières, repartiront chargés vers toutes les régions de la terre. Cet échange de matières premières contre des produits finis, qui obéit aux lois de la nature, fait de chaque nation le serviteur de l'autre et proclame la fraternité des hommes. La paix et la bonne volonté règneront sur la terre ; l'une après l'autre, les nations doivent suivre notre exemple et le libre échange des produits prévaudra partout. Leurs ports s'ouvriront largement comme les nôtres sont ouverts à leurs matières premières. » ²¹

Cette opinion éclairée n'était certes point l'apanage d'une poignée d'économistes bruyants retranchés dans la sérénité de leur tour d'ivoire ; elle était bien davantage la conviction profonde d'une classe dynamique — *the industrious middle classes* — ainsi que Cobden aimait à définir la classe dont il était issu et qui, sur le point de s'emparer du pouvoir politique, était déjà prédominante dans les secteurs commerciaux et bancaires. ²²

Le libéralisme économique reflétait non seulement les aspirations illimitées d'une classe ascendante, ²³ mais aussi, que pendant une bonne partie du siècle et grâce à son statut compétitif, le privilège historique qu'eut l'économie britannique d'introduire et de préconiser, à l'échelle mondiale, une politique libérale. C'est là que réside la différence fondamentale entre la politique libérale de l'époque de Gladstone et la façon dont les Etats-Unis se sont proclamés, après 1945, *legatus apostolicus*, d'un monde libéral réduit.

Pour les théoriciens, les publicistes et les hommes d'Etat de l'ère post-napoléonienne, la poursuite d'une politique commerciale libérale ne comportait aucun risque véritable. C'est pourquoi, dans son *Report on Machinery* de 1925, aboutissant la même année à

²¹ Publiciste anonyme. Cf. L.C.A. Knowles, *The Industrial and Commercial Revolutions in Britain during the Nineteenth Century*, Londres, 1921, p. 128.

²² De même Cobden était convaincu que « de par la volonté de la providence divine, les forces productives presque illimitées des plaines de la Russie méridionale, étaient destinées à l'approvisionnement en produits alimentaires des pays à population dense de l'Europe occidentale... Pour l'Europe occidentale, la dépendance, en ce qui concerne une partie de son alimentation, des produits de la partie orientale du continent est un état normal et naturel ». *The Political Writings of Richard Cobden*, Londres, 1867, Vol. II, pp. 198-199.

²³ Cf. La pétition extrêmement intéressante que les commerçants et fabricants de Londres ont adressée à la Chambre des Communes en 1821. Le ricardien Thomas Tooke est, en général, tenu pour son auteur, Porter, *op. cit.*, pp. 502-504.

l'interdiction d'exporter des machines, le *Board of Trade* pouvait, d'une part s'élever contre la liberté contractuelle en usage en Grande-Bretagne, et d'autre part affirmer que la suprématie technologique nationale écartait toute crainte de concurrence étrangère et rendait proprement anachronique l'interdiction frappant l'exportation de machines.

« La liberté que notre gouvernement accorde à chaque individu d'utiliser son capital, son travail, ses talents, pour son plus grand profit, est un avantage inestimable ; des canaux se creusent, des voies ferrées se construisent par l'union volontaire d'individus, auxquels leur connaissance des conditions locales permet de s'associer au mieux des circonstances ; or, ces précieux avantages ne peuvent exister sous des régimes moins libres. *Ces libertés, dans leur ensemble, nous procurent une supériorité telle qu'une concurrence dommageable ne peut être raisonnablement prévue, que ce soit en ce qui concerne la construction de machines, ou la fabrication de biens de consommation.* » ²⁴

Cette citation, qui contient un privilège, résume à la fois les réalisations et les lacunes de l'âge libéral. Bien qu'il soit partiellement exact que la productivité technique de l'industrie britannique ait fait du monde son valet, il était à peine clairvoyant de prévoir avec la majorité libre-échangiste, que la suprématie industrielle britannique se maintiendrait intacte « tout au long des siècles ». ²⁵ Et c'est pourtant de cette prémisse ²⁶ que s'inspirait l'appel libre-échangiste en faveur de la nouvelle Utopie.

²⁴ Cité dans l'ouvrage de Charles Babbage, *On the Economy of Machinery and Manufactures*, Londres, 1835, pp. 367-370. Si en 1825, un comité spécial parlementaire chargé d'étudier les problèmes que pose l'exportation des outils et des machines proposa de ne pas modifier la loi, il recommanda néanmoins de conserver le système des licences « pour l'exportation de machines susceptibles de porter atteinte au commerce et aux industries britanniques ». En revanche, la chambre de commerce de Manchester se déclarait hostile à l'exportation de certaines catégories de machines. cf. A. Redford, *Manchester Merchants and Foreign Trade, 1794-1858*, Liverpool, 1934, p. 133. En 1843, un autre *Select Committee on the Exportation of Machinery* proposa de supprimer la législation prohibant l'exportation de certaines catégories de machines. Il eut gain de cause la même année. La force motrice de cette décision fut dictée par la considération que la science ne peut indéfiniment rester l'apanage d'un seul pays. Ce n'était pas un geste dicté par l'idéologie libérale. Cette question doctrinale ne se posait pas. Nasmyth, l'inventeur du marteau pilon à vapeur faisait, à ce sujet, de savoureuses remarques : « Il était plus avantageux de tirer des bénéfices de l'exportation de machines à l'étranger plutôt que d'attendre que celui-ci satisfasse lui-même sa demande. » *Autobiography*, Londres, 1883, p. 244.

²⁵ *Select Committee on Export of Tools and Machinery, Board of Trade, 1825.*

²⁶ Clapham a mis en lumière le fait que l'adoption ultérieure du libre-échange n'a ni diminué le mouvement migratoire des capitaux, ni freiné l'émigration de la main-d'œuvre qualifiée. Si certains libre-échangistes des années vingt ou trente ont cru que l'étranger puisse se contenter de fournir indéfiniment des denrées alimentaires ou matières premières « pourvu que la Grande-Bretagne soit disposée à les acheter et à les utiliser librement », cette idée nous dit Clapham, « reposait sur des hypothèses d'ordre politique assez douteuses ; une étude de la politique française aurait pu le leur suggérer ». *An Economic History of Modern Britain, The Railway Age*, Vol. I, p. 492, Cambridge University Press, 1926.

Les lois sur l'émigration sont abolies en 1824, mais artisans et capitaux britanniques continuent d'émigrer, au vif déplaisir et au regret de McCulloch du *Board of Trade*. Cf. ses observations devant le *Select Committee on Artisans and Machinery*,

Le système du « libre-échange », écrivait Porter du *Board of Trade*, « signifie l'absence totale de restrictions entre les pays ; nul Etat ne peut s'y trouver désavantagé par rapport à un autre, que ce soit par des dispositions spéciales ou par des tarifs différentiels ;... c'est un système dans lequel le sophisme protectionniste sera totalement répudié et aboli ». Dans cet ordre d'idées, la Grande-Bretagne était appelée par son comportement libéral, à convaincre les autres nations de l'efficacité de ce système. « Que l'action conjuguée du capital, des techniques et de l'énergie propre à nos populations insulaires nous fasse accéder, une fois libérée, à un degré de prospérité commerciale et industrielle sans précédent dans l'histoire, il faut peu d'audace pour le prédire. Aucun doute, par ailleurs, que ce degré de prospérité ne soit largement obtenu, quand bien même l'exemple anglais ne parviendrait pas à convaincre l'étranger. » ²⁷

L'ÉCONOMIE POLITIQUE : FORCE LIBÉRATRICE.

Tel que formulé par les théoriciens de l'époque post-napoléonienne, le libéralisme économique n'était pas un ensemble d'idées-forces, conçues sans hâte dans la tranquille retraite des cloîtres académiques ; il se présentait bien plutôt comme l'expression vigoureuse des aspirations de classes sociales arrivées à maturité pendant la période immédiate d'après-guerre. Il constituait, dans ce contexte, une doctrine de lutte recrutant ses partisans surtout parmi les hommes politiques, les parlementaires, les écrivains, les intellectuels, les hommes d'affaires et les membres du corps enseignant. Le libéralisme ne pouvait donc pas être considéré comme une doctrine neutraliste. ²⁸ Si les forces qu'il représentait étaient enclines

1840, cité dans l'ouvrage de J. Hobson, *Export of Capital*, Londres, 1914, p. 109 ; également Lord Brassey, *Work and Wages*, Londres, 1872, p. 82 ; aussi la petite monographie de W.O. Henderson, *Britain and Industrial Europe 1750-1870: Studies in British Influence on the Industrial Revolution in Western Europe*, Liverpool Univ. Press, 1954.

²⁷ G.H. Porter, *op. cit.*, pp. 475-476.

²⁸ Cette absence de neutralisme correspondait à l'apparition du capitalisme industriel et de ses critiques (Sismondi, Malthus, Lauderdale et les Chartistes). Etant donné ce concours de circonstances, il semblait difficile, sinon impossible, de rester « neutre » sur le plan doctrinal. Il conviendrait de noter que Böhm Bawerk considère la prise de position d'Adam Smith quant au problème du taux d'intérêt comme « parfaitement neutraliste », alléguant qu'à « l'époque d'Adam Smith, les rapports entre la théorie et la pratique lui permettaient encore de faire preuve d'une neutralité qui ne fut pas longtemps permise à ses successeurs ». *Capital and Interest*, pp. 74-75. Quant au parti-pris de James Mill et de Ricardo, consultez les observations de Edwin Cannan, *A History of the Theories of Production and Distribution in English Political Economy from 1776 to 1848*, Londres, 1893, p. 206. Quoique grand-prêtre du libéralisme économique, Ricardo, dans un chapitre essentiel de ses *Principes* (« On Machinery »), introduisit des confessions hérétiques. Il y déclare que l'introduction du machinisme est susceptible de nuire aux intérêts de la classe ouvrière. McCulloch lui reproche cette indiscrétion de mauvais goût et l'accuse d'apporter de l'eau au moulin de l'adversaire (c'est-à-dire à Malthus et Sismondi).

à considérer « les intérêts généraux » de la nation et leurs intérêts de classe comme synonymes, du point de vue historique, elles y étaient autorisées, car leurs intérêts coïncidaient — tout au moins à l'échelle nationale — avec les changements et les tendances fondamentales nouvelles liés à l'épanouissement des forces productrices. Les groupes des intérêts constitués — survivances mercantilistes des XVII^e et XVIII^e siècles, les intérêts propres aux esclavagistes antillais, les bénéficiaires des Actes de Navigation, les grands propriétaires fonciers de la métropole, ainsi que les privilèges de la Compagnie des Indes orientales, devaient être abolis ; et ils devaient l'être par l'action libératrice de l'économie politique classique. Telle était sa mission historique ; et, dans ce contexte, l'économie politique classique ne pouvait être neutraliste.

L'autre grief adressé à l'économie politique classique en général, et à Ricardo en particulier, celui d'un excès d'abstraction, est tout à la fois fondé et arbitraire.²⁹ Pour paradoxal que soit ce jugement à première vue, il s'explique par le fait que l'époque de Jeremy Bentham, de James Mill et de Ricardo connut simultanément l'éclosion de nouvelles forces sociales et le début du déclin des anciennes. Lorsque Jevons³⁰ ironise sur la tour d'ivoire où Ricardo confinait ses raisonnements déductifs et ses modèles économiques surprofilés, il est franchement grotesque et le verdict prononcé par Cannan à ce propos est bien plus judicieux : « Parmi les mythes prévalant dans l'histoire de l'économie politique anglaise, aucun n'est aussi coriace que celui qui veut que les constructions intellectuelles de l'école ricardienne soient presque entièrement abstraites et dépourvues d'esprit pratique. »³¹

Lorsque Carey estime que Ricardo et ses disciples ignorent le rôle imparti à l'Etat dans l'expansion économique, il touche au point le plus solide des conceptions ricardiennes. La mission sacrée du laissez-faire consistait précisément à libérer les forces productrices des entraves que leur imposait l'interventionnisme étatique et à balayer les rapports de production périmés.³²

Selon le commentaire de Laski, « le libéralisme était encore trop près de sa période de triomphe sur l'Etat, pour juger l'intervention

29 Pour l'exposé le plus clair et le plus objectif de la pensée ricardienne, voir Oswald St. Clair, *A Key to Ricardo*, Londres, 1957.

30 *The Theory of Political Economy*, Londres, 1871, réimpression 1924. Les économistes furent conseillés « de mettre au rebut, une fois pour toutes, les hypothèses nébuleuses et absurdes de l'école de Ricardo... David Ricardo a aiguillé le char de la Science Economique sur de fausses voies ».

31 E. Cannan, *op. cit.*, p. 333. M. Blaug, « The Empirical Content of Ricardian Economics », *Economica*, février 1956. J. Gillman, « The Development of Ricardo as an Economist », *Science and Society*, Vol. XX. 1956. J. Schumpeter, *The History of Economic Analysis*, New-York, 1954, p. 505.

32 K. Marx, *Kritik der politischen Oekonomie*, 1857, Chap. I.

de celui-ci autrement que stérile. Il l'estime coupable de porter préjudice à l'industrie, et propre à impliquer des persécutions politiques et religieuses plus ou moins virulentes, et la désigne plutôt comme un ennemi à vaincre que comme un allié précieux ». ³³

Par ses coups de boutoir contre les abus des monopoles coloniaux et du mercantilisme, contre les privilèges et les prérogatives politiques d'une aristocratie foncière, l'économie politique joua, au début, un rôle révolutionnaire. Le libéralisme était anti-esclavagiste, non point par sentiments humanitaires, ³⁴ mais parce qu'il voyait dans ce mode de production une entrave à l'expansion des forces productrices ; et s'il était anti-colonialiste, c'est qu'il considérait les colonies comme des charges coûteuses, des « annexes prestigieuses mais pesantes, destinées à parfaire la façade de notre grandeur » sans « améliorer notre balance commerciale ». « Après l'immense révolution qui vient d'avoir lieu », rugissait Disraëli, « il nous est désormais interdit de nous cramponner aux débris et aux lambeaux du protectionnisme ». ³⁵ Assassiner le mercantilisme n'était pas suffisant ; il fallait encore en damner le souvenir. Les libre-échangistes libéraux étaient anti-tarifaires, ³⁶ anti-colonialistes, ³⁷ hostiles aux lois sur l'importation du blé ³⁸ et aux Actes de Navigation. ³⁹ Ils devinaient, en effet, dans les défenseurs implacables de ces coalitions d'intérêts les partisans d'un système véreux de restrictions économiques, adversaires qu'il fallait liquider pour que pussent retentir les cloches de la victoire. Les maîtres de forge du Glamorganshire et leurs confrères des textiles du Lancashire et

33 H.J. Laski, *The Rise of European Liberalism*, Londres, 1936, p. 253. Egalement E.L. Woodward, *The Age of Reform: 1815-1870*, Oxford University Press, 1939, p. 15; pp. 406-454. L. Robbins, *The Theory of Economic Policy in English Political Economy*, Londres, 1952, p. 19.

34 cf. Les déclarations de T.B. Macaulay, *Hansard, Third Series, LXXVII*, 1290, 1292, 1300, 1302. Février, 26. 1845. Egalement Benjamin Disraëli, *Life of Lord George Bentinck*, Vol. I, Londres, 1878, p. 78. Au début de la révolution sociale qui ensanglantait les Etats-Unis en 1861, John Stuart Mill était ahuri de constater que, dans leur ensemble, les sympathies de la bourgeoisie rejoignaient les « sudistes libéraux », par hostilité envers le « nord protectionniste ». « The working classes, and some of the literary and scientific men, being almost the sole exception to the general frenzy », remarquait Mill. Michael St. John Packe, *Life of John Stuart Mill*, Londres, 1954, p. 423.

35 *Hansard, Third Series, CXXIV*, 1036, 3 mars 1853. Cf. son roman social, *Sybil*, pour une description précise de ses coalitions d'intérêts puissantes.

36 B. Holland, *The Fall of Protection, 1840-1850*, Londres, 1913.

37 L.J. Ragatz, *The Fall of the Planter Class in the British Caribbean, 1763-1833*, New-York, 1928; F.W. Pittman, « The West Indian Absentee Planter as a British Colonial Type », *Proceedings of the Pacific Coast Branch of the American Historical Association*, 1927.

38 D.G. Barnes, *A History of the English Corn Laws from 1606-1846*, 1930; C.R. Fay, *The Corn Laws and Social England*, Londres, 1932; A. Prentice, *The History of the Anti-Corn Law League*, 2 Vols, Londres, 1853.

39 A. Brady, *William Huskisson and Liberal Reform*, Londres, 1928.

du Yorkshire, pareillement avides de réduire les salaires, se déclaraient tous partisans du « déjeuner gratuit ». ⁴⁰

Comme Moïse sur le Pisga, les capitalistes du Lancashire découvraient la terre promise. « Le monde tranquille, l'univers de Walpole et des Pelhams, s'est écroulé », écrit Plumb. « L'univers britannique s'est fait trop vaste, ses intérêts sont devenus trop complexes, son mode de vie trop industriel pour qu'il puisse encore demeurer dans les limites d'une constitution créée par une petite classe de propriétaires terriens désœuvrés... Mais le déclin d'un âge et d'un mode de vie suscita chez eux davantage que des regrets ; il provoqua la férocité et la froide détermination de survivre avec une perte de puissance minime. » ⁴¹

La liquidation de cette classe fut plus longue néanmoins que celle de son équivalent d'outre-Atlantique, consommée dans le délai relativement bref qui sépare les événements de Fort Sumter de la tragédie d'Appomattox.

La notion même d'économie « politique » fut considérée comme subversive. ⁴² Pour Carey fils, les *Principes* de Ricardo avaient trop insisté sur la lutte des classes, et son système engendrait la discorde. « Il crée des antagonismes de classes... Son livre est le parfait manuel du démagogue assoiffé de pouvoir. » ⁴³ Ricardo avait conçu cet ouvrage comme un manuel d'éclaircissement idéologique ⁴⁴ et ce n'est pas par hasard que ses abstractions tournent autour des problèmes que pose la répartition sociale des revenus. Dans une lettre adressée par Ricardo à Malthus en 1820, il déclare : « L'Economie Politique est, selon vous, une enquête sur la nature et les causes de la richesse. J'estime au contraire qu'elle doit être définie comme une enquête au sujet de la distribution du produit de l'industrie entre les classes qui concourent à sa formation. On ne peut

⁴⁰ E. Dolléans, *Histoire du Mouvement Ouvrier, 1830-1871*, Vol. I, Paris, 1936. Pour une exposition très claire, voir chapitre 2.

⁴¹ J.H. Plumb, *England in the Eighteenth Century*, Londres, 1950, p. 140. Également, P. Mantoux, *op. cit.*, Partie III, Chap. II.

⁴² Toute référence à des phénomènes tels que le « blé » ou « les drawbacks » était considérée comme profanant le métier d'économiste. cf. L'introduction à *Stewart's Biographies*, éd. par Hamilton. Pour une description très érudite de la façon dont l'économie politique se fonde sur la distinction des classes, cf. Elie Halevy, *La Naissance du Radicalisme Philosophique*, Paris, 1905.

⁴³ H.C. Carey, *The Past, The Present, The Future*, Londres, 1848, pp. 74-75. J.M. Keynes rapporte que le Prof. Foxwell, Président de la *Royal Economic Society* refusa de faire, devant cette assemblée, une conférence sur Ricardo, alléguant que « his onslaught on the author of the dreadful heresy between capital and labour would have been too provocative », *Economic Journal*, décembre 1936, p. 592.

⁴⁴ C'est peut-être sous ce jour, qu'on apprécie le mieux la perspicacité dont fait preuve Viner, lorsqu'il estime que l'idéologie ricardienne était « une théorie d'expédient, toujours subordonnée au principe d'utilité sans jamais s'élever au rang de dogme ». « Bentham and J.S. Mill : The Utilitarian Background », *American Economic Review*, mars 1949 ; également H.W. Spiegel (éd.), *The Development of Economic Thought: Great Economists in Perspective*, New-York, 1952.

rapporter à aucune loi la quantité des richesses produites, mais on peut en assigner une assez satisfaisante à leur distribution. De jour en jour, je suis plus convaincu que la première étude est vaine et décevante et que la seconde constitue l'objet propre de la science. »⁴⁵ De même dans la préface de ses *Principes* nous lisons : « Déterminer les lois qui régissent cette répartition, voilà l'objectif principal de l'économie politique. »

Dans le monde de la pensée systématique, le libéralisme économique se présente à maints esprits comme la révélation d'une vérité. Pour le colonel Torrens,⁴⁶ qui, avec Ricardo, partage l'honneur d'avoir « découvert » la loi des « coûts comparatifs », ce dernier reste, en 1844, son maître éminent ; James Mill estime que son œuvre est « destinée à l'immortalité » ; et Charles Austin, plusieurs années après la publication des *Principes*, écrit que seuls deux ou trois points de cet ouvrage appellent des modifications. Ces éloges dus à la plume de libéraux ricardiens ont été dépassés par l'exubérance d'un homme de lettres, Thomas de Quincey.

« Cette œuvre profonde (les *Principes* de Ricardo) avait-elle vraiment été écrite en Angleterre au dix-neuvième siècle ? Était-ce possible ? Je croyais qu'en Angleterre on avait cessé de penser. Se pouvait-il qu'un Anglais, non pas retiré dans le calme d'un sanctuaire universitaire mais accablé par les préoccupations inhérentes à ses fonctions de commerçant et de sénateur, ait réalisé ce que toutes les universités d'Europe et un siècle de pensée n'avaient pas su faire progresser d'aussi peu que ce soit ? Tous les autres écrivains avaient été écrasés et submergés par le volume énorme de faits et de documents ; Monsieur Ricardo avait, a priori, tiré du raisonnement seul des lois qui, pour la première fois, jetaient la lumière sur cette masse informe de données. Il avait transformé ce qui, jusque là, n'avait été qu'une suite de discussions hésitantes en une science aux proportions régulières, construite pour la première fois sur un *fondement éternel*. »⁴⁷

Ces principales hypothèses énoncées, la science économique prend un caractère de finalité. Dans les années soixante-dix, le Prof. Cairnes écrit : « On ne peut nier que l'avènement de la science ait été un bien. Seulement on pense que sa mission est sur le point d'être accomplie. Le processus d'abolition des monopoles et la suppression des entraves à l'essor industriel semblent avoir atteint leur fin naturelle. »⁴⁸

⁴⁵ *Works and Correspondence of David Ricardo*, Ed. par Piero Sraffa en collaboration avec Maurice Dobb. Cambridge University Press, 1954, Vol. VII, p. 265.

⁴⁶ Pour un aperçu du milieu social ricardien, cf. Lionel Robbins, *Robert Torrens and the Evolution of Classical Economics*, Londres, 1958.

⁴⁷ *The Confessions of an English Opium-Eater* (1821), Londres, 1901, p. 221.

⁴⁸ *Political Economy and Laissez-Faire*, Londres, 1873. cf. également les réflexions faites par Sir James Stephen, en 1861, citées dans l'ouvrage de H. Sidgwick, *The Principles of Political Economy*, 3^e édition, réimprimée en 1924, p. 2.

Le rôle économique dévolu à l'Etat ne consiste plus guère qu'à être l'ultime bastion sauvegardant les privilèges de la classe possédante contre les usurpations « des ordres inférieurs ». Le libéralisme « fournit certaines justifications aux libres activités du capitaliste individuel valant à celui-ci l'appui des forces sociales dominantes groupées derrière l'autorité ». ⁴⁹ Jusqu'à la veille de ce que Dicey décrit comme « l'âge collectiviste », ⁵⁰ la fonction essentielle de l'Etat se ramène, pour la classe possédante, au rôle qu'Adam Smith lui assigne dans un moment d'inattention : celui d'instrument grâce auquel les riches peuvent dormir en toute quiétude. ⁵¹

Le triomphe de la tradition ricardienne et du libéralisme économique n'était pas sans rapports avec le climat économique dans lequel il se produisit. Par ses incessantes ruées idéologiques, l'économie politique classique joua un rôle comparable à celui de la doctrine des Droits de l'homme formant l'assise du libéralisme politique et social qui devait ébranler l'Europe jusque dans ses fondations, en l'*annus mirabilis* 1848.

Dans un passage bien connu de la *General Theory*, Keynes relève que l'étendue de la victoire ricardienne ne peut s'expliquer que par « un ensemble complexe de sympathies entre sa doctrine et le milieu où elle a été lancée ». Pour lui, la conquête de l'Angleterre par la tradition ricardienne « fut aussi complète que celle de l'Espagne par la Sainte Inquisition. Non seulement sa théorie fut acceptée par la Cité, les hommes d'Etat et les milieux académiques, mais encore elle mit fin aux controverses... » ⁵²

Hors d'Angleterre, les porte-parole des régions moins développées manifestaient cependant moins d'enthousiasme. Ils furent bientôt nombreux à contester qu'il fût possible d'acclimater le libé-

49 J.M. Keynes, *The General Theory*; ses critiques des économistes classiques étaient fines, brillantes et malicieuses. « That it reached conclusions quite different from what the ordinary instructed person would expect, added to its... prestige. That its teaching, translated into practice, was austere and often unpalatable, lent it virtue. That it was adapted to carry a vast and consistent logical superstructure gave it beauty. That it could explain much social injustice and apparent cruelty as an inevitable incident in the scheme of progress... commended it to authority », pp. 32-33.

50 Sous le terme « collectivisme », Dicey, juriste libéral, désignait à la fois la législation sociale et les différentes pièces de l'arsenal de « l'Etat bien-être ». Publiée à la veille d'un âge nouveau où l'essor du capitalisme monopoleur allait de pair avec un accroissement incessant de la puissance syndicale, cette étude ne manque pas d'intérêt. *Law and Public Opinion in England*, Londres, 1905.

51 « It is only under the shelter of the civil magistrate that the owner of valuable property... can sleep a single night in security ». *The Wealth of Nations*, Livre V, p. 760. Toutes mes références à cet ouvrage se rapportent à l'édition en un volume de Cannan, New-York, 1936.

52 Pour ce qui est du triomphe de la tradition ricardienne, cette remarque est correcte. En revanche, d'autres thèses de Ricardo suscitèrent de nombreuses controverses, cf. R. Meek, « The Decline of Ricardian Economics in England », *Economica*, février 1950.

ralisme sur un sol dépourvu de racines historiques. Le doute jaillit quant à la valeur conceptuelle d'une doctrine où les problèmes de croissance économique et d'unité nationale étaient méconnus.

L'ÉVEIL DE LA RÉVOLTE.

Il n'est donc point paradoxal que les pionniers énergiques d'un pays qui venait d'obtenir son indépendance nationale aient été appelés à répudier les formes extrêmes du libéralisme intégral. Les treize Etats américains étaient loin de former une économie nationale bien intégrée. Compte tenu des forces centrifuges dont ils subissaient l'influence, il appartenait au gouvernement fédéral de forger l'unité économique et d'accélérer le processus de croissance.

Si les pères de la Constitution fédérale considéraient l'expansion économique comme un élément indispensable d'indépendance nationale, ce n'était point parce qu'ils y voyaient une fin en soi, mais une condition au maintien de cette indépendance. C'est en effet grâce à l'intervention hardie du gouvernement fédéral que l'expansion put s'étendre à de nombreux secteurs d'activité. Son prestige et son autorité, grandement accrus par le droit d'imposition, lui permirent d'accumuler les ressources nécessaires pour assurer, en matière de développement économique, le financement de maints projets qui, sans son intervention, eussent été voués à l'abandon faute de capitaux suffisants.⁵³

Dans le nouveau cadre géo-économique et social de la jeune République, une doctrine nouvelle s'ébaucha, qui, sans rompre avec

53 C.W. Wright, *Economic History of the United States*, New-York, 1940, p. 285. Certains économistes américains ont prétendu que les thèses principales du laissez-faire ne commencèrent à jouir d'une large faveur qu'après la guerre de sécession, lorsque les économies des Etats sont devenues plus intégrées à l'intérieur du moule national, cf. H.F. Williamson (éd.) *American Economic Growth*, New-York, 1951, pp. 14-15; G.R. Taylor, *The Transport Revolution, 1815-1860* (The Economic History of the United States Series, Vol. IV) New-York, 1951; C.W. Kaiser, *History of the Academic Protectionist —Free Trade Controversy in America before 1860*, Philadelphia, 1939.

Egalement, Carter Goodrich, « Public Spirit and American Improvements », *Proceedings of the American Philosophical Society*, Vol. 92, octobre 1948. Dans le même esprit, l'auteur souligne dans quelle mesure les investissements fédéraux ont stimulé la croissance économique. Au cours de la première moitié du XIX^e siècle « proposals to construct canals and turnpikes and other improvements, and later the railroads at public expense, were among the most important policy questions of the time ». « National Planning of Internal Improvements », *Political Science Quarterly*, mars 1948. Trollope, romancier et voyageur anglais du XIX^e siècle, faisait remarquer « que rien dans le caractère national américain n'inspire plus de respect que l'audace et l'énergie manifestées dans la conception et l'exécution des travaux publics », cité dans Goodrich, *op. cit.* Commentant cette réflexion, Ragnar Nurske ajoute : « While the American economy today impresses the world mainly by its mass production methods, in the early nineteenth century it distinguished itself above all by the way it was building up 'Social overhead capital' », *Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries*, Oxford University Press, 1953, p. 153.

la portée générale des conceptions smithiennes, devait les modifier et les adapter aux conditions nouvelles.

C'est l'étude du thème central de la diversification qui amène publicistes, théoriciens et hommes d'Etat du nouveau monde à présenter l'industrialisation comme la *conditio sine qua non* dont dépend le destin même de tout pays récemment promu à l'indépendance nationale. Le défi lancé aux « doctrines de Manchester », pour employer l'expression de Carey père, venait des architectes de la République, pour lesquels les exigences de l'expansion devaient l'emporter sur les « lois universelles » du classicisme. Telle était la pensée des Fédéralistes, dont Alexander Hamilton fut l'interprète le plus lucide.

Dans son célèbre *Report on Manufactures*, présenté en 1791 devant la Chambre des Représentants, Hamilton affirme que sans l'industrialisation, la nation américaine n'avait aucun espoir de survivre.

« La richesse mais aussi l'indépendance et la sécurité d'un pays semblent être matériellement liées à la prospérité des industries. Pour cette raison, chaque nation devrait s'efforcer de posséder tous les éléments indispensables à la satisfaction de ses besoins nationaux sur son propre territoire. Ceux-ci comprennent les moyens de subsistance, le logement, l'habillement, et la défense. La possession de ces éléments est essentielle au bon développement de l'Etat, à la sécurité et au bien-être de la société. Si un de ces éléments manque, un secteur important de la vie et de la structure politiques fait défaut. Un état, dans les diverses crises qui l'attendent, ressentira inévitablement les durs effets d'une carence de cette nature. » Et d'ajouter : « Opérer ce changement, aussi rapidement que le permet la prudence, exige toute l'attention et le zèle de nos conseils publics : c'est la prochaine grande tâche à entreprendre. » ⁵⁴

Le rôle de l'Etat pouvait donc être comparé à celui d'une accoucheuse aidant à la naissance de l'industrialisation capitaliste.

Dans son discours d'investiture à la Présidence, Washington ne manque pas d'insister pour que « l'on encourage les manufacturiers dont l'effort contribue à nous affranchir de l'étranger en matière d'équipement militaire indispensable ». De son côté, Madison ne cessait de proclamer que « l'existence même de la nation exige qu'elle se libère des marchés extérieurs, tout au moins pour les fournitures militaires et les besoins de première nécessité ». ⁵⁵

⁵⁴ *Papers on Public Credit, Commerce and Finance*, éd. par Sam McKee Columbia University Press, 1934, pp. 227-228. Egalement N. Schachner, *Life of Alexander Hamilton*, New-York, 1946. Matthew Carey, soulignant l'importance de la construction intellectuelle de l'œuvre de Hamilton, remarque « that it was the most perfect and luminous work ever published on the subject and more richly deserves the title of the *Wealth of Nations* » than the celebrated work which bears this name ». cf. K.W. Rowe, *Matthew Carey, A Study in American Economic Development*, New-York, p. 27.

⁵⁵ L. Start, *Early American Statesmen on the Tariff*, p. 18.

Thomas Jefferson, que l'on pourrait considérer peut-être comme un physiocrate⁵⁶ et que consternait le spectacle des vastes agglomérations urbaines d'Europe, « les plaies du corps politique », luttait farouchement pour empêcher que la République ne se transformât en un vaste atelier industriel, étant convaincu que le « code moral » d'un pays agricole est supérieur à celui d'un pays où l'urbanisme et l'industrialisation sont très poussés ; mais l'expérience cruelle des guerres napoléoniennes et l'application de l'embargo américain le fit changer d'avis.

Suivant la même ligne de raisonnement, Jefferson dans une lettre à Jean-Baptiste Say,⁵⁷ justifie sa rupture avec la doctrine de Smith en alléguant l'élément d'opportunité stratégique, argument identique, notons-le, quant au fond — quoique différent en sa forme doctrinale — à celui invoqué le 15 mai 1935 par Staline,⁵⁸ qui, dans une allocution prononcée devant les officiers de l'Académie militaire de Frunze, déclarait : « Certains de nos camarades nous ont dit : A quoi sert votre industrialisation, votre collectivisation, que vous rapportent vos machines, votre métallurgie, vos tracteurs, vos moissonneuses-batteuses... ? Pour un pays arriéré comme le nôtre, la création d'une industrie moderne de premier ordre est un rêve hasardeux... Nous aurions pu, bien sûr, consacrer ces trois milliards de roubles-or, accumulés au prix d'austérités sévères, à l'importation de matières premières et à la fabrication de biens de consommation de première nécessité, au lieu de les investir dans notre industrie lourde. Pareille politique eût été parfaitement concevable. Mais elle ne nous aurait pas procuré d'industrie sidé-

56 *Works of Thomas Jefferson* (éd. par Washington), Vol. I, p. 403.

57 *Makers of Modern Strategy*, Princeton University Press, 1943.

58 Le nerf de l'industrialisation ultra-rapide, et la force de l'U.R.S.S. se trouvent dans la réflexion, également révélatrice sur le plan psychologique, prononcée par le dirigeant bolchévique au cours du premier quinquennat, à l'occasion de la première séance des chefs d'entreprises, tenue le 4 février 1931.

« On se demande parfois s'il ne serait pas possible de ralentir le rythme de croissance et de freiner son évolution. Non, camarades, ce n'est pas possible. Il ne faut pas ralentir le tempo. Bien au contraire, nous devons nous efforcer, autant qu'il nous est possible, d'en accélérer le processus. Un des traits caractéristiques de l'histoire de l'ancienne Russie consiste en les défaites qu'elle a continuellement subies par suite de son retard. Et ceux qui restent en arrière sont battus d'avance. L'ancienne Russie était vaincue par les Khans mongols. Elle a été battue par la noblesse polonaise et lettone. Elle a été battue par les capitalistes britanniques et français. Elle a été battue par les barons japonais. Tous l'ont battue à cause de son retard : retard militaire et culturel, retard politique, industriel, agricole... C'est pour cette raison que Lénine lance pendant la révolution d'Octobre le mot d'ordre : 'Mourir ou bien dépasser et devancer les pays capitalistes les plus avancés'. Cité dans l'ouvrage de A.G. Mazour, *Russia: Past and Present*, New-York, 1951, p. 519.

Il est utile de faire remarquer que ces réflexions, peu importantes nos sentiments à l'égard du régime stalinien, furent prononcées, dix ans avant le déclenchement de l'opération 'Barbarossa' en Juin 1941. Cf. l'observation à ce propos d'un économiste chilien, O. Alvarez Andrews, dans *El Mercurio* (Valparaíso, mai 14, 1942) dans P.T. Ellsworth, *Chile: An Economy in Transition*, New-York, 1945, p. 132.

rurgique, d'industrie des machines-outils, non plus que des tracteurs, des avions et des tanks ; et nous aurions risqué de nous trouver désarmés en face d'un ennemi étranger. » ⁵⁹ Parlant seize ans plus tard, aux dirigeants indiens, au Lok/Sabha, sur la nécessité d'industrialiser l'Inde, les successeurs du dictateur devaient reprendre la même thèse. ⁶⁰

C'est dans une lettre à Jefferson que son ami et conseiller économique, Thomas Cooper, développe l'argument bien connu de l'« industrie naissante » : « J'espère que le Congrès votera des mesures permanentes de protection en faveur de nos industries naissantes. Engager nos citoyens à gravir la pente de l'industrialisation, hérissée d'embûches et trouée d'ornières, pour les abandonner ensuite, aux premières lueurs de paix, à la concurrence malveillante des Britanniques sur nos marchés domestiques, serait se livrer à une monstrueuse escroquerie. » Tout en concevant du bien-fondé de la théorie générale d'Adam Smith, il préconisait une politique reconnaissant que « les besoins de l'heure dictent parfois des exceptions. Nous devrions nous sentir plus à l'aise sur nos propres marchés et les avoir mieux en mains ». ⁶¹ Faisant preuve d'une surprenante lucidité, Cooper avait déjà esquissé quelles seraient les bases sociales du protectionnisme — quels en seraient les adversaires et les partisans. Pour lui, la campagne en faveur de l'expansion industrielle serait un moyen de déraciner les derniers vestiges du colonialisme britannique — les intérêts maritimes. Et si la classe des armateurs devait s'élever contre l'aide fédérale à l'industrie, il était persuadé qu'agriculteurs et fabricants ne voteraient guère contre les mesures protectionnistes. Toutefois « il se peut », dit-il, « que pendant un certain temps, ces derniers se laissent mener et abuser, et que les hurlements mercantiles couvrent leurs voix. Mais leurs vœux et intérêts s'exprimeront en faveur de notre union. La prédilection mercantile pour les produits, la politique et le régime britanniques se heurtent déjà, dans nos Etats, à une opposition certaine. Ne faut-il pas s'attendre à ce que des mesures efficaces destinées à soutenir nos industries nationales viennent renforcer, dans ces Etats, l'opposition aux propensions mercantiles pour les biens de consommation anglais, à l'optique anglaise en matière de politique et aux institutions gouvernementales anglaises ? Ces mesures décideraient sans aucun doute les

⁵⁹ *Izvestiya*, 16 mai 1935. Cité dans Allen et Muratoff, *The Russian Campaigns of 1914-1943*, Londres, 1944, p. 18.

⁶⁰ *Reports by N.A. Bulganin and N.S. Khrushchev to the Supreme Soviet of the USSR on their Visit to India, Burma and Afghanistan*, 29 décembre 1955, Nouvelle-Delhi, 1956, Ministère Indien de l'Information.

⁶¹ *Jefferson Papers*, Thomas Cooper à Jefferson, 4 décembre 1808, cité dans L.M. Sears, *Jefferson and the Embargo*, Duke University Press, 1927, p. 134.

milieux industriels en faveur des dispositions actuelles, et déjoueraient probablement les visées séparatistes qui s'ébauchent ». ⁶²

L'industrialisation ne devait donc plus être considérée seulement en fonction du bien-être national : il y avait des facteurs *internes*, de nature politico-stratégique, qu'il fallait envisager.

Mais quels que fussent les sacrifices réclamés, la nation allait devoir poursuivre sans fléchir les buts qu'elle s'était assignés. Dans sa lettre à Lafayette, du 24 février 1819, Jefferson estime que si l'embargo fut « une mesure très pénible », il a contribué néanmoins à « nous engager à fond dans l'édification des industries nationales » et les résultats obtenus lui semblent satisfaisants.

Dans ces conditions, la doctrine de la spécialisation et la théorie de la division internationale du travail manquaient d'à propos. Il se trouvait évidemment toujours des milieux pour s'opposer à l'industrialisation, tels les puissants armateurs de la côte atlantique, qui craignaient de voir leurs intérêts compromis par une Amérique mécanisée, et les esclavagistes libéraux qui redoutaient, non sans raison, qu'elle ne détruise leur univers. En dépit de ces intérêts constitués, pourquoi la nation n'entreprendrait-elle pas de transformer elle-même produits primaires en articles manufacturés, si elle dispose à la fois de matières premières, de débouchés domestiques, de main-d'œuvre et de compétences techniques ? demandait Jefferson. A cette même question, il répondait en ces termes :

« J'ai insisté sur le fait qu'il fallait encourager les industries de transformation dans la mesure, au moins, de notre propre consommation d'articles pour lesquels nous devons nous fournir les matières premières... Sur ce point, les réunions et les documents fédéralistes ont mis en garde contre la politique chinoise, la destruction du commerce, etc ; c'est-à-dire que le fer que nous produisons ne doit pas être transformé ici en char-rués, haches, houes, etc. afin que les armateurs puissent tirer profit de son transport en Europe et le ramènent manufacturé. Comme si, après avoir manufacturé nos matières premières pour satisfaire nos propres besoins, l'excédent de produits n'était pas suffisant pour utiliser une bonne partie de la navigation à les diriger vers les marchés et les échanger contre des articles pour lesquels nous ne disposons pas de matières premières. » ⁶³

Pour lui, cette doctrine consisterait à « sacrifier l'agriculture comme l'industrie au profit du commerce ».

Etant donné sa défense de l'argument des « industries naissantes », il pouvait, en bonne logique, préconiser que « toute vraie prospérité dépend de l'équilibre entre les divers secteurs d'activité

⁶² L.M. Sears, *op. cit.*, p. 135.

⁶³ *Works of Thomas Jefferson*, Vol. XI, pp. 90-91, 21 janvier 1809, Sears, *op. cit.*, p. 137.

économique ». La notion de croissance équilibrée s'y manifestait déjà à l'état embryonnaire.

Les avocats de progrès industriel se trouvaient cependant confrontés à un autre problème de nature toute différente, à savoir la menace de chômage importé, accentué par l'étranglement de l'industrie nationale américaine. D'aucuns prétendaient que des fluctuations émanant de pays plus développés, comme l'Angleterre, pouvaient fort bien se transmettre aux pays moins développés. Dès 1818, Carey observe que l'afflux d'importations britanniques succédant aux guerres napoléoniennes provoque, aux Etats-Unis, une large vague de chômage. A la grande réprobation de Brougham, Ricardo prétend par la suite, que le chômage n'est qu'un phénomène purement transitoire, et que les facteurs de production déplacés par des importations trouveraient un emploi alternatif, pourvu que la concurrence⁶⁴ continue de s'affirmer. Carey écarte cet argument comme non fondé, et accuse le classicisme de vivre en marge de la réalité.

« Where », demande-t-il avec sarcasme, « will he or his disciples (Smith, Mill) find 'collateral manufactures', to employ coachmakers, watchmakers, shoemakers, hatters, papermakers, bookbinders, engravers, letter founders, chandlers, silverplaters, jewellers, smiths, cabinet-makers, stone-cutters, glass-cutters, brewers, tobacconists, potters, wiredrawers, tanners, curriers, dyers, rope-makers, calico-printers, paper-stainers, engine-makers, turners, wheelrights, and the great variety of other artists and manufactures » ?⁶⁵

C'est à dessein que cette énumération est reproduite ici intégralement, car elle nous permet de pénétrer l'état d'esprit propre aux publicistes économiques dits « pratiques ». Elle est, d'autre part, une *reductio ad absurdum* de l'affirmation classique selon laquelle les ouvriers licenciés d'une catégorie d'emploi donnée trouvent toujours un nouveau débouché. Les raffinements théoriques de l'Ecole classique se trouvent ainsi répudiés en vertu de la préoccupation qui, plus tard, prendra le nom de « plein emploi ».

De même que les deux guerres mondiales ont donné une impulsion nouvelle à la transformation industrielle de certaines régions sous-développées, les guerres napoléoniennes ont accéléré l'industrialisation de la jeune République et ainsi attiré sur elle l'hostilité non déguisée de Westminster. Brougham,⁶⁶ parlementaire libéral et lobbyiste des intérêts de l'industrie lainière du Yorkshire, réclame vigoureusement l'application d'une politique suivie de dumping sur

⁶⁴ *Works and Correspondence*, Vol. V, pp. 85-86.

⁶⁵ *Autobiography* (en réimpression), New-York, 1942, pp. 103-104.

⁶⁶ cf. Frances Hawkes, *Life of Henry Brougham*, Londres, 1957.

le marché américain, afin « d'étouffer dans l'œuf, par la pléthore, l'industrie naissante des Etats-Unis que la guerre avait engendrée, *contrairement au cours naturel des choses* ». ⁶⁷ (Les italiques sont de l'auteur.)

L'EMPRISE DE L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE SUR LIST.

Le développement de l'économie américaine devait exercer une influence formatrice sur la pensée d'un autre grand hérétique du xix^e siècle. Friedrich List ⁶⁸ naquit à Reutlingen dans le Würtemberg, en l'année dramatique qui vit la prise de la Bastille. Quelques années devaient suffire à consommer l'anéantissement des dernières survivances de l'Ancien Régime et à consacrer l'expansion des idées démocratiques révolutionnaires.

La France et l'Amérique républicaines allaient exercer une influence dominante sur les principaux aspects des constructions intellectuelles de List.

Cet esprit sensible, qui était originaire d'une région sous-développée d'Europe centrale, est profondément marqué par l'expérience américaine ; elle lui révèle que l'unification nationale est condition préalable et facteur de toute croissance économique. Néanmoins, si List apparaît dans l'histoire comme le théoricien de la croissance économique et le prophète de l'unité nationale, ce n'est cependant pas dû à l'influence primordiale de l'exemple amé-

⁶⁷ Cité dans l'ouvrage de K.W. Rowe, *Matthew Carey: A Study in American Economic Development*. En ce qui concerne les cycles économiques formant l'arrière plan sur lequel se projette la controverse, cf. A.D. Gayer, *The Growth and Fluctuations of the British Economy, 1790-1850*, Oxford University Press, 1953.

⁶⁸ Malheureusement, aucune biographie satisfaisante (à ma connaissance), n'existe de cet homme extraordinaire, que ce soit en français ou en anglais. L'ouvrage de Maurice Bouvier-Ajam, *Frédéric List: Sa Vie, Son Œuvre, Son Influence*, Paris, 1938, n'a pas de bibliographie et ne comporte pas de références ; *The Life of Frederick List and Selections from his Writings*, Londres, 1904, est de plus de 20 ans antérieur à la publication des œuvres complètes publiées par la « Friedrich List Gesellschaft » sous la direction de E.V. Beckerath, K. Goeser, F. Lenz, W. Notz, E. Salin, A. Sommer. cf. l'excellente biographie de Friedrich Lenz, *Friedrich List, Der Mann und das Werk*, Munich, 1936, et du même auteur, *Friedrich List, die 'Vulgarökonomie' und Karl Marx*, Iéna, 1930, et sa monographie ultérieure, *Friedrich List und Grossdeutschland*, Leipzig, 1938. L'ouvrage malheureusement porte les traces doctrinales du nazisme ; également du même auteur, *Friedrich List und der Liberalismus*, Schmollers Jahrbuch, 48. Jahrgang, 1924 ; W. Schrelber, *Friedrich List als Denker und Staatsmann, die Staatslehre des jungen List*, Murrhardt, 1929. Pour une excellente analyse documentaire du Zollverein cf. H. Oncken et F.M. Saemisch (édts.), *Vorgeschichte und Begründung des deutschen Zollvereins 1815-1834, Akten der Staaten des Deutschen Bundes und der europäischen Mächte*, Berlin, 1933, 3 vols.

Au cours de ce chapitre, j'ai employé les œuvres complètes, éditées par la « Friedrich List Gesellschaft », étant donné que la traduction de Richelot, ami et admirateur de List, est déplorablement faible — faiblesse reconnue par Gide et Rist dans leur *Histoire des doctrines économiques depuis les Physiocrates jusqu'à nos jours*, Paris, 5^e édition, p. 312.

ricain, mais bien plus au spectacle que lui offrait sa patrie, où la misère et le morcellement étaient d'amères réalités. Voltaire n'avait-il pas cru que l'Allemagne était condamnée à la misère éternelle ? ⁶⁹

C'est lorsque List conclut qu'une doctrine formulée en fonction d'un stade de croissance donné est inapplicable à une région jouissant d'un autre niveau de développement, que l'empreinte de l'Amérique sur ses théories se fait la plus évidente. L'économie politique hamiltonienne, comme celle de List, constitue un corps de doctrine cohérent, forgé par les impératifs de l'unification nationale et par le désir de mettre en valeur le potentiel humain et de l'utiliser au relèvement économique. La doctrine n'a pas, dans ce contexte, de valeur immuable. Bien au contraire, elle est conçue comme une doctrine projetée sur un arrière-fond mouvant, où l'idéologie doit sans cesse s'adapter à des cadres sociaux différents. Aucun ensemble de dogmes solides n'aurait pu accomplir cette mission.

La République américaine lui offre un véritable banc d'essais pour la mise à l'épreuve de ses idées. ⁷⁰ A la veille de s'embarquer pour les Etats-Unis, il déclare : « J'espère que les Etats-Unis m'offriront un bel exemple à l'appui de mes assertions. » ⁷¹

Deux ans après son arrivée, il publiait son fameux *Outlines of Political Economy*, ⁷² qui contenait déjà en germe l'ensemble des idées maîtresses qu'il devait exposer quatorze ans plus tard, dans l'ouvrage qui consacre sa pleine maturité.

Le rôle du chemin de fer dans la colonisation des territoires de l'Ouest américain, et l'impulsion qu'il imprima à l'industrialisation, ainsi que son effet stimulant sur l'unification nationale n'échappent point à List. « Nulle part autant qu'ici, on apprend mieux à connaître la nature essentielle des moyens de transport et leurs répercussions sur la vie matérielle et intellectuelle des peuples. » ⁷³ List s'américanise en effet au point de préconiser des émissions de billets de banque supplémentaires pour assurer le financement des voies ferrées, un procédé qui selon Schumpeter « n'a été pratiqué qu'en Amérique, encore que peu honorable ». ⁷⁴

⁶⁹ Herbert Fels, *Europe, the World's Banker 1870-1914*, Yale University Press, 1930, p. 60.

⁷⁰ J.F. Müller, *Der amerikanische Einfluss auf Friedrich List*, Munich, 1940.

⁷¹ Werke, Vol. I, p. 62.

⁷² Werke, Vol. 2. « *Outlines of American Political Economy, in a series of letters addressed by Frederick List, Esq. late Professor of political economy at the University of Tübingen in Germany, to Charles J. Ingersoll, Esq. Vice-President of the Pennsylvania Society for the promotion of Manufactures and the Mechanic Arts. To which is added the celebrated letters of Mr. Jefferson to Benjamin Austin, and of Mr. Madison to the editors of the Lynchburg Virginian*, Philadelphia 1827.

⁷³ Werke, vol. 5, p. 14.

⁷⁴ *Economic Analysis*, p. 505.

Quoique List ait affirmé avoir emporté dans ses bagages, jusqu'en Amérique, son *Nationalitätsprinzip*, l'influence de Hamilton est omniprésente. L'originalité de List n'en souffre pas pour autant. Il utilise le concept hamiltonien du « système américain » en le confrontant au système britannique du libre-échange.⁷⁵

L'humanisme de la Révolution française lui avait fourni une arme intellectuelle puissante. A la faveur des perspectives toujours mouvantes du Nouveau-Monde, elle devait sans cesse s'affiler, pour devenir le glaive terrible qu'il brandirait bientôt dans la lutte qui allait s'engager dans sa patrie morcelée. Son séjour dans la jeune République lui sert d'apprentissage et de préparation aux tâches que l'avenir lui réserve.⁷⁶ Et à son tour, List sert de pont au courant d'idées qui s'établit entre le Nouveau-Monde et l'Ancien. C'est à son retour en Allemagne, en 1832, qu'il publie un ouvrage important sur la gestion économique des chemins de fer.⁷⁷ Le Zollverein, au sein duquel il sera appelé à jouer un rôle décisif, deviendra par la suite la pierre angulaire de l'unité nationale.

Forger cette unité devait exiger une lutte acharnée, et rien ne permettait alors d'espérer que l'appui unanime des populations germaniques lui serait acquis. Baenaerts, et autres auteurs, ont détruit le mythe selon lequel le Zollverein fût « un mouvement spontané et national émanant des milieux économiques de toutes les parties de l'Allemagne, une irrésistible poussée de l'opinion qui aurait peu à peu forcé la main aux gouvernements particuliers imbus de préjugés politiques, et affligés d'une incompréhension totale des intérêts matériels des peuples allemands ». ⁷⁸ De fait, les divergences d'intérêts, à l'échelle locale comme dans les divers secteurs d'activité, étaient aussi intenses que celles qui divisaient les Etats-Unis.

Baenaerts estime que le mouvement d'unification nationale n'était pas mu par un élan du peuple allemand. Pour correcte que soit cette opinion, elle appelle néanmoins des réserves. Le mouvement était en effet largement dominé par la Prusse, fait saillant qui, en dernière analyse, devait déterminer les grandes lignes de l'histoire de l'Allemagne jusqu'en 1945.

⁷⁵ *Werke*, vol. 2, p. 359.

⁷⁶ Il décrit la jeune république comme « die hohe Schule, um ihn für seine Hauptlebensarbeit vorzubereiten ». William Roscher, *Zur Erinnerung an Friedrich List* dans *Werke*, vol. 2, p. 49. Egalement Lenz, *op. cit.*, p. 277.

⁷⁷ « Ueber ein sächsisches Eisenbahnsystem als Grundlage eines allgemeinen deutschen Eisenbahnsystems und insbesondere über die Anlegung einer Eisenbahn von Leipzig nach Dresden », *Werke*, Vol. 5.

⁷⁸ P. Baenaerts, *Les Origines de la grande Industrie Allemande: Essai sur l'histoire économique de la période du Zollverein (1834-1866)*, Thèse, Paris, 1933, p. 67.

Mais, pour les économistes, cette façon d'aborder le problème politique appelle des objections formelles, car elle obscurcit — si elle ne le nie point, — le rôle joué par la classe ouvrière allemande, ainsi que les énormes répercussions de la conjoncture post-napoléonienne sur le mode de vie et la pensée de cette même classe sociale.⁷⁹ Il est incontestable que la Zollverein fût un mouvement d'inspiration bourgeoise, comme l'affirme Baenaerts, et lorsque l'on considère les réajustements économiques et les rapports de classes d'après-guerre, le parallèle historique avec la Grande-Bretagne des années postérieures à 1815 s'impose. Les Chartistes se trouvaient, bien malgré eux, alliés aux rois du coton de Manchester, mais l'agitation révolutionnaire libérale n'en était pas moins menée par la bourgeoisie industrielle. Il en était de même en Allemagne.

Avant 1815, l'intégration économique est prônée comme le corollaire de l'unification politique.⁸⁰ Après Waterloo, c'est à titre d'impératif économique qu'on la réclame, et avec une insistance telle, qu'une vive pression s'exerce sur les cabinets qui se sont succédés après cette date, pour qu'ils la considèrent sérieusement. Cependant, la structure politique de l'Allemagne interdit, à l'époque, toute tentative d'intégration économique. Et bien que le mouvement qui l'exige ait une certaine faveur populaire, il se trouve dominé par l'ombre inquiétante de la Prusse.

LIST, THÉORICIEN DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.

Selon qu'ils étaient ses disciples ou ses détracteurs, ses critiques l'ont décrit en des termes très variés. Nurske⁸¹ et Bouvier-Ajam⁸² ont discerné en lui l'esprit d'un nationaliste économique. Hayek.⁸³ Gide et Rist⁸⁴ voient en lui comme le précurseur de l'impérialisme allemand et hitlérien. Et Rosenberg,⁸⁵ l'idéologue nazi,

79 P. Schnell, *Das Frankfurter Handwerk von 1816-1848, ein Beitrag zur Wirtschaftsgeschichte*, Frankfurt 1936.

80 Görres était à cet égard un précurseur doctrinal de List. Il était le premier à écrire sur l'unification économique nationale. *Rheinischer Merkur*, 1814. Cf. A.H. Price, *The Evolution of the Zollverein: A Study of the Ideas and Institutions leading to German Economic Unification between 1815 and 1833*, Michigan University Press, p. 21.

81 *Problems of Capital Formation*, Oxford University Press, 1953, p. 104.

82 *La Vie et l'œuvre de Friedrich List*, Thèse, Paris, 1938.

83 Avec ses autres bêtes noires, Marx, Engels et l'Ecole historique, il le considère comme un des architectes doctrinaux du fascisme allemand. *The Road to Serfdom*, Londres, 1944, p. 17 et pp. 140-141.

84 Gide et Rist, *Histoire des Doctrines Economiques*, vol. I, p. 32.

85 Alfred Rosenberg, *Der Mythos des 20. Jahrhunderts*, Munich, 1937, p. 123. Rares sont les ouvrages sur List, parus en Allemagne entre 1933 et 1945, qui n'ont pas tenté d'en faire un militant nazi. Un exemple notoire nous est donné par H.P. Olshausen, *Friedrich List und der Deutsche Handels-und Gewerbsverein*, Iéna, 1935. Il y a néanmoins dans cet ouvrage des recherches historiques originales.

assoiffé de donner une paternité philosophique au fascisme allemand, l'accueille comme une déité ancestrale. Pour d'autres, il se présente comme la source empoisonnée du nationalisme économique. Oswald Spengler⁸⁶ le considère comme socialiste ; Wilhelm Schreiber,⁸⁷ en revanche, lui attribue des tendances conservatrices et libérales ; von Sbirck⁸⁸ voit en lui le promoteur d'un néo-mercantilisme. Dans ce fouillis d'opinions contradictoires, la controverse n'aurait aucun sens ; tout ce que nous pouvons dire, c'est que la divergence même de ces interprétations constitue un suprême hommage rendu à ses constructions intellectuelles.

Il convient néanmoins d'attirer l'attention sur un autre aspect de la pensée de List, qui semble avoir été ignoré jusqu'à présent : sa pertinence en ce qui concerne le processus actuel d'industrialisation. Elle se dégage en effet de sa philosophie économique bien intégrée, dont les aspects les plus saillants n'ont été que les éléments auxiliaires, tels le protectionisme, l'interventionisme, l'importance des chemins de fer en tant que facteurs de progrès, la notion de « croissance équilibrée » et d'autres encore.

Nous estimons, en outre, que l'apport de List aux régions sous-développées, réside dans la méthode avec laquelle il aborde le problème de la croissance, méthode qui repose sur l'étude socio-historique. C'est ce que l'héritage qu'il nous lègue a de plus précieux. Pour List, un concept ne peut jamais être considéré comme philosophiquement détaché de son contexte, mais est en relation étroite avec l'histoire qui l'a engendré, et il n'est logiquement valable que dans la mesure où il permet de projeter la lumière sur les problèmes de développement, et en particulier les freins et accélérateurs de la croissance économique. De plus, dans sa manière de concevoir les problèmes économiques de son époque, il est — comme ses contemporains Sismondi, Malthus, Marx et Engels —⁸⁹ rebelle au

86 *Preussentum und Sozialismus*, Iéna, 1920.

87 *Friedrich List als Denker und Staatsmann*, Murrhardt, 1929, p. 49.

88 Heinrich Ritter von Sbirck, *Metternich, der Staatsmann und der Mensch*, vol. I, Munich 1925, p. 534. Metternich appelait List un « escroc héroïque ». Cf. Victor Bibl, *Metternich in neuer Beleuchtung: sein geheimer Briefwechsel mit dem Bayerischen Staatsminister Wrede*, Wien, 1928, p. 62.

89 La question de savoir qui était le fondateur de la « théorie de la surproduction » a souvent donné lieu à de vives controverses dans l'histoire de la pensée économique. Contrairement à Keynes, Marx affirma que la découverte de la théorie est imputable à Sismondi et que Malthus n'était qu'un simple plagiaire. « Wer sollte auf den ersten Blick glauben, dass Malthus 'Principles of Political Economy' bloss die malthusianisierte Uebersetzung von Sismondis 'Nouveaux Principes de l'Economie Politique' sind ? Und doch ist dieses der Fall. Sismondis Werk erschien 1819. Ein Jahr nachher erblickte Malthus' englisches Zerrbild desselben das Licht der Welt. Er hatte wieder, wie früher bei Townsend und Anderson, jetzt bei Sismondi, einen theoretischen Anhaltspunkt für eines seiner dickleibigen ökonomischen Pamphlete gefunden »... *Theorien über den Mehrwert: Aus dem nachge-*

carcan des idées libérales qu'il estime incapables de fournir une solution aux tâches gigantesques auxquelles son pays se voit confronté. Et, à cet égard, on peut affirmer, qu'il est 'nationaliste' en ce sens que pour lui la nation est en quelque sorte l'instrument catalyseur, permettant de libérer les forces indispensables aux transformations économiques et sociales. C'est là un raisonnement partagé par maints théoriciens des pays sous-développés.⁹⁰

Le mécanisme des prix, dans son stade initial, manque, selon List, de la force explosive suffisante pour pouvoir renverser — dans un délai assez bref — les obstacles accumulés par tant de siècles de retard. Seule, l'intervention de l'Etat peut, selon lui, s'en charger. Ce n'est qu'une fois le travail de démolition accompli, que le mécanisme des prix peut fonctionner plus efficacement, en tant que chef d'orchestre économique national. C'est de ce dernier aspect de la pensée de List que se sont emparés les pays engagés dans le tourbillon industriel du xx^e siècle.

LA NATION.

Schumpeter estime que de Smith à Marshall, la lignée des économistes libéraux a élaboré ce qu'on pourrait presque intituler une théorie générale de la croissance économique. Considérant comme acquis les facteurs donnés, qu'ils soient institutionnels, politiques ou de dotation naturelle, les libéraux sont partis de l'hypothèse, qu'en l'absence de guerre ou de destruction massive des forces productrices, tout groupe social connaît un rythme de croissance déterminé par l'accroissement démographique et l'épargne. Le point d'aboutissement de ces deux derniers facteurs est d'élargir le marché interne, phénomène qui, en accentuant la division du travail, conditionne l'accroissement de la productivité. « Dans la

lassenen Manuskript, von Ricardo zur Vulgarökonomie, édité par K. Kautsky, dritter Band, Stuttgart, 1910, p. 51; également zweiter Band, p. 314.

Il est vrai que les *Principes* de Sismondi furent publiés une année plus tôt que ceux de Malthus, mais comme Schumpeter l'a souligné, l'argument qui ferait de Malthus un plagiaire, le ferait également de Marx. *Economic Analysis*, op. cit. p. 481. D'après Keynes, Robert Malthus avait non seulement énoncé « la loi de la demande effective », mais était en fait le véritable précurseur de la « théorie économique systématique et moderne », *Essays in Biography*, Londres 1933, p. 125. Voir l'article suivant : « Malthus's General Theory of Employment and the Post-Napoleonic Depressions. » *Journal of Economic History*, Vol. III, May 1943.

Il est incontestable que Marx fut un adversaire implacable du pasteur sur le plan doctrinal, mais dans certaines controverses théoriques, il admettait néanmoins le bien-fondé de ses arguments. « Es macht Malthus alle Ehre, dass er den Ton legt auf die auch an anderer Stelle in seiner Schrift direkt besprochene Verlängerung des Arbeitstages, während Ricardo und andere, im Angesicht der schreiendsten Tatsachen, die konstante Grösse des Arbeitstages allen ihren Untersuchungen zugrunde legten », *Das Kapital: Kritik der politischen Oekonomie*, erster Band, édition de K. Kautsky, Stuttgart, 1923, p. 466.

90 R. Gadgil, « Pre-conditions of Economic Development », *Indian Economic Review*, février 1952.

théorie de Smith-Mill-Marshall, l'économie croît à la façon d'un arbre... Chaque situation découle de celle qui la précède, selon un mode unique et prédéterminé, et les individus dont l'action combinée produit chaque situation peuvent être assimilés aux cellules individuelles dont l'ensemble constitue l'arbre. »⁹¹

Quelques remarques supplémentaires s'imposent. L'école Mill-Marshall imagine en effet le processus de l'accumulation du capital et les développements qui en sont concomitants, comme un mécanisme qui se perpétue et s'équilibre, et est susceptible de fonctionner convenablement tant qu'il n'est pas faussé par l'interventionnisme ou par des restrictions commerciales. Ce qui était vrai pour eux, puisqu'ils considéraient l'entrepreneur capitaliste comme une sorte d'« accumulateur ». La concurrence le forçait à réinvestir et à augmenter sa capacité productrice ; il lui fallait s'agrandir ou succomber. Mais il suffisait que le mécanisme fut remonté régulièrement pour continuer de fonctionner sans accrocs, à condition que les possibilités d'investissement continuent de se présenter, et que les marges bénéficiaires soient suffisantes.

Si Ricardo et ses disciples reconnaissent la validité de ces observations, ils formulent pourtant une réserve importante : les facteurs de production devaient rester disponibles à des prix constants. Jamais les économistes classiques ne craignent la pénurie de main-d'œuvre en tant que facteur de production, pour autant que sa mobilité soit assurée et que la nourriture reste abondante, étant donné que la population continuera de croître jusqu'aux limites de la subsistance, selon la prémisse majeure de la démographie malthusienne. Ainsi donc, la croissance économique ne peut être entravée que par l'augmentation des salaires nominaux succédant à une hausse du coût de la vie, imputable à la loi des « rendements décroissants ». C'est la seule raison susceptible de provoquer un fléchissement dans le processus de l'accumulation. Les *conclusions politiques* découlant de ce raisonnement sont évidentes.

List estime que l'économie politique classique n'a pas de théorie sur la croissance économique, étant donné qu'en vertu de son « cosmopolitisme déraciné »⁹² elle a cessé de tenir compte du rôle

⁹¹ « Theoretical Problems », *Journal of Economic History, Supplement*, Vol. VIII, 1947.

⁹² Faisant une allusion à List, Lionel Robbins écrit : « I find no trace anywhere in their writings (the classical economists) of the vague cosmopolitanism with which they are often credited by continental writers. » *The Theory of Economic Policy in English Political Economy*, Londres, 1952, p. 10. Il cite ensuite la *Theory of Moral Sentiments*, d'Adam Smith, partie VI, Section II, pour appuyer sa conception du patriotisme des économistes classiques. Il conviendrait de remarquer que l'usage du terme 'cosmopolitisme' tel qu'il était employé par List, n'est pas une notion péjorative. Pour lui, le terme traduit une façon d'aborder les phénomènes économiques, une méthode et un instrument d'analyse. List n'a jamais mis en doute le patriotisme des classiques. Bien au contraire.

dynamique de l'Etat-nation. Pour List, la croissance économique n'est pas conçue comme cellulaire. Il cherche donc une formule, ou plutôt un agent catalyseur, qui puisse accélérer l'expansion des cellules de son propre arbre national. Ses recherches aboutissent à la découverte de l'Etat-nation, comme catalyseur ; et cette découverte, à son tour, — selon ses propres paroles — l'amène à entreprendre des recherches économiques.

« C'est cette pensée qui m'orienta vers la nature de la nationalité. Je compris qu'en accordant trop d'attention à l'humanité, aux individus, cette théorie en était arrivée à ignorer la nation. Je compris qu'entre deux nations culturellement très évoluées, la libre concurrence ne pouvait jouer qu'à condition qu'elles aient atteint un niveau de développement industriel à peu près égal. Je compris qu'une nation retardée dans son développement industriel, commercial et maritime par une destinée moins heureuse, devrait d'abord — pourvu qu'elle dispose des ressources spirituelles et matérielles nécessaires — tâcher, au prix d'efforts personnels, de s'élever à un niveau concurrentiel plus élevé. Bref, je découvris la différence entre l'économie cosmopolite et l'économie politique. » ⁹³

La stérilité du classicisme provient de ce qu'il ignore le concept des « forces productrices » qui, combinées à des modifications institutionnelles et sociales, peuvent apporter des métamorphoses radicales. Il en est ainsi, constate List, parce que « l'école, en se détachant totalement des données politiques, ignore les circonstances particulières aux différentes nations et ne se préoccupe que du bien-être de l'humanité dans son ensemble. » Il n'incombe pas aux économistes d'édifier des utopies, comme le préconisait Fourier, qui répartissait l'humanité en phalanstères, accordant à chacun une somme de satisfactions intellectuelles et matérielles aussi égale que possible, « mais de perfectionner l'énergie productrice, la culture spirituelle, les institutions politiques et la puissance d'un ensemble de nationalités et de les préparer à l'union universelle, en les rendant aussi égales que possible. » ⁹⁴ Le « nationalisme » de List se présente donc comme une étape historique destinée à préparer l'accès à une plus large union mondiale.

La théorie économique et ses corollaires doivent tenir compte des divergences quantitatives dans chaque étude des problèmes de croissance. Il n'existe pas de politique uniforme qui puisse être appliquée à des pays qui en sont à des stades différents d'évolution historique. Le concept de forces productrices, dans le cadre national, remplace les notions classiques de « valeurs » et d'« échange ». « La nation forge son potentiel producteur grâce à l'énergie spiri-

⁹³ *Werke*, vol. 6. préface.

⁹⁴ *Werke*, Vol. 6, pp. 365-366.

tuelle et physique des individus, ou grâce aux circonstances et institutions sociales qui lui sont propres, ou encore grâce aux ressources naturelles dont elle dispose, ou enfin grâce aux moyens que lui procure le résultat matériel d'efforts spirituels et physiques précédemment entrepris dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. »⁹⁵ L'objet de la politique économique nationale doit donc tendre à développer au maximum le potentiel moral et physique de la nation.⁹⁶

Toute doctrine économique de l'industrialisation s'inspire de conceptions dirigistes. En l'absence d'entrepreneurs industriels, l'Etat est appelé à combler le vide. Maint expert technique britannique s'est étonné du rôle que l'Etat joue dans la mobilisation des compétences scientifiques et dans l'introduction généralisée d'équipements industriels. Témoignant devant le *Select Committee on the Exportation of Machinery*, en 1840, l'un des techniciens anglais, T.E. Tennent déclare : « à Berlin, le gouvernement s'efforce systématiquement et par tous les moyens, de s'assurer le contrôle de la production industrielle des machines. J'ai constaté qu'il ne recule devant aucun sacrifice, et l'ampleur de l'effort déployé m'a profondément surpris. » Or, ce qui est vrai pour Berlin, ne l'est pas moins pour d'autres Etats allemands. Le Ministre des Finances de Prusse, von Rother, partage les vues de List lorsqu'il déclare dans un rapport, datant de 1844 : « le progrès sera lent si l'on estime que l'Etat doit se tenir à l'écart des activités économiques et éviter de s'engager dans le processus de développement économique... J'ai démontré combien il est faux de croire qu'un fonctionnaire ne puisse se mesurer à un citoyen privé dans la direction d'entreprises industrielles. »⁹⁷ La contribution de l'esprit d'entreprise capitaliste n'en est pas pour autant exclue. Il convient plutôt de dire que l'élargissement du secteur public est considéré comme nécessaire pour assurer le bon fonctionnement et la coordination des activités du secteur privé.

A la lumière de ces déclarations, il semble que bien des arguments viennent confirmer l'opinion de E.H. Carr selon laquelle « sur le plan théorique, la paternité de la planification revient plutôt à Friedrich List qu'à Karl Marx ». ⁹⁸ Il nous rappelle, par ailleurs, que le terme *Planwirtschaft* a été lancé et diffusé par Rathenau et ses experts du Ministère allemand de l'équipement

⁹⁵ *Werke*, Vol. 6, p. 251.

⁹⁶ *Werke*, Vol. 9, p. 147.

⁹⁷ B. Brockhage, *Zur Entwicklung des preussisch-deutschen Kapitalexports*, Leipzig, 1910, p. 27.

⁹⁸ *The Soviet Impact on the Western World*, Londres, 1946, p. 23.

militaire, c'est-à-dire dans la patrie de List, et non en premier lieu, comme on l'a souvent prétendu, au pays des Soviets.

LA RÉPUDIATION DE LA SPÉCIALISATION DU TYPE CLASSIQUE.

Si List rejette catégoriquement la doctrine des coûts comparatifs, c'est parce qu'il discerne dans quelle mesure ces prémisses ont conditionné le leadership technologique britannique. L'essor foudroyant du progrès économique et le potentiel cumulatif révolutionnaire inhérent aux sciences appliquées semblent, par ailleurs, contredire en tout point ses hypothèses. « Nul mortel ne saurait évaluer les progrès promis aux siècles à venir en matière de découvertes et dans le domaine des institutions sociales. Même un esprit digne de Platon n'aurait pu prévoir qu'au terme de millénaires les esclaves de la collectivité seraient fabriqués en fer, en acier et en laiton. » ⁹⁹

Lorsqu'il affirme que l'essor de l'industrie chimique moderne rend désuète la loi des « coûts comparatifs », Keynes ne prétend pas plaisanter : « L'efficacité des procédés modernes de production en masse peut être presque identique dans tous les pays et sous toutes les latitudes. » ¹⁰⁰ Et Sir Dennis Robertson de développer cet argument : « Il est possible », dit-il, en partant de la « poussière et de la saleté locale » de fabriquer tous les articles qu'il fallait auparavant importer, et, « en particulier il est devenu évident que les méthodes plus simples de la production textile peuvent être appliquées avec une efficacité sensiblement égale, par presque n'importe quel peuple de n'importe quelle partie du globe ». ¹⁰¹ Ce qui s'avérait juste à la veille de la seconde guerre mondiale, gagne encore en évidence à la faveur des progrès bouleversants réalisés depuis, dans les sciences qui sont maintenant organisées et appliquées à grande échelle, et par leurs répercussions sur certains des principaux produits des pays sous-développés. Nous reviendrons en détail sur ce point dans un prochain chapitre.

L'argument classique selon lequel la spécialisation agit en stabilisateur du développement économique donne prise néanmoins à une critique encore plus fondamentale, et à la lumière de l'économie mondiale du XIX^e siècle et de l'entre-deux-guerres, il se présente comme une anomalie. La spécialisation internationale fige les dotations économiques d'un pays à un stade de développement

⁹⁹ *Werke*, Vol. 6, p. 365.

¹⁰⁰ « *National Self-Sufficiency* », *Yale Review*, Juin 1933.

¹⁰¹ « *The Future of International Trade* », *Economic Journal*, Vol. XLVIII, mars 1938.

donné. Loin de constituer un élément dynamique stimulant l'expansion des régions sous-développées, elle agit principalement dans l'intérêt des communautés industrielles plus puissantes et mieux assises.

Comme le déclarait Viner : si maint pays en est resté à un stade de production primaire, c'est surtout en raison d'un retard technologique remédiable, et d'une pénurie de capitaux.

Il ne faut pas en inférer qu'en termes de croissance économique, toutes les formes de spécialisation internationale sont néfastes, mais plutôt que cette spécialisation, dans les rapports entre pays industriels et producteurs primaires, mène inévitablement à une croissance déséquilibrée, avec toutes les conséquences qui en découlent. L'économie des régions coloniales et celle des territoires sous-développés mais politiquement indépendants en sont le reflet.¹⁰² Les partisans du libéralisme conventionnel nous affirment qu'il serait préjudiciable à l'économie mondiale que chaque entité nationale sous-développée se dote d'un complexe industriel comme celui de Pittsburgh, de la Ruhr, de Sheffield ou du Donetz-Krivoi Rog. C'est là un argument essentiellement statique ; il présuppose l'immuabilité de la structure des dotations naturelles, alors que l'analyse des problèmes économiques ne doit nullement porter sur la permanence de cette structure, mais bien sur les mutations et les transitions apportées à ce cadre naturel par des changements sociaux.

List l'a souligné : les rapports commerciaux entre producteurs primaires et nations industrialisées sont fondés sur des rapports d'inégalité, de sorte qu'il ne peut y avoir d'égalité dans leurs négociations commerciales. « L'histoire ne prouve-t-elle pas » — affirme-t-il — « que si l'économie nationale de certains pays est demeurée stagnante, c'est parce qu'ils en sont restés à l'état d'exportateurs de produits primaires et d'importateurs de biens manufacturés ? » C'est surtout pour cette raison qu'il se méfie des avantages de la spécialisation dans les rapports entre des pays technologiquement développés et des régions agraires arriérées.

102 Les réflexions du *Ohlin Report* sont extrêmement pertinentes à cet égard : « ... countries which first started the production of particular items tend to become more and more efficient and it becomes increasingly difficult for other firms or other countries to get a footing in the same field... When a country is entirely or largely dependent on agriculture and has little or no manufacturing industry of its own... it may find it extremely difficult to develop any manufacturing industry in competition with the older established industries in more highly developed countries. Considerations of this nature have formed the basis for the 'infant industry' argument for protection... which in a wider application might be called 'the industrially underdeveloped region argument.' » *Social Aspects of European Economic Co-operation*, Studies and Reports, No. 46, B.I.T., Genève, 1956, para. 32. Également, W. Arthur Lewis, *Theory of Economic Growth*, op. cit., p. 350.

La nature même des procédés de production existant dans les communautés industrialisées préconditionne et garantit le taux soutenu et accéléré de l'accumulation des capitaux, celui du revenu national et du volume de l'emploi. L'inverse se manifeste dans un pays de production primaire, dont les principales sources de revenus proviennent soit d'une monoculture, soit de l'exportation d'une matière première unique. Thomas Balogh l'a souligné récemment : l'exemple type du Portugal, qui troque son vin contre des cotonnades, peut à peine se comparer à la structure commerciale des pays industriels modernes, dont la capacité productrice s'accroît à un rythme de 2 à 10 % par an.¹⁰³

En outre, comme Jefferson et List le discernent clairement dans l'économie de guerre, — et selon les termes de Sir Denis Robertson — « les subtilités des avantages comparés manquent ridiculement d'à propos ». ¹⁰⁴ En fait, la décade postérieure à 1945 nous apprend que l'économie de guerre n'est pas la seule à stimuler l'industrialisation ; les impératives politiques de la guerre froide, et celle imposée par le démembrement de certaines nations ont eu le même effet. L'Inde, la Corée, l'Indochine et l'Allemagne nous en offrent des exemples.

La poussée d'industrialisation n'est cependant pas uniquement imputable à des considérations *externes* ; elle relève également des répercussions *internes* du processus d'industrialisation.

List comprend que l'essor de l'industrialisation va inévitablement engendrer des modifications de la productivité agricole. Il faut donc que le développement économique soit conçu comme un processus de croissance équilibrée des deux principaux secteurs de l'économie nationale. Cette théorie n'apparaît, dans l'économie politique appliquée et théorique, qu'à la fin de la seconde guerre mondiale, et c'est à List que l'on doit ce concept, utilisé aujourd'hui à des fins analytiques, et qui, depuis 1945, a acquis une grande valeur d'actualité.¹⁰⁵

« L'école classique qui relègue au second plan le concept des forces productives, et ne comprend pas les conditions de la nation dans sa totalité, méconnaît en particulier la valeur de la *croissance équilibrée* de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. » ¹⁰⁶

Usant d'un vocabulaire d'un modernisme surprenant, il indique dans quelle mesure l'industrialisation influe sur l'agriculture et nous incite à étudier le problème important, auquel toute région

103 *The New Statesman and Nation*, 30 mars 1957.

104 *Economic Journal*, mars 1938.

105 Cf. R. Nurske, *op. cit.*, et W. Arthur Lewis, *op. cit.*

106 *Werke*, vol. 6, p. 180.

sous-développée se voit invariablement confrontée : celui de la surpopulation.

« L'atrophie de l'agriculture est pour nous le phénomène, où dans l'absence d'industrie active ou en voie de développement graduel, l'ensemble de l'accroissement démographique se déverse dans le secteur agricole, en consomme l'excédent de production et, parvenu à maturité, soit émigre à l'étranger, soit se partage le sol disponible avec les agriculteurs déjà installés, jusqu'à ce que les domaines familiaux se soient étriqués au point que les familles ne puissent plus produire que l'extrême minimum nécessaire à leurs besoins alimentaires et primaires, sans qu'il reste d'excédent de production de quelque importance susceptible d'être troqué contre les produits industriels, dont elles ont besoin. » ¹⁰⁷

Dans ces conditions, l'agriculture ne peut que devenir stagnante. Comparons cette citation à la déclaration faite récemment par un groupe d'experts des Nations-Unies.

« Par suite des progrès remarquables de la science depuis deux siècles, l'écart entre la technique des pays pleinement développés et celle des pays insuffisamment développés s'élargit de plus en plus. Il est encore plus frappant que les grandes inégalités de richesse qui les séparent. Ces deux notions ne sont pas sans rapport. Grâce à leurs connaissances scientifiques longtemps accumulées, les pays modernes d'Europe et d'Amérique ont rapidement développé leur technique... La technique moderne a en partie gagné les pays insuffisamment développés, mais n'a atteint que certains domaines limités de leur économie, sans pénétrer la structure sociale et économique... » ¹⁰⁸

Les auteurs d'une autre étude des Nations-Unies manifestent une inspiration listienne, lorsqu'ils affirment qu'il est souvent impossible de réaliser des progrès techniques substantiels dans l'agriculture, sans réduire la main-d'œuvre qu'elle occupe, — là

¹⁰⁷ *Ibid.*

¹⁰⁸ *Measures for the Economic Development of Under-developed Areas*. Nations Unies, New-York, 1952, para. 79. Il est généralement admis qu'une haute conjoncture économique constitue le préliminaire à une forte demande de denrées agricoles. Et d'autre part, que la cadence d'industrialisation soutenue est essentielle à l'absorption de l'excédent de la sur-population rurale afin d'assurer un accroissement de la productivité agricole. « International Investments in Agriculture in Under-developed Areas of the World », *Monthly Bulletin of Agricultural Economics and Statistics*, nov. 1955, F.A.O., vol. II.

Pour les problèmes posés par la sur-population agraire, cf. Doreen Warriner, *Economics of Peasant Farming*, Oxford University Press 1939; *Land and Poverty in the Middle East*, Londres, 1948; *Land Reform and Development in the Middle East: A Study of Egypt, Syria and Iraq*, Londres, 1957; K. Mandelbaum, *The Industrialisation of Backward Areas*, Oxford Institute of Statistics, 1955; T.W. Schultz, *Economic Organization of Agriculture*, New-York, 1953. En général, la production par tête d'habitant en Amérique du Nord et dans l'Europe du nord-ouest est de dix à vingt fois supérieure à celle de l'Asie, du Proche Orient et de l'Amérique latine. United Nations, Department of Economic and Social Affairs, *Proceedings of the World Population Conference 1954*, New York, 1955, p. 107; H. Leibenstein, *Theory of Economic-Demographic Development*, Princeton University Press, 1954; à consulter également l'excellente étude de W. Arthur Lewis, « Economic Development with Unlimited Supplies of Labour », *Manchester School of Economic and Social Studies*, mai 1954.

où la densité de la population est forte par rapport à la terre cultivable et où cette dernière nourrit plus d'habitants qu'on ne peut en occuper à plein temps dans l'agriculture. Dans de telles conditions, les programmes destinés à accroître la productivité agricole dépendent de la cadence d'industrialisation et de sa capacité d'absorber la population rurale excédentaire.

Pour List, le triomphe de l'industrialisation se traduit par la victoire de la vertu sur le vice et l'ignorance.

« La société exclusivement agricole connaît l'arbitraire et la sujétion, la superstition et l'ignorance ; elle souffre d'une insuffisance culturelle et de lacunes en matière de commerce et de transports ; elle subit la misère et l'impuissance politique. » ¹⁰⁹ Ces paroles, Soukarno, Mao Tsé-tung, Nehru, U Nu ou toute autre personnalité marquante du monde asiatique aurait pu les prononcer.

Dans un passage justement célèbre, List déclare : « Plus l'industrie et l'agriculture s'épanouissent, moins l'esprit humain se laisse enchaîner, et plus on est forcé d'user de tolérance afin de remplacer la contrainte de la conscience par une véritable moralité et un authentique esprit de religion. Partout l'industrie s'est faite le porte-parole de la tolérance ; partout, le développement de la langue nationale, de la littérature, des arts plastiques et graphiques et le perfectionnement des institutions civiques ont accompagné l'essor des usines et du commerce. » ¹¹⁰

L'industrialisation en tant qu'instrument d'expansion humaine — et l'humanisme de List atteint ici son apogée — libère l'homme du cadre mesquin d'un monde borné. Elle lui ouvre l'horizon infini de la science, de l'espoir et de la liberté, et lui accorde la capacité de transformer la société et de se transformer soi-même. « Les industriels et leurs fabriques sont, à la fois, les parents et les enfants des libertés civiques, de l'éclaircissement, des arts et des sciences... Ils constituent l'instrument principal qui permettra d'affranchir l'agriculture de ses fers, l'élevant au niveau des métiers, des arts, des sciences, l'instrument qui permettra d'augmenter les revenus fonciers, les bénéfices agricoles et les salaires, et d'ajouter à la valeur du sol. » ¹¹¹

¹⁰⁹ *Werke*, vol. 6, p. 180.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 238.

¹¹¹ *Werke*, vol. 6, p. 180.

The Economic Survey for Europe for 1948, attire l'attention sur le fait que, même en Europe, les écarts entre les régions développées et moins développées sont très importants. La valeur nette de la production des marchandises dans les pays du Nord-Ouest européen a été, cette année-là, d'environ deux fois supérieure par tête d'habitant à la moyenne européenne, et quatre fois supérieure à celle enregistrée dans le Sud et le Sud-Est européen. La productivité du travail dans

LA THÉORIE DE L'INDUSTRIE NAISSANTE.

L'argument principal des premiers libéraux britanniques veut que le protectionnisme soit appelé à creuser sa propre tombe. Selon la métaphore de Hume, le système protectionniste revient à permettre à une classe de vider les poches de l'autre ; Villiers, pour sa part, le compare à une série de cages à singes différentes où chacun vole dans l'écuelle de son voisin et perd, à son tour, ce qu'il y a volé.¹¹²

List ne s'inquiète pas de mettre en doute la logique de ces affirmations en ce qui concerne la Grande-Bretagne ; il estime seulement que pour les pays moins développés, d'autres facteurs plus essentiels entrent en jeu.

La thèse de l'industrie naissante est fondée sur le fait que, au stade primaire de l'essor d'une industrie donnée, et en particulier lorsque celle-ci présente une courbe de coûts décroissants et de rendements croissants, les coûts de production sont susceptibles d'être plus élevés ; phénomène dû à un manque d'expérience commerciale, industrielle et administrative, au besoin de former une main-d'œuvre qualifiée et stable et à la nécessité de traverser une période d'expérimentation initiale. Dans ces conditions, il semble difficile que l'industrie d'un pays bénéficiant d'un degré de développement plus avancé et fabriquant un volume supérieur d'articles à des prix moindres, ne puisse concurrencer avec succès les produits des industries indigènes naissantes.

Dans la phase initiale de l'industrialisation, des sacrifices s'imposent si l'on veut s'assurer des avantages futurs. Adam Smith n'a-t-il pas reconnu lui-même qu'il est possible de promouvoir une industrie naissante aussi longtemps que les conditions matérielles nécessaires à sa croissance restent favorables ?¹¹³

« Il est vrai qu'au début les droits protectionnistes accroissent le prix des produits manufacturés, mais il est tout aussi vrai — et l'école, elle-même, l'a reconnu — qu'au cours des temps, il devient plus profitable de fabriquer ces produits dans le pays que de les importer de l'extérieur, quand la nation est capable de se créer un potentiel industriel global. Si les droits protectionnistes équivalent donc à un sacrifice de certaines

l'industrie des pays les plus développés était trois fois supérieure à celle des pays moins développés, et, dans le domaine de l'agriculture, « où la productivité du travail fut toujours et partout inférieure à celle enregistrée dans l'industrie », l'écart accusé entre les deux groupes de régions atteignait un coefficient de 6 à 7. C.E.E. Nations Unies, Genève, pp. 224-225.

¹¹² Hansard, *Third Series*, LVII, 920, 5 avril 1841.

¹¹³ *The Wealth of Nations*, Livre IV, Chap. II.

valeurs, celui-ci se trouva compensé par l'acquisition d'un potentiel productif qui assure à la nation non seulement une somme de biens matériels infiniment plus grande, mais aussi son indépendance industrielle en cas d'hostilités. L'indépendance industrielle et la prospérité intérieure qui en découle... lui permettront de perfectionner ses institutions domestiques. » ¹¹⁴

C'est ce qui inspira à List son scepticisme quant à la panacée libérale et à la possibilité de l'appliquer aux pays à climat économique moins favorisé. John Stuart Mill lui emprunte sa théorie de l'industrie naissante, mais sans le reconnaître explicitement. ¹¹⁵ Dans ses *Principes*, écrits six ans après la parution du traité de List, Mill estime possible de défendre le principe des droits protectionnistes « lorsque ceux-ci s'imposent provisoirement (particulièrement dans le cas d'une industrie naissante en plein essor) et qu'on espère pouvoir acclimater une industrie étrangère, que sa nature permet d'adapter parfaitement aux conditions domestiques. La supériorité d'un pays dans une branche de production donnée n'est souvent due qu'au fait de l'avoir développée plus tôt ». ¹¹⁶

List ne répudie pas en bloc les doctrines libérales : sa méthode ne l'aurait pas permis. En tant que « libéral politique » ¹¹⁷ il observe que la phase du « libre-échange universel » ne peut être atteinte que si les pays moins développés augmentent d'abord leur productivité technique jusqu'au niveau de celle prévalant en Grande-Bretagne ; ce n'est qu'alors, et pas avant, ¹¹⁸ qu'il est légitime de songer à l'universalité pratique du libre-échange.

En tant que théoricien de la croissance économique, il reconnaît en revanche, qu'il est logique que le libéralisme intégral soit le bouclier doctrinal de l'intérêt des puissantes communautés industrielles. Et il ajoute facétieusement : « L'auteur eût-il été anglais, il n'aurait guère mis en doute le principe fondamental de

¹¹⁴ *Werke*, vol. 6, p. 180.

¹¹⁵ Mill fut le rédacteur en chef du *Westminster Review* dès 1840. Cette revue, ainsi que l'*Edinburgh Review* se spécialisèrent dans les critiques véhémentes adressées à la fois à List et au Zollverein. Quoique la première traduction en anglais, due au savant suisse Matile, ait été publiée en 1856, le *National System* parut en 1846, deux ans avant les *Principes* de Mill. Le nom de List n'est point cité dans la biographie récente de Mill, le *Life of John Stuart Mill*, par Michael St. John Packe, dont la préface est du prof. F.A. Hayek, Londres, 1954.

¹¹⁶ *Principles*, Ashley éd. Livre V, p. 822.

¹¹⁷ En Allemagne (Allemagne du Sud en tous cas), « on considérait comme une lapalissade que les libéraux fussent tous protectionnistes et les libre-échangistes forcément réactionnaires », Heinrich von Treitschke, *Deutsche Geschichte im 19ten Jahrhundert*, Leipzig, 1928, Vol. V, p. 451.

¹¹⁸ Voir les réflexions de List sur le traité de Methuen (1703) et le traité Eden-Dupont de Nemours (1780). En dépit des différences d'inspirations doctrinales séparant ces accords commerciaux, pour List, le point d'aboutissement était le même. Voir le commentaire de Mantoux sur l'accord commercial Eden-Dupont de Nemours, *op. cit.*, p. 263. Également Witt Bowden, *Industrial Society in England towards the End of the Eighteenth Century*, New York, 1925, p. 207.

la théorie d'Adam Smith. »¹¹⁹ C'est un trait commun de l'histoire qu'une fois parvenus au faite de leur croissance, les pays tentent de retirer l'échelle afin d'éviter que les autres ne puissent les suivre.

Si cette dernière citation fut peut-être inspirée par un goût de la polémique, on ne peut cependant nier que, sur le plan historique tout au moins, elle avait des racines scientifiques. Aux premiers stades du développement capitaliste, la thèse de « l'industrie naissante » constitue un stimulant de croissance, mais elle peut tourner en instrument d'immobilisme dans les phases ultérieures de l'expansion. Parfois, l'adolescent reste chétif. Taussig a montré qu'aux Etats-Unis, de même que dans l'Empire allemand, après 1879, le progrès technique avait pris « un cours extrêmement rapide durant la période d'application d'un régime hautement protectionniste ». ¹²⁰ Après avoir passé en revue les facteurs contributifs, autres que le protectionnisme — tels que le développement spectaculaire des transports, l'exploitation des minerais de fer de Mesabi et le progrès général de la technologie sidérurgique, il poursuit en déclarant qu'en matière tarifaire, l'économiste ne peut se permettre d'être dogmatique.

« Mais ces forces se seraient-elles orientées *dans ce sens* aussi fortement et sûrement si ce n'avait été pour se protéger de la concurrence étrangère ? En outre, ce système de protection a permis aux industries sidérurgiques du district central de récolter de larges bénéfices et le stimulant dérivé de ces bénéfices importants a favorisé le rapide investissement de capitaux sur une grande échelle. Au cours de la décennie 1880-1890, la production de fer de Pittsburgh et du reste de la région centrale se développa au point de suffire aux besoins. » ¹²¹

De toute manière, c'est ce qui se serait produit, continue-t-il, « avec ou sans tarif », mais à plus ou moins longue échéance et sur une moindre échelle. En ce qui concerne l'industrie sidérurgique, Taussig estime que le protectionnisme remporta un « succès brillant ». Il considère que « ceux des économistes qui, n'étant, par principe, ni partisans du protectionnisme, ni libre-échangistes, veulent se laisser guider uniquement par les résultats acquis dans une industrie donnée, rendraient, en l'occurrence, un verdict probablement favorable sur la politique visant à favoriser une industrie nationale ». ¹²² Il ajoute cependant que les résultats diffèrent selon les industries.

¹¹⁹ *Werke*, vol. 6, p. 357 ; *Werke*, vol. 2, p. 160 ; *Werke*, vol. 7, p. 503.

¹²⁰ *Some Aspects of the Tariff Question*, Harvard University Press, 1931, p. 29.

¹²¹ *Op. cit.*, p. 150.

¹²² Taussig, *op. cit.*, p. 151.

Si les tarifs perçus pour protéger les industries naissantes sont rationnels dans certaines conditions de croissance, il est incontestable qu'ils se transforment souvent en remparts destinés à protéger des privilèges contre le souffle envahissant de la concurrence étrangère, qui eût tôt fait de les contraindre à se moderniser et à se rationaliser.

Un exemple frappant, fourni par un pays qui se vante de son ascendance libérale avec une ferveur quasi-religieuse, tout en se servant des tarifs douaniers pour sauvegarder ses puissants groupes de pression et coalitions d'intérêts, nous est offert par l'industrie horlogère américaine. Récemment, et cela deux ans après une hausse tarifaire de 50 %, le général Omar Bradley des « Bulova Research and Development Laboratories » déclarait que l'importation des montres suisses « paralysait » l'industrie nationale.¹²³ Or, ce n'est pas là un cas isolé ; nous pourrions en citer d'autres du même genre, concernant d'autres industries américaines.

Ce genre d'observations n'infirme en rien les formules de Jefferson non plus que celles des pères de la République ; elles ne discréditent nullement la thèse de l'industrie naissante, pas plus qu'elles ne mettent en doute sa valeur quant à la politique économique, adoptée actuellement dans les régions sous-développées. Elles se proposent uniquement d'exposer les transformations structurelles saillantes survenues en matière tarifaire. Alors qu'au XIX^e siècle, les droits perçus servaient surtout à permettre l'acclimatation des industries vulnérables en face de la concurrence étrangère, certaines grandes communautés, qui disposent déjà d'un vaste potentiel industriel, s'en emparent aujourd'hui pour sauvegarder les super-bénéfices de gigantesques trusts et cartels. Jadis, moyens de défense, ils se sont convertis en instruments d'offensive. Préservées de la concurrence extérieure par une barrière de tarifs très élevés, les industries protégées peuvent maintenir à l'intérieur du pays, une structure des prix oligopoliste, qui leur permet de financer des prix de dumping sur le marché mondial. Cette politique a eu pour corollaire d'étendre le champ d'action et la suprématie de ces monopoles. Le dossier de l'*Aluminium Company of America* nous présente une illustration vivante de l'abus des tarifs et de leurs conséquences fâcheuses pour la souveraineté du consommateur et son pouvoir d'achat. C'est grâce aux droits protectionnistes que, pendant plusieurs décades, le prix de l'aluminium s'est

¹²³ *New York Times*, 20 janvier 1957. Il est à noter que les contradictions si flagrantes d'une telle réflexion en face des intentions multilatérales du Département d'Etat, n'ont pas été sciennement ignorées par certains hauts fonctionnaires de cet organisme. cf. R. Vernon, « Foreign Trade and National Defense », *Foreign Affairs*, octobre 1956.

maintenu, aux Etats-Unis, à un niveau supérieur à celui pratiqué sur les marchés mondiaux.¹²⁴

Pourtant, la raison d'être fondamentale des tarifs protecteurs réside dans le fait que les entreprises nouvellement créées risquent de se trouver désavantagées ou handicapées par rapport aux industries plus anciennes. Toute nouvelle industrie doit se créer une main-d'œuvre disciplinée, organiser son approvisionnement en matières premières aussi bien que le réseau de distribution de ses produits ; elle doit franchir les goulots d'étranglement techniques particuliers à toute nouvelle entreprise et conquérir son propre marché national, jusque-là dominé par les producteurs étrangers ; il lui faut constituer des réserves financières et résoudre d'innombrables difficultés de gestion. Tout ceci concourt, au début, à gonfler les coûts de production unitaires moyens bien au-delà du niveau existant chez les producteurs étrangers. Ces considérations mises à part, il faut reconnaître — et List l'a souligné — que d'autres facteurs viennent entraver l'exécution de projets d'industrialisation ; facteurs dus à certaines lacunes institutionnelles et à des déficiences sociales telles que, par exemple, un niveau d'hygiène insuffisant et le taux d'analphabétisme. Ces lacunes ont tendance à hausser les coûts de production, et en conséquence à réduire la capacité concurrentielle des nouvelles entreprises d'un pays sous-développé par rapport aux firmes riches d'expérience des communautés industrielles. Dans la mesure où ces handicaps sont de nature passagère, la nouvelle industrie peut légitimement réclamer une protection tarifaire susceptible de porter le prix des importations concurrentielles à un niveau proche de son propre coût de production. Ce genre de tarif peut largement favoriser l'industrialisation, car il peut susciter des placements étrangers qui ne seraient nullement tentés de s'investir dans un secteur non protégé. Plusieurs industries ont surgi de cette manière en Australie, au

124 De fait, ce fut seulement grâce à la seconde guerre mondiale, que l'énorme puissance monopolisatrice de cette 'corporation' fut partiellement freinée. A la suite de l'expansionnisme économique éperonné par les massifs financements Fédéraux entre 1941 et 1945, la production d'aluminium prit un essor rapide. En 1941, le Congrès vota le *Surplus Property Act* et le *War Mobilization and Reconversion Act*. Ces deux actes législatifs avaient pour but essentiel d'empêcher la constitution de monopoles et de stimuler la mise en œuvre des nouvelles entreprises indépendantes. Un ensemble d'entreprises, comprenant une exploitation d'alumine, deux usines de réduction et 3 usines de fabrication, dont les frais se chiffraient à plus de \$ 170 millions fut vendu à Reynolds pour \$ 57.582.000. Un autre ensemble, composé d'une exploitation d'alumine, de 2 usines de réduction et de 2 usines de fabrication, le tout d'une valeur de construction de plus de \$ 120 millions passa aux mains de Kaiser pour \$ 43,5 millions. Comme conséquence, pour la première fois depuis cinquante ans, l'industrie de l'aluminium se trouvait ainsi partagée entre 3 producteurs concurrents. Cf. W. Adams et H.M. Gray, *Monopoly in America: The Government as Promoter*, New York, 1955.

Canada et dans l'Union Sud-Africaine. D'autre part, la promulgation, en 1930, du tarif égyptien a contribué dans une large mesure à soutenir l'expansion industrielle observée dans ce pays depuis cette date.

Lorsque des pays sous-développés réclament des mesures protectionnistes, ils s'inspirent de motifs débordant le cadre des tarifs douaniers.¹²⁵ Nous avons déjà examiné la conception de List en matière de croissance équilibrée. Or, en des termes qui nous rappellent cet auteur, les économistes de la Commission économique pour l'Europe ont indiqué que l'appel lancé en faveur de mesures protectionnistes provient du déséquilibre entre les secteurs industriel et agricole (dans le cas de l'Europe Orientale et du Sud-Est). La présence de vastes excédents de main-d'œuvre agricole crée, dans ces régions, une situation où le coût monétaire de la production industrielle est supérieure à ce qu'il devrait être, compte tenu des coûts réels comparés dans l'industrie et l'agriculture. Dans ces conditions, le taux d'échange des marchandises — vers lequel le compte extérieur tend à s'équilibrer — évolue de façon à porter systématiquement le coût industriel à un niveau où la concurrence avec les prix étrangers est impossible ; c'est l'inverse qui se manifeste dans le secteur agricole.¹²⁶ C'est la raison pour laquelle la Commission Economique pour l'Europe s'oppose à la théorie de la spécialisation classique et s'empare du raisonnement listien :

« L'existence de pays industrialisés et de pays moins développés les uns à côté des autres, qui doivent échanger leurs produits en tirant profit de la division du travail mais sans remettre en question les objectifs essentiels de leurs politiques économiques, constitue une contradiction fondamentale. »¹²⁷

List comprend que la raison pour laquelle des facteurs de production restent inutilisés dans les pays caractérisés par les symptômes susdits réside dans le fait que, laissés à eux-mêmes, les mécanismes du marché sont insuffisants pour déclencher l'expansion souhaitée. L'expérience acquise dans les pays moins développés nous indique qu'il est indispensable de faire une entorse au mécanisme des prix lorsqu'on veut développer, selon des plans préétablis, certains secteurs d'activité et certains marchés. Du succès

125 C'est à la lumière de ces faits que nous pouvons apprécier la généralisation suivante : « All that the less-developed countries ask is that in the name of reducing barriers to international trade, they should not be denied the fullest opportunity to develop their economies and to choose and decide for themselves the most appropriate measures for the purpose. » Sir. N. Pillai, Secrétaire Indien des Affaires Etrangères, *Press Release GATT/185*, Genève, 11 Nov. 1954.

126 E.C.E. *Economic Survey of Europe Since the War*, 1955.

127 C.E.E. *Etudes sur la situation économique de l'Europe en 1953*, Genève p. 232.

de ces mesures découle une réaction en chaîne qui, à partir de bases d'activité choisies, comme par exemple l'industrie sidérurgique en Inde et en Chine, se répercute jusque dans l'industrie des biens de consommation. Ces mesures de planification impliquent que, dans l'hypothèse d'une expansion industrielle accélérée et en l'absence d'assistance extérieure compensatoire, la balance des paiements du pays soit soumise à certaines pressions. Le besoin d'instruments de contrôle provient d'un déséquilibre dans la balance des paiements, la demande de devises étrangères dépassant l'offre disponible au taux d'échange courant, ce qui indique que le déséquilibre en question suffit pour menacer d'épuisement les réserves nationales destinées à combler des déficits passagers. Même en l'absence de desseins protectionnistes prémédités, ces pays se verront contraints, s'ils veulent enrayer l'épuisement de leurs réserves, d'étancher l'hémorragie de devises étrangères par une réduction du volume des importations non essentielles et l'accélération des exportations. On voit ainsi que le régime douanier, dans sa conception initiale, consiste en un ensemble d'instruments de contrôle monétaires et fiscaux.

Ellis a prétendu que ces instruments appartiennent à l'arsenal du protectionnisme : « Ce n'est pas pure facétie de prétendre que si le gouvernement veut mettre ces principes en pratique, il se voit réduit à tout interdire. »¹²⁸ Dans un ouvrage écrit en collaboration avec Buchanan¹²⁹ — ouvrage qui jette l'anathème sur la notion de planification — Ellis ne découvre dans ces mesures que des qualités négatives qu'il illustre par l'exemple du Chili.¹³⁰ Ellis, Buchanan, et Ellsworth remarquent que même le système d'attribution de devises, au prorata du chiffre d'affaires des entreprises pour une période de base donnée, tel qu'il est d'usage courant dans une économie de libre entreprise, n'est pas satisfaisant, car il paralyserait la structure du marché s'il était rigoureusement appliqué. Ils montrent que des mesures de discrimination risquent d'être inconsciemment appliquées au détriment de nouveaux concurrents virtuels et qu'il se peut que, pour vaincre cet obstacle, la création de nouvelles firmes soit autorisée sur une base arbitraire.

Ces arguments, cependant, sont inapplicables à des pays où le secteur public a pris et continue de prendre une part croissante dans l'élaboration d'une politique économique nationale. Or, c'est à ces pays que nous songeons lorsque nous prétendons que les instru-

128 *Exchange Control in Central Europe*, Harvard University Press, 1941, p. 305.

129 N.S. Buchanan et H.S. Ellis, *Approaches to Economic Development*, New-York, 1955, pp. 401-405.

130 P.T. Ellsworth, *Chile: An Economy in Transition*, New York, 1945.

ments malthusiens tels que le contrôle des changes et les tarifs douaniers, ne sont pas en vérité de nature restrictive. Le paradoxe, qui surgit à première vue, disparaît dès que le contrôle des changes est considéré comme instrument de mobilisation des gains d'exportation. L'assistance économique accordée par l'étranger à de nombreuses économies planifiées (comme en Inde et en Birmanie) contribue, de plus, à accélérer les importations, réduisant à zéro l'effet virtuellement restrictif des mesures monétaires, fiscales et douanières.

Compte tenu de l'orientation des plans prévus, les restrictions frappant l'importation de biens non-essentiels élargissent celle des produits de première nécessité ; dans l'aspect structurel du volume d'importation, l'accent se déplace de la première à la deuxième catégorie d'articles, sans que le volume total des importations subisse de réduction concomitante. La politique fiscale devient ainsi un instrument dont l'usage, dans les économies sous-développées à tendances dirigistes, ne diminue pas le volume total de la demande mondiale. On peut en effet soutenir que la capacité d'absorption de produits non-essentiels croît selon la cadence du développement industriel. Et la crainte traditionnelle des communautés industrielles que l'industrialisation de régions nouvelles ne leur enlève leur pain quotidien, se révèle dénuée de fondement. C'est sous ce jour que l'*obiter dictum* de List « Deutschlands Kraft ist Englands Kraft »¹³¹ se prête peut-être à une interprétation nouvelle.

Le développement du commerce international, depuis 1815, indique que la presque totalité du volume des échanges réalisés revient aux pays industriels.¹³²

En même temps qu'un pays progresse dans la voie de l'industrialisation et qu'il introduit des mesures protectionnistes, la structure de ses importations se modifie ; le volume des biens de consommation à bon marché se déplace en faveur de celui des biens de capitaux de première qualité et à des prix élevés. De plus, lorsque l'établissement de nouvelles industries provoque une augmentation du pouvoir d'achat, cette évolution peut même favoriser l'importation de biens de consommation à des prix supérieurs, destinés à la nouvelle bourgeoisie des technocrates et des fonction-

131 Ce fut dans un esprit analogue, que Leinigen, disciple de List, conjura la Grande-Bretagne de cesser ses menées subversives contre le Zollverein, car la Grande-Bretagne conseillait en effet aux Etats du Nord de l'Allemagne de s'abstenir d'y adhérer. Dans son Memorandum de 1847, Leinigen écrivit : « Le commerce anglais ne gagnera que si ses échanges s'effectuent avec une Allemagne riche et non pas avec une Allemagne appauvrie. » V. Valentin, *Fürst Karl Leinigen und das deutsche Einheitsproblem*, Stuttgart, 1910, p. 38.

132 A.O. Hirschmann, *National Power and the Structure of Foreign Trade*, University of California Press, 1945.

naires. C'est pourquoi, les restrictions n'aboutissent pas nécessairement à l'exportation de chômage vers les communautés industrielles, elles y provoquent plutôt un déplacement structurel des exportations, dont la portée est déterminée, en dernière analyse, par la capacité d'adaptation du pays exportateur aux circonstances nouvelles. Il serait simpliste de prétendre que cette évolution ne viendra pas gêner les industries exportatrices individuelles ; mais, le cas échéant, des effets compensateurs ne manqueront pas de surgir dans d'autres secteurs industriels. Alfred Marshall saisisait toute la portée que pouvait avoir de telles adaptations forcées lorsque, en 1908, il conseillait aux industriels britanniques de ne pas trop se fier à des procédés industriels périmés, et les termes qu'il employait pourraient très bien s'appliquer aux nations industrielles d'aujourd'hui.¹³³

La poussée d'industrialisation des pays moins développés peut à première vue apparaître comme un facteur anti-expansionniste. Pourtant il est probable que la rapidité du progrès industriel et agricole engendrera dans ces pays, à longue échéance, un accroissement cumulatif de la demande des produits en provenance de leurs partenaires commerciaux techniquement plus évolués.

Ce n'est pas seulement pour des questions tarifaires ou des problèmes subsidiaires, ni pour des raisons d'animosité doctrinale, que List s'est dressé contre le Classicisme. Son but était de préciser les divergences séparant les nobles généralités de la pensée classique de son application à la politique économique extérieure par des géants libéraux tels que Huskisson, Canning, Hume, Palmerston, Bowring et Broughman, appuyés par de nombreux disciples au « Foreign Office », au « Colonial Office » et soutenus par les représentants parlementaires du Lancashire, du Yorkshire et des Midlands.

LE ZOLLVEREIN.

Les monographies de Baenaerts et de Henderson¹³⁴ mettent en évidence le fait que, pendant toute la période du morcellement économique de l'Allemagne, les principautés isolées ont eu de la peine

¹³³ *Fiscal Policy of International Trade*, House of Commons Papers, No. 321, 1908. Cité dans H. Frankel, « The Industrialisation of Agricultural Countries and the Possibilities of a New Division of Labour », *Economic Journal*, Vol. LXII, 1943. Pour une analyse perspicace de ce même problème pour l'Europe dans les périodes entre les deux guerres cf. Ingvar Svennilson, « *Growth and Stagnation in the European Economy* ». E.C.E. Nations Unies, Genève, 1954.

¹³⁴ *The Zollverein*, Cambridge University Press, 1939.

à obtenir des conditions favorables d'échange dans leurs négociations commerciales avec les puissances étrangères ; et les tractations prusso-néerlandaises sur la question controversée de la liberté de navigation sur le Rhin en sont un exemple.

Le Zollverein fut créé après d'âpres luttes qui se sont prolongées tout au long des quinze années qui suivirent l'établissement du tarif prussien, en mai 1818. Dès ses débuts, il fut l'objet de suspensions, de ressentiments et même de haines farouches. Metternich le maudit dès sa naissance ; d'autres le dénoncent comme un instrument d'usurpation politique.¹³⁵ Les Pays-Bas ont aussi partagé ce sentiment, étant, comme l'Angleterre, un important fournisseur de denrées coloniales et d'articles manufacturés. La France non plus n'échappe pas à la panique contagieuse. Quand son chargé d'affaires auprès de la cour de Bavière, le comte de Rumigny, apprend, au printemps de 1829, que la Prusse et l'Etat de Hesse, d'une part, la Bavière et le Wurtemberg d'autre part, sont sur le point de conclure un traité, il le commente en ces termes : c'est « après la Réforme religieuse un des événements les plus importants », car « la Prusse va embrasser dans un vaste réseau formé par cette alliance du Nord au Sud tous les Etats intermédiaires, et cette Puissance exercera sur ses associés une prépondérance qui surpassera tout ce qui a existé dans ce genre jusqu'à ce jour, et tout ce qu'il est possible d'imaginer ». ¹³⁶

Mais c'est à la Grande-Bretagne qu'échoit le rôle d'ennemi principal du Zollverein, qui trouve en la personne de Palmerston, « le champion dominant de la cause libérale en Europe », ¹³⁷ un adversaire des plus acharnés. Son biographe nous apprend qu'en tant que libre-échangiste, il désapprouvait les tarifs prussiens et qu'en bon politique anglais il s'opposait à l'expansion du Zollverein, comme à une menace pour le commerce britannique. C'est pourquoi certains de ses agents auprès des petites cours allemandes reçurent la consigne d'encourager la résistance contre la Ligue prussienne, afin d'obtenir d'elle de meilleures conditions commerciales. Ils furent aussi chargés de proposer des traités commerciaux destinés à favoriser l'écoulement des marchandises britanniques.¹³⁸ Le rugissement libre-échangiste du lion britannique suffisait à propager des frémissements dans l'épine dorsale de List et de ses disciples. Palmerston n'avait-il pas déclaré qu'il fallait

¹³⁵ Von Sbirck, *op. cit.*, vol. I, p. 537.

¹³⁶ Baenaerts, *op. cit.*, p. 15.

¹³⁷ Sir Charles Webster, *The Foreign Policy of Palmerston, 1830-1841*, p. 415.

¹³⁸ Palmerston à Erskine, 15 novembre 1832 (No. 27), P.R.O. Foreign Office, ainsi que Palmerston à Disbrowe, 20 novembre 1832, (No. 6), Foreign Office. Cité dans H.C.F. Bell, *Lord Palmerston*, vol. I, p. 63.

rayer de tout dictionnaire commercial ¹³⁹ le terme de « protection », ce « principe, à la fois, mortellement nuisible au pays et attentatoire à la prospérité de toute nation à l'égard de laquelle il pourrait s'appliquer » ? ¹⁴⁰

Il était indispensable que les voies commerciales menant, par la Belgique et les villes hanséatiques, au cœur de l'Europe, jusqu'aux confins de l'Autriche et de la Russie, restassent ouvertes aux marchands britanniques. « Conserver ces voies intactes », écrit Clapham, « tel fut l'objectif principal de la diplomatie commerciale britannique. Ce qui explique pourquoi le *Board of Trade* manifeste tant d'intérêts pour la politique du Zollverein ». ¹⁴¹ Ce qui lui tient à cœur n'est pas seulement le commerce britannique avec les Etats allemands ; il s'intéresse tout autant aux mirobolantes facilités que lui offrent ces derniers dans l'intense contrebande pratiquée à travers toute l'Europe centrale, trafic lucratif, auquel ont participé la quasi-totalité des villes impériales avant 1835, date de la mise en application du Zollverein. ¹⁴² Henry Addington, représentant britannique à Francfort, soutient d'ailleurs le *Mitteldeutscher Handelsverein* ¹⁴³ qui « faciliterait immensément le trafic de contrebande dans les territoires de Prusse, de Bavière, de Wurtemberg et de Darmstadt ». ¹⁴⁴

Une Allemagne forte et unifiée fut considérée comme menaçant l'hégémonie industrielle britannique. Dans un mémorandum sur le Zollverein, publié dans les années trente, Palmerston résume ses arguments en préconisant que « tout ministère anglais soit tenu pour avoir négligé ses devoirs, sinon pour avoir sacrifié les intérêts commerciaux du pays, s'il ne s'efforce pas, par tous les moyens appropriés, de persuader les Etats de l'Allemagne du Nord, qui n'ont pas adhéré au Zollverein, de continuer à s'en abstenir ». ¹⁴⁵

139 P. Guedalla, *Gladstone and Palmerston*, Londres, 1928, p. 30.

140 *Hansard Third Series*, CXI, 592, 3 mai 1853.

141 J.H. Clapham, *An Economic History of Modern Britain*, Vol. I, p. 480.

142 J.H. Clapham, « The Last Years of the Navigation Acts », *English Historical Review*, Vol. XXV, 1910. « Among these, Frankfurt, a free city... a trade center with few rivals on the continent, was the focus of England's most definite attempt to keep open a commercial path through Prussia's enveloping lines », pp. 152-153.

143 Le *Mitteldeutscher Handelsverein* se composait des membres suivants : Brunswick, Weimar, Hambourg, Brême, Francfort, Hanovre et quelques villes allemandes plus petites mais non sans importance.

144 J.H. Clapham, *Economic History*, Vol. I, p. 480. Addington à Lord Dudley, 27 mai 1828, Foreign Office (Germany). Pour le jugement sévère de Treitschke porté contre Addington, voir, *Deutsche Geschichte*, Vol. III, pp. 637-644.

145 H.C.F. Bell, *op. cit.*, Vol. II, pp. 3-5. Le Zollverein, devenu réalité tangible, Palmerston change de ton. Le gouvernement britannique « ne cause aucun préjudice à l'Allemagne lorsqu'il s'efforce de persuader le Zollverein de réduire son tarif protecteur ». Voir le memorandum de Palmerston sur List du 8 septembre 1846, Bell, Vol. II, p. 343 ; également, *the Cambridge History of British Foreign Policy*, « Zollverein Negotiations, 1828-1865 », Vol. II. cf. dans le même contexte les réflexions de Cobden sur le Zollverein faites en 1847. John Morley, *The Life of Richard Cobden*, Londres, 1881, Vol. I, pp. 449-450.

De son côté, le Consul Général britannique à Hambourg qualifie le Zollverein « d'alliance issue de sentiments hostiles à l'égard de l'industrie et du commerce britanniques ». ¹⁴⁶

Lorsque, le 14 février 1828, l'Etat de Hesse-Darmstadt décide d'adopter le tarif prussien, le représentant diplomatique de la Grande-Bretagne déclare qu'à l'intérieur de l'Allemagne, le commerce britannique sera « presque entièrement détruit ». Lorsque MacGregor, Président du *Board of Trade*, signe l'accord austro-britannique de juin 1838, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne exprime l'espoir que cet accord augmentera le trafic commercial sur le Danube et « suscitera ainsi entre l'Autriche, d'une part, la Bavière et le Wurtemberg, d'autre part, une communauté d'intérêts susceptible de contre-balancer l'ascendant acquis sur eux par la Prusse ». ¹⁴⁷ Dans un commentaire consacré à ces tendances politiques et économiques non déguisées, Clapham estime que l'objet de la politique britannique est « d'empêcher que le Zollverein ne vienne englober les Etats du nord et nord-ouest de l'Allemagne qui sont encore en dehors de cette union ». ¹⁴⁸

Le Zollverein, une fois devenu une réalité, la Chambre de Commerce de Manchester fait part à Palmerston des « inquiétudes que lui inspire cette puissante ligue d'Etats, alors qu'aucun effort n'a pu être entrepris avec succès pour enrayer sa réussite » ; ¹⁴⁹ ce à quoi Palmerston réplique judicieusement que la Chambre devrait « comprendre que le gouvernement britannique ne dispose ni du pouvoir ni du droit d'empêcher des Etats indépendants d'adhérer à des accords réglant leur commerce ». ¹⁵⁰

En 1840, John Bowring publie son rapport ¹⁵¹ bien connu sur l'Union Commerciale prussienne. De l'avis de List, les visées de Bowring auraient été d'ouvrir « la première brèche » dans la structure tarifaire allemande, d'enrayer l'offensive industrielle et de reconvertir le pays en « colonie agricole ». ¹⁵²

C'est sur cette toile de fond tissée d'intrigues, que s'élabore le corps de doctrines de List.

¹⁴⁶ Henderson, *op. cit.*, p. 98.

¹⁴⁷ *Cambridge History of British Foreign Policy, op. cit.*, Vol. II, p. 468.

¹⁴⁸ *Ibid.*, pp. 469-470.

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 121.

¹⁵⁰ L'attitude de la Chine à l'égard de la politique « non-interventionniste » de Palmerston est hautement révélatrice. cf. M. Greenberg, *British Trade and the Opening up of China, 1800-42*, Cambridge University Press, 1951. Cette importante monographie est basée sur les archives de la Jardine et Matheson Compagnie, découverts en 1934. Egalement W.G. Beasley, *Great Britain and the Opening up of Japan 1834-1858*, School of Oriental and African Studies, Londres, 1951, p. 203.

¹⁵¹ *Report on the Prussian Commercial Union, addressed to the Right Honourable Lord Viscount Palmerston*, Londres, 1840.

¹⁵² *Werke*, Vol. 6, p. 184.

Les adversaires du Zollverein ont même recours à l'arme du ridicule. Partout « on désire » que « l'Allemagne soit forte et unie », déclare Lord Aberdeen, « mais ces propos d'union, de structure fédérale, de nationalité, de parlement et autres relèvent du strict non-sens ».

La critique, le ridicule et le sabotage économique non déguisé ayant subi un échec retentissant, une fraction des libéraux change de tactique. Acceptant l'inévitable, Palmerston écrit : « Chaque être ayant à cœur le bien de l'Allemagne ne peut que se réjouir de l'effet politique du Zollverein. » De méprisable qu'il était, celui-ci est devenu « mémorable ». S'il a contribué à libéraliser le commerce sur les marchés intérieurs, il pourra, dit-on, aussi bien assurer une prospérité plus grande encore, lorsqu'il y aura libre-échange entre la Grande-Bretagne et le Zollverein. Et Palmerston de déclarer : « L'adoption de mesures protectionnistes n'a été qu'une de ses caractéristiques fortuites et *accidentelles*, et l'on ne voit pas pourquoi cette institution, qui a profité à l'Allemagne par le libre-échange qu'elle lui assure sur ses marchés internes, ne lui procurerait pas l'avantage supplémentaire d'un régime de libre-échange sur les marchés extérieurs, » et il ajoute : « Dans une nation, les droits protectionnistes réduisent à la fois la production et l'accumulation des richesses ; s'il en est ainsi, ils ne peuvent lui apporter ni puissance ni prospérité. » ¹⁵³

Les territoires qui entraient dans l'orbite du Zollverein progressaient cependant à pas de géant. Pour citer Ricardo, quoique dans un contexte différent : « la bille roulait et rien de ce qu'ils pourraient tenter ne suffirait pour l'arrêter. » Stoïquement, le *Times* se résigne : « Il est trop tard ; à tort ou à raison, l'Allemagne est maintenant vouée à se convertir en puissance industrielle et commerciale et rien ne pourra plus la faire revenir sur sa résolution. » ¹⁵⁴

Un an avant son suicide, List écrit ces mots lourds de sens : « Economiquement et matériellement le Zollverein va unir les Allemands au point d'en faire une nation ; il est appelé, à ces égards, à représenter avec un maximum de rigueur l'unité nationale à l'étranger. En sauvegardant l'ensemble de ses intérêts extérieurs, en protégeant l'ensemble de ses capacités de production à l'intérieur, il contribuera au renforcement de la puissance matérielle de la nation ; en fondant les différents intérêts provinciaux en un seul intérêt national, il suscitera et développera le sentiment d'unité

¹⁵³ *Werke*, Vol. 7, p. 525.

¹⁵⁴ *The Times*, 20 août 1845.

nationale ; il lui faut songer non seulement au présent mais aussi à l'avenir de la nation. » ¹⁵⁵

Cependant les intransigeants continuent de protester contre le Zollverein, l'industrialisation allemande et son principal architecte. L'économiste britannique, W.H. Dawson résume ainsi les sentiments agitant une bonne part de l'opinion publique anglaise, sentiments qui n'étaient guère l'apanage des capitalistes des Midlands et du Lancashire : « Nous aurions, bien sûr, préféré voir l'Allemagne continuer à centrer son attention sur la production de la musique, de la poésie et de la philosophie, et préféré nous réserver la production et la livraison au monde de machines, de tissus et de cotonnades. » ¹⁵⁶ La *Westminster Review*, pour sa part, qualifie List de « champion du système protectionniste, c'est-à-dire de porte-parole des monopoles et des intérêts de classe... ».

Un collaborateur de l'*Edinburgh Review* estime qu'en mettant l'accent sur « l'esprit de nationalisme barbare », List prostitue le grand patrimoine philosophique allemand de Leibnitz, Kant et Lessing. ¹⁵⁷ Et un ecclésiastique de l'Eglise d'Angleterre le traite de « barbare industriel ». Pour le ricardien qu'est J.R. McCulloch, l'œuvre intellectuelle de List n'est pas digne de mention ; ¹⁵⁸ Austin, membre de la coterie de Ricardo, écarte cette œuvre comme un échantillon de démagogie. « C'est l'œuvre d'un avocat zélé et sans scrupules qui tente d'étayer une conclusion pratique donnée ; ce n'est pas la création d'un chercheur qui, sereinement, s'efforcerait de favoriser l'essor de la science... » Travers Twiss de l'Université d'Oxford, ami de Nassau Senior, juge son œuvre théorique trop « extravagante pour mériter une discussion sérieuse », et « dictée par un égoïsme des plus étroits et des plus bornés » ; ¹⁵⁹ son détracteur chrétien, Sir John Bowring, met en doute sa sincérité. ¹⁶⁰

En revanche, Richelot, l'historien français du Zollverein et traducteur de List, le voit sous un jour différent, comme le fait aussi Michel Chevalier. ¹⁶¹ Richelot le tient pour « un penseur original » d'une envergure comparable à celle des maîtres classiques français

¹⁵⁵ *Werke*, Vol. 7, p. 444.

¹⁵⁶ *The Evolution of Modern Germany*, Londres, 1908, p. 75.

¹⁵⁷ *Werke*, Vol. 6, p. 439. Adam Muller avait attiré l'attention sur le caractère potentiellement révolutionnaire de la Ligue, car il considérait List comme un esprit subversif. Oncken et Saemisch, *op. cit.*, Vol. I, pp. 359-361. L'homme d'Etat autrichien Stahl, lui aussi, jugeait List un fauteur de troubles révolutionnaire et non sincère de surcroît. von Sbirck, *op. cit.*, Vol. I, pp. 534-535.

¹⁵⁸ J.R. McCulloch, *Literature of Political Economy*, Londres, 1846.

¹⁵⁹ Travers Twiss, *View of the Progress of Political Economy Since the XVth Century*, Londres, 1847, p. 248.

¹⁶⁰ *Autobiographical Recollections of Sir John Bowring*, Londres 1877, p. 107.

¹⁶¹ *Werke*, Vol. 9, p. 256.

et anglais. « Mais il était avant tout un patriote, voulant pour son pays l'unité, l'indépendance extérieure et la prospérité matérielle. Non qu'en rejetant le cosmopolitisme vague et inapplicable de ses devanciers, il arrêât son horizon aux limites étroites de la patrie. Enfant du XIX^e siècle, non moins que de l'Allemagne, il a expliqué son titre par cette devise française : et la patrie et l'humanité. Cependant l'amour de la patrie est l'âme de son ouvrage. »¹⁶² Au prix de gros sacrifices personnels, List consacre son énergie et ses talents à la réalisation d'une idée. « Lui-même avait spontanément pris l'initiative de l'agitation : son indépendance était entière, son désintéressement absolu. Il n'avait reçu de personne ni mission ni mot d'ordre et ne savait que les intérêts publics. »¹⁶³

Peu importe de déterminer si List fût jamais à la solde des capitalistes allemands¹⁶⁴ — nous n'en avons aucune preuve ; de toute façon, cela n'aurait pu amoindrir sa grandeur non plus que sa contribution à l'économie politique en tant que science.

Il ne faut pas, comme le fait Usher, prétendre que List s'est attaqué aux économistes classiques par pure perversité.¹⁶⁵ Calomnié, List réagit avec une énergie farouche, accusant les libéraux britanniques de préconiser la validité des principes universels ; il suggère à ses critiques britanniques qu'ils feraient mieux de se consacrer à l'étude attentive de la tragédie indienne qui se déroule sous leurs yeux, et dont leur fanatisme doctrinal est entièrement responsable.

« Nein, so mutwillig werden wir unsere publizistische Reputation nicht aufs Spiel setzen, um ein Ereignis vorherzusagen, das nur dann eintreten kann, wenn England fortfährt... hundert Millionen seiner Untertanen in Ostindien schlechter zu regieren als der Pascha von Aegypten seine Fellahs. »¹⁶⁶ C'est bien là un

162 H. Richelot, *L'Association douanière allemande ou le Zollverein*, Paris, 1859, pp. 192-193.

163 *Ibid.*, pp. 198-199.

164 La raison de cette accusation politique doit être recherchée dans le fait que les milieux commerciaux étaient résolument libéraux ; ce qui explique leur opposition au Zollverein. cf. B. Bab, *Die öffentliche Meinung über den deutschen Zollverein zur Zeit seiner Entstehung*, Berlin, 1930, p. 61. Il est exact que List fut un des co-fondateurs de la Deutscher Handels-und Gewerbsverein, créée à Francfort en 1819 et à laquelle participaient surtout des capitalistes industriels. H.P. Olshausen, *op. cit.*, pp. 340-350. En ce qui concerne les virulentes polémiques doctrinales déclenchées par les milieux commerciaux contre la Ligue, cf. l'excellente monographie de F. Borckenhagen, *National und handelspolitische Bestrebungen in Deutschland 1815-1822 und die Anfänge Friedrich Lists*. Berlin, 1915, pp. 12-16. Lenz, *op. cit.*, pp. 64-66. Blume, *Hamburg und die deutschen wirtschaftlichen Einheitsbestrebungen 1814-1847*, Hamburg, 1934, pp. 48-53.

165 « These bitter strictures on the English liberals undoubtedly lower the tone of the book and exhibit all the weakness of List at their worst. » *An Economic History of Europe since 1750*, W. Bowden, M. Karpovich, A.P. Usher, New York, 1937, p. 379.

166 *Werke*, Vol. 6, p. 439.

exemple cynique d'hypocrisie, déclare-t-il, que de prétendre que les postulats du libéralisme économique eussent quoi que soit de commun avec la méthode scientifique ; c'est ignorer résolument les conditions matérielles qui ont entouré l'apparition de cette doctrine.

« Ce que nous haïssons et ce que nous haïssons au plus profond de notre être, c'est cette tyrannie commerciale à la John Bull, qui veut tout engloutir seule, qui ne permet à aucune nation de s'élever à un niveau supérieur ou de se faire valoir, et qui, de surcroît, prétend encore nous faire avaler les pillules, produit de son égoïsme, comme une réalisation purement scientifique ou s'inspirant uniquement de conceptions philanthropiques. » ¹⁶⁷

LES RÉALISATIONS DU ZOLLVEREIN.

Passée la phase des négociations laborieuses qui ont abouti au Zollverein, les Allemands ont tous les motifs de se réjouir de la pierre angulaire ainsi posée. ¹⁶⁸ Si le Zollverein est surtout la création des hommes d'Etat de la Prusse et du sud de l'Allemagne, il est certain que le mouvement d'intégration économique puise un stimulant supplémentaire dans la cohérence de la politique commerciale prussienne, en particulier en matière d'abolition des droits de transit. ¹⁶⁹ Il n'empêche que, vers 1834, l'union douanière est encore incomplète. Les deux Mecklembourg, le Schleswig, le Holstein et le Lauenbourg ainsi que les trois villes hanséatiques n'en font toujours pas partie ; et il n'englobe pas encore les côtes de la Mer du Nord, ni l'embouchure de plusieurs grands fleuves allemands. Dans le Sud, par ailleurs, Henderson l'a signalé, la liberté intégrale du commerce n'a pas encore atteint tous ses objectifs, ce qui est dû à des écarts dans les droits d'imposition internes ; « les monopoles — comme ceux frappant le sel et les cartes à jouer en Prusse — et d'autres impositions encore continuaient à entraver le commerce en Allemagne ». ¹⁷⁰

Bien qu'à l'époque décrite par Henderson, le mouvement soit encore loin d'atteindre sa puissance maximum, le pays reçoit déjà l'empreinte indélébile laissée par le progrès rapide de l'industrialisation. Les « innovateurs » Schumpeteriens sont omni-présents

¹⁶⁷ Werke, Vol. 6, p. 439.

¹⁶⁸ Louis de Bavière en décrit brièvement les conséquences politico-économiques. « Oesterreich ist ein abgeschlossener Staat, mit dem wir Handelsverträge, aber keinen Zollverein schliessen können; Preussen ist ein Blitz, der mitten durch Deutschland durchfährt. » von Sbirke, *op. cit.*, Vol. I, p. 539, également Treitschke, *op. cit.*, Vol. IV, p. 370.

¹⁶⁹ C. Brinkman, *Die preussische Handelspolitik vor dem Zollverein und der Wiederaufbau vor hundert Jahren*, Berlin, 1922.

¹⁷⁰ *Op. cit.*, p. 94.

et les années trente et quarante sont témoins de la prolifération d'une classe vigoureuse d'entrepreneurs industriels, comme Krupp, Harkort, Stinnes, Hansemann, Camphausen, Mevissen et d'autres, et de l'apparition d'un groupe de fonctionnaires tels que Maasen, Kühne, Eichhorn, Delbruck, Philipsborn et Pommer-Esche, dont le rôle dans l'expansion économique fut d'une importance énorme. Et si ces derniers n'ont guère l'envergure d'un List ou d'un Bruck, ils « édifièrent », néanmoins, « une structure économique durable ». ¹⁷¹

La constitution du Reich bismarckien, en 1871, consolidée par le tarif de 1879, ouvre un nouveau chapitre dans l'histoire industrielle de la nation ; mais ces pas de géant n'auraient pas été possibles sans la métamorphose des conditions économiques provoquée par le Zollverein pendant ces années cruciales. Même le complexe de la Ruhr, ce symbole flamboyant de la puissance allemande moderne, n'aurait pu se concevoir si la nation en était restée au stade de la fourmilière d'Etats autonomes. Quelques décades plus tôt, Stahl, ministre des Finances de l'Autriche, ne décrivait-il pas sarcastiquement l'Allemagne comme étant « ce groupe de territoires qui figurent sur les cartes sous le nom d'Allemagne ». ¹⁷² Déjà vers les années soixante, la stratification des classes sociales est énergiquement modifiée, et les particularismes médiévaux sont en passe de devenir une curiosité archaïque.

En fait, dès 1851, les Allemands « ont cessé d'être des prisonniers qui ne communiquent entre eux qu'à travers les barreaux de leurs cages ». ¹⁷³ La métamorphose, qui a conduit ces Etats du stade d'expression géographique à celui de nation, a été un processus long et pénible ; Richelot néanmoins pouvait écrire : « S'il fut reconnu alors que le faisceau allemand était impossible à rompre, si, contre toute atteinte au territoire national, la protestation fut si unanime et si vive, si le poème de Becker fut répété avec enthousiasme par toutes les bouches allemandes, une bonne part de ce résultat peut être attribué au Zollverein. » ¹⁷⁴ Tout ceci dans un pays, qui, à l'inverse de la France révolutionnaire, où maîtrises et corporations avaient été abolies en 1791, n'avait pas encore complètement liquidé ces survivances médiévales.

¹⁷¹ Henderson, *op. cit.*, p. 343.

¹⁷² Olshausen, *op. cit.*, p. 128.

¹⁷³ Baenaerts, *op. cit.*, p. 629.

¹⁷⁴ *Op. cit.*, p. 171. Egalement G. Bosquet, « List et les Chemins de Fer », *Revue d'Histoire Economique et Sociale*, XXI (1933). List était le rédacteur du *Eisenbahnjournal* fondé en 1835.

Le Zollverein, les chemins de fer,¹⁷⁵ l'interventionnisme et l'industrialisation ont remodelé la base démographique du pays ; « surpeuplée » au début des années trente, l'Allemagne doit devenir, deux décades plus tard, un pays « sous-peuplé », obligé de puiser dans les réserves de main-d'œuvre de ses voisins moins développés. Le surpeuplement, ce fléau né du sous-développement, a disparu.

L'unité se forge par la voie de compromis et la négociation ; au tarif commun, ont succédé des droits d'accise communs, des impôts directs, des monopoles, des poids et mesures, une monnaie et un même code de lois commerciales et maritimes unifiés, ainsi qu'une législation uniforme pour l'industrie. L'intégration économique signifie bien plus que d'entourer le pays d'un grand rempart tarifaire, et les Etats qui ont escompté obtenir de gros avantages matériels sans devoir renoncer à une large part de leur souveraineté économique doivent bientôt déchanter.

L'expansion spectaculaire des transports contribue considérablement à l'unification industrielle.¹⁷⁶ C'est en décembre 1835, un an à peine après l'entrée en vigueur du Zollverein, que s'inaugure en Bavière la première voie ferrée allemande, reliant Fürth à Nüremberg ; elle ne tarde pas à être suivie par d'autres. « Le réseau de chemins de fer de l'Allemagne », écrit Bourgoing à Guizot en 1847, « s'étend et se complète chaque jour avec une activité toujours croissante qui donne lieu de prévoir que ce pays devancera de beaucoup à cet égard tous les autres Etats du continent ». ¹⁷⁷

Convaincu des effets salutaires qu'un système de transports bien intégré peut faire rejaillir sur l'industrialisation et l'intégration

175 *Werke*, Vol. 7, p. 347. Lorsque Emile Pereire obtint de la Chambre des Députés une concession pour la mise en exploitation de la ligne Paris-St.-Germain, Thiers fit une réflexion qui apparaît aujourd'hui comme un *locus classicus*. « Il faut », dit-il « donner cela à Paris comme un joujou ; mais cela ne transportera jamais ni un voyageur, ni un colis ». J. Guillaumot, *L'Organisation des Chemins de Fer en France*, Paris, 1899, p. 7, cité dans l'ouvrage de J.H. Clapham, *Economic Development of France and Germany, 1815-1914*, Cambridge University Press, 1936, p. 144. Aucun des ouvrages que j'ai consultés des économistes classiques et aucun des rapports parlementaires britanniques sur les problèmes de transports, publiés entre 1815 et 1847, ne m'ont apporté une vue aussi claire et aussi complète du rapport existant entre le pouvoir politique et l'interventionnisme. cf. *Das deutsche Eisenbahnsystem als Mittel zur Vervollkommen der deutschen Industrie, des deutschen Nationalverbandes überhaupt*. L'impact de la pensée listienne sur l'épanouissement du réseau ferroviaire allemand est vivement décrit dans l'ouvrage de Sartorius von Walterhausen, *Deutsche Wirtschaftsgeschichte 1815-1914*, pp. 77-94.

176 Treitschke, *Deutsche Geschichte*, Vol. IV, pp. 581-582 ; A. von Mayer, *Geschichte und Geographie der deutschen Eisenbahnen*, Berlin, 2. Vol. 1891 ; Baenaerts, *op. cit.*, ch. VIII.

177 Baenaerts, *op. cit.*, p. 305.

économique, List écrit, trois ans avant la mise en service de la ligne Nüremberg-Fürth :

« Le réseau ferroviaire et le Zollverein sont des frères siamois ; nés en même temps, physiquement attachés l'un à l'autre, commandés par un esprit et une raison uniques, ils se soutiennent mutuellement, tendant vers un seul et même objectif, l'union des tribus allemandes en une seule grande nation, évoluée, riche, puissante et intangible. Sans le Zollverein, jamais il n'aurait été question d'envisager, voire de créer un réseau ferroviaire allemand. Seul le concours des chemins de fer allemands permet à l'économie sociale allemande d'émerger au niveau national et seul cet essor permet d'assurer aux chemins de fer leur plein développement. » ¹⁷⁸

Ces propos témoignent d'une vue prophétique. Auparavant isolées, des régions comme la Silésie et ses riches gisements charbonniers font maintenant partie d'un même complexe industriel. La prophétie de List se confirme dès le début des années quarante. Et c'est l'historien Treitschke qui observe que le chemin de fer a secoué la nation de sa stagnation et de sa léthargie, achevant ce que le Zollverein avait commencé. Wilhelm Raabe peut déclarer avec enthousiasme : « la fondation de l'Empire allemand remonte à la construction de la première voie ferrée entre Nüremberg et Fürth. » ¹⁷⁹

L'HÉRITAGE DE LIST.

C'est dans le cadre socio-historique d'une patrie arriérée que List élabore ses projets ; c'est pourquoi nombre de ses thèses principales anticipant sur plusieurs concepts théoriques jouent actuellement un rôle important dans la recherche économique et les expériences auxquelles se livrent les pays sous-développés.

List interprète l'histoire comme un processus dialectique où les individus aussi bien que les groupes sociaux forment des entités créatrices ; le concept de l'adaptation dynamique constitue le noyau de sa théorie de la croissance économique. Cette croissance est à son tour déterminée et conditionnée par les ressources naturelles et humaines ; ou, si ce potentiel est limité, une organisation sociale efficiente, l'application de la science et de la technologie aux affaires humaines, une intense discipline sociale pour la mise en valeur des ressources selon un objectif commun doivent permettre d'en reculer les limites. A cet égard, il annonce la doc-

¹⁷⁸ Werke, Vol. 3, p. 347.

¹⁷⁹ L. Pohle, *Das Deutsche Wirtschaftsleben seit Beginn des neunzehnten Jahrhunderts*, Berlin, 1930, p. 11.

trine que Thorsten Veblen doit plus tard baptiser « l'Institutionnalisme ».

Quant à l'élaboration des politiques économiques, il souligne que les auteurs doivent pouvoir s'adapter aux conditions nouvelles ; telle formule sociale, couronnée de succès dans un ensemble de circonstances données, peut, appliquée à un cas différent, aboutir à un échec total. Cette pensée se présente, dans sa forme embryonnaire, comme l'application de la théorie de la relativité à la science économique.

L'admiration, toutefois, a ses limites. Ce serait faire preuve d'étroitesse doctrinale que d'accorder une valeur d'application intégrale aux hypothèses du modèle listien pour les communautés sous-développées qui, sur le point de s'engager dans l'épopée de l'industrialisation, après l'acquisition de leur indépendance nationale, sont au carrefour de décisions importantes.

La doctrine de List n'est, en effet, pas plus immédiatement applicable à ces pays, que ne l'est celle de Ricardo aux nations qui ne manquent pas une occasion pour proclamer leur foi libérale, bien que leur structure économique ne corresponde plus guère à l'idéal libéral. Nous dirons plutôt que l'inspiration de List réside dans le scepticisme salutaire que lui inspirent des formules familières mais périmées ; sa force n'est pas celle d'un précédent figé, mais réside dans sa hardiesse à innover.

A cette époque, le Zollverein se pose en exemple pour des pays tels que les Etats-Unis, la Suisse et l'Empire des Habsbourg, dont aucun n'a encore réalisé son unité nationale, où le commerce est toujours entravé par des barrières douanières intérieures. Devant le succès du Zollverein, Ludwig Kossuth, le père du mouvement hongrois de libération nationale, abandonne le libéralisme de Smith pour l'idéologie de List.¹⁸⁰ L'exemple de l'Italie est particulièrement révélateur de l'influence listienne. Les *Annali universali di Statistica* « accueillent la nouvelle du traité de 1834 consacrant le couronnement du Zollverein comme étant de bon augure pour l'Italie ; et les journalistes de Lombardie et de toute la Péninsule se mettent à exploiter cet événement au maximum comme un instrument idéal de propagande aux fins qu'ils se proposent. C'est un modèle pratique de ce qu'ils désirent obtenir, un modèle consacré par un succès immédiat ». ¹⁸¹

180 Von Sbirck, *op. cit.*, Vol. I, p. 201. Quant à l'amitié de courte durée qui unit ces deux hommes, cf. *Werke*, Vol. 7, p. 338.

181 K.R. Greenwood, *Economics and Liberalism in the Risorgimento*, Londres, 1934, p. 233.

Jacques L'Huillier a attiré mon attention sur un point extrêmement important, et un appel à la prudence s'impose en l'occurrence. Il est incontestable que dans

En 1867, une nation nouvelle fait son apparition. La bourgeoisie canadienne, prenant conscience de son pouvoir, exige d'une voix sans équivoque que le Ministère impérial lui accorde ses lettres de créance. Aux remontrances impériales occasionnées par leurs premières mesures protectionnistes, les Canadiens opposent un mémorandum empreint d'une sévérité listienne : « Q'advientra-t-il du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, si les vues du Gouvernement impérial venaient à l'emporter sur celles du peuple canadien. Il appartient donc au Gouvernement actuel d'affirmer catégoriquement le droit de la législature canadienne de fixer l'impôt comme bon lui semble, même si ses décisions ne devaient malheureusement pas recevoir l'approbation du Ministère impérial. » Il est intéressant de noter que ce document a été rédigé trois ans après la parution du *National System* dans sa première version anglaise.

Deux ans avant que la Confédération ne soit créée, D.W. Galt, ministre des Finances, précise encore, dans un mémorandum conçu en termes énergiques et encore plus explicites :

« La prospérité du Canada exigeait l'adoption d'une politique nationale... qui favorise et encourage les intérêts agricoles, miniers, industriels et autres de la nation ; pour que cette politique puisse retenir au Canada des milliers de nos compatriotes maintenant obligés de s'expatrier (à

mon ouvrage, j'ai peut-être mis un accent excessif sur le rôle de l'unification et de l'indépendance nationale, en tant que catalyseur du développement économique. Aucun *mécanisme automatique* ne vient en effet assurer l'équilibre de croissance une fois l'unité nationale accomplie. A certains égards, l'indépendance économique peut même engendrer certaines inégalités sur le plan régional. Gunnar Myrdal a récemment illustré ce point de vue à propos de l'Italie méridionale. Les entraves apportées à l'éclosion industrielle dans les provinces appauvries du Sud, découlèrent de la suppression des barrières douanières intérieures, après l'unification de la péninsule. L'industrie des provinces septentrionales, qui était déjà en tête sur le plan technique a dominé immédiatement le nouveau marché national qui fut l'excroissance de l'unification politique. L'unification politique dans les provinces du Sud fut supprimée. Ce processus fut conditionné et favorisé par la dissolution des centres politiques et administratifs situés dans le Sud du pays, tandis que ceux du Nord, à l'époque guère plus qu'instruments au service d'intérêts industriels, acquéraient l'hégémonie sur l'ensemble du pays. C'est la thèse de Myrdal que l'unification italienne se fit au prix de l'annexion et de la conquête de l'Italie méridionale par les provinces du Nord, plus fortes. *Economic Theory and Underdeveloped Regions*, Londres, 1957.

Afin que le développement économique soit lancé, il apparaît nécessaire d'examiner les idées-forces derrière la poussée nationaliste, et les rapports de classe à l'intérieur du mouvement de l'indépendance nationale. L'exemple de l'Inde et de la Chine est ici particulièrement éloquent, parce qu'il illustre parfaitement le succès avec lequel les régimes en question ont pu canaliser en faveur d'une politique économique créatrice les forces revendicatrices de l'unification et de l'indépendance nationales. La substitution au statut colonialiste de celui de l'indépendance nationale ne garantit nullement que la croissance sera accélérée. Haïti a échangé la prospérité dont elle jouissait sous l'esclavage français pour la misère sous une liberté noire. Depuis son indépendance, l'Indonésie, déchirée par des dissensions politiques internes, n'a réalisé que de faibles progrès. La Thaïlande, ayant toujours joui d'un statut souverain, demeure empêtrée dans un véritable marasme économique.

savoir aux Etats-Unis) pour trouver un emploi que leur pays n'est pas en mesure de leur fournir. » Pour lui, une telle politique s'impose « comme une nécessité pour une jeune nation afin qu'elle puisse assurer la meilleure exploitation de ses propres ressources ».

Quant à l'Allemagne, chaque Etat qui adhère au Zollverein, à la seule exception du Luxembourg, se trouvera plus tard incorporé au Reich. Les prédictions pessimistes des libre-échangistes, annonçant la ruine de certaines citées (comme Hambourg et Brême) ont été complètement démenties.¹⁸²

La vie de List symbolise l'unité de la théorie et de la pratique. Plus qu'aucun autre hérétique de son époque — Marx et Engels inclus — il dépouille le libéralisme économique britannique de ses prétentions quasi-théologiques. Il démontre de façon concluante que la suprématie industrielle britannique n'est pas fondée sur des « principes éternels », qu'elle n'est pas davantage la panacée d'une quelconque supériorité anglo-saxonne, mais plutôt une force conditionnée par l'histoire. Il fait remarquer que, pour assurer des progrès rapides à l'aménagement économique et à la reconstruction sociale, il est indispensable que le potentiel humain de la nation soit mobilisé et orienté vers cet objectif.

List est le prophète des pays sous-développés, et il l'est davantage encore que Marx et Engels. Comme l'ont révélé des événements intervenus récemment, aussi bien dans le bloc soviétique que dans celui de leurs adversaires, le cadre national — nous ne voulons nullement dénigrer les vertus de l'internationalisme — continue d'assumer un rôle capital dans l'étude du développement économique. C'est pourquoi, parler de mécanismes, sans distinguer s'ils servent la planification ou l'économie de libre-entreprise, et sans les situer dans le contexte historique et culturel où évolue cet héritage, ne peut qu'aboutir à des confusions et à des erreurs de jugement qui exigeront une lourde rançon en ressources humaines et matérielles.

Quelque insuffisante que fût son appréciation des raisonnements classiques, et malgré une certaine intolérance à l'égard de leur méthode analytique, la rupture radicale avec les opinions traditionnelles, c'est-à-dire celles des économistes anglais, alors dominants, ont valu à List l'hommage de celui qu'on peut ranger parmi

¹⁸² *Werke*, Vol. 9, p. 249. Citons, dans le même ordre d'idées, l'observation du Maire Oswalds, lequel déclara en 1912: «... De toutes les entreprises qui ont été créées, l'union douanière constitue de loin la réalisation la plus importante en ce qui concerne la ville de Hambourg. En effet, sans cette union, Hambourg n'aurait jamais acquis son importance et sa prospérité actuelles, spectacle qui nous remplit d'orgueil et de joie. » Cité dans l'ouvrage de T. Hansen, *Hamburg und die zollpolitische Entwicklung Deutschlands im 19ten Jahrhundert*, Berlin, 1913, p. 180.

les héritiers les plus éminents des traditions classiques. « Le génie brillant et l'enthousiasme national de List » écrit Alfred Marshall, contrastent singulièrement avec « l'étroitesse d'esprit insulaire et l'assurance de l'école ricardienne », car « il a montré qu'en Allemagne, et davantage en Amérique, nombre de ses conséquences indirectes (tel le libre-échange) étaient néfastes... Maint argument qu'il avance est faux, mais maint autre ne l'est pas ». ¹⁸³ Et dans un hommage adressé conjointement au Zollverein et à List, Schumpeter observe : « Ce que cette union signifiait pour les Allemands, les individus appartenant aux nations qui ont la bonne fortune de considérer le droit à l'existence et aux ambitions nationales comme allant de soi ne peuvent le comprendre. » En sa qualité « d'économiste scientifique », continue Schumpeter, « List avait un élément de grandeur, notamment sa large vision de la situation nationale ; vision qui, bien que n'étant pas en elle-même une réalisation scientifique, dont, à notre époque, Keynes est un exemple frappant. List ne manquait pas non plus de la formation de base spécifiquement scientifique indispensable pour qui veut réaliser des conceptions visionnaires susceptibles de porter des fruits scientifiques ». ¹⁸⁴

L'appréciation de Marshall, faite dans les années 90, n'a pas perdu sa valeur, aussi modifiée que soit la constellation de l'économie mondiale pour les pays qui, à tort ou à raison, considèrent l'industrialisation comme une bénédiction absolue.

Nous savons que List fut profondément influencé par la mise en application des principes économiques libéraux en Inde. Lorsque, à la fin du siècle, les économistes indiens commencent à formuler leurs idées, leurs concepts et leurs doctrines dans le cadre de « l'économie politique indienne », ¹⁸⁵ il devient manifeste qu'une partie de l'élite intellectuelle de ce sous-continent s'est imprégnée des idées listiennes, idées qui, en se diffusant, devaient contribuer à forger un mouvement populaire après 1919.

Si le rêve de Brougham de détruire l'industrie naissante de la jeune République américaine s'est effondré, les tentatives de sabotage des objectifs du Zollverein ont été vouées à un destin analogue.

La mesure dans laquelle la libre-entreprise libérale est parvenue à imposer le modèle universel de Ricardo à une Inde tributaire, les répercussions de ce système sur ce pays, feront l'objet du chapitre suivant.

¹⁸³ Alfred Marshall, *Principles*, p. 727, 8^e édition, Londres, 1936.

¹⁸⁴ Jacob Schumpeter, *History of Economic Analysis*, Londres, 1955, p. 504.

¹⁸⁵ Le Professeur Ranade, qui avait une formation allemande, était un exemple illustre.

CHAPITRE II

Les nations ne sont pas gouvernées par des caprices. Leur comportement est réglé finalement par les conditions qui les entourent. De même, leurs idées reflètent leurs besoins essentiels, leurs craintes et leurs frustrations, comme aussi, leurs expériences. Bref, l'héritage historique d'un pays détermine ses formes sociales et ses normes sociologiques.

Le concept de « libre entreprise », employé par les économistes classiques, les administrateurs britanniques, les fonctionnaires et les dirigeants politiques, tout au long du XIX^e siècle et plus tard, a laissé de l'amertume dans l'esprit de maint Asiatique — et pas seulement chez les Indiens qui devaient subir la pression idéologique et matérielle du libéralisme économique.¹

La politique économique libérale, fondée sur ce que Lionel Robbins² a appelé le « calcul économique cosmopolite » s'identifiait aux forces de régression économiques, appuyées sur l'hypothèse de l'uniformité des conditions mondiales. Mais aux Indes, le libéralisme de « libre-entreprise » s'était également identifié en fin de compte aux forces socio-économiques associées au conservatisme politique et à la domination étrangère.

Il ne faut pas que l'économiste, soucieux de formuler et d'appliquer une politique économique, estime inopportun d'enquêter sur l'évolution et la pression de la doctrine libérale aux Indes britanniques ; l'interpénétration des survivances historiques dans la structure sociale contemporaine s'avère inextricable. Prenons un exemple concret. A en juger, tout au moins sur les déclarations officielles, le colosse américain du XX^e siècle est devenu le *legatus apostolicus* de la libre entreprise. Dans un article paru récemment, un économiste indien déclare : « L'assistance américaine en Asie

1 R.C. Dutt, *Economic History of India, Early British Rule, From the Rise of the British Power in 1757 to the Accession of Queen Victoria in 1837*, Londres, 1906 ; *India in the Victorian Age*, Londres, 1911. J'ai consulté à la bibliothèque de la India House et à celle de l'Université de Londres presque tous les documents originaux dont il s'est servi.

2 Lionel Robbins, « Economic Factors and International Disunity », *Royal Institute of International Affairs*, 1940.

est accordée surtout à des régimes que les peuples d'Asie considèrent comme fondamentalement non-démocratiques, au point de vue social, économique et politique. L'accent mis partout sur *l'entreprise privée* est interprété par de nombreux Indiens comme le fait d'une politique qui, tout en plaçant la cause d'un renforcement du front démocratique, aboutit au soutien de régimes anti-démocratiques. »³

Pour ceux qui ont vécu en Asie et qui ont pris contact avec les intellectuels et les dirigeants politiques de ce continent, des déclarations de ce genre sont monnaie courante, et ne les surprennent pas. Sans vouloir juger de leurs mérites et démérites, un fait demeure clair : les attaques cinglantes contre la politique économique libérale ne sont pas un phénomène récent d'après-guerre — quoiqu'elles aient, il est vrai, pris des formes nouvelles — mais un phénomène antérieur même à la première guerre mondiale.⁴

La vague d'événements survenus en Inde, en Indonésie, en Birmanie et en Chine continentale indique comment l'automatisme anonyme du mécanisme des prix a été progressivement remplacé par des décisions prises consciemment par les autorités centrales (indépendamment du lieu et du mode d'exécution des divers plans nationaux). Que nous considérions ce fait avec sympathie ou dépit

3 *India Quarterly*, avril-juin 1952. Une publication récente du gouvernement des Etats-Unis semble évaluer à leur juste valeur les forces qui animent ce qu'elle intitule « le nouveau nationalisme » des régions sous-développées. Mais elle n'arrive pas à saisir lesquelles de ces forces militent contre l'esprit de libre entreprise dans de nombreux pays retardataires. « If American investors were willing and able to supply most of the foreign capital... and if the underdeveloped countries were willing and able to encourage large investments, the progress of economic development would be well served. » « Economic Development Abroad and the Role of American Foreign Investment », *A Statement on National Policy by the Research Committee for Economic Development*, Washington, 1956, pp. 15-16. Dans le même esprit, le sénateur W.F. Knowland déclare : « If the economic and political climate is made encouraging, there is substantial private capital in the world for investment in the underdeveloped countries. » *New York Times*, 17 janvier 1956. L'idée de modifier leur climat politique en particulier depuis leur accession à l'indépendance, afin d'attirer les investissements étrangers pour les orienter dans les voies favorables à la croissance économique, ne trouvera que très peu de sympathie parmi les Asiatiques. L'ancien ambassadeur américain en Inde, Charles Bowles écrit : « En Inde, on m'a souvent demandé : est-ce que l'Amérique se préoccuperait de notre misère, si elle ne craignait pas que nous ne passions dans le camp communiste ? Je répondais que je croyais qu'elle aiderait l'Inde tout aussi bien sans ce danger. J'espère vivement que je n'ai pas eu tort. » *Ambassador's Report*, New-York, 1954, p. 342. Les Soviets, de leur côté, avaient répondu en ces termes : « S'il n'y avait pas d'Union Soviétique, les milieux monopoleurs et les puissances impérialistes accorderaient-elles une assistance aux pays sous-développés ? Bien sûr que non ! Cela ne s'est jamais produit. » *Reports to the Supreme Soviet of the USSR by N.A. Bulganin and N.S. Khrushchev on their visit to India, Burma and Afghanistan*, 29 Dec. 1955, Indian Ministry of Information, Nouvelle Delhi, 1956, p. 45.

4 « Nous croyons qu'il y a très peu de théoriciens libre-échangistes en Inde en ce moment », écrivent Montagu et Chelmsford en 1918 ; ils ajoutent : « There is evidence to affirm that the Indian intellectual has not learnt to appreciate the advantages of foreign capital. » *Montagu-Chelmsford Report on Indian Constitutional Reforms* (Cmd. 9109), Simla, 1918, p. 271.

est sans importance. Il existe, et n'est pas un effet du hasard. Sous cet angle, il se présente comme l'aboutissement logique des forces sociales déclenchées par les puissances d'occupation étrangères, au cours de leur domination politique et économique de ces pays.

L'INDE : MOTIFS D'ANALYSE.

La conquête de l'Inde, consommée en 1757 à Plassey, fut bientôt suivie par les vastes transformations liées aux révolutions sociales et technologiques dans l'agriculture et dans l'industrie britanniques. L'éviction du mercantilisme et le triomphe du libéralisme économique, conception dynamique était appelée à s'implanter dans chaque coin et recoin de la politique économique britannique, aussi bien sur le plan national que sur le plan extérieur.

Au chapitre précédent, nous avons examiné les conséquences de la liquidation des anciennes forces sociales, dont les intérêts économiques étaient liés au mercantilisme. Mais nous verrons que les politiques économiques, appliquées, en Inde occupée, par les Cabinets de la période post-napoléonienne d'inspiration ultra-libérale, se distinguaient à peine de la pire politique mercantiliste des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles.

Ce qui rend le dossier indien particulièrement instructif, c'est qu'il illustre un important chapitre de l'histoire du libéralisme économique et qu'il justifie, en quelque sorte, l'observation de Leland Jenks disant que « le monde ne connut jamais exactement un régime de liberté économique tel que les apparences le laissaient supposer. Politiquement et moralement, il se présentait encore bien moins comme un théâtre d'activités où des principes universels et rationnels de paix, de justice et de progrès ordonné escartaient automatiquement la livre sterling ». ⁵

La théorie économique, valable et applicable dans la métropole, l'était — pensait-on — tout autant en Inde.

« Tout au long du ^{xix}^e siècle », déclarent les auteurs du *Royal Commission Industrial Report* de 1916, « la politique du gouvernement fut contrôlée par la doctrine du laissez-faire en matière de commerce et d'industrie et ses tentatives, visant à développer les ressources matérielles du pays, se limitèrent à l'amélioration du système des transports et à l'exécution de travaux d'irrigation ».

⁵ « British Experience with Foreign Investment », *Journal of Economic History*, Dec. 1944.

A l'égard de l'Inde, il est fallacieux de supposer que l'idéologie du laissez-faire, dans ses aspects mondiaux, diffèrait essentiellement du mercantilisme, quant à l'élaboration de sa politique économique. Au chapitre précédent, nous avons vu que ces différences étaient surtout imputables aux nouvelles forces sociales et techniques qui venaient de surgir.

Dans son essence, le mercantilisme se fondait sur les privilèges de monopole ; le laissez-faire supposait que le bien-être de la communauté serait assuré par le simple « système de liberté naturelle », ou, selon la terminologie plus technique des économistes modernes, par l'effet du mécanisme du prix objectif.⁶ En théorie, mercantilisme et libéralisme n'étaient pas seulement différents, mais inconciliables. C'est pourquoi l'idée qu'un pays puisse en exploiter un autre par des méthodes de politique libérale était considérée comme perverse. « Le commerce anglais avec les territoires coloniaux », écrivait J. S. Mill, « peut à peine être considéré comme un commerce extérieur ; il ressemble davantage au trafic des biens, qui s'effectue entre la campagne et la ville, et il est soumis aux principes régissant le commerce domestique ».⁷

Evidemment, ceux qui tenaient sincèrement le laissez-faire pour la règle d'or de la politique intérieure ne croyaient guère se contredire en proposant que le *Government of India* exonère pour une période donnée de l'impôt foncier toutes les cultures de coton ou qu'il garantisse le prix de cette denrée ; que la construction des

⁶ Dans ses conséquences pratiques, la conception mercantiliste de la division internationale du travail se distinguait peu de la politique commerciale d'inspiration libérale. Dans son ouvrage, *Britain's Commercial Interest Explained* (1747) Postlethwayt, théoricien mercantiliste, élabore la notion de ce qu'on devait plus tard intituler la division impériale du travail. « Les colonies ne doivent jamais oublier ce qu'elles doivent à la mère-patrie pour la prospérité dont elles jouissent. Les colonies... doivent en conséquence : A) Offrir à la métropole un plus grand débouché pour ses produits ; B) Donner de l'occupation à un plus grand nombre de ses manufacturiers, artisans, marins ; C) Lui fournir une plus grande quantité des objets dont elle a besoin. » Cité dans Henri Say, *Les Origines du Capitalisme Moderne*, Paris, 1946, p. 118. Le fameux memorandum britannique de 1726 déclare en termes semblables : « All advantageous projects or commercial gain in any Colony which are truly prejudicial to, and inconsistent with the interest of the mother country must be understood to be illegal and the practice of them unwarrantable because they contradict the end for which the colony has a being. » Pour une déclaration concernant la législation mercantiliste appliquée dans les treize colonies américaines, cf. Charles et Mary Beard, *The Rise of American Civilization*, New-York, 1946, p. 195. La *Boston Gazette* du 29 avril 1765 fournit le commentaire suivant : « A colonist cannot make a button, a horseshoe, nor a hobnail, but some sooty ironmonger or respectable buttonmaker of Britain shall bawl and squall that his honour's worship is most egregiously maltreated, injured, cheated and robbed by the rascally American republicans ». Voir aussi le célèbre ouvrage de C.M. Andrews, *The Colonial Period of American History*, New Haven, 1934-1938. Voir également, « British Mercantilism and the Economic Development of the Thirteen Colonies », *Journal of Economic History*, Vol. XII, N° 2, 1952.

⁷ J.S. Mill, *Principles of Political Economy*, Livre III, Ch. XXV, pp. 685-86 (1848), Ashley Edition.

voies ferrées soit laissée aux entrepreneurs privés, mais que l'Etat garantisse à leurs investissements un rendement de 5 % ; ou que le gouvernement prenne l'initiative d'introduire l'industrie de l'indigo ou la culture du thé, nonobstant les prérogatives, supposées immuables, de la division internationale du travail.

Rien ne permet de considérer cet état de choses comme le comble du paradoxe. Les hommes qui formulaient les méthodes politiques aboutissant à la destruction de l'industrie manufacturière indienne n'étaient pas des doctrinaires aveugles. La morale n'était pas en jeu. Ils se trouvaient placés en face d'un concurrent dangereux qu'il fallait anéantir. Comparons l'attitude du Lancashire et de ses porte-parole parlementaires, au cours du XIX^e siècle, avec le point de vue de l'industrie textile britannique au XX^e siècle, lorsque, comme le décrit Staley, elle « soutint le choc de la transition provoquée par l'efficacité accrue des manufactures textiles japonaises ». Dans un commentaire consacré à cette remarque, Gadgil écrit que les économistes libéraux, tels que Staley, ignorent souvent « les coûts de transition douloureux que l'Inde et la Chine ont supportés pendant plus d'un siècle ». ⁸ Ce sont ces « frais de transition » que nous allons examiner.

LA STRUCTURE SOCIALE DE L'INDE PRÉ-BRITANNIQUE.

Lord Macaulay ⁹ a allégué que la conquête de l'Inde par les Britanniques s'est faite à une époque où la société indienne se désintégrait et que la mission civilisatrice incombant à la domination britannique était de « reconstruire une société en état de décomposition ». Cette thèse fut partagée à la fois par les théoriciens libéraux contemporains de Macaulay et ceux de l'époque

⁸ E. Staley, *World Economy in Transition*, cité dans *Economic Policy and Development*, Poona, 1955, p. 12.

⁹ T.B. Macaulay, *Hansard*, Vol. XIX, Third Series, 10 juillet 1833. La vigoureuse défense de la Compagnie des Indes Orientales entreprise à la Chambre des Communes par cet éminent porte-parole libéral s'inspirait de motifs purement financiers. Dans une lettre à sa sœur, en date du 17 août 1833, il dévoile sans équivoque les mobiles qui l'incitent à agir de la sorte ; notamment l'espoir d'entrer au service de la Compagnie des Indes Orientales, en qualité de conseiller juridique (il y fut nommé en 1833). « The salary is ten thousand pounds a year. I am assured by persons who know Calcutta intimately and have themselves mixed in the highest circles and held the highest offices in that Presidency, that I may live in splendour there for five thousand pounds per year, and may save the rest of the salary with the accruing interest. I may therefore hope to return to England with a fortune of thirty thousand pounds. A larger fortune I never desired ». *Life and Letters of Lord Macaulay*, ouvrage édité par Sir George Trevelyan, Londres. 2 vol., 1876. Telles étaient ses arrières-pensées. En public, il se montrait sous un jour tout différent. Devant la Chambre des Communes (dans le discours parlementaire déjà cité), il déclare : « I rejoice to see my countrymen after ruling millions of subjects, after commanding victorious armies... after administering the revenues of great provinces, after judging the causes of wealthy Zemindars, after residing at the courts of tributary Kings, return to their native lands with no more than a decent competence ».

suivante.¹⁰ Examinons brièvement les caractéristiques générales de cette société qui, en moins d'un siècle, devait changer d'aspect au point de devenir méconnaissable.

La *Royal Industrial Commission* de 1916 à 1918 rappelle au début de son rapport qu'« à l'époque où l'Europe occidentale, berceau des méthodes industrielles modernes, était habitée par des tribus non civilisées, l'Inde était réputée pour sa richesse... et le grand talent artistique de ses artisans. Et même bien plus tard, lorsque les aventuriers-marchands de l'Occident firent leur première apparition en Inde, le développement industriel qu'ils y trouvèrent n'était d'aucune façon inférieur à celui des nations européennes les plus évoluées ».¹¹

De fait, on a même prétendu que, jusqu'à l'avènement de la révolution industrielle, les industries indiennes étaient bien plus développées que celles de l'Occident, et Digby constate qu'« avant que les fruits du pillage ne commencent à affluer en Grande-Bretagne, l'industrie de notre pays était à un niveau très bas. Au point de vue de la technique, les filatures et le tissage du Lancashire se mesuraient à ceux de l'Inde, mais le talent qui avait fait des cotonnades indiennes des merveilles de fabrication manquait complètement aux nations occidentales ».¹²

Le professeur Bal Krishna écrit que « même avant l'époque de Salomon et de Hiram, les marchands d'autres nations se rendaient dans les ports indiens, débordant d'activité, pour s'approvisionner en produits et en articles manufacturés, Strabon, Néarque, Ptolémée, Mégasthène, Marco Polo, Conti, Nikitine et bien d'autres voyageurs ont témoigné de sa grandeur commerciale » ; et il n'est pas exagéré de prétendre que « l'Inde était l'organe respiratoire ventilant la circulation et la distribution des monnaies et des marchandises du monde commercial ».¹³

En Hindoustan, l'industrie principale était la manufacture de textiles ; le Bengale, Lucknow, Ahmedabad, Nagpour et Madoura en étaient les centres les plus importants. Il en était de même au

10 Suivant l'obiter dictum de Macaulay, une économiste anglaise prétend que « the British took over India in a state of economic nakedness... British rule had to play the part of a universal provider... India is the great example of what a Government can effect in raising the economic standard of a country ». L.C.A. Knowles, *The Economic Development of the British Overseas Empire*, Londres, 1921, p. 274.

11 *Report of the Indian Industrial Commission, 1916-1918* (Cmd. 51).

12 W. Digby, *Prosperous British India: A Revelation from Official Records*, Londres, 1902, cf. l'ironie de la dédicace: à Lord George Hamilton (Secrétaire d'Etat pour l'Inde), à Lord Curzon, etc. « With the hope that the facts herein recorded may lead to the amelioration of the condition of many millions of British subjects who, on every New Year's Day, enter upon a period which is certain, for their country as a whole, to be worse than the years already past ».

13 *Commercial Relations between India and England*, Londres, 1924, p. 38.

Punjab et au Cachemire. Des centres où l'on travaillait le fer, le laiton et le cuivre existaient à Bénarès, Tanjore, Poona, Nasik et Ahmedabad. Parmi les autres industries importantes, on comptait la bijouterie, la sculpture sur pierre, les ouvrages de filigranes en or et en argent et le travail artistique du marbre, du bois de santal, de l'ivoire et du verre. L'Inde connaissait en outre une variété éblouissante d'autres branches artisanales telles que la tannerie, la préparation des parfums et la fabrication du papier.¹⁴

Dans le travail du fer — comme en témoignent les piliers de fer de la Nouvelle Delhi — l'Inde avait atteint un niveau de compétence remarquable. « Les merveilleux piliers de fer », déclare V.A. Smith, « forment une masse de fer forgé d'une hauteur de presque 24 pieds, dont le poids est évalué à plus de 6 tonnes. Le métal est parfaitement soudé et son façonnage dénote une victorieuse adresse dans le travail d'un matériau peu malléable. Ce n'est pas la seule preuve que les anciens Indiens possédaient une maîtrise exceptionnelle des problèmes ardues posés par le travail du fer et d'autres matériaux... »¹⁵ « L'habileté professionnelle qui a permis de confectionner ces piliers », écrit K.T. Shah, « n'a pu s'acquérir en un jour ; pas plus qu'elle n'a été l'effet du hasard, ni le don d'un génie. Il faut bien admettre qu'elle fut le fruit d'une obscure révolution séculaire ». ¹⁶

Dans la construction navale, également, l'Inde n'était pas en retard sur l'Occident. Ses navires sillonnaient les sept mers et jusqu'en 1802, certains des bâtiments de guerre britanniques étaient construits par l'Inde, la Grande-Bretagne empruntant les plans des constructeurs navals indiens.¹⁷ Les entrepôts étaient aussi, dans une large mesure, aux mains des Indiens et jusqu'au début du XIX^e siècle, les produits des chantiers navals indiens atteignaient le niveau technique des navires britanniques transocéaniques.¹⁸

14 R.C. Majumdar, H.C. Raychaudhuri, K. Datta, *An Advanced History of India*, Londres, 1948, p. 810.

15 *The Oxford History of India*, Oxford University Press, 1923, p. 196.

16 *Trade, Tariffs and Transport in India*, Bombay, 1923, p. 17.

17 R. Mookerji, *A History of Indian Shipping*, New York, 1926, p. 233.

18 Les lois de navigation ont été appliquées avec rigueur de façon à détruire la marine marchande indienne. Voir *Appendix No. 47 Supplement to the Fourth Report, East India Company*, 1813, cité dans Digby, *op. cit.*, pp. 101-103. Une des raisons — facile à comprendre sur le plan politique — était d'empêcher que des contacts s'établissent entre Indiens et Anglais dans la métropole. « The native sailors of India on their arrival here (in England) are led into scenes which soon divest them of the respect and awe they had entertained in India for the European character. » Voir aussi la monographie de A. Mehta, *Indian Shipping*, Calcutta, 1940.

De même, l'agriculteur indien pouvait à peine être tenu pour moins productif, bien que ses méthodes ne fussent pas scientifiques, ses instruments primitifs et ses traditions empiriques.

L'agronome britannique Voelcker écrit :

« Vu sous le jour le plus favorable, le cultivateur indien est l'égal du fermier britannique, s'il ne lui est pas supérieur à certains égards ; et lorsqu'on le considère sous ses aspects les moins favorables, tout ce qu'on peut dire est que ses déficiences sont dues surtout à l'absence des moyens qui lui permettraient d'améliorer son rendement... Il ne faut pas non plus que les fermiers britanniques soient surpris de ce que je leur dis, car ils doivent se rappeler que les indigènes de l'Inde cultivaient leurs terres des siècles avant que nous ne cultivions les nôtres... Cependant, ce qui les empêche d'augmenter leur productivité, ce sont les limitations des ressources auxquelles ils ont accès, telles que l'approvisionnement en eau et en engrais. Néanmoins, si nous considérons les opérations agricoles ordinaires, nous ne trouverons nulle part exemples plus parfaits du soin méticuleux apporté au sarclage des terres, de l'ingéniosité manifestée dans leur irrigation, de la connaissance des sols et de leurs capacités et des dates précises auxquelles il convient de les ensemençer, ou de récolter... Il est merveilleux aussi de voir l'étendue des connaissances locales relativement au système des « cultures mixtes » et de la mise en friche ou en jachère. »¹⁹

De fait, les anciennes communautés indiennes étaient fondées sur un mélange d'agriculture et de manufacture.²⁰ Le village était autonome, sauf les villages plus importants du Bengale, où la production de biens de consommation dépassait déjà la demande locale.

Par contraste avec ses observations douteuses concernant l'Inde, Marx a très convenablement résumé le mécanisme de cette société. « La simplicité caractérisant la production de ces communautés autarciques est telle qu'elles se reproduisent constamment sous la même forme et que, détruites par accident, elles renaissent au même endroit. Cette simplicité est la clé du secret de l'immutabilité des sociétés asiatiques, une immutabilité en contraste frappant avec la dissolution et le remodelage constant des Etats

¹⁹ John Voelcker, *Report on the Improvement of Indian Agriculture*, Londres, 1893, p. 11. Egalement l'observation faite par Lord Ellenborough, administrateur 'indien' du dix-neuvième siècle : « ... In the details of cultivation the natives in India have little or nothing to learn from agriculturists in other quarters of the globe. » Cité dans *The Eastern Economist*, Dec. 30, 1949. Les observations d'Alfred Marshall sont particulièrement pertinentes à cet égard : « Every agricultural problem had peculiarities of its own; and some sides of it can be mastered by shrewd, experienced, alert instinctive judgement, better than by systematic reasoning based on ordered knowledge. Therefore, the agriculturist has never been apt to search for the general in the particular and the particular in the general. The progress of his art remained for the greater part empirical until men trained in industry, or commerce or in scientific schools came to his aid. » *Industry and Trade*, Londres, pp. 199-200.

²⁰ L.S. O'Malley (ed.), *Modern India and the West*, Londres, 1941, p. 355.

asiatiques et leurs changements dynastiques incessants. La structure des éléments économiques de la société reste à l'abri des orages qui s'accumulent dans le ciel politique. »²¹

Ces quelques observations suffisent à indiquer qu'à la veille du triomphe de l'occupant britannique, l'Inde n'était certes pas techniquement arriérée, comme le soutenaient Macaulay et d'autres libéraux. Malheureusement, nous ne pouvons aborder le problème complexe de savoir pourquoi l'Inde pré-britannique ne réussit pas à faire le bond d'un mode de production semi-féodal à un système capitaliste complètement épanoui ; une telle recherche déborderait le cadre de cette étude.²²

L'ACCUMULATION PRÉ-CAPITALISTE.

LA COMPAGNIE DES INDES ORIENTALES.

Avec l'essor du capitalisme naissant, la Compagnie des Indes Orientales, l'éblouissant symbole du mercantilisme britannique du XVIII^e siècle, était devenue anachronique, empêchant le développement ultérieur des forces productrices.

« Une Compagnie qui entretenait des forces armées tout en vendant le thé au détail, qui d'une main brandissait un sabre et de l'autre tenait un bilan était une contradiction ; elle aurait été un prodige si son commerce avait prospéré, » écrit le ricardien McCulloch. « Il lui était impossible d'accorder aux questions de détail l'attention indispensable pour que son commerce fructifie. »²³

En 1813, la Compagnie perdit son monopole commercial en Inde, mais elle fut autorisée à conserver la jouissance de ses possessions territoriales et de ses revenus.²⁴ « Les marchandises de Manchester », écrit J. H. Clapham, « trouvèrent un nouveau débouché, comme l'escomptaient les négociants de cette ville lorsqu'ils témoignèrent contre son monopole ». ²⁵ Le *Charter Act* de 1833 détruisit le monopole du commerce avec la Chine détenu par la Compagnie. Après la mutinerie indienne, cette survivance mercantiliste reçut le coup de grâce par le *Government of India Act* du

²¹ K. Marx, *On India*, Londres, 1949, p. 391.

²² Pour une étude plus approfondie de la question, cf. K.S. Shelvankar, *The Problem of India*, Londres, 1940. En ce qui concerne la controverse sur la transition d'un mode de production féodal au capitalisme, cf. les échanges Dobb-Sweezy et les communications du Prof. Takahashi dans *Science and Society*, Vol. XVI, No. 4, 1952 ; Vol. XVII, No. 4, 1953.

²³ *Dictionary of Commerce*, Londres, 1837, p. 535. Cette observation s'inscrit dans le cadre des attaques de Smith contre les coalitions d'intérêts mercantilistes, cf. *Wealth of Nations*, pp. 73, 601-2, 690, 700, 710.

²⁴ A.B. Keith, *A Constitutional History of India, 1600-1935*, Londres, 1936, p. 127.

²⁵ *Ec. Hist.*, op. cit., Vol. I, p. 438.

1^{er} novembre 1858,²⁶ mais pas avant que John Stuart Mill, « ce prince des libéraux », n'eût fait un surprenant plaidoyer en sa faveur.²⁷ L'Inde devait être nationalisée au profit des intérêts de la bourgeoisie toute entière.

Comme Hamlet, la Compagnie avait accompli sa destinée historique. Les fruits de son pillage servirent d'instrument accélérateur de la révolution industrielle britannique du XVIII^e siècle.²⁸ Les historiens économiques sont unanimes à dire que le capitalisme commercial précéda l'accumulation normale de capital industriel ; et cela ne paraît nulle part plus évident que dans la conquête de l'Inde au cours des années qui suivirent la bataille de Plassey.²⁹

Les inventions de la deuxième moitié du siècle succédèrent rapidement à l'afflux du butin en provenance de l'Inde et d'autres pays : celles des frères Thomas et George Cranage, de Peter Onions, Cort et Wilkinson, dans le domaine mécanique ; l'invention de James Watt, qui ouvrit une nouvelle époque fut brevetée en janvier 1769 ; dans l'industrie textile, la « spinning jenny » de Hargreaves en 1767, la « waterframe » de Arkwright en 1768, la « mule » de Crompton en 1779 et la « power loom » de Cartwright, en 1785. Ce furent là quelques-unes des inventions révolutionnaires qui remodelèrent le visage de l'Angleterre agraire en moins d'un siècle et en sens inverse celui de l'Inde, en moins de cinquante ans.

Maurice Dobb a observé que si les économistes n'ont pas assez de données sur les origines de ces inventions pour être dogmatiques quant à leur cause, il n'y a aucune raison pour les consi-

²⁶ A.B. Keith, *op. cit.*, p. 165.

²⁷ La prise de position de James Mill, J.S. Mill et Macaulay mérite l'attention pour diverses raisons, mais surtout parce qu'elle souligne l'échec des économistes libéraux dans leur tentative d'appliquer leur doctrine politique à une zone géographique plus étendue. J.S. Mill, s'intitulait « apôtre de la liberté » ; néanmoins, il n'était pas disposé à admettre que cette notion de liberté englobait le droit d'autodétermination des Indiens. Les seules libertés accordées aux Indiens étaient celles découlant du mécanisme du prix concurrentiel. Devant les problèmes indiens, le jeune Mill, comme son père — son biographe nous le raconte — « étaient plus Tory que les Tories ». Ceci était vrai pour tous les libéraux et, pendant ses premières années de service au India Office, J.M. Keynes lui-même ne faisait pas exception. Lorsque fut publié le plaidoyer de Mill [*Memorandum of the Improvements in Administration of India during the last thirty years and the Petition of the East India Company to Parliament*, Londres, 1858] en faveur de la Compagnie des Indes Orientales, ses directeurs constatèrent avec surprise « toute l'éloquence théorique susceptible d'être mise au service de ce qu'ils savaient, en secret, n'être qu'un cas désespéré ». Lors de la dissolution de la compagnie, Mill fut récompensé « par une retraite confortable de £ 1.500 par an ». Cf. Michael St. John Packe, *Life of John Stuart Mill*, p. 390.

²⁸ P. Banerjee, *Indian Finance in the Days of the Company*, Londres, 1928. Aussi M. Eyre, *The East India Company*, New York, 1945.

²⁹ C'est grâce à des capitaux accumulés dans le commerce d'esclaves antillais que James Watt put financer l'exploitation de son invention. Cf. J. Lord, *Capital and Steam-Power*, Londres, 1923, p. 192.

dérer comme des phénomènes fortuits sans rapports avec le milieu économique de leur époque. Les inventions industrielles sont des produits sociaux dans ce sens que, si elles ont une ascendance indépendante propre, « chaque inventeur hérite de ses prédécesseurs à la fois son problème et quelques éléments de sa solution ». ³⁰ Les questions qui se posent à l'esprit de l'inventeur et les matériaux pour ses projets sont, ainsi, façonnés par les circonstances sociales et économiques de son époque.

Cunningham maintient que l'on est trop enclin à considérer la technologie nouvelle comme le résultat d'une poussée de génie inventif de nature particulière et inexplicable. Si, pour le XVIII^e siècle, « on observe que Arkwright et Watt eurent la chance de faire leur découverte à une époque mûre pour les recevoir, ce n'est là nullement amoindrir leur mérite ». ³¹

Cette généralisation a une pertinence particulière quant au rôle créateur du mercantilisme anglais aux XVII^e et XVIII^e siècles et à sa place dans le processus d'industrialisation en Grande-Bretagne.

« Avant l'afflux du butin indien et l'expansion subséquente du crédit », écrit Brooks Adams, « il n'existait aucune force pour la mise en marche de l'industrie ; et si Watt avait vécu cinquante ans plus tôt, son invention l'eût suivi dans la tombe. Il est possible que jamais auparavant un investissement n'a produit de bénéfices comparables à ceux du pillage de l'Inde, car, pendant plus de cinquante ans, la Grande-Bretagne se trouva sans concurrent. De 1694 jusqu'à la bataille de Plassey, cette croissance a été relativement lente... Le crédit est le véhicule de choix de l'énergie des sociétés centralisées et à peine les trésors accumulés à Londres avaient-ils atteint un volume suffisant pour servir de fondations à l'édifice que celui-ci s'érigea avec une merveilleuse rapidité. L'arrivée de l'argent du Bengale non seulement accrut la circulation monétaire, mais la stimula dès 1759. La Banque d'Angleterre émit des billets de 10 et de 15 livres sterling et, à la campagne, les firmes privées déversèrent sur le marché monétaire une avalanche de papier ». ³²

Le parlementaire irlandais Burke rappelle qu'à son arrivée à Londres, vers le milieu du siècle, il s'y trouvait moins de 12 « offi-

³⁰ M. Dobb, *Studies in the Development of Capitalism*, Londres, 1944, p. 268. Également la monographie de T.S. Ashton, *The Industrial Revolution, 1760-1830*, Oxford University Press, 1950, pp. 13-15.

³¹ *Growth of English Industry and Commerce*, Part II, Cambridge University Press, 1912, p. 610.

³² Brooks Adams, *The Law of Civilization and Decay*, New York, 1921, p. 317.

cines bancaires ». En 1790, « on les trouvait dans chaque ville ». ³³ Le monde des « chiffonniers » — comme Cobbet surnommait dédaigneusement les banquiers — s'était transformé en accessoire indispensable du capitalisme industriel. ³⁴

Ce n'est pas sans justification historique qu'un des principaux porte-parole de la nouvelle bourgeoisie industrielle pouvait décrire les effets du pillage anglais en termes brûlant d'enthousiasme :

« Une pluie torrentielle de richesses se déversait maintenant sur la compagnie et ses serviteurs. Une somme de 800.000 livres sterling, frappée en argent, a été expédiée de Moorshedabad à Fort William, par voie fluviale... le commerce a repris son souffle et les signes de l'opulence se manifestent dans chaque foyer anglais. » ³⁵

Et même en 1813, l'année où la Compagnie fut privée d'une partie de sa puissance, le butin continue d'affluer en Grande-Bretagne.

D'après Digby, le tribut extorqué entre Plassey et Waterloo s'élève à 1 milliard de livres sterling. « Nous pouvons à peine nous imaginer l'énormité de cette somme, si nous tenons compte du pouvoir d'achat de la monnaie à cette époque », écrit Digby. « Il est intéressant de noter qu'en 1815, la dette nationale de l'Angleterre se chiffrait en tout et pour tout à 861 millions de livres sterling, chiffre sensiblement inférieur à l'évaluation du butin rapporté de l'Inde au cours des cinquante années précédentes. » ³⁶ La description de Digby met en évidence le stade rudimentaire de cette première phase d'exploitation de l'Inde qui, avec le début du XIX^e siècle, devait subir des modifications considérables et être sensiblement rationalisée. On imagina des méthodes plus efficaces et moins directes d'extorquer le butin.

Il est notoire que la politique de la Compagnie tendait à attribuer aux travaux publics une part infinitésimale du revenu qu'elle touchait sous forme d'impôts. ³⁷ Ce revenu servait, entre autres, à

³³ Adams, *op. cit.*

³⁴ Selon Andreades, le nombre de « chiffonniers » de ce genre, en dehors de Londres, augmenta de 12 en 1750 à 400 en 1800. *History of the Bank of England*, Londres, 1909, p. 171; aussi L. Jenks, *Migration of British Capital*, p. 24; D.M. Joslin estime que le nombre de banques privées s'éleva, à Londres, d'environ 32 en 1760 à 52 en 1786. « London Private Bankers, 1720-1785 », *Economic History Review*, Vol. VII. Consultez aussi les ouvrages suivants : L.S. Pressnell, *Country Banking in the Industrial Revolution*, Oxford University Press, 1956; W. Crick et J. Wadsworth, *A 100 Years of Joint Stock Banking*, Londres, 1936; W.T. King, *History of the London Discount Market*, Londres, 1936.

³⁵ T.B. Macaulay, *Lord Clive, Critical and Historical Essays (1840)*, Londres, 1909, p. 48.

³⁶ Digby, *op. cit.*, p. 35.

³⁷ Parlant à l'époque où la bourgeoisie industrielle pointait ses pièces de gros calibre contre l'ultime bastion de la Compagnie (un an après la mutinerie) Cobden déclare : « With regard to public works, if I were speaking for the natives

acheter des marchandises indiennes et à les exporter vers les marchés d'Europe, ces opérations atteignant, entre 1793 et 1812, une moyenne annuelle de plus de 13 millions de livres sterling. L'Inde était ainsi considérée non pas comme un marché durable pour les biens de consommation fabriqués dans le Royaume-Uni, mais plutôt comme une source de tribut permanente et une réserve pour les pillards, les aventuriers coloniaux et les arrivistes. C'était la thèse bien connue de Clive-Hastings, énoncée au XIX^e siècle et reprise dans le *Parliamentary Report on the East India Company* de 1813.

« L'importance que revêt cet immense empire pour notre pays », dit le rapport, « doit être évaluée plutôt d'après le grand apport annuel qu'il fournit à la richesse et au capital de ce Royaume, que par les avantages éminents que les manufactures de ce pays tirent de la consommation des indigènes de l'Inde ». ³⁸

Les économistes indiens ont donc conclu que le capital britannique investi chez eux était en réalité soustrait à l'Inde par voie de pillage et ensuite consigné comme dette envers la Grande-Bretagne, dette dont l'Inde était désormais tenue de payer intérêts et dividendes.

Comme nous l'avons indiqué, le tribut payé par l'Inde à la Grande-Bretagne était antérieur à l'avènement du capitalisme industriel. Néanmoins, une différence de structure distingue le tribut extorqué par la Compagnie des Indes Orientales et celui soustrait au pays après les guerres napoléoniennes : aux anciennes méthodes de la Compagnie, d'autres plus modernes vinrent se substituer. « La nouvelle méthode », écrit le Professeur Kumarappa, « ne consistait pas à soutirer de l'argent ou des marchandises à l'Inde, mais à débiter ce pays des charges financières anglaises ». Quoi qu'il en soit, les résultats étaient identiques. « La production de richesses de l'Inde est détournée vers l'Angleterre, sans que l'Indien reçoive d'avantage en retour, de sorte que la majeure partie de ce que nous connaissons aujourd'hui sous le nom de 'dette

of India, I would state... that in a single English county there are more useable roads than are to be found in the whole of India; and I say also that the single city of Manchester, in the supply of its inhabitants with the single article of water, has spent a larger sum of money than the East India Company has spent in the 14 years from 1834 to 1848 in public works of every kind throughout the whole of its vast dominions ». *Hansard*, Vol. CLI, Juin 24, 1858; cf. Evêque Heber, *Memoirs and Correspondence*, Londres, 1830, Vol. II, p. 413. Voir aussi la lettre adressée par le gouvernement de Madras au Conseil d'administration de la Compagnie en 1814, reproduite dans l'ouvrage de L. Rai, *England's Debt to India*, New York, 1917, p. 219. Aussi Parimal Ray, *India's Foreign Trade since 1870*, Londres, 1934, p. 34.

³⁸ *Report of the East India Company for 1813*, cité dans Parshad, *Some Aspects of India's Foreign Trade*, p. 49.

publique de l'Inde' consiste en postes frauduleusement portés à son débit. » ³⁹

Dans un écrit datant de 1859, Sir George Wingate définit ainsi le tribut : « c'est un versement effectué par un pays au profit d'un autre, comme conséquence d'une sujétion. C'est le transfert d'une portion du revenu annuel du pays tributaire vers la nation dominatrice sans contrepartie. » ⁴⁰ Wingate poursuit en expliquant que l'impôt dépensé dans le pays « où il est levé est totalement différent de celui perçu dans tel pays et dépensé dans tel autre », puisque dans ce dernier cas il constitue « une perte intégrale et la disparition du montant total soustrait au pays imposé ». Ce tribut, le peuple indien se le voyait imposé sous la désignation bien innocente des *Home Charges of the Indian Government*, ces charges se composant des dividendes des actions de la Compagnie, des intérêts de la dette envers la métropole, du traitement des fonctionnaires attachés au Département de l'Intérieur du gouvernement indien, des gratifications de vacances et du montant des pensions accordées aux militaires et officiers publics indiens et des frais d'entretien et de transport des établissements militaires.

Quant au montant du tribut perçu en Inde, Wingate l'a évalué comme suit :

« Au cours des dix-sept années séparant l'exercice de 1834-35 de celui de 1850-51, ce montant atteignit le chiffre considérable de £ 57.610.149. Il faut y ajouter au moins £ 100.000.000 sous forme de versements privés et de transferts de fortunes. L'excédent des exportations par rapport aux importations, y compris celles de l'or, ne fut pas inférieur à £ 70.000.000 pour une période de dix-sept ans. C'est à un montant annuel de £ 4.221.611 que peut se chiffrer le tribut perçu. » ⁴¹

Cité devant le comité de 1840, Montgomery Martin déclara : « Il est curieux de voir que, si nous estimons les sommes tirées de l'Inde britannique pendant les trente dernières années à 3 millions par an, ces sommes représentent, à un taux d'intérêt composé de 12 % (le taux indien), un montant de £ 723.997.971 ; or, si nous les estimons à 2 millions par an pour une période de cinquante ans, le capital productif dont l'Hindoustan se voit frustré atteint le chiffre incroyable de £ 8.400.000.000. » ⁴²

C'est, selon Wingate, grâce à ce tribut que la Grande-Bretagne fut capable de poursuivre des guerres en Asie, à Ceylan, à Singapour, Hong-Kong, Aden et Rangoon. « La première guerre de

³⁹ *Public Finance and our Poverty*, Ahmedabad, 1945, p. 47.

⁴⁰ *A Few Words on our Financial Relations with India*, Londres, 1859, p. 8.

⁴¹ *Op. cit.*, p. 64.

⁴² *Question* 4137.

Chine, la guerre afghane, les guerres en Birmanie et en Iran furent financées principalement grâce aux revenus de notre empire indien, pour la poursuite d'une politique britannique avec laquelle les intérêts de l'Inde n'avaient que de lointains rapports. » ⁴³

Une grande partie de cette dette improductive fut constituée en imposant à l'Inde toutes les charges financières que l'ingéniosité des hommes pût imaginer : même le lait destiné au chat de la Reine Victoria, avait-on coutume de dire, fut débité à l'Inde.

La tragi-comédie de cette politique a été brillamment décrite par Jenks dans un passage qui mérite d'être cité *in extenso* :

« Le fardeau qu'on a cru utile d'imposer à l'Inde semble absurde. Les frais provoqués par la Mutinerie, le prix du transfert des droits de la Compagnie à la Couronne, les dépenses de guerres simultanées en Chine et en Abyssinie, chaque poste gouvernemental de Londres qui n'avait que de lointains rapports avec l'Inde, jusqu'au salaire des femmes de ménage de la India House et les frais occasionnés par le voyage de bateaux qui ne participèrent pas aux hostilités ; jusqu'aux frais de l'entraînement de six mois que devaient subir dans la métropole les régiments destinés à l'Inde, avant leur envoi outre-mer — tous ces postes étaient imputés au compte des ryots qui n'avaient aucune voix au chapitre. Lors de la visite officielle du Sultan de Turquie à Londres en 1868, le bal qui lui fut offert s'organisa sous les auspices de l'India House et la facture fut portée au débit du compte indien. La construction d'une maison de fous à Ealing, des dons destinés à une mission au Zanzibar, les services consulaires et diplomatiques de Grande-Bretagne en Chine et en Perse, une part des frais d'entretien permanents de la flotte méditerranéenne et l'ensemble des dépenses occasionnées par la pose d'une ligne télégraphique de l'Angleterre aux Indes furent portés au compte de la trésorerie indienne avant 1870. Il ne faut donc guère s'étonner si, pendant les treize premières années de l'administration de la Couronne, les revenus indiens se sont gonflés, par an, de £ 33 millions à £ 52 millions, et si les déficits, entre 1866 et 1870, atteignirent £ 11.500.000. On instaura une 'Home Debt', qui, de 1857 à 1860, s'éleva à 30.000.000 de livres sterling et qui ne fit qu'augmenter par la suite. Cependant, les hommes d'Etat britanniques se forgeaient une réputation d'économie et d'adresse financière par leurs judicieuses manipulations des comptes indiens. » ⁴⁴

Toutefois, il ne faut pas présumer que ces charges financières et militaires — corollaire normal de la présence britannique en Inde — étaient le produit du seul XIX^e siècle. Elles furent, de fait, un facteur indissociable des nombreux éléments composant l'occupation économique britannique jusqu'à 1947. Le soldat indien était, en réalité, le chien de garde de l'Empire et le budget militaire prit bientôt des proportions gigantesques, devenant de loin le poste

⁴³ Wingate, *op. cit.*, pp. 6-7.

⁴⁴ *Migration of British Capital*, pp. 223-224. Cf. le témoignage de Buchanan devant la *Welby Commission*, *Indian Expenditure Commission*, 1895, Vol. IV, p. 149.

le plus important des dépenses publiques. Entre 1838 et 1920, l'armée indienne fut engagée à 19 reprises en dehors des frontières de l'Inde. La plupart des Indiens la considéraient comme un instrument servant la répression politique et estimaient que les « prétendus services que cet instrument rend au peuple indien sont manifestement hors de proportion avec les dépenses qu'il occasionne ». ⁴⁵

Le tableau suivant, compilé sur la base du *Stateman's Year Book* de 1922 donne la part des dépenses militaires des pays constituant l'Empire par rapport à celles d'autres nations.

1	2	3	4	4 en %	4 en %
Pays	Revenu total	Dépenses totales	Dépenses militaires	de 3 *	de 2 *
(chiffres en millions)					
Inde (roupies)	1332,2	1423,9	919,0	70,7	63,8
Royaume Uni (£) . . .	1426,9	1195,4	642,0	45,0	53,7
Australie (£)	61,78	64,60	31,20	50,0	48,3
Canada (£)	89,38	74,19	17,9	20,0	24,2
Afrique du Sud (£) . .	29,67	25,69	13,4	45,2 *	52,2 *
Espagne (pesetas) . .	1976,66	2550,79	450,36	22,8	17,6
France (francs)	22450,9	24932,0	5027,0	22,4	20,0
Italie (lires)	17603,0	20454,8	3553,77	20,0	17,3
Etats-Unis (dollars) . .	3345,18	3143,41	1201,44	35,9	38,2
Japon (yens)	1319,20	1399,29	646,40	49,0	46,2 *

Source : K.T. Shah et K.H. Khambata, *Wealth and Taxable Capacity of India*, Londres et Bombay, 1924, p. 267.

* J'ai corrigé certaines erreurs évidentes figurant au tableau original.

Comme Ramsay MacDonald, premier ministre travailliste, l'écrit dans son ouvrage sur l'Inde : « Une large part de l'armée stationnée en Inde — au moins la moitié — constitue une armée impériale nécessaire à des fins qui n'intéressent pas l'Inde proprement dite ; les frais qu'elle occasionne devraient donc être couverts par des ressources impériales et non au moyen de fonds indiens. » ⁴⁶ « Si l'Empire se bornait à rajuster les fardeaux qu'il impose aux finances indiennes, sans aller plus loin », poursuit MacDonald, « le gouvernement de l'Inde pourrait inaugurer de vastes réformes susceptibles d'augmenter la richesse indienne ». ⁴⁷ Le contexte explique la recommandation de W. S. Blunt : « Les finances, et non pas

⁴⁵ K.T. Shah et K.H. Khambata, *Wealth and Taxable Capacity of India*, Londres et Bombay, 1924, p. 272.

⁴⁶ J.R. MacDonald, *The Indian Government*, Londres, 1920, p. 154.

⁴⁷ *Op. cit.*, p. 158.

la législation, sont la cause de tous les malheurs et jusqu'à leur assainissement, le reste sera dépourvu de valeur réelle. » ⁴⁸

Dans un *Survey* de 41 pays, dressé par Arnold Toynbee pour l'année 1929, l'Inde se trouve en tête de liste avec 45,25 % de ses dépenses publiques destinées à l'armement. Les chiffres correspondants sont de 16,09 pour les Etats-Unis, de 14,75 pour la Grande-Bretagne et de 7,6 pour l'Allemagne. ⁴⁹ Et il ne faut pas perdre de vue que l'Inde était presque uniquement agricole.

Dans son analyse du budget indien de 1935-1936, le Professeur Z. Ahmad nous donne une idée de la mesure dans laquelle les dépenses non productives l'emportaient sur les autres.

	(En millions de roupies)
Service militaire	500
Intérêt de la dette productive, payé grâce au profit réalisé par les départements commerciaux ..	450
Intérêt de la dette non productive	126
Annulation de dettes ; c'est-à-dire remboursement des sommes dues	43
Administration de la justice, des prisons et police	203

Opposons ces chiffres aux dépenses insignifiantes portées par les forces d'occupation au chapitre de ce que les économistes indiens ont dénommé les activités d'édification nationale. En effet, le poste « administration de la justice, des prisons et police » n'était que légèrement inférieur aux dépenses conjuguées du chapitre des activités « d'édification nationale » :

	(En millions de roupies)
Agriculture	27
Industrie	9
Institutions scientifiques	7
Santé publique et médicale	55
Instruction — surtout au niveau secondaire et moyen	122 ⁵⁰

Le gaspillage à des fins militaires ne représentait, toutefois, qu'une fraction du fardeau pesant sur l'Inde au titre de « tutelle

⁴⁸ *India under Ripon*, Londres, 1909, p. 158.

⁴⁹ *Survey of International Affairs*, Londres, 1929.

⁵⁰ Z.A. Ahmad, *Congress Political and Economic Studies*, No. 8 « Public Revenue and Expenditure in India », Bombay, 1938, pp. 44-45.

sacrée de l'Empire » ; il aurait été, de fait, plus facilement supportable si l'industrialisation avait pu se développer pendant la présence britannique. Mais, en réalité, la formation de capitaux resta à un niveau très bas, dû à la fois à la destruction des manufactures indiennes et aux exigences financières impériales.⁵¹

LA DESTRUCTION DES MANUFACTURES INDIENNES.

S'adressant au Comité pour les Affaires des Indes Orientales de la Chambre des Communes, en juillet 1830, M. Rickards déclare : « L'Inde a besoin de capitaux pour exploiter ses ressources ; or, le capital le mieux approprié à ces fins serait celui fourni par le marché domestique, et ce capital se formerait si nos institutions n'y faisaient obstruction. »

Lorsque le président du Comité interroge un autre témoin, M. Macan, sur les possibilités ouvertes à l'investissement européen en Inde, celui-ci répond : « Je crois que les Européens qui ont acquis un capital en Inde pourraient entreprendre des travaux publics de ce genre, s'ils étaient convenablement encouragés ; mais je puis à peine envisager l'initiative et les risques que comporte un transfert de capitaux d'Angleterre pour des investissements aussi spéculatifs ; en vérité, *je crois que jamais le capital n'est exporté d'Angleterre en Inde ; il est accumulé là-bas et envoyé à la métropole.* »⁵²

Les charbonnages, la sidérurgie et l'industrie textile britanniques, en pleine croissance et dotée des dernières innovations techniques, constituaient le colosse économique auquel une Inde tributaire devait se mesurer. C'était la lutte du python et du lapin et le résultat d'une pareille confrontation était prévisible.

⁵¹ Quant au tribut extorqué pendant la période moderne, voir K.T. Shah et K.J. Khambata, *op. cit.*, ainsi que C. Vakil, *Financial Developments in Modern India, 1860-1924*, 1924. Voir aussi l'ouvrage de Sir M. Visvesvaraya dans son *Planned Economy for India*, 1934. L'économiste américain Lawrence K. Rosinger présente le calcul suivant :

	(£ millions)
Intérêts dus sur l'investissement britannique de £ 670 millions au taux anglais de 6/7/8 %	£ 46
Charges domestiques	£ 33
Commerce	£ 30
Transport maritime	£ 20
Transfert de fonds en Grande-Bretagne effectué par des Britanniques occupés en Inde	£ 6
Total	£ 135

Source: *Hindustan Standard*, Calcutta, 5 juillet 1945.

⁵² *Question*, L. 436. Cf. section suivante.

En 1814, on exporte 818.208 yards de cotonnades vers l'Inde ; en 1821, 19.138.726 yards ; en 1828, 42.822.077 yards et en 1835, 51.777.277 yards.⁵³

Engagée dans un combat d'arrière-garde pour la protection de ses privilèges, la Compagnie des Indes Orientales présente au Parlement, le 11 février 1840, une pétition, qui est devenue un document classique sur les relations indo-britanniques du XIX^e siècle. Ce document est d'autant plus révélateur que les *dramatis personae* sont les porte-parole d'une classe ascendante et dynamique.⁵⁴

Dr. Montgomery Martin, observateur des affaires indiennes,⁵⁵ interrogé à ce sujet, répondit au Comité :

« J'ai étudié à fond les problèmes du commerce indien pendant plusieurs années, ne m'épargnant aucune peine afin d'aboutir à des conclusions correctes fondées sur l'étude de documents variés... Et j'ai fini par être profondément convaincu que le commerce de l'Inde a subi un préjudice des plus injustes, non seulement dans ses échanges avec l'Angleterre, mais aussi dans ses rapports avec toutes les autres nations ; cela est dû aux clameurs lancées en faveur d'un régime de libre échange du côté britannique, sans que l'Inde soit autorisée à libéraliser son propre commerce. »⁵⁶

Après avoir cité des statistiques donnant les exportations textiles de l'Inde vers la Grande-Bretagne, il poursuit en déclarant qu'entre 1815 et 1832, les marchandises indiennes étaient soumises à des taxes prohibitives de l'ordre de 10, 20, 30, 50, 100 et 1000 %. Le déclin de Surat, Dacca, Murshedabad et autres localités, qui possédaient des industries indigènes, « est un fait trop déprimant pour qu'on s'y appesantisse. Je ne crois pas que cette évolution se soit faite dans le respect des règles d'équité commerciale ; je crois qu'elle indique la domination du plus faible par le plus fort ». ⁵⁷

53 Chiffre cité par G.G. Larpente, président de la East India Association et l'un des principaux témoins ayant comparus devant le comité parlementaire de 1840.

54 *Minutes of Evidence taken before the Select Committee of the House of Lords, Appointed to Consider the Petition of the East India Company for Relief*, 1840.

55 Les œuvres de ce personnage remarquable constituent une source de données historiques inestimable. Cf. *The Political, Commercial and Financial Condition of the Anglo-Eastern Empire* (1832). *The Indian Empire: its History, Topography, Government, Finance, Commerce and Staple Products* (3 vol., 1858-61). *The Progress and Present State of British India* (1862).

56 Question 3876.

57 Question 3877. Le célèbre centre textile de Dacca, que Clive décrivait en 1757 comme « aussi étendu, aussi peuplé, et aussi riche que Londres », devait se transformer en un véritable désert. « La population de Dacca », prétend Sir Charles Trevelyan devant le Select Committee de 1840, « a diminué de 150.000 à 30.000 habitants et la jungle et le paludisme précèdent sans cesse leur menace contre la ville... Dacca, le Manchester de l'Inde, a déchu ; de cette cité si florissante, il ne reste plus qu'une petite ville misérable ». Sir Henry Cotton pouvait, ainsi, écrire

Dans un commentaire sur le rapport parlementaire, précédant l'abolition du monopole en 1813, on déclara au Comité que jusqu'alors les cotonnades et les soieries indiennes pouvaient se vendre avantageusement sur le marché britannique à un prix de 50 à 60 % inférieur à celui des articles de fabrication anglaise. C'est pourquoi les libre-échangistes estimaient indispensable de protéger ceux-ci en percevant des taxes de 70 à 80 % sur la valeur des marchandises importées ou même de procéder à leur embargo intégral.

« Sinon », écrit Horace Wilson, « les usines de Paisley et de Manchester auraient été arrêtées, dès leur début, et c'est à peine si on aurait pu les remettre en marche, même avec le concours de machines à vapeur. Elles ont été créées en sacrifiant les manufactures indiennes ». ⁵⁸

L'assertion des fondateurs de l'industrie cotonnière britannique, selon laquelle celle-ci, en contraste avec l'industrie lainière de création antérieure, doit son essor au souffle vivifiant d'une concurrence parfaite, trouve donc peu d'appui dans les faits historiques. ⁵⁹

vers la fin du siècle que « la population actuelle de Dacca ne compte plus que 79.000 habitants. Cette décadence se manifestait non seulement à Dacca, mais dans tous les districts ». *New India*, Londres, 1885, p. 27.

58 H.H. Wilson, *History of British India*, Londres, 1826, Vol. I, p. 385. Cité dans *Bengal Land Revenue Commission Report*, Vol. I, p. 325.

59 En réalité, l'industrie cotonnière avait pu s'ériger grâce aux mesures protectionnistes accordées au cours du dix-huitième siècle à l'industrie lainière, incapable de soutenir la concurrence des calicots indiens. « The woolen interest », écrit Pares, « demanded protection and got it. It did not succeed in protecting them, nor did it destroy the Indian textiles directly; but it unintentionally established the English cotton industry which destroyed them a hundred years later ». *Economic History Review*, Vol. IX, 1938-39. En 1700, une loi fut votée interdisant l'entrée des tissus imprimés en provenance de l'Inde, de la Chine et de la Perse. Toute marchandise saisie en violation de la loi était confisquée et vendue. Cf. B. Krishna, *Commercial Relations between India and England from 1601 to 1757*, p. 194. C.J. Hamilton, *Trade Relations between England and India, 1660-1896*, Calcutta, 1917. Dans un commentaire consacré à la naissance de l'industrie cotonnière, Mantoux écrit : « La nouvelle industrie est fille du commerce des Indes. C'est l'importation d'une marchandise étrangère qui en a déterminé la naissance; c'est l'importation d'une matière première exotique qui a déterminé le lieu et les conditions de son établissement. Un fait non moins intéressant est le rôle joué par l'ancienne industrie textile. Elle-même a suscité, par son aveugle esprit de monopole, la concurrence qu'elle a ensuite cherché à écraser: c'est de la prohibition de 1700 que date le succès des cotonnades anglaises, succédanés des tissus indiens. » *Industrial Revolution*, op. cit., p. 208. La vogue dont jouissent les cotonnades d'Inde orientale ressort clairement de la remarque de Daniel Defoe: « The general fanisie of the people runs upon East India goods to that decree that the chints and painted calicoes which before were only made use of for carpets, quilts, etc., and to clothe children and ordinary people now became the dress of our ladies and such is the power of a mode as we saw our persons of quality dressed in Indian carpets which but a few years back before their chambermaids would have thought to ordinary for them; the chintzes were advanced lying on to their backs, from the foot cloth to the petticoat, and even the queen herself at that time was pleased to appear in China and Japan... Nor was this all, but it crept into our houses, our closets and bedchambers; curtains, cushions, chairs, and at last beds themselves were nothing but calicoes of Indian stuffs. » *Weekly Review*, Jan. 1708, cité dans Baines, *The History of the Cotton Manufacture in Great Britain*, 1835, p. 79. Egalement W. Sombart, *Luxus und Kapitalismus*, Munich, 1913, p. 146.

Les monographies d'avant-garde de Toynbee et de Mantoux nous ont rappelé que ce n'est que, lorsque l'Angleterre réalisa ses progrès gigantesques vers une suprématie manufacturière, l'attitude envers la libération économique se fit cohérente. Nulle modification n'aurait pu être plus surprenante ou plus complète que l'essor spectaculaire de l'industrie britannique. On a peine à trouver une catégorie d'industries manufacturières, écrit l'historien irlandais Lecky, « qui se soit fondée en Angleterre sans l'appui de restrictions ou de primes à l'exportation. De fait, c'est l'extrême étroitesse de cette influence industrielle qui a fini par l'emporter lors de la révolution ; c'est elle qui a aliéné l'Amérique, ruiné les industries naissantes d'Irlande, anéanti la fabrication du calicot en Inde et imposé au consommateur métropolitain des prix de monopole presque pour chaque article dont il avait besoin ». ⁶⁰

De même que l'Irlande s'était trouvée anéantie par la politique économique mercantiliste des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, l'Inde était destinée à subir le même sort sous l'effet de méthodes de politique économique libérale, qui, dans leur férocité, ressemblaient souvent aux pratiques de leurs prédécesseurs mercantilistes.

L'administrateur libéral Sir Thomas Munro remarque :

« Avez-vous jamais observé les répercussions du commerce dans le monde occidental, la part qu'il a joué dans le renversement ou l'assouplissement des régimes despotiques, dans la modification des mœurs établies en Europe, dans l'amélioration et l'élévation de la communauté européenne en général ? J'ai vu et observé que le commerce a contribué dans une large mesure à éclairer l'opinion dans la plupart des pays européens. »

Au président du Comité, qui lui demande s'il croit sincèrement que la libre entreprise aurait « un effet graduel sur les mœurs et les préjugés des Indiens », Sir Thomas répond que, si les mœurs et coutumes « des Indiens doivent se modifier, il est probable que le commerce est susceptible de le faire, mais jusqu'à présent il ne semble pas que ce soit le cas ».

L'opinion de Munro et d'autres libéraux semble avoir été sincère. On était honnêtement et profondément convaincu que le libéralisme économique constituait une « force civilisatrice et chrétienne », selon les déclarations du président de la Chambre de Commerce de Manchester, M. Bazely. Aucun des documents que j'ai étudiés ne fait surgir le dogmatisme et le fanatisme propres aux opinions libérales sous un jour plus dépouillé que le procès-verbal des séances du comité de 1840.

60 W.E.H. Lecky, *A History of England in the Eighteenth Century*, Londres 1892-1920, Vol. VII, pp. 255-266.

Le dialogue entre Brocklehurst, porte-parole des soieries de Macclesfield, et Martin est, sur ce point, très éloquent.

M. Brocklehurst : Puisqu'il est acquis qu'il faut sacrifier les tisserands dans un pays ou dans l'autre, et d'autre part, puisque le sacrifice est déjà consommé en Inde, aimeriez-vous donc ranimer les populations indiennes au détriment de notre pays ?

Dr. Martin : Je ne désire pas les ressusciter ; je désire seulement empêcher que le mal causé à l'Inde se poursuive. Mais il ne s'ensuit pas nécessairement que les tisserands anglais seraient ruinés si l'on autorisait les indigènes indiens à leur faire concurrence sur les marchés de notre pays, car les indigènes de l'Inde n'ont pas de métiers mécaniques, ni de ressources qui leur permettent d'engager une main-d'œuvre qualifiée, ni des capitaux analogues à ceux des fabricants de Glasgow, de Paisley et de Manchester.⁶¹

M. Brocklehurst : Les questions posées ne concernent pas les tissus fins qui ne peuvent être tissés qu'à la main. Il s'agit donc de voir si nous allons, dans notre pays, renoncer au tissage fin ou le conserver.

Dr. Martin : Si nous ne pouvons le conserver qu'au prix d'une injustice envers l'Inde, ma réponse est que l'Angleterre doit agir avec équité, quelles que soient les suites de ses actes ; l'Angleterre n'a aucun droit de détruire le peuple d'un pays qu'elle a conquis pour son propre compte...⁶²

M. Brocklehurst : Lorsque s'est effectué le transfert de la souveraineté indienne au gouvernement de notre pays... la ruine du tissage en Inde avait déjà commencé ; il n'est donc pas question de ruiner quoi que ce soit ; il s'agit là du passé ; par ailleurs, il est prouvé que l'Inde est une nation agricole plutôt qu'un pays manufacturier...

Dr. Martin : Je ne suis pas d'accord ; l'Inde n'est pas qu'un pays agricole. L'Inde est autant manufacturière qu'agricole, et celui qui s'efforce de la réduire au rôle de grenier de l'Angleterre commet une injustice ; c'est un pays manufacturier ; ses différentes manufactures ont existé pendant des siècles et aucune nation n'a pu leur faire concurrence tant qu'elles jouirent d'un traitement de fair-play... Je ne parle pas des mousselines de Dacca, ni des écharpes du Cachemire, mais de la grande variété d'articles qu'elle a fabriqués mieux qu'on a pu le faire ailleurs dans le monde.⁶³

Le Lancashire n'était pas d'humeur à accepter la logique ou les principes élevés des Martin, Wingate, de l'évêque Heber et d'autres encore. Pour Brocklehurst et les intérêts de Macclesfield et du Lancashire, Martin était un idéaliste, simple d'esprit, ignorant les « vrais principes de l'économie politique » et la division internationale du travail ; tant qu'il ne se serait pas assimilé ces principes, toute discussion avec lui resterait vaine.

Mais en dépit de sa naïve moralité en affaires, Martin était pleinement conscient des forces historiques en présence. Sa connaissance du Zollverein indique qu'il comprenait l'attitude des

⁶¹ Question 3918.

⁶² Question 3919.

⁶³ Question 3920.

Allemands vis-à-vis du libéralisme intégral. Après avoir cité un passage d'un économiste du Zollverein, il précise :

« Si l'Inde était un Etat étranger, elle suivrait le même chemin ; mais j'espère qu'un temps viendra où l'Angleterre comprendra qu'il est de son intérêt d'étendre notre alliance commerciale au peuple indien, qui pour l'instant ne consomme même pas pour 6 pence par habitant d'articles de nos fabriques et dont la capacité de consommation de ces produits n'est limitée que par notre refus d'admettre les leurs. »

Thomas Bazely, président de la Chambre de commerce de Manchester, soulève sensiblement le même problème lorsqu'il témoigne devant le comité parlementaire, disant :

« En Inde, le territoire est immense et la population qui l'habite pourrait consommer des produits britanniques dans d'énormes proportions. Tout le problème de notre commerce avec l'Inde se résume à savoir s'ils peuvent nous payer en produits de leur sol ce que nous sommes disposés à leur fournir sous forme d'articles finis. »

Horace Wilson, lui aussi, comprend clairement comment le pouvoir d'Etat a été mobilisé dans l'intérêt de la classe ascendante. « Si l'Inde avait été indépendante », estime Wilson, « elle aurait pris des mesures de rétorsion et imposé des droits préventifs à l'entrée des marchandises britanniques, préservant ainsi sa propre industrie de l'anéantissement. Cette mesure d'auto-défense lui a été refusée ; elle s'est trouvée livrée à la merci de l'étranger, alors qu'elle était une concurrente contre laquelle la Grande-Bretagne n'aurait pu lutter à conditions égales ». ⁶⁴

Nonobstant le déclin vertigineux des manufactures de coton indiennes, après 1815, les cotonnades britanniques continuaient à entrer en Inde contre paiement d'un droit de 3½ % *ad valorem*, alors que les marchandises exportées en Grande-Bretagne étaient soumises à une taxe *ad valorem* de 10 %. « Le fait que les produits indigènes se trouvent ainsi supplantés par ceux d'origine britannique, » s'exclame Martin, « est souvent cité comme un splendide exemple du triomphe du talent britannique. C'est bien davantage un exemple de la tyrannie anglaise, illustrant comment l'Inde a été appauvrie par le plus vexatoire des régimes douaniers, imposé dans le but reconnu de favoriser la mère-patrie ».

⁶⁴ Dans l'ouvrage de Sir Henry Cotton, *New India*, Londres 1904, p. 89. Wilson était un ami et collaborateur de James Mill, dont il termina la *History of British India*, 9 vol., Londres, 1840-46.

L'écart entre les droits de douane anglais et indiens était encore plus flagrant pour les articles de soie. Ceux provenant de Grande-Bretagne étaient admis à Calcutta contre paiement d'un droit de 3½ %, alors que les soieries indiennes se trouvaient imposées à 20 % à l'importation en Grande-Bretagne. Un certain M. Larpente déclara que les droits à l'importation pourraient être considérablement réduits, la productivité britannique étant supérieure.

M. Brocklehurst : Donnez-vous votre opinion sans tenir compte des répercussions que cela pourrait avoir sur les produits britanniques ? ⁶⁵

M. Larpente : Je ne doute guère que, dans une certaine mesure, une rivalité se produirait dans la production des soieries, mais ma déposition est fondée sur le principe qu'il conviendrait de considérer l'Inde comme une de nos propres possessions...

M. Brocklehurst : Notre pays a-t-il une seule colonie dont les produits manufacturés soient admis à un tarif aussi bas que celui imposé à l'Inde ? ⁶⁶

M. Larpente : Notre pays n'a aucune colonie dont les articles manufacturés aient un volume susceptible de l'exiger. Nous avons détruit les manufactures indiennes.

Mais le caractère victorien, dur et figé, de Brocklehurst ne pouvait s'apitoyer, pas plus que n'avaient pu le toucher les observations de Martin. Il était par ailleurs évident que Brocklehurst ignorait certains détails d'importance.

M. Brocklehurst : Savez-vous qu'ils ont déjà acculé certains fabricants de mouchoirs à la ruine et qu'ils tentent d'introduire un article de qualité inférieure fait avec des déchets de soie ? ⁶⁷

M. Larpente : J'ai entendu dire qu'on avait importé un article fabriqué avec des déchets de soie : comme je l'ai déjà dit, l'ingéniosité et la science de ceux qui fabriquent ces articles permettront probablement d'introduire sur le marché de la métropole une quantité de marchandises bon marché dont l'usage sera très répandu.

M. Brocklehurst : Contraignant ainsi les fabricants anglais à produire une qualité inférieure ? ⁶⁸

M. Larpente : Les articles dont il s'agit n'ont pas été fabriqués là-bas ; ce sont les fabricants anglais qui ont produit ces articles inférieurs.

M. Brocklehurst : Il serait peut-être souhaitable que l'Inde produise la matière première et que notre pays manifeste son adresse en perfectionnant cette matière première.

M. Larpente : La tendance actuelle nous y mène, sans aucun doute, et il s'agit surtout d'articles dont nous avons déjà parlé... mais je propose que, puisque l'industrie de la soie est la dernière des industries de l'Inde en voie de disparition... nous lui donnions sa chance et ne l'épuisions pas par un droit de 20 % en faveur des produits britanniques. ⁶⁹

⁶⁵ Question 2750.

⁶⁶ Question 2751.

⁶⁷ Question 2763.

⁶⁸ Question 2764.

⁶⁹ Question 2771.

La confrontation de Brocklehurst et de Cope, autre capitaliste de Macclesfield, est instructive. Le même argument invoqué par ce dernier contre l'Inde devait servir à nouveau contre le Japon, quatre-vingts ans plus tard.

M. Brocklehurst : Quelles seraient les répercussions dans cette branche de votre commerce, si le droit actuel prélevé sur les soieries indiennes était ramené de 20 % à 3 ½ % ; et quels motifs pourriez-vous avancer pour qu'on ne procède pas à cette réduction ?

M. Cope : A mon avis, ce serait détruire cette branche de notre commerce... Ce serait mettre hors d'usage de vastes capitaux et donner à l'étranger des possibilités de travail dont nous devrions bénéficier ; car si, avec tous nos perfectionnements techniques, avec nos connaissances et notre énergie, nous arrivons à peine à conserver notre propre marché, nous estimons qu'en cas de réduction des droits, si petite soit-elle, nous perdrons notre industrie.⁷⁰

La destruction des industries indiennes s'illustre de manière éclatante par une comparaison des taux tarifaires anglais en 1812, en 1824 et en 1832.⁷¹

Articles	1812	1824	1832
(en pourcents de la valeur)			
Ouvrages d'ornementation en bambou	71	50	30
Mousselines	27 1/3	37 1/2	10
Calicos	71 2/3	67 1/2	10
Autres articles de coton	27 1/3	50	20
Echarpes de laine	71	67 1/2	30
Articles de laque	71	62 1/2	30
Tapis	68 1/3	50	20
Soie brute	£ 2.4.4	4/	—/
	(par livre)	(par livre)	(par livre)
Soieries	Interdit	Interdit	20
Taffetas ou autres soieries, simples ou décorées	Interdit	Interdit	30

Source : R. Dutt, *Early British Rule*, Londres, 1903, p. 264.

L'année même où se réunit le Comité, le libéral Merivale, par une étrange coïncidence, donnait son fameux cours : *Lectures on Colonization* à l'université d'Oxford. A son sens, il était impossible de concevoir contraste plus direct qu'entre « la politique britannique qui s'exerce aux colonies dans un esprit éclairé, et celle pratiquée par nos ancêtres », qui se souciaient peu « du gouvernement

⁷⁰ Question 6483.

⁷¹ R. Dutt, *Early British Rule*, Londres, p. 264.

interne de leurs colonies, les maintiennent en état de sujétion afin d'en tirer certains avantages supposés de nature commerciale », alors que « nous leur offrons des avantages commerciaux et que nous nous imposons des droits qui jouent en leur faveur, afin qu'il soit de leur intérêt de demeurer sous notre hégémonie et que nous ayons le plaisir de les gouverner ». ⁷²

Il est étrange qu'un chercheur de l'envergure de Merivale ait pu être aussi ignorant des changements intervenus aux Indes à l'époque où il professait son cours — changements qui avaient déjà transformé ce pays en source de matières premières destinées à l'économie impériale.

Pares a peut-être fourni la raison de ces changements, lorsqu'il écrit : « La transformation des relations économiques entre l'Angleterre et l'Inde, au XIX^e siècle, éclaire la nature de l'impérialisme libre-échangiste. » Si un petit nombre d'intéressés à la controverse comprenait qu'« il pourrait finalement en résulter une transformation de l'Inde d'Etat industriel en région de production primaire, la plupart des Anglais ne voyaient là aucun fait regrettable ». ⁷³ Cette attitude était compréhensible, mais ne devait pas rester sans conséquences. L'effet de la législation britannique, écrit Frederick Shore, est qu'elle « entravait ses propres forces par un système sordide de mauvaise gestion, auquel l'intérêt de millions d'êtres a été sacrifié au profit d'une poignée d'individus ». Soulignant la signification de cette législation, il note que « si cet état de choses doit se poursuivre plus longtemps, l'Inde, dans un délai assez bref, ne produira plus qu'une quantité de nourriture tout juste suffisante pour la population, quelques pots de terre grossièrement façonnés... et quelques tissus ordinaires ». ⁷⁴

Les partisans fanatiques de l'acte de foi libéral ne se doutaient guère que tel pourrait être l'aboutissement de leur politique économique. C'est pourquoi, les mesures réformistes même les plus modestes étaient rapidement exclues de leurs débats.

⁷² H. Merivale, *Lectures on Colonization and Colonies, 1840*. Oxford University Press, 1928, p. 78.

⁷³ R. Pares, « Investment and the Positive Theory of Empire », *Economic History Review*, Vol. IX. 1939-39, p. 134. Egalement du même auteur, « The Economic Factors in the History of the Empire », *Economic History Review*, mai 1937. Ce ne serait pas une digression d'observer que si la plupart des Anglais n'éprouvaient aucun remord devant cette transformation, la prise de position des Chartistes sur le problème colonial était claire et nette : « They, your masters, will take the land — they will fill all the higher situations, civil and military, of the new colonies — your share will be the slaughter of the combat and the cost of winning and retaining the conquest. The actual settlers on and cultivators of the soil, these are the rightful sovereigns of the soil, and should be at perfect liberty to choose their own form of government and their own institutions. » *Northern Star*, 6 mars 1846.

⁷⁴ *Notes on Indian Affairs*, Londres, 1837, Vol. II, p. 28.

« Souvent, on nous dit, » remarque Sir John Strachey en 1877, « que le gouvernement de l'Inde doit songer uniquement aux intérêts indiens et qu'il ne lui appartient pas de s'attarder aux préjudices causés aux intérêts de Manchester. Pour moi, je répudie sans réserve de telles doctrines. Je n'ai pas cessé d'être Anglais du fait que j'ai passé la plus grande partie de ma vie en Inde et depuis que je suis devenu membre du gouvernement indien. Les intérêts de Manchester, qui attirent les quolibets des sots, ne sont pas seulement ceux des nombreuses personnes intelligentes directement intéressées au commerce du coton, ce sont aussi les intérêts de millions d'Anglais. Je n'ai pas honte de le dire... à mon sens nul devoir ne prime celui qui m'attache à ma propre patrie ». ⁷⁵

Telle était l'optique de l'Angleterre libérale ; ainsi formulée elle ne pouvait guère être applaudie par les Indiens. « Ce qui a rapporté à l'Europe en général et à l'Angleterre en particulier a fait la misère de l'Inde, » écrit le professeur Kumarappa. « Il fallait compter que l'Angleterre se tapisse un nid douillet, et elle le fit sans se priver. » ⁷⁶

Cette transformation libérale du sous-continent indien alla de pair avec une autre transformation, tout aussi importante pour le développement économique. Lord Hastings n'avait-il pas décrit l'Indien comme représentant une espèce de sous-homme ?

« L'Hindou apparaît comme un être presque réduit à de simples fonctions animales dont il s'acquitte au surplus médiocrement. Sa compétence et son habileté dans les quelques secteurs professionnels auxquels il est limité ne dépassent pas de beaucoup la dextérité que peut acquérir n'importe quel animal de conformation semblable mais dont l'intelligence ne serait pas supérieure à celle d'un chien, d'un éléphant ou d'un singe. Cela suffit pour convaincre pleinement que ces gens ne peuvent avoir été, à aucun moment, plus avancés en matière de politique civique. » ⁷⁷

Le code discriminatoire appliqué fut résumé par le général Sir Thomas Munro, dans une lettre adressée à Hastings en 1818 : « Les conquérants étrangers ont traité les indigènes avec violence

⁷⁵ *Financial Statement*, 15 mars 1877, cité dans F. Padmanabha Pillai, Londres, 1928, p. 41. Les propos véhéments de Sir John furent dictés par le droit de cinq pour cent venant frapper les cotonnades du Lancashire, droit considéré, non comme une mesure protectionniste, mais uniquement comme source de revenu. En 1877, la Chambre de Commerce vota une motion recommandant sa suppression. Ce vote suscita la fureur des hauts fonctionnaires de la India House protestant contre toute suggestion visant à les soumettre à des pressions en faveur des intérêts du Lancashire. Le droit fut abrogé. Cf. E. Thompson et G.T. Garratt, *Rise and Fulfilment of British Rule in India*, Londres, 1934, p. 494 ; aussi S.D. Mehta. *The Cotton Mills of India, 1854-1954*, Bombay, 1954.

⁷⁶ J.C. Kumarappa, *Public Finance and our Poverty*, préface par Gandhi, Ahmedabad, 1948, p. 61.

⁷⁷ T.G.P. Spear, *The Nabobs*, Londres, 1939, p. 201.

et souvent avec une grande cruauté, mais nul ne les a traités avec un dédain égal au nôtre ; nul n'a flétri le peuple tout entier comme indigne de confiance, incapable d'honnêteté et susceptible d'être employé seulement lorsqu'on ne peut s'en passer. » ⁷⁸

Sans entrer dans ses implications morales, nous nous bornons à noter que cette politique parvenait à peine à mettre à pied d'œuvre ce vaste potentiel humain et matériel encore intact, condition préalable du développement économique. ⁷⁹

L'exploitation outrancière de l'Inde la réduisit à remplacer toutes les autres colonies comme source principale de matières premières bon marché.

La portée et l'efficacité des transformations ainsi réalisées sont bien illustrées par le tableau de Porter. ⁸⁰

Importations en Angleterre en provenance de l'Inde.

	Unités	1833	1843	1844
Cuir	cwt.	29.337	108.487	
Chanvre	cwt.	34.000	227.812	
Graines de lin ..	boisseaux	2.163	64.024	237.960
Coton	livres (en millions)	32	65	88,6
Laine de moutons	livres	3.721	1.916.129	2.765.853
Riz	cwt.	179.370	364.689	396.758
Salpêtre	cwt.	143.434	345.822	
Café	livres (en millions)	5,7	13,8	19,4
Cotonnades		290.333	103.097	63.805

Une fois les « manufactures » indiennes anéanties, rien ne pouvait venir combler le vide ainsi créé. Il n'y avait pas, comme en Grande-Bretagne, d'alternative sous forme d'une vaste expansion d'industries modernes.

En Grande-Bretagne, les privations endurées au cours des transformations sociales, engendrées par la révolution industrielle, étaient par essence de nature transitoire, vouées à disparaître dès que le niveau d'industrialisation et le mouvement syndicaliste auraient atteint un certain degré de maturité. Mais tandis que l'artisan britannique se transformait en « factory hand » et que le

⁷⁸ Cf. G.R. Gleig, *Life of Sir Thomas Munro*, 3 vol., Londres, 1830, Vol. I, pp. 269-270. Aussi Earl of Ronaldshary, *The Life of Lord Curzon*, 2 vol., Vol. I, p. 309 et le discours de Curzon aux planteurs britanniques cité par B.C. Pal, *The New Economic Menace to India*, 1925, p. 80.

⁷⁹ Cf. Gunnar Myrdal, *The International Economy*, New York 1955, p. 101.

⁸⁰ *Op. cit.*, p. 750.

mouvement concomitant des enclôtures provoquait un exode *rural* ⁸¹ qui devait former le noyau d'une armée de travailleurs de réserve, en Inde, la liquidation quasi-intégrale des ateliers d'artisans provoqua un exode *urbain*, avec toutes ses suites néfastes. Parallèlement, les réformes administratives inaugurées sous Lord Cornwallis, en matière agraire, eurent un effort opposé à celui acquis en Grande-Bretagne.

Vera Anstey, économiste britannique, a fait remarquer que l'Inde, pays producteur et exportateur des plus fines mousselines et autres tissus ou articles de luxe, à une époque où nos ancêtres vivaient encore à l'état primitif, n'a pu « participer à la révolution économique inaugurée par les descendants de ces mêmes barbares sauvages ». Ce n'est pas dire, bien sûr, qu'aucun « progrès économique » ne fut réalisé sous la domination britannique, mais seulement que l'occupation anglaise eut pour effet d'inonder l'Inde de produits manufacturés à bon marché, et de créer sur le marché mondial une demande de certains biens de consommation, dans la production desquels l'Inde s'était spécialisée. Les chiffres du commerce extérieur au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle révèlent la brusque augmentation enregistrée dans les exportations indiennes. Le résultat final de cette évolution fut que l'Inde eut tendance à produire et à exporter des matières premières et des denrées alimentaires et à importer des textiles, des produits de consommation durables, etc. C'est pourquoi — comme le dit Anstey — l'occupation de l'Inde et la domination économique associée à l'indécision politique « corroborent certainement le verdict, selon lequel le développement économique de l'Inde s'est trouvé enrayé ». ⁸²

L'économiste américain Buchanan, dans les années 1930, arrivait à une conclusion très proche de celle-ci. « En dépit de ses usines et de son bas niveau de vie, l'Inde est moins proche de pouvoir presque satisfaire ses besoins en produits manufacturés qu'elle ne l'était il y a un siècle. » ⁸³

⁸¹ Cf. L'analyse de l'action créatrice des mouvements d'enclôtures dans les ouvrages suivants: J.L. et Barbara Hammond, *The Village Labourer (1760-1832)* réimpression 1949; W.H.R. Curtler, *The Enclosure and Redistribution of our Land*, Oxford University Press, 1920; W. Hasbach, *A History of the English Agricultural Labourer*, Londres, 1908; A.H. Johnson, *The Disappearance of the Small Landowners*, Londres, 1909, ainsi que Chap. III dans Mantoux, *op. cit.*, pp. 140-190. Voir également l'excellente étude de H.J. Habbakuk, « Economic Functions of English Landowners in the Seventeenth and Eighteenth Centuries », *Explorations in Entrepreneurial History*, Vol. V, Dec. 1953.

⁸² Vera Anstey, *The Economic Development of India*, Londres, 1952, p. 5.

⁸³ D.H. Buchanan, *The Development of Capitalist Enterprise in India*, New York, 1934, p. 451.

L'industrie indienne, non seulement, a été saisie à la gorge, mais, souvent, la législation libre-échangiste qui lui fut imposée présentait, de fait, des traits pré-capitalistes, tels que le régime des droits de transit et un système de douanes intérieures.⁸⁴

TRANSFORMATIONS DES RAPPORTS SOCIAUX DANS L'AGRICULTURE.
LEURS CONSÉQUENCES.

Les modifications subies par la structure industrielle de l'Inde eurent inévitablement leur contre-coup dans l'agriculture indienne par la transplantation intégrale du système foncier anglais dans ce pays.

Quelles que fussent les tendances idéologiques d'administrateurs britanniques tels que Cornwallis⁸⁵ et Bentinck⁸⁶, ils étaient convaincus qu'une transformation de l'agriculture sur le modèle anglais conférerait d'immenses avantages à leurs sujets indiens. Cette conception était tout à fait normale puisqu'ils avaient l'exemple des immenses progrès techniques associés aux mouvements d'enclosures, symbolisés par des innovateurs agraires comme Jethro Tull, Bakewell et Turnip Townshend et exaltés par des propagandistes aussi ardents que Sinclair et Arthur Young.⁸⁷

Si les administrateurs pouvaient introduire dans la structure sociale de l'agriculture des modifications d'une telle envergure, ils étaient toutefois incapables d'inculquer à la classe des Zemindars, nouvellement créée, des traditions qui, apanage de l'Angleterre, étaient totalement inconnues même en Ecosse ou, au-delà de la Manche, en France.

L'implantation du système foncier anglais, sous une forme mitigée, fut la première tentative des autorités britanniques en vue de régler le problème de l'organisation foncière.⁸⁸ Elle fut bientôt

⁸⁴ Les cotonnades importées étaient soumises à un droit de 2,5 % en 1835 ; mais les taxes intérieures frappant les produits d'artisanat (au total 135 articles) étaient considérables. Un droit de 5 % était perçu dès que le coton brut était transporté d'un district dans un autre. Si, après sa transformation en fil, il était envoyé ailleurs, il se trouvait soumis à une autre taxe de 7,5 %. Un nouveau droit de 2,5 % frappe le tissu lors de ses déplacements ultérieurs. Teint, le tissu se trouve, une fois de plus, soumis à une taxe de 2,5 % ; de sorte qu'avant de produire ses articles finis sur le marché, le fabricant indigène se voit obligé de déboursier un montant égal à 17,5 % du prix de revient. Comme Pillai le fait observer : « No better method could have been devised for stifling the natural growth of industries and commerce », *op. cit.*, p. 21. Quant à l'histoire des tarifs indiens, consultez l'ouvrage de P. Bannerjee, *Fiscal Policy in India*, Londres, 1922, aux chapitres 2 et 3.

⁸⁵ J. Aspinall, *Cornwallis in Bengal*, Londres, 1931.

⁸⁶ B. Disraeli, *Life of William Bentinck*, Vols. I et II, Londres, 1861.

⁸⁷ R.E. Prothero, *English Farming, Past and Present*, Londres, 1922.

⁸⁸ *Report of the Bengal Land Revenue Commission*, 1940, Vol. III, p. 103. Pour un ouvrage important sur le « Permanent Settlement », voir S. Gopal, *The Permanent Settlement in Bengal and its Results*, Londres, 1949.

connue sous le nom de *Permanent Zemindari Settlement*, couvrant 20 % de la superficie de l'Inde britannique, y compris la majeure partie du Bengale, du Bihar et de l'Orissa et destiné à englober plus tard une partie des régions du Madras septentrional. La classe des Zemindari existait déjà, au titre de fonctionnaires chargés par les souverains précédents de percevoir les revenus fonciers, moyennant une commission, autorisée jusqu'à concurrence de 2½ %. Ils furent désormais désignés comme propriétaires terriens à perpétuité, sous réserve de payer au gouvernement une somme fixée d'avance et immuable, calculée sur la base de 10/11^{èmes} du montant total que représentaient à l'époque les fermages payés par les cultivateurs, le dernier onzième restant leur étant attribué au titre de part du propriétaire.

Mais, le *Permanent Settlement* de Cornwallis n'était pas uniquement une mesure « administrative destinée à introduire les institutions foncières d'Angleterre parmi les indigènes du Bengale ».

Lord William Bentinck, Gouverneur Général de l'Inde de 1828 à 1835, a décrit, avec une lucidité exemplaire, la nature de ces mesures, qui formaient un bastion contrariant efficacement la révolution sociale.⁸⁹

« Si la sécurité venait à faire défaut en cas de désordre ou d'insurrection populaire », observe-t-il, « je crois pouvoir affirmer que le '*Permanent Settlement*', bien qu'ayant échoué à bien d'autres égards et sur des points d'importance primordiale, présente au moins cet énorme avantage d'avoir créé un vaste groupe de riches propriétaires fonciers, profondément intéressés à la continuité du dominion britannique et disposant d'une autorité totale sur la masse de la population ». ⁹⁰

Mis en pratique, le système des Zemindari offrit un spectacle d'inefficience, de corruption et de parasitisme sans précédent. « Dans les régions habitées à titre permanent ou temporaire, on permit que la part des Zemindari augmentât progressivement. Ils furent autorisés à extorquer autant qu'ils voulaient en matière de fermages, de sorte qu'en octroyant aux Zemindari tous les droits résiduels de propriété, le gouvernement éleva leur statut, leur assurant une constante amélioration de leurs conditions. » ⁹¹ Le résul-

⁸⁹ Une puissante coalition d'intérêts avait été créée, sur laquelle l'occupant pouvait se reposer en matières politiques. Le cri d'alarme poussé par le gouverneur Robertson en 1842 indique toute l'importance politico-stratégique des intermédiaires. « C'est une expérience angoulante que de tâcher de gouverner sans l'appui d'instruments intermédiaires d'origine indigène. » De fait les Zemindari deviennent l'atout principal de l'occupant.

⁹⁰ *Discours*, 8 nov. 1829, *Speeches and Documents on Indian Policy, 1750-1921*, Vol. I, p. 215. Edité par A.B. Keith.

⁹¹ S. Gopal, *op. cit.*, p. 25.

tat global fut que, comme le décrit un Lieutenant-général du Bengale, « dans le délai des soixante-six années qui sépare 1793 à 1859, le groupe des propriétaires s'étendit en nombre et gagna en prospérité, tandis que les communautés villageoises dépérissaient ». ⁹²

Le régime agricole des Zemindari présentait un autre aspect, celui de l'armée d'intermédiaires s'interposant en général entre le métayer et les Zemindari, en raison du système très répandu de la sous-location des sols et de la tendance à la subdivision et au morcellement des terrains. Dans un commentaire sur ce dernier aspect du problème, le *Simon Report* remarquait que « dans certaines régions, le processus de sous-inféodation avait acquis d'énormes proportions, vu l'intervention de 50 intermédiaires et davantage entre les Zemindars au sommet et les cultivateurs au pied de l'échelle hiérarchique ». ⁹³

Le mécanisme propre à ce processus a été décrit par R. Mukerjee. « Le Zemindar n'a point besoin de s'aliéner la propriété par une vente absolue ; il peut se procurer des fonds par la subdivision de ses droits en petites propriétés de valeur mineure ; il conserve ainsi ses titres et reçoit une annuité qui lui permet de payer la taxe foncière au gouvernement. Les titulaires de tenures inférieures suivent la même pratique, de sorte que, l'un après l'autre, des intermédiaires surgissent, que le sol n'intéresse nullement. » ⁹⁴

La simple vérité énoncée par Arthur Young était tombée dans l'oubli : « Donnez à l'homme un coin de rocher désert, dont il soit sûr de conserver la possession, et il le transformera en jardin ; donnez-lui un bail de neuf ans sur un jardin et il en fera un désert : l'élément magique de la propriété change le sable en pépites d'or. » ⁹⁵

Si l'occupation britannique de l'Inde a eu pour effet de donner une orientation nouvelle au développement du secteur agricole, cet essor ne s'est pas fait librement et n'a pas conduit à la prospérité, en raison du statut colonial pesant sur ce pays.

Dans les nations évoluées du type capitaliste, la base technique de l'agriculture s'est progressivement mécanisée. ⁹⁶ La technologie

⁹² Cf. H.D. Malaviya, *Land Reforms in India*, Nouvelle Delhi, 1954, p. 123.

⁹³ *Report of the Indian Statutory Commission (Simon Report)*, Vol. I, p. 340. Quant au problème de la pression démographique dans les régions rurales, cf. Sir William Hunter, *The India of the Queen and Other Essays*, Londres, 1903.

⁹⁴ *Land Problem in India*, Calcutta, 1933, p. 90 ; cf. du même auteur, *Economic Problems of Modern India*, Vols. I et II, Londres 1939.

⁹⁵ Cf. *Life of John Stuart Mill*, op. cit., p. 299.

⁹⁶ Pei-kang Chang, *Agriculture and Industrialization*, Harvard University Press, 1949.

agricole primitive cède la place aux tracteurs, faucheuses, moissonneuses, engrais chimiques, instruments accessoires mécaniques ; à la sélection des semences par voie scientifique — en un mot, à l'application, en matières agricoles, de la technique et des sciences, ou, pour le dire avec précision bien que sous forme de paradoxe, à l'industrialisation de l'agriculture. Mais lorsqu'on suggère à Lord Mayo, en 1870, l'usage d'engrais, il rétorque, sarcastiquement : « Je ne sais pas exactement ce qu'on entend par le fumier à l'ammoniaque. Si ce terme signifie le guano, le superphosphate ou tout autre produit artificiel de ce genre, nous pourrions tout aussi bien demander au peuple indien de fumer le sol au moyen de champagne. »⁹⁷

Le système des Zemindari ne pouvait favoriser l'usage de méthodes agricoles scientifiques. Les auteurs du *Linlithgow Report* ont décrit l'appauvrissement des agriculteurs indiens dans les termes émouvants que voici :

« Beaucoup plus courante dans chaque province est l'acquisition étendue par des prêteurs d'argent et autres capitalistes de droits de propriétaire foncier. Le transfert réduisait trop souvent le statut du propriétaire héréditaire à celui de locataire. On objecterait moins à cette pratique si elle conduisait à l'investissement de toute somme considérable d'argent dans l'aménagement des terres mais ceci se produit rarement. Le nouveau propriétaire foncier a tendance, généralement, à se contenter de son acquisition... et ne se préoccupe que du loyer qu'il peut percevoir. Le grief selon lequel les plus grands propriétaires fonciers font peu pour développer leurs domaines selon des principes scientifiques modernes est très généralisé et les louables exceptions dans chaque province sont trop peu nombreuses pour ne pas mettre en relief l'apathie de la majorité. »⁹⁸

Comme l'Inde ne disposait pas de vastes industries autochtones susceptibles d'absorber la masse des artisans indiens que l'afflux des produits du machinisme avait ruinés, ceux-ci retournèrent chercher de quoi vivre à la campagne. Mais l'endettement des régions augmenta avec la surpopulation agraire et la détérioration économique du pays. En 1919 encore, Sir E. Maclagan déclare qu'« il est notoire que sous notre domination, l'endettement s'est considérablement accru, en particulier au cours du dernier demi-siècle. Les rapports qui nous parviennent de temps à autre et les preuves que nous fournissent les données annuelles sur les ventes et hypothèques indiquent clairement que les dettes ont substantiellement augmenté durant la dernière moitié du siècle ». ⁹⁹

⁹⁷ Pillai, *op. cit.*, p. 267.

⁹⁸ *Report on the Royal Commission on Agriculture in India* (Cmd. 3132), Londres, 1928, p. 425.

⁹⁹ Cf. également les réflexions du Capitaine Wise contenues dans un rapport sur les Khandesh Bhils, 1874 : « Before the country come under us, no sowkar.

Le *Mahajan* (l'usurier) était devenu le symbole de la crainte et de la mort.¹⁰⁰ « La famine », écrit André Philip, « n'est pas toujours la conséquence d'une récolte insuffisante, mais plutôt celle du dénuement où se trouve le fermier après que le percepteur d'impôts, le propriétaire et l'usurier ont pris leur part ».¹⁰¹

Cette généralisation, qui s'applique à tous les pays asiatiques, vaut surtout pour l'Inde et la Chine.¹⁰² Vaughan Nash, écrivain du tournant du siècle, s'est convaincu, durant le séjour qu'il a fait à Bombay, « que les autorités considèrent l'usurier comme leur appui principal dans le paiement des impôts ». ¹⁰³ Et M. Darling décrit le sort de la paysannerie du Punjab en ces termes : « le cultivateur sème afin qu'un autre puisse récolter ; il peine pour que son créancier prospère. » ¹⁰⁴

L'ancienne solidarité caractéristique des communautés villageoises avait constitué un rempart puissant contre l'accumulation des dettes et l'aliénation de la propriété ; et des coutumes comme le *Dandupat* avaient modéré les demandes exorbitantes des prêteurs ; mais avec l'institution par les autorités britanniques d'un

guzar, etc. could have dared to treat the Bhil as they do now, but these people take advantage of our rule to oppress and make slaves of those they formerly feared. » Cité dans *Report of the Congress Agrarian Committee*, Nouvelle Delhi, 1951, p. 85.

¹⁰⁰ Le rôle parasitaire joué par l'usurier était devenu corollaire normal de l'agriculture. Cf. L.C. Jain, *Indigenous Banking in India*, Londres, 1929 ; P.J. Thomas, « Rural Indebtedness », Chap. IV dans *Economic Problems of Modern India* ; M.L. Darling, *The Punjab Peasant in Prosperity and Debt*, Oxford University Press, 1925 ; *Lintithgow Report*, op. cit., p. 421.

¹⁰¹ Cité dans l'ouvrage de Josué de Castro, *The Geography of Hunger*, préface par Sir John Boyd-Orr, Londres, 1950, p. 156. Un rapport du B.I.T. déclare à ce sujet : « On estimait qu'en 1929, le montant total de la dette rurale des provinces indiennes était proche de 9 milliards de roupies. Cette dette déjà exorbitante augmentait encore à un rythme accéléré. » Cf. International Labour Organization, Preparatory Asian Regional Conference, *The Economic Backgrounds of Social Policy*, Nouvelle Delhi, 1947.

¹⁰² Cf. H. Jacoby, *Agrarian Unrest in Southeast Asia*, Columbia University Press, 1948, pp. 146-147. Owen Lattimore développe la notion des 'paradoxes asiatiques', paradoxes qui se manifestent dans l'incidence et la périodicité des famines dans les régions agraires les plus prospères. « This paradox », écrit-il, « consists in the fact that in Asia the place to look for perennial malnutrition, frequently reaching the degree of semi-starvation, is in the districts which produce the most food per acre. The explanation lies in the following conditions: the surplus population makes labour so cheap that the landlord prefers human labour to mechanization, because mechanization requires investment of working capital, while human labour, which is sufficiently defenceless, provides a yearly grain tribute without capital investment except in the purchase of land. On the other hand, intensive application of human labour to the growing of food means so many mouths to be fed that if the working farmer were to eat his fill, there would be so little or no surplus. The landlord therefore makes tenant compete against tenant to see which will offer him the highest rent in grain. The successful tenant eventually finds that he cannot grow enough food and eat enough food ». « Inner Asian Frontiers », *Journal of Economic History*, Vol. III, mai 1947.

¹⁰³ *The Great Famine*, Londres, 1900, p. 27.

¹⁰⁴ M.L. Darling, *Punjab Peasant in Prosperity and Debt*, Oxford University Press, 1925, p. 280. Également les réflexions de A. Balfour et H. Scott, *Health Problems of the Empire*, Londres, 1924, p. 136.

régime de centralisation, « la communauté villageoise se détériora et toutes les lois et coutumes limitant l'endettement tombèrent en désuétude ». ¹⁰⁵

En Birmanie, partie de l'Empire indien jusqu'en 1937, le rôle de l'usurier était particulièrement évident. La grande crise des années trente — et l'absence d'intervention de l'Etat — accélérèrent ce processus. Lorsque les prêteurs Chettyars découvraient que le montant de l'intérêt accumulé par les dettes non remboursées venaient à dépasser la valeur du terrain hypothéqué, ils étaient contraint d'en faire opérer la saisie. Pendant cette décennie, les terrains passèrent, de plus en plus nombreux, aux mains des Chettyars au point qu'en 1938, ceux-ci possédaient un quart environ des meilleures rizières de la Birmanie inférieure.

Tendances dans la propriété agraire, 1930-1937 *

	Superficie totale de sol occupé (en millions d'acres)	% du sol occupé par des non-agriculteurs	Sol occupé par les Chettiars (en % du total)
1930	9.249	19	9
1931	9.305	25	9
1932	9.246	36	15
1933	9.266	43	19
1934	9.335	47	22
1935	9.408	49	24
1936	9.499	49	25
1937	9.650	50	25

* Les chiffres se rapportent aux 13 districts de rizières les plus importants; ils ont été publiés à l'origine dans le *Land and Agriculture Committee Report*, deuxième partie, « Land Alienation », 1938, cité dans J. Russel Andrus, *Burmese Economic Life*, Stanford University Press, 1947, p. 70.

Cette transformation des rapports sociaux dans le domaine agricole fut le plus important parmi les facteurs qui modifièrent l'économie indienne précapitaliste; elle lui donna son caractère spécifique.

LES CULTURES MARCHANDES.

Leroy-Beaulieu décrit en termes vivants comment l'accent se trouve placé sur les cultures marchandes — facteur concomitant de l'économie des plantations — lorsqu'il relève que les plantations

105 Mukerjee, *op. cit.*, Vol. I, p. 173.

sont devenues de véritables usines,¹⁰⁶ dont le seul but est la production de sucre, de café, de thé, etc. Les cultures alimentaires disparaissent et le sol se trouve exploité, même en dehors des saisons, dans un seul but bien précis. L'absentéisme terrien, le défaut d'une classe moyenne, l'oppression d'une masse dépourvue de droits — tous ces facteurs anti-sociaux, déclare Beaulieu, donnent aux établissements européens des tropiques un caractère triste et misérable.¹⁰⁷

Il ne faut, toutefois, pas s'imaginer que cette tendance en faveur des cultures marchandes était uniquement une caractéristique du XIX^e siècle. De fait, elle devait s'accroître avec le XX^e siècle. Sir John Russell, agronome, déclare en 1937, que « la superficie où l'on cultive le coton, la canne à sucre et le blé s'est étendue, parallèlement à l'expansion du territoire irrigué, et cette extension est allée de pair avec l'augmentation de la population. Par ailleurs, la superficie consacrée aux cultures alimentaires a augmenté dans une bien moindre mesure, et, si l'on peut ajouter foi aux chiffres par tête d'habitant, cette superficie s'est, en fait, rétrécie ». ¹⁰⁸ Comme l'ont indiqué Wadia et Merchant, cette tendance fut encore aggravée « par l'intérêt manifesté par le département gouvernemental de la recherche agricole et des fermes expérimentales à l'amélioration de la qualité et à l'introduction de nouvelles variétés de cultures marchandes, tandis que les récoltes de denrées alimentaires étaient négligées ». ¹⁰⁹

Des recherches statistiques récentes de Blyn ont montré combien ces affirmations étaient exactes :

106 Prenons le cas de l'indigo, plus tard détrôné par les colorants synthétiques à base d'aniline, grâce aux découvertes du Dr. Bayer à la fin du dix-neuvième siècle. Après 1858, Canning facilita l'acquisition des terres par les Européens, dans l'espoir de les amener à s'installer dans des climats plus cléments et d'y établir des plantations sur une grande échelle. Dans l'Assam et au Nilgiris, cette évolution aboutit à une énorme prolifération des colonies de plantation. Des planteurs Européens d'origine antillaise s'établirent à Bihar pour y cultiver l'indigo. Grâce au non-remboursement des crédits accordés aux autochtones, souvent incapables de s'acquitter de leurs dettes, ces Européens parvinrent à contrôler la production locale, et par la suite à s'appropriier les terres. Comme l'a déclaré le *Indigo Commission Report* : « It matters little whether the ryot took his original advance with reluctance or cheerfulness: the result is the same. He is never afterwards a free man. » Cf. K.M. Pannikar, *Asia and Western Dominance*, Londres, 1955, p. 147. En effet avec le consentement du gouvernement, les planteurs introduisirent des conditions de travail relevant de l'esclavage. Cf. E. Thompson et G.T. Garratt, *Rise and Fulfilment of British Rule in India*, Londres, 1934, p. 474.

107 J. de Castro, *op. cit.*, p. 179.

108 *Report by the Imperial Council on Agricultural Research*, Nouvelle Dehli, 1937, p. 5.

109 P. Wadia et K. Merchant, *Our Economic Problem*, Bombay, 1954, pp. 179-180. L'importance donnée aux cultures marchandes devait aboutir à d'autres conséquences, d'autant plus que l'agriculture indienne restait à un niveau technique primitif ; ainsi le sol finit par s'épuiser en matières nitrogènes et les rendements agricoles accusèrent une baisse concomitante. Cf. *The Bengal Provincial Banking Committee*, 1930, pp. 31-32. Egalement Sir John Russell, *op. cit.*, p. 24.

**Evaluation de la production brute de cultures alimentaires
pour l'ensemble de l'Inde, 1893/94 à 1944/46**

Années	Production moyenne par an (en millions de tonnes)
1893/94 à 1895/96	73,9
1896/97 à 1905/06	71,5
1906/07 à 1915/16	74,0
1916/17 à 1925/26	73,3
1926/27 à 1935/36	69,6
1936/37 à 1945/46	69,3

Source: George Blyn, *The Agricultural Crops of India 1893/94 to 1945/46, a Statistical Study of Output and Trends*. Philadelphia, 1951, p. 14. Ces chiffres m'ont été communiqués par le statisticien indien Ranade.

Sur un mode très semblable, l'expert brésilien en matières alimentaires Josué de Castro prétend qu'on aurait pu s'attendre à ce que les Britanniques aient procuré des avantages à l'agriculture indienne, « mais ils ne le firent jamais ». Il est vrai, ajoute-t-il, qu'ils ont développé un plan d'expansion éblouissant et qu'ils ont mis en valeur, au moyen de travaux d'irrigation, un désert dont la superficie est évaluée à 20 millions d'acres. « Il n'y a qu'une objection à formuler contre ce vaste programme agricole : il ne modifiait pas l'alimentation de la population, ses récoltes étant exclusivement réservées à l'exportation. » ¹¹⁰

Le tableau suivant illustre le tragique d'une conversion du sol destiné aux récoltes alimentaires en terres servant aux cultures marchandes.

**Evaluation du produit des récoltes alimentaires, des cultures
commerciales et de l'ensemble des cultures, pour l'ensemble
de l'Inde, 1893/94 à 1945/46**

Années	Indice de production moyenne annuelle			Production non-alimentaire par rapport à la production alimentaire
	Récoltes alimen- taires	Récoltes commer- ciales	Total	
1893/94 à 1895/96 ..	100	100	100	0,22
1896/97 à 1905/06 ..	96	105	98	0,24
1906/07 à 1915/16 ..	99	126	104	0,28
1916/17 à 1925/26 ..	98	142	106	0,32
1926/27 à 1935/36 ..	94	171	108	0,41
1936/37 à 1945/46 ..	93	185	110	0,44

Source: George Blyn, *The Agricultural Crops of India 1893/94 to 1945/46, a Statistical Study of Output and Trends*. Philadelphia, 1951. Les indices sont fondés sur des sommes pondérées par le prix moyen pendant la période de 1924/25 à 1928/29, p. 117.

¹¹⁰ J. de Castro, *op. cit.*, p. 159.

LE FLÉAU DE LA FAMINE.

La destruction systématique des manufactures indiennes, la création du système des Zemindari et ses excroissances parasitaires, les modifications de la structure agraire, les pertes financières dues au tribut et la brusque transition d'une économie prémonétaire à un système régi par le mécanisme du prix international — voilà quelques-unes des forces sociales et institutionnelles qui devaient menacer des millions d'êtres de la mort et de la famine, avec peu ou point d'avantages compensateurs pour le *ryot*.

Quatre-vingts années séparent les véhémentes dénonciations de Burke des méthodes rapaces de la Compagnie des Indes Orientales et le *Royal Commission Famine Report* de 1880.¹¹¹

« Croyez-vous qu'une aussi vile débauche ne devait pas aboutir à un règlement de comptes ? Que ce déchaînement d'ivresse publique et de prostitution nationale ne devait pas se payer ? » tonnait Burke, au procès de Warren Hastings.

Cette facture cependant, ce devait être encore le peuple indien qui la payerait et son montant se chiffrait par la mort de millions d'êtres et la menace de mort d'autres millions encore.

Après la grande famine de 1877-1878, qui fit neuf millions de victimes, le gouvernement désigna une commission royale pour étudier, « dans quelle mesure il serait possible qu'une action gouvernementale atténue la sévérité des famines ou qu'elle permette aux populations de mieux les supporter ». Nonobstant leur prose sobre et officielle, la recommandation et la thèse centrale du rapport subséquent présentent une formule d'un modernisme frappant.

Elles peignent un tableau angoissant des effets de la politique du laissez-faire sur l'économie indienne. « A la base d'une bonne part de l'appauvrissement du peuple indien et des risques auxquels il se voit exposé en saisons de pénurie, il y a ce fait regrettable que l'agriculture constitue presque la seule occupation des masses populaires et qu'aucun remède aux malheurs présents ne peut être trouvé qui introduise une diversité d'occupations, permettant d'amener l'excédent de la population engagée dans l'agriculture

¹¹¹ Chacun des rapports établis par les Commissions Royales sur les famines contiennent des renseignements des plus précieux. Les deux ouvrages qui, avant 1914, font le plus autorité à ce sujet sont : A. Loveday, *The History and Economics of Indian Famines*, Londres, 1914, qui contient une bibliographie exhaustive ; Romesh Dutt, *Famines and Land Assessments in India*, Londres, 1900.

à se trouver des moyens de subsistance dans les manufactures... » (les italiques sont de l'auteur).¹¹²

La diversification et l'industrialisation y étaient préconisées non pas au titre de panacées, mais à celui d'impératifs purs et simples. Cette monographie de la Commission royale sur la famine en Inde devait faire œuvre de pionnier et établir la procédure suivie pendant les décennies suivantes.

Cœuvre d'audace et de franchise. On reconnaissait que les problèmes économiques indiens n'étaient pas imputables à quelque *diabolus ex machina* malthusien, mais plutôt à l'absence d'industrialisation et à ses répercussions.¹¹³

Les malthusiens de l'heure actuelle négligent complètement deux aspects de la question : d'abord l'application sélective des nouvelles techniques agricoles aux cultures marchandes et ensuite les obstacles placés sur la voie de l'industrialisation ; circonstances qui, virtuellement, empêchent l'Inde de résoudre son problème démographique comme l'ont fait les pays d'Europe occidentale, l'Union soviétique et l'Amérique du Nord.

Selon Vogt, les britanniques sont coupables, non pour ces raisons, mais parce qu'ils ont aboli les barrières qui, jusqu'alors avaient limité la croissance de la population, par l'œuvre de « médecine », de « santé publique », « d'irrigation », etc. qu'ils ont entreprise.¹¹⁴

Cependant, Josué de Castro, président du service d'alimentation du gouvernement brésilien et ancien directeur général de la FAO, déclare : « La misère existe aux Indes, non parce que le pays est surpeuplé, ni parce que son sol est épuisé. Il faut en chercher les causes véritables dans l'exploitation inadéquate des ressources, à la fois, naturelles et humaines, et dans les effets extrêmement défavorables du système colonial britannique. »¹¹⁵ Et le mathématicien Naorodji déclare avec humour, au tournant du siècle, que le mythe de la surpopulation « ajoutait un affront pénible à une

112 Vol. I, p. 34.

113 Cf. Pour une évaluation scientifique de l'incidence de l'industrialisation sur les tendances démographiques, voir les études suivantes : Frank Notestein, *Problems of Policy in Relation to Areas of Heavy Population Pressure*, Milbank Memorial Fund ; *Demographic Studies of Selected Areas of Rapid Growth*, New York, 1944 ; Alfred Sauvy, *Théorie Générale de la Population*, Vol. I, Economie et Population, Chap. XVIII, Paris, 1952.

114 *Road to Survival*, New York, 1950, p. 256. *Ibid.*, p. 26. Cf. dans un même ordre d'idées, aussi l'ouvrage de Robert C. Cook, *Human Fertility: The Modern Dilemma*, New York, 1951, pp. 62-63. « A une échelle globale », déclare l'auteur, « le désastre prévu par Thomas Malthus est à nos portes », p. 296.

115 *Op. cit.*, p. 154. Pour une discussion avertie de ce sujet, cf. l'excellente monographie de Jacob Oser : *Must Men Starve?* New York, 1957.

blessure déchirante. Parler à présent de surpopulation est aussi sensé que de couper les mains d'un homme et lui reprocher ensuite son incapacité de subvenir à ses besoins ou d'agiter les mains ». ¹¹⁶

Ceux qui, à chaque occasion, agitent l'épouvantail de la surpopulation feraient bien de se souvenir que la densité de la population japonaise était, en 1870, de 1.500 habitants par mille carré de sol arable, chiffre qui dépasse considérablement celui de 602 habitants que comptait l'Inde britannique en 1940. ¹¹⁷ Le tableau suivant illustre le degré d'utilisation du sol indien.

Utilisation du sol en Inde, 1936-1939

(en millions d'acres.)	
Superficie totale relevée	660
Non propice à la culture	121
Boisée	88
Susceptible d'être cultivée	451
Non mise en culture	112 *
En friche	59
Ensemencée une fois par an	224
Ensemencée deux fois par an	36

Source: C.N. Vakil, *The Economic Consequences of a Divided India*, Bombay, 1950, p. 153.

* Susceptible d'être cultivée si défrichée, restaurée et irriguée.

Les importantes ressources hydroélectriques de l'Inde sont demeurées inexploitées, bien qu'un début d'utilisation ait eu lieu pendant l'occupation. Le fait que les ressources du pays ne furent pas plus intensivement exploitées est en partie imputable à l'immensité de la tâche et des dépenses que ces entreprises auraient exigées, tels que le défrichage de la jungle, la construction de routes, les campagnes de lutte anti-paludiques, l'aménagement du sol en terrasses endiguées et peut-être la tâche la plus importante de toutes, — comme l'a reconnu la commission fiscale en 1949 — l'approvisionnement du pays en eau d'irrigation. L'Inde, dont le potentiel hydroélectrique se monte à 30 ou 40 millions de kilowatts, disposait, à l'époque, d'installations qui ne fournissaient que 0,5 millions de kilowatts, alors que la Suisse en produisait 2,4 millions.

¹¹⁶ *Poverty and Un-British Rule in India*, Londres, 1901, pp. 216-217.

¹¹⁷ Kingsley Davis, *Population of India and Pakistan*, Princeton University Press, 1951, p. 219.

**Développement relatif de l'énergie hydroélectrique
dans certains pays sélectionnés**

1	2	3	
Pays	Potentiel hydroélectrique (en millions de kw)	Sources d'énergie hydroélectrique actuellement mises en exploitation (en millions de kw)	3 en % de 2
U.R.S.S.	100	22,4	22
Etats-Unis ..	45	14,5 *	34
Canada	38	7,7	20
Suisse	4,5	2,4	67
Japon	20	5,8	30
Australie ...	3	0,3	9
Inde	30-40	0,5	1,5

Source: *Government of India Fiscal Commission*, 1949, Vol. 1, p. 30.

* La production totale d'électricité dépasse, aux Etats-Unis, largement celle de l'U.R.S.S. En fait, l'énergie hydroélectrique ne représente en général que 3 ou 4 % de la production totale d'énergie inanimée et jusqu'à présent, seul un quart environ de l'énergie hydroélectrique susceptible d'être développée dans des sites permettant la construction de barrages a été mis en exploitation. Cf. *America's Needs and Resources, a New Survey*. J. Frederic Dewhurst and Associates, New York, 1955, p. 775.

Ecrivant pendant une période de famine catastrophique, Sir Horace Plunkett note, dans son *Report to the Recess Committee* de 1896, l'analogie entre la mise en application de mesures économiques libérales dans l'Inde du XIX^e siècle et l'extension de la politique mercantiliste britannique à l'Irlande, « où, par la contrainte, elle rendit la population complètement tributaire du sol et réduisit l'économie du pays au point de provoquer des famines périodiques ». ¹¹⁸

La part totale de la population vivant de l'agriculture passe de 61 % en 1891 à 66 % en 1901, à 71 % en 1911 et à 73 % en 1921. ¹¹⁹ Ce pourcentage de répartition par secteur d'activité économique n'a plus subi de changements appréciables jusqu'en 1941. ¹²⁰

Etant donné l'ampleur des tâches dévolues à l'agriculture, il fallait autre chose que des recommandations « administratives » de Westminster ; il fallait que, du Cap Comorin jusqu'à l'Himalaya, la structure sociale connaisse une transformation rapide et com-

¹¹⁸ Cité dans le *Rep. of the Ind. Comm., 1916-1918*, Cmd. 51, p. 256.

¹¹⁹ W.S. Lilley, *India and its Problems*, Londres, 1924, p. 27.

¹²⁰ G.G. Ghate, *Changes in the Occupational Distribution of the Population*, Nouvelle Delhi, 1941.

plète, soutenue par une législation efficace. Ces modifications n'interviendraient cependant qu'après 1947.¹²¹

Toutes considérations d'ordre géophysique mises à part, la famine, en Inde, était due, dans une large mesure, aux conditions sociales et institutionnelles du pays. Comme l'a souligné Kingsley Davis, le sous-continent a été caractérisé par un système de communications insuffisant, empêchant les contrées atteintes par la famine de recevoir des secours. L'Inde présentait le type féodal du capitalisme commercial, « ce qui signifie que, sous l'action du système du prix, les famines redoublaient d'intensité plutôt qu'elles ne s'atténuaient ». ¹²²

« Famine » et « Inde » étaient devenus synonymes. Le nombre de décès provoqués par les famines fut évalué à 400.000 pour la période de 1826 à 1850, à 5.000.000 de 1851 à 1875 et à 26.000.000 entre 1876 et 1900. Il y eut 4 fois plus de périodes de famines ou de disettes pendant les trente dernières années du XIX^e siècle qu'un siècle plus tôt, et elles s'étendirent sur une superficie 4 fois supérieure.

Jusqu'à l'époque où l'Inde acquit l'indépendance nationale, la famine régna en souveraine.

Période considérée	Nombre de personnes atteintes	Décès dus à la famine pendant la période considérée
1901	50.000.000	4.000.000
1906-1907	50.000.000	50.000
1918-1919	150.000.000	10.000.000
1942-1944	40.000.000	1.000.000 *
Autres années		15.000.000

Source: H.H. Hinman et William I. Battin, *Population Pressure, War and Poverty*, New York, 1945, p. 64.

* Le nombre correspondant aux années 1942 à 1944 est certainement supérieur au chiffre de 1.000.000. Cf. *Famine Commission Enquiry, Report on Bengal*, Nouvelle Delhi, 1944, p. 108.

121 Un exemple plutôt frappant du type de réforme requis d'urgence nous est offert par l'évolution de l'aliénation des terres en Birmanie. Nous avons déjà étudié le rôle de l'usurier dans la vie économique en Asie. Les tentatives de réforme visant à rétablir la situation furent vouées à l'échec. Une motion destinée à enrayer la progression rapide de l'aliénation des terres fut en effet repoussée par l'opposition conjointe des Chettyars, des intérêts commerciaux conservateurs et des membres doyens du corps des fonctionnaires du gouvernement indien. Le comité en matière de sol et d'agriculture, réuni en 1938 pour tâcher d'élaborer un projet de loi sur l'aliénation des terres, se heurta, même à cette époque, aux assauts vigoureux de la dialectique libérale. Dans un commentaire consacré à cette opposition, le Prof. Russel Andrus déclare: « Against this Act were marshalled the arguments of laissez-faire economics. Capital was necessary for productive activity, and would not be available unless security was provided for the lender. » *Burmese Economic Life*, Stanford University Press, 1947, p. 80. Aussi G.E. Harvey, *British Rule in Burma, 1824-1942*, Londres, 1947, pp. 48-57.

122 Kingsley Davis, *op. cit.*, p. 39.

« Exception faite pour les disettes sévères, souvent limitées à des régions restreintes », écrit Romesh Dutt en 1900, « l'époque de 1770 à 1878 compte 18 famines ; si nous y ajoutons les famines subséquentes de 1889, 1892, 1897 et 1900, nous arrivons à un triste record de 20 périodes de famine pour cent trente ans de domination anglaise en Inde ». ¹²³ Au moment où l'Inde allait subir la famine la plus implacable du siècle — celle de 1876-1877 — ajoute-t-il, elle exporta plus de céréales qu'au cours des années précédentes. ¹²⁴ Dans sa monographie sur les famines indiennes, Loveday observe : « Ce n'est pas le manque d'adresse du cultivateur... qui a provoqué son appauvrissement... Pour que la productivité du sol soit réellement augmentée, il faudrait d'abord révolutionner les fondements sociaux et matériels de la société toute entière. » ¹²⁵ Mais la révolution sociale ne devait intervenir qu'après 1945.

Tels étaient les effets cumulatifs de la métamorphose de la « dépendance indienne » en une économie de plantation, « cultivant les matières premières, que des agents britanniques devaient transporter dans des navires britanniques, pour que les techniques et les capitaux britanniques les transforment en tissus, que des marchands britanniques renvoyaient ensuite vers la « Dépendance » à l'adresse de leurs correspondants britanniques en Inde ou ailleurs ». ¹²⁶

Le résultat économique de cette transformation apporta de l'eau au moulin du dirigiste Henry Carey, qui ne manqua pas d'en tirer les conclusions qui s'imposaient :

« L'Hindou peut certes dire qu'il ne lui reste rien d'autre que sa peau. Il n'a que la liberté de mourir ; cependant, il est un sujet de cette Angleterre dont le peuple fournit le monde en évêques missionnaires pour prêcher le Christianisme dont le principe fondamental est « Ne fais pas à ton prochain ce que tu ne voudrais pas qu'il te fasse »... L'Hindou cultive le coton, mais n'en consomme que ce que vous lui donnez pour se couvrir les reins. Il cultive le riz, mais en mange peu, car il n'a même pas le droit de le nettoyer : et tout ceci pour que l'Angleterre puisse être l'atelier du monde... »

¹²³ *Famines and Land Assessments in India*, Londres, 1900, p. 1.

¹²⁴ *Economic History of India*, Vol. II, pp. 347-349.

¹²⁵ *Op. cit.*, p. 8.

¹²⁶ P. Ranade, *Essays on Indian Economics*, 1916, p. 37. Toutefois, ce point de vue appelle des réserves. En effet, Panikkar a démontré récemment que les intérêts monopoleurs britanniques n'étaient pas, surtout, fondés sur les plantations, mais sur le contrôle de la navigation, des banques, des compagnies d'assurance et du commerce à l'intérieur du pays, contrôle exercé par le truchement du système de distribution des biens. Ayant compris qu'ils avaient peu de chances de se rendre indépendants, les capitalistes indiens s'accommodèrent de leur statut de filiales dépendantes de firmes britanniques. *Op. cit.*, p. 148.

Il poursuit en prévoyant que « l'Inde s'enrichira... lorsqu'elle sera indépendante, mais tant qu'elle n'aura pas acquis l'autorité nécessaire pour pouvoir placer le consommateur aux côtés du producteur, il lui faudra rester pauvre ». ¹²⁷

Lorsque les manufactures sont l'objet de mesures paralysantes, lorsque l'agriculture est surimposée et lorsque le tiers des revenus quitte le pays, ainsi arguait Dutt au début du siècle, n'importe quelle nation doit souffrir d'une misère permanente et de famines chroniques. « Les lois économiques sont identiques en Asie comme en Europe. Si l'Inde actuelle est pauvre, la raison en est économique. Si, dans de telles conditions, l'Inde venait à prospérer, ce phénomène relèverait du miracle. » ¹²⁸

Mais la banqueroute de la libre-entreprise et du libéralisme économique en Inde ne diminue guère la foi de ses partisans dans leur omnipotence. En matière économique, déclarent Thompson et Garratt, le gouvernement de l'Inde a été affecté par une sorte de fatalisme et « chaque désastre n'a fait que confirmer sa foi dans le libre-échange et la non-intervention ». ¹²⁹ C'est là que résidait la tragédie. Une idéologie étrangère se trouvait imposée à une société, incapable de la recueillir ; et pourtant, quand l'expérience libérale vint à s'effondrer au vu et au su de tous, aucune orientation nouvelle ne s'annonça. Tout au contraire, on continua de s'accrocher aux lambeaux de la doctrine avec une ténacité accrue.

Quarante-huit années après les propositions de la Commission sur les famines de 1880, le *Linlithgow Report* déclarait, en termes très semblables à ceux employés par son prédécesseur, que « le surpeuplement de la campagne, l'impossibilité de trouver des moyens de subsistance alternatifs, la difficulté de découvrir des voies de salut... contraignent l'agriculteur à cultiver des denrées alimentaires, où il le peut et sous n'importe quelles conditions ».

Mais le commentaire peut-être le plus pathétique publié sur l'économie libérale est celui de la *Royal Famine Commission for Bengal*, paru en 1943.

A propos de la famine au Bengale, les auteurs du rapport observent : « Nous avons signalé le climat de crainte et d'envie, qui, en *l'absence de mesures de contrôle* (les italiques sont de l'auteur) a contribué à l'augmentation rapide du niveau des prix. Ce désastre a permis de réaliser des profits énormes. Cependant,

¹²⁷ H.C. Carey, *The Past, the Present and the Future*, Londres, 1848, pp. 405-407. A condition de tenir compte du tempérament irlandais de son auteur, cet ouvrage reste intéressant.

¹²⁸ *Ec. History*, op. cit., p. XVI.

¹²⁹ *Op. cit.*, p. 494.

le bénéfice de quelques-uns s'est traduit, pour d'autres, par la mort. Une large part de la communauté a vécu dans l'abondance, alors que d'autres mouraient de faim, et le spectacle de la souffrance n'a souvent suscité que l'indifférence. La corruption a été largement pratiquée dans toute la province... »

Après avoir sobrement commenté la mort de plus d'un million et demi de Bengalis, les commissaires royaux terminaient par ces mots : « La société et ses services n'a pu protéger ses membres plus faibles. En effet, on a assisté à un effondrement moral et social aussi bien qu'à une faillite de l'administration. »¹³⁰

Telle était l'accusation mordante portée contre la domination britannique et l'économie libérale, cent quatre-vingt-sept ans après le triomphe des armes britanniques au Bengale et au Carnatic, trois ans avant la capitulation créatrice de l'occupant et la proclamation de l'indépendance nationale.

LES BASES SOCIALES DE LA PRÉSENCE BRITANNIQUE.

Nous avons souligné au chapitre précédent qu'une révolution technique n'a de sens que si elle est accompagnée d'une transformation des rapports sociaux. La présence permanente de l'occupant impliquait la création d'un bouclier social de souche indigène qui devait jouer le rôle d'intermédiaire.

L'occupant ne s'appuyait pas seulement sur les Zemindari, mais aussi sur les éléments féodaux les plus arriérés¹³¹ ainsi qu'en témoignait l'existence de 600 Etats princiers régis par un ensemble de lois disparates, médiévales et modernes. Ces Etats, d'importance politico-économique et de dimensions variables, étaient éparpillés, comme les pièces d'un puzzle sur la carte des Indes. Ils englobaient 25 % de la population et 20 % du territoire.

Cet ensemble de domaines soi-disant non britanniques comprenait aussi bien l'Etat colossal de Hyderabad, dont le trône était occupé par un potentat réputé l'homme le plus riche du monde, que des principautés minuscules. Ainsi, l'Etat actuel de Saurashta, d'une population de 4 millions d'habitants fut constitué, après la libération, par la réunion de 221 anciens Etats princiers. Mais, pour les petits comme pour les grands, une coalition d'intérêts était constituée dont la perpétuité dépendait de la présence continue de l'occupant et qui était opposée à l'unification nationale sous la

¹³⁰ *Bengal Famine Enquiry Commission*, 1944, p. 106.

¹³¹ Cf. P.L. Chuggar, *Indian Princes under British Protection, a Study of their Personal Rule, their Constitutional Position and their Future*, Londres, 1929.

forme d'une République fédérale. Dans le cas particulier de Hyderabad, il fallut utiliser la force militaire pour détruire, en 1948, sa puissance politico-économique.

Les Etats princiers n'étaient pas de curieux anachronismes, mais bien une création de Lord Wellesley, « au cours de ses six années d'activité démoniaque », création qui exigea « une nouvelle guerre et des négociations, douze ans plus tard, pour déterminer les droits et les statuts des princes ». ¹³²

Le cri angoissé du gouverneur Robertson, en 1842, révèle l'importance cruciale d'une telle institution. « C'est une expérience effrayante que d'essayer de gouverner sans l'aide d'un intermédiaire de souche indigène. » ¹³³

Après l'expropriation de la Compagnie des Indes orientales et la nationalisation de l'Inde dans l'intérêt général de la bourgeoisie britannique, à la suite des événements de 1857, la nécessité d'un contrôle politique exercé d'une manière indirecte par l'intermédiaire d'un groupe social indigène fut acceptée sans condition par Westminster.

On ne saurait voir sans une amère ironie des éléments féodaux, dont la prodigalité et la débauche prirent des proportions choquantes et quasi inconcevables, permettre au libéralisme économique de prolonger son existence pendant presque un siècle après la mutinerie. Prenant la parole devant l'Assemblée législative bengalaise, un Zemindar déclarait en 1929 : « Le Gouvernement britannique sera bien inspiré de se méfier du socialisme agraire. Le *Permanent Settlement* s'est avéré être une barrière protectrice durable contre le bolchévisme. » ¹³⁴ « Si nous voulons nous maintenir en tant que classe sociale, il est de notre devoir de renforcer la main-mise du Gouvernement », déclarait le Maharajah de Mymensingh, président de la réunion des *All-India Landlords* en 1938. ¹³⁵

Le relèvement du sous-continent exigeait de profondes transformations internes et un véritable coup de bélier contre les coalitions d'intérêts. Tel était le dilemme du Raj britannique : aucun

¹³² E. Thompson, *The Making of the Indian Princes*, Oxford University Press, 1943, p. 140. L'autonomie ne doit pas être considérée comme synonyme d'indépendance. On dispose, en effet, d'abondantes preuves confirmant l'intervention du pouvoir supérieur, cf. Sir William Lee-Warner, *The Protected Princes of India*, Londres, 1894, p. 306.

¹³³ R. Dutt, *op. cit.*, p. 43.

¹³⁴ Cité dans N.M. Pal, *Land Systems of Bengal*, Calcutta, 1929, p. 129.

¹³⁵ S.G. Madim, *Need for Institutional Changes and Regional Planning for Optimal Development of the Agricultural Resources of India*, Wisconsin, 1949, p. 33.

de ces changements ne pouvait s'effectuer sans détruire les forces sociales sur lesquelles reposait la présence britannique.¹³⁶

Or, le gouvernement britannique s'aliéna l'élément le plus dynamique du sous-continent : la bourgeoisie naissante.

Devant les abus de ces Princes fantoches et d'autres survivances sociales anachroniques, le Raj britannique conservait une attitude d'indifférence olympienne, sinon de neutralité.¹³⁷ La position de Whitehall aurait, certes, pu se réclamer du sage chinois Mencius, qui écrivait trois cents ans avant J.-C. : « l'administration gouvernementale n'est pas difficile, il suffit de ne pas offenser les grandes familles. »¹³⁸

Il ne peut y avoir de processus d'industrialisation sans une réadaptation pénible de la structure sociale menant à une plus grande mobilité. Un tel processus est inséparable de la fluidité. Comme nous le rappellent les experts des Nations Unies, une des conditions préalables de croissance est l'abandon des institutions sociales périmées, la désintégration des castes et du séparatisme engendré par les races et les religions. A leur sens, il existe un certain nombre de pays sous-développés « où la concentration du pouvoir économique et politique entre les mains d'une minorité attachée avant tout à la défense de ses intérêts et de ses privilèges ne permet pas d'espérer de grands progrès économiques aussi longtemps qu'aucune révolution sociale n'aura modifié la répartition des revenus et du pouvoir ». ¹³⁹

Aux Indes, le déplacement du centre de gravité du pouvoir politique, économique et administratif — le processus étant continu — n'a pu être achevé que par l'intégration nationale,¹⁴⁰

136 Cf. le témoignage de M. Wadia, homme d'affaire indien : « We must have complete confidence in the Government, which unfortunately we have not, and the reason for this is to be sought in the past history of the English and Indian Governments. » *Indian Industrial Commission, 1916-1918, Minutes of Evidence, Vol. IV, 135-136.*

137 Cf. la déclaration de Lord Falkland, citée dans l'ouvrage, (L.S. O'Malley éd.), *Modern India and the West*, Londres, 1941, pp. 592-593.

138 Cité dans : United Nations Economic and Social Council, *Fourth Report of the Technical Assistance Board to the Technical Assistance Committee*, New York, 1952, Document E/2213, Vol. I, p. 98.

139 *Measures for the Economic Development of Under-Developed Countries*, New York, 1951, pp. 15-16.

140 *White Paper on States Integration*, publié par le gouvernement indien en mars 1950. La raison d'être de l'unification sur le plan fédéral y était décrite en ces termes : « For generations the people of States had been fed on clichés such as 'democracy is a slow-growing plant'; 'States must evolve Constitutions suiting their genius and requirement with well-defined checks'; 'States must not import from outside a single mass produced Constitution', etc. With the liberation of India from the foreign yoke, the people were in no mood to allow such cobwebs of verbiage to cloud the issue of transfer of power to them. There was great danger, therefore, in introducing an element of gradualness in the process of scaling down autocracy from its exalted perch. It was decided upon: full and final transfer of power from the Rulers to the people has been an essential feature of all schemes adopted for the integration of States. »

l'abolition des Zemindari, la dissolution des Etats princiers et le vaste mouvement de réforme agraire,¹⁴¹ la législation fédérale contre les formes les plus néfastes de l'Hindouisme orthodoxe¹⁴² et la poussée ambitieuse de l'industrialisation.

D'aucuns ont prétendu qu'avant 1947, il n'existait pas de nation indienne unifiée.¹⁴³ Comme l'a signalé le *Joint Parliamentary Committee on Indian Constitutional Reforms* (1933-1934), certains des plus grands Etats princiers dépendaient, quant à leurs revenus, de l'existence de droits portuaires et douaniers, ce qui a nécessairement empêché l'Inde d'appliquer une politique tarifaire coordonnée. De plus, l'existence d'Etats semi-autonomes s'opposait à la constitution d'une organisation unifiée en matière de droit administratif, commercial, maritime, industriel et bancaire, à l'intégration du système des transports et même, dans certains cas, à l'élaboration d'un système monétaire. Le comité conclut en ces termes : « Des conditions telles qu'elles ont engendré des troubles et des remous par le passé sont en voie de devenir et deviendront dans l'avenir toujours plus difficiles à supporter, au fur et à mesure que le développement industriel et commercial s'étendra de l'Inde britannique aux Etats princiers. »¹⁴⁴

CHEMINS DE FER ET PLACEMENTS DE CAPITAUX.

Comme nous l'avons indiqué précédemment, un des lieux communs de la pensée économique libérale est de considérer les investissements privés internationaux à l'étranger comme des agents catalyseurs dans le processus d'industrialisation du pays bénéficiaire ; mais le mythe selon lequel l'avènement de l'âge du chemin de fer marquait en tous points les débuts d'une période nouvelle d'industrialisation était aussi partagé par les fondateurs du marxisme.¹⁴⁵ Dans une de ses lettres à Engels, Marx déclare qu'il faut considérer la conquête britannique des Indes comme un des éléments de la force progressive historique, et que l'occupant est « l'instrument inconscient de l'histoire ». « Il est vrai que l'Angle-

141 India, Ministry of Agriculture, *The Agricultural Situation in India*, Nouvelle Delhi, 1951 ; également A.N. Vij, « Financial Aspects of the Abolition of Zemindari », *Bulletin of Reserve Bank of India*, juin 1950.

142 K.M. Panikkar, *Hindu Society at the crossroads*, Bombay, 1955.

143 L. Emerson, « Paradoxes of Asian Nationalism », *The Far Eastern Quarterly*, Vol. XIII, N° 1, février 1953.

144 Cf. M.C. Mather, « Integration of the States », *Indian Journal of Economics*, avril 1951, p. 420.

145 L'optimisme victorien de Marx présente de remarquables analogies avec celui de H. Clarke. Voir ses *Practical and Theoretical Considerations on the Management of Railways in India*, Londres, 1846. Les recherches menées par Marx en matière d'économie indienne ne remontent qu'au début des années 1850.

terre, en provoquant une révolution sociale en Hindoustan, ne fut animée que par les intérêts les plus sordides et ne fut guère perspicace dans sa manière de les imposer. Mais la question n'est pas là », déclare-t-il. « Il s'agit plutôt de savoir si l'humanité peut accomplir sa destinée sans qu'il se produise une révolution fondamentale du cadre social de l'Asie. Si tel n'était cependant pas le cas, et quels qu'aient été ses crimes, l'Angleterre se révélerait, en provoquant cette révolution, l'instrument inconscient de l'histoire. »¹⁴⁶

Pour Marx, le signe avant-coureur de cette « révolution britannique » aux Indes était naturellement le chemin de fer, qui entraîne inévitablement l'application de la dialectique de l'irréversibilité industrielle. Certaines conditions préalables étant acquises, comme la disponibilité de certaines ressources stratégiques, le progrès de l'industrialisation devenait irrésistible.

« Dès que l'on introduit des machines dans l'économie d'un pays qui dispose de minerais de fer et de charbon, il devient impossible de l'empêcher de fabriquer lui-même ces machines. Il est impossible d'assurer, dans un pays, le fonctionnement d'un réseau ferroviaire aussi étendu sans développer simultanément les industries nécessaires pour en satisfaire les besoins immédiats et courants. Il s'ensuit que ces industries viendront à se servir de machines sans rapport immédiat avec le réseau. C'est ainsi que le réseau ferroviaire indien deviendra, en fait, le précurseur d'une industrie moderne. »¹⁴⁷

Il est surprenant de trouver un économiste de la Société des Nations répétant l'erreur marxiste, qui consiste à affirmer que l'afflux de capitaux pour le développement d'autres activités stimule l'industrialisation.

« L'afflux de capitaux pour le développement d'autres activités favorise indirectement l'industrialisation. Si des capitaux étrangers sont engagés, par exemple, dans la construction d'un chemin de fer destiné à transporter des exportations agricoles, le personnel employé à la construction et, plus tard, dans l'exploitation de ce chemin de fer ainsi que dans l'agriculture créera une demande dont bénéficiera l'industrie manufacturière nationale ;

¹⁴⁶ *New York Daily Tribune*, 25 juin 1853, cf. S. Bloom, *The World of Nations: A Study of the National Implications in the Work of Karl Marx*, New York, 1941, p. 53.

¹⁴⁷ « Die zukünftigen Ergebnisse der englischen Herrschaft in Indien », publié dans la revue *Unter dem Banner des Marxismus*, Heft 2, 1925. Quoique je ne partage pas l'opinion de Marx disant que les chemins de fer ont annoncé « une nouvelle révolution sociale » en Inde, j'aurais tendance à admettre, avec lui, que le réseau des voies ferrées permit d'unifier le mouvement nationaliste. « India is being made », écrit Dilke en 1869. « A country is being created under that name where none has yet existed. » *Greater Britain*, p. 332. Egalement E. Arnold, *The Marquis of Dalhousie's Administration of British India*, Londres, 1865, Vol. II, pp. 241-242. De même, A.R. Desai, *Social Background of Indian Nationalism*, Bombay, 1954, p. 35.

le chemin de fer, de son côté, servira également au transport des articles manufacturés dans le pays ; et l'emploi de capitaux étrangers, plutôt que nationaux, pour la construction libérera une partie de l'épargne nationale en vue d'investissements dans l'industrie manufacturière. » ¹⁴⁸

L'histoire des chemins de fer indiens, dans le contexte de la politique économique de l'occupant, éclaire le risque inhérent à une généralisation si vaste, et justifie les propos de Leland Jenks selon lesquels « la construction de voies ferrées aux Indes n'a pas donné naissance à un courant d'innovations accessoires et a supprimé plus de débouchés professionnels qu'elle n'en a ouverts ». ¹⁴⁹

Il est incontestable que le « cheval de fer » contribua considérablement à l'épanouissement de l'Ouest américain et canadien ¹⁵⁰ ainsi qu'au dynamisme de ces pays au cours des années qui suivirent. Il en est de même pour l'expansion industrielle de la France, de l'Allemagne ¹⁵¹ et du Royaume-Uni. ¹⁵² La construction ferroviaire au Japon après la restauration Meiji de 1868, entreprise grâce à l'initiative étatique, fut un facteur de grande importance dans l'élaboration des conditions préalables à l'expansionnisme économique. ¹⁵³ Néanmoins, l'implantation d'un réseau ferroviaire n'implique pas que l'industrialisation soit *inévitabile*.

¹⁴⁸ *Industrialisation and Foreign Trade*, Genève, 1945, p. 67.

¹⁴⁹ « British Experience with Foreign Investment », *Journal of Economic History*, déc. 1944.

¹⁵⁰ L'expérience canadienne en matière de voies ferrées est intéressante. En 1896, le réseau comptait 16.387 milles de voies ; en 1911, 26.000 milles ; en 1913, 29.304 milles. Entre 1900 et 1913, la longueur des voies en exploitation augmenta de 65 % ; le Canada compta ainsi une longueur de voies, par habitant, supérieure à celle de n'importe quel autre pays. L'investissement dans le secteur des transports s'accrut en général d'une moyenne annuelle de \$ 40 millions entre 1901 et 1905 à \$ 108 millions entre 1906 et 1910 et à \$ 170 millions entre 1911 et 1913. Cf. J.B. Brebner, *North Atlantic Triangle*, New Haven, 1945, p. 229, et la thèse de doctorat non publiée de K.A. Buckley, *Real Investment in Canada*, Bibliothèque de l'Université de Londres, 1950, p. 174.

¹⁵¹ J.H. Clapham, *The Economic Development of France and Germany, 1815-1914*, Chap. VII, Cambridge University Press, 1945, ainsi que J. Schumpeter, *Business Cycles*, Vol. I, New York, 1939.

¹⁵² A.K. Cairncross, *Home and Foreign Investment, 1870-1913*, Cambridge University Press, 1953, p. 75. Également la communication de P. Sweezy dans l'*Econometrica*, oct. 1954, soulignant l'importance des chemins de fer, à la fois, au titre d'innovation de valeur stratégique et comme débouché offert aux capitaux accumulés.

¹⁵³ Le programme de construction des chemins de fer japonais fut entrepris sous forme d'un effort national. Le contraste qui l'oppose, à la fois, aux travaux indiens et chinois est immense. On a prétendu que l'expansion du réseau des chemins de fer n'était qu'un élément d'un programme national plus étendu. A la différence de l'Inde, le Japon disposa, dans le délai d'une décennie, de techniciens et de machinistes indigènes ; le personnel étranger devient superflu. Dans la construction des chemins de fer, l'Etat fit œuvre de pionnier, tout en permettant, cependant, à des entreprises privées de s'intéresser à la construction de certaines lignes. En ce qui concerne la construction routière, le secteur privé reçut certaines facilités, aussi bien dans les régions développées que dans certaines régions promoteur de développement économique. Cf. T. Orchard, *Japan's Economic Position*, New York, 1930 ; G.C. Allen et A.G. Donnthorne, *Western Enterprise in Far Eastern Economic Development*, Londres, 1950 ; Nobutaka Ike, « The Pattern of Railway Development », *The Far Eastern Quarterly*, Vol. XIV, février 1955.

Dans certains cas, ce réseau peut même retarder la croissance équilibrée, comme l'a démontré clairement l'exemple des Indes et de la Chine. En dernière analyse, il semble plutôt que l'apparition des effets secondaires de la construction des voies ferrées dépende de l'arrière-plan socio-politique et économique de la politique ferroviaire, en particulier des objectifs et des intérêts qu'elle tend à servir.

Le financement ferroviaire par le marché londonien de l'argent n'avait pas créé de nouvelles possibilités pour « l'entrepreneur dynamique » et le preneur de risques au sens schumpéterien du mot ; il n'avait pas non plus stimulé de nouvelles constructions métallurgiques ou la formation de techniciens et d'ingénieurs étroitement associée au développement du réseau. Cette dernière remarque est d'une importance capitale, car elle peut être également appliquée à d'autres pays qui ont absorbé de grandes quantités de capitaux étrangers. L'*Acworth Railway Committee Report* de 1921 souligne le manque de formation technique du personnel indigène. Sur 710.000 personnes employées par l'administration des chemins de fer indiens, 700.000 étaient des Indiens et seulement 7.000, soit 1 % étaient des Européens. « Mais, ces 7.000 personnes, telles une fine pellicule d'huile à la surface d'un verre d'eau, n'avaient pour ainsi dire aucun contact avec les 700.000 autres. Aucune des fonctions les plus élevées n'était assumée par des Indiens, qui n'occupaient qu'un nombre restreint de postes intermédiaires. » ¹⁵⁴

OBJECTIFS DE LA POLITIQUE FERROVIAIRE.

Dans son fameux rapport, Lord Dalhousie, pionnier de la politique ferroviaire indo-britannique et « homme entièrement imprégné des théories de l'individualisme économique de son époque », ¹⁵⁵ fait clairement comprendre qu'une politique ferroviaire autoritaire était indispensable pour des raisons stratégiques et économiques. « Les avantages commerciaux et sociaux que les Indiens en retireront dépassent toute prévision », déclare Dalhousie. « L'Angleterre réclame à grands cris le coton que les Indes produisent déjà et produiraient en qualité et en quantité suffisantes si on lui fournissait les moyens de transport appropriés pour amener

154 *Report of the Committee appointed by the Secretary of State for India to enquire into the Administration and Working of Indian Railways* (Acworth Report). Londres, 1921, p. 58.

155 L. Sanyal, *Development of Indian Railways*, Calcutta, 1930, p. 17.

ce coton des plaines lointaines au nombreux ports aménagés pour son chargement. »¹⁵⁶

A l'époque de la mutinerie, on ne comptait que 300 miles de voies ferrées en exploitation. Au cours de l'année suivante, soit en 1858, année de l'abolition de la Compagnie des Indes Orientales, la dernière entrave à l'expansion du réseau ferroviaire se trouva écartée.¹⁵⁷ A l'âge d'or du laissez-faire, l'Etat ou plutôt le contribuable indien fut appelé à en endosser le fardeau.¹⁵⁸

Porter, conseiller économique du *Board of Trade*, a vu clairement l'importance qu'avaient pour le Lancashire ces chemins de fer susceptibles de mettre en valeur les régions cotonnières.¹⁵⁹ Mais, les autorités du *Board of Trade* avaient d'autres arrière-pensées : rompre le monopole des Sudistes américains. L'embargo mis sur la Confédération par les forces de l'Union avait permis aux Anglais de réaliser leur rêve le plus cher de briser le monopole cotonnier en encourageant la culture de cette plante aux Indes et en Egypte, comme l'a écrit Coulter. « Avant la fin de la guerre civile, ils avaient réussi à s'assurer de larges fournitures de cette matière première en provenance de ces régions. »¹⁶⁰

Il est paradoxal qu'au cœur même de l'économie politique classique, le développement des chemins de fer indiens ait été délibérément encouragé par le gouvernement britannique, à l'encontre du précepte de la 'main invisible' et du concept classique selon

156 Sir W.W. Hunter, *Marquis of Dalhousie*, (Ruler of India Series), Londres, 1902, pp. 193-194. C'est ce même Gouverneur-général, qui, au cours des huit ans de son administration, se chargea de la conquête de huit grands royaumes : le Punjab, la Birmanie inférieure, le Berar, Oudh, Sambalpur, Satara, Jhansi et Nagpur.

157 Pour les débuts de l'âge des chemins de fer en Inde, voir D. Thorner, *Investment in Empire: British Railway and Steam Shipping in India, 1825-1849*, Oxford University Press, 1953. S'il avait pu disposer d'un réseau de chemins de fer d'une longueur supérieure à 300 milles, le gouvernement, lors de la mutinerie aurait eu moins de difficultés à réprimer la rébellion. Lorsque le Parlement ordonna une enquête sur les progrès réalisés dans la construction des chemins de fer en Inde, les sociétés d'exploitation ferroviaire saisirent l'occasion pour dresser un tableau des plus noirs des vexations auxquelles le gouvernement les aurait prétendument soumises. Le Comité parlementaire, se rangeant à leurs côtés, adressa un blâme au gouvernement indien (en l'occurrence à la Compagnie des Indes Orientales). Il en résulta qu'après 1858, les frais de construction des chemins de fer ne furent plus contrôlés que par un *post audit system*. Ce procédé permit une expansion rapide, dès la disparition de la Compagnie. Cf. *Letter to the Right Honourable Lord John Russell, M.P. ... on the subject of Indian Railways (1848)*. Thornton, *op. cit.*, pp. 151-152.

158 Acworth Report, Appendix 3, indique les montants versés aux compagnies de transports ferroviaires, au titre d'intérêts garantis, de 1859 à 1918-1919. Ce n'est que dans la période 1900-1901 que ce déficit se transforma en excédent.

159 Porter, *op. cit.*, pp. 490-491.

160 E. Merton Coulter, *The Confederate States of America, 1861-1865*, Baton Rouge, 1952. La valeur du coton brut indien augmenta de £ 4 millions en 1859 à £ 10 millions en 1862, à £ 18 millions en 1863 et à £ 35 millions en 1866. L'espoir de certains milieux de voir l'Inde se substituer aux Etats sudistes comme base permanente d'approvisionnement en coton se révéla bientôt illusoire, dès que la paix fut revenue.

lequel la croissance économique est mieux assurée lorsqu'elle dépend de l'esprit d'initiative de l'entrepreneur agissant sur la base des prévisions de bénéfices futurs.

La mesure administrative interventionniste, le *Railway Guarantee Scheme*, fut adoptée à un moment où Lord John Russell, alors Premier Ministre, refusait, pendant les *Hungry Forties*, son autorisation de transporter en Irlande des céréales sur des bateaux de la Marine royale, sous prétexte que l'empiètement du gouvernement sur les privilèges des armateurs était non seulement incompatible avec les principes d'une saine politique économique, mais aussi regrettable moralement.

Mais le Lancashire avait besoin tout à la fois du coton et du marché interne indien, et ceci constituait un problème bien plus épineux que toute autre considération d'ordre éthique le chemin de fer était l'instrument idéal de ce résultat ; mais les risques courus étaient bien trop grands pour l'entreprise privée. Sous la forte pression de la *Cotton Supply Association*, le gouvernement britannique suivit une politique visant à stimuler l'expansion ferroviaire. « Les capitaux se ruèrent vers les chemins de fer », écrivait Habbakuk, « stimulés par une garantie étatique du taux d'intérêt ; sans cette garantie, le capital ne se serait pas déplacé dans cette direction...¹⁶¹

Interrogé par une commission parlementaire, en 1872, le colonel Chesney témoigna que « l'on pouvait s'attendre à ce que l'on encourage ce qu'on désignait comme l'entreprise privée aux Indes, ce qui signifiait naturellement que les particuliers devaient se rendre dans ce pays et que le Gouvernement devait prendre la responsabilité de les garantir contre toute perte éventuelle en leur laissant tous les bénéfices ». ¹⁶²

L'expansion du réseau se produisit sous l'égide du gouvernement indien qui garantissait un taux d'intérêt de 5 % aux bailleurs de fonds britanniques ; mais cette garantie « engendrait le gaspillage et créait un climat de spéculation entraînant le pays dans une situation financière dépassant les limites supportables pour le peuple et justifiables par les besoins de l'époque ». ¹⁶³ C'est là une des causes du gonflement excessif de la dette publique indienne. Ces mêmes contrats ferroviaires à intérêt garanti qui avaient poussé les compagnies à la prodigalité dans les frais de construction, les

¹⁶¹ « Free Trade and Commercial Expansion, 1853-1870 », *The Cambridge History of the British Empire*, Vol. II, p. 797.

¹⁶² N. Sanyal, *op. cit.*, p. 17.

¹⁶³ *Ibid.*

incitèrent aussi à l'indifférence en ce qui concerne le volume du trafic. Pourquoi les compagnies se fussent-elles efforcées d'assurer un frêt maximum alors que, même si leurs revenus étaient bas, le taux d'intérêt garanti augmentait leurs dividendes de 4 à 5 % ?

Au lieu d'essayer de stimuler l'accroissement du volume du frêt et du trafic des passagers, elles se contentaient d'intérêts relativement élevés et d'un tarif kilométrique élevé.¹⁶⁴

Telle est la différence essentielle entre l'exploitation ferroviaire au Japon et aux Indes. « Les voies ferrées », écrivait Inouye, l'un des pionniers des chemins de fer japonais, « tendent à donner une nouvelle impulsion aux transports et aux moyens de communication et apportent leur contribution aussi bien à la défense nationale qu'à la découverte de nouveaux horizons. Par conséquent, le montant des bénéfices directs obtenus par l'investissement n'est pas le seul critère pour juger de la valeur des voies ferrées ». ¹⁶⁵

Pour les concessionnaires et autres fournisseurs britanniques en matière d'équipement mécanique, les années de 1860 constituèrent des années de haute conjoncture. D'après les calculs de Jenks £ 70,2 millions furent exportés aux Indes entre 1857 et 1869, exclusivement destinés à la construction du réseau ferroviaire.¹⁶⁶ Les premiers 6.000 milles construits jusqu'en 1872 coûtaient 100.000.000 £, soit plus de 16.000 £ par mille. Un commissaire gouvernemental aux comptes ferroviaires notait devant le comité d'enquête parlementaire de 1873, « qu'il existait une sorte d'entente qui faisait que les comptes n'étaient pas contrôlés de très près... On ne savait rien des dépenses tant que les comptes n'étaient pas présentés ». ¹⁶⁷ W.N. Massey, ancien ministre des finances, rapporte que des fonds énormes furent gaspillés. Devant cette même Commission, il déclara que « les concessionnaires n'avaient aucun motif de faire des économies. Tout l'argent provenait du capitaliste anglais et pour autant qu'on lui garantisse ses 5 % sur les revenus des Indes, il lui était indifférent que les fonds qu'il baillait fussent jetés dans le Hoogli (important fleuve du Bengale) ou transformés en briques et en mortier... » ¹⁶⁸

Les scandales ferroviaires et la corruption étaient acceptés avec fatalisme. « Il est indubitable », témoigne le général Strachey, « que

¹⁶⁴ Sir Alfred Chatterton, *Industrial Evolution in India*, Madras, 1920, p. 20. Egalement, « The Pattern of Railway Development in India », *Far Eastern Quarterly*, Vol. XIV, février 1955, N° 2.

¹⁶⁵ Cité dans Nobutaka Ike, « The Pattern of Railway Development in Japan », *The Far Eastern Quarterly*, Vol. XIV, février 1955.

¹⁶⁶ *Migration of British Capital*, p. 219.

¹⁶⁷ Cité dans R. Dutt, *op. cit.*, p. 355.

¹⁶⁸ *Ibid.*, p. 356.

ceci est la conséquence malheureuse d'un Gouvernement despotique administré comme l'est le Gouvernement de l'Inde, et quant à moi, je ne vois pas bien le remède à apporter à cet état de fait ». ¹⁶⁹

Ayant ainsi gonflé la dette publique, les chemins de fer eurent encore pour double résultat d'élargir les marchés pour les produits finis de la sidérurgie britannique et de déraciner les derniers vestiges des manufactures indiennes. L'acier des voies ferrées, a-t-on dit, perça le cœur des Indes. Ce fut le dernier coup porté à l'économie indienne. « L'Inde dans les années quatre-vingts », observait Gadgil, « offre le spectacle d'un énorme pays avec un artisanat en pleine décadence, n'ayant aucune autre forme d'industrie organisée et subissant un retour général à la terre ».

Au lieu de créer les conditions préalables d'une croissance économique équilibrée, les chemins de fer indiens condamnèrent à l'oubli d'anciennes villes ou les firent revivre comme de simples centres de distribution, accélérèrent le processus de désintégration de l'ancien système économique, maintinrent 500.000 villages entièrement isolés des zones du progrès économique et rompirent la stabilité des centres industriels sans compenser cette perte par la création de nouvelles régions industrielles. Encore en 1928, le *Linlithgow Report* reconnaissait que « la majorité des 500.000 villages n'avait pas encore été atteinte, que ce soit par la route ou par le chemin de fer ».

Une des principales faiblesses de l'organisation ferroviaire indienne résidait dans le fait qu'elle ne visait qu'à relier les villes les plus importantes aux ports, soit essentiellement à stimuler le commerce extérieur de l'Inde. Le commerce intérieur, qui constituait de beaucoup l'épine dorsale des échanges nationaux, fut sinon abandonné, du moins négligé. De plus, dans les régions où le chemin de fer poussait ses ramifications, son expansion se fit aux dépens de placements moins coûteux et plus productifs.

Témoignant devant la Commission ferroviaire de 1878, le spécialiste en matière d'irrigation, Sir Arthur Cotton, fit clairement entendre que les chemins de fer ne constituaient pas un rempart contre la famine. « Je crains que nous ne devions compter que, sur quarante millions de personnes touchées par la famine à Madras, Mysore, Hyderabad et Bombay, quatre ou cinq millions ont péri, alors que l'on avait dépensé 120 millions de livres sterling pour les voies ferrées et contracté une dette de cinquante mil-

¹⁶⁹ *Ibid.*, p. 357. Voir également le témoignage de Lord Lawrence cité dans C.N. Vakil, *Financial Developments in Modern India, 1860-1924*, Bombay, 1924, p. 201.

lions de livres. » La Commission lui demanda pourquoi l'irrigation et les canaux de navigation étaient négligés alors qu'ils constituaient un moyen de transport meilleur marché : « Pourquoi le gouvernement indien ne les a-t-il pas développés » ? s'enquit le président.

« Parce que cela aurait paralysé les chemins de fer, et certes pour aucune autre raison », répondit Sir Arthur. « Pensez-donc à la *Eastern Bengal Railway* qui transporte quelque 200.000 tonnes, et imaginez un canal parallèle transportant 2.000.000 de tonnes et fourmillant de passagers et de marchandises. Quel affront pour un chemin de fer. » ¹⁷⁰

La corruption et les pratiques financières scandaleuses allaient de pair avec l'inefficience. Les auteurs de l'*Acworth Report*, préconisant la nationalisation selon les modèles suisses et allemands, déclaraient que « le développement économique des Indes avait été paralysé, et ceci ne constitue pas la seule accusation portée contre le système de contrôle financier auquel étaient soumis les chemins de fer. On aurait pu s'attendre, uniquement d'un point de vue financier, à ce que ce contrôle se traduise par une orthodoxie financière irréprochable. Il n'en a pas été ainsi dans la pratique ». ¹⁷¹

Les témoignages présentés devant l'*Acworth Committee* révélèrent que des fonctionnaires subalternes pouvaient profiter de la pénurie de wagons pour soutirer de l'argent aux hommes d'affaires indiens pour des services rapides, alors que les hommes d'affaires britanniques obtenaient rapidement ce qu'ils voulaient sans pots de vin. On peut certes dire, poursuivaient les auteurs de ce rapport, que le pot de vin « s'est métamorphosé en un système de chantage organisé ». ¹⁷² Ces malversations devaient continuer, comme le révéla en 1937 encore le *Wedgewood Report*.

Résumant les conséquences nocives de la politique ferroviaire britannique, un expert en cette matière note « qu'après tout, l'objet principal de la politique ferroviaire aux Indes visait à rendre les Indes utiles à la Grande-Bretagne et non l'inverse ». ¹⁷³

L'avènement du « cheval de fer » lié à un afflux des capitaux anglais n'a pas réussi à inaugurer la mise en marche de l'industrialisation comme l'avaient soutenu des hommes doctrinalement aussi opposés que Clarke et Marx. L'économie restait dans le marasme.

Dans une communication lue à la *Royal Statistical Society* en 1911, Sir George Paish évalue l'ensemble des capitaux anglais

¹⁷⁰ R. Dutt, *op. cit.*, p. 366.

¹⁷¹ *Op. cit.*, p. 35.

¹⁷² *Op. cit.*, p. 53.

¹⁷³ Thornton, *Eastern Quarterly*, Vol. XIV, 1955.

investis aux Indes et à Ceylan à 365 millions de livres répartis comme suit :

Placements britanniques aux Indes et à Ceylan, 1909-1910

	Millions de £
Obligations gouvernementales	179.0
Chemins de fer	136.5
Plantations — thé, café, caoutchouc ..	24.2
Mines	3.5
Banques	3.4
Commerce et industrie	2.6
Divers	16.1

Source: « Great Britain's Capital Investments in Individual Colonies and Foreign Countries », *Journal of the Royal Statistical Society*, vol. 74, 1910-1911.

Au cours de la période antérieure à 1914, 97 % des placements se sont répartis dans les principales catégories relevant du gouvernement, les transports, les plantations et les finances, c'est-à-dire les secteurs économiques tributaires de la pénétration commerciale étrangère, et ces placements contribuèrent à l'élargissement du marché en tant que source des produits primaires et en tant que débouché pour les produits fabriqués anglais. En dépit de ces placements, l'affirmation de Pillai revient à dire que l'unique avantage que l'Inde retira des fabriques de jute et de textiles, des mines d'or et de charbon, des plantations de thé et des centres de production du cuir, se limita aux « salaires touchés par les coolies indiens pour leur travail ». ¹⁷⁴

EMPÊCHEMENTS ULTÉRIEURS A L'INDUSTRIALISATION.

Jusqu'à l'ouverture des hostilités en 1914, la politique économique du laissez-faire se distinguait à peine dans ses ultimes effets de la politique mercantiliste. Personne, sauf des économistes indiens et une poignée d'hérétiques anglais, ne mettait en doute les périls de la spécialisation et les aléas de la poursuite d'une politique économique libérale dans un pays où les conditions matérielles ne constituent certainement pas un gage de succès. ¹⁷⁵

¹⁷⁴ P.P. Pillai, *Economic Conditions in India*, Londres, 1925, p. 283.

¹⁷⁵ Dans son attitude à l'égard du protectionnisme en Inde, Alfred Marshall lui-même reste implacablement libéral. Cf. A.C. Pigou, *Memorials of Alfred Marshall*, p. 472. La comparaison dressée par Marshall avec le Japon est désobligeante. Tout d'abord, l'Inde n'était pas constituée en Etat souverain; ensuite, il faut noter que le gouvernement japonais ouvrit la voie à l'instruction technique et soutint la modernisation dans tous les domaines.

Il n'est donc point étonnant qu'en 1911 encore nous voyons le jeune Keynes défendre avec acharnement la notion de la spécialisation selon les canons rigides de l'orthodoxie libérale, et conseiller au gouvernement des Indes de ne pas s'engager dans la voie de l'industrialisation. Dans sa critique « contre l'opinion répandue aux Indes, où une partie considérable des classes éclairées semble désirer, avec une ferveur toute patriotique, l'industrialisation de leur pays », Keynes ajoutait : « A mon avis, ce changement n'est ni souhaitable ni vraisemblable dans un avenir prévisible. C'est une conséquence malheureuse des relations avec l'Angleterre que les Indiens voient dans l'industrialisme la voie royale qui les mènerait à la prospérité et leur ferait occuper une position digne parmi les nations. »

Comme à ses prédécesseurs classiques, la spécialisation lui paraît faire partie d'un processus géo-historique immuable. Passant en revue l'œuvre de Sir Theodore Morison, *Economic Transition in India*, Keynes affirme qu'il « attribue à juste titre la décadence contemporaine à l'accroissement de la spécialisation consécutive à l'amélioration des communications. Mais cette amélioration a aussi conduit à un certain degré de spécialisation parmi les nations.¹⁷⁶ Et si l'on tient compte des conditions climatiques et des aptitudes de son peuple, il semble difficile de concevoir que l'Inde ne s'enrichisse pas davantage en obtenant de l'Occident, en échange de ses matières premières, la plupart des produits qu'elle obtient maintenant de cette manière, qu'en affectant ses capitaux... et ses paysans à leur fabrication sur son propre territoire ». Cette fallacieuse affirmation avancée à l'appui de cette thèse repose sur ce que Keynes imaginait être alors d'importants changements dans la structure des termes d'échange. Le fait que les « prix des exportations indiennes aient augmenté beaucoup plus rapidement que ceux des importations démontre, à mon avis, que se dessine déjà une tendance permettant aux Indes d'effectuer ces échanges à un taux toujours plus favorable ». ¹⁷⁷ Il est ironique de penser que ces observations dépourvues de fondements statistiques furent écrites par un jeune chercheur dont les idées dynamiques maîtresses sont à l'origine de la planification dans le sous-continent, après

¹⁷⁶ Son attitude à l'égard de la spécialisation perdit une bonne part de sa rigueur au cours des décennies suivantes. Cf. « National Self Sufficiency », *Yale Review*, juin 1953.

¹⁷⁷ *Economic Journal*, Vol. XXX, 1911, pp. 426-443. Ce raisonnement était specieux comme les enquêtes menées par la Société des Nations l'ont révélé après la guerre. Cf. *Memorandum on Balance of Payments and Foreign Trade Balances, 1910-1923*, Vol. I. Egalement United Nations, *Instability in Export Markets of Under-Developed Countries in Relation to their ability to obtain foreign exchange from exports of primary commodities, 1901 to 1950*, New York, 1952.

1947. Cependant, la philosophie économique de Keynes, à cette époque, était encore d'inspiration libérale (prise de position idéologique peut-être conditionnée par son poste de conseiller économique à la *India House*), et son analyse reflétait le libéralisme officiel, débilisé mais encore dominant, de l'Angleterre édouardienne.¹⁷⁸

TENTATIVES ET ÉCHECS.

Diverses tentatives effectuées avant la première guerre mondiale pour stimuler l'industrialisation au moyen de la construction d'usines-pilotes et de subventions gouvernementales furent « effectivement découragées par Whitehall ». ¹⁷⁹

Le *Report of the Indian Industrial Commission* de 1916-1918 notait que toutes les suggestions pour une assistance étatique à l'industrie étaient, au nom de l'entreprise et de l'initiative privées, considérées comme irréflechies sur le plan économique.

Dans son Despatch N° 50 Revenue, du 29 juillet 1910, Lord Morley affirmait que « les résultats des diverses tentatives pour créer de nouvelles industries n'étaient pas de caractère à dissiper ses doutes quant à l'utilité d'un effort étatique dans ce sens, à moins qu'il ne soit strictement limité à l'éducation industrielle et évite tout ce qui pourrait ressembler à une entreprise commerciale. L'Etat ne doit pas dépasser ces bornes, et on doit laisser aux entreprises privées le soin de démontrer que ces améliorations techniques sont susceptibles d'être adoptées, tout en leur garantissant une marge bénéficiaire suffisante ». ¹⁸⁰

En plus de considérations d'ordre doctrinal, certaines puissantes coalitions d'intérêts luttèrent et l'emportèrent dans la bataille contre l'interventionnisme. Après l'élaboration de propositions détaillées pour l'organisation industrielle des Provinces-Unies et de Madras, les intérêts économiques européens « interprétèrent

178 Vers la fin des années trente, Keynes a cependant compris que les termes d'échanges ont fait pencher la balance au détriment des producteurs primaires. Cf. son article, « The Policy of Government Storage of Foodstuffs and Raw Materials », *Economic Journal*, sept. 1938.

Dans la période suivant immédiatement Versailles, Keynes n'avait pas abandonné son libéralisme d'avant-guerre — tout au moins à l'égard des rapports économiques indo-britanniques. En 1921, le gouvernement de l'Inde l'invita à se charger de la vice-présidence d'une commission fiscale. Dans une lettre adressée à Scott, rédacteur en chef du *Manchester Guardian* (14 sept. 1921), il observa : « The Commission will, I think, represent a last effort, almost certainly doomed to futility, to save India for modified Free Trade. But though there is little hope of success, I expect you will agree that it is an enterprise which is worth while. » Cité dans R.F. Harrod, *The Life of John Maynard Keynes*, Londres, 1951, p. 307.

179 *Report of the Indian Industrial Commission, 1916-1918* (Cmd. 51), Londres.

180 *Ibid.*, p. 71.

ces propositions comme une grave menace pour l'entreprise privée et comme une intervention insolite de l'Etat dans des affaires qui ne relevaient point de sa compétence ». ¹⁸¹

En dépit d'un certain progrès réalisé avant 1914 ¹⁸² dans l'industrie cotonnière et dans celle du jute, le sous-continent fut caractérisé par une absence quasi-totale d'industrie lourde.

L'industrie mécanique ne comprenait que des ateliers de réparation, utilisés principalement pour les chemins de fer ; les ateliers sidérurgiques de Tata à Jamshedpur venaient d'être inaugurés ; l'industrie des machines-outils et les industries chimiques lourdes étaient encore inexistantes. Les industries naissantes avaient besoin d'une protection pour assurer leur croissance, mais aucun appui direct ou indirect ne leur fut accordé par le gouvernement indien. Sir Valentine Chirol, économiste anglais, y voit l'un des principaux obstacles à l'industrialisation de l'Inde.

« A l'égard du développement industriel indien », écrit Sir Valentine, « notre attitude ne fut pas toujours méritoire par le passé, et ce n'est que sous la pression des besoins de guerre que le gouvernement fut obligé d'abandonner son ancienne attitude de désintéressement, sinon de jalousie, vis-à-vis des entreprises exclusivement indiennes ». ¹⁸³

Un autre handicap majeur à l'industrialisation fut l'insuffisance, sinon l'absence de possibilités de formation pour des cadres techniques. L'explication officielle contenue dans le *Montagu-Chelmsford Report* imputait la carence de spécialistes à la répugnance des Indiens pour les carrières techniques, étant donné leurs penchants littéraires. ¹⁸⁴

La raison véritable était toute autre : il n'existait pas de débouché pour les hommes de science et les ingénieurs indiens, « si ce n'est dans le cas de l'industrie sidérurgique et de petites industries de faible importance pratique ». ¹⁸⁵ Sir John Hewett, Lieutenant-Gouverneur des Provinces-Unies, s'adressant à la conférence industrielle déclarait en 1905 que « la question de la formation technique et industrielle a été soumise à l'attention du gouvernement et du grand public pendant plus de vingt ans. Vraisemblablement, aucun sujet n'a été aussi largement décrit ou discuté sans que l'on aboutisse néanmoins à quelque réalisation pratique ».

¹⁸¹ *ibid.*, p. 71.

¹⁸² Quant aux tendances industrielles antérieures à la première guerre mondiale, cf. Gadgil, *Industrial Evolution of India*, Calcutta, 1946.

¹⁸³ *The Observer*, 2 avril 1922.

¹⁸⁴ *Report on Indian Constitutional Reforms* (Cmd. 9109), Simla, 1918, p. 264.

¹⁸⁵ *Industrial Commission Report, 1916-1918*, p. 94.

Contraint par la guerre, le gouvernement s'engagea sur une voie nouvelle. La politique économique proclamée en 1915 par le Vice-roi, Lord Harding, contrastait avec « l'effet paralysant » du procès-verbal de Lord Morley, quelques années auparavant. L'appel de Harding fut bientôt repris dans le rapport de la Commission industrielle : « Il devint de plus en plus évident qu'une politique bien définie et systématique pour améliorer le potentiel industriel de l'Inde devrait être pratiquée après la guerre afin que ce pays ne devienne pas un terrain de dumping pour les produits étrangers qui entreront dans le jeu de la concurrence et chercheront fébrilement à s'assurer des débouchés. » ¹⁸⁶

« Après la guerre », pour reprendre les termes du *Montagu-Chelmsford Report*, « l'Inde se considéra en droit d'exiger la plus grande assistance que le gouvernement puisse lui offrir, pour lui permettre de se faire une place comme pays manufacturier, dans la mesure où les circonstances le permettront... »

Quels motifs ont donc inspiré cette sollicitude impériale ? La guerre faisait rage et la politique visant à mettre des bâtons dans les roues de l'industrialisation indienne menaçait la position stratégique de l'Inde, de l'Afrique et de l'ensemble du bassin méditerranéen : le fait est clairement reconnu par le *Montagu-Chelmsford Report*. « Les communications maritimes étant temporairement interrompues, nous sommes obligés de compter sur l'Inde comme plaque tournante pour les opérations sur les théâtres de guerre orientaux. » Or, du moment que les produits fabriqués des communautés industrielles s'adaptent presque naturellement aux besoins de la guerre, « le développement des ressources naturelles de l'Inde devient une exigence quasi-militaire ».

« Dans tous les domaines », ajoutait le rapport, « une politique positive de développement industriel s'impose d'une manière urgente... Aussi bien sur le plan économique que militaire, les intérêts impériaux exigent aussi que les ressources naturelles de l'Inde soient dorénavant mieux mises en valeur. Nous ne pouvons évaluer l'apport de force qu'une Inde industrialisée viendrait ajouter à la puissance de l'Empire ; mais nous sommes certains qu'il serait bienvenu après la guerre... » ¹⁸⁷

D'une manière analogue, l'*Industrial Commission Report* comportait un certain nombre de recommandations dont la plus importante était que le gouvernement devait s'intéresser activement à l'expansion de l'industrie. Ces plans devaient rester à l'état de pro-

¹⁸⁶ *Ibid.*, p. 265.

¹⁸⁷ *Op. cit.*, p. 267.

jets. Les réformes constitutionnelles de 1919 abandonnèrent les problèmes de développement économique à l'initiative des provinces, mais financièrement, ces dernières furent dans l'impossibilité d'assurer une telle expansion. Comme le faisait remarquer Buchanan, dix ans plus tard, les fonds disponibles étaient absolument insuffisants et aucune décision importante de politique économique ne pouvait être prise. De plus, les encouragements prodigués à l'industrie exigeaient « une politique gouvernementale d'une grande portée concernant non seulement les produits primaires et les méthodes de production, mais aussi les débouchés... il est douteux que les simples bureaux provinciaux puissent avoir un effet bénéfique considérable ». ¹⁸⁸

Des vagues successives d'événements justifiaient l'analyse de Buchanan. Une réorganisation interne rigoureuse constituait un aspect important de la planification administrative interne. La question tarifaire n'était que son corollaire externe. ¹⁸⁹

La préférence impériale fut accueillie dans le monde d'après-guerre comme l'instrument efficace du commerce mondial. Sa conception n'était pas nouvelle et ses prétendues « vertus » dans le domaine de la coopération économique internationale ne devaient pas tarder à révéler ce qu'elles valaient. La conférence coloniale de 1902 avait estimé que ce principe était d'application générale. Les exigences d'une économie de guerre et les difficultés de l'après-guerre lui donnent une nouvelle actualité.

En 1917, l'*Imperial War Conference* décide d'accorder un traitement et des conditions particulièrement favorables à d'autres parties de l'Empire. En mars 1921, le Secrétaire d'Etat pour les Indes reconnaissait au gouvernement indien le droit à l'autonomie fiscale, et en octobre, la Commission indienne était nommée. Son mandat consistait à examiner tous les aspects de la politique tarifaire ainsi que la question de la préférence impériale. ¹⁹⁰

Elle reconnut que l'Inde n'améliorerait en rien sa situation par cet arrangement commercial. « Même si la politique tarifaire de la Grande-Bretagne devait être modifiée en vue d'étendre le domaine de la préférence, nous n'estimons pas que l'Inde en retire un bénéfice important. » En matière d'importations préférentielles, la Commission « n'estimait pas que l'Inde pût accorder une contrepartie en marchandises sans s'imposer un lourd fardeau et il serait déraisonnable pour l'Inde d'accepter une telle charge » ; elle mainte-

¹⁸⁸ *Op. cit.*, p. 464.

¹⁸⁹ Cf. C.N. Vakil, *Memorandum of the Need for Revision of the Indian Customs Tariffs*, The Federation of the Indian Chambers of Commerce, Bombay, 1928.

¹⁹⁰ *Indian Fiscal Commission*, Londres, 1921.

nait que la question de la préférence impériale devait être réglée selon le courant de l'opinion indienne.¹⁹¹

La prise de position des représentants de la bourgeoisie indienne à l'égard de la préférence impériale témoignait d'une hostilité déclarée. Commentant ses conséquences possibles, le président de la Chambre de Commerce nationale du Bengale affirmait : « L'Accord d'Ottawa ne ferait qu'accroître notre dépendance économique et notre assujétissement politique. L'hégémonie britannique a empêché jusqu'à récemment que s'établissent des relations commerciales étendues avec d'autres pays développés. Mais la plus grande leçon économique que nous ayons tirée de la guerre, c'est que trop dépendre d'un pays, quel qu'il soit, comme débouché pour nos produits ou comme source de nos importations, est peu souhaitable et constitue un véritable danger. L'Inde ferait bien de ne pas oublier cette leçon. »¹⁹² Cet indien, qui prêchait paradoxalement aux anglais les vertus de la coopération économique internationale, poursuivait en alléguant que des accords économiquement restrictifs mettraient en péril la position de l'Inde vis-à-vis de ses partenaires commerciaux comme le Japon, les Etats-Unis, l'Allemagne, la Belgique, la France, etc. et que ces derniers seraient en mesure de riposter immédiatement au détriment de l'Inde. C'est exactement ce qui se produisit dans les années trente.

L'opposition soutenue de la bourgeoisie indienne, malgré le prétendu octroi d'une autonomie fiscale, fut écrasée et l'accord d'Ottawa fut appliqué avec toutes ses conséquences néfastes pour la coopération économique internationale. « Le système tarifaire des années vingt, proclamé au début comme un moyen d'accélérer l'industrialisation de l'Inde », écrit Kate Mitchell, « fut transformé en un système qui favorisait la concurrence de l'industrie britannique sur le marché indien, tout en accordant à l'Inde le privilège des taux favorables pour la vente de ses produits primaires et semi-fabriqués sur le marché britannique... Ce fut une tentative évidente de retour au statut antérieur à 1914 ». ¹⁹³

L'industrialisation ne parvint pas à s'assurer un point d'appui entre les deux guerres et, après 1918, Lokanathan notait que les industries créées pendant la guerre étaient dans la stagnation et en pleine décadence, étant donné leur incapacité de vaincre la concurrence des communautés industrielles. ¹⁹⁴

¹⁹¹ *Ibid.*, paragraphe 262.

¹⁹² N.R. Sarkar, *A Note on the Ottawa Agreement and India*, Calcutta, 1932. p. 31.

¹⁹³ *Industrialisation of the Western Pacific*, New York, 1942, p. 280.

¹⁹⁴ *Industrialization*, Oxford Pamphlets on Indian Affairs, N° 10, pp. 6-7.

Sir M. Visvesvaraya écrivait en 1935 « que les industries lourdes, dont le pays avait le plus grand besoin, avaient été négligées », et que la proportion de la population industrielle dans son ensemble tendait à diminuer.¹⁹⁵ Dans son *Survey of Indian Industries* rédigé vers la fin de 1936, *The Economist* résume brièvement la situation en déclarant que « bien que l'Inde ait entrepris la modernisation de ses industries, c'est à peine si on peut dire qu'elle soit en train de s'industrialiser ». ¹⁹⁶

Vers l'automne de 1941, on assista aux débuts très modestes des industries chimiques et d'autres industries lourdes pour lesquelles l'Inde possède toutes les matières premières nécessaires, mais « rien n'avait été fait pour éliminer les goulots d'étranglement dus à l'absence de biens de capitaux et à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée qui continuait à paralyser les efforts de l'Inde pour accélérer son expansion industrielle ». ¹⁹⁷

Avant l'ouverture des hostilités en 1939, l'épanouissement des industries protégées n'entraîna pas un élargissement du revenu national global, et — ce qui était plus important — l'Inde dépendait intégralement des producteurs étrangers pour la fourniture des machines et des biens de capitaux sans lesquels l'industrialisation ne pouvait avancer.

La même négligence se reflétait dans la carence ou l'insuffisance d'instruments monétaires, bancaires et de crédit, et les hommes d'affaire indiens étaient convaincus que les pratiques bancaires anglaises étaient discriminatoires. ¹⁹⁸

Il est généralement reconnu que l'une des réformes les plus urgentes, dans toute région insuffisamment développée, consiste en la mobilisation des épargnes et l'accélération de la formation des capitaux par la création et le développement d'instituts bancaires et de sociétés de crédit. Ce n'est pas une tâche aisée car elle exige de profondes réformes de structure.

Dans l'Inde libérale, aucun mécanisme efficace n'existait pour la mobilisation des épargnes. Pendant les années vingt, *The Economist* évalue les placements indiens en valeurs étrangères à

195 *Planned Economy for India*, Calcutta, 1934, p. 247.

196 *The Economist*, 12 décembre 1936.

197 Kate Mitchell, « India's Economic Potential », *Pacific Affairs*, mars 1942, p. 23.

198 Cf. *Majority Report of the Indian Central Banking Enquiry Committee*, 1931, pp. 271-272. Sir M. Visvesvaraya écrit que « of the chief difficulties in starting industries in India is finance. This arises from the fact that the money power of the country is under the control of the government which, as we have seen, does not see eye to eye with Indian leaders in regard to industrial policies. Banks under the control of Indian businessmen are very few, and many of the larger banks are either under the influence of Government, or are branches of British and Foreign Banks ». *Planned Economy for India*, Calcutta, 1934, p. 95.

500.000.000 de roupies en 1928, mais il ajoute : « Ce chiffre est présenté avec quelque réticence, car les importants placements des princes régnants, ayant des rapports personnels avec le marché mondial monétaire, ne sont pas tous compris dans ces chiffres. »¹⁹⁹

La Banque d'Angleterre fut créée en 1688, peu après l'avènement de la nouvelle bourgeoisie anglaise dont elle était l'instrument. En Inde au contraire, la Banque impériale, bien que remplissant certaines des fonctions d'une banque centrale, se vit dans l'impossibilité de contrôler le marché de l'argent. Les sociétés de dépôt indiennes, prises en tenaille entre les banques indiennes et les banques commerciales, furent durement éprouvées par l'absence d'intégration. Ce n'est qu'en 1935 que fut établie sur le modèle britannique la *Reserve Bank of India* dont la création était plus qu'indispensable depuis fort longtemps, afin de remplir les fonctions de Banque centrale coordonnant le système bancaire et le volume de la circulation monétaire.

Mais une région sous-développée telle que l'Inde avait besoin d'une Banque centrale endossant des responsabilités nouvelles, créant des institutions spéciales pour fournir des capitaux à l'industrie, et renversant les préjugés paralysant les opérations commerciales bancaires à l'égard des régions rurales assoiffées d'assistance surtout en matière de crédit. K.N. Raj, de l'*Indian Federal Reserve Board*, souligne, en 1948, qu'un onueveau stade du développement économique exigeait un système bancaire nationalisé plutôt que la traditionnelle banque centrale opérant indirectement par l'intermédiaire d'autres banques.²⁰⁰

Suivant ce raisonnement, le gouvernement fédéral, après 1947, remania de fond en comble tout le système bancaire et de crédit de l'Inde. Les auteurs du second plan quinquennal comprirent l'importance d'un tel remodelage administratif. « Le gouvernement de l'Inde », déclaraient ses rédacteurs, « a pris récemment une importante décision concernant la création d'une banque d'Etat indienne grâce à la nationalisation de la Banque impériale et de certaines autres banques contrôlées par l'Etat. Nous accueillons avec plaisir cette décision et recommandons vivement qu'elle soit appliquée intégralement, aussitôt que possible. Il est d'une importance primordiale de voir fonctionner aussi rapidement que possible une Banque d'Etat indienne opérant sur l'ensemble du territoire au niveau prévu par le *Rural Credit Survey Committee*. La réglemen-

¹⁹⁹ *The Economist*, « Indian Investments in Foreign Securities », 1928, Vol. 107, p. 599.

²⁰⁰ *Monetary Policy of the Reserve Bank of India: A Study of Central Banking in an Underdeveloped Economy*, Bombay, 1948.

tation des activités dans la sphère des opérations bancaires peut avoir une importance considérable pour la planification. Dans ce cadre, une mise en application rapide de la politique formulée récemment constitue un pas en avant important et essentiel ». ²⁰¹

UTILITÉ D'UN DIAGNOSTIC HISTORIQUE DE L'INDE.

En dépit de toutes les conséquences fâcheuses du libéralisme économique dans la vie indienne, on peut néanmoins prétendre que, dans certains cas, l'idéologie libérale présentait certains caractères positifs, en ce sens qu'elle constituait un avertissement constant pour les théoriciens des pays sous-développés de l'époque — Matthew Carey aux Etats-Unis et Friedrich List dans une Allemagne morcelée. Pour eux, l'Inde constituait un vaste laboratoire social où se déroulait une expérience dont les leçons et les conclusions seraient valables. Mais, le pays qui devait le plus profiter de l'expérience libérale aux Indes fut un autre pays asiatique : le Japon, et il ne s'agit point là d'un simple hasard.

Herbert Spencer lui-même, libéral rigoureux et darwiniste ardent, s'écarte de sa philosophie libérale lorsqu'il avertit son ami japonais, le baron Kaneko, alors ambassadeur aux Etats-Unis, des périls qu'une telle idéologie pouvait faire courir à son pays.

« En ce qui concerne votre autre question, permettez-moi de répondre généralement qu'à mon avis, la politique japonaise devrait, autant que possible, garder les Américains et les Européens à distance. En présence de races plus puissantes, votre position se caractérise par un danger chronique et vous devriez prendre toutes les précautions nécessaires pour limiter, dans toute la mesure du possible, l'implantation des étrangers. Il me semble que les seules formes de relations que vous puissiez avantageusement permettre sont celles indispensables à l'échange de produits — importation et exportation de produits matériels et spirituels. Aucun privilège qui n'est pas absolument essentiel à la réalisation de ces objectifs ne devrait être accordé aux peuples d'autres races. Vous semblez proposer par la révision du traité avec les puissances d'Europe et d'Amérique d'ouvrir l'Empire tout entier aux étrangers et aux capitaux étrangers. Je le regrette, c'est une politique néfaste. Si vous voulez vous faire une idée de ses conséquences probables, étudiez l'histoire de l'Inde. » ²⁰²

²⁰¹ *Second Five Year Plan, The Framework*, Ministry of Information, Nouvelle Delhi, 1955, pp. 146-147.

²⁰² Cf. l'article important « Herbert Spencer in Early Meiji Japan », *The Far Eastern Quarterly*, Vol. XIV, novembre 1954. Egalement les lettres adressées par Spencer à Kaneko Kentarō, *Life and Letters of Herbert Spencer*, Londres, 1911. Ce même théoricien, alarmé par ce qu'il considérait comme une tendance législative anti-libérale, dénonça, dans son *Man versus State* (Londres, 1884), les ingérences contre le libéralisme intégral. Il inclut parmi celles-ci non seulement la législation du travail, mais aussi les règlements sur l'hygiène et l'aide de l'Etat en matière d'instruction.

Les conseils de Spencer, bien que semés avant la restauration Meiji de 1868, ne tombèrent pas dans une terre stérile, mais portèrent leurs fruits, comme en témoigne l'expansion industrielle spectaculaire qui suivit. Plus que tout autre peuple asiatique, les Japonais engagèrent une action décisive, selon les paroles du poète chinois Lin-Tse-Hsü pour « chasser le caïman et se débarrasser des baleines ». La condition de survie étant de faire face à l'Occident sur un pied d'égalité, ce qui revenait à introduire la science et la technologie modernes pour asseoir une société traditionnelle sur une base industrielle, sous l'égide d'un Etat-nation, le libéralisme économique était exclu de sa superstructure idéologique.

L'industrialisation japonaise, qui mettait l'accent sur le dirigisme²⁰³ et évitait l'infiltration des capitaux étrangers dans les premiers stades de sa croissance,²⁰⁴ exerça une force d'attraction magnétique sur les Asiatiques. Hamilton, dans une communication soumise à la Commission industrielle de 1916, souligne que, selon l'optique indienne, « le fait le plus étonnant consiste dans cette transformation remarquable réalisée par une communauté asiatique ». ²⁰⁵

Sun Yat Sen, père de la première République chinoise, qui avait fait ses études au Japon,²⁰⁶ désignait ce pays comme la nation-pilote de l'Asie : « Le Japon est une des plus fortes puissances. Son peuple s'est libéré de ses anciens préjugés, assimilant les leçons de

203 G.B. Sansom, *The Western World and Japan: A Study in the Interaction of European and Asiatic Cultures*, New York, 1951, pp. 500-501, 503. Cf. Thomas C. Smith, *Political Change and Industrial Development in Japan: Government Enterprise, 1868-1880*, Stanford, 1955.

204 Deux économistes anglais ont noté que l'attitude du gouvernement japonais vis-à-vis des entreprises étrangères était caractérisée par une répugnance à emprunter à l'extérieur du pays. On pourrait s'attendre qu'un pays soucieux d'accélérer l'industrialisation, mais manquant de capitaux, invite l'investisseur étranger à fournir les ressources financières nécessaires. Exception faite pour deux petits emprunts lancés à l'étranger au début de la restauration Meiji, le gouvernement évita de faire appel aux capitaux étrangers, jusqu'après le tournant du siècle, où les « traités d'inégalité » furent soumis à une révision et où la situation stratégique du pays se transforma. Un des deux emprunts en question servit à financer la construction de la première voie ferrée; mais, si cette ligne fut établie grâce aux capitaux étrangers, ses droits de propriété et sa gestion restèrent néanmoins, aux mains du gouvernement japonais. Ces deux économistes déclarent en conclusion : « In contrast to what happened in China, neither in communications nor in mining were foreign concessions granted. » G.C. Allen and A.G. Donnithorne, *Western Enterprise in Far Eastern Economic Development*, Londres, 1948, p. 224. Egalement : E.P. Reubens, « Foreign Capital in Economic Development: A Case Study in Japan », dans *Modernization Programs in Relation to Human Resources and Population Problems*, Milbank Memorial Fund, 1950, pp. 115 ff. L'emprunt à l'étranger ne fut pratiqué au Japon que lorsque l'expansion économique avait déjà démarré. Pendant toute la période difficile, cette expansion fut activée et financée grâce à des ressources domestiques. Les emprunts ultérieurs, lancés sur des marchés étrangers, s'expliquent en fonction de la guerre russo-japonaise. W.W. Lockwood, *The Economic Development of Japan*, pp. 253-254.

205 Op. cit., p. 246. Egalement Montagu-Chelmsford Report, op. cit., pp. 266-269.

206 N.B. Jansen, *The Japanese and Sun Yat Sen*, Harvard University Press, 1954.

l'Occident, réformant son administration, créant une armée et une flotte, assainissant ses finances et tout ceci en l'espace de cinquante ans. » ²⁰⁷

Les leçons du libéralisme économique en Inde auraient été instructives, si même elles n'avaient été retenues que par List, Carey ou les administrateurs japonais. Mais elles sont pertinentes encore aujourd'hui, comme nous l'avons dit au début de ce chapitre, car elles illustrent les risques courus à construire des modèles économiques et à les appliquer à des régions où les postulats de base ne sont pas conformes aux exigences historiques et aux conditions matérielles. Dans un contexte plus large, la portée de la faillite du libéralisme économique en Asie a été brièvement résumée par Hubertus J. Van Mook, ancien Gouverneur général de l'Indonésie :

« L'influence séculaire de l'Occident... n'a pas réussi, à quelques exceptions près, à communiquer son activité économique et ses principes d'entreprise aux esprits et aux coutumes de ces peuples. Le mécanisme occidental des finances, du commerce et de la production reste un corps étranger non assimilé et inassimilable... il a créé des institutions, des moyens de production et de communication et a établi une stabilité inconnue dans le passé, mais il n'a pour ainsi dire suscité aucune nouvelle initiative économique... La solidarité sociale, l'esprit public et l'énergie économique nécessaires à une renaissance vigoureuse manquaient. » ²⁰⁸

Une telle « renaissance vigoureuse » nécessitait pour réussir d'autres conditions matérielles. Le fait que les pays d'Asie aient plus ou moins choisis la voie de la planification est imputable non à une espèce de perversion raciale, mais bien plutôt au fait que ce nouveau choix répond à leurs besoins régionaux et à leurs aspirations sociales.

Mais même à l'apogée du libéralisme économique, des changements structurels s'imposèrent graduellement et imperceptiblement dans l'organisme de l'économie libérale mondiale, dont l'Inde faisait maintenant partie intégrante. Après 1873, ces tendances furent plus marquées, plus prononcées.

Quatre-vingts ans séparent les constructions hérétiques de Hobson des *Principes* de Ricardo, cet intervalle s'étend de l'ascension spectaculaire d'une doctrine, destinée à devenir rapidement omnisciente, à sa chute non moins spectaculaire.

²⁰⁷ Cité dans K.M. Panikkar, *Asia and Western Dominance*, p. 278.

²⁰⁸ Cité dans P.S. Hayes, « Personality and Culture Problems of Point IV », *The Progress of Underdeveloped Areas*, Chicago University Press, (éd. par B.F. Hoselitz), 1952, pp. 139-140. Également J.S. Furnivall, *Colonial Policy and Practice: A Comparative Study of Burma and Netherlands India*, New York University Press, 1956, pp. 276-280, 296-312, 419-430.

Vers la fin du siècle, les grondements de la révolte étaient déjà perceptibles, et les prodromes de la désintégration de l'universalisme économique libéral allaient s'accéléralant. Sa retraite ordonnée, après 1873, se transforma, dès 1917, en une déroute.

Les auteurs du *Montagu-Chelmsford Report* l'ont partiellement compris, lorsqu'ils déclaraient, en 1918, que peu d'intellectuels indiens pouvaient être considérés comme des libéraux, que le libéralisme économique victorien en était à ses derniers soubresauts, et qu'à l'aube d'une ère nouvelle, des idéologies économiques nouvelles et des prophètes nouveaux étaient apparus. Ce qui était vrai de l'élite intellectuelle de l'Inde ne l'était pas moins de ses équivalents en Chine et dans d'autres pays d'Asie.

Mais, à cette époque, le petit ruisseau anti-libéral s'était gonflé en un torrent puissant, arrachant tout sur son passage et, parmi ceux qui nageaient maintenant avec le courant, on pouvait reconnaître John Maynard Keynes, ancien conseiller économique de l'*Indian Civil Service*. Une telle conversion constitue un indice précis de la force énorme qui animait la révolte anti-libérale.

Quel dommage que le génie libéral qu'était David Ricardo, n'ait pu, du haut de son bastion post-napoléonien, discerner prophétiquement l'éclosion des événements dramatiques qui devaient se produire cent ans plus tard.

CHAPITRE III

Le commerce, les investissements et le processus d'industrialisation internationaux constituent les éléments essentiels du monde libéral de la fin des guerres napoléoniennes aux tragiques journées d'août 1914.

Ces trois éléments devinrent si indissolublement liés qu'il est difficile aujourd'hui de les distinguer les uns des autres pour en faire l'analyse.

La nature du fondement structurel de l'économie mondiale du XIX^e siècle était telle qu'il devenait insensé de penser que cet imposant édifice et sa superstructure idéologique puissent tenir tête au processus de désintégration économique qui se manifestait clairement en 1919, et qui, vers 1880 déjà, n'avait pas échappé aux observateurs perspicaces.

Le mécanisme économique, qui fonctionna apparemment sans heurt tout au long du XIX^e siècle, s'apparentait étroitement à l'ample mouvement de la philosophie libérale de l'ère victorienne, qui marqua de son empreinte la civilisation industrielle. Bien que cette philosophie prédominante reflût — tout au moins au Royaume-Uni — les besoins essentiels et les aspirations du capitalisme ascendant à son stade initial, elle parut néanmoins anachronique devant les transformations organiques et institutionnelles successives de ce système.

Nous ne prétendons pas que le libéralisme économique, en tant qu'agent de croissance économique et de mécanisme objectif des prix — ce qui était le noyau même du système — fut un échec. Il permit aux communautés insuffisamment développées et formées d'individus d'origine européenne d'obtenir de remarquables résultats, comme le prouve le déroulement du processus d'industrialisation aux Etats-Unis, au Canada et en Australie.

Cependant, opposé aux conditions régnant dans les régions sous-développées d'Afrique et à l'immense masse géo-démographique d'Asie, le libéralisme économique ne sut ni affronter les problèmes cruciaux, ni utiliser les réserves latentes d'énergie humaine dans ces pays. Ce fait dément l'affirmation enthousiaste

de Jacob Viner selon laquelle « le flux international des capitaux au cours du XIX^e siècle, malgré son irrégularité et bien qu'il ait été motivé presque entièrement par des considérations de bénéfices privés, représente une des nombreuses bénédictions accordées par la cupidité à l'humanité ». ¹

Ces « bénédictions » n'apportèrent certainement pas à l'Asie la croissance économique mais plutôt la déception, la rancune, la colère et le fanatisme. Nous nous proposons d'examiner dans ce chapitre les mécanismes du processus d'accumulation et l'échec de l'expérience libérale dans la zone coloniale et semi-coloniale ou, selon l'expression actuelle, dans les régions insuffisamment développées, pour la période qui commence avec la grande dépression des années soixante-dix.

L'économie mondiale d'avant 1914, liée étroitement à l'étalon-or tentaculaire, semble à la grande majorité des théoriciens de l'époque régie par une loi immuable. Le rôle décisif joué par la Grande-Bretagne, son leadership technologique, en particulier dans les industries sidérurgique et textiles, ainsi que dans les transports maritimes et les assurances, étaient en voie d'affaiblissement à la fin du XIX^e siècle. Jusqu'alors, une proportion importante de ses achats à l'étranger avait été payée grâce aux opérations de frêt et d'assurance, aux profits retirés des courtages et des banques. L'étalon-or reflétait les conditions transitoires de l'hégémonie financière britannique, de l'unité du marché mondial, de la flexibilité des prix, de la grande mobilité des capitaux — malgré les frontières —, de la liberté relative des mouvements migratoires, particulièrement dans l'orbite européen-américaine, ² et de l'essor pour ainsi dire

¹ Jacob Viner, « International Finance in the Post-War World », *Lloyd's Bank Review*, octobre 1946. Pour un point de vue analogue, cf. R. Nurske, « The Problem of International Investment in the Light of Nineteenth Century Experience », *Economic Journal*, décembre 1954. Egalement les sources bien connues d'information sur les pratiques d'investissement internationales au cours du XIX^e siècle, N.S. Buchanan « International Finance », *Survey of Contemporary Economics*, Vol. 11, éd. B.F. Hailey, New York, 1952. P. Hartland, « Private Enterprise and International Capital », *Canadian Journal of Economics and Political Science*, février 1953. Sir Arthur Salter, « Foreign Investment », *Essays in International Finance*, Princeton University Press, 1951; A.H. Imlah, « British Balance of Payments and Export of Capital 1816-1913 », *Economic History Review*, 1952, Vol. V, No. 2.

Toutefois, l'opinion de ces auteurs selon laquelle le volume d'exportation de capitaux, dans le passé comme à l'heure actuelle, est un bon indice pour mesurer l'ampleur de l'aide fournie par les pays prêteurs au développement des pays emprunteurs a été mise en doute par J. Knapp. L'auteur conteste que les importations de capitaux puissent servir à indiquer en quelle mesure le volume des ressources disponibles pour la formation de capitaux dans les pays emprunteurs se trouve augmenté par l'apport des fonds étrangers. En ce qui concerne le Canada et les Etats-Unis, il estime que le capital étranger n'a joué qu'un rôle insignifiant dans le développement de ces pays. « Capital Exports and Growth », *Economic Journal*, sept. 1957.

² La thèse présentée par Thomas Brinley est sur ce point très suggestive : « No interpretation of the lack of balance within the Atlantic Economy, which has become so acute since 1945, is satisfactory unless it recognizes the extreme difficulty which

continu de la production industrielle et du commerce dans les pays évolués. La stabilité de la monnaie anglaise, qui depuis 1821 était rattachée à l'étalon-or, constituait un facteur d'une importance égale. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, ce fut ici l'ère de la dictature de la liberté, où la Grande-Bretagne était, selon la métaphore de Keynes, « le chef d'orchestre international »³.

Mais l'extension de l'industrialisation devait inaugurer des changements structurels d'une grande portée dans l'économie mondiale. Au XIX^e siècle, le commerce international, en particulier celui du Royaume-Uni, comme l'a observé Brown, n'avait, dans la plupart des cas, qu'un caractère complémentaire.⁴ Un de ses traits saillants était l'échange des biens manufacturés des régions industrialisées contre les produits primaires provenant d'autres parties du monde.⁵

Le tableau suivant fait ressortir pour certains pays les proportions variables, quant à leur pourcentage, des produits manufacturés pendant la période allant de 1899 à 1937.

	1899	1913	1937
Etats-Unis d'Amérique	11.2	12.6	19.6
Royaume-Uni	32.5	29.9	25.0
Allemagne	22.2	26.4	22.4
France	15.8	12.9	6.4
Belgique	5.6	4.9	5.9
Italie	3.7	3.6	3.6
Japon	1.5	2.4	7.2
Canada	0.3	0.6	5.0
Autres pays *	7.2	6.7	7.5

Source: H. Tyszyński, « World Trade in Manufactured Commodities, 1899-1950 », *The Manchester School*, (septembre 1951).

* Suède, Suisse, Inde.

the economy has found in adjusting itself to the enforced international immobility of labour.» *Migration and Economic Growth*, Cambridge University Press, 1954. p. 201.

3 J.M. Keynes, *A Treatise on Money*, Vol. II, p. 307.

4 W.A. Brown, *The International Gold Standard Re-interpreted, 1914-1934*, (National Bureau of Economic Research), New York, 1940, p. 133.

5 Le jeune Engels avait noté cette complémentarité et avait remarqué en 1845 que « die deutsche Industrie macht jetzt grosse Anstrengungen, die amerikanische hat sich mit Riesenschritten entwickelt. Amerika mit seinen unerschöpflichen Hilfsmitteln... hat in weniger als zehn Jahren eine Industrie geschaffen, welche in größeren Baumwollwaren schon jetzt mit England konkurriert, die Engländer aus dem nord und südamerikanischen Markt verdrängt hat und in China neben der englischen verkauft... » Mais cette menace était alors fort éloignée. *Die Lage der arbeitenden Klasse in England* (1844), Marx-Engels Gesamtausgabe, Berlin, 1932, Band 4, pp. 278-279.

« The superiority of the United States to England is ultimately as certain as the next eclipse. » *The Economist*, 8 mars 1851. Ces observations furent confirmées plusieurs décennies plus tard. En ce qui concerne la perspicacité extraordinaire de Cobden quant aux tendances futures de l'économie américaine, cf. J. Hobson, *Richard Cobden, The International Man*, Londres, 1919, et la biographie antérieure à cette date de J. Morley, *Life of Richard Cobden*, Londres, 1881.

La suprématie incontestée du marché londonien des capitaux plaçait la « Old Lady of Threadneedle Street » face à de grandes responsabilités.⁶ Elle pouvait, dans une large mesure, changer les conditions de crédit prévalant dans d'autres parties du monde, en modifiant par exemple les termes de ses prêts, puisqu'elle était disposée à modifier le volume de ses réserves d'or, alors que les autres banques centrales ne l'étaient pas. Les observations du *Memorandum of the Federation of British Industries on Monetary Policy* de 1933, entre autres, ont montré jusqu'à quel point ce leadership financier se réglait sur la position dominante de la Grande-Bretagne. On y voit que l'étalon-or mondial, tel qu'il était employé au cours de la période d'avant-guerre, était en fait et d'une manière générale un étalon-sterling ; ce système, observe-t-on, ne put résister à la poussée envahissante des communautés industrielles dans le cadre de l'économie internationale.

« L'association libre sur la base de l'étalon-or de pays possédant des plans nationaux indépendants (comme la France et l'Allemagne) avec le plan britannique, représentait un phénomène économique instable et très artificiel. La guerre fit éclater cette association, et cela probablement sans espoir de retour... L'effondrement de l'étalon-or en Grande-Bretagne, en septembre 1931, signifie l'échec final de la tentative de recréer après la guerre le système monétaire international d'avant-guerre, échec qui, dès le début, était inévitable. »

Le monde où le système de l'étalon-or conservait ses vertus de jeunesse — souplesse du taux d'échange et flexibilité des prix — appartenait à une époque bien définie du développement capitaliste,⁷ et il devait être voué à un anéantissement irrévocable au

6 Sous la conduite de Palmer, la Banque reconnut l'importance du marché des obligations gouvernementales en empruntant sur les consols, c'est-à-dire en vendant des obligations et en rachetant une quantité égale payable à une date ultérieure poursuivant une politique connue aujourd'hui sous le nom de « politique du marché ouvert ». Cf. D.W. Dodwell, *Treasuries and Central Banks, especially England and the United States*, Londres, 1934, pp. 59-60 ; G.R. Hawtrey, *The Art of Central Banking*, Londres, 1932, pp. 144-145, 188-189.

7 Cette phase de sa supériorité, rattachée à l'étalon-or, prit fin avec le déclenchement des hostilités lorsque le gouvernement Asquith, le 31 juillet 1914, fut obligé d'établir des vacances bancaires d'une semaine, élevant le taux bancaire à 10 %, et déclarant un moratoire sur le paiement des lettres de change et sur les traites. S. Stern, *The United States in International Banking*, Columbia University Press, 1951, p. 4.

A ce propos, il est intéressant de noter les transformations structurelles surgies dans le capitalisme britannique, et les modifications subies par l'idéologie économique, comme elles se manifestèrent dans la politique financière menée pendant les deux guerres mondiales. La différence marquant les deux façons d'aborder le problème en cours s'illustre le mieux par l'écart séparant les deux points de vue adoptés vis-à-vis du taux d'intérêt. R.S. Sayers a en effet démontré comment la politique du gouvernement entre 1914 et 1918 avait permis que ce fussent les forces en présence sur le marché qui fixèrent le taux d'intérêt et comment Londres maintint sa position de marché mondial des capitaux. Relever le taux d'intérêt, disait-on, est la mesure qui s'impose pour couvrir la demande croissante du gouvernement sur le marché des capitaux ; par ailleurs augmenter la récompense offerte aux

cours de la période postérieure au Traité de Versailles, en raison du chaos monétaire chronique, de la diffusion cumulative de restrictions industrielles, de l'augmentation subite et de la diminution encore plus spectaculaire des investissements internationaux et des poussées intensifiées en faveur d'un isolationnisme monopoleur, qualifié d'« autarcie économique nationale ».

Les transformations qualitatives à l'intérieur de l'économie capitaliste internationale, à un stade précis de son développement, semblent avoir échappé à l'attention de ces théoriciens qui considèrent la période d'avant 1914 comme l'âge de « l'harmonie économique » par opposition à la période de désagrégation qui suivit.

Un observateur a écrit que « l'intégration économique internationale était imputable au fait que la philosophie libérale était dominante dans tous les pays commerciaux les plus importants, et qu'un ensemble de maximes éthiques exigeait son acceptation universelle ». ⁸ Un autre théoricien économiste, décrivant « l'idéologie commune » qui forme la toile de fond de l'économie du XIX^e siècle déclare que « l'économie internationale était intégrée organiquement à un point tel que les prix des biens et des services, ainsi que l'aspect financier des économies nationales en général, étaient en harmonie presque parfaite avec la distribution des ressources réelles et la composition du rendement national. L'évolution était ordonnée et graduelle... dans un monde doté d'une idéologie commune... les ressources productives semblaient pouvoir s'adapter suffisamment aux transformations techniques, aux déplacements de la demande et aux éventuelles variations des conditions de l'offre. » ⁹

Mais le degré même de stabilité des opérations apparemment harmonieuses du mécanisme d'avant-guerre qui engendrèrent toutes ces illusions, reposait, en fait, sur une assise transitoire qui

épargnants devait, croyait-on, stimuler l'épargne. Pareille politique aurait été inconcevable à la veille de la deuxième guerre mondiale. Tout d'abord, parce que la Grande-Bretagne avait, à l'époque, perdu sa suprématie industrielle et ensuite parce que la période d'entre les deux guerres avait non seulement connu de grosses difficultés, telles que la question du règlement des dettes et les bouleversements intervenus dans le domaine monétaire international, mais aussi assisté à l'intervention continuelle de la trésorerie sur le marché de l'argent. *Financial Policy 1939-45. History of the Second World War*, United Kingdom Civil Series, Londres, 1956, chap. 1. Egalement, Sir Denis Robertson, « What has Happened to the Rate of Interest ». *The Three Banks Review*, mars 1949.

⁸ R. Strausz-Hupé, *The Balance of Tomorrow*, New York, 1945, p. 24.

⁹ N.S. Buchanan et F.A. Lutz, *Rebuilding the World Economy*, New York, 1947. Un argument semblable est repris dans une publication récente des Nations Unies. « On the whole, capital movements during the few decades preceding 1914 tended to favour the integration of various national economies into what may be called an expanding international economy in which the flow of goods and services and the settlement of financial transactions were such as to allow free convertibility of currencies. » *International Capital Movements during the Inter-War Period*, United Nations, New York, 1949, p. 4.

devait rapidement disparaître à la suite de l'affaiblissement de la suprématie financière et technique de la Grande-Bretagne d'avant la guerre. Cette stabilité apparente ne reflétait pas une harmonie mais une hégémonie financière ; si cette hégémonie ne fut pas annihilée irrévocablement par la guerre de 1914-18, elle fut constamment et efficacement mis en cause par l'essor industriel remarquable d'autres Etats dès la fin du siècle.

Assimilant les dernières conquêtes de la technique britannique et de l'organisation industrielle, et partant de ce point avancé, une fois libérés du poids mort d'un équipement vieilli et de méthodes de travail surannées, les Allemands surpassaient les Britanniques par leur efficacité et le modernisme de leur organisation. En Asie, les vingt-cinq dernières années du siècle passé annonçaient la transformation du royaume féodal du Japon, ce pays répéta la même expérience que l'Allemagne, mais dans un laps de temps plus court et sans atteindre la même envergure.

Enfin, les Etats-Unis trouvèrent dans leur retard vis-à-vis de l'Europe un avantage d'une valeur incommensurable ; il leur permit, en effet, de bénéficier des conquêtes du Vieux Monde, et de saisir à leur profit le flambeau du leadership technologique. En termes de rivalités industrielles inter-capitalistes, ce fut peut-être, selon Alfred Marshall, un malheur pour la Grande-Bretagne que d'avoir enfanté la révolution industrielle ; (il nous suggère un parallélisme frappant), et cette expérience fait briller aujourd'hui une lueur d'espoir pour les pays encore insuffisamment développés sur lesquels plane toujours l'ombre de la révolution industrielle.

Capacité manufacturière

Périodes	(Monde = 100)				
	U.S.A.	Grande-Bretagne	Allemagne	France	Russie U.R.S.S.
1870	23.3	31.8	13.2	10.3	3.7
1881-1885	28.6	26.6	13.9	8.6	3.4
1896-1900	30.1	19.5	16.6	7.1	5.0
1906-1910	35.3	14.7	15.9	6.4	5.0
1913	35.8	14.0	15.7	6.4	5.5
1926-1929	42.2	9.4	11.6	6.6	4.3
1936-1938	32.2	9.2	10.7	4.5	18.5

Source : Société des Nations, *Industrialisation et commerce extérieur*, Genève, 1945, p. 13.

Le dernier quart du siècle passé vit s'étendre l'industrialisation à l'Europe du nord-ouest. Dans cette région le rythme de crois-

sance fut accéléré par la guerre de 1914. Les changements survenus dans la technique industrielle « des Etats-Unis, du Japon, du Canada, de l'Australie et d'autres pays au cours de cette guerre, furent tels que dans des circonstances normales ils eussent requis pour le moins vingt-cinq ans ». ¹⁰ Les statistiques industrielles dont nous disposons révèlent qu'au Brésil, en Afrique du Sud, en Nouvelle-Zélande, en Finlande et au Japon, la production industrielle a augmenté de 100 % ou même davantage de 1913 aux années vingt. La position concurrentielle de la Grande-Bretagne fut affaiblie par l'apparition de marchés nationaux dans de nombreux bastions traditionnels de l'exportation, et par le déplacement de la demande des cotonnades au profit de la soie artificielle, ainsi que celle du charbon au profit du pétrole et de l'énergie hydro-électrique.

L'effet global des antagonismes croissants et des différends d'ordre économique, qui devaient réduire à néant cette stabilité illusoire, fut loin d'être dissimulé au cours de la période d'avant-guerre, quoique la Grande-Bretagne, en tant que banquier du monde, continuât à percevoir son tribut, soit sous la forme de réinvestissements, soit sous celle d'un excédent croissant d'importations. ¹¹

Bien que l'on puisse soutenir généralement que le libre-échange constitue l'idéologie du capitalisme concurrentiel, il ne faut pas manquer d'ajouter que sa pratique n'était possible que dans certaines conditions historiques déterminées.

Il semble cependant incorrect, et même tendancieux, de parler des politiques harmonieuses du capitalisme compétitif dans le contexte des relations internationales, car cela reviendrait à identifier l'économie internationale d'avant-guerre à un système d'entreprise individuelle sans entrave, système où les rapports économiques et sociaux sont régis par des contrats, et où les nations jouissent d'une liberté intégrale dans la conduite de leurs affaires. Ceci assimile ce système à un régime de laissez-faire. ¹² On peut partager les regrets nostalgiques d'un Harrod pour un passé révolu, mais la possibilité d'un retour aux vertus du libéralisme économique aux

¹⁰ W.A. Brown, *The International Gold Standard Reinterpreted, 1914-1934*, (National Bureau of Economic Research, 1940), p. 137.

¹¹ Pour une description historique amusante, mais cependant conforme à la réalité, voir la pièce de Bernard Shaw, *The Apple Cart*.

¹² Une définition allemande du capitalisme : « Der Kapitalismus hat die privatwirtschaftliche oder individualistische Wirtschaftsordnung zur Voraussetzung und ist ohne dies gar nicht denkbar. » *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, Berlin, 1923 — définition provenant d'un pays qui présenta le premier les signes d'une transformation monopolisatrice.

plus beaux jours de sa splendeur semble difficile à concevoir. Aigri par le chaos de l'économie internationale dans la période d'entre les deux guerres et par les bouleversements qui suivirent la guerre de 1939-1945, Harrod regrette profondément la disparition des perspectives paisibles de l'économie politique du xix^e siècle et affirme que « nous ne possédons pas encore de doctrine, largement acceptée, pouvant se substituer à la doctrine du siècle passé... Pourquoi ne pourrait-on pas alors alléguer que l'ancienne économie politique nous conviendrait mieux encore, puisqu'elle a réussi pendant longtemps à maintenir son emprise sur l'esprit du citoyen moyen bien informé ». ¹³

De même, Haberler nous incite à remonter l'échelle historique en acceptant la doctrine reçue et la théorie des coûts comparatifs.

« Ce qu'il conviendrait de faire, c'est d'adopter les politiques appropriées qui permettent aux forces du marché, l'offre et la demande, c'est-à-dire le mécanisme des prix, de déterminer ces proportions selon le principe des coûts comparatifs. Ces problèmes sont beaucoup trop compliqués pour être résolus d'une autre manière ; ils ne peuvent pas être réglés par un bureau de planification et il serait difficile à un bureau de statistiques d'en prévoir l'issue... Rien ne peut rationnellement remplacer le mécanisme du marché. » ¹⁴

Pour sa part, A. Weber déclare : « Soyons assez forts pour nous dégager de la structure désuète de l'interventionnisme étatique, du protectionnisme, des super-cartels et des grands Konzerns. » ¹⁵

Devant de tels sentiments, il peut être utile de relever que la Manchester des années 1830 est difficilement comparable à la République de Weimar ou à l'Allemagne occidentale du Dr. Adenauer.

¹³ R. Harrod, *Are these Hardships Necessary?* Londres, 1947.

¹⁴ *Proceedings of the Academy of Political Science*, Vol. XXV, mai 1953, No. 3. *The Foreign Trade of Western Europe*, William A. Orton nous donne une opinion de caractère encore plus extrême dans son livre *The Economic Role of the State*, University of Chicago Press, 1950.

¹⁵ A. Weber, *Weltwirtschaft*, Berlin, 1950. Si dans le domaine de l'économie internationale la défense de la théorie du laissez-faire a pu être assurée, c'est pour une raison fort évidente : c'est la chose la plus simple du monde de prouver que les abus dans le domaine des tarifs, des contingents et des autres politiques agressives « *beggar my neighbour* » ne seraient pas dans l'intérêt de la grande majorité des gens. Le fait que certains instruments agressifs de politique commerciale soient employés à tort ne justifie pas la conclusion selon laquelle le retrait de tous ces instruments signifierait un bien-être économique accru. Pour prouver que la politique du laissez-faire est la meilleure politique du monde, il suffit d'ignorer l'existence des phénomènes *monopoleurs* et les problèmes découlant des perturbations cycliques. Mais ce sont précisément ces forces qui ont été reléguées à l'arrière-plan dans deux textes fort connus, traitant de la théorie des échanges internationaux. Bertil Ohlin, *Interregional and International Trade*, Harvard University Press, 1933, and G. Haberler, *The Theory of International Trade*, Londres, 1936. Cette omission a été intelligemment comblée par W.E. Beach, « Some Aspects of International Trade Under Monopolistic Competition », Chapitre X, *Explorations in Economics*, New York, 1936.

M. Zinkin de la *Lever Brothers Trust* abonde dans le même sens et se fait le porte-parole du monde de la libre-entreprise, tel qu'il existait dans la période d'avant-guerre. Si l'investisseur étranger doit « une fois de plus jouer son rôle de créateur de richesses, sur la même échelle qu'avant 1914 », estime M. Zinkin, « il doit pouvoir recouvrer sa liberté de choix et sa liberté d'accumuler qui était alors la sienne... »¹⁶ Hayek, l'un des défenseurs les plus acharnés de la doctrine libérale, loue le mécanisme des prix comme instrument du calcul économique et de la rationalité du marché, et il affirme que sa mise en œuvre est fonction de la concurrence. « Le système des prix ne remplira son rôle que pour autant que chaque producteur puisse s'adapter aux fluctuations des prix, sans les contrôler. »¹⁷

Ces évaluations ne doivent pas être écartées comme des survivances périmées du libéralisme gladstonien : elles doivent être considérées avec sérieux. Deux motifs à cela, leur réapparition dans la politique économique étrangère des Etats-Unis et aussi l'échec de leur application aux zones insuffisamment développées après 1945. Maints critiques (notamment les revues économiques spécialisées dans l'analyse de l'économie américaine, et la grande majorité des rapports du Sénat et du Congrès) ont signalé que les relations économiques internationales des Etats-Unis incorporées dans les dispositions des accords de *Bretton Woods*, de l'*Anglo-American Loan* et de l'*American Loan Trade Policy* visent à donner une nouvelle impulsion au laissez-faire du XIX^e siècle pris comme source d'inspiration doctrinale.

Commentant cette tendance dans une lettre privée adressée à Sir Percival Liesching, en 1943, à l'époque de la Conférence de Washington, Lord Keynes écrivait : « Je vous remercie de votre note sur le commerce étatique... Comme vous le savez, je crains fort de passer pour un sceptique entêté quant à un retour possible à la théorie du laissez-faire du XIX^e siècle, dont vous-même et le Département d'Etat semblez avoir la nostalgie.

J'estime que l'avenir appartient :

1. au commerce étatique des marchandises ;
2. aux cartels internationaux pour les produits manufacturés essentiels, et
3. aux restrictions quantitatives à l'importation pour les produits manufacturés non essentiels.

¹⁶ M. Zinkin, *Problems of Economic Development in Asia*, Institute of Pacific Relations, New York, p. 28.

¹⁷ F.A. Hayek, *The Road to Serfdom*, Londres, 1944.

Néanmoins, vous cherchez à bannir toutes ces modalités à venir d'une activité économique bien ordonnée. »¹⁸

En vérité, les décades antérieures à 1914 témoignent de l'essor phénoménal des concentrations économiques sur une grande échelle, des commissions industrielles de coordination, des monopoles, ainsi que de leurs corollaires : les « administered prices », « contrived prices » et « price leadership », dont le but premier était de fausser l'automatisme du mécanisme des prix. Dans notre monde de sociétés géantes, l'économie internationale d'avant 1914 se trouvait théoriquement plus proche du modèle proudhonien (« la concurrence tue la concurrence ») qu'elle ne l'était de celui de John Stuart Mill.¹⁹ On se demandait alors si une concurrence effrénée était désirable. Galbraith suggère qu'il est facile de déceler les causes profondes d'une nostalgie pour un tel mécanisme, quelque rigoureuses qu'en soient les exigences. De même, il est aisé de comprendre « qu'une communauté ayant longtemps utilisé ces règles comme points de repère pour l'interprétation de son économie, voit, avec un sentiment d'inquiétude, violer les règles de ce mécanisme ». ²⁰

Avant la publication des œuvres d'avant-garde de Chamberlain²¹ et de Joan Robinson²² sur la théorie de la concurrence imparfaite, les hypothèses libérales restèrent incontestées dans le monde néo-classique dont Alfred Marshall était le *pontifex maximus*. Sur le plan philosophique, ce monde reposait sur les prémisses du libéralisme classique, tel qu'il avait été modifié par Marshall et renforcé par le darwinisme social. L'une de ces prémisses était la théorie de la concurrence pure. Joan Robinson

18 R.F. Harrod, *Life of John Maynard Keynes*, Londres, 1951, p. 567. L'ouvrage de R.N. Gardner, *Sterling-Dollar Diplomacy: Multilateral Trade*, Oxford University Press, 1956.

Cet ouvrage nous permet de mieux saisir le fond de l'antagonisme surgi entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis et fondé sur des différences de conception économique, qui, à leur tour, s'expliquent en fonction des transformations intervenues dans la structure économique des deux pays. Les idées (et les appréhensions) inspirant Keynes dans sa note à Liesching se trouvent le mieux résumées dans la déclaration de Sumner Welles, à l'époque sous-secrétaire d'Etat, p. 42-44. Pour une conception plus rigoureuse, bien que doctrinaire, cf. R.P. Dutt, *The Crisis of Britain and the British Empire*, Londres, 1954.

19 « Every restriction of competition », arguait ce grand-prêtre du classicisme, « is an evil, and every extension of it, even for the time injuriously affecting some class of labourers, is always an ultimate good. » *Principles*, Ashley éd., p. 793.

20 J.K. Galbraith, *The Concept of Countervailing Power*, Cambridge, Massachusetts, 1952, p. 25.

21 E.H. Chamberlain, *The Theory of Monopolistic Competition*, Harvard University Press, 1933. Ce concept a donné lieu à de nombreux développements dans la littérature spécialisée. Cf. E.H. Chamberlain, *Quarterly Journal of Economics*, août 1948 et novembre 1956 pour une bibliographie étendue.

22 Joan Robinson, *The Economics of Imperfect Competition*, Londres, 1933.

remarque que « les économistes, égarés par la priorité logique de la concurrence parfaite dans leur programme, étaient en quelque sorte pris à leur propre piège lorsqu'ils pensaient qu'elle devait revêtir la même importance dans le monde réel. Le 'bon entrepreneur' était celui qui ne dépendait que de la concurrence, et les vertus capitales de notre société provenaient de la nature fortement concurrentielle de son économie primitive ». ²³

Dans leur étude bien connue, Berle et Means affirment aussi « que la concurrence n'a plus le même caractère, et que les principes applicables aux conditions actuelles sont radicalement opposées à ceux qui conviennent lorsque les unités concurrentielles dominantes sont plus petites et plus nombreuses. Les principes du duopole sont devenus plus importants que ceux de la libre-concurrence ». Etant donné que la majorité des prix comporte des éléments monopoleurs, les auteurs ajoutent que la plupart des gens songent à la concurrence monopoliste, lorsqu'on emploie le terme de « concurrence ». La théorie concurrentielle est irréaliste, « car elle ne représente pas véritablement les forces agissantes du système économique ». ²⁴

LE CADRE HISTORIQUE.

Schumpeter a dit une fois que s'il devait, en tant qu'économiste, faire face à ce cruel dilemme d'abandonner ses connaissances historiques ou celles de mathématiques, il choisirait ces dernières.

Comme dans nos précédents chapitres, nous avons situé notre analyse dans un cadre historique donné, car nous avons la conviction que le développement économique ne peut être analysé ou compris, si on l'isole des conditions institutionnelles particulières, rattachées à l'évolution du passé. Bien qu'à première vue cette constatation paraisse évidente et élémentaire, la théorie moderne n'a pas tenté de vérifier ses hypothèses fondamentales au regard de l'expérience historique des régions insuffisamment développées.

Un dernier commentaire général semble approprié pour comprendre ce qui suit. L'orientation institutionnelle fondamentale de notre approche du problème, suppose que les modifications au sein des échanges internationaux reflètent, en général, des transformations à l'intérieur de la structure sociale de la production capi-

²³ J. Robinson, *op. cit.*

²⁴ A.A. Berle et G.C. Means, *The Modern Corporation and Private Property*, New York 1933, p. 45. D. Lynch a fait une synthèse de la masse volumineuse des T.N.E.C. Reports and Hearings, *Economic Concentration*, Columbia University Press, 1946.

taliste. Ainsi, l'abandon graduel de la théorie du laissez-faire avant la première guerre mondiale ne peut pas s'expliquer uniquement par l'effet des *forces externes*, agissant sur l'économie britannique, non plus que par la brutalité grossière des pratiques commerciales internationales appliquées entre Versailles et Munich, ni par les transformations structurelles internes dans les économies des puissances dominantes, provoquées par la grande dépression des dernières vingt-cinq années du XIX^e siècle.

Les quelques cent vingt-cinq ans, qui séparent l'acte d'accusation de Smith contre les vestiges du mercantilisme des tirades de Hobson contre les politiques néo-mercantilistes des puissances européennes, marquent la distance parcourue entre une époque d'accumulation primitive du capital et une époque où l'exportation des capitaux et la concurrence monopoliste atteignent de nouveaux sommets et ouvrent de nouvelles perspectives après la crise des années 1870.

Dans cet exposé, la Grande-Bretagne se verra accorder la première place puisqu'elle constitua le rempart tout puissant du libéralisme pendant le XIX^e siècle et le centre de l'univers économique ; en faisant cette analyse, il nous sera possible d'observer les transformations de la structure libérale d'une manière plus pénétrante que nous n'aurions pu le faire si nous avions choisi les Etats-Unis ou l'Allemagne.

LES RÉPERCUSSIONS DE LA GRANDE DÉPRESSION.

Si les causes de la grande dépression de 1875-1896²⁵ sont encore quelque peu obscures, ses effets cumulatifs sur la structure économique et industrielle britannique le sont moins. Le choc violent de la concurrence, les effets néfastes du fléchissement continu des prix et ses répercussions également funestes sur l'efficacité marginale du capital sont évidents. Commentant cet aspect de la crise, Rostow fait remarquer que les capitalistes ont été amenés

²⁵ On reconnaît généralement que ce qui est connu sous le nom de « grande dépression » ne fut pas le résultat d'une contraction cyclique étendue comme en 1929-1932. H.L. Beales est même allé jusqu'à prétendre que le terme « grande dépression » constituait un malentendu provenant d'une fausse interprétation des normes de production et des salaires réels. « The Great Depression in Industry and Trade », *Economic History Review*, octobre 1931. Les rapports des Commissions royales ont révélé cependant diverses tendances séculaires affectant chaque secteur de l'activité économique. L'évidence montre qu'il existe un écart notable entre le taux bancaire et celui du marché de l'argent, une baisse de tous les taux d'intérêt, une chute de tous les prix équitables, un déplacement des investissements à long terme des territoires d'outre-mer vers le marché national, une diminution des marges bénéficiaires et des prix, une augmentation de la production et des salaires réels et une baisse des échanges dans le secteur des exportations. Sir Robert Giffen, *Inquiries and Studies*, Vol. I, pp. 104-106. Cf. H. Rosenberg, « Political and Social Consequences of the Great Depression of 1873-1896 in Central Europe », *Economic History Review*, Vol. XII, 1943.

à « chercher une voie échappatoire » pour éviter la chute précipitée des marges bénéficiaires, en ayant recours « aux avantages offerts par l'impérialisme garantissant les débouchés étrangers, les tarifs douaniers, les organismes monopolistes et la mise en œuvre des associations patronales ». ²⁶

Le comité parlementaire de 1886 attribua la crise des années 1870 au fait que les industriels britanniques « s'étaient montrés beaucoup plus téméraires que leurs rivaux dans leur empressement à faire pousser les usines ». ²⁷

Dès la fin du siècle, il ne faisait aucun doute que les trusts et les cartels assumaient un rôle nouveau dans l'industrie sidérurgique britannique, bien que le rapport final de la *Royal Commission on the Great Depression* ne fasse aucune allusion à cette nouvelle tendance. ²⁸

Vers 1889, Thorold Rogers, à l'opposé de son collègue de Cambridge, Edgeworth, notait que « le fonctionnement bénéfique de la concurrence touchait à sa fin ». ²⁹ Dans le cas de la Grande-Bretagne, les tarifs ne constituaient pas l'élément catalyseur inducteur de telles transformations. Clapham écrivait que « les ententes et les accords commerciaux britanniques constituaient une preuve suffisante de ce que les tarifs ne représentaient pas, comme on le disait à propos des trusts américains, l'élément créateur de toutes ces transformations » ; il ajoutait que la réaction des hommes d'affaires britanniques, au fur et à mesure que s'amorçait la crise et qu'ils « perdaient leur ancienne foi individualiste », était qu'il « devait y avoir là quelque chose de valable ». ³⁰ Les réticences britanniques à adopter des mesures restrictives n'étaient pas dues à un « individualisme inné » car les hommes d'affaires britanniques n'étaient pas plus individualistes que leurs collègues américains ou allemands, en dépit de ce qu'en croyait Liefmann, qui expliquait ainsi les retards dans la transformation du capitalisme britannique :

« A l'époque où, chez nous, le problème des cartels jouait déjà un rôle prédominant, il n'en était qu'à peine question en Angleterre, où l'on est pourtant accoutumé à voir surgir tout nouveau phénomène économique. » ³¹

²⁶ W.W. Rostow, *British Economy in the Nineteenth Century*, Oxford University Press, 1948, p. 89.

²⁷ Lord Brassey, *Papers and Addresses*, Londres, 1894, pp. 214-215.

²⁸ Voir D.L. Burn, *The Economic History of Steelmaking, 1867-1939*, Cambridge University Press, pp. 225-229 ; également H.W. Macrosty, *The Trust Movement in British Industry*, Londres, 1907, p. 57.

²⁹ *Industrial and Commercial History of England*, Londres, 1892, p. 377.

³⁰ J. Clapham, *An Economic History of Modern Britain; Machines and National Rivalries (1887-1914)*, Cambridge University Press, Vol. III, p. 22.

³¹ R. Liefmann, *Schutzzoll und Kartelle*, Jena, 1903, p. 7.

L'expérience britannique en matière de cartels montre dans quelle mesure les fabricants locaux essayèrent de constituer des organisations monopolistes ou quasi monopolistes chaque fois qu'il était possible d'éviter ainsi la concurrence.³² Les cartels maritimes, fort connus dans les années 1870,³³ ainsi que les cartels du nitrate furent créés par des sociétés anglaises.³⁴

L'incidence et la croissance des concentrations monopolistes britanniques ne doivent pas être expliquées en faisant appel aux propensions ataviques anglaises à l'individualisme. Ce phénomène fut, en fait, moins spectaculaire dans ce pays qu'aux Etats-Unis ou en Allemagne ; l'homme d'Etat et industriel, Walter Rathenau, disait déjà, en 1909, que « trois cents hommes, qui tous se connaissent, président au destin économique de l'Europe, et choisissent leurs successeurs parmi eux ». ³⁵ A ce moment le monopole représentait un facteur dominant dans tous les pays industriellement développés. Dans le cadre de l'économie américaine, la concentration industrielle fit, à partir de 1880 surtout, des pas de géant. ³⁶ Les frères Clark estimaient en 1912 que « l'ampleur même des consolidations récemment apparues suffisait à stupéfier ceux qui les avaient vues naître. Si l'on devait revenir à l'âge carbonifère, et voir la terre se repeupler de dinosaures, la transformation subie par le règne animal semblerait à peine moins extraordinaire que la transformation apportée au monde des affaires par ces corporations aux allures de monstres ». ³⁷

³² Les tendances anti-monopoleurs jouèrent un rôle important au cours de la révolution de 1640. Sir John Colepepper se fit alors l'écho d'une critique fort répandue en déclarant, le 9 novembre 1640, devant la Chambre des Communes : « I have but one more grievance to offer unto you: but this one compriseth many: it is a nest of wasps, or a swarm of vermin, which have over-crept the land, I mean the monopolers and polers of the people: These like the frogs of Egypt, have got possession of our dwellings, and we have scarce a room free for them; they sip in our cup, they dip in our dish, they sit by our fire; we find them in the dye-vat, wash-bowl and powdering-tub; they share with the butler in his box, they have marked and sealed us from head to foot. Mr. Speaker, they will not bate us a pin: we may not buy our own cloths without their briking. These are the leeches that have sucked the commonwealth so hard, that it is almost become hetical. » W. Cobbett, *Parliamentary History of England*, Vol. II, p. 656.

Voir aussi, Adam Smith, *Wealth of Nations*, Bk. IV, Ch. II; Babbage, *Economy of Manufactures*, Londres, 1833, p. 312. Marshall estimait que « in Adam Smith's time, England was full of trade combinations, chiefly of informal kind, i.e. confined to very narrow areas; but very powerful within those areas, and very cruel ». « Some Aspects of Competition », *Memorials of Alfred Marshall*, éd. A.C. Pigou, p. 267.

³³ *Report of the Royal Commission on Shipping Rings (1909)* et D. Owen. *Ocean Trade and Shipping*, Londres, 1914, p. 66; Clapham, *op. cit.*, p. 314.

³⁴ *Report of Committee on Trusts* (Cmd. 9236), Londres, 1919, p. 17.

³⁵ M. Lowenthal, *The Jews of Germany*, New York, 1937, pp. 321-322.

³⁶ Joe Bain, « Industrial Concentration and Government Anti-Trust Policy », dans H.F. Williamson éd., *The Growth of American Economy*, New York, 1944.

³⁷ J.B. Clark, *The Control of Trusts*, New York, 1912, pp. 14-15. Nombreuses furent les critiques, dans les années 1890, concernant les consolidations; elles eurent pour résultat la proclamation, en 1890, du « Sherman Anti-Trust Act ». En 1894 parut l'ouvrage anti-monopoleur bien connu de Henry Demarest Lloyd, *Wealth Against Commonwealth*.

Une monographie de Lewis Corey révèle dans quelle mesure le capital financier américain a été intégré par la Maison Morgan. « Si la Maison Morgan représente la finance pénétrant l'industrie », écrit-il, « la Standard Oil représente la transformation des capitalistes industriels en capitalistes financiers. » ³⁸

Le mouvement foudroyant vers la concentration économique et l'éclosion de ce que la *Commission Pujo* de la Chambre des Représentants désigne comme le « Trust de l'argent », provoquèrent un véritable cri d'alarme chez le législateur américain. Les conclusions de la Commission, publiées en 1913, sont les suivantes :

« Si par « trust financier » nous désignons une identité et une communauté d'intérêts réelles et bien définies entre quelques dirigeants du monde financier qui se sont créées et se maintiennent grâce à des effets en portefeuille, des conseils d'administration interdépendants et des corporations industrielles et de services publics et qui ont conduit à une concentration large et accrue du contrôle de l'argent et du crédit entre les mains d'un nombre d'hommes relativement restreint, votre comité n'hésite pas à affirmer, à la lumière de son enquête, que cette situation, qui a surtout évolué au cours des cinq dernières années, existe à l'heure actuelle dans ce pays. » ³⁹

En effet, la consolidation financière avait pris de telles proportions que selon Corey, la finance américaine au lieu de faire de New-York le marché mondial de l'argent sous le leadership de la Maison Morgan, « procédait à la consolidation, la combinaison et la recapitalisation de l'industrie, en renforçant ainsi les fondements de la concentration industrielle et du contrôle financier ». ⁴⁰

Sur les terres classiques du laissez-faire, la route conduisant au triomphe du monopole prenait un aspect moins spectaculaire. Le monopole britannique procédait à pas de loup et se développait systématiquement, tout en s'inspirant d'une discrétion véritablement britannique ; c'est d'ailleurs là un aspect qui n'a pas échappé à la Commission royale des monopoles. « Ce qui fut remarquable dans le processus de consolidation et d'association en Grande-Bretagne ne fut pas tellement son caractère exceptionnel ou sa faiblesse que son caractère réticent. Si presque rien ne se joue sur l'avant-scène, l'action se déroule, en revanche, dans les coulisses. » ⁴¹

³⁸ *The House of Morgan*, New York, 1930, p. 259. Pour la Standard Oil, cf. les deux premiers chapitres de l'ouvrage de Harvey O'Connor, *The Empire of Oil*, New York, 1955.

³⁹ « Money Trust Investigations », réimprimé dans H.U. Faulkner et Felix Flügel, *Readings in the Economic and Social History of the United States*, New York, 1929, pp. 597-700.

⁴⁰ *Op. cit.*, p. 230.

⁴¹ *Report of Committee on Trusts* (Cmd. 9236), Londres, 1919, p. 17.

Les tendances monopolistes ne se présentent pas comme des excroissances extérieures, mais bien plutôt comme des manifestations endémiques, ainsi qu'il est démontré à toutes les étapes du développement capitaliste, et cette évolution se marque d'une manière beaucoup plus prononcée encore au cours des stades ultérieurs.

Les ententes restrictives de la concurrence ne représentent donc pas de nouvelles créations du monde bouleversé d'après-guerre. Dans leur rapport, les Commissaires John Hobson et Sidney Webb concluaient : « Nous constatons qu'il existe à l'heure actuelle, dans chaque branche importante de l'industrie du Royaume-Uni, une tendance croissante à la formation d'associations commerciales et d'ententes ayant pour but de restreindre la concurrence et de contrôler les prix. De nombreuses organisations, dont nous avons eu connaissance, ont été ainsi créées, au cours de ces dernières années, et, *dans une très forte proportion, la plupart d'entre elles sont apparues depuis la fin du siècle.* » ⁴² (Les italiques sont de l'auteur.)

Le mouvement vers la concentration et la consolidation fut particulièrement marqué dans les industries utilisant une technologie hautement capitalisée, comme l'industrie chimique ; ce mouvement était alors stimulé par le développement des sciences appliquées à l'industrie. ⁴³ Ceci explique aussi pourquoi l'Allemagne ⁴⁴ et les Etats-Unis, qui ne commencèrent à s'industrialiser que plus tard, eurent à leur disposition des moyens mieux appropriés de « coopération » industrielle.

Ce « trend » peut être discerné, même dans le cas des industries-pionniers, telles les textiles qui primitivement constituaient de

⁴² Ministry of Reconstruction, *Report of Committee on Trusts* (Cmd. 9236), 1919.

⁴³ Cette tendance était particulièrement prononcée dans le secteur des industries chimiques. Levy écrivait : « According to a quotation of the Dresdener Bank, in the German synthetic dyestuff industry in 1927-1928 about 100 % of the actual national production was controlled by I.G. Farben ; in England, Imperial Chemical Industries Ltd. controlled about 40 % ; in France, the Etablissement Kuhlmann about 80 % of the national output. Of the production of synthetic nitrogen, the German trust was responsible for about 85 % of the national output, while Imperial Chemical Industries controlled about 100 %, Etablissement Kuhlmann about 30 %, the Montecatini Trust in Italy about 60 % and the E.J. Du Pont de Nemours concern in the U.S.A. a certainly dominant percentage of national production. » *Industrial Germany: A Study of its Monopoly Organization and the Control by the State*, Cambridge University Press, 1935, p. 66.

⁴⁴ Le Rapport final du *Committee on Commercial and Industrial Policy after the War* souligna que l'Allemagne disposait d'une organisation commerciale supérieure. Il ajoutait que dans les branches les plus modernes de l'industrie l'Allemagne prenait un départ avec tous les avantages d'un équipement entièrement moderne sans être entravée par une organisation du type traditionnel. La Commission attribuait cette tendance à la concentration économique et constatait en plus qu'un lien étroit existait entre la finance et l'industrie dans ce pays, plus que dans d'autres. C'est pourquoi le « Safeguarding of Industries Act » encouragea l'apparition et l'extension de grandes unités économiques.

petites unités dont les origines remontaient à la fin du XVIII^e siècle. Les recherches entreprises en 1914 par Ashton et Sir Sidney Chapman révèlent que « la dimension moyenne des filatures doubla de 1884 à 1911 ». ⁴⁵ La structure technique de l'industrie dressa cependant certains obstacles sur le chemin d'une « coopération » efficace. ⁴⁶ De même les industries sidérurgiques révèlent que la « capacité moyenne de production par entreprise (pour la fabrication de la fonte), compte tenu de la dimension et du nombre des hauts fourneaux de chaque entreprise » doubla de 1882 à 1913 et tripla presque entre 1882 et 1924. ⁴⁷

L'économie de guerre accéléra ces tendances, et comme le révèle, pour les années 1920, le rapport Balfour, « dans ce pays comme dans d'autres pays industriels, les entreprises industrielles tendent à augmenter leurs dimensions moyennes, tendance encore en cours d'évolution ». ⁴⁸

L'idée selon laquelle la consolidation monopoliste fut « néfaste » et « purement étrangère » ⁴⁹ à l'industrie britannique fut ridiculisée par les auteurs du rapport Balfour. Après avoir commenté le « succès fort douteux » obtenu au cours de ces quarante dernières années par les lois anti-trusts des Etats-Unis, ils poursuivent en déclarant que « ceux qui considèrent comme néfastes pour le public de telles formes d'organisation industrielle saisissent naturellement toute occasion pour mener à bien une enquête qui constituerait un premier pas vers le contrôle ou même la suppression de ces organisations ». La commission rejette catégoriquement de telles conclusions : « Ce fut là une attitude souvent adoptée dans le passé, mais pour autant que nous puissions en juger, c'est là une forme d'opinion qui, à la lumière d'une expérience réfléchie, apparaîtrait rapidement comme dépassée, et elle est restée sans écho parmi les membres de notre commission. » ⁵⁰

D'une manière analogue, la tendance à constituer des concentrations bancaires fit de rapides progrès, dès avant 1914 ; et le processus fut accéléré au cours de la guerre, ce qui donna lieu à

⁴⁵ *Journal of the Royal Statistical Society*, avril 1914.

⁴⁶ *Committee on Industry and Trade, Factors in Industrial and Commercial Efficiency*, p. 4. En 1926, 12 grands groupes étaient responsables de près de la moitié de la production de la fonte et de près de 2/3 de celle du fer ; en 1939, 39 % du fer et de l'acier britanniques étaient produits par les trois plus importantes usines du pays. H. Leak et A. Maizels, *Journal of the Royal Statistical Society*, 20 février 1945.

⁴⁷ *Committee on Industry and Trade, Factors in Industrial and Commercial Efficiency*, p. 4.

⁴⁸ *Committee on Industry and Trade*, p. 176.

⁴⁹ P. Fitzgerald, *Industrial Combination in England*, Londres, 1927, p. 1. Peut-être ! Mais c'était là un vice à la fois pardonné et réprouvé par ses adeptes.

⁵⁰ *Final Report* (Cmd. 3282), 1929, p. 191.

de sérieuses inquiétudes. Le *Colwyn Report*⁵¹ affirmait que, si les intérêts de la communauté, dans son ensemble, s'appuyaient dans une très large mesure sur les conditions bancaires, certaines dispositions de contrôle gouvernemental étaient indispensables. Un projet de loi anti-trusts fut rédigé afin d'endiguer ce courant, mais il fut retiré après que les banques et le Trésor eurent abouti à un accord selon lequel aucune fusion nouvelle ne serait décidée sans l'approbation préalable de la Trésorerie.

Le *Macmillan Report* ne considérait pas les tendances monopolistes selon la même optique que le *Balfour Report* : il déplorait l'absence d'unité entre milieux bancaires et industriels et accueillait avec satisfaction l'apparition de cette force disciplinaire que constituaient les ententes économiques.

« Nous croyons que dans toute collectivité qui se veut un pionnier du progrès, le monde de l'industrie et celui de la finance devraient être étroitement intégrés grâce à des organisations appropriées. Au cours des quelques dernières années, il aurait été extrêmement utile que les dirigeants des industries sidérurgiques, navales et autres, par exemple, travaillent en collaboration étroite avec de puissantes institutions financières et bancaires de la Cité afin de se réorganiser sur une base profitable. »⁵²

La grande dépression et la technologie moderne donnèrent un nouvel élan à ces forces de l'organisation monopoliste, mais elles déchaînèrent aussi une force parallèle dangereuse. Les transformations structurelles qu'entraînèrent la dépression et la technique moderne signifièrent la fin du libéralisme économique dans ses implications à la fois théoriques et pratiques.

Le protectionnisme n'était pas seulement l'opposé du libéralisme, il en était sa négation.

En étudiant d'une manière approfondie les crises des années 1880 et les poussées monopolistes, nous percevons la clameur protectionniste devant la menace de « la main sinistre de l'assassin étranger ». La *Fair trade League*, constituée en 1881, comptait parmi ses fondateurs Randolph Churchill et Joseph Chamberlain.⁵³ Parlant à une réunion tenue à Blackpool en 1884, le premier faisait remarquer que l'économie britannique « souffrait d'une dépression commerciale remontant pour le moins à 1874 » et que « jusqu'à

⁵¹ *Report of the Treasury Committee on Bank Amalgamations* (Colwyn Report), Londres, 1918, p. 7. Egalement, J. Sykes, *The Amalgamation Movement in English Banking*, Londres, 1926.

⁵² *Report of the Committee on Finance and Industry* (Macmillan Report), Londres, 1931, pp. 164-165.

⁵³ Pour la signification du « Fair Trade Movement » dans le cadre de la grande dépression, cf. J.L. Garvin, *Life of Joseph Chamberlain*, Vol. II, p. 122, Londres, 1933 ; voir aussi Sir T.H. Farrer, *Free Trade versus Fair Trade*, Londres, 1886. L'auteur de cet ouvrage fut secrétaire permanent du « Board of Trade ».

aujourd'hui, on ne pouvait constater parmi nos cercles capitalistes aucun signe de reprise ». Après avoir dressé la liste des diverses industries affectées par la crise, il demandait : « What has produced this state of things ? Free Imports ? I am not sure ; I should like inquiry ; but I suspect free imports of the murder of our industries much in the same manner as if I found a man standing over a corpse and plunging his knife into it I should suspect that man of homicide, and I should recommend a coroner's inquest, and trial by jury. » ⁵⁴

L'économie britannique était loin du temps où Cobden donnait sa fameuse définition ⁵⁵ du millénaire libre-échangiste, définition qui devait se voir taxée avec mépris de « paradis de chiffonniers » par Thomas Carlyle, son colérique contemporain. ⁵⁶

Ce n'est pas un hasard si, lorsque Joseph Chamberlain lança son offensive tarifaire, au début du siècle, ses partisans les plus enthousiastes furent les industriels des Midlands et du Pays Noir, centre même du laissez-faire quelques décennies auparavant. Son ami John Morley nous révèle que dans sa jeunesse, Chamberlain était un fidèle apôtre de John Stuart Mill et des économistes classiques, mais même à cette époque-là « ses convictions libre-échangistes ne faisaient que l'effleurer... Au fond, il considérait le problème du point de vue du fabricant qui accueille un tarif douanier en tant qu'instrument de monopole ; en fait, dans le cadre de sa propre entreprise, il effectua une transaction avec des producteurs américains qui revêtait la forme d'un accord commercial selon lequel il acceptait une subvention en contrepartie de son engagement à ne pas exposer ses vis sur le marché américain ». ⁵⁷

Entre temps, le chômage massif était apparu comme un phénomène nouveau. Le mot « chômage » ne parut digne d'avoir sa place dans l'*Oxford Dictionary* qu'en 1888. La perte de l'emploi fut

⁵⁴ Randolph Churchill devait quitter le « Fair Trade Movement » dirigé par Chamberlain. Cf. Winston Churchill, *Lord Randolph Churchill*, Vol. II, p. 328, Londres, 1906. Les réformateurs en matière de tarifs ne connurent aucun succès au début du siècle. Prenons comme point de repère les élections de 1910 : nous voyons que la réforme tarifaire compte à ce moment-là plus de partisans que le libre-échangisme. Sous l'influence de la Conférence impériale de 1908, les politiciens libéraux éprouvèrent de la sympathie pour les arguments de caractère impérialiste de Chamberlain, et, comme le remarquait Lloyd George, pour une politique maritime qui promettait à la fois de frapper économiquement l'Allemagne et de financer l'expansion maritime sans recourir à de nouveaux impôts directs. *War Memoirs*, Vol. I, Londres, 1933, p. 24.

⁵⁵ « Free Trade. What is it ? Why, breaking down the barriers that separate nations ; those barriers behind which nestle the feelings of pride, revenge, hatred, and jealousy, which every now and then burst their bounds and deluge whole countries with blood. » *Speeches on Public Policy*, Londres, 1870, Vol. I, p. 79.

⁵⁶ *Chartism (1839). English and Other Critical Essays*, Vol. II, Londres, 1940.

⁵⁷ Sir Almeric Fitzroy, *Memoirs*, Londres, 1925, p. 501.

attribuée à une instabilité personnelle et à des altérations de caractère ; les licenciements massifs, ne pouvant être si élégamment classés, étaient considérés comme relevant de la volonté imprévisible des forces naturelles.

Bientôt des plaintes s'élevèrent, accusant les trusts et les cartels américains d'abuser de l'hospitalité de l'Angleterre libérale en y procédant au « dumping » des excédents de marchandises qu'ils ne pouvaient vendre à des prix de monopole aux consommateurs nationaux ; l'hostilité provoquée par « l'invasion américaine de l'Angleterre » s'affirmait. L'épithète *Made in Germany*, qui n'était au début qu'un qualificatif méprisable, devenait le synonyme d'alarme.⁵⁸

Le xix^e siècle s'achevait et les antagonismes s'exacerbaient. Le fameux article *Germaniam esse delendam* publié par le *Saturday Review* en 1897 engendra une réaction enthousiaste des milieux industriels, commerciaux et financiers de la Grande-Bretagne. « Qu'il existe une mine à exploiter, une ligne de chemin de fer à construire, un indigène à faire passer de l'arbre à pain à la viande en boîte, de la tempérance au commerce du genièvre, Allemands et Anglais luttent pour être les premiers. Un million de différends mesquins contribue à forger la cause première d'une guerre qui devait avoir une ampleur encore insoupçonnée. Si demain l'Allemagne était réduite à néant, le jour suivant chaque Anglais, dans quelque partie du monde qu'il soit, serait plus riche. Les nations ont lutté pendant des années pour une ville, pour un droit de succession ; ne doivent-elles pas se battre pour 250.000.000 de livres sterling, qui représentent les opérations commerciales d'une année ? »⁵⁹

Il fallut dix-sept ans pour vérifier la validité de cette thèse.

Dans une telle atmosphère d'antagonismes, une voix comme celle de Cobden est insolite.

58 Cf. J.H. Clapham, *op. cit.*, Vol. III, p. 38. L'auteur, dans son premier chapitre, étudie dans quelle proportion ces craintes peuvent être attribuées à l'ignorance ou aux préjugés. Il tirait ses sources de *British and Foreign Trade and Industry, Memoranda* (First Series), 1903 (Cmd. 1761) ; A.W. Flux. « The Flag and Trade », *Statistical Journal*, 1899 ; et du même auteur, « The Commercial Supremacy of Great-Britain », *Economic Journal*, 1899.

59 R.J.S. Hoffman, *Great Britain and the German Trade Rivalry, 1875-1914*, University of Pennsylvania Press, 1933, p. 281. Un journal à fort tirage publia un article de fond, intitulé « Get back the trade ». « We are out for German trade and we are determined to get it. This remark, made with great emphasis by a manufacturer's representative at the office of the Commercial Intelligence Branch of the Board of Trade today, indicates the determination that is felt throughout the country to 'get back the trade' from Germany. Manufacturers and their agents are besieging the offices from morning till night. Nothing like this has ever been known in the history of the Board of Trade ». *Pall Mall Gazette*, 21 août 1914. Cf. Hoffman, Appendice II, pp. 325-329.

« Je vois dans le principe du libre-échange une force morale comparable au principe de gravitation — force rassemblant les hommes, repoussant les antagonismes de races, de croyances, de langues, et nous unissant tous, sous l'étendard de la paix éternelle. » ⁶⁰

Ce point de vue était partagé par l'éminence grise de la théorie libérale économique. « C'est le commerce qui fait de la guerre un moyen d'action suranné », écrivait Stuart Mill, « en renforçant et multipliant les intérêts personnels qui sont en opposition naturelle. Il est permis de dire sans exagérer que la place toujours plus importante et le développement rapide du commerce international, principale garantie de la paix mondiale, constituent l'assurance permanente la plus valable pour le progrès ininterrompu des idées, des institutions et des caractéristiques de la race humaine ». ⁶¹

Et Tennyson lui-même n'a pas réussi à se libérer de ce rêve libéral :

« For I dipped into the future, far as human eye could see,
Saw the Vision of the world, and all the wonder that would be ;
Saw the heavens fill with commerce, argosies of magic sails,
Pilot of the purple twilight, dropping down with costly bales ;
Till the war-drum throbb'd no longer, and the battle flags were furl'd
In the Parliament of man, the Federation of the world.
There the common sense of most shall hold a fretful realm in awe
And the kindly earth shall slumber, lapped in universal law...
Not in vain the distance beckons. Forward let us range.
Let the great world spin for ever down the ringing grooves of change
Through the shadow of the globe we sweep into the younger day :
Better fifty years of Europe than a cycle of Cathay. » ⁶²

TENDANCES NÉO-MERCANTILISTES.

De pair avec la croissance de la concentration économique, la période de 1875 à 1914 fut caractérisée chaque jour davantage par l'exportation de capitaux en provenance des communautés industrielles de l'Europe occidentale.

Même dans sa période de gestation, l'exportation des capitaux ne représentait pas un élément nouveau pour le capitalisme industriel. Sismondi, Malthus, Mill, ⁶³ Fullarton et Wilson ont apprécié le rôle capital qu'elle a joué dans le cadre du cycle économique.

Ce ne furent point Marx ni les marxistes qui donnèrent les premiers une analyse lucide de ces effets. Dans aucun des nom-

⁶⁰ *Speeches*, Vol. I, pp. 362-363.

⁶¹ Mill, *op. cit.*, p. 582.

⁶² *Locksley Hall*.

⁶³ *Principles*, Ashley éd., p. 582.

breux écrits de Marx, nous ne trouvons une contribution décisive concernant la nature des exportations de capitaux (alors que tel est le cas en ce qui concerne le développement des monopoles et ses effets sur les transformations structurelles dans le monde de la production capitaliste). Il fallut attendre que les répercussions politiques de ces exportations eussent été mises en lumière par l'hérétique classique non-socialiste John Hobson pour voir des théoriciens marxistes comme Rudolf Hilferding,⁶⁴ Rosa Luxemburg⁶⁵ et Lénine aborder ce domaine.

Était-il vrai, ainsi que le prétendaient les classiques, que les modèles du laissez-faire fonctionnaient automatiquement pour répondre à des transformations de l'offre et de la demande, agissant par l'intermédiaire du mécanisme objectif des prix ? Ou bien, que le capital s'écoulait précisément vers des régions qui en avaient le plus besoin ? Le modèle classique reposait sur trois postulats principaux et interdépendants : (a) la dépendance exclusive du taux de formation du capital des décisions individuelles en matière d'épargne et d'investissement ; (b) la détermination du rendement selon l'efficacité marginale du capital, comme pour tout autre prix, grâce à l'indice de pénurie, et (c) le plein-emploi. L'argument fondamental en faveur de l'exportation internationale des capitaux est que, dans des conditions normales, elle conduit le mouvement des capitaux de pays où la productivité marginale de valeur est inférieure à d'autres où elle est élevée ; elle tend ainsi à exercer un effet « égalisateur » dans le monde entier, menant à l'essor mondial des ressources en capitaux et agissant comme accélérateur du revenu mondial réel.

Les postulats de la théorie de l'équilibre général et partiel avaient de toute façon le mérite de la clarté et de l'élégance ; mais dans les années agitées d'avant 1914, ils ne traduisaient plus la marée des événements.

Thomas Balogh rappelle⁶⁶ que le processus des investissements étrangers ne représentait plus, comme l'aurait désiré la théorie orthodoxe, une égalisation graduelle des bénéfices dans un système statique, agissant par l'intermédiaire des variations des prix et des revenus dans les pays créanciers et débiteurs. Si l'expérience

⁶⁴ *Das Finanzkapital: eine Studie über die jüngste Entwicklung des Kapitalismus*, Wien, 1909.

⁶⁵ *Die Akkumulation des Kapitals: ein Beitrag zur ökonomischen Erklärung des Imperialismus*, Leipzig, 1912.

⁶⁶ *The Economics of Full Employment: Six Studies in Applied Economics*, Oxford Institute of Statistics, 1948, chapitre V, pp. 126-165.

Du même auteur, « The United States and International Economic Equilibrium », *Foreign Economic Policy of the United States* (éd. S. Harris), Harvard University Press, 1948.

en matière de crédit devait échouer définitivement pendant la période de l'entre deux guerres, les jours sereins de la prospérité edouardienne et les facteurs politiques associés au mouvement d'expansion des investissements coloniaux et internationaux en avaient déjà révélé la faiblesse.

Il convient d'observer que, malgré la critique de Balogh, la théorie classique n'était pas faite d'une seule pièce. Le concept de sur-épargne revient souvent dans les brochures et les articles de l'époque victorienne. Dans son ouvrage *On the Regulation of Currencies*, publié en 1844, Fullarton déclare :

« Sans aborder la question abstraite, si longuement débattue par les économistes, de savoir si un excès de capital est possible, je me permets d'avancer... sans craindre d'être contredit, que, conformément à la constitution de la société dans ce pays et vu les épargnes annuelles provenant du revenu et des grandes fortunes constamment envoyées des colonies, la somme du capital cherchant des investissements rentables s'accumule en temps ordinaire à une rapidité largement hors de proportion avec l'augmentation des moyens pour l'employer avantageusement. » ⁶⁷

Cependant, Fullerton abandonna, par la suite, cette forme de raisonnement dans ses recherches. Les modèles théoriques de Hobson, Robinson et Keynes ne pouvaient aboutir à une synthèse plus évoluée que celle présentée par Stuart Mill dans son œuvre riche de promesses.

Dans un chapitre particulièrement perspicace de ses *Principes* intitulé « De la tendance des profits à descendre à un minimum », Mill estime que « l'expansion des capitaux atteindra bientôt son extrême limite, si la limite n'est pas constamment reculée de manière à laisser un espace toujours plus grand ».

Son postulat fondamental est que « le taux minimum des profits est sujet à varier, et bien qu'il soit impossible d'en fixer le chiffre à un moment donné, ce minimum existe toujours ; et, haut ou bas, lorsqu'une fois il est atteint, la somme des capitaux ne peut plus augmenter : le pays est arrivé à ce que les économistes appellent l'état stationnaire », dû à l'accélération de l'accumulation du capital sans réserves de terres non cultivées comme point d'appui. Cette dernière perspective apparaît néanmoins comme hypothétique. Le modèle de Mill est basé sur d'autres hypothèses.

« Pour remplir toutes les conditions de l'hypothèse, nous devons supposer que les capitaux cessent d'être exportés pour des placements à l'étranger ; qu'on envoie plus de capitaux au dehors pour construire des chemins de fer ou couvrir des emprunts ; qu'il n'y ait plus d'émigrants

⁶⁷ Cité dans J.M. Keynes, *The General Theory*, p. 362.

qui emportent avec eux leurs capitaux aux colonies ou en d'autres pays, et que les banquiers ou négociants cessent de faire des avances à leurs correspondants de l'extérieur. »

Cet état de chose n'aboutirait pas nécessairement à une crise de surproduction, mais exercerait plutôt un effet déprimant sur le taux de profit métropolitain ; Mill construisait ce modèle pour démontrer que l'exportation de capitaux constituait un impératif, puisqu'elle agissait comme contrepoids au fléchissement du taux de profit. « En somme, nous pouvons donc affirmer que, si dans un pays comme l'Angleterre l'on continuait à épargner, comme aujourd'hui, en dehors des influences qui, dans l'état actuel des choses, neutralisent la tendance des accumulations à abaisser le taux des profits..., l'accumulation des capitaux ne tarderait pas à cesser. »

De ce modèle théorique, le même auteur tire les conclusions suivantes. « *Je crois que là réside, depuis un assez grand nombre d'années, une des principales causes qui ont empêché en Angleterre la baisse des profits* », et l'afflux continu du capital dans « les colonies ou dans les pays étrangers » constitue un dispositif anti-stagnationiste. Cet exode de capital, ajoute-t-il, a la même conséquence « qu'auraient pu avoir un incendie, une inondation ou une crise cyclique : elle enlève une partie des capitaux qui contribuaient à faire baisser les profits... Ainsi l'exportation des capitaux est-elle un grand moyen d'étendre le champ d'emploi des capitaux qui restent dans le pays, et on peut dire, dans une certaine mesure, sans crainte d'erreur, que plus nous enverrons de capitaux au dehors, plus nous pourrions en avoir et en garder dans notre pays ». ⁶⁸

Malgré ces analyses pénétrantes de la nature du mécanisme d'accumulation ; malgré la raison d'être de l'exportation des capitaux, et le rapport entre cette dernière et le taux de profit ; malgré tout cela, Mill reste fidèle aux formules classiques, ne cachant pas sa répugnance à abandonner l'hypothèse selon laquelle « *saving enriches and spending impoverishes the community* ».

Il incombait à John Hobson, en 1889, de détruire ce mythe, ⁶⁹ ce qui devait valoir à l'auteur de la *General Theory*, quelque cinquante ans plus tard, un legs particulièrement riche.

⁶⁸ *Principles*, Ashley éd., p. 738.

⁶⁹ Cf. J. Hobson et A.F. Mummery, *The Physiology of Industry*, Londres, 1889, réimpression 1955. Keynes a décrit l'ouvrage comme « *an epoch in economic thought* », *The General Theory*, p. 365. Keynes a observé que c'est Mummery plutôt que Hobson qui doit être considéré comme le précurseur de la *General Theory*. Le premier estimait en effet que « le sous-emploi » du capital et de la main-d'œuvre en période de basse conjoncture est dû à un excès d'épargne. Ce sont cependant leurs efforts conjugués qui permirent aux deux théoriciens d'élaborer une théorie de la crise. La théorie classique admettait qu'à tout moment donné, il existe un taux d'épargne qui préserve l'équilibre entre l'offre et la demande.

Selon la tradition de Sismondi, Malthus et Rodbertus, Hobson était un « sous-consommationniste », et dans son œuvre de pionnier, écrite en collaboration avec A.F. Mummery, la notion de « sur-épargne » est mise au premier plan :

« Nous nous proposons de montrer que ces conclusions sont insoutenables, que la pratique exagérée de l'épargne est possible et que cette pratique provoque le licenciement des travailleurs, entraîne une diminution des salaires et fait planer sur le monde du commerce le spectre de la dépression... toute pratique exagérée de l'épargne cause inévitablement une accumulation de capitaux qui dépasse les possibilités d'utilisation et cet excédent revêtira la forme d'une surproduction générale. » ⁷⁰

Hobson nous dit que cette thèse visait à combattre le dogme classique qui était alors « repris et reformulé... dans les quotidiens, dans les derniers traités d'économie, du haut de la chaire du prédicateur, à la Chambre des Communes... jusqu'à ce qu'il apparût sacrilège de le mettre en doute ». ⁷¹

Comment pourrait-il y avoir une limite au montant de l'épargne utile alors que chaque unité de cette épargne est destinée à élargir la structure du capital et le fonds des salaires ? « De vrais économistes ne pourraient que considérer avec horreur un argument qui chercherait à freiner tout progrès industriel. » ⁷²

Comme les difficultés rencontrées par le capitalisme post-napoléonien avaient ouvert de nouvelles perspectives théoriques à un Sismondi et à un Malthus, la grande crise des années 1880 allait révéler à Hobson de nouveaux horizons. Il en sera de même pour Keynes et à un degré encore plus considérable.

Le déséquilibre entre le volume des investissements et de l'épargne d'une part, et le déclin des taux d'intérêts d'autre part, étaient considérés avec gravité par la presse financière contemporaine. En 1887, *The Statist* observait :

« Chaque année l'épargne est très importante dans ce pays et une partie considérable de cette épargne est investie dans des valeurs bour-

et qui se modifie selon que le volume de la production augmente par rapport à l'accumulation du capital. Cependant, comme le font observer Hobson et Mummery, les inégalités économiques et, partant, la mauvaise répartition des revenus ont tendance à faire en sorte que l'épargne, génératrice d'investissements productifs, dépasse les possibilités d'investissements lucratifs, aboutissant par conséquent à une capacité de production supérieure à la demande globale. La loi des débouchés n'entre pas en jeu. L'augmentation de la consommation ne suit pas celle de la production, et le chômage surgit, dû à la déficience de la demande effective. Pour un exposé lucide des idées de Hobson, cf. E.E. Nemmers, *Hobson and Underconsumption*, Amsterdam, 1956.

⁷⁰ *Ibid.*, V.

⁷¹ *Confessions of an Economic Heretic*, Londres, 1938. Cf. également : H.B. Davis, « Hobson and Human Welfare », *Science and Society*, Vol. XXI, No. 4, 1957.

⁷² *Op. cit.*, p. 31.

sières. Si le montant des valeurs boursières restait constant, il est clair... que les prix marqueraient une tendance continuelle à la hausse. Comme l'argent cherchant à se placer augmente d'année en année, alors même que les investissements restent les mêmes, les prix doivent monter ; ... en dehors des Etats-Unis, la création de valeurs n'a pas été assez rapide pour absorber tous les nouveaux capitaux ni même une large proportion de ceux-ci. » ⁷³

En 1895, le même journal posait la question suivante : « Les épargnes du monde deviennent-elles trop grandes face aux exigences mondiales, et ce capital se déprécie-t-il dans une telle mesure que pratiquement les affaires bancaires menacent de ne plus être profitables » ? ⁷⁴

De même, les Commissaires royaux, étudiant les effets de la grande dépression de la fin du siècle, remarquaient « avec satisfaction, qu'au cours de ces dernières années, la production des marchandises et l'accumulation du capital dans ce pays avaient augmenté à un rythme plus rapide que le taux de la population ». Comme l'a remarqué l'un des Commissaires royaux (Alfred Marshall) : « Le montant du capital cherchant des placements a augmenté si rapidement que malgré un élargissement considérable du domaine de l'investissement, il a entraîné une baisse du taux d'escompte. » ⁷⁵

Dans ses *Confessions*, Hobson explique pourquoi les conditions matérielles en Grande-Bretagne constituaient un champ d'application propice à la diffusion de ses idées. Le mythe « de l'épargne illimitée... échappa à l'attention durant une grande partie de ce siècle » ; cela est essentiellement dû au fait que l'équilibre industriel des puissances ne s'était pas retourné contre l'Angleterre. « Aussi longtemps que nous étions le seul pays industriellement avancé et que nous possédions un fort excédent exportable, il n'existait aucune limite à une épargne profitable pour nous. » Mais lorsque l'Allemagne impériale, les Etats-Unis d'Amérique, la France et le Japon empiétèrent sur les chasses gardées de l'Empire britannique et « jetèrent un défi à la suprématie industrielle de ce pays dans le domaine des exportations de biens manufacturés et dans celui du développement financier des pays insuffisamment développés, le mythe... devint évident. » ⁷⁶

⁷³ *The Statist*, Vol. II, 23 juillet 1887, p. 97.

⁷⁴ *The Statist*, 22 juin 1895.

⁷⁵ *Official Papers*, p. 51.

⁷⁶ *Op. cit.*, p. 30.

LA PRATIQUE DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS.

Jusqu'à quel point la pratique et la politique des investissements étrangers entrent-elles dans le tableau esquissé par Hobson concernant la sur-épargne et la sous-consommation ? Un fait révélateur de l'expérience internationale en matière d'investissements, comme l'observe Cairncross, est, qu'au cours des quatre ou cinq décennies qui précédèrent 1914, l'Europe, en tant que banquier du monde, avait investi à l'étranger un montant total équivalent à l'entière richesse nationale de la Grande-Bretagne. Il est symptomatique que celle-ci ait fait des investissements à l'étranger pour une valeur équivalant à l'ensemble de son capital industriel et commercial et que 10 % du revenu national provint des intérêts de ces placements. Calculés selon les prix de 1951 et en fonction des dimensions de l'économie américaine, ces intérêts représentaient un volume d'investissements outre-mer des Etats-Unis de près de 600 milliards de dollars et un revenu annuel d'environ 30 milliards de dollars. Si l'Amérique avait consacré la même proportion de ses ressources aux investissements étrangers que la Grande-Bretagne en 1913, le flux des investissements aurait été trente fois ce qu'il fut alors, et le plan Marshall dans son ensemble aurait dû être exécuté deux fois par an. « L'extravagance même d'une telle hypothèse montre combien les perspectives de l'époque victorienne ont peu de ressemblance avec celles d'aujourd'hui. » ⁷⁷ Elle révèle aussi combien il est utopique de vouloir faire entrer le monde complexe d'après 1945 dans le lit de Procruste du monde d'avant 1914.

Ce qui nous intéresse ici, ce ne sont pas tellement les points d'aboutissement de l'hypothèse que les effets de tels investissements sur les communautés insuffisamment développées et les antagonismes qu'ils provoquèrent entre les pays prêteurs. Le cas de la Chine est particulièrement instructif en ce qui concerne les divers symptômes, les tensions et les pressions que certains pays imposèrent à un emprunteur affaibli.

LE CAS DE LA CHINE.

Le siècle qui sépare le Traité de Nankin de 1842 de la fondation de la seconde République en 1949 vit l'apogée et le déclin de l'expérience libérale en Chine.

⁷⁷ A.K. Cairncross, *Home and Foreign Investment, 1870-1913: Studies in Capital Accumulation*, Cambridge University Press, 1953, p. 3.

Dans quelle mesure les exportations de capitaux des pays prêteurs ont-elles contribué au redressement économique de la Chine ? Pourquoi cette expérience des investissements directs, au lieu de la transformer en un pays industrialisé, eut-elle plutôt pour résultat d'éveiller la colère et la méfiance des démocrates et des révolutionnaires chinois, dès 1898 ? Ces craintes, ces doutes, ces soupçons, étaient-ils sans fondements ? Considérés dans le cadre d'un monde asiatique en pleine évolution, ils n'étaient pas aussi gratuits qu'ils pouvaient le paraître à première vue ; les structures historiques permettent, dans une certaine mesure, d'expliquer la méfiance non seulement des Chinois, mais aussi de tous les Asiatiques à l'endroit de l'économie de la « libre entreprise » et aussi, peut-être, leurs penchants idéologiques et économiques au cours de la seconde moitié de ce siècle.

La politique de force et les investissements directs allèrent de pair, dans les régions insuffisamment développées, au cours des décennies précédant la première guerre mondiale.

« La bataille des concessions », pour employer les termes de Lord Salisbury dans sa description fin de siècle des événements se déroulant sur le sol chinois, donna naissance à des slogans tels que « sphères d'intérêts », « sphères d'influence »⁷⁸ et « porte ouverte ». La Chine devenait alors, comme l'a remarqué Claude Buss, « un Eldorado pour les ingénieurs des travaux publics, car les chemins de fer promettaient des revenus immenses et constants. Les chasseurs de concessions et les aventuriers au portefeuille bien bourré se ruaient sur Pékin... Ils faisaient de leur mieux pour connaître les agissements de leurs rivaux et pour dissimuler leurs propres réalisations à leurs secrétaires eux-mêmes. Les intérêts personnels furent trop facilement identifiés aux intérêts nationaux et l'appât des bénéfices favorisait l'emploi de canonniers et de méthodes diplomatiques à caractère d'ultimatum ». ⁷⁹

Les prêts internationaux représentaient une entreprise particulièrement profitable pour le pays prêteur. Si une maison bancaire britannique obtenait un contrat pour la construction d'un chemin de fer dans sa propre sphère d'influence, cela signifiait que ses représentants avaient mené à bien des négociations avec les fonctionnaires de l'administration choisie, ou alors que leur maison-mère à Londres avait traité directement avec le Ministère des Finances chinois.

⁷⁸ Pour les définitions des sphères d'influence, cf. Paul S. Reinsch, *World Politics at the end of the Nineteenth Century, as influenced by the Oriental Situation*, Londres, 1916, chapitre II.

⁷⁹ C.A. Buss, *The Far East*, New York, 1955, p. 89.

« Après la signature du contrat, la société britannique en Angleterre déposait l'équivalent de 5.000.000 de \$ dans sa banque ou dans une autre banque britannique, et remettait au gouvernement chinois à Pékin ou à son ministre à Londres un chèque de 5.000.000 de \$ moins les commissions et les honoraires. Conformément au contrat de prêt, la Chine passait aux usines britanniques sa commande de rails, de traverses ou de locomotives à concurrence de 5.000.000 de \$ moins les frais accrus. Il était entendu qu'une société de navigation britannique transporterait le matériel en Chine et qu'une compagnie d'assurances britannique souscrirait au risque. On supposait que le chemin de fer terminé rapporterait suffisamment d'argent pour payer tous les frais d'intérêt et d'amortissement du prêt original. La Chine payait toutes les factures par chèques tirés sur son compte à la banque britannique de Londres. Aucun argent ne traversait en fait l'océan et très souvent les chèques non plus ne quittaient pas Londres. Les prêts internationaux augmentaient le volume des affaires et, par conséquent, les bénéfices des courtiers de commerce, des banquiers, des industriels et des expéditeurs. Si une maison britannique d'investissements obtenait le contrat, les usines britanniques recevaient la commande et les investisseurs britanniques en tiraient profit. Si une entreprise française l'obtenait, chaque ressortissant français qui avait un intérêt dans la transaction, aussi minime soit-il, recevait une part des bénéfices. Ceci explique pourquoi la rivalité internationale était si vive et pourquoi les diplomates étaient habituellement aux ordres des chasseurs de concessions. Ceci explique aussi pourquoi les Chinois avaient l'impression que leurs prétendus amis profitaient d'eux et les exploitaient. » ⁸⁰

La nature même du prêt international suscita des rivalités qui épargnèrent à la Chine de tomber aux mains d'une seule puissance ⁸¹ comme ce fut le cas de l'Indochine, de l'Indonésie et de l'Inde ; ces rivalités devaient avoir des répercussions politiques considérables.

Le prêt des six puissances en est une illustration. Le 5 avril 1911, un accord fut établi par les banquiers des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, du Japon, de la Russie et de la France pour lancer l'emprunt mandchou de crédit et de développement. L'accord fut signé par le gouvernement impérial chinois,

⁸⁰ C.A. Buss, *op. cit.*, p. 89.

⁸¹ On a prétendu que, si la Chine impériale n'avait pas partagé le sort de l'Inde, cela pouvait être partiellement expliqué par les antagonismes, les rivalités des occupants. Ce fut un des principaux motifs qui inspira la politique de la « porte ouverte ». Selon Willard Straight « it won the adherence of other nations not because of any particular consideration for China but because of their mutual jealousy and their realization that partition would impose upon them responsibilities which they might find it difficult to bear. They did not therefore surrender the ports which they had forcibly leased, but their acceptance of the « open door » doctrine nevertheless marked the beginning of a financial and commercial, rather than territorial, definition of their respective interests ». *China's Loan Negotiations*, New York, 1913, p. 124 ; voir aussi G. Clark, *Economic Rivalries in China*, Yale University Press, 1932, p. 21 ; Mingchien J. Bau, *The Open Door in Relation to China*, New York, 1923 ; « The Open Door : An Idea in Action, 1906-1913 », *Pacific Historical Review*, Vol. 23, 1955. La politique de la « porte ouverte » n'était pas une création essentiellement américaine, cf. le memorandum de la Chambre de Commerce de Manchester au Foreign Office, cf. 27 avril 1898, dans N.A. Pelcovits, *Old China Hands and the Foreign Office*, New York, 1948, p. 226.

J.P. Morgan et Co., Kuhn, Loeb et Co., la First National Bank et la National City Bank, la Hongkong and Shanghai Banking Corporation, la Deutsch-asiatische Bank et la Banque d'Indochine.

L'accord prévoyait un prêt de un million de livres sterling destiné à unifier la monnaie chinoise et à fournir des fonds pour promouvoir et agrandir les entreprises industrielles des trois provinces de la Mandchourie...⁸² Le taux d'intérêt fut fixé à 5 % et remboursable en quarante ans. Comme garantie, ces banquiers s'assurèrent une hypothèque sur les impôts frappant le tabac et le sel. Aux termes de l'accord, ces taxes furent déclarées libres de tout emprunt, charge ou hypothèque. Les banquiers possédaient avant tout autre un droit de revendication en cas de défaut de paiement, et le gouvernement impérial ne pouvait abolir ou diminuer ces taxes sans autorisation des banquiers. Cet accord est connu sous le nom de *Chinese Currency Loan* et il marque une nouvelle étape de la main-mise étrangère sur la Chine. Willard Straight, consul général des Etats-Unis, qui avait négocié précédemment un autre *Manchurian Bank Agreement*, était le représentant financier de J.P. Morgan. Il était aussi le protégé de Harriman, le roi du chemin de fer. « La signification de l'accord sur le prêt signé samedi », écrivait-il à Morgan, « sera mieux comprise d'ici cinq ans qu'elle ne l'est aujourd'hui. C'est là le premier résultat tangible de la nouvelle politique inaugurée par le Secrétaire Knox ». ⁸³

Le soulèvement des Boxers, onze ans auparavant, fut la réaction spontanée d'un peuple contre les exactions commises par les hommes d'affaires et les maisons d'investissements européens et américains pour s'assurer des zones privilégiées d'investissements et de concessions. ⁸⁴ La révolution de 1911, qui renversa la dynastie mandchoue et établit la République, était une révolte contre les abus et la corruption qui avaient réduit la Chine impériale à un état semi-colonial.

La proclamation d'un des chefs rebelles, Yu Tung-chen, était significative de l'éveil du sentiment national et de la profondeur de la haine anti-étrangère. « Les étrangers, sous le prétexte de

⁸² P.H. Clyde, *International Rivalries in Manchuria, 1689-1922*. Ohio State University Press, p. 184.

⁸³ H. Croly, *Willard Straight*, New York, 1925, p. 402.

⁸⁴ Les documents contemporains que nous possédons à ce propos sont révélateurs. A. Krausse, *The Story of the Chinese Crisis*, Londres, 1901, p. 201. Sur l'impact et la portée du soulèvement des Boxers, voir G.N. Steiger, *China and the Occident, The Origin and Development of the Boxer Rising*, Yale University, 1927, p. 107. Les opinions du ministre allemand en Chine (1875-1893) mettent en relief la signification économique de ce mouvement; M. von Brandt, *Zeitfragen*, Berlin, 1900. Le comte de Witte, diplomate russe, attribue ce soulèvement à l'exploitation du pays par les puissances européennes, cf. *Memoirs of a Diplomat*, New York, 1921, p. 107. Chester C. Tan, *The Boxer Catastrophe*, Columbia University Press, 1955, est une étude générale suivie d'une bibliographie complète.

faire du commerce et d'enseigner le christianisme, s'approprient nos terres, nos aliments et les vêtements de notre peuple, faussant en outre l'enseignement des sages ; ... ils ont mangé nos enfants et gonflé la dette publique jusqu'à en faire une véritable montagne ; ils ont incendié nos palais, renversé nos Etats tributaires, occupé Changhai, dévasté Formose, ouvert par la force le port de Kiaotchéou et maintenant ils désirent se partager la Chine comme un melon. » ⁸⁵

Une fois la République établie et les diverses factions politiques chinoises ayant concilié leurs points de vue divergents, le gouvernement de coalition, présidé par Yuan Chi Kai, informa le Consortium des quatre puissances que la Chine se proposait d'emprunter 125 millions de dollars pour une réorganisation administrative générale. Les gouvernements respectifs du groupe financier estimèrent qu'il était désirable que des banquiers russes et japonais fussent inclus dans le consortium, mais, par la suite, le gouvernement des Etats-Unis retira son appui moral à l'emprunt dont les conditions, comme l'écrivait le Président Woodrow Wilson, « nous semblent pour ainsi dire porter atteinte à l'indépendance administrative de la Chine elle-même ; notre administration ne doit pas se sentir engagée par ces conditions. Sa responsabilité, qui découlerait d'une demande aux banquiers tendant à l'octroi de ce prêt, pourrait avoir à la longue des conséquences malheureuses, comme une ingérence voulue dans les affaires financières et même politiques de ce grand Etat d'Orient... ces conditions comprennent non seulement le prélèvement de certains impôts particuliers en vue de garantir l'emprunt, certains d'entre eux étant démodés et lourds, mais aussi l'administration de ces impôts par des agents étrangers. La responsabilité que prendrait notre gouvernement en encourageant un prêt, assuré et administré de cette manière, apparaît clairement... » ⁸⁶

On n'ignorait pas les rapports étroits qui existaient entre les maisons de placement et le Département d'Etat américain, ⁸⁷ le

⁸⁵ L. Lawton, *Empires of the Far East: A Study of Japan and of her Colonial Possessions, of China and Manchuria and of the Political Questions of Eastern Asia and the Pacific*, Londres, 1912, Vol. I, p. 2.

⁸⁶ Les déclarations de Wilson et des banquiers sont reproduites dans le *American Journal of International Law*, Vol. III, No. 2 (avril 1913), pp. 335-341. S. Nearing et J. Freeman prétendent que l'administration Wilson représentait plutôt les intérêts industriels que les intérêts financiers des Etats-Unis. Le professeur Faulkner déclarait néanmoins que « the influence of Wall Street bankers was not great in Washington during the Wilson administration ». *The Decline of Laissez-Faire, 1897-1917*, Vol. VII, The Economic History of the United States, New York, 1951, p. 91.

⁸⁷ Cf. Straight dont les ouvrages sont indispensables pour comprendre le rôle des investissements américains à l'étranger au cours de cette période. Cf. aussi la biographie d'un autre homme d'affaire et diplomate, P.A. Varg : *Open Door Diplomats: The Life of W.W. Rockhill*, University of Illinois Press, 1952.

Foreign Office,⁸⁸ le Ministère allemand des Affaires Etrangères⁸⁹ et le Quai d'Orsay.

Alors que la Chine subissait l'emprise de ce destin agité, le partage du « melon » portait atteinte à toute la structure de la croissance économique chinoise. La construction des voies ferrées donne une image vivante des événements qui se déroulèrent alors.

Un grand nombre de lignes, parmi les plus importantes, furent construites à la suite de demandes étrangères concernant les droits ferroviaires ; ce développement atteignit son apogée au cours de la « bataille des concessions », en 1898. Il ressortait de leur tracé qu'elles étaient destinées principalement au développement des échanges entre les régions les mieux développées au point de vue commercial. Il existait cependant deux lignes de chemin de fer — la *Chinese Eastern Railway* en Mandchourie et la *Yunnan-Indochina Railway* dans le sud-ouest — qui différaient des autres voies ferrées financées par les capitaux étrangers, ces compagnies ferroviaires, avec l'appui direct de leurs gouvernements respectifs, possédaient, pour une période de quatre-vingt ans, le droit de propriété. Dans le sud-ouest, le but ultime du gouvernement français, en ce qui concerne la construction de la voie ferrée Yunnan-Indochine, ne consistait pas tant à développer le Yunnan qu'à s'assurer le contrôle de la riche province de Setchouen et l'accès à la vallée du Yangtsé, grâce à une extension vers le nord.⁹⁰

Une autre des caractéristiques principales des placements ferroviaires en Chine était l'absence totale d'unité administrative du réseau. Chaque accord financier établissait un système administratif pour la ligne de chemin de fer dont il était question, et ce système était appliqué pendant toute la durée du prêt. Il différait souvent des autres systèmes. En effet, pour chacune des lignes financées par voie d'emprunt, les pouvoirs accordés au personnel chinois et étranger, les fonctions assumées par les étrangers employés dans l'administration ferroviaire étaient définis d'une manière différente.⁹¹

⁸⁸ J.O.P. Bland, *Recent Events and Present Policies in China*, Londres, 1912, excellent ouvrage dû à un correspondant du *Times* dans ce pays et à un membre actif de la « British-China Association ». Egalement, J.F. Withers, *International Finance*, Londres, 1916.

⁸⁹ J. Riesser, *Die deutschen Grossbanken*, Jena, 1900.

⁹⁰ L. Kent, *Railway Enterprise in China*, Londres, 1907, pp. 46-50 ; également E. Tu Zen Sun, *Chinese Railways and British Interests, 1898-1911*, New York, 1954 ; Cheng Lin, *The Chinese Railways: A Historical Survey*, Shanghai, 1935 ; Chiang Kia-ngau, *China's Struggle for Railroad Development*, New York, 1943.

⁹¹ Ce point est illustré par une comparaison entre l'accord pour les travaux concernant le chemin de fer Changhai-Nankin et les dispositions de l'accord de prêts pour la ligne Canton-Kowloon et Tientsin-Pukou ; J. MacMurray, *Treaties and Agreements with and concerning China, 1894-1919*, Oxford University Press, Vol. I, pp. 405-408, 690.

Un groupe britannique obtint une concession pour le chemin de fer Pei-Ning menant de Pékin à Moukden ; un syndicat belge, pour le chemin de fer de Kin-Han, allant de Pékin à Hankéou ; une compagnie anglo-allemande eut une concession pour le chemin de fer de Tsin-Pu, conduisant de Tientsin à Pukow sur la rive septentrionale du Yangtsé, face à Nankin ; un syndicat français obtint le chemin de fer de Cheng-T'ai, reliant Shichiachwang à T'aiyüan ; un concessionnaire américain s'attribue le chemin de fer de Han-Yüeh, établi de Hankéou à Canton, et un groupe franco-belge exploite la ligne Lung-Hai qui suit la vallée de la Rivière Jaune de Loyang à Haïtchéou sur les côtes de la Mer Jaune. Certaines de ces lignes de chemin de fer ne furent jamais construites ou le furent mal ; d'autres lignes ne furent que des constructions hasardeuses ; invariablement, les contrats ferroviaires prévoyaient des comptables, des gérants, des directeurs et des ingénieurs étrangers ; il en résultait que la Chine se voyait pratiquement privée de son propre système de transport, à tel point que les prêts étrangers atteignaient jusqu'à 80 % du total des placements dans les chemins de fer chinois.

Overlach pouvait prétendre que « les étrangers étaient avides de construire des voies ferrées non parce qu'ils estimaient que les Chinois en éprouvaient le besoin, mais parce qu'eux-mêmes cherchaient à en tirer de grands profits. C'est là un point particulièrement significatif ; en d'autres termes, l'idée fondamentale, les stipulations des accords et des traités concernant le commerce, les douanes, l'exterritorialité, les sphères d'intérêts, les concessions ferroviaires et leur contrôle n'avaient pas pour but d'assurer le bien-être du peuple chinois... »⁹²

Les investissements internationaux étaient pratiqués d'une manière telle qu'ils ignoraient les intérêts économiques vitaux de la nation chinoise.

Le titre que A.H. Morse donnait au troisième volume de son grand ouvrage sur l'histoire de la Chine, *The Period of Subjection* (1894-1911) était à peine inadéquat.⁹³

Déjà au tournant du siècle, le ressentiment contre la servilité de la dynastie mandchoue s'était renforcé ; les nationalistes chinois blâmaient « les diables blancs étrangers » d'avoir disloqué le système économique et transformé la Chine en une colonie. La haine

⁹² T.W. Overlach, *Foreign Financial Control in China*, New York, 1919, pp. 271-272.

⁹³ A.H. Morse, *The International Relations of the Chinese Empire*, 3 volumes, Londres, 1910-1918. C'est une synthèse confuse, mais qui contient une foule de détails puisés aux sources chinoises et occidentales contemporaines.

xénophobe, qui devait atteindre son point culminant au cours de la période suivant le Traité de Versailles, allait faire passer la Chine dans un autre camp politique, que l'on pouvait déjà clairement discerner. On peut dire que les investissements internationaux d'avant 1914, ainsi que leurs effets, furent à l'origine même du nationalisme chinois. Comme l'a décrit le diplomate et spécialiste canadien de l'Extrême-Orient, E. Herbert Norman, « la notion de nationalisme était aussi étrangère à un Chinois éduqué du siècle passé que l'argent l'était à un Peau-Rouge américain ». ⁹⁴

Cet éveil de la conscience nationale est exprimée par Chen Tien-hua, dans une brochure publiée en 1903 :

« Messieurs, pouvez-vous encore dire que le gouvernement mandchou est le gouvernement de la Chine ? Il y a longtemps qu'il a passé aux mains des puissances étrangères. Nos droits en matière de finance, de chemin de fer et de nomination de fonctionnaires gouvernementaux ont été abandonnés depuis longtemps à ces étrangers. Voyez comme la Cour a agi dernièrement ; a-t-elle agi une fois sans tenir compte des instructions données par les étrangers ? Il ne fait aucun doute que nous sommes opposés aux étrangers, mais telle n'est pas l'attitude de la Cour mandchoue. Au contraire, elle affirme que nous faisons opposition au régime, et elle tente de nous faire passer par les armes en tant que rebelles... Messieurs, nous devons clairement reconnaître que nous ne pouvons pas compter sur le gouvernement ; quoi que vous disiez pour souligner votre refus d'être les esclaves de l'étranger, vous êtes déjà des esclaves, même si vous ne voulez pas le croire... » ⁹⁵

Lorsque la Révolution débuta, en octobre 1911, par l'effondrement de la dynastie mandchoue, il y eut peu de maisons de placement étrangères qui comprirent que « ce qui s'était écroulé si misérablement n'était pas seulement un système monarchique pourri jusqu'à l'os, mais la structure artificielle que ces maisons avaient érigée par la force, la fraude et la duperie pendant une période de soixante-dix ans ». ⁹⁶ Le mot « érigé » ne convient pas ; les intérêts occidentaux s'étaient au fond servi de la dynastie mandchoue comme d'un instrument docile pour mener à bien leurs propres desseins économiques et financiers.

Le nationalisme de cette « race décadente et épuisée » (c'est ainsi que Lord Curzon, Vice-roi des Indes, décrivait le peuple chinois au début de ce siècle) fut profondément touché par la victoire

⁹⁴ E. Herbert Norman, *Japan's Emergence as a Modern State*, Harvard University Press, 1940, p. 125.

⁹⁵ *History of the 1911 Revolution in Wuchang*, cité dans *Imperialism and Chinese Politics*, Peking, 1954. C'est là une histoire semi-officielle de « l'impérialisme » vue à travers des lunettes marxistes.

⁹⁶ K.M. Panikkar, *Asia and Western Dominance*, Londres, 1950, p. 199.

des Japonais sur la Russie, en 1905. Tirant la leçon de l'expérience douloureuse du soulèvement des Boxers en 1900, « alors qu'une fureur aveugle les avait poussés à chasser fanatiquement tous les étrangers », comme le signale l'historien sino-américain Bau, les Chinois tournèrent à ce moment leur ressentiment vers la source véritable de leur faiblesse, la dynastie mandchoue. En agissant ainsi, ils espéraient établir un gouvernement national qui leur soit propre et « qui serait pour eux un abri contre les visées de l'Occident ». ⁹⁷

Mais la République, nous citons ici Owen Lattimore, n'était pas du goût des groupes d'affaires qui se sentaient maintenant menacés par ces transformations politiques irrésistibles. Lors des événements de 1911, dit cet auteur, la majorité des hommes d'affaires européens et américains estimaient qu'un gouvernement de forme républicaine était entièrement étranger au tempérament chinois. Un empereur, lié à une bureaucratie « paternaliste », était la seule forme de gouvernement qu'il puisse jamais comprendre. « Le seigneur de la guerre Yuan Chi Kaï était décrit comme l'homme fort du genre que réclamait la Chine... alors que Sun Yat Sen était considéré soit comme un idéaliste aimable mais sans aucun sens pratique, soit comme un visionnaire rusé. » ⁹⁸

Prisonnière de traités inégaux, ⁹⁹ enfermée dans un système fiscal ¹⁰⁰ effectivement contrôlé par de puissantes communautés étrangères, avec le système de l'exterritorialité, ¹⁰¹ — une réalité

⁹⁷ M.J. Bau, *The Foreign Relations of China, A History and a Survey*, Londres, 1922.

⁹⁸ O. Lattimore, *Solution in Asia*, Boston, 1945, p. 8. Sur l'attitude des résidents de race blanche vis-à-vis du Dr. Sun Yat Sen, cf. H.O. Chapman, *The Chinese Revolution*, 1926, p. 42. Sun pensait que sa « cause révolutionnaire » bénéficierait de l'aide « de l'Occident démocratique ». « Time after time », écrivaient le professeur et Madame Lattimore, « Sun Yat Sen was abandoned, or even driven out, by militarists who worked with him only long enough to get a few troops under their command, or when foreign interests, alarmed by the growth of his « subversive Movement », began to threaten or bribe his political followers ». *The Making of Modern China*, p. 132.

⁹⁹ Chang Chung Tao, *Les Traités inégaux de la Chine et l'attitude des Puissances*, Paris, 1929.

¹⁰⁰ Le pays recouvra son autonomie tarifaire en 1928. La Chine était néanmoins entravée fiscalement par l'administration étrangère des douanes maritimes et par la prolifération des services que cette dernière assurait ; en plus, les douanes étaient toujours liées, comme gages, aux prêts étrangers. Les douanes avaient pour principales tâches de prélever les impôts fixés par les gouvernements étrangers et de déposer les sommes perçues dans des banques nationales étrangères ; elle devaient enfin administrer le revenu touché conformément aux obligations découlant du traité. S.F. Wright, *China's Struggle for Tariff Autonomy*, Shanghai, 1938. Egalement K.S. Latourette, *A Short History of the Far East*, New York, 1946, p. 476.

¹⁰¹ W.R. Fishel, *The End of Extra-Territoriality in China*, California University Press, 1952. L'auteur explique que le déclin du système d'exterritorialité fut étroitement lié à la mainmise du Japon sur la Chine. Lorsque le Japon occupa les ports visés par les traités, l'exterritorialité perdit sa signification, et à la fin de 1941, elle ne représentait rien de plus qu'un terme de loi. Ce ne fut qu'en 1942 que le Royaume-Uni et les Etats-Unis abandonnèrent ces droits.

humiliante : la plupart de ses voies ferrées, son industrie lourde, la moitié de son industrie légère et l'essentiel de ses services publics étaient entre des mains étrangères —, la Chine impériale ne pouvait guère être qualifiée de « puissance souveraine ».

C'est dans ce contexte que l'historien-économiste anglais R.H. Tawney pouvait écrire en toute objectivité dans les années trente que, « plus d'un quart des voies ferrées chinoises, plus des trois quarts de son minerai de fer, plus de la moitié de sa production charbonnière, plus de la moitié des investissements dans les fabriques cotonnières étaient en mains étrangères ainsi qu'une proportion moins importante, mais non négligeable, de ses presses à huile, de ses moulins, de ses manufactures de tabacs, de ses fabriques de moteurs et de ses banques. L'opinion de Sun Yat Sen, selon laquelle son pays est une véritable colonie économique, paraît donc justifiée ». ¹⁰²

STRUCTURE DES PLACEMENTS.

DISTRIBUTION GÉOGRAPHIQUE.

Un système de droits semi-souverains à caractère essentiellement colonial ¹⁰³ avait été élaboré sur le sol chinois ; il s'étendait aux régions les plus fertiles et les plus riches de la Chine. L'Allemagne fut la première à se créer une sphère d'intérêts dans ce pays, en s'emparant de Kiaotchéou, suivie de peu par la Russie, qui, en occupant Port-Arthur et Taliénwan, s'assura une sphère d'influence en Mandchourie et dans le Liaotoung ; la France possédait une sphère d'influence dans le Yunnan, le Kouangsi et le Kouangtoug ; la Grande-Bretagne se fit reconnaître, elle aussi, une sphère d'influence dans la vallée du Yang-tsé et au Thibet ; enfin le Japon, après s'être emparé de Formose, étendit son influence au Foukien.

Remer divise les investissements étrangers en Chine en trois catégories géographiques principales : Changhaï, la Mandchourie et le reste de la Chine. Le tableau suivant illustre le rôle prépondérant de Changhaï — le paradis des « compradores » — contrastant avec l'absence de développement à l'intérieur du pays. La majorité des capitaux immigrèrent dans les zones portuaires visées par le traité. L'importance de Changhaï était telle qu'un tiers du total des investissements en Chine, ainsi que 50 % des placements directs des capitaux, y furent effectués. ¹⁰⁴

102 R.H. Tawney, *Land and Labour in China*, New York, 1932, p. 129.

103 M.J. Bau, *op. cit.* pp. 337-338.

104 C.F. Remer, *Foreign Investments in China*, New York, 1933, p. 71.

**Distribution géographique des investissements étrangers en Chine
1902-1931**

	1902		1914		1931	
	Millions de \$ U.S.	% du total	Millions de \$ U.S.	% du total	Millions de \$ U.S.	% du total
Changhai	110,0	14,0	291,0	18,1	1112,2	34,3
Mandchourie ...	216,0	27,4	361,6	22,4	880,0	27,1
Reste de la Chine	177,2	22,5	433,1	26,9	607,8	18,8
Non distribué ...	284,7	36,1	524,6	32,6	642,5	19,8
Total	787,9	100,0	1610,3	100,0	3242,5	100,0

La répartition des investissements entre les principaux pays se présente comme suit : la Russie et le Japon, débiteurs nets avant 1914, jouaient un rôle de première importance. Après Versailles, une des caractéristiques de ces investissements fut l'essor spectaculaire des investissements japonais et américains.

**Investissements étrangers en Chine selon les principaux pays
1902-1931**

	(1914 = 100)		
	1902	1914	1931
Grande-Bretagne	42,8	100	195,8
Japon	0,5	100	507,7
Russie (U.R.S.S.)	91,5	100	101,4
Etats-Unis	40,0	100	399,0
France	53,2	100	112,3
Allemagne	62,3	100	33,0

Source: Remer, *op. cit.*, p. 73.

La « zone internationale » de Changhai prit la forme d'une ville-Etat souveraine indépendante de la Chine, où la police chinoise ne jouissait d'aucune liberté d'action, où les tribunaux chinois ne possédaient pas de juridiction sur leurs propres sujets et où les lois chinoises n'étaient pas appliquées.¹⁰⁵

Etant donné les conditions qui existaient en Chine, les investissements directs étaient effectués par la colonie étrangère. Le capital était introduit en Chine et il restait sa propriété. En raison

¹⁰⁵ Panikkar, *op. cit.*, p. 174.

de l'exterritorialité, la propriété et la personne étrangères ne relevaient pas de la juridiction des tribunaux chinois. L'« établissement » ou la « zone sous bail » se trouvait, entièrement ou en partie, sous le contrôle politique d'un ou de plusieurs gouvernements étrangers. Les zones portuaires constituaient des chasses gardées pour les investissements étrangers.¹⁰⁶

Changhaï offre l'exemple caractéristique du développement économique d'un port soumis à un traité, selon le système qui prévalait alors en Chine. Cette ville occupait le premier rang en ce qui concerne le commerce extérieur, le commerce intérieur, la proportion de la population étrangère (à l'exception des villes mandchoues de Dairen et de Kharbine) et les investissements étrangers. L'avenir « du développement économique chinois sous le régime de la libre entreprise est lié à la ville de Changhaï et à son influence sur le reste du pays ». ¹⁰⁷ Avec l'avènement de la Chine nouvelle, Changhaï est presque devenue une autre ville. Le centre de gravité s'est déplacé de la ceinture côtière vers l'intérieur, lorsque la Chine s'est engagée sur la voie de l'industrialisation.

Peu de temps avant que ne s'installe l'administration Taft en 1909, des banquiers britanniques, français et allemands aboutirent à un accord pour la construction de la ligne Hankéou-Setchouen. Le Secrétaire d'Etat Knox ¹⁰⁸ intervint immédiatement (usant d'une promesse chinoise donnée en 1904) et demanda que les Etats-Unis se voient accorder le droit d'approvisionner partiellement la Chine en capitaux et équipements industriels. Le gouvernement impérial rétorqua que les négociations étaient closes, mais que d'autres possibilités s'offriraient dans l'avenir pour les prêts américains. Cette réponse ne fut pas jugée satisfaisante, et le Président intervint. Dans un télégramme personnel au Prince Régent, il écrivait, en des termes qui rappellent ceux de Lord Salisbury dix ans auparavant :

¹⁰⁶ Le trait saillant du commerce des exportations résidait dans l'existence d'un nombre plutôt restreint de firmes géantes qui contrôlaient la plupart des capitaux investis. Ces investissements comprenaient les grands stocks de marchandises situés à Tientsin, Dairen, Changhaï et Canton. Ces firmes comprenaient des « corporations » comme Jardine and Matheson, Butterfield and Swire, la Standard Oil Company, l'Asiatic Petroleum Company et la British-American Tobacco Company. Sur les politiques monopoleurs des prix appliquées en Chine par la Standard Oil Company, cf. P'ei-kang Chang, *Agriculture and Industrialization*, Harvard University Press, p. 61.

¹⁰⁷ Remer, *op. cit.*, III. La même erreur est répétée dans un ouvrage récent : R. Murphy, *Shanghai, Key to Modern China*, Harvard University Press, 1953.

¹⁰⁸ Philander C. Knox, partisan des prêts de Hukuang, était, selon Williams, le plus dynamique de tous les diplomates américains « in the attempts to use investments in other countries for the extension of political influence, and thanks to his efforts he fixed the outlines of American policy » — une politique « which was strengthened in the hands of later Secretaries of State as the United States was transformed into a creditor nation ». *Economic Foreign Policy of the United States*, New York, 1929, p. 53.

« Je ne puis cacher mon étonnement devant les rapports reçus selon lesquels votre gouvernement manifesterait une opposition préjudiciable à un accord pour une participation égale des capitaux américains, dans le cadre du prêt ferroviaire actuel... Je suis personnellement vivement intéressé à ce que l'emploi des capitaux américains pour le développement de la Chine constitue un moyen de contribuer à l'accroissement du bien-être de la Chine, sans qu'il en résulte pour autant des « difficultés » et des « entraves » affectant son indépendance politique et le maintien de son intégrité territoriale. »¹⁰⁹

En réalité, les investissements directs, et les capitaux américains ne faisaient par exception, provoquaient des « difficultés » politiques, créaient des « entraves » affectant « l'indépendance politique » de la Chine et violaient son « intégrité territoriale ». ¹¹⁰

Les entreprises étrangères et l'exportation des capitaux ne provoquèrent ni une révolution dans les rapports sociaux traditionnels, ni ce que Remer appelle des « transformations économiques fondamentales » d'une société figée par des siècles de domination féodale. L'argument opposé, selon lequel les investissements directs japonais contribuèrent à l'industrialisation de la Mandchourie, ne peut être invoqué ici ; car au moment où se produisit cette industrialisation, la Mandchourie ne faisait pas partie intégrante de la Chine, mais représentait plutôt l'apanage colonial de l'économie japonaise, en ce sens que « les minerais et les produits mandchous étaient exportés à destination des usines japonaises pour être manufacturés ou transformés en produits finis ». ¹¹¹ Selon l'optique japonaise des investissements industriels et de la politique coloniale, la Mandchourie n'était pas destinée à devenir un complexe industriel bien planifié et pouvant former un noyau actif d'où le processus d'industrialisation serait diffusé au bénéfice des diverses parties du pays.

Plus les capitaux étrangers affluaient en Chine, plus ils étaient considérés, avec méfiance, comme un instrument de domination et d'exploitation étrangères.

A la veille de la main-mise du Japon sur la Mandchourie, en septembre 1931, Remer écrivait : « Depuis 1900, le peuple chinois

¹⁰⁹ *Op. cit.*, p. 46.

¹¹⁰ C. Vevier, *The United States and China, 1906-1913: A Study of Finance and Diplomacy*, Rutgers University Press, 1955. L'accent est mis sur l'administration Taft. La diplomatie pratiquée par Taft est décrite comme une « diplomatie d'épiciers ». Il aurait mieux convenu de la nommer « diplomatie des banquiers investisseurs ». Cf. aussi l'œuvre antérieure de A.W. Griswold, *The Far Eastern Policy of the United States*, New York, 1938, en particulier le chapitre IV.

¹¹¹ F.C. Jones, *Manchuria since 1931*, Royal Institute of International Affairs, 1949, p. 165.

court le grand danger de perdre la région où les placements directs ont été les plus importants. Faire remarquer que le développement économique de la Mandchourie a été poussé ne résout pas le problème ; en effet, aucun étranger ne peut déterminer pour le peuple chinois quelle importance celui-ci accordera à ce qu'il considère comme une menace à l'intégrité politique de sa patrie. » ¹¹²

EMPRUNTS ÉTRANGERS.

Contrairement au Japon, chaque emprunt financier entraînait le pays dans de très grandes difficultés et le plaçait dans une dépendance politique accrue : « L'octroi d'emprunts à la Chine devint un objet de rivalités entre toutes les nations, éminemment conscientes que c'est l'influence financière qui en premier lieu fraye la voie à l'influence politique. » ¹¹³ En Allemagne, la diplomatie était étroitement liée à l'industrie et à la finance. Soulignant ce fait, Bland fait remarquer que non seulement « le Ministère allemand des Affaires Etrangères suivait le mouvement de ses finances à l'étranger... mais il en était venu aussi à admettre, comme faisant partie d'un système régulièrement organisé, que toutes les grandes maisons financières étaient associées directement à des groupes de fabricants et d'industriels, de sorte que l'ensemble des forces de l'industrie, de la politique et de la finance convergeait, en suivant un chemin pré-établi, vers un but commun ». ¹¹⁴ En vérité, éviter un prêt était considéré par le peuple chinois, « sinon par le gouvernement chinois lui-même, comme une victoire diplomatique ». ¹¹⁵

Ces premiers prêts fournissent des exemples concrets des obstacles que devait affronter le gouvernement chinois pour effectuer un emprunt efficace et utile. Il ne le faisait que sous la contrainte ; ces prêts, une fois accordés, donnaient naissance à de violents conflits entre les puissances créancières et il n'en résultait aucun apport financier pour la Chine. Il était traditionnel, à l'époque où les premiers prêts furent accordés, d'admettre que l'influence politique en Chine dépendait de l'importance financière de l'obligation contractée vis-à-vis d'un pays particulier.

En 1912, dans le cas du consortium des quatre Puissances, la liaison entre la politique et les investissements internationaux apparut clairement. L'admission du Japon et de la Russie dans le

¹¹² Remer, *op. cit.*, p. 233.

¹¹³ Riesser, *op. cit.*, p. 403 ; également Sartorius von Walterhausen, *Kapitalanlagen im Ausland*.

¹¹⁴ J.O.P. Bland, *op. cit.*, p. 287.

¹¹⁵ Remer, *op. cit.*, p. 123.

consortium exigea des mois de discussion. Les Américains avaient insisté pour trouver un accord au sein du consortium sur la question de la réforme monétaire et du développement industriel d'une importance particulière pour la Mandchourie. La Russie et le Japon protestèrent. Entre temps, des négociations furent entreprises en juin 1912 pour inclure ces deux puissances dans le groupe au su et avec l'approbation du gouvernement chinois. L'entrée de ces pays dans le consortium signifiait l'admission de pays qui étaient traditionnellement débiteurs et non créanciers. Lorsque le prêt fut émis, l'ensemble de la part japonaise et une partie considérable de la part russe furent souscrits en fait dans les centres financiers de l'Europe occidentale, et *The Economist* relevait avec amertume « l'absurdité de la Grande-Bretagne, prêtant tout l'argent ou presque, et n'effectuant qu'un sixième des opérations de contrôle ». ¹¹⁶ La stratégie politique et les finances allaient de pair. Hartley Withers, quelques années plus tard, reconnaissait que « la force financière de la Grande-Bretagne et de la France avait dû être partagée, pour des raisons politiques, avec des puissances qui n'avaient, pour des raisons purement financières, aucun droit de participer au mouvement d'exportation des capitaux en Chine ». ¹¹⁷

L'ÉCHEC DU CAPITAL ÉTRANGER.

L'échec des capitaux étrangers destinés à industrialiser la Chine ne peut être uniquement attribué à la structure interne de ce pays, mais encore à la haine virulente qu'engendrèrent les prêts d'investissements et l'exportation des capitaux.

Remer et Lin se demandaient : « comment envisager les problèmes politiques si intimement liés aux capitaux étrangers ? Comment contrôler les capitaux étrangers en Chine afin qu'ils contribuent au maximum à une élévation du niveau de vie du peuple chinois ? » ¹¹⁸ Le déchaînement rapide des événements devait répondre à ces questions. Déjà dans les années 1920, certains indices démontrent que les jours de l'investisseur privé, du concessionnaire étranger et du « comprador » étaient comptés. ¹¹⁹

¹¹⁶ *The Economist*, 21 septembre 1912.

¹¹⁷ Hartley Withers, *International Finance*, New York, 1916, pp. 108-109.

¹¹⁸ Remer, *op. cit.*, p. 236.

¹¹⁹ Alors que l'orage de la crise économique mondiale grondait encore, Sir Arthur Salter, vers 1930, discutait de la possibilité de stimuler les investissements étrangers en Chine. Il estimait que « if only the fundamental conditions required to encourage the flow of capital productive enterprises can be secured, there is an opportunity for economic development on a large scale — perhaps greater opportunity for the capital resources of the world being productively and beneficially employed than is to be found in any great country ». Cette manière de présenter

Compte tenu du comportement des investissements étrangers en Chine, il n'est pas fortuit que Sun Yat Sen, élève d'une école missionnaire¹²⁰ et ancien admirateur du Japon impérial des années quatre-vingt-dix, ait modifié son appartenance idéologique lorsque la Révolution d'Octobre déferla sur l'Asie et l'Europe tsariste, et qu'il ait salué l'Armée rouge comme une « force de libération ». Dans son *Manifeste au Peuple chinois* du 25 juillet 1919, il déclarait : « Si le peuple de Chine désire être libre, comme le peuple russe, et s'épargner le sort que lui ont réservé les Alliés à Versailles... il doit comprendre que ses seuls alliés et ses frères dans le combat pour la liberté nationale sont les ouvriers et les paysans russes de l'Armée Rouge. »¹²¹

Cette conviction que l'Armée rouge symbolisait les forces du bien opposées aux vestiges funestes du colonialisme se fortifia au cours des années suivantes. Dans sa dernière lettre au Comité central de l'U.R.S.S., Sun Yat Sen écrivait : « Vous êtes à la tête de l'Union des Républiques libres... Je désire exprimer l'espoir que le jour viendra où l'U.R.S.S. accueillera la Chine comme un ami et un allié puissant et libre, et que dans le grand combat pour la libération des peuples opprimés du monde, ces deux alliés iront de l'avant, épaule contre épaule, vers la victoire. »¹²²

Il ne nous appartient pas ici de nous interroger sur la sincérité de ces paroles. Mais il faut nous souvenir que le fossé qui sépare la prise de position de Sun Yat Sen de celle du Président de la Seconde République chinoise révèle seulement des nuances idéologiques différentes. Tous deux furent formés à l'école de la haine créée par la pratique des investissements étrangers. « L'expérience de quarante ans de Sun Yat Sen », déclarait Mao Tsé Toung, « nous a enseigné que pour obtenir et consolider la victoire, nous

le problème était particulièrement déplacé dans un monde traversé d'une crise. Pourquoi n'en avait-il pas été ainsi dans le monde d'avant 1914 alors que le climat des investissements était de loin plus propice ? La réponse doit être recherchée dans les antagonismes que provoquèrent les investissements internationaux. *China and the Depression*, Nanking, 1934, p. 13. Jusqu'en 1945, W.Y. Lin suivait le même cours de pensée, *China and Foreign Capital*, Chungking, 1945.

120 L. Sharman, *Sun Yat-Sen, His Life and its Meaning*, New York, 1934. Dans un article involontairement spirituel, l'évêque Willis, commentant la conduite politique hétérodoxe de Sun Yat Sen, s'empresse de défendre l'Eglise chrétienne de lui avoir insufflé une idéologie républicaine. Il fut très bon élève, et il « ne laissa derrière lui aucune tradition de conspirateur, tramant des intrigues contre l'autorité de ses maîtres... comme personne ne peut supposer qu'on lui inculqua à Iolani (Hawaï) l'amour de la forme républicaine de gouvernement, enroce moins le désir de révolutionner le Royaume Céleste », p. 13.

121 M.J. Bau, *China and World Peace*, New York, 1928, p. 192. Sun n'était certainement pas communiste. Cf. Sharman, *op. cit.*, p. 148 ; Tsui Shu-chin, « The Influence of the Canton-Moscow Entente upon Sun Yat-Sen's Political Philosophy », *Chinese Social and Political Science Review*, Vol. 18 (1934) ; A. Whiting, *Soviet Policies in China, 1917-1924*, Columbia University Press, 1954.

122 Panikkar, *op. cit.*, p. 331.

devons prendre position. Les quarante ans d'expérience de la Première République et les vingt ans de l'expérience communiste nous démontrent que, toujours, le peuple chinois penche soit du côté de l'Impérialisme soit du côté du Socialisme... Il n'existe pas d'autre voie ». ¹²³

Mais la Chine n'était pas le seul pays à ressentir les effets des empiètements étrangers en matière politique sur son développement économique. A propos de la collusion entre les interventionnistes politiques étrangers et les investisseurs britanniques, Herbert Feis note que : « les habitudes et la structure de la société britannique contribuèrent à stimuler une politique nationale harmonieuse. Dans les cercles étroits des dirigeants, la puissance financière était unie au pouvoir politique, et ils défendaient, dans l'ensemble, les mêmes idées. » ¹²⁴ Analysant un autre aspect de cet argument, Pigou écrit : « Il existe des possibilités d'investissements hautement profitables sous forme de prêts à des gouvernements faibles dont les fonctionnaires se laissent acheter ou flatter, ou encore sous forme de constructions de chemins de fer pour de tels gouvernements à des conditions favorables, et d'exploitation des gisements pétrolifères... Lorsque le gouvernement d'un pays civilisé annexe, protège, ou établit une sphère d'influence sur une région insuffisamment développée, ces concessions profitables peuvent être accordées, même si cela n'est pas prévu d'une manière formelle, à des financiers qui sont ses ressortissants. Ces derniers sont souvent riches et puissants. Ils possèdent les moyens nécessaires pour se faire entendre par l'intermédiaire des journaux, et influencer l'opinion publique et faire pression sur les gouvernements. » ¹²⁵

D'importantes maisons de placements, ainsi que des industriels, sont représentés à la Chambre des Communes et à la Chambre des Lords, établissant ainsi d'étroits contacts avec les divers ministères. « A mesure que le commerce et l'industrie fortement organisés jouaient un rôle toujours plus important dans l'établissement de la ligne politique de la Grande-Bretagne, le Gouvernement se voyait soumis à une pression croissante afin que le pouvoir de l'Etat aide l'industrie britannique à s'assurer des débouchés et des contrats à l'étranger ; et en réponse, le gouvernement céda. » ¹²⁶

123 C. Brandt. B. Schwartz, J.K. Fairbank, *A Documentary History of Chinese Communism*, Harvard University Press, 1952, pp. 453-464.

124 H. Feis, *Europe, the World's Banker, 1870-1914*, Yale University Press, 1930, p. 192.

125 *Political Economy of War*, Londres, 1921, pp. 21-22.

126 Feis, *op. cit.*

Ces observations sont intéressantes pour les économistes, car elles montrent jusqu'à quel point la notion de l'« Etat » a été exclue de toute discussion théorique dans la littérature économique moderne. Nous sommes redevable à Schumpeter d'avoir souligné les rapports théoriques existant entre le processus des affaires et celui de la politique. Il estime qu'il est toujours vrai que la grande majorité des économistes, lorsqu'ils discutent de questions politiques, considèrent automatiquement l'autorité politique comme une « espèce de déité », s'efforçant de « réaliser la volonté du peuple et le bien commun ». ¹²⁷

La Chine constituait un banc d'essai pour vérifier cette hypothèse.

Après le rejet « du prêt de réorganisation » du gouvernement des Etats-Unis, Rockhill, qui avait été Ministre des Etats-Unis en Chine à l'époque du prêt de Hukuang et des négociations de Chanchow-Aigun, déclarait quelque temps avant sa mort, vers 1914, à propos des conséquences de ce rejet : « Je ne connais qu'un seul autre coup qui ait porté atteinte à nos intérêts, à notre prestige et à notre influence en Chine : il s'agit de l'annulation, en 1905, de la concession de l'*American China Development Company*... Il me semble clair que tant que nous fermerons les yeux sur le fait indubitable qu'en Orient, du moins d'Istanbul à Tokio, la politique, les finances et le commerce vont de pair et que ni les profits découlant des échanges, ni notre influence et notre prestige ne pourront être maintenus sans assumer les responsabilités politiques inhérentes à l'activité financière et politique, nous devons nous contenter d'un rôle modeste et effacé en Extrême-Orient, indigne à mon avis de notre grand pays et de ses importants intérêts dans le Pacifique. » ¹²⁸

127 « Policy is politics; and politics is a very realistic matter. There is no scientific sense whatever in creating for oneself some metaphysical entity to be called the 'Common Good' and a not less metaphysical 'State' that, sailing high in the clouds and exempt from and above human struggles and group interests, worships at the shrine of that common good. But economists of all times have done precisely this... It was therefore a major merit of Marx that he hauled down this state from the clouds into the sphere of realistic analysis ». Cf. « The Communist Manifesto in Sociology and Economics », *Journal of Political Economy*, Juin, 1949; également son *History of Economic Analysis*, New York, 1954, p. 33. La synthèse la plus complète que j'ai lue est de S.H.M. Chang, *The Marxian Theory of the State*, Pennsylvania University Press, 1931.

128 Overlach, *op. cit.*, p. 214. Cf. aussi l'étude de Paul A. Varg. *Open Door Diplomats: The Life of W.W. Rockhill*, Illinois University Press, 1952.

Il n'y avait rien de particulièrement original dans cette dernière phrase en ce qui concerne la Chine. Déjà en 1900, Gundry (président de la « China Association ») — alors que le Foreign Office invitait son organisation à revêtir avant tout un caractère commercial, et non politique — rétorquait avec colère : « It is impossible to divorce commerce from politics in China ». Cf. Pelcovits, *op. cit.*, p. 274.

Cependant, la portée des placements internationaux n'était pas limitée à la zone allant d' « Istanbul à Tokio » (formule qui rappelle la maxime de Kipling selon laquelle les Dix Commandements n'ont pas cours à l'Est de Suez). Elle avait un caractère universel comme l'expérience des investissements bancaires au Mexique,¹²⁹ à Haïti et dans les Républiques bananières de l'Amérique Centrale devait le révéler.

Un article d'une importance considérable, en raison du fait que son auteur était un des partisans acharnés de ce qui devait être appelé plus tard « la diplomatie du dollar » (la phrase est du Secrétaire d'Etat Knox), fut écrit par F.M. Huntingdon Wilson, Secrétaire-adjoint d'Etat entre 1910 et 1913. D'après lui, les objectifs politiques des placements internationaux américains devraient viser le renforcement de « l'influence américaine dans les sphères où elle doit prédominer sur d'autres influences étrangères... Une telle sphère est l'Amérique latine, où chaque jour, nos intérêts s'accroissent en intensité... et le maintien d'une position traditionnelle favorable à notre commerce extérieur, dans des pays où l'orientation commerciale est déterminée par les faveurs politiques, comme dans l'empire chinois, par exemple.¹³⁰

De même, le Ministère allemand des Affaires étrangères poussait les banques allemandes « à entrer en compétition pour les prêts italiens, austro-hongrois, turcs, roumains, serbes, chinois, japonais et ceux de l'Amérique latine ». Même lorsque les banques sont sollicitées par d'autres voies, leur première démarche est de demander le consentement du Ministère des Affaires étrangères pour poursuivre leurs négociations. Si cette autorisation est accordée, les ministres, les ambassadeurs, les consuls, appuient fréquemment les représentants des banques allemandes, et ce par la parole et par le geste.¹³¹

La forme dominante de la concurrence était monopoliste et la fourniture de capitaux d'investissement pour « ouvrir » les régions

129 Les trois publications éditées par le professeur Harry Elmer Barnes : J.F. Rippey, *The United States and Mexico*, New York, 1926 ; Leland Jenks, *Our Cuban Colony*, New York, 1928 ; Margaret Marsh, *The Bankers in Bolivia*, New York, 1928 ; R.F. Rippey, *The Capitalists in Colombia*, New York, 1928.

130 « The Relation of Government to Foreign Investment », *Annals of the American Academy of Political and Social Sciences*, novembre 1916.

131 W. Müller, *Die auswärtigen Kapitalsanlagen vor und nach dem Weltkrieg*, Berlin, 1918, pp. 152-153. La Commission allemande d'enquête sur les banques de 1908-1909 constatait que « c'est notre propre gouvernement qui nous impose le devoir en toutes circonstances d'entretenir de bonnes relations avec le Brésil, l'Asie Orientale, le Chili ou l'Argentine, pour autant que ces pays constituent encore un terrain neutre qui, si nous n'y prenons pas garde, nous sera retiré sans autre forme de procès par les Anglais et les Américains ». Cité dans Feis, *op. cit.*, p. 174.

coloniales était considérée comme la chasse gardée des grandes banques, des maisons d'investissements et de leurs succursales. La raison de l'intervention de l'appareil d'Etat apparaissait clairement. Si de puissants groupes financiers invoquaient l'autorité de leurs gouvernements, c'est qu'ils ne pouvaient espérer que leurs demandes soient prises en considération sans cette aide, et que des profits spéciaux ne pouvaient être retirés que grâce à des concessions particulières. Mais en dehors de ces aspects pécuniaires, il reste à considérer un aspect primordial : ces prêts et ces investissements en capitaux ne pouvaient être assurés politiquement que pour autant que certaines mesures de coercition et de contrôle politiques fussent exercées sur la région où ils étaient effectués ; et, par dessus tout, dominait la crainte de mettre dans une position défavorable le pays prêteur vis-à-vis de ses concurrents financiers si ces prêts et emprunts étaient effectués sans l'appui politique et stratégique du gouvernement.¹³² Le baron von Bülow soulignait ce point de vue dans un discours largement diffusé.

« Es ist von der Aufteilung von China gesprochen worden. Eine solche Aufteilung würde jedenfalls nicht von uns ausgegangen sein ; wir haben nur beizeiten dafür gesorgt, dass wir, was auch kommen möge, nicht ganz leer ausgehen. Wann sich ein Eisenbahnzug in Bewegung setzt hängt nicht immer von dem Belieben des Reisenden ab ; wohl aber, dass er nicht den Anschluss versäumt. Den letzten beißen die Hunde. »¹³³

La notion libérale rebattue, selon laquelle le capital va là où la demande est la plus forte, n'est pas corroborée par l'évidence historique. Même aux plus beaux jours d'avant 1914, le flot des capitaux fut détourné des pays ennemis ou potentiellement ennemis et orienté au contraire vers les régions qui se trouvaient dans l'orbite politique du prêteur. Il n'était pas conditionné uniquement par les « règles du jeu » et par des calculs financiers et économiques rationnels, mais par des considérations de profits et de prestiges nationaux. Il devint donc un instrument de politique nationale en dépit de sa productivité marginale.

LES EMPRUNTS RUSSES EN FRANCE.

La relation étroite entre l'investissement en capitaux et l'alliance politique se manifeste clairement dans l'Entente franco-russe. La métallurgie française dépendait du gouvernement russe pour les commandes d'armements et de matériel ferroviaire et elle

¹³² G. von Schultze-Gaevernitz, *Britischer Imperialismus und englischer Freihandel zum Beginn des zwanzigsten Jahrhunderts*, Leipzig, 1900, p. 320.

¹³³ *Reden*, Berlin, 1907, p. 30.

se trouvait en étroit contact avec les deux gouvernements.¹³⁴ Le péril inhérent à une telle aventure ne devait être compris que quelques années plus tard. Vers 1914, la France avait investi entre 11,3 et 16,2 milliards de francs dans des obligations de l'Etat russe à 4 et 5 %.¹³⁵ Certains, mais non les bailleurs de fonds, savaient que le gouvernement russe dépensait plus de 50 % pour les armements¹³⁶ et qu'il était au bord de la faillite depuis 1890.¹³⁷ Les emprunts furent désavoués et pas un seul franc ne fut recouvré. La France prêta 23 milliards au cours de la guerre, sans compter les prêts de guerre, somme égale — selon les estimations de Harry White — aux deux tiers de ses investissements nets à l'étranger. La Russie, la Turquie, la Grèce, l'Autriche-Hongrie et les Etats balkaniques, ainsi que certains Etats de l'Amérique du Sud, suspendirent ou répudièrent leurs dettes étrangères ; le total de toutes ces pertes se chiffre à une somme six fois plus importante que celle de l'indemnité allemande de 1870.¹³⁸

Les prévisions faites par Lysis en 1910 n'étaient pas hors de propos. « Nous avons engagé... un capital gigantesque, une fortune immense, un patrimoine qui représente les labeurs et les privations accumulées de toute une génération de Français sur cette supposition déraisonnable ; et nous en sommes là maintenant que, si l'autocratie disparaît sous la colère d'une révolution vengeresse, il est difficile de s'illusionner sur ce point, nos milliards se trouvent extrêmement compromis... »¹³⁹

Commentant les pratiques françaises d'investissements internationaux, Keynes déclarait : « Les prêts aux gouvernements étrangers ont atteint les limites... de l'imprudence en France au cours des vingt années qui précédèrent la guerre. Aucun investissement n'a été effectué d'une manière aussi inconséquente et désastreuse que les prêts de la France à la Russie, et sur une plus petite échelle, aux Balkans, en Autriche, au Mexique et au Brésil entre 1900 et 1914... Prêter de fortes sommes à l'étranger pour de longues

¹³⁴ Feis, *op. cit.*, pp. 51-52. Feis a écrit que les prêts au gouvernement russe et les investissements privés dans ce pays avaient constamment augmenté depuis que l'alliance avait été formée. Le gouvernement et les banques avaient combiné leurs efforts pour les émissions successives de prêts ; ils avaient défendu le crédit russe et donné aux obligations de ce pays la seconde place après celles du gouvernement français. Comme l'alliance constituait la base sur laquelle reposait tout l'effort diplomatique français, cette demande devait être prise en considération — une faveur appelant une autre faveur.

¹³⁵ Lysis (Letailleur), *L'Escoquerie russe : Politique et finance d'avant-guerre*, Paris, 1920 (écrit en 1910), p. 31.

¹³⁶ Lysis, *op. cit.*, pp. 35-36.

¹³⁷ L. Paslovsky et H.G. Moulton, *Russian Debts and Russian Reconstruction*, New York, 1924, p. 39.

¹³⁸ H.D. White, *The French International Accounts, 1880-1913*, Harvard University Press, 1933, p. 275.

¹³⁹ *Op. cit.*, p. 49, écrit le 25 février 1910.

périodes, sans aucune possibilité de recours légal au cas où les choses tourneraient mal, est une folie ; encore plus si l'on reçoit en retour un dividende squelettique. »¹⁴⁰ Cependant, il faut noter que le bailleur de fonds britannique ne pouvait prétendre à des estimations plus intelligentes que son rival français.

Passant en revue les pratiques d'investissements étrangers de son propre pays et les problèmes y afférents, Keynes poursuivait : « Quiconque a examiné une liste habituelle des investissements effectués par les classes bourgeoises d'avant-guerre ne pourrait soutenir le cœur léger que l'investisseur s'est montré capable en pratique de prendre les mesures nécessaires à sa protection. »¹⁴¹

En parlant de la Grande-Bretagne, H.N. Brailsford rapporte qu'une firme se vantait d'avoir à elle seule placé des obligations russes pour une valeur de 4.891.700 livres sterling sur le marché londonien entre 1909 et 1911. Les banquets, visites officielles et courtoisies royales furent orchestrés avec art pour élever la température de l'opinion afin de faciliter l'écoulement de l'argent. Et tout ceci se passait « alors que l'on assistait à la dissolution de deux Doumas, au truquage du système électoral, au spectacle d'une Finlande réduite en esclavage et à l'étranglement de la Perse ». ¹⁴² Mais « l'escroquerie russe » — c'est ainsi que Lysis dénommait l'accord sur l'emprunt franco-russe — ne devait apparaître comme telle qu'après la guerre, et ce n'était qu'un exemple parmi d'autres impostures financières scandaleuses.

Nous avons déjà vu les antagonismes que ces investissements provoquèrent entre les puissances intéressées et les forces qui furent ainsi déchaînées ; loin de diminuer après la tuerie de 1914-1918, ils devaient reprendre vie avec une férocité encore insoupçonnée. Ainsi, les contradictions sous-jacentes menant à la première guerre mondiale et leurs conséquences laissent déjà prévoir les difficultés qui jalonnent le chemin de Versailles à Munich. ¹⁴³

¹⁴⁰ *The Nation and the Athenaeum*, 9 août 1924.

¹⁴¹ *Manchester Guardian Commercial*, 7 août 1924.

¹⁴² H.N. Brailsford, *The War of Steel and Gold: A Study of the Armed Peace*, Londres, 1914, p. 229. Cf. la critique de Lysis qui disait que c'est avec de l'argent français « que sont commis tous ces crimes », *op. cit.*, p. 53. Jacob Viner, « International Finance and Balance of Power Diplomacy, 1880-1914 », *Southwestern Political and Social Science Quarterly*, mars 1929. Werner Sombart, *Die deutsche Volkswirtschaft im neunzehnten Jahrhundert*, 1909, p. 184. Pour une étude plus générale : J.M. Robertson *The Fallacy of Saving: A Study in Economics*, Londres, 1892, pp. 93-94.

¹⁴³ Une observation s'impose à ce propos. Les économistes marxistes ont considéré que l'exportation de capitaux constituait une caractéristique *permanente* des structures capitalistes, parvenues à leur plus haut degré de croissance. Je ne partage pas cette opinion, mais suis plutôt enclin à croire que l'exportation de capitaux est le trait d'une époque spécifique de l'histoire du capitalisme. C'est pourquoi la théorie de stagnation d'Alvin Hansen de Harvard (qui est très proche des constructions théoriques de Lénine, quoique Hansen soit le Keynésien américain le plus

La répartition géographique et par secteur des investissements internationaux n'annonce pas de transformations structurelles profondes liées au processus d'industrialisation des régions insuffisamment développées. Ainsi, plus l'accélération du courant des capitaux privés étrangers était forte, plus violente était l'animosité à l'égard des pays prêteurs. Mais si le choc de l'absorption des capitaux dans les zones débitrices sous-développées était ressenti plus nettement, l'effet de l'exportation des capitaux sur la structure industrielle de la première nation créditrice de cette époque ne pouvait échapper à l'attention ; une telle constatation commande une analyse de cette question cruciale, car la leçon de la période d'après Versailles ne fut jamais profondément assimilée, particulièrement en ce qui concerne le problème de l'industrialisation et les rapports débiteur-créancier.

L'EXPÉRIENCE BRITANNIQUE EN MATIÈRE DE PLACEMENTS ÉTRANGERS.

En dépit de l'affirmation contraire de Schumpeter, il n'est guère douteux que la reprise de l'exportation des capitaux et les occasions qu'offrait l'expansionnisme territorial en ouvrant de nouveaux débouchés aient joué un rôle vital dans les années de haute conjoncture, entre 1896 et 1914.¹⁴⁴

Selon les estimations de Hobson, revisées par Cairncross pour 1870-1914, l'exportation nette de capitaux (en millions de livres sterling) s'élevait à 75,2 en 1888, le maximum jusqu'à cette date ayant été atteint en 1872, avec 76,4. Vers 1890, elle passa à 85,6 puis baissa continuellement et tomba en 1902 à 9,8. Après quoi elle remonta vertigineusement à 97,6 en 1906, à 171,3 en 1911 et à 198,2 en 1913.¹⁴⁵

On reconnaissait à l'époque que la prospérité avait ses racines dans les pays d'outre-mer. Une orientation légèrement différente des investissements, affirmait Clapham, aurait éliminé rapidement

en vue ne cadre pas avec la réalité du monde d'après 1945. Pour autant que nous puissions conclure des tendances actuelles, les pays capitalistes les plus puissants n'affrontent aucun problème d'épuisement des possibilités d'investissement domestiques qui puisse nécessiter l'exportation de capitaux vers les régions sous-développées. L'économie américaine illustre ce point de vue de façon frappante. De fait, nous nous trouvons placés devant un phénomène plutôt contradictoire, consistant en l'exportation de capitaux des régions moins développées vers les pays plus développés.

¹⁴⁴ *Business Cycles*, Vol. I, New York, 1939, p. 397 ff. C'est cette période qu'il considère comme la tendance ascendante « à longues vagues » de Kondratiev, les années 1873-1896 ayant constitué la phase descendante de celui-ci. Il associe cette vague de prospérité non pas aux nouvelles occasions d'investissements offertes par l'expansion coloniale, mais exclusivement aux innovations techniques apportées par l'emploi de l'électricité.

¹⁴⁵ C.K. Hobson, *Export of Capital*, Londres, 1914.

les vestiges du chômage, car les « sommes investies à l'étranger étaient immenses ». L'augmentation de 50 % des exportations entre 1903 et 1907 correspondait surtout à une augmentation des investissements.¹⁴⁶ Mais, même pendant la récession de 1908 et 1909, la courbe se maintint bien au-dessus du chiffre maximum de 1890.

Dans cette période de haute conjoncture et de spirale croissante des exportations, il est peu d'esprits pondérés, comme le déclare Clapham, qui se soient arrêtés un instant pour méditer et se demander ce qu'il adviendrait si les débiteurs étrangers répudiaient ces placements et les expropriaient.¹⁴⁷ C'est à un autre moment de l'histoire britannique que Sismondi souleva le problème ; mais, sauf de la part de certains hérétiques d'avant 1914, la question de Clapham resta sans réponse, ce qui s'explique essentiellement par le caractère particulièrement profitable des investissements d'outre-mer en général et des investissements coloniaux en particulier.

Pour l'année 1907, Sir George Paish a estimé à 5,2 % le rendement moyen des investissements britanniques dans le secteur public à l'étranger. Le revenu le plus bas provenait des prêts au gouvernement indien, qui rapportait 3,21 %. L'écart dans le taux d'intérêts différentiels entre les investissements nationaux, coloniaux et étrangers était considérable. Le tableau suivant représente les bénéfices tirés de chaque groupe d'emprunteurs au cours des deux périodes quinquennales de 1900-1904 et de 1905-1909.

	National	Colonial	Etranger	Colonial moins national	Etranger moins national
1900-1904 ...	3,18	3,33	5,39	0,15	2,21
1905-1909 ...	3,61	3,94	4,97	0,33	1,36

Source: R.A. Lehfeldt, « The Rate of Interest on British and Foreign Investments », *Journal of the Royal Statistical Society*, LXXVI (1913), pp. 204-205.

Au total, les bailleurs de fonds britanniques gagnèrent quelque 4 milliards de livres sterling en un peu plus de quarante ans, grâce aux intérêts et dividendes touchés sur leurs investissements à l'étranger.

Si l'expansion des investissements britanniques à l'étranger fut extraordinaire, l'état de dépression de l'industrie britannique à la

¹⁴⁶ J.H. Clapham, *op. cit.*, Vol. III, p. 53. Il affirme qu'au cours des deux années 1911-1912 « upward of 30 % more capital was exported than during the whole decade between 1890 and 1901, and in each of the two years vastly more than in any peak year of capital export during the 80's and 70's », p. 61.

¹⁴⁷ *Ibid.*

même époque ne le fut pas moins. Les industries sidérurgiques étaient dans le marasme. « Le fait à retenir », écrivaient les rédacteurs de *l'Iron Age*, « est que l'industrie sidérurgique britannique offre des signes évidents de stagnation en comparaison de celle des Etats-Unis et de l'Allemagne. »¹⁴⁸ La *Revue métallurgique française* n'était pas moins virulente dans ses propos.¹⁴⁹ « On ne constate aucune amélioration fondamentale des hauts-fourneaux et de leurs accessoires entre 1886 et 1913 », écrivait Clapham,¹⁵⁰ opinion d'ailleurs soutenue par Burns, Burnham et Hoskins.¹⁵¹

Les mêmes doléances se faisaient entendre à propos de l'industrie charbonnière qui, « pour ce qui concerne son efficience, avait été plus que stagnante dans les dernières années du XIX^e siècle ». Ce qui était vrai pour les industries lourdes, l'était encore davantage pour celles des textiles. Le même manque d'esprit d'entreprise qui pesait sur les industries de base se manifestait dans les industries chimiques et mécaniques, tendances qui se traduisaient dans leurs taux de croissance.

Les taux de croissance établis par Schlote pour les exportations totales de produits manufacturés nationaux se chiffrent à 4,7 % de 1819-1825 à 1866-1874, et à 2,3 % de 1866-1874 à 1908-1913.¹⁵² Les chiffres correspondants pour la production industrielle sont de 3,3 % et de 1,7 % respectivement. Les taux de certaines des principales industries se présentent comme suit :

Taux de croissance annuel moyen en pourcentage

	1827-1836 à 1866-1874		1866-1874 à 1908-1913	
	Production	Exportation	Production	Exportation
Charbon	4,0	8,3	2,1	4,4
Sidérurgie	5,4	4,8	2,4	2,3
Industries mécaniques	5,1	8,1	2,8	5,1
Coton	3,9	4,3	1,5	1,7
Laine	2,1	4,4	1,6	— 0,2

Source : P.J. Coppack, « Climacteric of the 1890's : A critical Note », *The Manchester School of Economic and Social Studies*, janvier 1956.

148 D.L. Burn, *Economic History of Steelmaking*, p. 186.

149 La position relative de l'Angleterre en matière d'enseignement technique, écrivait Burns, n'a probablement que peu changé depuis que Siemens analysa ses effets en 1879. En 1905, ce problème fut résumé en termes vigoureux — la formation technique, qui, en Grande-Bretagne était donnée dans les cours du soir, l'était au cours de la journée en Allemagne et aux Etats-Unis. F. Popplewell, *Modern Conditions and Recent Developments in Iron and Steel Production in America*, 1900, p. 70 ; Burns, p. 214.

150 Clapham, *op. cit.*, p. 70.

151 G.O. Hoskins et T.H. Burnham, *Iron and Steel in Britain, 1870-1930*, p. 155.

152 Ce tableau repose sur Walter Hoffmann, *Wachstum und Wachstumsformen der englischen Industriewirtschaft von 1700 bis zur Gegenwart*, Jena, 1940. Egale-

Il était évident que cette stagnation relative ne pouvait être expliquée par une déficience des épargnes, mais plutôt par le fait qu'elles n'étaient point mobilisées pour la reconstruction et pour le remplacement des équipements industriels périmés, mais qu'elles étaient réinvesties outre-mer à raison de 40 %.

Comme l'a souligné Lord Beveridge, un autre facteur, tout aussi intéressant, était que la Grande-Bretagne devait affronter des marchés étrangers rétrécis ; de plus, le marché intérieur se resserrait à la suite de modifications démographiques. En Grande-Bretagne, le taux de la natalité avait atteint son maximum en 1876, et le taux de la mortalité continua de diminuer par suite des mesures prises pour améliorer la santé publique ; cependant, le taux décennal d'accroissement tendit à fléchir après 1881. Ces déplacements démographiques survenaient à un moment où le pouvoir d'achat sur le marché intérieur s'abaissait en fonction de l'augmentation proportionnelle du nombre des chômeurs après 1890 par rapport à celui de l'ensemble de la population active.¹⁵³

Dans la biographie de son père, Winston Churchill affirme, presque dix ans avant que les ténèbres de la période d'après Versailles n'engloutissent le pompeux et artificiel monde edouardien : « ... de grandes victoires ont été remportées. Des tyrannies pesantes ont été renversées. Partout le despotisme a été brisé. Les esclaves étaient libres. Les consciences étaient libres. Le commerce était libre. Mais la faim, la misère et le froid étaient libres aussi : et le peuple exigeait quelque chose de plus que la liberté. »¹⁵⁴

Au cours de la période 1896-1900, les salaires réels britanniques, calculés selon l'indice de Bowley, tombèrent de 104 à 100 en 1913, alors que le coût de la vie s'élevait de 85,5 à 100. Ce fut la période par excellence de l'expansion remarquable des investissements britanniques d'outre-mer¹⁵⁵ et de la formation du capital national comme l'illustre le tableau suivant.

ment W. Schlote, *Entwicklung und Strukturwandlungen des englischen Aussenhandels von 1700 bis zur Gegenwart*, Jena, 1938. Cf. la critique de l'indice Hoffmann par le professeur W. Arthur Lewis dans l'annexe statistique de son article intitulé « World Production Prices and Trade, 1870-1960 », *Manchester School*, Vol. XX, 1952, No. 2 ; ainsi que P. Deane, « Professor Hoffmann on the Growth of British Industry », *Economic Journal*, septembre 1956.

¹⁵³ *Causes and Cures of Unemployment*, Londres, 1931, p. 16. Appendice I, colonne 7. D'après le professeur D. Glass, dans les années précédant 1914, le taux de natalité était de moins de 24 pour mille en comparaison avec le chiffre de 34 pour mille dans les années 1850. Le taux net de reproduction (par femme) en 1910-1912 n'était que de 1,129 contre 1,525 en 1880-82. *Population Policies and Movements in Europe*, Oxford University Press, p. 13.

¹⁵⁴ Lord Randolph Churchill, Londres, 1906, Vol. I, p. 269.

¹⁵⁵ A.L. Bowley, *Wages and Income in the United Kingdom since 1860*, Cambridge University Press, 1937, p. 94.

**Grande-Bretagne : exportation en capitaux nets et revenus nets
provenant des placements Outre-Mer**

(Moyennes annuelles en millions de dollars U.S.A.)			
Période	Revenus nets sur les placements Outre-Mer (1)	Exportations en capitaux nets (2)	(2) en pourcentage de (1)
1890-1899	452	360	77
1900-1910	593	437	74
1911-1913	879	1.042	119
1922-1928	1.075	407	38
1931-1935	751	— 74	
1936-1938	1.012	— 212	

Source: *International Capital Movements during the Inter-War Period*, United Nations, New York, 1949, p. 15.

L'effet cumulatif de ces placements sur le bien-être national, écrivait Clapham, « était que des ressources furent détournées vers l'extérieur au lieu d'être consacrées à la reconstruction des villes anglaises, repoussantes de saleté, simplement parce que les placements étrangers paraissaient plus rémunérateurs ». ¹⁵⁶

Si les investissements en capitaux avaient passé de la métropole aux territoires coloniaux et d'outre-mer, c'est qu'ils constituaient un contrepoids à la baisse de l'efficacité marginale du capital sur le marché intérieur. Sur les marchés étrangers, et plus particulièrement dans les sphères privilégiées d'investissement qu'étaient les marchés coloniaux ou semi-coloniaux, le taux des bénéfices était plus élevé. Les transferts de capitaux de l'économie métropolitaine servaient ainsi à diminuer la pression du marché des capitaux, et, ce faisant, augmentaient le rendement du capital dans l'économie intérieure. Ils étaient à même de produire ce double effet car ils réduisaient le volume des capitaux cherchant à s'investir dans l'économie nationale, ainsi que la pression sur le marché du travail ; l'entrepreneur local pouvait ainsi se procurer de la main-d'œuvre meilleur marché. Dans ce contexte, l'exportation des capitaux devient un moyen de reconstituer des réserves de main-d'œuvre industrielle sur le territoire national en ouvrant de nouveaux domaines d'exploitation à l'étranger.

La croyance de Condliffe selon laquelle il existait des facteurs compensatoires se traduisant par des importations de produits

¹⁵⁶ Clapham, *op. cit.*, Vol. III, p. 53.

alimentaires à des prix inférieurs, attestés par les budgets de la classe ouvrière,¹⁵⁷ n'est pas corroborée par les faits. Décrivant les effets de l'exportation britannique de capitaux sur le bien-être des classes laborieuses, Cairncross, qui fait autorité en ce qui concerne les investissements entre la période de 1870 à 1914, constate « qu'une divergence latente d'intérêts entre les travailleurs et les capitalistes se manifestait chaque jour davantage. Bien que les capitalistes n'aient pas été seuls à obtenir des gains grâce à l'exportation de capitaux, la classe ouvrière y participait plus par un effet du hasard qu'intentionnellement ; seules des coïncidences d'intérêts exceptionnelles permettaient aux risques les plus profitables de se traduire par des denrées alimentaires et des matières premières meilleur marché ». La construction de palais pour les sultans, l'exploitation de mines de diamant, l'achat de bâtiments de guerre ou la construction de voies ferrées stratégiques n'offraient aucune valeur compensatoire. Cairncross poursuit en disant que des placements plus importants en Angleterre auraient signifié des logements améliorés, des conditions de transport meilleures, des constructions publiques plus nombreuses, et si le taux d'intérêt s'était abaissé, il aurait pu y avoir en outre une redistribution du revenu en faveur des salariés ; il est certain que la baisse du taux d'accumulation avec toutes ses conséquences néfastes sur l'industrie britannique ne se serait pas produite.¹⁵⁸

« Un capital bon marché pour d'autres pays et des termes d'échange et des salaires réels améliorés n'étaient plus dorénavant synonymes. Il était clair que les investissements étrangers furent susceptibles de diminuer le standing de vie au lieu de l'élever. »¹⁵⁹

LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE.

Après Versailles, la carte de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique fut remaniée. L'Empire austro-hongrois fut écartelé, l'Empire ottoman découpé pour former un ensemble d'Etats indépendants et semi-dépendants et de territoires sous tutelle. L'Allemagne avait alors une zone occupée, dépouillée de ses colonies, écrasée par le paiement des réparations et atteinte d'une inflation pathologique ; la France était saignée à blanc et pleurait un million cinq cent mille morts ; les Etats-Unis, en leur qualité de pays créateur, s'étaient enrichis grâce à la guerre ; une Russie

157 J.B. Condliffe, Chapitre XI, *The Commerce of Nations*, New York, 1950.

158 A.K. Cairncross, « Did Foreign Investment Pay ? », *Review of Economic Studies*, Vol. III, No. 1, (octobre 1935).

159 *Ibid.*

léniniste faisait son apparition et se vouait au renversement des systèmes coloniaux et capitalistes ; le Japon apparaissait comme la puissance dominante en Asie, avec des intérêts qui lui venaient des anciens privilèges qu'avait l'Allemagne en Chine, et se préparait à une grande aventure destinée à remplacer la spoliation collective de la Chine par une spoliation individuelle. En revanche, dans d'autres régions de l'Asie, des forces sociales, non plus sporadiques et isolées, mais liées idéologiquement au programme d'industrialisation et de transformation sociale faisaient une apparition dramatique ; elles devaient se manifester avec plus de vigueur au cours de la décennie postérieure à Yalta.

Le chemin ouvert à Versailles conduisait non pas à une autre décennie « d'espoirs et de gloire », mais à une période de chômage massif et à la hantise des queues aux distributions des soupes gratuites.¹⁶⁰

Dans les économies métropolitaines, le dogme de l'omnipotence bénéfique et de la sainteté du mécanisme des prix auto-régulateurs était ébranlé.¹⁶¹ En pratique, il était aussi fragile qu'une toile d'araignée devant la bouche d'un canon. La liberté des échanges et des contrats, comme le relevait Keynes, importait peu à des hommes affamés qui réclamaient du pain à grands cris.

La tuerie de quatre ans n'était, pour beaucoup, rien de plus que l'interruption temporaire d'une tendance irréversible. Passant en revue cette période, David Lloyd George remarquait en 1933 : « Si nous n'avions pas eu une grande guerre, si nous avions continué de la même manière qu'auparavant, je suis sûr que tôt ou tard nous aurions été confrontés à quelque chose de semblable au chaos actuel. »¹⁶²

Une ère de désillusion commençait. Mais de ces cendres devait sortir un nouveau prophète porteur d'un nouvel évangile. John Maynard Keynes, devant les débris de l'économie libérale mondiale,

160 Vers la fin de décembre 1922, 14 % de la main-d'œuvre était en chômage. Comme le dit Pigou : « on avait dépassé le cap de la crise monétaire, mais, comparé à son niveau d'avant guerre, le volume d'emploi était encore désastreux ». A.C. Pigou, *Aspects of British Economic History, 1918-1925*, Londres, 1947, p. 40.

161 Peu après la fin de la guerre, un observateur américain écrivait : « It may be accepted without question... that in the popular mind government operation and control of industry in the past four years has not merely driven the last nail into the coffin containing the defunct laissez-faire theory of government ; it has dumped that coffin without benefit of the clergy into the grave already dug to receive it ». Charles W. Baker, *Government Control and Operation of Industry in Great Britain and the United States during the World War*, Oxford University Press, 1921, p. 5.

Ces mesures de contrôle industriel étaient indispensables pour la poursuite de la guerre ; dans la période immédiate d'après-guerre, cependant, bon nombre d'entre elles « succombèrent et furent enterrées ». A.C. Pigou, *op. cit.*, p. 125.

162 *The Manchester Guardian Weekly*, Vol. 28, No. 14, 7 avril 1933, p. 278.

proclama que le capitalisme était devenu « absolument impie, sans cohésion interne, sans beaucoup d'esprit civique ; souvent, il était formé d'un ramassis de possédants et de poursuivants ». Avec une perspicacité égale, l'homme qui devait révolutionner la pensée économique dans les années 1930 pouvait écrire que les piliers de la paix reposaient sur des conditions psychologiques instables, et qu'il était anormal pour une population « dont un nombre restreint d'individus jouissait du confort de la vie de pouvoir accumuler tant de richesses. La guerre a révélé qu'il existait pour tous une possibilité de consommation accrue et démasqué à beaucoup l'inutilité de l'abstinence. C'est ainsi que le bluff est dévoilé ; il se peut que la classe ouvrière ne soit plus disposée à supporter plus longtemps cet état de choses, et la classe capitaliste, sans confiance en l'avenir, va chercher à jouir le plus possible de sa liberté de consommation, pour autant que cette dernière se maintienne, et ainsi précipiter l'heure de sa confiscation ». ¹⁶³

Rien ne révélait mieux le sens de la nouvelle structure historique que la conversion doctrinale de Keynes, l'un des plus éminents parmi les théoriciens libéraux. C'est avec une clarté admirable qu'il décrit dans son article intitulé « Autarcie nationale », paru en 1933, le chemin qui l'a conduit du libéralisme au keynésianisme.

« Comme la plupart des Anglais, j'ai été élevé dans le respect du libre-échange, non seulement en tant que doctrine économique dont ne pouvait douter aucune personne raisonnable et cultivée, mais aussi en tant que partie intégrante d'une loi morale. Je considérais toute déviation doctrinale comme une imbécillité et un outrage. J'estimais que les convictions inébranlables de l'Angleterre en matière de libre-échange, qui s'étaient maintenues pendant près d'un siècle, expliquaient aux hommes et justifiaient devant le ciel la suprématie économique de ce pays. En 1923 encore, j'écrivais que le libre-échange reposait sur certaines libertés fondamentales qui, énoncées en termes appropriés, s'imposaient à toute personne capable de pénétrer le sens des mots. Réfléchissant encore aujourd'hui sur ces propos, je ne suis pas en mesure de les discuter. Cependant l'orientation de mon esprit s'est modifiée et je partage ces convictions nouvelles avec beaucoup d'autres. » ¹⁶⁴ Keynes, le disciple fervent de l'ordre divin du libre-échange et de la supré-

¹⁶³ *Essays in Persuasion*, Londres, 1931, p. 165.

¹⁶⁴ *New Statesman and Nation*, 8 et 15 juillet 1933. A comparer avec l'article précédent : « Free Trade in England », *The New Republic*, XXXVII, 1923, p. 87 : « The claims to cure unemployment involve the protectionist fallacy in the grossest and also the crudest of arguments. »

matie économique britannique, avoue, en 1933, sa désillusion et cela avec l'orgueil du pionnier.

Mais tous ne partagent pas sa déception. En vérité, tout indique que l'opinion générale dans les années 1920 jugeait que les difficultés dues aux dislocations de l'après-guerre étaient transitoires et disparaîtraient une fois la « stabilisation » obtenue. Ce dernier concept — tenu pour la panacée universelle — devait avoir la même importance que « l'intégration » dans la décennie postérieure à 1945. Les théoriciens ont allégué que certaines transformations structurelles de l'économie étaient attribuables en partie à la guerre et en partie aux transformations à longue échéance liées aux conditions de la production et du marché. On affirmait que l'adaptation à ces changements serait handicapée par des « éléments frictionnels » mais « qu'elle pourrait se réaliser... pour autant que la liberté des échanges et de l'entreprise fussent restaurées ». ¹⁶⁵

Pour Condliffe et pour d'autres théoriciens libéraux orthodoxes, la crise que le capitalisme traversait alors devait être considérée comme la conséquence de forces externes perturbant le cours pacifique de la libre entreprise. Selon ce diagnostic, le malade ne souffrait pas de douleurs organiques profondes, mais de blessures légères ; ce qu'il lui fallait, c'était une concurrence accrue. Les rapports de prix désordonnés servaient de leit-motiv aux théoriciens libéraux exhalant leur déception.

L'harmonie des intérêts privés et publics, clef de voûte du libéralisme au XIX^e siècle, était rompue et les événements des années 1920 et 1930 étaient déjà trop affirmés pour rester emprisonnés dans les limites de ces hypothèses restrictives.

Keynes écrit : « Mettons de côté les principes métaphysiques et généraux sur lesquels s'est fondé le laissez-faire à certaines époques. Il n'est pas vrai que les individus possèdent de droit une 'liberté naturelle' dans le cadre de leurs activités économiques. Il n'existe pas de convention conférant des droits perpétuels à ceux qui possèdent ou à ceux qui acquièrent. Le monde n'est pas gou-

165 League of Nations, *World Economic Survey, 1931-1932*. Un remède classique fut proposé par le professeur Condliffe (l'auteur du rapport) pour lutter contre la crise économique la plus profonde que l'on ait jamais connue. Il écrivait : « The basic causes of the 1929 crisis lay far back in the disorganization produced by the war and the burdens of debt and taxation which it achieved... The mechanism of adjustment has worked with increasing difficulty and friction in the post-war world. » On pourrait remédier à cet état de choses en « extending the range and volume of international trade » et « allowing the forces of competition in world markets to rearrange territorial specialisation in order to liquidate the financial legacies of the war, as the similar legacies of 1793-1815 and 1870 were liquidated », pp. 27-30. Également Sir Arthur Salter, *World Trade and its Future*, Pennsylvania University Press, 1936, pp. 30-35.

verné par une autorité supérieure qui fait que les intérêts privés et sociaux coïncident toujours. Le monde n'est pas géré de manière à ce que ces intérêts coïncident en pratique. Ce n'est point une déduction logique de l'économie politique que l'intérêt personnel opère toujours dans le cadre de l'intérêt public, ni qu'il est éclairé ; le plus souvent les individus agissant séparément pour parvenir à leurs fins sont trop ignorants ou trop faibles pour les atteindre. Et l'expérience ne prouve pas que des individus, lorsqu'ils s'associent, sont moins clairvoyants que lorsqu'ils agissent séparément. » ¹⁶⁶

L'effondrement des illusions de la période de stabilisation souligne ce fait aussi bien en pratique qu'en théorie ; les formules magiques des « rapports de prix désordonnés » et autres oripeaux classiques s'étaient avérés incapables de maîtriser la tempête soulevée par les nouveaux problèmes du chômage massif et d'écarter l'orage qui menaçait l'économie chaotique du monde d'entre les deux guerres. Le fait marquant de ces tristes années, avec les banqueroutes soudaines et les usines abandonnées, conduisit certains esprits à penser que quelque chose de plus fondamental qu'une faculté d'adaptation léthargique ou des rapports désordonnés de prix était à l'origine du malaise de l'économie mondiale. Mais si la période d'entre les deux guerres peut en général paraître sombre, il existe néanmoins des oasis de prospérité. L'économie des Etats-Unis d'Amérique, pour une période relativement courte, offre l'image d'une étonnante vigueur après la régression de 1920 : c'était le calme avant la tempête qui devait éclater quelques années plus tard.

Augmentation nette de la valeur comptable des investissements directs des Etats-Unis à l'étranger

(Millions de dollars U.S.A.)		
Zones	1920-1924	1925-1929
Amérique du Nord (Canada et Terre Neuve)	266,2	576,9
Amérique latine	831,2	886,1
Europe	227,8	419,0
Afrique	27,5	58,5
Asie	92,5	179,5
Océanie	64,0	44,8
Total	1.509,2	2.164,8

Source: Cleona Lewis, *America's Stake in International Investments*, Washington The Brookings Institution, 1938.

Le trait dominant de la situation après Versailles fut que les Etats-Unis prirent le rôle de créancier du monde ; on assista au transfert du marché international des capitaux de Londres à New-York. Bien que ce passage « de débiteur à créancier n'ait pas été aussi brusque que l'on a parfois laissé entendre, la rapidité avec laquelle les Etats-Unis acquirent des investissements étrangers est sans précédent dans l'histoire des temps modernes ». ¹⁶⁷

Cette transformation était due en grande partie aux achats massifs des Puissances de l'Entente, en matières premières, en biens semi-manufacturés, en produits alimentaires et en munitions. Pour la première fois, en 1915, les exportations américaines dépassèrent de 1 milliard de dollars les importations. Les puissances belligérantes payèrent en grande partie la différence, en revendant pour une valeur de 3 milliards des obligations américaines, processus d'ailleurs encouragé par les gouvernements français et britannique, avec ce résultat qu'à la fin de la guerre, une partie considérable des obligations américaines en Europe était revenue aux Etats-Unis. ¹⁶⁸

Les prêts accordés aux belligérants et aux neutres au cours de la guerre furent, eux aussi, très importants. Le total des prêts à l'Entente, fut estimé à \$ 2.581.300.000 pour la période allant du premier janvier 1915 au 5 avril 1917. ¹⁶⁹

Un Eldorado sans limite paraissait s'ouvrir aux bailleurs de fonds américains, en grande partie sous forme d'un champ d'action offert aux investissements directs par l'intermédiaire ou sous le contrôle de grandes sociétés monopolistes.

Mais il était inconcevable que cette exportation de capitaux ne donnât pas lieu à de violentes controverses dans certains milieux. Comme entre deux scorpions dans une bouteille, le conflit s'envenima entre les maisons bancaires d'investissements et les industries manufacturières de grande importance.

¹⁶⁷ US Department of Commerce, *United States in the World Economy*, Economic Series, No. 23, p. 91. Cet ouvrage fait le plus autorité en la matière. De même, *International Capital Movements during the Inter-War Period*, United Nations, New York, octobre 1949. Royal Institute of International Affairs, *The Problem of International Investments*, Oxford University Press, 1937. Cleona Lewis, *America's Stake in International Investments*, Washington, The Brookings Institution, 1938.

¹⁶⁸ *The Journal of Commerce and Commercial Bulletin*, 2 janvier 1917, estime le total des prêts aux nations alliées d'août 1914 au 1^{er} avril 1917 à \$ 2.263.400.000 dont \$ 2.145.000.000 pour les besoins de guerre. Sur le total des prêts pour les besoins de guerre, la Grande-Bretagne obtint \$ 1.180.000.000, la France \$ 685.000.000, la Russie \$ 160.000.000, l'Italie \$ 25.000.000, le Canada \$ 120.000.000 et la Chine \$ 5.000.000. En plus, les prêts à l'Allemagne représentaient approximativement \$ 45.000.000, et ceux accordés aux puissances neutres (au premier janvier 1917) \$ 365.500.000. Le chiffre global est de \$ 2.587.500.000. Source : C.C. Tansill, *America goes to War*, Boston, 1938. (Dans les Appendices A et B).

¹⁶⁹ Cleona Lewis, *op. cit.*, p. 355.

Selon un document remarquable publié en 1932 par l'*American Senate Investigation Committee*,¹⁷⁰ on peut voir que les banquiers qui déposèrent devant cette Commission adoptèrent le point de vue orthodoxe selon lequel les prêts et les investissements à l'étranger par des maisons d'investissements privées et internationales étaient compatibles avec les intérêts de la nation.

L'enquête débuta par des questions posées par le sénateur Reed, président de la Commission, à C. Lamont de la Maison J.P. Morgan, pour savoir si ce dernier estimait que « le commerce américain avait bénéficié en quelque manière de ses prêts ».

Lamont : « Le commerce américain a grandement bénéficié de ces prêts. Naturellement, on peut prétendre que, dans certains cas, la question des prêts étrangers a été exagérée, mais en voyant la situation dans son ensemble, nous savons tous que les nations d'Europe se trouvaient alors dénuées de tout capital. Ceci s'appliquait aux industries... Ces prêts étaient destinés — ce qui fut indiqué clairement lorsqu'on les accorda — soit à des fins de stabilisation, soit à l'octroi de crédits temporaires afin de restaurer le cours normal du commerce. Nous savons tous que notre commerce extérieur dépend de la régularité des processus appliqués. Nous irons jusqu'à dire qu'ils n'ont pas seulement contribué d'une manière très substantielle à notre prospérité pendant ces années-là... mais qu'ils ont contribué matériellement à permettre aux pays emprunteurs de remplir leurs obligations, lorsqu'il y avait lieu, envers le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. »¹⁷¹

M. Otto Kahn, de la maison d'investissements Kuhn, Loeb et Cie, alla plus loin que Lamont, alléguant que les prêts et les investissements internationaux à l'étranger contribuèrent à la prospérité de l'Amérique. Personne, estima-t-il, ne devrait accuser le financier international d'être animé dans ses décisions en matière de placements par un autre mobile que celui du sentiment patriotique. « Qu'un homme soit un banquier international ou qu'il soit engagé dans toute autre affaire, pour autant qu'il réside, travaille, ou qu'il ait des devoirs vis-à-vis de l'Amérique, son but est et doit être... la prospérité de l'Amérique non seulement du point de vue du citoyen patriote, mais aussi de celui de ses propres intérêts. Les profits d'un banquier international, même dans le cas d'obligations étrangères, sont acquis dans ce pays et non à l'étranger. »¹⁷²

Le memorandum soumis à la Commission d'enquête sénatoriale concernant les facteurs entrant en ligne de compte dans les décisions touchant aux investissements internationaux ne fait pas men-

¹⁷⁰ *Hearings on the Sale of Foreign Bonds and Securities in the United States before the Senate Committee on Finance, pursuant to S. Res. 19, 72d Cong., 1st. Sess., Washington, 1931-1932.*

¹⁷¹ *Senate Hearings*, Vol. I, p. 45.

¹⁷² *Senate Hearings*, Vol. II, p. 397.

tion des répercussions des prêts étrangers sur la prospérité intérieure et sur les indices de la croissance économique nationale. En effet, la première phrase de ce memorandum déclare explicitement :

« Notre principale préoccupation, lorsqu'il s'agit d'un emprunt étranger, comme pour un emprunt intérieur, c'est d'essayer de juger, d'après les éléments d'appréciation disponibles, de la valeur intrinsèque des titres à émettre et par conséquent, de voir quelle garantie l'on a que les versements sur le capital, les intérêts et, le cas échéant, les provisions pour amortissement seront ponctuellement effectués. » ¹⁷³

C'est là le parfait exemple d'une bonne pratique d'investissements étrangers telle qu'elle est appliquée par toutes les maisons d'investissements, sur la base de marges bénéficiaires à obtenir : mais le memorandum ne précise pas selon quel mécanisme les prêts doivent être accordés afin de promouvoir les intérêts de la nation américaine.

Cet aspect particulier du problème fut souligné au cours du dialogue entre M. Mitchel, de la *National City Bank*, et le sénateur Couzens. Le premier constata que : « les investisseurs étrangers contrôlaient en grande partie le volume du commerce d'exportation des Etats-Unis. Ceci devait offrir pour les plus réalistes des patriotes américains une raison valable pour accepter les investissements à l'étranger ; le fait que les intérêts bancaires de notre pays aient lancé des emprunts étrangers en Amérique devrait mériter l'approbation plutôt que la critique de toute association humaine. » ¹⁷⁴

Mais le sénateur désirait quelques éclaircissements :

Sénateur Couzens : Vous dites que 6 milliards de dollars ont été investis dans des pays étrangers ; je me demande quelle proportion de cette somme a été consacrée à la production de biens fabriqués auparavant aux Etats-Unis.

M. Mitchell : Je ne puis répondre à cela, Monsieur.

Sénateur Couzens : N'est-il pas vrai que les industries américaines aient émigré dans des pays étrangers, comme le Canada, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France pour y poursuivre leur activité afin d'éviter les tarifs douaniers de ces pays ?

M. Mitchell : C'est évident, Monsieur.

Sénateur Couzens : Savez-vous quel pourcentage des 6 milliards cela représente ?

M. Mitchell : Non Monsieur, d'après ces données, je ne puis répondre. ¹⁷⁵

¹⁷³ *Op. cit.*

¹⁷⁴ Cette déclaration, par laquelle les financiers internationaux identifient leurs propres intérêts à ceux de la nation, rappelle le dicton bien connu de Mr. Charles Wilson qui, en 1951, déclarait : « Ce qui est bon pour la General Motors, l'est pour les Etats-Unis. » Cf. *Business Week*, 18 avril 1953, The Senate Appropriations Committee, 19 mai 1953 ; *The New York Times*, 10 novembre 1954.

¹⁷⁵ *Senate Hearings*, Vol. II, p. 397.

Le débat sur cette question ne se limitait pas au gouvernement fédéral, ni aux banquiers internationaux ; la théorie selon laquelle les prêts étrangers et les investissements privés développent le bien-être économique était vigoureusement combattue dans certains secteurs de l'industrie nationale.¹⁷⁶ Un des porte-parole de la *Dyestuffs Corporation*, récemment fondée, attaqua la politique des prêts à l'industrie étrangère en alléguant que cette dernière entrerait finalement en concurrence avec les produits américains sur les marchés intérieurs et étrangers.

Le conflit entre les milieux bancaires et industriels d'investissements était devenu visible.

« La seule défense que ces banquiers puissent avancer en ce qui les concerne est qu'ils stimulent le commerce étranger. Votre Département du Commerce vous exposera en détail ce sophisme, mais l'illusion apparaît dans le fait que tout le commerce actuel d'exportation de l'Allemagne, avec ses ressources naturelles et ses 60 millions d'habitants seulement, a été établi grâce à ces prêts étrangers, jusqu'au jour où elle a égalé notre propre commerce d'exportation, malgré nos ressources naturelles et nos 120 millions d'habitants — elle emprunte et nous prêtons. »¹⁷⁷

176 Avant les enquêtes sénatoriales sur les banques, Keynes avait lancé une attaque violente contre les *Colonial Stock Acts*, car ceux-ci favorisaient des investissements outre-mer qui, autrement, auraient pu être employés sur le marché domestique. Il écrivait : « It follows from this that large sums may flow abroad without there having been a vestige of deliberate calculation on the part of anybody that this is the best way of employing the resources in the national interest. In short, the nineteenth century, as in so many respects, came to look on an arrangement as normal which was really quite abnormal. » Il illustre ceci de la manière suivante : « Consider two investments, the one at home and the other abroad, with equal risks of repudiation or confiscation or legislation restricting profit. It is a matter of indifference to the individual investor which he selects. But the nation as a whole retains in the one case the object of the investment and the fruit of it ; whilst in the other case both are lost. If a loan to improve a South American capital is repudiated we have nothing. If a popular housing loan is repudiated, we, as a nation, still have the houses. If the Grand Trunk Railway of Canada fails its shareholders by reason of legal restriction of the rates chargeable or for any other cause, we have nothing. If the underground system of London fails its shareholders, Londoners still have their tube ». *The Nation and Athenaeum*, 9 août 1924.

Quant aux phases précédentes de cette controverse, voir R. Harrod, *Life of John Maynard Keynes*, p. 348.

177 *Hearings*, Vol. II, p. 528. Garvin justifie cette accusation en annexant une liste des prêts étrangers accordés à l'industrie chimique allemande entre 1920 et 1929. Cette liste est significative en ce qu'elle met en lumière « l'impact » des investissements américains sur l'industrie allemande en général et sur l'industrie chimique en particulier.

La déclaration du Président Wilson, peu de temps après la guerre, corrobore les révélations de Garvin. Il déclarait : « Our complete dependance upon German dyestuffs supplies before the war made the interruption of trade a cause of exceptional economic disturbance. The close relations between the manufacture of dyestuffs on the one hand, and of explosives and poisonous gases on the other, moreover, has given the industry an exceptional significance... » L'Assistant Attorney-General Berge, commentant cette observation, déclarait que : « despite this warning in 1919, we were only slightly better off, relatively, in respect of the arts of organic chemical manufacture twenty years later, when Germany decided the time was ripe for another attempt at world conquest. » W. Berge, *Cartels: Challenge to a Free World*, Washington, 1946, p. 7.

M. Garvin, porte-parole de l'industrie chimique, se référant aux conséquences d'une telle politique pour la branche qu'il représentait, fait observer que « ces banquiers internationaux ont emprunté d'une manière systématique les épargnes du peuple américain, et, grâce à l'appât de fortes commissions, ont prêté ces épargnes au cartel international des produits chimiques, à ses succursales ou à ses alliés — cartel dont le succès repose nécessairement sur la destruction de notre propre industrie et de notre indépendance ». ¹⁷⁸

La thèse centrale des banquiers investisseurs était aussi attaquée sur un autre point. Certains critiques prétendaient que les investissements étrangers avaient ralenti la cadence de l'expansion industrielle et de l'agriculture américaine et favorisé une hausse du taux d'intérêt du capital national emprunté.

C'est là un argument fort ancien, qui remonte déjà à 1813 ¹⁷⁹ lorsqu'un comité parlementaire britannique dénonçait « l'exode spéculatif » des capitaux nationaux — dénonciation qui fut reprise par plusieurs commissions royales au moment de la grande dépression de 1873 à 1895, ainsi que par Keynes dans ses polémiques contre le *Colonial Stocks Act*. ¹⁸⁰

La réplique des banquiers internationaux américains fut que le capital exporté constituait un « capital excédentaire » qui, s'il avait été employé sur le marché domestique de l'argent, aurait exercé un effet déprimant sur le niveau de la conjoncture nationale. Si le processus de placements étrangers au cours d'une phase de prospérité arrive au point mort, déclarent-ils, la tendance à la régression est accélérée. De telles observations étaient certes révélatrices, mais les financiers internationaux n'étaient pas conscients des conséquences qu'elles impliquaient.

Lorsque le sénateur Harrisson demanda à M. Dillon, directeur de la Banque Dillon, Reed and Company, s'il était au courant du

¹⁷⁸ Un exemple de ces « immenses commissions » auxquelles Garvin se réfère est constitué par les prêts de la Maison Morgan au gouvernement britannique. Un débat à la Chambre des Communes révèle que pour accorder au gouvernement britannique un crédit de \$ 100.000.000 en 1925, — crédit qui ne fut jamais utilisé — la firme Morgan et ses maisons bancaires alliées reçurent une commission de \$ 2.500.000. *Parliamentary Debates*, House of Commons, Vol. 205, p. 1627; *The New York Times*, 5 et 6 mai 1927.

¹⁷⁹ *Report of the Select Committee on Corn Trade, 1812-1813*, Hansard First Series, Vol. XXV. Selon une Commission parlementaire placée sous la présidence de Sir Henry Parnell, les investissements internationaux constituaient un processus auto-destructif, puisqu'il orientait les capitaux de manière à développer des régions d'outre-mer qui finalement entreraient en concurrence avec la Grande-Bretagne, et « favoriseraient d'autres pays alors que nombreuses sont nos terres qui requièrent un apport de cet ordre ». Dans Jacob Viner, « Political Aspects of International Finance », *Journal of Business*, University of Chicago, Vol. I, avril 1928.

¹⁸⁰ *Report of the Committee on Finance and Industry* (Cmd. 3897), Londres, 1931. Voir le témoignage de Josiah Stamp, *Evidence*, I, p. 256, et *The Problem of International Investment*, Oxford University Press, pp. 31-33.

fait que l'investissement étranger jouait un rôle dans la contraction du crédit sur le marché intérieur et agissait comme un frein à l'expansion industrielle, M. Dillon répliqua qu'il ne savait rien de tout cela. « Je pense que s'il existait une demande et un besoin de crédit dans ce pays, les capitaux seraient employés dans ce pays même. Le seul crédit disponible pour l'investissement est l'excédent de capitaux dans ce pays. » Le sénateur demanda alors : « Dois-je comprendre que le taux d'intérêt n'a rien à voir avec l'exode de notre argent à l'étranger, la question de savoir s'il existe ou non un excédent de capitaux dans ce pays étant réservée ? »

M. Dillon : Je ne saurais le dire.

Sénateur Gore : Si l'on vous offre un prêt à 5 % dans ce pays et un prêt à 7 % à l'étranger, acceptez-vous le taux d'intérêt inférieur s'il existe un excédent qui réponde aux 7 % ?

M. Dillon : S'il existe une demande d'argent dans ce pays et que vous pouvez obtenir un bon placement de valeur égale à l'étranger, à un taux plus élevé, certes, la demande nationale devra probablement se mettre au niveau de ce taux.

Sénateur Gore : Donc, il ne s'agit pas toujours d'excédents. C'est en quelque sorte une question de taux.

M. Dillon : Non, il s'agit d'une question d'excédent, car ce pays pourrait employer son propre argent.

Sénateur Gore : Si vous appelez excédent tout ce qui va à l'étranger sans tenir compte des circonstances... alors naturellement cela met un terme à la discussion. Ce n'est qu'une question de définition.

M. Dillon : Je pense que... (interruption)

Sénateur Gore : Vous garderiez ici le capital et le prêteriez à un taux inférieur pour autant qu'il réponde à une certaine définition de l'excédent.

M. Dillon : Je ne pense pas que vous puissiez l'obtenir ici à un taux inférieur. Je ne sais comment vous pourriez contrôler cette opération.

Sénateur Gore : Voilà précisément la question.

Sénateur Couzens : Cela élèverait automatiquement le taux dans ce pays.¹⁸¹

L'impression que donne ce dialogue sénatorial de sourds est que le capital est une sorte de fluide international qui circule là où la demande est la plus forte et le taux d'intérêt le plus élevé, et que cette circulation ne tient pas compte des frontières nationales, à moins que le capital étranger ne rencontre des obstacles sous forme d'intervention étatique ou d'hostilité nationale. Le sentiment patriotique ne contrôle pas le mouvement du capital international qui est animé par la considération du taux d'intérêt et par la productivité marginale du capital ; de même, les banquiers investisseurs ne sont pas intéressés par l'usage de l'argent qu'ils transfèrent pour autant que la sécurité et les bénéfices soient satisfaisants.

181 *Hearings*, Vol. II, p. 454.

Comme aux Etats-Unis d'Amérique, les maisons bancaires d'investissements de la Cité devinrent aussi la cible du tir concentré des milieux industriels et travaillistes. Elles furent accusées de favoriser les investissements internationaux au détriment des entreprises nationales, le spéculateur plutôt que l'industriel, le grand plutôt que le petit homme d'affaire.

Keynes et David Lloyd George mirent au pilori les pratiques bancaires d'investissements de la Cité. Ce dernier en particulier déclarait que « la Cité était le bastion de la réaction ». « Jusqu'en 1914, alors que j'étais Chancelier de l'Echiquier, j'étais contraint de lutter contre la Cité... Aucun gouvernement ne mènera à bien un programme important tant qu'il ne sera pas prêt à affronter les intérêts réactionnaires de la Cité de Londres. »¹⁸² Le langage de Keynes n'était pas moins vigoureux.

Les propositions les plus draconiennes pour un contrôle efficace des maisons bancaires furent présentées par le parti travailliste qui, au début, se contenta de préconiser la nationalisation de la Banque d'Angleterre, puis exigea par la suite la nationalisation des banques d'investissements.

La thèse travailliste était que l'Etat devait canaliser les placements vers l'industrie afin d'assurer leur efficacité maxima en matière d'emploi des ressources, afin de freiner la concurrence entre les banques privées d'investissements. Les placements devaient être dirigés vers les domaines de la production susceptibles de contribuer au plein emploi et l'on ne pouvait aboutir à ce résultat que grâce à une politique coordonnant l'action de l'Etat et les placements privés.

Cette proposition fut incorporée par le parti travailliste dans son plan pour l'établissement du *National Investment Board*¹⁸³ — plan qui fut chaudement approuvé par Keynes.¹⁸⁴ Une opinion différente fut adoptée par le *Macmillan Report* qui, tout en préconisant un retour à la structure britannique d'avant-guerre en matière d'investissements étrangers, rejetait la prise de position de Keynes et des travaillistes et prenait la défense des banques d'investissements.

« Nous disposons dans ce pays d'une vaste organisation financière et bancaire de grande expérience et de longue tradition. C'est par l'intermédiaire de cette organisation et avec sa collaboration que nous devons travailler, car elle est la seule à détenir les qualifications et les connais-

¹⁸² T. Johnston, *The Financiers and the Nation*, Londres, 1934, p. 138.

¹⁸³ « Labour and the Banks », *The New Statesman and Nation*, 10 mars 1928.

¹⁸⁴ « A New Economic Policy for England », *Economic Forum*, hiver 1932-1933, pp. 29-37.

sances indispensables et elle est la seule à posséder l'appareil nécessaire à la gestion de nos affaires financières. Ses points de vue et ses opinions, aussi peu recommandables qu'ils puissent paraître à des réformateurs enthousiastes, doivent être pris en considération tout comme il convient de tenir compte des points de vue et des opinions des syndicats en matière de salaires et de conditions de travail. »¹⁸⁵

Mais si les tendances américaines et britanniques en matière d'investissements étrangers donnèrent lieu à des controverses venimeuses entre industriels et banquiers, elles permirent aussi d'attirer l'attention sur un autre aspect du problème : l'instabilité de ces investissements après l'effondrement de 1929.

LA CRISE.

Les débuts dramatiques de la crise de 1929 firent boule de neige dans la structure de l'économie capitaliste mondiale. Les importations des Etats-Unis consistaient principalement (comme aujourd'hui encore) en produits de base ou en biens partiellement manufacturés qui n'étaient pas consommés directement mais introduits dans d'autres processus de fabrication. Des matières premières, des produits alimentaires bruts, des produits semi-manufacturés employés par l'industrie américaine constituaient 66 % du total des importations à cette époque. A ce chiffre il faut ajouter 6 % qui comprenaient des produits manufacturés finis comme du papier journal et les articles de jute, qui devaient être néanmoins considérés comme relevant plutôt de la production primaire. De 1929 à 1932, les importations des Etats-Unis tombèrent de \$ 4.400 millions à \$ 1.323 millions. Cette chute inattendue entraîna une perte désastreuse de recettes pour les producteurs primaires et, par un effet multiplicateur, un amoindrissement également catastrophique de leurs revenus et de leur volume d'emploi. Les paiements effectués par les Etats-Unis pour les opérations de services baissèrent presque de moitié, passant de \$ 1.962 millions en 1929 à \$ 999 millions en 1932.

Une tendance analogue se manifesta en matière d'exportation de capitaux. Les prêts américains à long terme non seulement cessèrent, mais se transformèrent en importation de capitaux — essentiellement par le rapatriement de fonds américains. De 1927 à 1929 les prêts étrangers à long terme représentaient en moyenne 978 millions de dollars, en contraste avec des rentrées de 251 millions de dollars de l'étranger, en 1932.

Le Département du Commerce estimait que les dépenses et les investissements en dollars à l'étranger étaient tombés de \$ 7.400

¹⁸⁵ *Op. cit.*, p. 5.

millions pour les trois années allant de 1927 à 1929 à \$ 2.400 millions en 1932 et 1933, soit une réduction de 68 % en l'espace de trois ans.¹⁸⁶ Il concluait que la baisse de la conjoncture était plus vertigineuse et la reprise plus retardée que dans les autres pays. Ce phénomène était apparu depuis le moment où le nouveau tarif douanier de 1930 avait été mis en vigueur entraînant un fléchissement particulièrement accentué et prolongé des importations américaines.¹⁸⁷

Mais les années de 1930 n'étaient pas celles de 1880 ; et les principes de l'âge libéral ne pouvaient plus être invoqués dans un monde en faillite, peuplé d'hommes impatients et affamés. Soulignant les changements structurels au sein de l'économie mondiale, l'auteur du *Rapport Economique Mondial (1933-1934)* observa : « Laissez-faire, l'esprit d'entreprise privée, liberté du commerce, bénéfices individuels, et tous les autres mots d'ordre familiers qui avaient cours au XIX^e siècle, n'ont plus à présent la faveur populaire. Ils sont remplacés par des conceptions telles que : juste prix, salaires équitables, commerce équilibré... et qui indiquent une transformation de l'ambiance économique. »¹⁸⁸

Une force satanique avait été déchaînée et aucun précédent économique valable et suffisamment puissant ne pouvait être invoqué afin de faire face à cette nouvelle menace. « Dans les crises passées », continue le rapport, « après une période de restauration et de stabilisation assez longue et pénible, le commerce et l'industrie pouvaient compter qu'ils auraient à nouveau l'occasion de réaliser des bénéfices à peu près dans les mêmes conditions qu'avant le début de la dépression. A l'heure actuelle... le commerce et l'industrie émergent de la période d'ajustement pour se trouver aux prises avec une situation très différente ». ¹⁸⁹ Les perspectives économiques pour l'année suivante étaient tout aussi désespérantes, en dépit de certains indices de reprise. Le Rapport de la S.D.N. relevait en termes très sobres « qu'au début de 1935, la situation économique, comparée à ce qu'elle était un an plus tôt, apparaissait sous un jour encore plus confus et plus inquiétant. Dans la plupart des pays, il est vrai, les indices de l'activité économique continuaient à se relever lentement ; mais cette reprise était, comme on l'a très justement dit, « plutôt superficielle que profonde », ¹⁹⁰

¹⁸⁶ *Op. cit.*, p. 173.

¹⁸⁷ *Ibid.*, p. 174.

¹⁸⁸ Service d'études économiques : *Revue de la situation économique mondiale*, S.D.N., 1933-1934, p. 15-16.

¹⁸⁹ *Op. cit.*, p. 15.

¹⁹⁰ Service d'études économiques : *Revue de la situation économique mondiale*, S.D.N., 1934-1935, p. 7.

et il devenait chaque jour plus clair que « le progrès réalisé a été inégal et l'équilibre maintenu entre les unités économiques nationales dont se compose le monde moderne est resté précaire ». ¹⁹¹ Résumant ces conclusions, le Rapport constate « qu'il serait vain de prétendre que les symptômes d'une recrudescence de l'activité économique dans une vaste région... suffisent à indiquer que la crise est définitivement surmontée ». ¹⁹²

En effet, c'était l'universalité de la crise, sa persistance et son étendue extraordinaire qui ont retenu l'attention de la majorité des économistes. Ecrivant au moment du déroulement de la grande crise, Frederick C. Mills, de l'Université de Colombia, fit remarquer que « la sévérité de la deuxième dépression d'après-guerre et la difficulté de la vaincre sont largement imputables à l'étendue de cette crise. Aucune nation, sauf l'Union Soviétique n'y a échappé. Les centres industriels de même que les régions coloniales subirent le choc et l'effondrement général ». ¹⁹³

La souplesse initiale du système semblait avoir complètement disparu. Les économistes ne pouvaient plus affirmer, comme l'avait fait une commission royale britannique en 1894 que « parmi les maux qui ont attiré notre attention, nombreux sont ceux auxquels on ne peut remédier par aucune législation, mais cependant nous pouvons attendre avec confiance *une amélioration graduelle grâce aux forces naturelles* actuellement en action... » (les italiques sont de l'auteur). ¹⁹⁴

La crise fut universelle, bien que son degré d'intensité variât suivant les pays. Si nous prenons l'indice de base de la production à 100 pour 1929, nous obtenons les chiffres suivants pour 1932.

Production industrielle

(1929 = 100)			
Etats-Unis	53	Hongrie	82
Allemagne	53	Roumanie	82
Canada	58	Royaume-Uni	84
Pologne	63	Hollande	84
Tchécoslovaquie	64	Suède	89
Italie	67	Norvège	93
Belgique	69	Japon	98
France	72	U.R.S.S.	181

Source: W. Arthur Lewis, *Economic Survey, 1919-1939*, Londres, 1949, p. 61.

¹⁹¹ *Ibid.*, p. 7.

¹⁹² *Ibid.*, p. 214.

¹⁹³ *Prices in Recession and Recovery*, p. 37.

¹⁹⁴ *Fifth and Final Report on the Great Depression*, Part I, p. 112, cité dans Helen Lynd, *England in the Eighteen Eighties*, Oxford University Press, 1945, p. 70.

« HOT MONEY » ET FUITE DES CAPITAUX.

Des économistes des Nations Unies décrivaient en 1951 « le mouvement embarrassé et souvent imprévisible du capital errant à court terme » comme un des traits essentiels de la période d'entre les deux guerres.¹⁹⁵

Le marché à court terme des capitaux et le mécanisme de paiement est resté désorganisé après la première guerre mondiale. Entre 1919 et 1930 les Etats-Unis fournirent aux emprunteurs 11.600 millions de dollars par voie de souscription aux nouvelles émissions étrangères et par de nouveaux investissements directs à l'étranger — ce qui représente une moyenne de 965 millions de dollars par an. Au cours de la même période, les placements américains à court terme à l'étranger augmentèrent d'environ un milliard de dollars. Avec le début de la crise, on devait constater un renversement de cette tendance dans les mouvements des capitaux américains à long terme, du fait de la cessation virtuelle des prêts à l'étranger après 1930 et l'afflux annuel des recettes d'amortissements dépassant de loin les nouveaux prêts. La rentrée de capital américain à long terme d'une valeur nette de 1.200 millions de dollars fut enregistrée au cours de la période 1931-1939. De plus, on assista, après 1931, à un rapatriement continu du capital à court terme placé à l'étranger ; son volume tombant d'un maximum de près de 2 milliards de dollars à la fin de 1930 à 600 millions à la fin de 1939.¹⁹⁶

Le concept classique de l'équilibre, selon lequel les mouvements internationaux de capitaux se produisent en vertu de taux d'intérêts différentiels dans diverses unités nationales, ces taux différentiels constituant le point d'aboutissement d'une pénurie relative de capital dans le pays emprunteur, ne se trouvait pas confirmé par les transferts anormaux de capitaux effectués pendant la période d'entre les deux guerres. Contrairement à la thèse de Fanno, il est entièrement arbitraire de faire une distinction entre les transferts *anormaux* et *normaux* de capital, et d'utiliser la structure internationale des investissements d'avant 1914 comme critère normal.¹⁹⁷

Le malade refusait de réagir aux remèdes classiques qui lui étaient prescrits. L'ouragan financier qui avait frappé, en 1931, le

195 *International Capital Movements during the Inter-War Period*, New York, 1951, p. 2.

196 *US in World Economy*, p. 90.

197 M. Fanno, *Normal and Abnormal International Capital Transfers*, Minnesota University Press, 1939, p. 22.

pays d'origine du libéralisme économique amena William Brown à dire que l'on reconnaissait volontiers, à la Banque d'Angleterre, qu'un taux bancaire élevé ne contribuerait pas à résoudre « des problèmes fondamentaux » et que « le temps était révolu où la Grande-Bretagne, animée par son sentiment de grande puissance commerciale, pouvait se vanter qu'un taux bancaire de 10 % était suffisant pour extraire l'or de la terre ». ¹⁹⁸

Il est d'autant plus amer de reconnaître que les investissements américains à l'étranger, comme le fit remarquer une Commission sénatoriale américaine dans les années trente, « représentaient un des chapitres les plus scandaleux de l'histoire des investissements bancaires américains ». ¹⁹⁹ Néanmoins, ses leçons ne devaient pas être oubliées par les producteurs primaires lorsque ceux-ci préparèrent la mise en train de l'industrialisation dans la période postérieure à 1945. Une des caractéristiques des investissements directs dans de nombreuses régions primaires de cette époque fut « que les pays emprunteurs avaient à payer sous forme d'intérêts et d'es-compte un prix très élevé pour les emprunts dont ils bénéficiaient et que, si le taux de l'intérêt avait tendance à diminuer au cours de la période envisagée, l'intérêt moyen des emprunts non amortis tendait au contraire à augmenter parce que des dettes nouvelles se substituaient graduellement aux emprunts d'avant-guerre ». ²⁰⁰ Par suite de la chute des prix, le rapport constate que « les pays débiteurs éprouvaient de grandes difficultés à rajuster leurs transactions internationales à une situation dans laquelle ils ne recevaient pas de capitaux de l'étranger, mais devaient au contraire assumer une exportation nette de capitaux. Dans la majorité des pays débiteurs, qui exportaient surtout des produits de base, la détérioration des conditions d'échange constituait un désavantage supplémentaire ». ²⁰¹

198 W.A. Brown, *The International Gold Standard Reinterpreted*, p. 1024.

199 Selon les auteurs du rapport : « the record of the activities of investment bankers in the flotation of foreign securities is one of the most scandalous chapters in the history of American investment banking... The sale of these foreign issues was characterized by practices and abuses which violate the most elementary principles of business ethics... Far from exercising discrimination in relation to these issues, the bankers failed to check adequately the information furnished by foreign officials; ignored bad debt records and bad moral risks; disregarded political disturbances and upheavals; failed to examine, or examined only perfunctorily, economic conditions in foreign countries; failed to determine whether the proposed uses of the proceeds of loan issues were applied toward the purposes specified in the loan contracts; failed to ascertain whether revenues pledged for the service of loans were collected and properly deposited in accordance with the agreements; and generally indulged in practices of doubtful propriety in the promotion of foreign loans and in the sale of foreign securities to the American public. » *Report of the Committee on Banking and Currency on Stock Exchange Practices*, Senate Report, 1455, 73rd Congress, 2^e session, 1934, Vol. 3, pp. 125-126.

200 *International Investments in the Inter-War Period*, p. 66.

201 *International Investments*, op. cit., p. 67.

Le rendement très élevé de ces investissements s'annula de lui-même au fur et à mesure que la crise s'amplifiait, car il amena une détérioration de la balance des paiements des pays débiteurs, aggravant l'état de dépression. Par conséquent, l'instabilité des transactions externes (temporairement dissimulées tant que les investissements étrangers continuaient d'affluer) des pays débiteurs sous-développés devint d'autant plus grave qu'une partie considérable du capital était prêtée à court ou à moyen terme. La structure des investissements indiquait que « dans l'industrie manufacturière travaillant pour le marché intérieur des pays qui bénéficiaient des capitaux d'investissement, les placements directs étaient relativement peu élevés ». ²⁰²

En s'efforçant de faire la synthèse des expériences d'entre les deux guerres en matière d'instabilité économique et d'investissements internationaux, une publication du Département du Commerce des Etats-Unis préconisait la nécessité d'une continuité de l'investissement en dollars, et déclarait « qu'il serait tragique que les Etats-Unis, après avoir participé à la reconstruction de l'économie mondiale, soient la cause d'une nouvelle chute brutale dans l'approvisionnement en dollars, ce qui aurait pour effet de bouleverser le nouveau mécanisme commercial et financier international, soit consciemment par des restrictions tarifaires ou par un comportement répréhensible en matière de placements étrangers, soit inconsciemment par un mauvais fonctionnement de l'économie nationale ». ²⁰³ Il est utile de rappeler que ces réflexions lourdes de sens datent de 1944 et sont la source de projets futurs.

En ce qui concerne le maintien de cette « continuité » si hautement désirable, le rapport ne nous révèle pas le mécanisme susceptible d'assurer une telle stabilité à long terme. Mais existe-t-il en fait un mécanisme dans la machine capitaliste qui puisse garantir une « continuité », qui soit à la fois immunisée contre les fluctuations d'investissements et les perturbations cycliques et qui n'usurpe pas les fonctions distributives du mécanisme des prix ? De l'avis de Joan Robinson « aucun mécanisme n'a encore été proposé pour empêcher, dans les conditions actuelles, les opérations de prêts d'être désordonnées, à l'exception de la planification internationale à longue échéance qui rencontre de nombreux obstacles, dus à l'individualisme américain ». ²⁰⁴

L'évidence même prouve que la stabilité ne va pas de pair avec la croissance industrielle américaine. A ses origines, la dépression

²⁰² *International Investments in the Inter-War Period*, p. 66.

²⁰³ *U.S. in World Economy*, pp. 24-25.

²⁰⁴ *Economic Journal*, déc. 1945.

était pour ainsi dire essentiellement un phénomène américain, à un point tel que si la conjoncture fléchissait dans d'autres pays, cela était dû principalement aux forces déflationnistes émanant de l'économie américaine. Le redressement fut retardé, nonobstant d'énormes dépenses publiques qui constituèrent un des traits saillants du *New Deal*. La dépression de 1937-1938 fut encore plus spectaculaire, l'indice de production industrielle du *Federal Reserve Board* tombant de 117 en août 1937 à 80 en janvier 1938.

**Production industrielle et commerce étranger des Etats-Unis
1937-1939**

Périodes	Production industrielle	Importations	Exportations
	(indices saisonniers ajustés, 1923-25 = 100)		
1937			
1 ^{er} trimestre ...	116	82	64
2 ^e » ...	117	87	78
3 ^e » ...	114	81	78
4 ^e » ...	91	67	75
1938			
1 ^{er} trimestre ...	80	50	74
2 ^e » ...	77	46	72
3 ^e » ...	87	52	65
4 ^e » ...	101	54	62
1939			
1 ^{er} trimestre ...	99	52	63
2 ^e » ...	94	57	68
3 ^e » ...	105	57	71
4 ^e » ...	124	72	77

Source: Department of Commerce, *Survey of Current Business*, 1940, Supplement.

Au cours de l'été 1939, *The Economist* parle gravement « d'une propension permanente de l'économie américaine à la déflation, propension que les lourdes dépenses gouvernementales ne pourraient renverser à titre passager et d'une manière précaire », et fait observer « que la reprise aux Etats-Unis évolue vers un point mort ». ²⁰⁵ En ce qui concerne la Grande-Bretagne, Lord Beveridge calculait que, même au sommet de la courbe cyclique, il y avait 1,5 millions de chômeurs, représentant plus de 10 % de la main-d'œuvre active. D'après lui, « c'était là ce que pouvait faire de mieux une économie non planifiée », et il prévoyait « qu'un retour même plus sévère des années 1929-1932 se dessinait ». A son sens

²⁰⁵ « A Distorted Boom », *The Economist*, 3 juin 1939.

— et il était fort pessimiste — « le seul moyen souverain découvert aujourd'hui par les démocraties pour remédier au chômage est la guerre totale », ²⁰⁶ réflexion qu'il considère comme un « lieu commun ».

La crise révéla l'insuffisance d'une économie de marché et, par conséquent, la nécessité impétueuse d'appliquer des correctifs vigoureux et efficaces pour assurer un emploi plus rationnel des ressources disponibles.

Une autre tendance observée pendant ces années tragiques fut la prolifération des blocs économiques calqués sur les préférences impériales. Le président de la Compagnie de navigation Cunard, Sir Percy Bates, a analysé ce phénomène dans une allocution prononcée le 24 avril 1935, à Liverpool.

« Nous assistons aujourd'hui à une guerre, à une guerre mondiale. Les armes que l'on emploie ne sont pas des flottes, des armées ou des avions, mais bien des tarifs douaniers, des contingents et des monnaies. On ne reconnaît plus aucun étalon monétaire international, et chaque fois qu'un droit de douane, un contingent ou une monnaie varie, on se trouve devant une manœuvre, une manœuvre hostile, une manœuvre de guerre. Le pire, c'est que l'on ne veut pas admettre officiellement que l'on est en guerre. » ²⁰⁷

La formation des blocs économiques se soldait par une victoire quasi-totale des malthusiens sur la coopération économique internationale. Un instrument diabolique de restriction fut ajouté à la panoplie des armes déjà à la disposition des restrictionnistes. ²⁰⁸ Le tableau de la page suivante fait ressortir l'importance relative et le pourcentage du commerce total des pays du bloc dirigé.

En plus des formes *externes* des instruments commerciaux restrictifs, les leçons des années trente orientèrent l'attention vers l'accélération fulgurante de la concentration économique, ²⁰⁹ sur le plan national et international, souvent avec l'approbation des gouvernements. Comme nous l'avons signalé auparavant, des mono-

²⁰⁶ W.H. Beveridge, *Full Employment in a Free Society*, Londres, 1944, p. 112.

²⁰⁷ Service d'études économiques, *Revue de la situation économique mondiale*, 1934-1935, Société des Nations, p. 276.

²⁰⁸ M.S. Gordon, *Barriers to World Trade*, New York, 1941; Société des Nations, *Commercial Policy in the Interwar Period: International Proposals and National Policies*, Genève, 1942. P.W. Bidwell, *The Invisible Tariff*, New York, 1939. Société des Nations, *International Currency Experience*, Genève, 1944. F.A. Hayek, *Monetary Nationalism and International Stability*, Londres, 1939.

²⁰⁹ A ce propos, les économistes de la S.D.N. constatent : « La tendance à la création de cartels internationaux de production ou de vente en vue de la répartition de la production et du commerce s'est trouvée renforcée pendant la crise et, notamment en 1934, par suite de l'empressement croissant des gouvernements à donner leur appui à des accords de ce genre et à en assurer l'application. » *Revue de la situation économique mondiale*, Société des Nations, Genève, 1935, p. 212.

poles et oligopoles avaient surgi, au début du siècle, dans la plupart des pays industrialisés, particulièrement dans l'Allemagne impériale et aux Etats-Unis. Leur croissance se fit plus rapide dans les années 1920 et 1930 ; c'est là une tendance qui ne devrait pas être sous-estimée, puisqu'elle éclaire les bouleversements structurels qui s'étaient produits, dans le cadre industriel, en ce qui concerne les prix « administrés » et le « price leadership ».

Commerce de certains pays avec leurs blocs économiques

Pays	Bloc économique	Commerce avec le bloc en pourcentage du commerce total					
		Importations			Exportations		
		1929	1932	1938	1929	1932	1933
Royaume-Uni	Empire britannique	30	36	42	44	45	50
Royaume-Uni	Autres pays de la zone sterling (a)	12	13	13	7	10	12
France	Empire français ..	12	21	27	19	32	28
Japon	Empire japonais (b)	20	33	41	24	30	55
Allemagne	6 pays de l'Europe du Sud-Est (c) .	5	6	12	5	4	13

(a) Suède, Norvège, Finlande, Danemark, Egypte, Irak, Estonie, Lithuanie, Portugal et Thaïlande.

(b) Corée, Formose, Kouangtoungh et Mandchourie.

(c) Bulgarie, Grèce, Hongrie, Roumanie, Turquie et Yougoslavie.

Source : Société des Nations, *Review of World Trade*, 1938, Genève, pp. 34-35.

L'existence d'une structure de prix d'oligopole dans les régions industrialisées est une raison supplémentaire illustrant le fait que les pays sous-développés ne peuvent pas utiliser l'approche classique et néo-classique comme boussole idéologique de leur industrialisation.

Le concept de *workable competition* a été formulé pour mieux expliquer la nature de la concurrence entre les grandes unités d'affaires. En dépit de lois anti-trusts qui apparaissent après 1890 aux Etats-Unis, la concentration va rapidement de l'avant. Comme l'ont observé Berle et Means :

« L'avènement de la corporation moderne a entraîné une concentration de la puissance économique qui peut rivaliser avec l'Etat moderne sur un pied d'égalité... et qui pourrait même à l'avenir le supplanter comme forme prédominante d'organisation sociale. » 210

210 A.A. Berle et G.C. Means, *The Modern Corporation and Private Property*, New York, 1933.

Cependant, la théorie moderne optimiste, et plus largement répandue, constate que la concurrence, pour fonctionner en tant que régulateur, n'est pas tenue d'atteindre à la perfection du modèle — en fait elle ne devrait même pas l'atteindre. Joan Robinson va même plus loin, en constatant que la concurrence parfaite dans notre société industrielle moderne n'est pas seulement indésirable, mais impossible. Bien que la venue de la « corporation géante » fût une cause de cri d'alarme, dans les années trente, des théoriciens distingués en sont devenus les partisans, à l'heure actuelle, en arguant que sa naissance et son essor correspondent aux exigences de la technologie moderne. La prise de position de Kenneth Galbraith dans son ouvrage *American Capitalism* est « qu'un immense fossé sépare l'oligopole de la concurrence du modèle concurrentiel ». « C'est là un indice révélateur de l'envergure de la faillite du vieux système », dit-il, « que lorsque l'oligopole ou le crypto-monopole est présumé, il ne s'ensuit pas que tous les anciens objectifs de l'efficacité sociale soient réalisés ». ²¹¹ « Du fait de l'évolution, après un système où presque tout se terminait au mieux, les économistes se sont trouvés devant un système où presque tout semblait se terminer au plus mal. » ²¹²

Selon l'opinion d'Arthur Burns, ancien conseiller économique du Président Eisenhower, l'affaiblissement de la concurrence dans l'industrie moderne est imputable à l'impact inéluctable des innovations techniques concernant des méthodes de production et de distribution, impact accéléré par des transformations institutionnelles. Burns, Galbraith et Joan Robinson acceptent la présence de l'oligopole et mettent en doute l'opportunité ou la possibilité de démanteler une « corporation géante » en groupements de petites unités concurrentielles. Selon cette optique, la législation anti-trusts, inspirée de l'idéologie libérale, doit être formulée en tenant compte de l'évolution ultra-rapide du monde de la technique.

L'objectif principal d'une telle réglementation vise à restreindre la dimension des firmes, et, par voie de conséquence, à récolter les fruits de la concurrence sans avoir recours à la planification. « Toutefois, la planification nécessaire est particulièrement difficile. L'Etat doit mettre au point des critères applicables à la concurrence, pour pouvoir calculer le nombre minimal d'entreprises propre à la susciter. Il devrait suivre de près le comportement des producteurs et accroître le nombre minimal d'entreprises toutes les fois que des tendances à la formation de monopoles apparais-

²¹¹ J.K. Galbraith, *American Capitalism — The Concept of Countervailing Power*, Cambridge, Mass., 1952, pp. 45, 46, 51.

²¹² *Ibid.*

sent. L'Etat devrait peut-être trouver le moyen de porter le nombre effectif d'entreprises au minimum requis, lorsque ce nombre n'est pas suffisant. » ²¹³

Cette tâche incombe à l'Etat pour assurer la discipline de la concurrence, mais de telles mesures administratives sont auto-destructrices, nous dit Burns, parce qu'elles confondent les symptômes de la maladie et sont incompatibles avec le maintien de la concurrence. La raison en est que, lorsqu'une entreprise atteint la taille maxima autorisée par la loi, les stimulants inhérents à la concurrence parfaite n'opèrent que sous une forme bien différente ; « l'élan visant à améliorer des méthodes de production pour réduire les prix et s'approprier par là une part croissante du commerce total est éliminé. Pour une telle forme, l'élan de la concurrence des prix cesse d'exister ». ²¹⁴

Plus récemment, Burns affirme que « nous avons échoué dans notre tentative de bâtir un système concurrentiel, préconisé par les économistes du siècle passé... », et il nous indique sa conception de l'optique classique lorsqu'il déclare : « seule la concurrence pure peut entraîner des résultats que la plupart des gens imaginent lorsqu'ils défendent ce qu'ils qualifient généralement de 'système concurrentiel'. » ²¹⁵

D'autre part, Schumpeter a vivement critiqué les modèles Wicksell-Marshall ²¹⁶ en constatant que l'existence d'une poignée de concurrents oligopoleurs suffisait à fournir une affectation rationnelle des ressources et de la répartition des revenus et représentait une forme d'organisation supérieure en termes de pro-

213 A.R. Burns, *The Decline of Competition*, New York, 1936, pp. 525-526.

214 *Ibid.*, pp. 525-526.

215 « The Effectiveness of the Federal Antitrust Laws: a Symposium », E.M. Keezer, éd., *American Economic Review*, juin 1949, pp. 691-694. Résumant l'échec de l'approche libérale du New Deal, Galbraith a déclaré que « the anti-trusts laws cannot alter the basic structure of a capitalist economy ». A l'égard de l'échec de la T.N.E.C. rooseveltienne, il ajoute non sans ironie : « After declaring its faith in the anti-trust laws, an act of piety that never fails to sanctify the failure of a liberal's imagination, it submitted not a finding but an apologia, and quit. » « Monopoly and the Concentration of Economic Power », *Survey of Contemporary Economics*, éd. H.S. Ellis, Philadelphia, 1948. Egalement du même auteur, *The Affluent Society*, Londres, 1958.

216 Les prémisses essentielles de Marshall ressortent clairement du passage suivant : « We are investigating the equilibrium of normal demand and normal supply in their most general form: we are neglecting those features which are special to particular parts of economic science, and are confining our attention to those broad relations which are common to nearly the whole of it. Thus we assume that the forces of demand and supply have free play in a perfect market; there is no combination among dealers on either side, but each acts for himself: and there is *free competition*; that is, buyers compete freely with buyers, and sellers compete freely with sellers. But though everyone acts for himself, his knowledge of what others are doing is supposed to be sufficient to prevent him from taking a lower price or paying a higher price than others are doing... » *Principles of Economics*, 1^{re} édition, Londres, 1890, p. 402.

ductivité technique. Il estimait que la concurrence la plus désirable était « celle qui dérivait d'un produit nouveau, d'une technologie nouvelle, d'une nouvelle source d'approvisionnement, d'un nouveau type d'organisation... » Nonobstant la reconnaissance des forces monopolistes, « ni Marshall ni Wicksell ni les classiques ne se sont rendus compte que la concurrence parfaite constitue l'exception, et que même si elle était la règle, il y aurait certainement moins de raisons de s'en féliciter qu'on ne pourrait croire ». ²¹⁷

Berle s'oppose lui aussi à l'ancienne pensée libérale. Aux Etats-Unis, dans les conditions actuelles, déclare-t-il,

« La concurrence entre les grandes unités (qui existe) produit les mêmes résultats que ceux qui découlaient de la concurrence entre des milliers de petits producteurs... Et il est absolument erroné d'affirmer que ces opérations obéissent avant tout à des lois économiques ébauchées avec plus ou moins de précision par les économistes classiques il y a un siècle alors qu'il apparaît qu'elles obéissent à un ensemble de lois sociologiques et politiques qui se constitue lentement et répond aux exigences assez différentes de la collectivité de notre temps. » ²¹⁸

Vers la fin des années 1930, la notion de la « discipline de la concurrence » n'avait plus cours. ²¹⁹ Jusqu'à l'avènement de la révolution keynésienne, la flexibilité des prix était considérée comme *conditio sine qua non* du démarrage de la machine capitaliste. Mais cette notion fut alors mise en doute. Comme Oskar Lange ²²⁰ le démontra, la chute des prix provoqua un abaissement du revenu national et de l'emploi qui se traduisit par une baisse des prix supputés par les consommateurs et les entrepreneurs dans leurs calculs ; il s'ensuivit une contraction générale de la demande, sans limite apparente, et par là un effondrement des prix des moyens de production, plus particulièrement des salaires, aboutissant à une chute de la demande globale. Ces deux tendances risquent d'aboutir à un déclin cumulatif des prix, déclin susceptible d'avoir des conséquences funestes sur le plan du revenu national et de l'emploi.

La notion du prix de monopole se substitua à la théorie orthodoxe des prix ainsi qu'à la théorie périmée de la valeur. ²²¹ Le fait

²¹⁷ J.A. Schumpeter, *Capitalism, Socialism and Democracy*, New York, 1947, p. 78.

²¹⁸ A.A. Berle, *The 20th Century Capitalist Revolution*, New York, 1954, pp. 11-12.

²¹⁹ Cf. Joan Robinson, « The Impossibility of Competition », in E.H. Chamberlin (éd.), *Monopoly and Competition and their Regulation*, New York, 1955.

²²⁰ Oskar Lange, *Price Flexibility and Employment*, Bloomington (Indiana), 1944.

²²¹ Cette déclaration est peut-être trop catégorique, et pour des économistes marxistes qui concevaient encore la théorie de la valeur comme « une vache sacrée », elle est inacceptable. Cf. R. Guiherneuf, *Le Problème de la théorie marxiste de la valeur*, Paris, 1952. M.H. Dobb, *On Economic Theory and Socialism. Collected Papers*, Londres, 1955 ; R.L. Meek, *Studies in the Labour Theory of Value*, Londres,

que la théorie moderne nous offre un schéma analytique, permettant de faire une analyse combinée de la concurrence et du monopole, a été considéré comme l'une de ses plus grandes vertus. Cependant, de l'avis de Paul Sweezy, la valeur analytique des théories modernes de la concurrence monopoliste et de la concurrence imparfaite est d'une utilité négligeable et, selon lui, aucune théorie *générale* de la détermination des prix en régime de monopole n'existe dans le sens qu'elle constitue une théorie déterministe de la situation *globale* des prix.

« Lorsque le pouvoir de limitation de l'offre se trouve entre les mains des producteurs, il en est de même du pouvoir de fixation des prix et déterminer théoriquement et de manière suffisamment générale à quel niveau les prix seront fixés est une impossibilité ; trop de facteurs différents interviennent dans la détermination d'un prix donné pour permettre l'élaboration d'une théorie précise qui ait quelque chance d'être applicable... Ceci s'est pleinement vérifié lorsque la théorie économique orthodoxe a tenté, au cours des dernières années, d'établir des lois objectives sur les prix dans des conditions de monopole global ou partiel. En dehors de quelques vaines hypothèses, telle que les prix seront déterminés là où le bénéfice est porté à un maximum, la théorie des prix monopoliseurs se transforme en une liste de cas spéciaux dont chacun reçoit sa propre solution. Aucune loi suffisamment générale n'a été découverte sur les prix monopoliseurs parce qu'il n'en existe pas. » ²²²

L'essor sans précédent du capitalisme oligopoliste, l'étendue des défauts du mécanisme du marché, l'absence de flexibilité des prix, l'intervention étatique croissante dans les principaux pays industrialisés et l'impulsion des crises économiques mondiales constituèrent quelques éléments propres à réduire à néant l'approche classique. Il était dorénavant impossible de faire appel au caractère sacré de la concurrence.

Il était dans le destin de la libre entreprise libérale d'être déformée au point de devenir méconnaissable, par les modifications institutionnelles successives nées de l'interventionnisme étatique. Vers la fin des années trente, « le libéralisme économique », au sens d'une dépendance quasi exclusive de l'anonymat des jeux du marché tendant à rectifier les déséquilibres de la balance des paiements et l'allocation des facteurs de production, n'avait plus cours.

Aux yeux de Jacob Viner, un de ses principaux porte-parole, le libéralisme économique et l'appareil théorique néo-classique

1956. Ces deux derniers économistes ne nient pas l'apparition du capitalisme oligopoliste ou ses implications pour la théorie de la valeur. Ils sont plutôt de l'avis que la théorie de la valeur constitue un instrument créateur utilisable pour la compréhension du capitalisme à ses derniers stades de croissance.

²²² *The Theory of Capitalist Development*, Oxford University Press, 1942, pp. 270-271.

n'étaient plus alors qu'un exercice de logique et un instrument analytique inadéquat pour affronter la réalité.

« Nonobstant ma foi en ses mérites et en sa pertinence pendant sa période dominante, je suis convaincu que ce serait une erreur de le réhabiliter jusqu'au point de réclamer pour lui, même sous sa forme améliorée et modernisée, le rôle de guide théorique des pratiques économiques dans le monde actuel d'économies planifiées, de commerce étatique, de structures nationales de prix inflexibles et largement arbitraires, et d'instabilité dirigée dans les taux de change. La théorie classique n'est point pertinente pour un tel monde, et il se peut qu'il n'existe pas et qu'il ne puisse exister, aujourd'hui, de théorie *générale* appropriée. » ²²³

Le dirigisme dans les régions industrialisées et dans les régions insuffisamment développées, au cours de la période allant de Versailles à Munich, constitua un corollaire direct des forces déchaînées par les événements de 1917, plus particulièrement par ceux de 1929 et par les idées-forces keynésiennes. Commentant cette période, Gunnar Myrdal observe que « sur le plan historique, la planification économique est dans nos pays essentiellement le résultat d'un développement graduel de la vie économique elle-même, éperonné et mûri par les crises économiques ». ²²⁴ Dans de nombreux pays, l'Etat est apparu comme le planificateur central, le mécanisme des prix jouant un rôle subordonné. Même dans les pays où la propriété privée des moyens de production constitue le trait dominant des rapports sociaux, les activités économiques gouvernementales ont été obligées d'assumer la fonction vitale de coordonner et de stimuler la conjoncture, soit en élargissant la portée du secteur public, soit en ayant recours au dirigisme financier par l'intermédiaire des instruments fiscaux et monétaires.

A l'heure actuelle, de nombreuses nations afro-asiatiques, ayant accédé à l'indépendance au cours de la décennie qui a suivi Yalta, sont en passe de s'industrialiser, elles appliquent l'expérience acquise au cours de la période d'entre les deux guerres, alors qu'elles n'étaient que des productrices primaires. Pour elles, l'industrialisation planifiée est apparue comme un nouveau mécanisme économique exerçant une influence prépondérante. Peu nombreux sont les pays sous-développés qui n'ont pas établi des plans de développement pour deux, trois, cinq, sept ou dix ans.

Considérant ces transformations économiques dans une perspective historique, il n'est guère étonnant de constater que cette tendance revêt une telle acuité. Peu nombreux sont les pays prêts à souscrire à la théorie libérale en matière de commerce interna-

²²³ J. Viner, *International Economics*, Glencoe, 1951, p. 16.

²²⁴ *The Manchester School of Economic and Social Studies*, janvier 1951, Vol. XIX.

tional, ou à calquer leur politique économique sur l'article de foi libéral selon lequel un retour à la structure commerciale multilatérale non contrôlée et non discriminatoire aboutirait à une augmentation maxima du revenu, selon la doctrine des coûts comparatifs.

Dans notre dernier chapitre nous montrerons, sans entrer dans une analyse détaillée des divers plans nationaux de la région relevant de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, pourquoi le dirigisme a atteint de telles proportions. Nous porterons essentiellement notre analyse sur les indices de sous-développement dont l'importance rend indispensable, à des degrés divers, l'interventionnisme étatique. Comme dans le cas de l'Europe, nous nous proposons d'étudier pourquoi le dirigisme qui s'est implanté dans ces régions est la conséquence inéluctable de certains antécédents historiques et économiques irréversibles.

CHAPITRE IV

OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

Vers la fin des années trente, la méthode keynésienne d'aborder le problème de la stabilisation économique et du plein emploi s'est généralisée. Dans la mesure où il repose exclusivement sur le mécanisme du marché, le libéralisme économique a perdu sa force théorique, à la fois sur les plans national et international.¹ Dans les pays industrialisés comme dans les pays sous-développés, l'Etat est appelé à assumer des fonctions et des responsabilités nouvelles, et cette tendance, les exigences d'une économie de guerre viennent encore l'accentuer, aussi bien chez les belligérants que chez les non-belligérants. L'extension rapide en cours d'hostilités du secteur de la défense nationale, dont la part dans les différentes économies de guerre passe de 5 à 50 % du produit national brut, entraîne des changements de structure considérables. Il faut balayer jusqu'au souvenir du chômage et dégager l'économie de certains goulots d'étranglements. Or, pour y parvenir dans le plus bref délai, l'attribution des fonds au secteur de la défense nationale et même au secteur civil exige que l'on renonce à la discipline qu'impose la concurrence ainsi qu'aux autres critères propres à l'économie du marché. La rapidité de la transformation réclame un financement déficitaire d'une ampleur sans précédent, au point d'engendrer une pression inflationniste qu'il faut contrecarrer par des restrictions de crédits, des augmentations d'impôts, des contrôles des prix, un rationnement et un contrôle direct des ressources disponibles. Cette tendance se poursuit même après la fin de la guerre, lorsque s'affirma la politique de la guerre froide. Parlant des Etats-Unis, M. John McCloy, président du Conseil d'Administration de la Chase Manhattan Bank, déclare : « Cette révolution dans notre sécurité nationale a produit un effet important, dont peu d'entre nous se féliciteront, mais que nul n'ose ignorer. Elle a donné une

¹ L'intervention étatique n'était pas seulement un phénomène des pays capitalistes démocratiques. En ce qui concerne l'Italie fasciste, Mussolini a écrit : « L'intervention de l'Etat dans la production industrielle a seulement lieu si l'initiative privée fait défaut ou est inadéquate, ou si les intérêts de l'Etat sont en jeu. Une telle intervention peut avoir lieu sous forme de contrôle, de participation ou d'entreprise directe. » *La Charte du Travail*, Article IX.

puissante impulsion au rôle imparti au gouvernement fédéral dans notre économie nationale. »²

C'est en partie à cause de ces tendances récentes que les modèles généraux présentés par la théorie économique libérale du genre conventionnel, déjà éloignés des réalités économiques, s'en écartent encore davantage aujourd'hui. Et si — comme le constate Myrdal — le marché parfait n'a jamais existé « ce qu'il convient de noter, c'est que depuis longtemps, la réalité s'est sans cesse éloignée de cette libéralisation ». ³

Défiant l'approche néo-classique, il poursuit en prétendant que ses partisans « partagent sans réserves les erreurs courantes qui ne sont même plus des demi-vérités, que l'interventionnisme est né du désir de l'Etat d'intervenir dans la vie économique et que les disparités surgissant dans l'économie mondiale en sont le fruit. Et notre nostalgie de l'époque antérieure aux guerres et aux crises est si vive que leurs ouvrages, s'ils sont bien écrits, comme c'est souvent le cas, se trouveront lus et cités comme des évangiles par les hommes d'affaires et les politiciens, dont l'activité quotidienne consiste à régulariser les marchés et à diriger les économies nationales ». ⁴ Quelle que soit la pertinence des réflexions de Myrdal, notre monde d'après-guerre est surtout marqué par la prédominance de la planification, particulièrement accusée dans les pays sous-développés. Résumant combien ce que Keynes appelait « la médecine classique » a perdu de sa portée pratique, Jacob Viner, lui-même néo-libéral distingué, souligne les divergences séparant l'intégration internationale comme elle se fait à l'heure actuelle, et celle du siècle dernier.

« Depuis 1914, et surtout depuis les années trente », écrit-il, « un développement nouveau s'est fait jour. Il donne au problème de la suppression des barrières économiques entre les pays entretenant des relations économiques importantes ou susceptibles d'en établir une acuité beaucoup plus vive qu'au XIX^e siècle. C'est l'intervention croissante du gouvernement dans le domaine industriel, en particulier dans les économies planifiées — socialistes ou autres. Au XIX^e siècle, l'économie du marché libre prédominait, les prix étaient flexibles et non-réglés, les taux d'échange relativement stables sans qu'un contrôle des échanges soit nécessaire, et les frais de production n'étaient paralysés par aucun contrôle des salaires, aucun programme de sécurité sociale, ni cartellisation,

² « A New Background for Banking », *American Bankers Association*, 19 octobre 1954.

³ « The Trend Towards Economic Planning », *The Manchester School of Economic and Social Studies*, Vol. XIX, janvier 1951.

⁴ *Ibid.*

ni contrats collectifs. De nos jours, cependant, les tarifs douaniers et autres barrières commerciales — licences d'importation, contrôles des échanges, monopoles d'Etat des importations, etc., protègent, non seulement la répartition des ressources employées, mais l'ensemble de la structure nationale des prix et des salaires, le volume de l'emploi, les programmes sociaux, la fixation des taux d'échanges, les politiques monétaires et fiscales, etc... »⁵

Aujourd'hui, cette rupture significative d'avec les conceptions anciennes s'applique avec plus de vigueur encore à l'industrialisation des régions sous-développées. Les énormes problèmes que les pays sous-développés doivent résoudre font d'un développement économique accéléré une question de vie ou de mort. Dans ces pays, le problème crucial ne consiste pas dans la stabilisation du niveau de la demande effective ou dans le maintien du plein emploi, mais dans une construction économique à longue portée et à très bref délai. Des problèmes macro-économiques de cette portée ne se sont jamais posés dans la patrie du libéralisme économique, ni dans aucun des pays dont l'économie nationale est aujourd'hui orientée vers la libre entreprise. Comme l'analphabétisme y atteint la quasi-totalité de la nation, comme le niveau d'hygiène et d'alimentation y semble, selon les normes occidentales, en dessous du minimum vital et qualifié par ce que Alfred Sauvy appelait une « démographie galopante », leurs problèmes ou plutôt leurs dilemmes sont trop profondément enracinés et trop complexes pour être résolus par une approche libérale classique ou néo-classique, trop interdépendants aussi pour pouvoir être étudiés dans chaque secteur séparément. Soulignant le danger d'aborder le problème par étapes successives, Singer montre à quel point il serait fatal d'implanter les particularités techniques d'un pays industriel évolué dans un autre, où elles se trouveraient isolées et détachées de l'appareil économique dont elles faisaient partie intégrante dans les pays industrialisés. La question démographique en est une illustration vivante. L'amélioration du niveau sanitaire, si elle n'est pas combinée avec d'autres mesures destinées à élargir le marché de l'emploi, risque d'aggraver la crise démographique et de contribuer ainsi à un recul dans la formation du capital. Si l'on veut transplanter une législation sociale moderne avec toutes ses prestations accessoires, cela finira par nuire au développement économique, à moins que la législation ne reste lettre morte ; si l'on veut créer une demande de biens de consommation de luxe parmi une minorité sociale, le fonds de devises disponibles pour l'importation de biens d'équipement se trouvera sévèrement amputé.

⁵ *International Economics*, Glencoe, 1951, p. 136.

Les régions sous-développées ne sont pas sans ignorer ces contradictions et dans beaucoup d'entre elles, par exemple en Asie, la planification économique est devenue une force puissante dont l'intensité varie néanmoins selon qu'il s'agit de plans d'ensemble de la Chine ou des économies mixtes de l'Inde, de la Birmanie et de l'Indonésie.

La nécessité de l'interventionisme découle de l'ampleur du problème auquel les nations ont à faire face, car dans ces régions du monde, seul l'Etat est capable de relever quelque peu le niveau de vie à tous points de vue insuffisant. L'Etat est le seul qui puisse emprunter, le seul qui puisse organiser, le seul qui puisse déclencher le mécanisme du développement ; et cela dans la mesure requise pour l'industrialisation des immenses territoires de l'Asie.

« En favorisant la formation du capital dans la mesure nécessaire, en facilitant et en encourageant l'introduction de nouvelles techniques et en procédant à une réorganisation générale des forces productives et des rapports de classes au sein de la société », écrivent les créateurs du plan quinquennal indien, « l'Etat devra jouer un rôle de premier plan. Ce programme n'implique pas la nationalisation globale des moyens de production, ni la suppression des entreprises privées dans l'agriculture, les affaires ou l'industrie. Il annonce néanmoins une extension progressive du secteur public et une réadaptation du secteur privé aux besoins d'une économie planifiée ». ⁶

C'est précisément ce qui se déroule à l'heure actuelle. Dans les régions CEAE0, les programmes d'investissements publics s'exécutent à un rythme accéléré. En Chine, l'investissement public constitue, virtuellement, l'unique source de capital. Le second plan quinquennal indien tient compte d'une avance fulgurante du secteur public, devenu le secteur « pilote » de l'économie nationale. Dans la plupart des pays CEAE0, « les gouvernements ont conclu qu'ils ne pouvaient se permettre de relâcher leur initiative et de renoncer à leur suprématie en matière de développement économique ». ⁷

Le Premier minitsre de Ceylan, M. Bandaranaike, affirme : « Nous avons à remanier une société coloniale et à la transformer en une société libre. Or, il nous est impossible de résoudre nos problèmes d'après le schéma capitaliste. Par conséquent, nous suivons le schéma de développement socialiste, bien que la libre entreprise ne soit pas totalement éliminée. » ⁸

⁶ *The First Five-Year Plan: A Summary*, Government of India Planning Commission, 1952, p. 9.

⁷ United Nations, E.C.A.F.E., *Economic Development and Planning in Asia and the Far East, Policies and Means of Implementation*, Bangkok, 1956, p. 29.

⁸ *New York Times*, 23 mars 1957.

Dans ces pays, la planification de la croissance signifie bien plus qu'une simple restauration d'une structure de marché délabrée. Les critères de marché ne suffisent pas pour indiquer la voie aux modifications structurelles indispensables, surtout lorsqu'il s'agit d'une décision macro-économique sur le plan de l'intégration des secteurs ruraux et urbains. Ces ajustements ne pourraient se faire en partant d'une base marginale. Certes, il reste indispensable de s'attaquer aux problèmes séparément, car des politiques monétaire, fiscale et étrangère inappropriées risqueraient d'entraver la croissance générale. Mais l'économie dirigée exige davantage. De fait, les rythmes respectifs qu'il faut imprimer au développement de l'industrie lourde, de l'industrie légère, du progrès agricole, des transports, des moyens de communication, du logement et d'autres secteurs analogues doivent être déterminés en fonction d'un plan d'ensemble rationnel.

Le type courant de calcul économique ne suffit point. Le choix crée fréquemment des problèmes de changements intermittents et l'on désire connaître non seulement les rapports directs coûts-bénéfices des deux programmes alternatifs, mais aussi « l'effet de démonstration » relatif, et leurs répercussions sur l'entreprise et l'évolution de la technique. Il est probable qu'une nation sous-développée aurait à faire face au problème suivant : Doit-on allouer le gros des fonds disponibles aux industries lourdes à capital intensif, aux sociétés ou aux barrages hydroélectriques, ou doit-on concentrer des ressources plus limitées sur les industries travail-intensif, qui comprennent la construction de maisons modestes, l'irrigation, les programmes de drainage et l'introduction de méthodes agricoles plus rationnelles ?

La tâche fixée consiste à diriger la croissance, de telle sorte qu'elle acquiert une force cumulative à un certain niveau de revenu par habitant. Les entraves au progrès économique sont immenses et seul un programme de développement revêtant l'aspect d'un traitement de choc paraît susceptible de réussir. La transformation structurelle représente l'aspect le plus important du développement, et les transformations nécessaires pour que le rendement global et la formation de capital l'emportent sur les rapides poussées démographiques sont d'un caractère trop discontinu pour être considérées comme une accélération des mouvements en vigueur.

Les gouvernements de certains pays sous-développés ont indiqué l'ordre prioritaire de nombreux secteurs vers lesquels l'Etat devrait orienter ses ressources. Nombre de ces projets couvrent les établissements scolaires (écoles, centres de formation technique, universités) ; les services sanitaires et récréatifs, les transports et

les moyens de communication, les chemins de fer, les transports fluviaux, les transports maritimes, les travaux portuaires, les travaux publics, la production d'énergie (construction de centrales électriques, électrification rurale), les domaines agricole et forestier (récupération et amélioration des terres), etc. Dans le domaine de l'agriculture, ces projets envisagent un développement très étendu de l'irrigation, des mesures de conservation du sol, un usage plus généralisé des engrais, la mécanisation et l'extension des stations expérimentales et de l'éducation rurale. Souvent, comme en Afrique, c'est l'Etat, contraint par la nécessité d'enrayer la baisse déjà sensible de la productivité agricole, qui doit prendre ces mesures.

Ailleurs, (comme en Inde et en Chine) cette liste ne représente que la périphérie du secteur public qui s'étendra de plus en plus à l'industrie sidérurgique, l'industrie mécanique et l'industrie chimique lourde.

Autrefois, la libre entreprise a joué un rôle singulièrement important dans l'épanouissement industriel de certains pays ; et elle continue de jouer ce rôle, nonobstant l'ingérence étatique sous ses différentes formes. Dans les pays sous-développés, le choix du développement économique incombe à l'Etat, de par toutes les exigences d'ordre économique, politique et social. Il ne s'agit pas uniquement de « corriger » l'héritage colonialiste, comme l'a défini M. Bandaranaike, mais bien plutôt de remanier le cadre institutionnel. Prenons le cas de l'épargne. Le facteur essentiel déterminant la croissance économique d'un pays réside dans sa propension à épargner. Dans les pays sous-développés, cette évolution ne suit pas un processus automatique. En effet, l'accroissement démographique y fait détourner une part supplémentaire des revenus vers le secteur des biens de consommation. Le rôle joué par l'épargne est d'une importance telle que W. Arthur Lewis a affirmé que les causes profondes de toute révolution industrielle ne peuvent s'expliquer à moins de découvrir pourquoi l'épargne augmente proportionnellement au revenu national. Ceci dit, il ne faudrait cependant pas élever l'épargne au rang de fétiche. Le taux de croissance dépend autant de la part de revenus que le pays désire épargner et investir, que de la productivité moyenne du capital.

Nous voyons donc que le problème fondamental qui se pose aux pays sous-développés est d'atteindre un niveau d'épargne et d'investissement élevé et de veiller à ce que les fonds disponibles pour l'investissement soient dirigés vers des objectifs socialement souhaitables. Comme nous l'avons vu au chapitre II, des transformations politiques et sociales rigoureuses, représentant une véritable révolution sociale, s'imposent si l'on veut assurer cette trans-

formation. C'est ici que l'Etat peut jouer un rôle important. Il s'agirait d'essayer de financer l'expansion du capital, en soustrayant aux ressources domestiques un excédent destiné à l'investissement. Pendant les premières étapes du développement industriel du Japon au cours des années 1895-1914, ce pays fut à même de consacrer 12 à 17 % de son revenu national à la formation de capitaux. Le Japon n'aurait pu atteindre un taux d'épargne aussi spectaculaire s'il n'avait brûlé les étapes en procédant, deux décades plus tôt, à de profonds changements socio-économiques, lorsque le gouvernement prit l'initiative de créer une industrie métallurgique et des usines pilotes équipées selon le dernier cri de la technique occidentale. Ces épargnes furent littéralement extorquées à la population agraire, d'une façon très semblable à ce qui se passe actuellement en Chine. Il faut ajouter que les bénéfices obtenus grâce aux contrats gouvernementaux par les Mitsui, les Mitsubishi, les Sumitomo, les Okura et autres Zaibatsu furent énormes. « Il ne fait aucun doute que cette politique accrut prodigieusement la puissance de l'oligarchie financière, surtout compte tenu des prix dérisoires auxquels le gouvernement cédait ses usines pilotes ». ⁹ Elles furent en effet vendues aux grands capitalistes à des prix variant de 15 à 30 % de ce qu'elles avaient coûté au gouvernement. Quelle que fut la sagesse de cette décision, le point essentiel est que le gouvernement japonais fut capable de transformer un excédent virtuel en un excédent réel, et, à un certain stade de croissance, d'effectuer un transfert au secteur privé sans qu'il en résulte de baisse du taux d'épargne.

Comme ils sont éminemment conscients de leur retard sur les plans technique et social, les pays sous-développés se trouvent devant la même décision que celle qu'affronta le Japon dans la période post-Meiji. Dans une étude sur le rôle que joue l'Etat dans le développement de ces pays, Mme Ursula Hicks déclare : « le rôle que l'entreprise privée est susceptible de jouer sur ce plan est des plus modestes et ne fait qu'effleurer le problème. Quel que soit le caractère du développement industriel, il est rare qu'il attire le capital privé, sauf dans le cas de la propriété privée des entreprises à petite échelle. C'est également à l'Etat qu'il revient, par conséquent, de fournir le gros des efforts nécessaires pour lancer de nouvelles industries. » ¹⁰ De même, après avoir souligné les faiblesses inhérentes à l'industrialisation du Mexique, Mosk suggère que ce dont l'économie a besoin « à l'heure actuelle se définit le

⁹ E. Herbert Norman, *op. cit.*, p. 131.

¹⁰ *Revue de Science et de Législation Financières*, janvier-mars 1952.

mieux par la planification » dans ce sens qu' « un ordre de priorité se trouve établi, tout d'abord pour chaque secteur de développement, puis pour ces secteurs dans leur ensemble ». S'il propose que les projets tributaires de l'investissement gouvernemental soient incorporés dans un tel plan, il estime néanmoins que l'activité gouvernementale devrait aller plus loin et fournir les moyens susceptibles d'influer à la fois sur le volume et l'orientation des fonds de l'investisseur privé.¹¹ Mais le point essentiel, c'est que les plans des entreprises privées ne rejoignent pas toujours les projets d'industrialisation à grande échelle, dans la majorité de ces pays. Par exemple, l'expansion du secteur des biens d'équipement et l'électrification constituent deux domaines d'activité qui, ou bien ne se prêtent pas à l'investissement direct, ou sont exclusivement réservés à l'initiative publique dans l'élaboration des plans d'industrialisation.

L'existence de certains services publics de base — préalable essentiel de tout développement — tendant à créer des économies externes n'est point susceptible d'attirer des capitaux privés. domestiques ou étrangers, à moins que ces économies externes ne servent à exploiter certaines matières premières ou certains produits de plantation. Au cours des quatre années 1945-1948, le rendement annuel des capitaux américains investis dans les régions arriérées était de 3,2 % dans les services publics, contre 13,4 % dans tous les secteurs d'affaires, y compris celui des services publics ; il atteignait jusqu'à 26,7 % dans le pétrole. Paul Baran constate que la modestie des marges bénéficiaires réalisées dans les services publics des pays sous-développés est due surtout à la moyenne élevée du coût de chaque unité de production, ce qui s'explique par l'incapacité d'exploiter les possibilités économiques à une échelle suffisante, incapacité, à son tour, provoquée par l'insuffisance d'investissements simultanés dans les entreprises susceptibles d'utiliser les services en question.

Le désaccord entre le processus de croissance des pays d'Europe et d'Amérique du Nord, maintenant arrivés à maturité, et celui des pays encore insuffisamment développés est vital, car ces derniers auront à tenir rigoureusement compte de la mesure dans laquelle les économies externes ont déterminé la cadence de la croissance économique.¹² Ils devront s'appuyer surtout sur les économies

¹¹ *Industrial Revolution in Mexico*, University of California Press, 1950, p. 307.

¹² Pour une étude plus détaillée, cf. ECAFE: *Economic Development and Planning*, op. cit., p. 28.

Outre le problème des économies externes, il existe deux différences entre la structure de la croissance aux Etats-Unis au dix-neuvième siècle et celle des pays sous-développés à notre époque. En premier lieu, les immenses ressources agricoles

externes basées sur le « social overhead capital » qui sert, avant tout, les intérêts de l'industrie nationale.

Ce genre d'investissement ne peut être réalisé par l'entreprise privée. Ainsi, comprenant que l'amélioration de l'irrigation exige une mise de fonds dépassant leurs moyens financiers, les villageois se tournent vers l'Etat et le prient d'intervenir. « Il est clair », constate la Commission indienne de planification, « que, dans la transformation de l'économie, le rôle principal est dévolu à ce qui s'appelle l'Etat ». « Que l'on envisage le problème de la formation du capital, la mise en application de nouvelles techniques, l'extension des services sociaux, ou le réajustement global des forces productives et des rapports de classes, on aboutit inévitablement à cette conclusion que seul un rapide essor des responsabilités économiques et sociales de l'Etat est susceptible de satisfaire les désirs légitimes de la population. » ¹³

A propos du Moyen-Orient, Doreen Warriner, tout en reconnaissant l'importance de l'œuvre de l'entreprise privée, allègue qu'elle ne peut, à elle seule, assurer la stabilité économique ni l'amélioration du niveau de vie, le désert environnant étant trop ingrat ; elle ajoute que l'extension de l'irrigation représente la seule base solide de l'agriculture. « S'il veut atteindre ce résultat, l'Etat doit absolument adopter une politique énergique et entreprenante, car autrement, les pays du monde arabe resteront pauvres et instables. » ¹⁴

Maurice Dobb va plus loin encore, car il estime que la libre entreprise dans les pays insuffisamment développés ne s'est jamais révélée très active et efficace et observe que la supériorité « quintessentielle » du mécanisme de la planification se justifie dans ces tournants décisifs et révolutionnaires que traverse la croissance économique, lorsqu'inévitablement le phénomène d'interdépendance vient à surgir. Dans la mesure où la planification présuppose l'élargissement des décisions d'investissement, au détriment de l'action individualiste et aberrante de l'investisseur privé, elle permet de tenir compte des rapports stratégiques d'interdépendance et est ainsi « la première à ouvrir la voie à une co-ordination ex

de la vallée du Mississippi et des régions de l'Ouest représentent un centre de ressources idéal, pouvant servir de base à une économie nationale florissante. Mises à part quelques exceptions (comme le Brésil) les pays moins développés ne possèdent aucun point de départ comparable. En second lieu, la situation économique mondiale, depuis la fin de la guerre civile jusqu'en 1914, favorisa le développement économique en Amérique du Nord.

¹³ « Government of India Planning Commission », *First Five Year Plan*, 1952, p. 9.

¹⁴ *Land Reform and Development in the Middle East: A Study of Egypt, Syria and Iraq*, Royal Institute of International Affairs, 1957.

ante de l'ensemble des différentes décisions intervenant dans la stratégie complexe du développement au lieu de la coordination *ex post*, tardive et — comme nous l'a enseigné l'expérience — très imparfaite, que nous propose l'économie de marché traditionnelle ». ¹⁵

RENVERSEMENT DES ÉTAPES HISTORIQUES.

Compte tenu des réflexions précédentes, il nous apparaît que le schéma des étapes successives de la croissance économique du XIX^e siècle ne se répétera plus. C'est la main visible de l'Etat, plus que « la main invisible » qui, dans ses grandes lignes, déterminera le caractère du développement industriel des pays sous-développés à faible niveau de revenus. A ce propos, John Williams de l'Université de Harvard estime que « le genre de programme de développement nécessaire pour l'amélioration de l'équilibre mondial prévoit nécessairement une planification, — quels que soient nos sentiments devant cette notion — autrement nous ne pourrions savoir avec certitude comment accorder les différents éléments ». ¹⁶

De l'avis général, on admet que dans plusieurs pays d'Europe occidentale, la naissance de la révolution industrielle fut précédée par des siècles de lente progression, et qu'une période de capitalisme commercial, ou, selon l'expression de Marx, « d'accumulation primitive de capital, » précéda l'établissement du processus d'accumulation normale. Mais les pays insuffisamment développés ne jouissent pas du délai nécessaire pour que ce processus s'élabore de lui-même. Il leur faut, en outre, non seulement surmonter l'héritage colonialiste de sujétion politique — comme l'a récemment rappelé Simon Kuznets — mais également apprendre à utiliser le potentiel des connaissances économiques disponibles. Cela, il faudra qu'ils le fassent, non pas comme une nation dominante, arrivée au terme d'un processus cumulatif de croissance antérieure et jouissant d'une expérience acquise dans des conditions d'indépendance politique, mais comme des retardataires, ayant subi une période de désorganisation intérieure, provoquée soit par un assujettissement politique, soit par une coexistence « avec les maîtres de la civilisation économique occidentale ».

La croissance économique ne s'effectue pas dans le vide, elle se déroule dans un certain cadre politique, juridique et social. Il

¹⁵ *Some Aspects of Economic Development*, Delhi School of Economics, 1951.

¹⁶ J.F. Williams, *Economic Stability in a Changing World: Essays in Economic Theory and Policy*, Oxford University Press, 1953, p. 38.

arrive fréquemment que les pays insuffisamment développés ne puissent choisir entre un programme de croissance à réaliser dans des conditions de libre entreprise ou un système de planification globale, tout simplement parce que la ligne de partage entre les deux termes de l'alternative est incertaine.

La bourgeoisie, ou plus exactement la classe des entrepreneurs industriels, qui semble avoir constitué le berceau des libertés démocratiques occidentales, n'a pas surgi spontanément. Elle représente le fruit de décades d'une lente croissance qui la conditionna sur les plans moral, intellectuel et technique, la préparant à l'exploitation des découvertes à venir. Un Arkwright, un Boulton ou un Watt ne se forment pas du jour au lendemain ; on n'en rencontre pas en Asie ; sinon l'industrialisation y serait déjà en bonne voie.

Nous avons atteint aujourd'hui une nouvelle étape de développement historique. L'« innovateur » et l'« entrepreneur », dans le sens où les entendait Schumpeter, ne jouent plus aujourd'hui le rôle qu'ils avaient naguère. Dans une étude récente, John Galbraith de l'Université de Harvard affirme que si l'entrepreneur dynamique fut autrefois une réalité capitaliste, il n'en est plus ainsi de nos jours. En réalité, le capitalisme oligopoleur et innovateur audacieux sont des compagnons de route animés de méfiance réciproque.¹⁷

Une récente discussion a concentré l'attention sur le rôle de l'entrepreneur dans le développement économique. Si cette thèse tire ses origines de l'œuvre de Schumpeter, elle se révèle théoriquement inapplicable aux pays sous-développés. Elle prétend expliquer comment le développement économique s'amorce et maintient son élan, une fois atteint un certain niveau caractérisé par la formation du type de société où il peut fonctionner. Dans ce modèle théorique, les revenus réels proviennent d'un affaiblissement des fonctions du coût réel, c'est-à-dire d'innovations du côté de l'offre. Avec l'augmentation du revenu réel, le niveau de vie s'élève. Dans les pays moins développés, l'objectif principal consiste à augmenter le niveau de consommation ; c'est pourquoi toute modification des fonctions de production n'est entreprise que dans un but déterminé. Le milieu de croissance capitaliste fut caractérisé par des cycles et des crises économiques ; mais l'impulsion principale fut donnée par le courant expansionniste d'inventions,

17 « There is no more cherished view of the American than that which regards it as a biological process in which the old and the senile are continuously being replaced by the young and vigorous. It is pleasant but almost certainly a far fetched fiction. In fact, the present generation of Americans, if it survives, will buy its steel, bacon, cigarettes, whiskey, cash registers and caskets from one or another of the handful of firms that now supply these staples. As a moment's reflection will establish, there hasn't been much change in the firms supplying these products for several decades. » *American Capitalism, op. cit.*, p. 39.

d'Innovations et d'imitations. Leur ensemble constituait cette « tempête perpétuelle de destruction créatrice » — formule par laquelle Schumpeter caractérise magistralement la sociologie du capitalisme. Dans le panthéon du capitalisme, les inventions de nouveaux produits ont ainsi occupé à juste titre une place sacrée. Cela ne peut, néanmoins, nous faire oublier le fait essentiel que c'est l'amélioration et la différenciation des produits, suivant une série continue d'innovations de portée quantitative, qui ont, avant tout, déterminé et caractérisé l'afflux des produits sur les marchés capitalistes.

Le contraste avec les pays moins développés, plongés dans leur sommeil millénaire, se passe d'explications, et c'est principalement pour cette raison que l'on assiste à un renversement des étapes du processus d'industrialisation, par rapport à celles que connurent les pays où l'entrepreneur innovateur fournissait l'impulsion principale.

Si, dans les pays arriérés, il est souvent important de savoir comment accumuler les capitaux nécessaires à l'exécution de programmes de développement, l'application de ce savoir a néanmoins ses limites. Une théorie du développement historique qui présuppose, par exemple, l'existence à la fois d'une classe d'entrepreneurs destinée à déclencher la croissance, de puissantes émulations matérielles et d'institutions appropriées dans les domaines politique et économique, trouvera un champ d'application extrêmement réduit dans les pays d'Asie et d'Afrique. Comprendre l'évolution accomplie par une économie de libre entreprise ayant joui d'un important héritage historique est une chose, entreprendre le développement économique d'un pays arriéré, qui n'a pas encore acquis ce climat et des institutions analogues, en est une autre.

L'entrepreneur n'est plus en mesure de trouver des indices qui lui permettent de répartir ses ressources en tenant compte de la production et de l'emploi. Les principaux indices guidant le planificateur sont les suivants : rendement-investissement, investissement-emploi, revenu-consommation, choix entre les biens de production et les biens de consommation et rapports entre la production domestique et le commerce extérieur. Comment le mécanisme objectif des prix pourrait-il déterminer un tel ordre de priorité ? Le choix ne réside pas dans l'alternative : exclusion complète de l'entreprise privée ou étatisation globale. Ces deux propositions ne sont pas inconciliables. Le compromis a ses vertus. Dans cet ordre d'idées, le volume total d'investissement dépendra de la dimension, puissance et portée relatives des secteurs publics et privés, de l'héritage historique, de la présence de capitaux et d'en-

treprises, des tendances aux monopoles, du caractère complémentaire des industries sur le plan technique, des objectifs visés par les plans, etc... Le plan doit tenir compte de chaque domaine pris séparément et de l'effet global du développement de chaque secteur sur le taux de croissance proprement dit.

Résoudre le problème sur la base d'un compromis laisse subsister l'investissement et l'initiative privés. Il n'existe pas, entre les deux secteurs, de rapport idéal d'investissement économique qui pourrait être tenu comme constituant la charnière du succès de la planification, bien que le volume et la nature de l'investissement public en soient les facteurs déterminants. Le rythme auquel on envisage l'investissement public créera inévitablement, dans le secteur privé, des demandes croissantes de produits dérivés, de matières premières, etc. Les nouvelles possibilités d'investissement ouvertes au secteur public influenceront sur le secteur privé et l'expansion cumulative des deux secteurs finira par susciter un accroissement de la demande effective, conséquence de l'augmentation du revenu national.

Quelles que soient les controverses virulentes sur la nature et la portée de l'investissement public, il faut se garder d'oublier que toute décision complexe en matière de répartition optimum et par secteur de ces investissements doit tenir compte de l'héritage historique et de la présence ou de l'absence des facteurs de dotation naturelle. On ne peut généraliser le rapport de répartition des ressources d'un système à un autre. Comme le fait remarquer Gershenkron : « Aucune expérience, si riche fût-elle, aucune recherche historique, pour consciencieuse qu'elle soit, ne peut épargner aux générations actuelles l'effort créateur nécessaire pour se trouver leurs propres réponses, pour se construire leur propre avenir. » Cette réflexion garde sa valeur même pour les pays qui ont adopté le système de planification ; elle s'applique également à des nations aussi homogènes que la Chine, l'Inde ou la Birmanie. A cet égard, l'expérience acquise en Europe orientale est particulièrement révélatrice. Un mécanisme susceptible d'être adopté par tous, intégralement, et capable de s'adapter à un nouveau sol historique sans réclamer des modifications et des ajustements rigoureux nous fait encore défaut.

A l'heure actuelle, la controverse académique se concentre précisément sur ces questions ; tendance salubre puisqu'elle permet d'amorcer une discussion sur une base nouvelle.

Depuis l'époque de Jevons — Joan Robinson l'a observé récemment — les économistes ne s'étaient plus préoccupés des problèmes de croissance ; ce n'est que dans des cas exceptionnels qu'ils dépass-

saient parfois le cadre statique pour explorer le domaine des cycles économiques, n'y voyant toutefois qu'une réticence du système économique à retrouver un point d'équilibre, plutôt qu'une caractéristique de croissance. Lorsque les économistes abordaient finalement le domaine du développement, leurs réflexions s'exprimaient souvent dans des ouvrages qui n'étaient que brochures politiques. Ils se préoccupaient, en gros, plutôt des aspects positifs et normatifs présentés par la répartition de ressources peu abondantes entre des objectifs différents, que des moyens d'accroître ces ressources avec le temps.

C'est dans cet ordre d'idées que nous pouvons apprécier la réflexion de Robinson : « l'école marginaliste orthodoxe n'a fait que détourner son attention des questions importantes pour s'agiter autour de points secondaires ; elle a négligé jusqu'à aujourd'hui de tenir compte des mutations intervenues dans le capitalisme » ; mutations « qui rendent son élégante logique inapplicable à la réalité. » Cela s'explique du fait que les modèles économiques de la théorie orthodoxe ignoraient les véritables problèmes surgissant, à la fois sur le plan théorique et pratique, dans les pays où le revenu par habitant est stationnaire, en baisse, ou en hausse si lente et partant d'un niveau si bas, qu'il y a peu de raisons de croire que la croissance y produise des effets cumulatifs, sans que l'économie y subisse un bouleversement radical. Il ne s'agit pas uniquement de maintenir ou de stabiliser la croissance directe en cours, mais de lancer un nouveau processus de croissance susceptible de fournir, plus tard, des résultats cumulatifs.

Les lacunes de l'orthodoxie traditionnelle reposent sur le fait que les problèmes des pays sous-développés semblent insolubles quant à l'application de la théorie économique élaborée dans les régions dont l'industrialisation est plus ancienne ; problèmes pour la plupart inexistants, même aux jours les plus sombres de la première révolution industrielle.

Pour éclaircir ces problèmes, il nous faut examiner les nombreux symptômes du retard économique et en particulier le critère démographique, le plus important parmi ces indices.

LE CRITÈRE DÉMOGRAPHIQUE.

L'âge moyen de survie est la résultante de facteurs multiples — régime alimentaire, propagation des maladies, santé de l'enfant et de la mère, soins médicaux disponibles, mesures d'hygiène et de santé publique. La baisse du taux de mortalité a été considérée comme l'événement démographique le plus spectaculaire de ces

dix dernières années, qui, à côté de la stabilisation du taux de fécondité, est le principal artisan de l'accroissement accéléré de la population mondiale. L'apparition des anti-biotiques à la fin des années trente a permis de lutter efficacement contre la mortalité chez la mère, diminuant de façon substantielle les risques de décès par pneumonie, tuberculose et autres maladies sensibles à ce genre

Table de survie

Pays	Période	A la naissance	
		Hommes	Femmes
AFRIQUE :			
Congo Belge	1950-1952	37.64	40.00
AMERIQUE, NORD et SUD :			
Canada	1930-1932	60.00	62.10
	1950-1952	66.33	70.83
Salvador	1949-1951	49.94	52.40
Trinité	1920-1922	37.59	40.11
	1954	59.56	62.34
Etats-Unis	1900-1902	47.88	50.70
	1954		69.6
Argentine	1914	45.2	47.5
	1947	56.9	61.4
Brésil	1949-1951	49.80	55.96
ASIE :			
Ceylan	1920-1922	32.72	30.67
	1952	57.6	55.5
Inde	1921-1931	26.91	25.56
	1941-1950	32.45	31.66
Japon	1921-1925	42.06	43.20
	1955	63.88	68.41
EUROPE :			
Finlande	1921-1931	50.68	55.14
	1951-1953	62.89	69.12
France	1920-1923	52.19	56.09
	1950-1951	63.6	69.3
Norvège	1921/22-1930/33	60.98	63.84
	1946-1950	69.25	72.65
Royaume-Uni (Angleterre & Wales) ..	1920-1922	55.62	59.58
	1954	67.58	73.05
OCEANIE :			
Australie	1920-1922	59.15	63.31
	1946-1948	66.07	70.63
Nouvelle-Zélande	1921-1922	62.76	65.43
	1950-1952	68.29	72.43

Source: U.N. Demographic Yearbook, 1956, Statistical Yearbook, 1955.

de traitement. Une vaste campagne anti-paludique entreprise pendant et après la seconde guerre mondiale, jointe à la mise en application d'un système de contrôle sanitaire et de nouvelles méthodes d'approvisionnement en eau, provoqua une baisse rapide du taux de mortalité pour un certain nombre de maladies contagieuses.

COMPOSITION PAR AGE.

La composition démographique par âge — qui peut influencer la productivité et par conséquent la prospérité — résulte de la structure des taux de natalité et de mortalité particulières au pays, aussi bien que des influences migratoires. Le taux de fécondité demeure le facteur déterminant de la composition par âge. Un taux de natalité élevé a tendance à former une population jeune — c'est-à-dire comprenant une forte proportion d'enfants ; par contre, un faible taux de natalité, surtout lorsqu'il est en baisse, tend à former une population comprenant un grand nombre d'adultes et, par la suite, de vieillards.¹⁸

On a souvent observé qu'un taux de mortalité élevé accroît la proportion du nombre d'enfants dans l'ensemble de la population, fait qu'on a interprété comme constituant un des obstacles au développement économique de pays à structure démographique caractérisée par un nombre relativement peu élevé d'adultes participant activement à la vie économique. Ceux qui travaillent peuvent moins facilement accumuler l'excédent nécessaire à l'investissement et à l'accroissement de la productivité ; ils doivent en effet subvenir aux besoins de leur nombreuse progéniture. Par ailleurs, une très large proportion de ces enfants meurt avant d'avoir atteint l'âge productif, ce qui inflige de lourdes pertes au revenu national. Ces enfants absorbent une grande partie du revenu national, bien que nombre d'entre eux n'atteignent pas l'âge productif. En Inde, environ 20 % du revenu national est consacré à l'éducation d'enfants qui meurent avant d'avoir atteint quinze ans. Et Villard affirme que, si l'on pouvait utiliser cette fraction du revenu national à des fins productives, l'Inde aurait un des taux d'épargne réelle les plus élevés du monde.¹⁹ Il ajoute cependant, qu'à moins que le taux de natalité ne diminue proportionnellement, la consommation par habitant n'y gagnerait pas grand'chose ou très peu.

¹⁸ *Population Growth and the Standard of Living in Underdeveloped Countries*, Nations Unies, 1954 ; également, *The Determinants and Consequences of Population Trends*, Nations Unies, 1953.

¹⁹ « Some Notes on Population and Living Levels », *Review of Economics and Statistics*, mai 1955.

En Inde, 32 % environ des personnes du sexe féminin meurent avant l'âge de 5 ans, 40 % avant 15 ans et 57 % avant 45 ans. Les chiffres sont un peu plus favorables chez le sexe masculin.²⁰ Le taux de survie à 20 ans est, pour les deux sexes, légèrement supérieur à ce qu'il est à la naissance, témoignage frappant de la haute mortalité infantile. Il s'ensuit qu'un fort pourcentage de la population appartient au groupe d'âge improductif. Par conséquent, sur les 375 millions recensés en 1951, 37,2 % appartenaient au groupe d'âge de 0 à 14 ans, 33,6 % au groupe de 15 à 34 ans et 16,8 % à celui de 35 à 54 ans.²¹

Les contrastes, en termes de productivité humaine, entre pays développés et sous-développés se révèlent encore plus frappants du fait que le taux de survie a augmenté dans plusieurs pays développés. Le faible taux de natalité qui prévaut dans certaines régions, et sa chute accentuée dans certains pays, sont étroitement liés aux effets sociaux et économiques de l'industrialisation et de l'urbanisme modernes. Un récent rapport des Nations Unies souligne le fait que, dans tous les pays où le taux de natalité a accusé une baisse au cours de notre époque, cette régression peut être associée à de vastes déplacements de main-d'œuvre des secteurs d'industrie primaires vers les secteurs secondaires ou tertiaires. S'il admet que des progrès rapides vers l'industrialisation peuvent être indispensables pour modifier la structure démographique, il nous avertit néanmoins que « si importants que soient les bienfaits de l'industrialisation, ce serait une erreur d'écarter les problèmes démographiques qu'affrontent actuellement les pays sous-développés, en partant de l'hypothèse trop facile que cette même industrialisation les résoudra à bref délai ». ²²

Outre les écarts entre les niveaux de chômage, de chômage occulte et de productivité individuelle, le contraste entre les pays développés et sous-développés est, au point de vue démographique, extrêmement saisissant, et ceci pour trois raisons. Comme nous l'avons constaté, une fraction plus considérable de l'ensemble de la population appartient aux groupes d'âge les plus jeunes. En outre, le taux de mortalité dans ces mêmes groupes d'âge est considérablement plus élevé. Enfin, ceux qui survivent et atteignent l'âge productif ont, en moyenne, un moins grand nombre d'années productives en perspective. Les données statistiques disponibles

20 *Census of India*, Paper No. 1, « Life Tables ».

21 *Census of India*, « Estimates of Birth and Death Rates in India during the 1941-1951 Census ». Ces pourcentages s'appliquent aux femmes en Burdwan, Nadia, Murshidabad et Jalpaiguri.

22 *Population Growth and the Standard of Living*, op. cit., p. 5.

révèlent que, dans les pays sous-développés, environ 40 % de la population est âgée de moins de 15 ans contre 25 % seulement dans les pays développés, qui disposent, par conséquent, de 150 travailleurs supplémentaires par millier d'habitants.

Répartition de la population par groupes d'âge et par régions

(Fondée sur les recensements opérés entre 1945 et 1954)

Régions	Population recensée entre 1945 et 1954 (en millions)	Répartition par groupes d'âge de la population recensée		
		Moins de 15 ans	De 15 à 59 ans	60 ans et plus
Monde	1.238.6	34	58	8
Afrique :				
Afrique du Nord	35.9	39	55	6
Afrique tropicale et Afrique du Sud ..	68.6	43	49	6
Amérique :				
Amérique du Nord ..	164.9	27	61	12
Amérique centrale ..	43.8	42	53	6
Amérique du Sud	86.4	39	56	5
Asie :				
Asie du Sud-Ouest ..	22.2	38	56	6
Asie du Sud central ..	363.5	37	57	6
Asie du Sud-Est	43.4	43	53	4
Asie orientale	104.5	37	56	7
Europe :				
Europe du Nord et de l'Ouest	126.9	24	61	15
Europe centrale	89.3	24	62	14
Europe du Sud	77.2	28	61	9
Océanie	12.0	30	61	12

Source : U.N. Demographic Yearbook, 1956, p. 8.

Ces chiffres n'illustrent qu'un aspect d'une vérité plus cruelle encore, car le premier groupe d'âge (jusqu'à 15 ans) est en grande partie composé d'enfants en dessous de 5 à 10 ans. Ainsi, en Egypte, en 1937, 39,2 % de la population totale était âgée de moins de 15 ans, 27,2 % n'avait pas 10 ans et 13,4 % avait moins de 4 ans. Par rapport aux Etats-Unis, le contraste est saisissant : en 1940, 25 % seulement de la population totale des Etats-Unis avait

moins de 15 ans, 16,1 % moins de 10 ans et 8 % moins de 4 ans. On en a conclu que ce sont ces différences de composition démographique entre pays développés et pays moins développés qui ont sans doute donné à la structure d'âge des Etats-Unis une productivité supérieure à celle de l'Asie et de l'Amérique latine. Un tel aveu ne vient nullement renforcer la propagande malthusienne, mais souligne combien il est nécessaire d'entreprendre un effort d'industrialisation et de développement aussi rapide que possible. En réalité, les pays sous-développés souffrent d'une *sous-population* en termes d'unités productives.

Commentant l'importance de la santé publique en tant que facteur de développement, un rapport des Nations Unies signale que les projets fondamentaux visant à améliorer les techniques agricoles et la qualité des semences ne se révéleront jamais complètement satisfaisants si le paysan demeure la proie de toutes sortes de maladies. A propos de l'amélioration de certaines variétés de riz, les experts déclarent que « si profitable qu'elle soit, elle ne portera pas tous ses effets dans les zones où ceux qui plantent et qui récoltent le riz voient leur capacité de travail réduite par le paludisme, maladie qui atteint 300 millions de personnes par an, qui cause 3 millions de décès et réduit de 20 à 40 jours la durée annuelle de travail par tête. Les programmes d'irrigation et de drainage vont de pair avec la lutte contre des maladies telles que la schistosomiase causée par l'eau polluée ; on a estimé qu'au Moyen-Orient seulement, plus de 20 à 30 millions de personnes, soit 90 pour cent de la population rurale, en étaient atteintes ». ²³

L'accroissement de la production alimentaire mondiale n'est pas limité par des lois immuables. On peut mettre un terme à l'érosion, irriguer les terres, modifier totalement, grâce à des techniques nouvelles, une structure de productivité donnée, diminuant ainsi, par exemple, les écarts dans la production du blé, qui atteint en Inde et en Chine 7 à 10 quintaux par hectare, alors qu'elle est de 27 quintaux au Japon. Comme l'a reconnu la FAO, ce ne sont pas les caractéristiques purement physiques, ni l'absence de dotations naturelles en matière de production alimentaire qui limitent ces programmes, mais la capacité de s'adapter de manière à augmenter la production et à améliorer sa répartition.

Ce genre de raisonnement ne peut cependant satisfaire nos malthusiens modernes. Ces programmes, se demandent-ils, ne se détruiront-ils pas d'eux-mêmes ? A leur sens, il s'agit d'un dilemme qui ne peut trouver de solution que dans la famine. Nier

²³ *Le Coût de la Maladie et le Prix de la Santé*, O.M.S., Genève, 1952, p. 16.

la valeur des postulats libéraux qui sont à la base du raisonnement malthusien n'équivaut pas à suggérer qu'il convient d'écarter le problème d'un cœur léger en invoquant la formule magique de la planification. Le problème démographique est, certes, sérieux, mais il n'est pas insoluble.

Le système de l'éducation nationale constitue un autre indice du sous-développement, bien que, dans les pays moins évolués, les insuffisances en matière d'enseignement dénoncent d'autres lacunes : l'absence de débouchés pour les cadres techniques, la pénurie d'écoles et de personnel enseignant qualifié. Nous pouvons nous rendre compte de l'interdépendance manifeste de ces problèmes en songeant qu'un accroissement démographique rapide et qu'une structure d'âge donnée entravent l'amélioration du niveau de l'enseignement, sans toutefois l'empêcher.

Taux de vie et pourcentage des travailleurs masculins occupés dans l'agriculture de six pays sélectionnés

	Algérie (population musulmane)	Brésil	Chine (Formose)	Japon	Etats-Unis	Royaume-Uni
Taux de vie 1950-1955, par 1.000 habitants :						
Taux de natalité	45	45	50	20	25	16
Taux de mortalité	25	20	15	9	10	12
Taux d'accroissement naturel .	20	25	35	11	15	4
Pourcentage de travailleurs mas- culins actifs dans le secteur agri- cole — dernier recensement ...						
	86	63	63 ¹	40	16	6 ²

Source: *Report on the World Social Situation*, Part I, Table 30, p. 71, U.N.

¹ Ne concerne que la population de Formose.

² A l'exclusion de l'Irlande du Nord.

Comme l'indique ce tableau, le nombre d'hommes inactifs dans ce groupe d'âge, par rapport à l'ensemble de la main-d'œuvre masculine, est plus élevé dans les pays sous-développés que dans ceux arrivés à un stade de développement plus avancé. On saisira d'autant mieux la signification de ces rapports en examinant les données suivantes : si, en réduisant leur taux de natalité, les Brésiliens, les Musulmans d'Algérie et les habitants de Formose rédui-

saient le rapport enfants en âge scolaire — travailleurs, colculé sur la base de 100 ouvriers, à celui enregistré au Royaume-Uni, la somme consacrée à l'instruction de chaque enfant en âge scolaire se verrait pratiquement doublée sans qu'il en résulte d'accroissement parallèle du revenu destiné à cet usage.

Au Brésil, par exemple, chaque groupe de 1000 ouvriers doit assumer les frais de l'expansion du système d'enseignement à raison de 10 nouveaux écoliers par an. A Formose, où la population s'accroît plus rapidement, 1000 ouvriers doivent supporter les frais d'instruction supplémentaire de 15 écoliers par an. Par contre, au Royaume-Uni, où le taux de natalité est beaucoup plus faible et où la population s'accroît bien plus lentement, les frais d'instruction supplémentaires, à assumer par 1000 ouvriers, se calculent à raison d'un écolier par an.

D'autre part, l'intense poussée démographique exerce une influence négative sur d'autres domaines d'activité : tels que le logement, les services médicaux et sanitaires et les autres services sociaux, qui réclament des investissements toujours plus importants à mesure que la population s'accroît. Nous avons examiné, brièvement, un des indices du sous-développement ; il est donc superflu de souligner que ces différentes pierres d'achoppement sur la voie de l'expansion économique sont interdépendantes, exerçant une influence les unes sur les autres et accusant ainsi leur importance réciproque. Le soi-disant cercle vicieux est, en réalité, un système concentrique comprenant une infinité de cercles plus petits.

La tâche fondamentale qui incombe aux pays sous-développés consiste à accélérer le taux de formation du capital par rapport à l'accroissement de la population. Nous démontrerons ci-après que le problème essentiel consiste à mobiliser les épargnes partant d'un taux donné de formation de capital ou, en d'autres termes, à augmenter les fonds à investir de façon à accroître ce que Dobb appelle l'« excédent négociable » (the marketable surplus). Nous nous efforcerons également de montrer pourquoi il faut attacher une importance accrue à la formation locale de capital, plutôt qu'au capital privé provenant de sources extérieures.

C'est une hypothèse largement répandue dans le monde libéral, qu'il convient d'accorder la première place à l'investissement privé en tant que source principale de capital à long terme destiné au développement économique et certains théoriciens américains ont à maintes reprises affirmé que le gouvernement des Etats-Unis devrait accorder un rôle prépondérant à l'investissement privé. Dans les conférences internationales, les négociateurs américains ont mis l'accent sur cette thèse ; et des clauses favorisant l'inves-

tissement privé international figurent dans les statuts du Fonds Monétaire International, de la Banque Mondiale, de l'Accord de Bogota et dans la Charte avortée de l'Organisation Internationale du Commerce.

Bien que le Département d'Etat ait compris que les investissements privés ne pouvaient à eux seuls accomplir le miracle souhaité, il eut recours à des prêts et à des dons. Dans son allocution inaugurale de janvier 1949, le président Truman proposa, comme point 4, un « nouveau programme audacieux », destiné à accorder une aide économique aux pays sous-développés. En 1950 cependant, au cours des débats parlementaires précédant l'adoption de l'*Act for Economic Development*, que l'on peut considérer comme l'exécution législative du point 4, on convoqua une véritable armée de témoins, la plupart gouvernementaux, qui plaidèrent vigoureusement pour que le capital privé vienne constituer la source principale des fonds étrangers destinés aux pays insuffisamment développés.²⁴

Plus récemment, le sénateur Knowland a déclaré que les pays sous-développés devraient moins s'appuyer sur des prêts et des dons. Accusant certains bénéficiaires de l'aide américaine de n'avoir entrepris aucun effort pour attirer le capital privé, il affirma : « pourvu que l'on améliore le climat économique et politique, le monde dispose de ressources privées appréciables », susceptibles d'être investies dans ces pays.²⁵ Cette opinion est largement répandue et ces hypothèses doctrinales bien connues. L'administration d'Eisenhower a poursuivi la même politique. Dans son *Discours sur l'état de l'Union* de 1953, le Président a déclaré que le but de la politique étrangère des Etats-Unis consistait à faire « tout ce que notre gouvernement peut raisonnablement entreprendre pour encourager l'afflux d'investissements privés à l'étranger. Notre politique étrangère a donc également pour but explicite de favo-

²⁴ Et des déclarations telles que celle d'Edward G. Miller, Secrétaire adjoint aux affaires pan-américaines, que « the State Department is not disposed to favour large loans of public funds to countries not welcoming our private capital ». *State Department Bulletin*, No. 22, 1950, p. 234 ; également les recommandations de la commission Hoover, *Overseas Economic Operations: A Report to Congress*.

Il n'est pas besoin d'avoir un grand pouvoir d'observation pour s'apercevoir que le climat de l'opinion publique, en ce qui concerne les capitaux étrangers, directs ou indirects, a changé dans de nombreux pays moins-développés. En effet, d'après les économistes du Département d'Etat : « so powerful have the ideas (of predatory private enterprise become that those who claim that foreign capital could contribute to the well being of the country dare not publicly favour private foreign investment lest they lose public influence », *State Department: Point Four, Economic Cooperation*, Series No. 24, Washington, 1950, pp. 64-65 ; également W.T. Bennet, « The Economic Structure of Pan-Americanism », *State Department Bulletin*, No. 27, 1952. Cependant, le Département d'Etat appuie l'investissement privé.

²⁵ *New York Times*, 17 janvier 1956.

riser sérieusement la création d'un climat favorable à ce genre d'investissement dans les pays étrangers ».

C'est dans le même esprit que M. August Maffry, vice-président de l'*Irving Trust Company* et attaché au Département d'Etat, réclama, dans un rapport spécialement rédigé à l'intention de ce dernier organisme, « une diplomatie totale » au service des campagnes en faveur de l'investissement américain à l'étranger.²⁶

« Améliorer les conditions d'investissements dans les pays amis par une action plus directe : tel doit être le but d'un effort diplomatique total et soutenu de la part des Etats-Unis. Chaque organisme gouvernemental des Etats-Unis s'occupant du développement économique à l'étranger doit être constamment à l'affût d'actions discriminatoires ou autres mesures des gouvernements étrangers, préjudiciables aux intérêts des investisseurs américains, et faire usage de tous les moyens de pression diplomatique à sa disposition en vue de prévenir ou de pallier ce genre d'actions. » M. Maffry poursuit en proposant certaines mesures politiques : « Le gouvernement des Etats-Unis dispose encore d'une autre méthode très efficace, permettant de contribuer à améliorer les conditions d'investissement dans les pays étrangers. C'est-à-dire soutenir et encourager, par tous les moyens disponibles, les efforts des investisseurs privés en vue d'obtenir, à l'étranger, des concessions sur le plan de projets d'investissement spécifiques... Lorsque, dans un cas particulier, des concessions auront été obtenues grâce aux efforts conjugués des secteurs publics et privés, il sera possible d'en généraliser l'application au profit de tous les autres investisseurs privés. »

D'autres rapports soumis au gouvernement américain ont fait ressortir l'importance du capital privé dans le développement, soulignant le rôle qui doit lui revenir dans la politique économique des Etats-Unis. Ce fut l'objet du *Gray Report* en 1950 ; du *Rockefeller Report* en 1951 ; du *Bell Report* en 1950 ainsi que du « Mutual Security Act » de 1951 qui proposait une enquête sur les obstacles que rencontre l'investissement privé américain à l'étranger et sur

²⁶ *Program for Increasing Private Investment in Foreign Countries*, New York, 1952, pp. 10-12. Cette observation est intéressante, mais ne nous apprend absolument rien de neuf. Les observations du professeur Berle de l'Université de Columbia, secrétaire d'Etat adjoint de 1938-1944 et ancien ambassadeur américain au Brésil, sont plus édifiantes. « Though corporate practice is far from uniform, it would seem that most american corporations prefer to deal directly rather than through American embassies or diplomatic officials, though the diplomats can be of help under some circumstances. Some of the larger corporations have continuous and careful reports made to them on the attitudes and aptitudes of the American diplomatic officials, rating them according to their probable usefulness in advancing or protecting the company's interest », *The Twentieth Century Capitalist Revolution*, New York, 1954, pp. 131-132.

les moyens de les surmonter. Ensuite vinrent le *Paley Report* en 1952 ; le *Report of the Advisory Committee on Underdeveloped Areas to the Director for Mutual Security* en mai 1953 ; le *Randall Report* de janvier 1954 et le *Report of the Citizens' Advisory Committee on Economic Development*. L'importance attribuée à l'investisseur comme facteur dynamique de croissance constitue le leit-motiv de ces rapports dont l'énumération est loin d'être exhaustive.

Dans le même ordre d'idées, le Président Eisenhower, dans son message au Congrès de février 1953 et plus récemment en janvier 1955, a vigoureusement insisté sur l'utilité et l'urgence des investissements à l'étranger et sur le rôle de l'entreprise privée dans l'expansion économique. En octobre 1952, M. Maffry fut, ainsi que nous l'avons vu, nommé conseiller spécial en matière de politique économique permettant de stimuler l'investissement privé à l'étranger, comme partie intégrante du programme du point 4 ; et les agents consulaires à l'étranger reçurent mission d'enquêter sur les possibilités d'investissement ouvertes aux hommes d'affaires américains. Au mois de mars 1955, l'administration républicaine invita, à la Nouvelle-Orléans, un certain nombre d'hommes d'affaires nord- et sud-américains à une conférence sur les investissements, ayant pour but d'examiner les moyens d'élargir le volume d'investissements privés américains en Amérique Latine.

M. Harold Stassen, ancien Directeur de la Sécurité Mutuelle, affirme que pour « faire progresser le niveau du commerce international, aucune mesure n'apparaît plus importante que celle consistant à stimuler un solide investissement privé américain dans les zones du monde libre où il apparaît le plus nécessaire » ;²⁷ ceci, déclare-t-il, constitue un des axiomes de la politique économique étrangère des Etats-Unis. C'est en des termes très semblables, que M. Eric Johnstone, Président de l'*International Development Advisory Board*, créé en vertu de l'*Act for Economic Development*, a allégué — à propos des questions économiques soulevées par le programme du point 4 — que « l'entreprise privée constitue l'essence même de ce Point », affirmant ainsi implicitement que l'entreprise privée est un préalable au développement économique des pays arriérés.

Avant de faire le procès de l'investissement privé et de ses insuffisances dans les plans de développement, il faut tout d'abord chercher à comprendre le point de vue de l'investisseur privé en matière de placements internationaux, ainsi que les obstacles entravant les mouvements des placements internationaux.

27 « The Case of Private Investment Abroad », *Foreign Affairs*, avril 1954.

ARGUMENTS EN FAVEUR DE L'INVESTISSEMENT PRIVÉ :

POINT DE VUE DE L'INVESTISSEUR.

1. Un des moyens de hâter l'essor économique dans les régions insuffisamment développées — moyen qui a suscité un vif intérêt — consiste à fournir le capital nécessaire à la mise en valeur des ressources en matières premières, jusque-là insuffisamment exploitées dans plusieurs de ces régions. Cet intérêt a surgi de la prise de conscience toujours plus nette — manifestée surtout aux Etats-Unis, comme le souligne si vigoureusement le rapport Paley — que les nations industrialisées auront, en de nombreux secteurs, à faire face à une augmentation du prix des matières premières, à moins que l'on ne développe d'autres sources d'approvisionnement moins coûteuses. Cette opinion s'est confirmée à l'issue de longs débats sur la nécessité d'un afflux de capital étranger dans les pays sous-développés, comme condition d'un développement équilibré. Elle s'est encore trouvée renforcée par le sentiment que la production primaire constitue le domaine par excellence où le capital privé a autrefois très facilement trouvé son intérêt, et où il le conserve encore à l'heure actuelle, pourvu que le climat d'investissement lui soit favorable.

2. On a affirmé que l'investissement privé accroît les réserves en devises du pays bénéficiaire, à la fois directement et indirectement.

a. Le contrôle des changes, destiné à éviter une crise de la balance des paiements, apparaît par conséquent comme superflu.

b. L'apport de capital privé permettra d'éviter d'accorder la priorité aux projets exigeant une faible proportion de devises. Le gouvernement qui ne peut obtenir de devises se verra contraint d'accorder un ordre de priorité plus faible à certains projets productifs, en faveur d'autres projets de moindre productivité, mais nécessitant moins de devises, ce qui n'est pas souhaitable. Il se peut également qu'il soit amené à accorder la préférence à certains projets susceptibles d'accroître ses réserves en devises, mais incapables d'augmenter le revenu national dans la mesure où pourraient le faire d'autres projets produisant moins de devises.

c. Si, comme l'a récemment souligné M. Black de la B.I.R.D., l'on veut éviter que les programmes de développement ne conduisent à l'inflation, il conviendrait que les domaines d'activité économique, aujourd'hui englobés par le secteur public, soient rendus au secteur privé ; ce faisant, le gouvernement permettrait ainsi à l'investisseur privé d'élargir son champ d'action.

d. Le chiffre d'investissement et le montant du capital disponible se trouveront limités du fait que, dans les pays sous-développés, l'épargne nationale est canalisée vers des investissements hautement productifs d'un rendement de deux à trois fois supérieur au taux d'intérêt auquel le gouvernement peut emprunter ; ainsi, leurs demandes de prêt aboutiront à une hausse du taux d'intérêt supérieure à ce qu'elle aurait été autrement. Les emprunts lancés sur les marchés monétaires des pays plus développés diminuent les frais et permettent, par conséquent, d'élargir le champ d'investissement, servant ainsi de frein à la hausse des taux d'intrêts domestiques.

e. Les investissements privés, directs et indirects, permettent aux pays sous-développés d'augmenter la formation du capital domestique au cours des étapes critiques du développement et d'accélérer ainsi la croissance économique.

3. Un des effets secondaires de l'investissement privé consiste à former des compétences techniques et administratives. Effet important, puisque les pays en question souffrent traditionnellement d'une pénurie de cadres administratifs, techniques et commerciaux. L'absence ou l'insuffisance de services de base limite considérablement le montant des fonds directement productifs, susceptibles d'être investis dans les pays sous-développés. On y manque, en effet, de personnel compétent. Plus les autorités centrales hâteront les allocations de fonds à l'enseignement, plus les investissements dans les mines, l'industrie ou l'agriculture seront facilités. Cependant, étant donné la pénurie de capitaux, plus on investira dans ces secteurs de base (enseignement, etc.), moins il en restera pour les investissements directement productifs. Sous ce rapport, le capital étranger et le capital domestique sont complémentaires. Un faible niveau de formation de capital ne produit pas de gros rendement, puisque une grande partie de ce capital est engloutie par les services de base ; mais, plus l'investissement sera important, plus le rendement sera élevé, puisqu'une proportion croissante de l'investissement global devient directement productif. Sous cet angle, l'investisseur privé, en contribuant à élargir le champ d'investissement, rendra la répartition locale des capitaux plus efficace.

4. On affirme que le transfert des capitaux étrangers destinés à l'investissement ne saurait être considéré comme une exploitation, puisque, sans cet investissement, le développement économique ne pourrait s'amorcer. Au surplus, les placements étrangers accroissent

le revenu global du pays emprunteur.²⁸ Ce gain peut se répartir en deux catégories : A) les gains de ceux qui obtiennent un emploi dans les industries nouvellement créées ; B) le revenu fiscal au moyen de capitaux domestiques ; on pourrait distinguer une troisième catégorie, savoir les bénéfices. Cependant, même dans le cas où ces bénéfices sont transférés à l'étranger, il n'y a nulle raison de croire que les deux autres catégories n'avantagent pas de façon substantielle l'économie du pays emprunteur.

Grâce aux fonds disponibles provenant des bénéfices du capital privé, l'Etat se trouve à même de prendre les mesures qui s'imposent pour améliorer les conditions de vente et d'achat, et favoriser les investissements de base qui sont la condition préalable de l'industrialisation. Ces investissements constituent ainsi une source de la demande effective croissante. Bien plus, le pays emprunteur peut transmettre le capital qu'il s'est procuré aux mains de personnes privées ou d'entreprises, par le truchement de banques industrielles et agricoles, qui prêteront ces fonds aux particuliers désireux de se lancer dans des projets d'investissements productifs.

5. L'investissement privé en matière de production primaire présente l'avantage incontestable de s'attaquer en général à de nouveaux champs d'activité. En outre, comme c'est le cas par exemple dans l'industrie du pétrole, le capital original est fourni par l'étranger et la production vendue à l'étranger, de sorte que l'exploitation et la mise en vente de ce produit de base contribuent au développement national et constituent une source importante de devises, susceptible de venir soutenir l'industrialisation. Toutes les recettes seront perçues en monnaies étrangères et, dans la mesure où les frais se composeront de dépenses locales, seront mises à la disposition du pays en question. C'est ainsi qu'il pourra se procurer les fonds nécessaires à l'achat des marchandises indispensables au développement, et non disponibles sur le marché intérieur. Le secteur de l'offre peut également produire un effet stimulant. Ainsi, par exemple, la mise en valeur d'un nouveau projet minier entraînera la production d'une matière première susceptible d'être traitée sur place et utilisée plus économiquement sur le marché local.

6. Pourvu qu'il ne rencontre pas d'obstacles, l'investissement privé permet d'égaleriser les prix internationaux des facteurs de production et contribue ainsi, selon la doctrine des coûts comparatifs et de la spécialisation, à accroître le revenu mondial.

²⁸ S. Herbert Frankel, *The Economic Impact on Underdeveloped Societies*, Oxford University Press, 1953, p. 104.

OBSTACLES A L'AFFLUX DES CAPITAUX.

1. Bien que l'investissement privé soit toujours en mesure de jouer un rôle important dans le développement économique, on a des raisons de croire que la portée de son activité se trouve sérieusement réduite et que le domaine de la libre entreprise, autrefois son corollaire logique, ne présente pas une force suffisante pour déclencher le développement économique ; de même, il est peu vraisemblable que le capital privé émigrerait vers ces régions — en particulier vers celles d'Asie — même si les gouvernements lui accordaient des facilités d'ordre fiscal et monétaire. Jacob Viner a observé qu'il « serait aisé d'allonger la liste des motifs expliquant pourquoi les pays sous-développés feraient preuve d'un manque de réalisme s'ils s'appuyaient surtout sur les capitaux étrangers pour favoriser le développement de leurs territoires. En l'absence de modifications importantes intervenant sur la scène internationale, les placements étrangers ne pourront apporter qu'une contribution marginale aux besoins en capitaux des pays sous-développés », ²⁹ opinion que partagent un nombre d'économistes toujours plus grand.

2. Comme nous l'avons observé au chapitre précédent, les émissions de capital dans les centres financiers mondiaux ont considérablement diminué depuis 1929. L'achat par des particuliers d'obligations émises par des Etats étrangers, opération qui constituait autrefois la forme la plus répandue des placements à l'étranger, a pratiquement cessé de nos jours. Les gouvernements étrangers ne parviennent plus à se procurer, de cette façon, des crédits de quelque importance, par suite soit de la législation américaine, soit de l'action du contrôle des changes en Europe. Pendant la période qui suivit Yalta, les progrès réalisés dans l'investissement annuel moyen des investissements indirects étrangers atteignit aux Etats-Unis pour les cinq années d'après guerre (1946-1950) \$ 100.000.000, c'est-à-dire un chiffre légèrement supérieur au triple du niveau le plus bas d'avant guerre (1932-1938), mais inférieur au dixième du niveau maximum atteint entre 1924 et 1928. On peut déjà discerner une tendance révélant que si l'investissement international se rétablit, la période qui s'annonce sera presque une ère de financement gouvernemental.

3. La valeur globale des investissements privés étrangers s'est élevée depuis la seconde guerre mondiale à un peu plus de \$ 500

²⁹ *International Trade and Economic Development*, op. cit., p. 110.

millions par an. La plus grande partie de cette somme était destinée à l'extension et à l'amélioration de l'industrie pétrolière, une très petite partie seulement à l'investissement industriel. Entre 1947 et 1949, écrit Nurske, « 92 % du montant total de l'investissement privé américain a été converti en investissements directs ; là-dessus, on a consacré 78 % aux pays sous-développés et le 90 % de cette dernière somme fut alloué à la production du pétrole ». ³⁰

4. Les vagues massives d'expropriation (mis à part le bloc collectiviste) ont été à la fois généralisées et innombrables. Même l'Amérique latine n'a pas échappé à la contagion des nationalisations et des expropriations complètes. L'Inde, l'Indonésie, la Birmanie, l'Egypte, l'Iran, l'Argentine, le Guatemala, Ceylan, la Bolivie et Cuba ne représentent que quelques-uns des pays qui ont nationalisé d'importantes industries étrangères. Mieux encore, depuis la libération de 1944, le secteur public s'est étendu de façon spectaculaire jusque dans les pays industrialisés de l'Europe occidentale.

Même dans les Etats où l'on a entrepris une action arbitraire contre les bailleurs de fonds privés, les difficultés en matière de contrôle des changes pour le transfert des bénéfices ou le rapatriement de capital constituent un obstacle primordial. La politique de nationalisation à outrance appliquée dans plusieurs pays sous-développés et l'élargissement du secteur public exercent un effet préventif sur le bailleur de fonds privé. Cependant, la nationalisation a toujours été accompagnée des autres caractéristiques de l'interventionnisme, bien que plusieurs des obstacles directs aux investissements étrangers soient révélateurs d'autres phénomènes économiques sous-jacents, bien plus qu'ils ne sont l'expression d'une politique hostile au capital étranger en tant que tel.

Dans de nombreux cas (comme en Chine), ce phénomène provenait de puissants courants intérieurs que le bailleur de fonds étranger se trouvait incapable de contrôler. Citons à ce propos les observations de l'*Acheson Report*.

« Il existe un fait regrettable mais indéniable : le gouvernement des Etats-Unis n'a pas été en mesure d'empêcher le déroulement funeste de la guerre civile en Chine. Rien de ce que notre pays a fait ou aurait pu accomplir dans les limites raisonnables de ses moyens n'aurait pu éviter ce résultat. Ce n'est pas ce que notre pays a fait ou a négligé de faire qui a provoqué la guerre civile.

³⁰ *Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries*, op. cit., p. 83 et le *Gray Report*, pp. 61 et 121.

Elle fut le fruit des forces intérieures chinoises — forces que les Etats-Unis essayèrent de contrôler sans y parvenir. » ³¹

Bien que la suppression des obstacles traditionnels de ce genre permette peut-être de stimuler l'afflux de capitaux privés (il y a des raisons de croire que cela ne suffira pas entièrement), on se souviendra que ces obstacles, de nature monétaire, découlent d'une action entreprise pour d'autres raisons et produite, dans certains cas, par des événements échappant au contrôle du pays. D'autre part, il est probable que même la suppression des entraves spécifiques dans les pays emprunteurs, ou les mesures entreprises par les pays exportateurs de capital pour atténuer l'effet de ces entraves ou d'autres risques, ne suffiraient pas pour favoriser un plein épanouissement dans le domaine des placements internationaux.

Une des réalités de notre époque est que l'une des grandes puissances exportatrices de capitaux, à savoir les Etats-Unis, connaît elle-même un développement rapide. Le rendement du capital domestique est élevé. Le fait saillant dans cette situation est que le marché des capitaux intérieur demeure très avantageux, assurant aux bailleurs de fonds, américains ou étrangers, y compris de nombreux potentats du Moyen-Orient, de hauts rendements dépourvus de risque. Commentant cette tendance, Williams a déclaré : « Alors que nous devrions jouer dans le monde le rôle de pays créancier, les conditions d'investissement sont chez nous souvent plus favorables, non seulement pour les Américains, mais aussi pour les autres ; c'est là un des aspects de notre énigme. » ³²

Nous avons déjà examiné une des caractéristiques des investissements internationaux pendant la période d'entre les deux guerres, savoir l'arrêt brutal du courant des investissements internationaux après 1930, et la tendance qu'a l'investissement privé à s'épanouir en période de prospérité et à se rétrécir pendant les périodes de dépression, au moment où le pays débiteur en a le plus besoin. Il faut encore ajouter que l'investissement étranger impose aux économies une saignée annuelle sous forme de versement de l'intérêt et de remboursement du capital. Existe-t-il une limite au montant que les pays peuvent raisonnablement s'engager à rembourser ?

La cessation brutale de l'investissement étranger et les difficultés de rembourser les dettes pendant les années de crise et d'après-guerre ont provoqué une floraison de restrictions quantitatives en matière de commerce international et de paiements,

³¹ United States Department of State, *United States Relations with China*, Washington, D.C., 1949, p. XVI.

³² *Op. cit.*

destinées à préserver l'équilibre des changes à court terme. A cet égard, les conclusions de l'enquête de Bloomfield sont instructives. Il prétend que, même si une application restrictive du contrôle des changes et des contrôles commerciaux directs, destinés à restaurer la convertibilité du compte-courant dans une grande partie du monde, entraînait un relâchement dans les transactions en compte courant, comme résultat d'une amélioration progressive de la situation en matière de paiements internationaux, il est très probable que la majorité des pays continuerait d'éprouver la nécessité ou le désir de maintenir certaines mesures de contrôle des changes sur les mouvements du capital privé. Il conclut en remarquant que « l'on peut se demander à juste titre s'il serait réellement possible d'exercer et de maintenir un contrôle des changes, exclusivement appliqué aux mouvements de capitaux, mais laissant une liberté totale dans les paiements et transferts en compte-courant ; par exemple, un système qui, en soumettant toute opération de changes à des autorisations préalables, assure l'efficacité du contrôle des mouvements de capitaux, mais permet d'effectuer librement tout paiement en compte-courant ». ³³

Depuis les années trente, les mouvements de capitaux à court terme ont presque complètement cessé de contribuer à l'équilibre et à la stabilité et certains indices nous suggèrent que les mouvements dus à la spéculation ou au désir de fuite, observés pendant la période d'après-guerre, ont eu surtout des effets perturbateurs, dans la mesure où ils ont plus accentué que freiné les déséquilibres de la balance des paiements.

Bien plus, depuis les années vingt, la réglementation des importations de capitaux a sensiblement varié dans les différents pays, à la fois dans sa portée et dans sa souplesse d'application. La ligne de partage entre le contrôle du gouvernement sur les investissements étrangers et celui exercé sur les différents types de transactions économiques privées est obscure. Il est possible de distinguer trois grandes catégories dans le contrôle des nouveaux investissements :

- a. Autorisation spécifique pour chaque nouvel investissement, souvent liée au règlement du contrôle des changes.
- b. Rétrécissement de la participation financière ou administrative de l'étranger dans les entreprises.
- c. Restrictions de la participation étrangère dans certains domaines spécifiques de l'activité économique comme l'industrie minière et

33 A. Bloomfield, *Speculative and Flight Movements of Capital in Post-War International Finance*, Princeton University Press, 1954, p. 86.

les services publics. Plusieurs pays sous-développés ont rayé bon nombre d'industries minières de la liste d'activités du bailleur de fonds privés ; c'est pourquoi la politique de ces gouvernements exerce une influence directe sur le courant des mouvements de capitaux internationaux. Le cas de l'industrie pétrolière au Brésil et en Argentine est révélateur ; en effet, ces pays ont chacun pris des mesures énergiques visant à empêcher le capital privé (local ou étranger) de participer au développement de leurs gisements pétroliers.

Avant les deux guerres mondiales, les services publics comprenant l'énergie, les transports et les communications constituaient le principal débouché des investissements directs privés. Dans les pays sous-développés en particulier, l'expansion de ces investissements, après la guerre, fut due surtout aux organismes publics et les capitaux étrangers investis dans ce secteur furent également fournis par des institutions gouvernementales, faisant usage de fonds publics, telle que la B.I.R.D., ou de fonds empruntés à des investisseurs privés.

Souvent, les concessions fiscales ne suffisent pas pour attirer le capital privé. Dans le cas de la Birmanie, une loi de juin 1955 exclut le capital privé des services publics et de l'industrie d'armement. Dans les secteurs d'activité où l'on désire des entreprises privées, nationales ou étrangères, les autorités ont indiqué que les fonds étrangers devraient, de préférence, être investis conjointement avec des fonds domestiques. Si les bailleurs de fonds privés peuvent entreprendre l'exploitation de gisements miniers, ils doivent le faire en collaboration avec le gouvernement et la participation étrangère y est limitée à 40 %.

L'étude de ces obstacles fait nettement ressortir qu'une action internationale s'impose si l'on veut augmenter l'apport de capitaux internationaux. On a noirci bien du papier, depuis 1946, sur les différents moyens d'accélérer l'investissement privé. Dans un autre rapport officiel au Président des Etats-Unis, M. Maffry attire l'attention sur les différentes faveurs fiscales, sur des garanties gouvernementales des investissements étrangers, et sur d'autres facilités techniques. Quelle que soit la valeur des propositions de M. Maffry, elles apparaissent elles-mêmes subordonnées à un critère fondamental. Le sous-comité de développement économique (ECOSOC) a déclaré lors de sa quatrième session de mai 1950 :

« Un contrat n'est pas un climat ; c'est donc dire que la promulgation de codes d'investissement, les principes du droit des obligations et les traités bilatéraux ou les conventions de politique commerciale ne susciteront pas d'afflux important d'investisse-

ments privés étrangers. L'apport du capital privé exige, avant tout, de la bonne foi, de la confiance et un sentiment favorable chez les bailleurs de fonds. C'est sur les expériences heureuses des bailleurs de fonds privés et sur les résultats économiques tangibles remportés dans les pays sous-développés qu'il faudra compter pour donner à l'investisseur les garanties finales permettant d'accélérer l'expansion du capital privé étranger. »

Jamais, cependant, la confiance n'a été aussi faible en matière d'investissements internationaux, aussi bien dans les pays créanciers que dans les pays emprunteurs.

Dans la prochaine section, nous nous efforcerons de démontrer pourquoi le capital étranger n'a pu apporter à ces pays un développement équilibré, ni la prospérité économique.

LE PROCÈS DE L'INVESTISSEMENT PRIVÉ.

L'ANALYSE DE SINGER-MYINT.³⁴

Dans une critique de la diversification et de la croissance équilibrée, le rapport Paley émet l'opinion suivante : « C'est une profonde erreur de considérer une croissance économique diversifiée comme l'alternative d'une industrie d'extraction. »³⁵ Par conséquent, il engage vivement les pays insuffisamment développés à accueillir favorablement l'investissement étranger, celui-ci constituant un facteur favorable au développement économique. Pour apprécier la subtilité et la validité de cette thèse, il serait utile d'examiner la structure d'une économie sous-développée et la répartition par secteurs des investissements privés étrangers.

LE SECTEUR DES EXPORTATIONS.

Une des caractéristiques les plus générales des pays sous-développés est la présence d'un secteur monétaire relativement peu étendu, mais intensivement développé, souvent organisé autour d'entreprises étrangères du type de celles que nous examinerons plus tard, et invariablement orienté vers le marché d'exportation, au centre d'une économie plus vaste mais techniquement arriérée,

³⁴ Cette section a été écrite dans le cadre théorique de ces auteurs. H.W. Singer, « Distribution of Gains between Investing and Borrowing Countries », *Papers and Proceedings of the American Economic Association*, mai 1950 ; H. Myint, « An Interpretation of Economic Backwardness », *Oxford Economic Papers* (New Series). Vol. 6, juin 1954.

³⁵ *Resources for Freedom, Foundations for Growth and Security. A Report to the President by the President's Materials Policy Commission*, 1952, Vol. 1, p. 173.

fonctionnant sur des bases semi féodales et restant pratiquement à l'écart du circuit monétaire.

Il existe, dans les pays sous-développés, un gros écart de productivité du travail entre les industries et les occupations travaillant pour les exportations et celles orientées vers l'approvisionnement du marché domestique. Si les premières se caractérisent par une technique évoluée, les secondes sont souvent très arriérées. La faiblesse inhérente à la théorie classique des coûts comparatifs est particulièrement frappante dans ce domaine. Suivant un raisonnement libéral, Metzler suggère que « puisque les pays d'Amérique latine fournissent, dans bien des cas, une fraction appréciable de l'approvisionnement mondial en biens tels que les denrées alimentaires et les matières premières, il semble que la demande *externe* pour l'ensemble de leurs exportations ne soit vraiment pas élastique, même calculée sur une période considérable ». ³⁶

Cependant, on reconnaît aujourd'hui, du moins en ce qui concerne l'évolution économique, que le choix des différents types et qualités de ressources naturelles, réalisé grâce aux automatismes du mécanisme des prix, est en contraste frappant avec le manque de sélectivité dans le domaine des ressources humaines, provoquant ce que Myint appelle la fossilisation des peuples arriérés, continuant de jouer les rôles conventionnels de fournisseurs de main-d'œuvre non différenciée à bon marché et de paysans producteurs non spécialisés.

L'industrie pétrolière au Moyen-Orient demeure un oasis dans le désert de techniques périmées et de rapports sociaux dépassés. La mission technique des Nations Unies en Bolivie fait remarquer cette anomalie, en déclarant, dans son rapport de 1951, que « cette nouvelle économie d'échanges demeure complètement détachée de l'économie du reste du pays » ; les 80 % de la population continuent de tirer leur subsistance d'une agriculture organisée selon des méthodes féodales et restent à l'écart de la pénétration des compagnies minières d'appartenance étrangère. ³⁷

Le même phénomène se manifeste au Venezuela, où l'industrie du pétrole n'a eu que très peu de contacts avec les autres secteurs de l'économie : et si l'on ne tenait pas compte des revenus du gouvernement, on pourrait considérer l'exploitation du pétrole comme un domaine de l'économie propre aux compagnies étrangères, plutôt qu'appartenant à l'économie propre du Venezuela.

³⁶ « Tariffs, the Terms of Trade and the Distribution of National Income », *Journal of Political Economy*, février 1949.

³⁷ *United Nations Mission of Technical Assistance to Bolivia*. Report. Doc. ST/TAA/K/Bolivia/1, 11 October 1951.

Dans le cas de l'Inde, examiné au deuxième chapitre, nous avons vu dans quelle mesure l'économie indienne est, elle aussi, demeurée à l'écart du mouvement des investissements étrangers. En Asie et en Afrique, la faille entre les deux secteurs — celui du capital intensif et celui de la main-d'œuvre intensive — est également sensible. Les recherches de Frankel ont montré que le type de main-d'œuvre non qualifiée, fournie par les peuples arriérés, constitue une masse non différenciée que l'on pourrait employer dans n'importe quelle sorte de plantation ou d'industrie extractive, dans les régions tropicales et parfois même en dehors, comme l'ont illustré les mouvements migrateurs de la main-d'œuvre indienne avant et après 1914.

LA STRUCTURE DUALISTE.

Les industries exportatrices des pays sous-développés — qu'il s'agisse d'industries minières, de plantations ou d'autres entreprises — sont souvent hautement capital-intensives, s'appuyant dans une large mesure sur une technologie importée. En revanche, la production pour la consommation locale est souvent primitive. Ainsi, la structure *dualiste* se traduit par des différences de productivité : un secteur de haute productivité destiné à l'exportation et un secteur de faible productivité pour le marché local.

Le rapport Paley n'ignore pas l'existence de cette double productivité. Mais ses auteurs l'ont plutôt envisagée d'un point de vue théorique qui est d'ailleurs plausible ; en effet, ils prétendent que la concentration de capitaux opérée par le bailleur de fonds privés dans le secteur d'exportation, capital-intensif, est salutaire, dans la mesure où elle exerce un effet de multiplicateur en élevant le niveau général de la productivité, en orientant leur appareil économique vers une économie d'échanges à base monétaire et en généralisant les connaissances techniques des méthodes de capitalisation *plus* intensives en faveur des marchés internes. Cette thèse est discutable.

De fait, ce manque d'intégration se traduit avant tout dans les dépenses des pays étrangers dans les pays sous-développés : exception faite pour les paiements d'impôts, celles-ci ont, en effet, tendance à se réduire à un pourcentage assez faible de la valeur globale du rendement.³⁸ Les exploitations minières auraient tendance

³⁸ Le Dr. Rollins a formulé cet argument. Evoquant l'effet multiplicateur de l'investissement à l'étranger, il a démontré que la majorité des ouvriers d'entreprises étrangères, produisant pour le marché étranger, n'est pas qualifiée et appartient à un groupe à faible revenu. Mais, si l'on ne tient pas compte de ce que leur revenu est plus élevé que celui des travailleurs d'un secteur indigène, leur taux d'épargne est plus bas. Leur salaire est invariablement utilisé à l'achat de biens de consommation. Rollins affirme que nombre des camps de

à être moins capital-intensives qu'elles ne le sont, puisqu'il est presque sûr que le capital d'équipement doit être acheté à l'étranger, en l'absence d'industries mécaniques domestiques.

Avec les frais de transport (qui eux aussi sont en général remboursés, soit au gouvernement, soit à une entreprise étrangère), ces deux facteurs constituent le gros des frais. Dans le cas du Guatemala et de l'*United Fruit Company*, nous trouvons l'exemple d'une firme, qui, dominant déjà l'économie nationale, contrôle également les moyens de transports routiers et ferroviaires.

D'après les chiffres fournis par la Banque Centrale du Venezuela, les dépenses en monnaie locale faites par les compagnies pétrolières n'ont pas dépassé 20 % de la valeur des exportations ; les sept-huitièmes environ de ces dépenses ont consisté en salaires et traitements ; le reste représente des achats à l'intérieur du pays. Quant aux mines de la Rhodésie du Nord, on a évalué qu'au cours de ces dernières années, un quart à un tiers de l'ensemble des recettes minières ont servi au paiement des salaires.

Industrie du cuivre de la Rhodésie du Nord en 1937

(Recettes et montant des dépenses)

Cuivre exporté ...	£ 12.000.000	Dividendes	£ 5.000.000
		Redevances	£ 500.000
		Impôt sur le revenu ..	£ 700.000
		Salaire des 1,690 Européens	£ 800.000
		Salaire des 17.000 Africains	£ 244.000
		Balance (autres frais : entretien des activités, approvisionnement, frêts, assurance, etc.)	£ 4.756.000
	£ 12.000.000		£ 12.000.000

Citant le cas de la Rhodésie et la structure distributive de ses investissements, Leonard Barnes de l'Université de Liverpool a remarqué que la production de cuivre — le principal produit de la

travailleurs sont aménagés de telle façon qu'il s'avère plus facile et meilleur marché d'importer la plupart des biens de consommation que de les tirer des sources locales, fréquemment très éloignées. Dans le cas de la Bolivie, pendant plusieurs années, les compagnies des mines d'étain « ont construit des magasins entièrement approvisionnés en marchandises d'outre-mer ». *Mineral Development and Economic Growth, Social Research*, octobre 1956.

colonie (aujourd'hui Fédération de Rhodésie) — dont la totalité était vendue à l'étranger — se chiffrait à environ £ 12 millions en 1937. Sur cette somme, £ 5 millions environ étaient distribuées aux actionnaires (tous non résidents) à titre de dividendes, tandis qu'un demi million était versé à la *British South Africa Company* à titre de royalties. Le salaire des 17.000 travailleurs africains, soit £ 244.000, représente une moyenne de £ 14-7s. par an, ou de 5s. 6d. par semaine pour chacun d'eux.

Commentant ce compte de profits et pertes, Barnes déclare : « D'après les chiffres ci-dessus, les £ 12 millions représentent la valeur douanière de sortie, et peuvent, si l'on veut, servir d'indice au développement économique de la Rhodésie du Nord. Mais dire que l'industrie du cuivre a permis d'utiliser cette somme pour accroître le bien-être social des Africains serait faire preuve d'excès ou de manque d'ingéniosité.⁸⁹ De fait, le pouvoir d'achat des Africains ne s'accroît directement qu'en fonction des salaires payés aux mineurs ainsi que de la fraction des traitements versés aux Européens qui sert à rémunérer les domestiques, soit £ 350.000 en tout et pour tout.

Même si l'on tient compte des avantages indirects qui échoient aux Africains, leur gain total ne peut guère s'évaluer à plus de £ 1 million. Si l'on veut obtenir un chiffre net du bien-être économique, il faut en outre opposer à ces chiffres bruts (a) tout ce qui, dans le nouvel ordre économique, peut nuire à l'esprit et au physique des peuplades africaines et (b) toute réduction nette des ressources alimentaires des Africains, provoquée par le détournement de la main-d'œuvre indigène vers l'industrie minière, au détriment de l'agriculture. »

Barnes tire la conclusion suivante :

« Ce bilan de la situation du cuivre donne une idée typique de notre comportement, chaque fois que la production minière est en jeu. En général, nous nous approprions les ressources naturelles, nous les exploitons à notre façon et à notre profit selon des méthodes et à des fins qui ignorent totalement la structure et les fonctions préexistantes de la société africaine ; et des richesses ainsi produites, nous exportons £ 11 pour chaque £ 1 que nous laissons au pays. »

La thèse du multiplicateur de la consommation, qui s'élargirait en cercles concentriques embrassant l'ensemble de l'économie

⁸⁹ *Empire and Democracy: A Study of the Colonial Question*, Londres, 1939, p. 153.

nationale, néglige les questions de la propriété et des coûts d'opportunité. Le principal effet multiplicateur secondaire de l'investissement privé — prétend Singer — n'intervient pas lorsque l'investissement provoque une augmentation cumulative du revenu, de l'emploi, du capital, des connaissances techniques et de la croissance des économies étrangères ; ou mieux, une grande partie de l'investissement dans les pays sous-développés, considéré traditionnellement comme « investissement étranger », devrait, en réalité, être regardée comme un investissement intérieur, fourni par les pays industrialisés.

C'est ici que l'analyse de Singer revêt un caractère d'un intérêt particulier, rejoignant en quelque sorte (malgré la divergence doctrinale des deux théoriciens) celle de John Stuart Mill. Sur la base de l'égalisation des prix des facteurs de production, ce dernier a prétendu que l'on peut difficilement considérer les colonies comme engagées dans un échange de produits de base avec d'autres pays, et qu'elles sont bien davantage comme de lointains avant-postes de l'économie métropolitaine.

Prenant l'exemple de Manchester, Mill affirme que, si, au lieu d'occuper sa place actuelle, Manchester était située sur un rocher au milieu de la mer du Nord, elle resterait une ville anglaise où l'Angleterre continuerait de s'intéresser à l'industrie cotonnière. De même, citant le cas des Antilles britanniques, il montre comment les entrepreneurs anglais jugèrent à propos de se servir de ces îles comme productrices de sucre, de café et d'autres denrées coloniales ; « la production », dit-il, « y est pratiquement limitée à celle des denrées principales qui sont envoyées en Angleterre — non pas en échange d'articles exportés vers la colonie à l'usage de ses habitants, mais vendus en Angleterre au bénéfice des propriétaires installés dans la métropole ». Il ajoute « c'est pourquoi le commerce avec les Antilles britanniques peut à peine être considéré comme un commerce extérieur ; il ressemble davantage à un trafic entre la ville et la campagne, et relève des principes du commerce intérieur. »

Si nous remplaçons le terme de « commerce extérieur », employé par Mill, par celui de « investissement extérieur », les idées fondamentales de Mill sur les relations entre colonies et métropoles et la thèse de Singer nous apparaissent presque semblables.

La faiblesse principale de la thèse de Mill ne réside, toutefois pas simplement dans la co-existence de secteurs de productivité profondément divergents, mais également dans le fait que le phénomène de la spécialisation et de la distribution des gains qui l'accompagne n'est pas une caractéristique géographique immuable,

mais est plutôt déterminé et « fossilisé » par un investissement de capitaux étrangers.

LA FONCTION MULTIPLICATRICE DES SALAIRES.

Le paiement des salaires constitue l'élément principal des dépenses locales et il semble peu probable que, dans un pays pauvre, ces salaires puissent former une source de capital potentiel. Ils serviront, en majeure partie, à l'achat de biens de consommation ; or, dans les pays à niveau de subsistance peu élevé, le taux d'épargne est faible ; bien plus, les revenus des cadres étrangers, techniciens et ingénieurs, suivent en général la voie des dividendes ; les revenus ne leur sont pas versés en monnaie locale et les épargnes provenant de cette catégorie supérieure de revenus ne restent donc pas dans le pays de production primaire. L'épargne se constitue surtout grâce aux bénéfices et l'exportation de ces derniers tarit donc une importante source d'épargnes potentielles.

La mesure dans laquelle la main-d'œuvre du pays producteur de matières premières bénéficie de l'investissement étranger par l'amélioration de sa formation professionnelle et par sa faculté de s'adapter facilement à différents secteurs d'activité est très exagérée. La main-d'œuvre locale est constituée en majeure partie par une masse de travailleurs non qualifiés et non différenciés, et l'on peut douter que les compétences acquises puissent rapidement s'adapter à différents types de développement industriel. Nous avons déjà examiné le cas posé par la main-d'œuvre dans les chemins de fer indiens ; plus récemment encore, en Iran, l'évolution consécutive à la nationalisation de la raffinerie d'Abadan a mis cette question en pleine lumière.

On a aussi prétendu que la discipline de la main-d'œuvre des grandes entreprises, travaillant pour le secteur d'exportation, constitue un élément important dans la diffusion de nouvelles méthodes de travail, susceptible de mieux préparer la main-d'œuvre à d'autres emplois industriels n'exigeant aucune compétence particulière ; mais ici également, il convient de reconnaître que la partie de la main-d'œuvre qui pourrait en tirer bénéfice est sans doute minime, à la fois en termes absolus et par rapport à l'ensemble de la population. Au Venezuela, l'industrie du pétrole n'emploie que 3 % de la main-d'œuvre disponible, et 4 % en Iran et en Irak ; les mines d'étain de Bolivie n'occupent que 5 % environ des travailleurs et le Chili n'en occupe pas même 1 % dans ses grandes mines de cuivre ; en Malaisie, ces derniers temps, 2 % environ de l'ensemble de la main-d'œuvre a une occupation dans les mines

d'étain. Certains pays, combinant une faible population et de vastes projets de développement, enregistrent évidemment des pourcentages plus élevés. En Rhodésie du Nord, environ 10 % de la main-d'œuvre travaille dans les mines de cuivre et la proportion est certainement bien plus élevée dans les territoires de Koweït et de Bahrein, où l'industrie du pétrole produisait, ces dernières années, environ 95 % du revenu national. Ces derniers cas sont cependant très rares. Un autre facteur à considérer dans les pays sous-développés est l'absence de mobilité de la main-d'œuvre. Si un nombre restreint d'ouvriers qualifiés dispose d'une certaine mobilité, il est peu vraisemblable qu'il en soit de même pour la masse de main-d'œuvre non qualifiée, quelque disciplinée qu'elle soit.

LE SECTEUR DE L'OFFRE.

Une récente publication de la Commission Economique de l'Amérique latine fait observer que les emprunts imposent aux pays débiteurs une charge annuelle sous forme du remboursement de l'intérêt et du capital. Il est évident, déclare le rapport, que dans les pays en plein développement, le capital investi doit excéder le montant des rapatriements, mais il ajoute qu'il est probable qu'un jour cette situation pourra changer lorsque le revenu national augmentera de façon à permettre qu'un coefficient d'épargne plus élevé vienne couvrir les remboursements dus sans qu'un nouvel apport de capital soit nécessaire à cette fin. Le tableau suivant montre dans quelle mesure le montant des remboursements dépasse l'investissement net.

Les chiffres pour l'Amérique latine sont révélateurs. On peut en dire autant pour le Canada. Nous avons déjà examiné les versements effectués par les colonies — le soi-disant « drain » rencontré en Inde. Il ne s'agissait pas là d'exceptions. L'enquête de Rippy indique que les bénéfices réalisés par les sociétés britanniques dans l'Empire furent fabuleux. « Parmi les quelque 120 compagnies... dont la structure des dividendes a été illustrée dans les différents tableaux, 10 seulement n'ont pu réaliser, au cours de périodes variant de une à plusieurs décades, une moyenne annuelle de bénéfices supérieure à 10 %, en fonction de la valeur nominale de leurs actions ordinaires, et 17 seulement n'ont pas réussi, au cours des cinq années les plus prospères de leur existence, à payer un montant total de dividendes au moins égal à leur capital ; pendant leur demi-décade la plus prospère, 70 compagnies ont pu effectuer des versements pour un montant total supérieur au double de leur capital et plus du 1/4 du groupe a récupéré son capital global

dans un délai d'un an ou moins. Or, les recettes enregistrées de 1945 à 1950 donnent à penser que la période des dividendes opulents n'est pas révolue. » ⁴⁰

Placement de capitaux américains en Amérique latine et remboursements au titre de rapatriement, d'amortissement et de services de transactions

(En millions de dollars)

Année	Investissement total de ressources publiques et de capital privé (a)	Remises		Excès des rembourse- ments sur les placements
		Rapatriements et amortissements (b)	Services de transactions (c)	
1950	265	87	554 641	376
1951	671	82	685 767	96
1952	797	93	637 730	— 67
1953	714	96	648 744	30
Total	2.446	358	2.524 2.882	436
Moyenne .	611,5	89,5	631 720,5	109

Source: *International Co-operation in a Latin American Development Policy*, New York, 1954, p. 17.

(a) Y compris les prêts de l'« Export-Import Bank » pour couvrir le déficit de la balance des paiements.

(b) Comprend le rapatriement de l'investissement indirect, les compensations versées au titre de l'expropriation pétrolière et agraire au Mexique, l'amortissement des prêts accordés par la Banque internationale et la Banque d'exportation et d'importation, et le règlement des accords de prêt-bail passés avec le gouvernement brésilien.

(c) Comprend les services financiers d'investissements privés directs et indirects et l'intérêt sur les emprunts publics.

Les recherches de A.D. Hazlewood confirment ces conclusions. ⁴¹ Moins diplomatique, Arthur Lewis de l'Université de Manchester déclare : « La Grande-Bretagne parle de développement colonial, mais ce sont, au contraire, les paysans de l'Afrique et de la Malaisie qui investissent des capitaux en Grande-Bretagne. Pour la première fois depuis l'adoption du libre échange, au milieu du XIX^e siècle, le système colonial britannique est devenu un des principaux modes d'exploitation économique. » ⁴²

⁴⁰ J.F. Rippy, « Background for Point Four: Samples of Profitable British Investments in the Underdeveloped Countries », *Journal of Business of the University of Chicago*, April 1953.

⁴¹ « Colonial External Finance since the War », *Review of Economic Studies*, déc. 1953.

⁴² « The Colonies and Sterling », *Financial Times*, 16 janvier 1957.

Une comparaison entre les dividendes versés par les compagnies hollandaises dont l'activité principale se situe aux Pays-Bas et ceux versés par celles qui opèrent par l'entremise de succursales aux Indes néerlandaises est également instructive.

Année	Dividendes du groupe I (pourcentage)	Dividendes du groupe II (pourcentage)
1922	4,8	10,0
1923	4,2	15,7
1924	4,5	22,5
1925	5,0	27,1
1926	5,2	25,3
1927	5,6	24,8
1928	5,6	22,2
1929	5,4	16,3
1930	4,9	7,1
1931	2,2	3,0
1932	2,1	2,5
1933	2,2	2,7
1934	2,1	3,3
1935	2,0	3,9
1936	3,3	6,7
1937	4,5	10,3

Source: J. Dalmuder et J. Tinbergen: *De Nederlandsche Konjunktuur*, août 1939, cité dans E. Schiff, « Direct Investment, Terms of Trade, and Balance of Payments », *Quarterly Journal of Economics*, février 1942.

Schiff a prétendu qu'une augmentation des exportations de matières premières n'entraîne pas un accroissement du revenu disponible pour le développement économique, étant donné que les remboursements sont plus importants. Il écrit :

« Le drainage hors d'un pays d'un surcroît de fonds, comme conséquence d'une augmentation des exportations et donc des bénéfices bruts et nets, signifie que le monde extérieur, par la simple intensification de sa demande pour les exportations de ce pays, se procure une partie des moyens lui permettant de payer ses achats de produits supplémentaires. En définitive, point n'est besoin pour lui d'exporter vers ce pays un surcroît de marchandises ou de services égal à l'ensemble du supplément de marchandises qu'il y a achetées. Dans une certaine mesure, il s'agit là d'un système d'auto-financement. »

C'est principalement pour ces raisons que les experts des Nations Unies ont affirmé que certains pays sous-développés

« craignent de voir l'étranger mettre la main sur des secteurs importants de leur économie. D'autres trouvent que les capitaux étrangers fournis par des particuliers sont trop chers. Par exemple, le taux moyen de rémunération des capitaux américains investis à l'étranger était d'environ 17 % en 1948, contre 14 % pour les capitaux américains investis dans le pays. Beaucoup de pays insuffisamment développés estiment cette rémunération trop élevée ». ⁴³

On peut affirmer que l'investissement étranger du type traditionnel qui cherchait à se faire rembourser par une action stimulatrice directe sur le volume des exportations de produits de base vers les pays bailleurs de fonds n'a pas seulement exercé une influence bénéfique cumulative sur l'économie globale de ces pays, mais que les habitants de ces derniers ont également profité, en leur qualité de consommateurs, du surcroît d'importations de denrées, et, en leur qualité de producteurs, du surcroît d'exportations de produits finis. C'est l'opinion de Singer, pour qui les pays industrialisés ont eu le meilleur des deux mondes.

Ce théoricien estime que, même si nous ignorons la théorie dite marxiste-léniniste de l'exploitation coloniale, il existe des raisons de croire que ce sont les communautés industrialisées qui ont bénéficié du commerce extérieur et des investissements à l'étranger.

L'HOSTILITÉ MANIFESTÉE A L'ÉGARD DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER :

LE DOSSIER CANADIEN.

Bien que l'investissement étranger soit souhaitable en tant qu'élément dynamique du développement des pays moins développés, il ne faut pas perdre de vue que l'hostilité envers le capital privé a atteint, depuis 1945, un nouveau point culminant, bien que la fin de la guerre ait inauguré une ère de prospérité sans précédent. Même dans un pays à économie fortement industrialisée, comme le Canada, les discussions véhémentes qui ont eu lieu dans les cercles académiques et le récent rapport de la Commission royale sur les perspectives futures de l'économie canadienne (le rapport Gordon ⁴⁴) ont donné lieu à de violentes controverses, à la fois à

⁴³ *Measures for the Economic Development of Underdeveloped Countries*, New York, 1951, 255.

⁴⁴ *Royal Commission on Canada's Economic Prospects: Preliminary Report*, Ottawa, 1950. *The Economist* avait écrit : « Canada is restive in the fact of the continually increasing role of American capital », 7 avril 1956 ; également la *Neue Zürcher Zeitung* : « Tatsächlich sind die antiamerikanischen Strömungen nicht so ausgeprägt gewesen wie heute », 19 avril 1956. Easterbrook de l'Université de Toronto

l'échelon provincial et au niveau fédéral. Le terme redouté de « nationalisation » n'a pas été absent au cours des débats, qui se trouvèrent encore envenimés par une récente étude statistique émanant du « *Dominion Bureau of Statistics* ». Celle-ci indiquait que 50 % des industries manufacturières du Canada étaient sous la mainmise de bailleurs de fonds étrangers, alors qu'en 1926 le chiffre correspondant n'était que de 35 %.

L'endettement étranger du Canada se chiffrait en 1955 à \$ 14,5 milliards contre \$ 7,8 milliards en 1946, ce qui a provoqué un transfert continu du revenu des investissements canadiens vers d'autres pays. Le Venezuela est le seul qui ait versé à l'étranger des revenus d'investissements plus élevés que le Canada. Parmi les pays débiteurs, et pour la période de 1947 à 1953, le Venezuela a versé \$ 373 millions par an, le Canada 289 millions, l'Iran 228 millions. Les investissements étrangers dans les entreprises canadiennes s'orientent vers l'acquisition d'intérêts majoritaires dans un petit nombre d'entreprises. Le tableau suivant résume de façon saisissante le rôle croissant des bailleurs de fonds étrangers dans l'économie canadienne et l'étendue de leur emprise sur l'industrie et les produits de base du Canada.

Tableau V *

Contrôle étranger de certains secteurs de l'économie canadienne

(Pourcentage du contrôle détenu par l'étranger.)

	1926	1930	1939	1948	1953
Manufactures	35(30)	36(31)	38(32)	43(38)	50(43)
Mines et raffineries ..	38(32)	47(42)	42(38)	40(37)	57(55)
Chemins de fer	3(3)	3(3)	3(3)	3(3)	2(2)
Autres services publics	20(20)	29(29)	26(26)	24(24)	12(11)
Total des quatre secteurs et des entreprises commerciales	17(15)	20(18)	21(19)	25(22)	28(24)

* *Canada's International Investment Position, 1926-1954*, Dominion Bureau of Statistics, Ottawa, 1955, pp. 35-36.

Les tableaux correspondants, compilés dans cette publication sont présentés de façon légèrement différente.

Les pourcentages entre parenthèses sont contrôlés par des résidents des Etats-Unis.

a remarqué que « while the United States boom is good for the Canadian pocket-book it does raise the spectre of colonial status ». Cité dans *The Progress of Under-developed Areas*, Harris Foundation Lectures, (éd. B. Hoselitz), Chicago University Press, 1953. Egalement H.A. Inniss, *Great Britain, the United States and Canada* (Cust Foundation Lectures), University of Birmingham, 1948, p. 4.

L'emprise des bailleurs de fonds étrangers, exercée depuis 1926 sur les mêmes entreprises, s'est accrue, passant de 17 % en 1926 à 28 % en 1953. Ce total dissimule des tendances opposées et contradictoires ; ainsi, la majorité des fonds investis dans les chemins de fer a été rapatriée vers l'Angleterre. Il faut ajouter que l'emprise étrangère sur les chemins de fer canadiens a toujours été négligeable. On a également procédé au rapatriement de fonds naguère investis dans d'autres services publics.

Les droits de propriété et l'emprise exercée sur les industries manufacturières et minières, en particulier sur l'industrie du pétrole, ont néanmoins atteint de nouvelles proportions, au point que la moitié des investissements est contrôlée par l'étranger. En 1953, les Canadiens détenaient approximativement 41 % des capitaux engagés dans l'industrie minière et, exception faite pour le pétrole, en contrôlaient environ 45 %, les chiffres correspondants étant pour les Etats-Unis de 50 % et 53 %.

Mais, même si l'étranger venait à contrôler plus de 50 % des industries manufacturières, ceci aurait peu d'importance, pourvu que les entreprises les plus importantes restent aux mains des Canadiens, d'autant plus que ce sont ces dernières qui constituent le facteur déterminant dans la conjoncture de toute économie nationale. La situation dans l'économie canadienne se présente néanmoins, sous un jour différent. Si, parmi les sociétés disposant, vers la fin de 1953, d'un capital investi de plus \$ 25 millions, on pouvait dénombrer 31 sociétés canadiennes contre 25 compagnies américaines et 4 compagnies anglaises, la moyenne des investissements des compagnies américaines était cependant de 50 % plus élevée que celle des compagnies canadiennes ; écart qui aurait été encore plus accusé si les trois aciéries et les deux plus grandes compagnies aéronautiques, dont les relations étroites avec le Gouvernement fédéral défient toute intrusion étrangère, n'avaient pas été exclues du groupe.

Les 25 compagnies américaines détenaient en 1953 60 % des investissements contrôlés par les Etats-Unis dans l'industrie manufacturière canadienne. Si l'on ajoute que 31 autres compagnies contrôlant des capitaux variant de \$ 10 à 25 millions, la proportion atteint environ 71 %. Ces chiffres ne révèlent pas uniquement l'étendue de l'emprise qu'exercent des étrangers sur maint secteur de l'économie canadienne, mais également le degré de concentration des capitaux aux mains d'un nombre restreint de bailleurs de fonds importants.

Quelles peuvent être les conséquences de cette emprise américaine sur l'industrie canadienne et l'approvisionnement en matières

premières ? Tout d'abord, elle signifie que la pénurie critique de matières premières, que le rapport Paley estime être à la base des investissements américains outre-mer, implique un contrôle des ressources naturelles canadiennes susceptibles d'épuisement : gisements de pétrole, minerais de fer, certains métaux non-ferreux, la pulpe et la pâte à papier, et peut-être le gaz naturel que le Canada viendra à produire pour satisfaire la demande américaine.

Aussi longtemps que ces ressources resteront sous le contrôle d'entreprises canadiennes, a déclaré le Premier Ministre, M. Diefenbacher, dans son allocution électorale, le marché américain ne constituera pas le seul débouché des ressources canadiennes. Le contrôle qu'exercent les Américains sur le marché canadien, continue Mr. Diefenbacher, pourrait aboutir à la destruction des marchés du Commonwealth. Plus encore, si l'emprise américaine venait à s'intensifier, rien ne garantit que les bailleurs de fonds américains seraient désireux de ré-orienter les exportations canadiennes vers des marchés alternatifs en cas de ralentissement de la conjoncture, ou qu'ils seraient capables d'absorber ces matières premières.

A longue échéance, (et cette hypothèse est plus plausible) il se pourrait que le contrôle étranger sur ces matières premières constituât un handicap à l'installation de nouvelles industries manufacturières canadiennes. Déjà, le conflit actuel, opposant les intérêts des aciéries canadiennes, dans l'utilisation des minerais de fer canadiens, et les intérêts américains, a attiré l'attention sur un état de choses susceptible de porter atteinte à la création de nouvelles entreprises canadiennes.

Ces observations nous permettent de comprendre les craintes des Commissaires royaux canadiens ; ce qui ne signifie pas que les investissements étrangers — même s'il s'agit d'investissements américains — ne soient pas souhaitables ; d'ailleurs, le rapport Gordon n'aboutit pas à cette conclusion ; il recommande seulement que les entreprises locales aient une emprise plus étendue sur l'industrie et les ressources du Canada.

CRITIQUE.

Comme nous l'avons vu, les libéraux se sont toujours attachés à présenter la structure internationale d'avant 1914 comme idéale en matière d'investissements. Sur l'expansion cumulative que provoque l'investissement, Schallgruber écrit : « Rien d'étonnant, par conséquent, si dans un climat pareil l'initiative privée pouvait

déployer toutes ses facultés et obtenir des résultats remarquables. »⁴⁵

Il faut reconnaître que l'investissement étranger, et plus particulièrement les capitaux britanniques, ont joué un rôle dans le développement de l'Amérique du Nord. Mais il serait risqué de généraliser en partant de ce cas bien connu. En effet, rappelons-nous quels furent les effets cumulatifs des investissements privés internationaux, par exemple pour le ryot du Bengale et du Bihar, pour les paysans chinois du Yang-Tsé, pour les peuplades primitives d'Afrique, pour les Indiens des Aneds et les fellahs du Moyen-Orient.

- a) Ont-ils contribué à l'augmentation du revenu par habitant ?
- b) Peut-on parler avec raison d'une « harmonie d'intérêts » entre les porteurs d'actions à 6 % de la City et les intérêts des masses noires, brunes et jaunes ?
- c) Ces investissements directs ont-ils servi à transformer les rapports sociaux de nature féodale ou semi-féodale, à révolutionner la société au sein de laquelle ils étaient faits ? Ont-ils conduit à la démocratisation, comme ce fut le cas pour les Etats-Unis d'Amérique, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ?

Gunnar Myrdal, examinant un autre aspect des investissements internationaux, a fait observer que ceux-ci n'avaient apporté aucune contribution fondamentale au développement général des régions où ils pénétraient. Citant le cas de l'Indonésie, il parvient à des conclusions très proches de celles de Furnival et Higgins. Voilà un pays, dit-il, qui disposait d'excellentes ressources en matières premières ; et pourtant, dans la période d'hégémonie coloniale de la Hollande, il lui fallait importer littéralement chaque clou, de même que des marchandises aussi encombrantes que le charbon et le ciment, dont la moitié du prix d'importation consiste en frêt.

Une autre conséquence fréquente de l'investissement du type colonial ou étranger, c'est qu'il s'associait, en particulier dans les pays afro-asiatiques, à une rigoureuse ségrégation raciale et culturelle, freinant l'adaptation culturelle et le développement économique. Bonn en a souligné la portée sociologique en ces termes :

« Le domaine du planteur de caoutchouc, en Malaisie, n'est pas destiné à être celui de ses enfants ; s'ils en sont les propriétaires, ils entendent bien le vendre dès que leur fortune sera faite ; s'ils

⁴⁵ M. Buchel-Schallgruber, *Les Tendances dans le Domaine des Investissements Internationaux depuis 1945*, Genève, 1955, p. 8.

n'en assurent que la gestion, ils en transmettent la charge à un successeur dès qu'ils pourront vivre de leurs rentes... Même les relations sexuelles entre planteurs et femmes indigènes, courantes dans certaines régions, ne présentent pas de caractère permanent : lorsqu'ils regagnent leur pays, les pères de race blanche abandonnent leur progéniture métisse, et le seul sédiment durable déposé par le courant étranger, qui coule en permanence en terre indigène, consiste en une mince couche d'Eurasiens. »⁴⁶ Ces mots furent écrits en 1939.

Deux années après que le poignard japonais se fût enfoncé dans l'Asie du sud-est, le correspondant du *Times* à Singapour rédigea sa fameuse dépêche :

« Après environ cent vingt ans d'administration britannique, la grande majorité des Asiatiques ne lui ont pas trouvé suffisamment d'intérêt pour faire quoi que ce soit qui pût en assurer la continuité. S'il est vrai que le gouvernement ne participait d'aucune façon à la vie de la population, il est non moins vrai que les quelques milliers de résidents britanniques, tirant leur revenu du pays (et dont pratiquement aucun ne considérait la Malaisie comme son propre pays), vivaient tout à fait à l'écart de la population... L'administration, la culture et la petite communauté britanniques ne formaient qu'une mince et fragile couche de vernis. »⁴⁷

Un autre aspect du problème, lié à l'absence d'intégration, consiste dans le fait que les projets d'investissement destinés à l'équipement du pays, qui doivent normalement aller de pair avec toute économie marshallienne, faisaient singulièrement défaut dans les pays moins développés.

« L'industrie pétrolière », observait M. Mossadegh, à l'époque de la crise d'Abadan, « n'a pratiquement apporté aucune contribution au bien-être du peuple, ni au progrès technique du développement industriel de mon pays. Cette affirmation se trouve prouvée par le fait qu'après cinquante ans d'exploitation par une compagnie étrangère, nous manquons encore de techniciens iraniens et devons faire appel à des experts étrangers... Le gouvernement iranien est résolu à utiliser cette ressource vitale, qui fait partie intégrante de son patrimoine national, pour relever son niveau de vie... »⁴⁸ Evoquant l'aspect politique du problème des investisse-

⁴⁶ *The Crumbling of Empire*, Londres, 1938, p. 332.

⁴⁷ *The Times*, 18 février 1942.

⁴⁸ Cité dans L.P. Elwell-Sutton, *Persian Oil: A Study in Power Politics*, Londres, 1955, p. 261.

ments étrangers privés en Iran devant le Conseil de Sécurité l'homme d'état iranien observe :

« Il va sans dire qu'aussi longtemps qu'une compagnie telle que l'ancienne Anglo-Iranian Oil Company exercera un monopole sur cette grande source de richesse, le gouvernement et le peuple iranien ne pourront jouir de l'indépendance politique. Malgré ses apparences commerciales, cette compagnie doit être considérée comme le pendant moderne de l'ancienne 'East India Company' qui, en peu de temps, avait placé toute la péninsule de l'Inde sous sa domination. L'ancienne 'Anglo-Iranian Oil Co.' avait un budget annuel plus important que celui du gouvernement iranien ; ses importations et exportations représentaient également un chiffre d'affaires plus élevé. Elle intervenait dans la politique intérieure de l'Iran ; son influence se faisait sentir dans les élections au Majlis et dans la formation des gouvernements. Elle agissait ainsi afin de tirer le plus grand revenu possible des ressources qu'elle contrôlait. Par les ramifications qu'avait son organisation à l'intérieur du pays, par la corruption qu'elle pratiquait dans les services gouvernementaux et l'appui illégal qu'elle donnait à certains milieux journalistiques ou politiques, elle avait en fait, créé un Etat dans l'Etat, et savait peu à peu l'indépendance de la nation iranienne. » ⁴⁹

L'économiste américain Eugène Staley, dans un commentaire sur la politique d'investissement de la Compagnie, a déclaré en des termes très proches de ceux de Mossadegh : « Pendant sa période d'activité en Iran, cette Compagnie n'a eu que bien peu d'influence sur la vie économique quotidienne de la grande masse de la population iranienne, qui a continué d'assurer sa maigre subsistance par une agriculture primitive régie par un système voisin du servage. » Et l'auteur d'ajouter : « il en est de même pour l'Arabian-American Oil Company en Arabie Séoudite. » ⁵⁰

Faisant allusion à l'expérience de Costa-Rica en matière d'investissements étrangers, M. Facio, délégué de cette République à l'Assemblée des Nations Unies, a cité le cas d'une usine de pneumatiques et évoqué les difficultés qu'entraîna sa création. Costa-Rica, a-t-il affirmé, était divisé en deux zones ; une zone occupée,

⁴⁹ Procès-verbaux officiels du Conseil de Sécurité, 1560^e séance, 15 oct. 1951.

⁵⁰ *The Future of Underdeveloped Countries: Political Implications of Economic Development*, New York, 1954, p. 288. Egalement le témoignage de l'ambassadeur américain Henry F. Grady. « The Real story of Iran; an Interview with Henry F. Grady », *U.S. News and World Report*, 19 oct. 1951. Dans un article intitulé « Tension in the Middle East with particular reference to Iran », le diplomate américain constate : « La politique britannique en Iran repose largement sur des bases qui sont proches de la politique colonialiste — c'est-à-dire sur les pressions économiques et financières afin de prévenir le relâchement du contrôle qu'elle y exerce — et à mesure que le temps passait, particulièrement au moment où je quittai ma fonction dans ce pays, nous semblions soutenir cette politique. C'est regrettable que cela soit le cas, alors que les Iraniens s'efforcent de vaincre ce qu'ils considèrent comme une domination britannique exercée par l'intermédiaire de l'A.I.O.C. » *Proceedings of the Academy of Political Science*, janv. 1952.

une zone non-occupée ; sous prétexte de faire face à la concurrence, la compagnie en question maintenait les salaires à un niveau peu élevé. « L'occupation économique s'accompagnait des signes habituels tels que la discrimination raciale, la création de zones de résidence privée et l'affichage d'avis rédigés en langue étrangère, ce qui avait des effets psychologiques peu souhaitables. Voilà une excellente illustration du genre d'investissements à éviter. D'aucuns prétendront qu'ils constituaient aussi une source de dollars et, partant, un bienfait pour le pays. L'occupation militaire représente, elle aussi, une source de revenus, mais il ne viendrait à l'esprit de personne de la considérer comme une méthode rationnelle de développement économique. » ⁵¹ Lors de ce même débat, le délégué du Guatemala soutint que : « malgré les mesures prises au Guatemala pour gagner la confiance des capitalistes, ceux-ci ont généralement réexporté leurs bénéfices et capitaux sans se préoccuper de favoriser le développement économique de ce pays. » ⁵² Ces paroles furent prononcées un an avant la tentative avortée d'Arbenz.

Le cas de la Bolivie n'est pas moins édifiant, les mines d'étain y représentent la source principale du revenu national. Les abus commis par l'investissement privé furent, pour une grande part, à l'origine des événements de 1952. Les bénéfices des producteurs d'étain n'étaient pas réinvestis dans des entreprises productives du territoire national, mais exportés vers les marchés mondiaux de capitaux ou servaient à l'achat d'articles de luxe non-essentiels.

Les événements bouleversants d'avril 1952, qui balayèrent les institutions, en furent la suite logique ; le décret d'août 1953 expropria les grandes exploitations féodales qui furent réparties parmi les Indiens.

En dépit des conseils formulés par une mission technique des Nations Unies, les réformes se firent attendre. Pourtant, l'avertissement que cette commission avait rédigé deux ans auparavant, en termes courtois et sans équivoque, avait presque le caractère d'une épitaphe :

« ...Il faut bien reconnaître que, dans leur politique en matière de conditions de travail et de relations publiques, les compagnies minières ont tardé à prendre conscience de leurs responsabilités sociales (et à les accepter)... Les détenteurs des mines devraient être plus pleinement conscients... des responsabilités inévitables qui

⁵¹ United Nations : General Assembly, *Seventh Session, Second Committee 215th meeting.*

⁵² *Ibid.*, p. 148.

leur incombent dans le développement économique du pays qui fut la source de leurs revenus. Cette prise de conscience devrait, en particulier, se manifester par une attitude plus positive à l'égard de la Bolivie, terrain idéal pour le ré-investissement des bénéfices miniers. »⁵³

Maintes plantations et régions minières, qui firent l'objet d'investissements directs considérables, restèrent comme des îlots de domination étrangère au milieu d'une mer immobile. Il est certain que l'entrée de capitaux étrangers a stimulé le développement économique, mais là encore, il faudrait établir une distinction entre le développement des ressources *naturelles* et celui des ressources *humaines*. Cette distinction est importante, car la théorie libérale présuppose fréquemment qu'un développement des richesses naturelles entraîne inévitablement un développement du potentiel humain.

Myint soutient que, si l'un des bienfaits de la politique économique libérale fut sa contribution à la mobilité de la main-d'œuvre internationale (le rapide essor de la production primaire en Asie, n'aurait pas eu lieu, n'eussent été les vastes réserves de main-d'œuvre puisées dans les réservoirs humains quasi inépuisables de l'Inde et de la Chine), cette politique, « au titre de solution apportée au problème du retard humain, s'est avérée quelque peu malheureuse. Elle n'a pas atténué de façon appréciable la poussée démographique des pays donateurs ; dans les pays bénéficiaires, hormis le problème social complexe qu'elle a suscité, elle a frustré les indigènes de l'occasion d'acquérir une mobilité verticale sur le marché du travail par le jeu automatique de la loi de l'offre et de la demande et du principe de substitution ».

En fait, le cadre social qui offre une parfaite égalité des chances et garantit le jeu automatique des prix, ainsi que l'ont démontré Jacoby et Furnival, a conduit à de violentes fluctuations des prix d'exportation, à l'endettement des campagnes et au mécontentement agraire. Selon l'hypothèse fondamentale de la théorie économique libérale, le libre jeu des forces du marché conduirait au développement maximum des compétences individuelles. Pourtant, dans les pays sous-développés, cette liberté a mené, sur le plan social, à une stratification massive du groupe et, sur le plan économique, à ce que Dobb a appelé « un gel » de la structure des dotations naturelles.

⁵³ *Report of the United Nations Mission of Technical Assistance to Bolivia, op. cit., pp. 49-50.*

L'exploitation, ce déplaisant mot a souvent servi de cliché politique vide de sens. Lord Hailey, juriste britannique et observateur distingué des affaires africaines, a tenté d'en donner une définition.

« L'introduction de capitaux étrangers », dit-il, « équivaut à l'exploitation : quand l'administration a accordé une concession qui n'assure pas à la colonie une contrepartie adéquate pour les intérêts concédés ; quand elle a aliéné des terres au point de priver la population indigène des espaces indispensables à son développement normal ; quand elle a prêté son concours aux intérêts commerciaux étrangers de façon à leur permettre d'acquérir une position empêchant les indigènes de participer à l'aménagement commercial du pays, ou quand elle a aidé les capitalistes ou les colons à embaucher ou à employer une main-d'œuvre à des conditions inéquitables ». ⁵⁴

Peut-on prétendre (et cette définition du concept d'exploitation est plus utile au juriste qu'à l'économiste) que certains investissements internationaux accusaient bon nombre de ces caractéristiques avant et après la première guerre mondiale ?

LE PROCÈS DE LA SPÉCIALISATION.

L'ANALYSE DE PREBISCH-DOBB. ⁵⁵

De nos jours, la façon de concevoir la spécialisation ne se fonde pas sur la résurrection du débat suranné (à la manière de Manoilescu et de ses adversaires libéraux) entre les fanatiques des barrières douanières et leurs non moins fanatiques adversaires.

Nous avons vu que la théorie classique du commerce international voudrait nous faire admettre que la dépendance des régions sous-développées est compatible avec la théorie des coûts et avantages comparatifs. En fait, cette tendance est, de nos jours, dépassée à la fois par la théorie moderne et, en pratique, par l'industrialisation forcée de maintes régions moins développées. Dans l'esprit des économistes modernes, la théorie des coûts comparatifs est considérée comme essentiellement statique.

⁵⁴ *The Future of Colonial Peoples*, Princeton University Press, 1944, p. 16.

⁵⁵ J'ai utilisé le cadre théorique de ces deux économistes pour cette section. Cf. M. Dobb, *Some Aspects of Economic Development: Three Lectures*, Delhi School of Economics, 1951 ; R. Prebisch, *The Economic Development of Latin America and its Principal Problems*, Nations Unies, 1950. Les généralités contenues dans cet ouvrage sont le fruit d'une précédente enquête théorique, cf. « Panorama general de los problemas de regulación monetaria y crediticia, en el continente americano » dans *Memoria de la primera reunión de técnicas sobre problemas de banca central del continente americano*, Mexico, 1946.

Au premier chef, la doctrine des coûts comparatifs, prémisses majeure du rapport Paley, ne s'attache pas à rechercher ce qui arrive, en cas de baisse cyclique, à une économie fortement orientée vers la production d'une ou plusieurs matières premières très sensibles aux fluctuations de prix et destinées à l'exportation. Ensuite, c'est une doctrine statique excluant tout dynamisme technologique qui, allant de pair avec l'industrialisation, peut même affecter les conditions de production de l'économie toute entière. Ce qui, aujourd'hui, constitue la répartition rationnelle des ressources, peut, demain, s'avérer irrationnel.

La thèse libérale a été clairement exposée. Un éminent théoricien, soulevant le problème que pose le développement, soutient que « l'on devrait poursuivre des politiques appropriées permettant aux forces du marché, l'offre et la demande, c'est-à-dire au mécanisme des prix, de déterminer ces proportions (facteurs) suivant le principe des coûts comparatifs. Ces problèmes sont beaucoup trop complexes pour être résolus de n'importe quelle autre manière ; ils ne peuvent être réglés par des Commissions de planification et les bureaux de statistiques peuvent difficilement en prévoir l'issue. Il n'existe, à vrai dire, aucun système rationnel qui puisse se substituer au mécanisme du marché ». ⁵⁶

Même sous forme de recommandation en matière de politique, la loi des coûts comparatifs a facilité le choix de l'attitude à adopter à l'égard du développement. Sous ce rapport, il faut citer le cas de la mission Currie pour le développement économique de la Colombie, entreprise sous les auspices de la Banque internationale. La mission s'opposait à la création d'une industrie sidérurgique à Paz de Rio, se fondant (entre autres considérations) sur le fait que le coût de la production domestique était supérieur à celui du fer et de l'acier importés.

Quels que soient les mérites et les démérites techniques de cet exemple, ou de toutes autres considérations, telles que le niveau de la demande intérieure ou l'ampleur des marchés intérieurs, le fait est que le coût de production ne se présente pas comme le seul critère à observer dans la mise en œuvre d'une industrie (en Colombie ou ailleurs).

En effet, si c'était là véritablement le critère décisif, le processus d'industrialisation n'aurait jamais pu se déclencher ni aux Etats-Unis, ni à plus forte raison en Amérique latine et en Asie. Même là où les prix de revient sont plus élevés que les prix étrangers, une industrie peut être rentable si l'augmentation nette de la

⁵⁶ G. Haberler, *Proceedings of the Academy of Political Science*, mai 1953.

production des facteurs en présence est supérieure à celle que l'on rencontre dans d'autres branches d'activité. Par conséquent, il n'appartient à personne de juger de cet exemple précis sans analyser les autres alternatives d'investissement et sans discuter les possibilités de remplacement de certaines importations auquel un pays se doit de procéder en vertu de son propre développement. On en trouve une illustration éclatante dans l'essor spectaculaire des industries sidérurgiques italiennes, quoique l'Italie importe la plus grande partie de son minerai de fer, de ses pyrites et la totalité du charbon destiné à ses hauts-fourneaux, et qu'elle ne dispose pas de ferraille.

La réaction de la théorie moderne des coûts comparatifs tend à nous montrer les inconvénients de l'optique multilatérale, à partir des caractéristiques structurelles des pays sous-développés où le chômage déguisé (occulte) et l'instabilité économique sont les traits caractéristiques. Le point de vue théorique a été formulé pour la première fois dans l'addendum de la *Commission des Finances et de l'Industrie* présenté au Parlement du Royaume-Uni en 1931 :

« La raison fondamentale de l'adoption d'un libre échange absolu ne s'applique pas sans autres à un système économique qui n'est ni en équilibre, ni en voie d'équilibre. Car si les ressources productives d'un pays sont en général pleinement exploitées, les barrières douanières ne peuvent accroître le rendement, mais peuvent seulement détourner la production, alors que l'on croit généralement que l'orientation naturelle de l'exploitation des ressources, à laquelle on peut tendre par ses propres mérites et sans bénéficier d'avantages particuliers concédés au détriment des autres, conduit à une augmentation du produit national. Mais si cette condition de plein emploi n'est ni remplie, ni susceptible de l'être avant longtemps, la situation se montre alors sous un jour tout différent, puisque les tarifs douaniers peuvent provoquer un accroissement net de la production, et non seulement un détournement des facteurs de production. »

Cette optique est digne de Keynes, qui était d'ailleurs un des signataires de l'addendum.

De ces idées découle logiquement que la façon d'aborder le problème selon les coûts comparatifs et la spécialisation de la production en territoire national perd sa valeur lorsqu'il ne s'agit pas de déterminer le degré d'efficacité de la mise en valeur des ressources d'un pays, mais de décider s'il faut oui ou non exploiter certaines ressources.

Ainsi que nous l'avons déjà vu, nous nous trouvons, dans les régions moins développées, en face de ressources exploitables qui

se présentent sous la forme d'un vaste réservoir de chômage déguisé. Dans sa critique de l'optique libérale, Reder est d'avis que l'argument militant en faveur du multilatéralisme est sans valeur lorsqu'il existe des ressources inexploitées. « Nous ne créons ni biens, ni services ; nous créons des emplois ; et les biens et services produits grâce à l'emploi sont plus ou moins fortuits. Aussi longtemps que les ressources restent inexploitées, les biens que l'on pourrait en tirer s'apparentent aux « biens libres » et tout plan visant à s'en emparer relève d'une politique économique bien conçue. » ⁵⁷ D'où le besoin de diversification.

Pour la plupart des pays sous-développés, exportateurs de produits de base, dépendre d'une gamme restreinte de produits d'exportation crée l'instabilité dans les revenus réels. En effet, la demande de tels produits est inélastique et sujette à d'importantes fluctuations. Dans l'absence de diversification, les pays courent le risque d'exposer leur économie à faible niveau, caractérisée par un large volume de chômage déguisé, à de violents remous cycliques.

Il faudrait mettre en évidence (et Prebisch souligne ce point) qu'une région, dont la production consiste surtout en produits de base et qui diversifie sa structure professionnelle, ne peut viser à l'autarcie économique. Les importations, notamment de capitaux, doivent être payées au moyen d'exportations. L'intérêt, l'amortissement et les frais des investissements étrangers doivent être, en grande partie, dégagés des échanges internationaux. D'où l'impérieuse nécessité d'un commerce extérieur stable.

LES FORCES ACCIDENTELLES DE LA SPÉCIALISATION.

La théorie moderne tient compte du fait que le degré de spécialisation d'un pays donné est, à certains égards, accidentel. A vrai dire, la présence ou l'absence de ressources naturelles ne représente pas le seul facteur déterminant du progrès économique. Comme nous le verrons plus loin, d'autres facteurs, tels que la technologie et les qualités innées de la population active, peuvent jouer un rôle déterminant dans la courbe du progrès économique. Jacob Viner a fait observer que « la Suisse possède tout juste un seul et unique avantage physique qui favorise son développement économique ; compte tenu de tous les facteurs physiques, elle compte parmi les pays les plus désavantagés du monde. Cela n'em-

⁵⁷ L. Reder, *Studies in the Theory of Welfare Economics*, p. 193.

pêche qu'en termes de richesse par habitant, elle occupe un rang des plus élevés. »⁵⁸

Dans nombre de pays coloniaux, la spécialisation n'a pas été l'effet d'une providence bienveillante. En effet, dans les colonies et protectorats de la Couronne britannique, certaines marchandises, telles que le sucre, le café, le thé, le cacao, les épices, le tabac, le caoutchouc, les arachides, etc., ont fait, pendant de longues années, l'objet de soins assidus, qui prirent la forme de dons gouvernementaux, de subventions, de dégrèvements fiscaux, etc.

Dans la plupart des cas, l'objet de cette production était de répondre aux besoins des marchés extérieurs. Certains produits ne trouvaient aucun débouché sur le territoire producteur ; et si ailleurs, une certaine consommation locale a pu se développer, la majeure partie de ces produits restait destinée au commerce d'exportation. Un économiste britannique l'a d'ailleurs reconnu en ces termes : « On a développé, pour l'exportation, certaines cultures indigènes telles que celle des cacahuètes et des bananes ; seuls un contrôle et des efforts ont permis d'atteindre à une qualité et à une quantité conformes aux exigences de la consommation extérieure. »

Un grand nombre de ces cultures furent introduites sous des latitudes où elles étaient jusqu'alors inconnues. Le cacao au Ghana, le thé en Inde et le caoutchouc en Malaisie en sont des exemples.

Parallèlement, l'investissement de capitaux étrangers dans des plantations travaillant pour l'exportation a soulevé « une opposition universelle ». Arthur Lewis a commenté le sujet en ces termes :

« L'industrie sucrière des Antilles est arrivée, du point de vue politique, à une impasse. Il est impossible qu'elle conserve plus longtemps son organisation actuelle, qui suscite trop de tension politique. Cette tension ne se traduit pas seulement par une atmosphère générale d'hostilité, mais par des grèves, des émeutes, des incendies de récolte. Dans certaines colonies, la situation est si peu sûre que l'on se demande, d'année en année, si, étant donné l'état des relations entre employeurs et employés, la récolte pourra avoir lieu. »⁵⁹

Quelle fut l'incidence de cette spécialisation sur le sol et sur la population des plantations ? Castro, déjà cité, affirme que, dans la majeure partie de l'Amérique latine « ce qui a contribué à la ruine définitive des indigènes fut la mono-exploitation à laquelle presque toutes les régions étaient vouées : ici l'extraction minière, là

⁵⁸ *International Trade and Economic Development*, 1955, p. 98.

⁵⁹ W. Arthur Lewis. *Issues in Land Settlement Policy. A Report to the Caribbean Commission West Indian Conferences*, 1950.

les plantations de café, de tabac ou de cacao. Cette spécialisation a engendré des déséquilibres économiques qui se rencontrent encore dans des pays comme le Salvador qui, pratiquement, ne produit que du café, ou le Honduras qui ne connaît que la banane ».

L'agriculture africaine se caractérise par un même type de spécialisation ; elle eut des répercussions désastreuses sur la santé de l'Africain aussi bien que sur le sol. Les cultures indigènes destinées à l'exportation massive sont le coton et l'arachide. Ce sont des cultures marchandes qui, couvrant de vastes étendues de l'Afrique tropicale, sont pratiquées suivant un système d'agriculture modifié où les cultures marchandes alternent avec les cultures maraîchères, destinées à la subsistance. Des experts des Nations Unies rapportent que, dans certaines de ces régions, où les conditions favorables du marché ont accusé la tendance à la surproduction, on a réduit considérablement le temps de jachère des terres cultivables et que le sol s'est épuisé ou est en voie d'épuisement. On en trouve des exemples en Ouganda pour la culture du coton, en Afrique Occidentale Française pour les arachides, et ailleurs encore. En Ouganda, « la demande de produits de culture d'exportation nécessite l'ouverture de fonds supplémentaires et diminue encore le temps de jachère. La terre est particulièrement sollicitée dans le cas du coton. Le coton provoque en Ouganda une érosion du sol plus grave que ne le font d'autres cultures. En Afrique Occidentale Française, « la culture intensive de l'arachide, poutre maîtresse de l'économie du Sénégal, laisse un désert derrière elle ».

A l'énoncé de ces faits, l'économiste libéral réplique que, si indiscutables qu'ils soient, le point essentiel reste que, sans capitaux étrangers, aucun développement n'aurait eu lieu. Une fois de plus, cette assertion déforme l'histoire ; elle ignore que, dans un cadre politico-idéologique différent, d'autres formes de spécialisation auraient pu se présenter ; le Japon l'a brillamment démontré après 1868.

Les industries manufacturières des Etats-Unis ne manquent pas d'exemples pour démontrer le caractère accidentel de la spécialisation et de l'emplacement industriel. Les machines à écrire, par exemple, sont fabriquées presque exclusivement dans le Nord-Est du pays. Pendant la deuxième guerre mondiale, à défaut d'importations de provenance européenne, l'Etat de Californie fonda une industrie de céramique, moyennant de très importants crédits gouvernementaux, et l'Etat du Nebraska devint un centre important de l'industrie horlogère américaine. De fait, le gouvernement fédéral a constamment soutenu les efforts visant à transformer la structure de la spécialisation propre à l'économie américaine. Il

est symptomatique que, lorsqu'on découvrit qu'une plante africaine pouvait « exaucer les prières des millions d'êtres en quête de cortisone », le nouveau remède contre l'arthrite, le gouvernement américain dépêcha une expédition en Afrique pour récolter des « graines, des racines, des boutures et des plants destinés aux zones tropicales sous juridiction des Etats-Unis ». Le *New York Times* du 16 août 1949, qui publia cette nouvelle, poursuivait en ces termes : « Afin que ce pays ne soit jamais privé de cette plante, en passe de devenir la plus importante du monde. »

La spécialisation est, dans une large mesure, le produit de nécessités politiques et stratégiques, sans lesquelles, il nous serait impossible d'expliquer l'origine de l'industrialisation soviétique et chinoise. A supposer, selon certains, que les Etats-Unis soient divisés en deux par une ligne Nord-Sud et qu'une nouvelle frontière nationale vienne séparer l'Est de l'Ouest, la structure actuelle de spécialisation cesserait de régner. Il se trouve des précédents pour étayer cette thèse : l'Inde et le Pakistan, les deux Allemagnes, l'Indochine, la Corée. Elle s'explique du fait que les deux moitiés d'une région donnée se heurteraient à des difficultés de balance des paiements ; elles devraient tenir compte de monnaies distinctes ; force leur serait d'adopter des systèmes autonomes sur le plan fiscal, monétaire, économique et commercial. Cette division économique susciterait inévitablement les controverses traditionnelles et courantes en faveur de la « sauvegarde de l'emploi » et des intérêts nationaux.

Ce n'est pas par hasard que Prebisch pouvait affirmer que la réalité sape le schéma démodé de la division internationale du travail, schéma qui, en tant que conception théorique, continue d'exercer une influence considérable. Pour lui, d'après le schéma classique, la tâche spécifique dévolue à l'Amérique latine, au titre de région périphérique du système économique mondial, était de produire des denrées alimentaires et des matières premières.

De l'avis de Prebisch, les énormes bénéfices résultant de l'accroissement de la production n'ont pas atteint la périphérie, de sorte que les différences existant entre les masses des régions périphériques et celles des pays de haute productivité s'expliquent par les disparités dont témoignent leurs taux respectifs de formation de capital. Tout en reconnaissant le bien-fondé de la théorie libérale traditionnelle basée sur la division internationale du travail, Prebisch déclare qu'en pratique, celle-ci s'est révélée erronée et qu'elle prétend à tort que les avantages du progrès technique ont tendance à se répartir de façon égale dans le monde et à se mani-

fester, soit sous forme de revenus plus élevés, soit par des baisses de prix.

Etant donné que les coûts comparatifs sont incapables d'assumer le rôle de guide dans le processus du progrès économique, il n'est pas surprenant que le processus d'industrialisation soit implacablement poursuivi. Frédéric Benham suggère d'autres motifs :

« Comme la plupart des pays riches sont industrialisés, ils croient que le leur s'enrichira s'il s'industrialise. On pourrait tout aussi bien prétendre que, la plupart des hommes riches fumant le cigare, il suffit de fumer des cigares pour l'être aussi. » ⁶⁰ La comparaison est puérile. En effet, dans l'écrasante majorité de ces pays, le processus d'industrialisation n'est pas une panacée, mais une *conditio sine qua non*. La prospérité agricole, comme le notait List voilà plus d'un siècle, n'entrave pas le développement industriel. De fait, ce sont les pays industriellement avancés qui accusent les taux de productivité les plus élevés.

**Productivité de la population agricole par continents et pour le monde *
avant la guerre et en 1947/1948**

Continent	Rendement à l'hectare		Production par personne dans l'agriculture
	Avant-guerre (tonnes métriques)	1947/1948	Pourcentage de 47/48 par rapport à l'avant-guerre
Moyenne mondiale	1,24	1,30	105
Amérique du Nord ...	> 1,07	1,50	140
Amérique Centrale			
Amérique du Sud			
Europe	1,28	1,39	109
Océanie	1,06	1,20	113
Asie	1,26	1,20	95
Afrique	0,77	0,73	95

Source : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *Bulletin mensuel des statistiques agricoles et alimentaires*, Vol. 2, N° 9, septembre 1949.

Continents classés suivant le rendement à l'hectare en 1947/48.

* A l'exclusion de l'U.R.S.S.

Une récente étude sur la population active du monde, publiée par le B.I.T., ⁶¹ indique qu'en Asie et en Afrique, l'agriculture

⁶⁰ « Full Employment and International Trade », *Economica*, août 1946, p. 167.

⁶¹ *Revue Internationale du Travail*, Vol. LXXIII, N°s 2 et 5, fév. et mai 1956. et Vol. LXXIV, N° 2, août 1956 : « La Population Active dans le Monde. »

emploi plus de 70 % de la main-d'œuvre, contre 13 % en Amérique du Nord et 20 % dans les régions Nord-Ouest de l'Europe centrale. Il devrait être clair que la révolution industrielle, allant de concert avec la révolution agricole, a engendré simultanément une diminution de la population agricole et une augmentation du rendement agricole. L'étude a prouvé qu'aux Etats-Unis, la main-d'œuvre est passée d'environ 13 millions en 1870 à environ 58 millions en 1950. Si de son côté la population agricole active s'est élevée de 7 millions en 1870 à 12 millions en 1910, cet accroissement a été proportionnellement bien plus faible que celui enregistré pour l'ensemble de la main-d'œuvre, puisque sa part est tombée de 53 % en 1870 à 32 % en 1910. Depuis lors, le nombre de travailleurs agricoles a décru régulièrement. En 1950, il était retombé à son niveau de 1870, représentant 13 % seulement de l'ensemble de la population active. Dans l'industrie, pour la même période, le chiffre a septuplé : les Etats-Unis ont pu, non seulement nourrir une population croissante, mais encore développer leur rendement agricole, en dépit d'une diminution de la main-d'œuvre.

Le contraste avec l'Inde est frappant et dramatique. Des économistes du B.I.T. ont remarqué qu'en Inde, les nouveaux suppléments annuels de main-d'œuvre enregistrés entre 1941 et 1951 ont continué à être absorbés par l'agriculture, la fraction se dirigeant vers des secteurs non-agricoles ne laissant à l'industrie qu'une part insignifiante par rapport à celle fournie à l'administration. On en a tiré des conclusions très analogues à celles du chapitre II. L'incapacité de l'industrie de s'étendre ou de créer de nouveaux emplois dans ce secteur est à l'origine du phénomène ; interprétée en tenant compte d'autres faits, cette incapacité indique, pour cette période, un manque d'équilibre.

L'industrialisation ne gêne pas le développement effectif de la production primaire destinée aux marchés d'exportation, ainsi qu'en témoignent le Danemark et la Nouvelle-Zélande dans le domaine de l'industrie lainière et de l'élevage. Dans les pays sous-développés, les exportations peuvent jouer un rôle décisif. Si la productivité agricole peut être accrue par des moyens techniques et un drainage des excédents de population rurale, si l'on peut augmenter les salaires réels par la création d'industries et d'une législation sociale appropriée, le déséquilibre entre les revenus du centre et de la périphérie peut être atténué sans compromettre l'activité du secteur travaillant à des fins d'exportation. Mais la réalisation de ces conditions est liée au problème de la stabilité de l'exportation.

L'importance de cette stabilité va sans dire, puisqu'elle conditionne l'allure du revenu national, le taux de formation du capital et la stabilité fiscale. On l'a soulignée à maintes reprises dans d'innombrables publications de l'O.N.U. ; elle est au centre des débats du Conseil économique et social et de l'élaboration des plans nationaux. Une instabilité extrême dans les prix d'exportation, suivie de larges fluctuations de la balance des paiements, crée des obstacles insurmontables quant au maintien d'un apport constant et durable de capitaux d'investissement.

Un trait frappant de la courbe des prix de marchandises au cours de la première moitié du xx^e siècle a été l'ampleur des variations cycliques. Une étude de l'O.N.U. fait observer que les données statistiques générales disponibles indiquent que « depuis la deuxième moitié du xix^e siècle jusqu'à la veille de la grande guerre mondiale (bien plus qu'un demi-siècle) une tendance à la baisse s'est manifestée dans le prix des produits de base par rapport à celui des produits manufacturés. En moyenne, un volume donné d'exportations de base ne représentait, à la fin de cette période, que 60 % de la valeur qu'il avait au début, par rapport aux produits manufacturés ». ⁶²

La même étude a montré que le taux de fluctuation de la valeur unitaire d'importation était, pour ces mêmes marchandises, de 13,7 % par an, évoluant entre un minimum de 4,7 % et un maximum de 20,7 %, quinze d'entre elles accusant un taux de fluctuation de 10 %. L'étendue de ces variations cycliques émanant des grands centres industriels équivaut, pour les pays producteurs, à une perte considérable de revenus. Si l'on pouvait arriver à leur stabilisation, grâce à une collaboration économique internationale, le problème de la formation du capital s'en trouverait facilité.

Ce phénomène a attiré l'attention, car il touche bon nombre de régions sous-développées. On estime que, à défaut de stabilité des prix, les réserves monétaires de plusieurs pays sont susceptibles de s'épuiser assez rapidement en cas de récession prenant naissance outre-mer.

Le tableau suivant donne une meilleure illustration de cette tendance.

⁶² United Nations, *Instability in the export markets of Underdeveloped Countries*, New York, 1952. Egalement United Nations, *Relative Prices of Exports and Imports of Underdeveloped Countries: A Study of post-war Terms of trade between underdeveloped and industrialized countries*, New York, 1949.

**Les termes d'échanges, production primaire et production manufacturière
1870-1950**

Année	(1913 = 100)		
	(1) Indices de la production primaire	(2) Indices de la production manufacturière	(3) Indices des termes d'échanges (1)/(2)
1870	118	106	111
1880	102	102	100
1890	86	90	95
1900	86	88	98
1913	100	100	100
1921	131	186	70
1938	53	72	75
1950	124	122	102

Source: W. Arthur Lewis, « World Production, Prices and Trade, 1870-1960 ». *Manchester School of Economic and Social Studies*, XX, No. 2, 118 (mai 1952).

On a reconnu en général l'instabilité du prix des produits de base. Dans un article écrit en 1938, Keynes attire l'attention sur ce point et avance des chiffres frappants pour les dix dernières années. « Parmi ces quatre produits de base — le caoutchouc, le coton, le blé et le plomb — qui, à mon sens, représentent assez bien les matières premières mises sur le marché dans des conditions concurrentielles, la moyenne annuelle du barème des prix a été de 67 % pendant ces dix dernières années. Etablir un programme de production méthodique, soit pour les matières premières, soit pour les produits qu'elles permettent de fabriquer, n'est guère possible dans de telles conditions. » ⁶³

Selon une étude analogue de Lamartine Yates, ⁶⁴ les causes du mal résident dans l'inélasticité de l'offre, c'est-à-dire son incapacité à s'adapter aux variations de prix. Il attribue cette inélasticité à la structure professionnelle dans les pays de production primaire. L'objectif des paysans producteurs est de stabiliser leurs recettes et partant, de contrer une baisse des prix, non seulement en maintenant, mais même en accroissant leur production. Ils ne pourraient se résoudre à arrêter la production, car, dépourvus de réserve de capitaux, ils se trouveraient bientôt acculés à la famine ou à la mort. D'autant plus que, les industries manufacturières étant pra-

⁶³ « The Policy of Government Storage of Foodstuffs and Raw Materials », *Economic Journal*, septembre 1938.

⁶⁴ *Commodity Control*, Londres, 1943, pp. 214-216.

tiquement inexistantes, les possibilités d'emploi, trop limitées, ne pourraient permettre d'absorber cette main-d'œuvre.

Si nous comparons le rôle du paysan producteur aux grandes firmes, nous nous heurtons à des facteurs d'inégalité, tels que l'ignorance des paysans quant aux conditions du marché, leur incapacité tragique d'opposer aux intermédiaires et aux spéculateurs une force de résistance égale à la leur, et la nécessité où ils se trouvent d'emprunter à des taux d'intérêt élevés, qui diminuent leur revenu net. En fait, la fluctuation des prix d'exportation suscite un climat favorable à l'action des usuriers et des spéculateurs.

Aussi, les porte-parole des pays insuffisamment développés ont-ils, à l'unanimité, réclamé des programmes de stabilisation des prix, combinés à des projets de diversification.

Ainsi que l'a souligné une enquête des Nations Unies, le progrès technique semble avoir été plus sensible dans l'industrie que dans la production primaire des régions périphériques. Par conséquent, si l'on avait réduit les prix proportionnellement à l'accroissement de la productivité, cette réduction aurait été moins accusée pour les produits de base que pour les produits fabriqués, de sorte que le rapport des prix entre les deux secteurs se serait constamment amélioré en faveur de la périphérie, au fur et à mesure que le désaccord entre les productivités se serait accru. Les pays périphériques auraient, en l'occurrence, bénéficié de la baisse des prix des produits industriels finis au même degré que les pays du centre. Les profits dus au progrès technique se seraient répartis conformément aux postulats du système de division internationale du travail ; la conclusion logique du raisonnement est donc que les régions périphériques n'ont rien à gagner à l'industrialisation. C'est dans cette contexture que les tarifs et les restrictions quantitatives auraient été irrationnels.

La récente analyse de Kindelberger⁶⁵ vient confirmer le point de vue de Prebisch, qui s'appuie sur les recherches statistiques de Fabricant et de Frédéric Mills. Au cours de la période couverte par l'enquête de Fabricant — les quarantes années précédant la deuxième guerre mondiale — les frais de fabrication industrielle ne cessèrent d'accuser une baisse régulière, qui ne fut toutefois pas suivie par la courbe des prix, l'accroissement de la productivité se traduisant non pas dans les prix, mais bien plutôt dans les revenus. Les salaires et traitements augmentèrent proportionnellement au fléchissement des coûts réels. L'accroissement de produc-

⁶⁵ C. Kindelberger, *The Terms of Trade: A European Case Study*, New York, 1956.

tivité vint avantager les salariés américains, non pas par la baisse des prix, mais par une augmentation de leur revenu réel et la réduction des journées de travail.

La théorie classique a essuyé des critiques sur un autre point encore. L'analyse Prebisch-Dobb estime que les conditions que nous venons de décrire n'ont pas été réalisées dans les régions périphériques. Il leur aurait fallu pour cela une mobilité des facteurs égale à celle qui a caractérisé l'économie américaine. Cette mobilité constitue l'un des postulats essentiels de la théorie des échanges internationaux. En effet, si cette mobilité avait été assurée, il y a des raisons de croire qu'elle aurait contribué à l'égalisation du prix des facteurs de production ; en ce qui concerne les Etats-Unis, l'essor se serait traduit par un afflux de main-d'œuvre non seulement d'Europe, mais également d'Asie et d'Afrique, afflux qui aurait contribué à réduire la différence entre les facteurs de production aux Etats-Unis et dans le reste du monde. Dans ces conditions, le standard de vie aux Etats-Unis n'aurait jamais atteint son niveau actuel.

Comme Balogh, Prebisch estime que les hypothèses libérales classiques constituent un tout indivisible ; si l'on supprime un de leurs postulats, les autres ne pourront logiquement expliquer les rapports existant entre les centres industriels et la périphérie de production primaire. S'efforçant de préserver les vestiges de la théorie classique de la spécialisation internationale d'un effondrement total, Samuelson a conçu un ingénieux modèle économique.⁶⁶

A supposer que le capital et le sol ne soient pas transférables, (dans le modèle économique classique, seuls la terre et le travail n'étaient pas susceptibles de transfert), il prétend que l'on peut réaliser l'égalisation entre les pays dans les régions insuffisamment développées, en dépit de l'absence de mobilité de la main-d'œuvre ; il estime également que le processus d'égalisation, implicitement admis dans la spécialisation classique, pourrait se réaliser par la voie du commerce multilatéral, et que l'échange des biens constitue à lui seul un stimulant suffisant pour susciter une forte tendance à l'égalisation des revenus entre les pays.

Dans sa critique de ce modèle économique, Hicks⁶⁷ déclare que Samuelson ignore les frais de transport ; il ajoute que « la théorie libérale ne joue pas », ce qui n'est pas surprenant, puisqu'« elle a échoué même chez les nations les plus évoluées. On ne peut

⁶⁶ « International Trade and Equalization of Factor Prices », *Economic Journal*, juin 1948.

⁶⁷ *Central Bank of Ceylon Bulletin*, mars 1957.

certainement pas espérer que les efforts isolés de nations indépendantes, désireuses de préserver leur indépendance nationale, puissent aboutir à un degré élevé d'égalisation internationale. En fait, c'est grâce à la solidarité *nationale* régnant dans les nations plus évoluées que les méthodes socialistes ont permis d'assurer l'égalisation à l'intérieur des pays, et il semble que l'on soit encore loin d'un mouvement de solidarité internationale susceptible d'assurer une égalisation plus grande à l'échelle internationale ».

PROGRÈS TECHNIQUES.

Il semble cependant qu'une autre considération l'emporte sur celles évoquées dans les analyses de Dobb-Prebisch-Hicks ; savoir la mesure dans laquelle le progrès de la science et de la technologie modernes possède la faculté de détruire toute une catégorie de matières premières ; ou, lorsque cet anéantissement n'intervient pas, la possibilité de remplacer une matière première par une autre. Dans leurs écrits récents qui font le procès de l'orthodoxie classique, Balogh et Myrdal ont prouvé qu'elle ne peut s'appliquer aux pays dont les taux de productivité suivent une évolution divergente, c'est-à-dire que l'écart entre les pays développés et les pays sous-développés s'est accru au lieu de se rétrécir et continuera de s'affirmer si ces derniers ne procèdent pas à leur industrialisation.

La raison fondamentale de ces désaccords, List et Babbage l'ont reconnu, réside dans le rythme d'évolution scientifique à la fois conséquence et stimulant de l'industrialisation. La force créatrice de la science n'a jamais touché les régions périphériques ; or, c'est précisément parce que l'absence d'industrialisation ne lui a pas permis de les toucher qu'elle se présente à ces pays comme une menace permanente. Prenons l'exemple de l'industrie chimique : le potentiel destructeur et créateur de la science réduit la spécialisation classique à un non-sens. En découvrant un processus permettant de produire de l'alcali à bon marché, partant du sel ordinaire, Leblanc décapita le monopole de l'industrie de la soude végétale, et posa les jalons de l'industrie chimique anglaise. Le sel ordinaire remplaçait, dans le processus de Leblanc, une plante relativement rare, source dont on tirait la soude et ses dérivés. Parallèlement, la substitution de houille de charbon aux colorants naturels, tels que le bois de Brésil, la cochenille, la garance et l'anil eurent sur les plantations de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique occidentale britannique des répercussions spectaculaires, qui se traduisirent par une destruction virtuelle de ces plantations. L'éclipse de la garance, utilisée pendant des siècles, fut l'œuvre de deux chi-

mistes allemands, Graebe et Liebermann, qui réussirent à extraire du goudron de houille la matière colorante, l'alizarine, à laquelle la garance doit ses propriétés colorantes ; et qui réalisèrent ensuite l'extraction de l'anthracène à partir du goudron. En 1871, l'alizarine synthétique fit son apparition sur le marché et, vers 1876, la production de garance n'était plus que le $1/20^e$ de ce qu'elle avait été huit ans plus tôt.

Le cas du monopole des nitrates du Chili offre un autre exemple plus classique du pouvoir propre à l'industrie chimique de faciliter ou de paralyser la production d'une matière première. Les nitrates de soude du Chili, exploités à titre de fertilisateur nitrogène, vinrent remplacer les nitrates de potasse indiens dont les gisements étaient épuisés. Cette nouvelle matière première donna au Chili un monopole naturel presque étanche, surtout lorsque la compagnie DuPont découvrit, en 1857, une nouvelle formule pour la production de poudre à canon. Cependant, il parut évident, vers la fin du siècle, que les ressources de nitrate non-inépuisables ne pourraient satisfaire aux besoins mondiaux sans cesse croissants, d'autant plus qu'il existait une limite définie à la quantité de nitrogène susceptible d'être extraite du charbon de bois. D'autres considérations encore vinrent activer les recherches : celle du monopole des prix, qui est essentielle, et d'autres, d'ordre militaire et stratégique.

Mais, une fois de plus, le laboratoire fit mieux que la nature. Grâce aux recherches révolutionnaires de Fritz Haber, accueillies tout d'abord avec dérision, vers 1914, d'énormes progrès avaient déjà été réalisés dans l'art de fixer le nitrogène atmosphérique. Cet accomplissement illustre peut-être mieux que n'importe quel autre, comment une innovation importante dans une branche de l'industrie, en l'occurrence l'industrie chimique, peut influencer profondément sur les industries établies et, à plus forte raison, sur l'équilibre des puissances économiques mondiales ; observation qui vaut non seulement pour l'Allemagne, où le travail des pionniers contribua si largement dans ce domaine aux réussites révolutionnaires, mais aussi pour tous les pays industrialisés, qui, à leur tour, créèrent des installations capables de fixer le nitrogène.

L'effet bouleversant de cette découverte s'étendit aux producteurs directs, aux milliers d'intermédiaires et même aux flottes qui servaient à transporter le produit dans les différentes parties du globe. Les craintes malthusiennes du chimiste, Sir William Crookes, s'avérèrent peu viables. Le Chili y perdit une industrie, mais le spectre menaçant d'une pénurie mondiale en matière d'engrais s'évanouit, faisant place à un excédent qui devint d'ailleurs embarrassant pendant la période entre les deux guerres. L'on peut

en dire autant à propos du caoutchouc, bien que le produit naturel ne soit pas encore évincé. Le caoutchouc synthétique existe depuis plusieurs décades, mais ce n'est qu'en 1957 que les chimistes de la *Goodyear Rubber Corporation of America* réussirent à opérer une synthèse du produit de l'*Hevea Brasiliensis*.

Le caoutchouc synthétique, que Sir Oliver Lyttelton, l'ancien Ministre britannique des Colonies, surnomma un « bâtard nécessaire », a révélé, dans de nombreux cas, des propriétés supérieures dans le domaine de la résistance aux liquides en général et aux effets destructeurs des produits pétroliers en particulier. Ce produit résiste également à la détérioration ou à l'altération par l'âge dans des conditions qui diminuent l'efficacité du caoutchouc naturel.

Il n'est pas difficile d'imaginer tout ce qu'une transformation technique de cette portée signifie pour le producteur malais, ni quelles pourront être les conséquences d'une poursuite des recherches, au cours des années à venir, en l'absence de l'industrialisation et de la diversification. Rien ne pourrait empêcher que la destruction de l'industrie du caoutchouc, ce fameux « fournisseur de dollars » de l'Empire, ne se consume en l'espace de dix ans. C'est un phénomène analogue que nous présente le mica, important produit d'exportation indien. Dans un commentaire sur la récente installation d'appareils producteurs de mica synthétique, le *New York Herald Tribune* (édition de Paris) constate : « l'inauguration de cette installation marque l'aboutissement de dix années d'efforts en vue de découvrir un mode de production synthétique du mica ; elle rendra les Etats-Unis moins tributaires des sources naturelles étrangères. Le mica synthétique est plus qu'un ersatz ; souvent et en particulier à des températures élevées, il peut s'employer là où le mica naturel s'avère inefficace. »

Les diamants industriels ont subi une évolution analogue. Des savants de la *General Electric Company* ont produit récemment les premiers diamants synthétiques en soumettant du graphite à une pression d'un million et demi de livres sous une température de 5.000° F. Ce produit synthétique s'identifie vraiment, sous tous les rapports, aux diamants naturels. Quant à ses qualités industrielles, des tests ont montré que ce *borazon* — nom donné à la forme cubique synthétique que prend le boron sous une superpression — est si dur qu'il raye facilement le diamant naturel, qualité qu'il conserve à des températures où le diamant naturel fond. Selon le Dr. C.G. Suits, directeur des recherches de la *General Electric*, il pourra, à condition qu'il subisse des tests

supplémentaires, être fourni pour des usages industriels à des prix concurrentiels.⁶⁸

Ces exemples dénoncent l'effondrement des théories des coûts comparatifs et de la spécialisation internationale, devant la marche inexorable de la science. Il ne faudrait pas en conclure que la science appliquée et la technologie constituent une force réactionnaire vis-à-vis des pays sous-développés, mais plutôt que le processus de la diversification requiert d'importants ajustements. Or, nous estimons que la réalisation du processus sera bien plus simple dans une communauté déjà industrialisée que dans un pays où les recettes principales proviennent de la monoculture ou d'un seul gisement minéral. Ce sont, en fait, les pays industriels qui possèdent ces caractéristiques de réadaptation.

Au cours de la première décade du siècle, les industries alimentaire et textile absorbaient, en Grande-Bretagne et en France, environ la moitié de la main-d'œuvre industrielle, mais en Grande-Bretagne, ce pourcentage n'était plus, en 1951, que de 30,7 %, la part de l'industrie mécanique étant passée pendant la même période de 30 % à 49 %. En Suisse, ce pourcentage était de 60 %, après avoir atteint un record de 67 % vers 1890. Aux Etats-Unis, il était déjà retombé à 40 % en 1880 pour atteindre 30 % vers 1910. Par rapport à l'ensemble de la population manufacturière, le pourcentage de main-d'œuvre occupé dans l'industrie suisse de l'alimentation et du textile tomba de 66,7 % en 1888 à 45,1 % en 1930 et à 35,7 % en 1950. Les pourcentages correspondants pour l'industrie mécanique étaient de 7,9 %, de 24,6 % et 33,1 %. Une évolution semblable se manifesta aux Etats-Unis, où les pourcentages passèrent, pour les secteurs correspondants, de 40 % en 1880 à 24 % en 1954, et de 21 % à 41 % pendant cette même période.

A cet égard, le précédent créé par ces pays est très intéressant, car il prouve à quel point ceux-ci furent capables de procéder à une nouvelle répartition de leurs ressources, après l'expansion de l'industrie cotonnière dans les autres parties du monde. Si les économies britanniques et suisses ont réussi ces prodiges de réadaptation au profit des industries mécaniques (et, plus spécialement pour l'Angleterre, au profit des industries aéronautiques) ce fut grâce à l'existence préalable d'une infrastructure industrielle, grâce à l'équilibre qui caractérisa leur développement et grâce à la qualité du personnel technique et scientifique, appuyé de surcroît par une main-d'œuvre industrielle disciplinée.

⁶⁸ *Business Week*, 3 mars 1957.

ARGUMENTS EN FAVEUR DE LA CROISSANCE ÉQUILIBRÉE.

Nous avons déjà expliqué pourquoi l'analyse classique n'avait pu servir de guide aux pays sous-développés. Le progrès économique exige de façon impérative que l'expansion des divers secteurs se fasse dans l'équilibre ; si le potentiel d'expansion est faible ou même inexistant dans certains secteurs critiques, l'essor d'autres secteurs économiques pourra s'en trouver retardé, non seulement parce qu'une pénurie de base naturelle lui opposera des obstacles insurmontables, mais aussi parce que les forces sociales génératrices d'expansion ne se manifesteront que dans certaines branches de l'économie et non pas dans toutes.

Le concept du développement équilibré, nous l'avons vu, est dû à List ; mais la place capitale qu'il occupe dans les discussions économiques actuelles est assez récente. Ce terme « développement équilibré » désigne parfois les programmes diversifiés qui, tenant compte à la fois des besoins humains et des possibilités techniques, visent à assurer un progrès simultané sur tous les fronts, grâce à une exploitation rationnelle des ressources naturelles et humaines. Le choix des secteurs à équilibrer varie selon les ressources disponibles, les objectifs sociaux à atteindre, la complexité économique des régions ; il peut porter sur l'industrie extractive ou les ressources agricoles, les récoltes destinées à l'exportation ou celles destinées à la consommation locale, ou encore sur les céréales, l'élevage, les fruits ou les légumes.

La notion du développement équilibré s'oppose également aux déséquilibres structurels qui peuvent exister entre les branches de l'économie et la répartition professionnelle de la main-d'œuvre. L'intégration des différents secteurs de l'économie, voilà ce qu'elle vise. Et cela nous mène directement au problème suivant : comment répartir les facteurs de production entre les deux principaux secteurs de l'activité économique : l'industrie et l'agriculture. En effet, le progrès de la production industrielle présuppose nécessairement un déclin relatif toujours plus rapide du secteur agricole.

LE DÉPLACEMENT DE MAIN-D'ŒUVRE.

Le mouvement de main-d'œuvre qui s'oriente vers l'industrie au détriment de l'agriculture s'effectue parallèlement au processus de mise en route de l'industrialisation. Il convient de définir clairement plusieurs aspects du problème, ce qui pourra nous mettre en garde contre un optimisme béat. Il s'agit de la rapidité avec laquelle

l'industrie absorbe l'excédent de population rurale et du rythme de la mécanisation. Bien qu'il n'existe probablement pas de corrélation exacte entre le rythme du développement industriel et les modifications intervenant dans la structure professionnelle, comme l'ont démontré les recherches de Bauer, Yamey et Datta, il semblerait que l'importance relative du volume d'emploi dans l'agriculture ait tendance à se réduire, l'inverse se manifestant dans les secteurs de l'industrie et des services publics.

Colin Clark résume ainsi ses recherches :

« En étudiant le progrès économique par rapport à la structure économique des différents pays, nous voyons qu'en général, on croit fermement qu'une moyenne élevée des revenus réels par habitant est toujours corollaire d'une structure professionnelle où le pourcentage de main-d'œuvre employée dans les industries tertiaires est considérable par rapport à l'ensemble de la population active. Un faible revenu par habitant étant toujours associé à une faible proportion de la population active employée dans la production tertiaire et un pourcentage élevé occupé dans la production primaire ; phénomène qui est le plus marqué en Chine où 75 % à 80 % de la population trouve sa subsistance dans la production primaire. La présence de revenus réels par habitant d'un niveau élevé oblige une grande partie des producteurs à s'engager dans la production tertiaire. » ⁶⁹

Le problème fondamental qui se pose aux pays sous-développés n'est pas seulement de diversifier l'économie par une modification de la structure professionnelle. Il leur faut également intégrer les secteurs urbains et ruraux, le chômage déguisé qui règne dans un grand nombre de ces pays les y contraignant.

LE CHÔMAGE DÉGUISÉ.

Évaluer l'excédent rural, c'est d'abord évaluer le nombre de travailleurs rémunérés nécessaires à l'agriculture par hectare cultivé, en tenant compte de la nature des récoltes, des techniques en usage et de l'outillage disponible. L'excédent rural ne peut s'éva-

⁶⁹ *Conditions of Economic Progress*, Londres, 1942, p. 182. Également A.G.B. Fisher, *Economic Progress and Social Security*, pp. 6-7. Cette classification de Clark et Fisher n'est valable que dans certaines conditions. Par exemple, il existe de nombreux pays sous développés où le secteur tertiaire est extrêmement étendu, comme en Inde et à la Barbade.

En fait, c'est pour cette raison que les économistes de la Commission Économique pour l'Europe notèrent les avantages de la classification marxiste. « In the eastern European countries services not directly connected with the production and transport of goods are regarded as productive and their value is thus excluded from national income. For a poor country which is trying to develop its industry and to reduce the underemployment common in service trades, the Marxist definition of national income has some obvious advantages over the more inclusive concept suited to wealthy industrialized economies and now commonly adopted in underdeveloped countries. » United Nations, *Economic Survey of Europe Since the War*, Genève, 1953, p. 25.

luer d'après des données générales ; il faut le calculer séparément pour chaque localité. Pour les régions à économie insuffisamment développée, ces calculs indiquent que, pour la culture des céréales — le riz excepté — chaque centaine d'acres cultivés avec l'aide de bêtes de trait et de labour exigent un effectif de 14 à 27 personnes. En Inde — où les chiffres précédents sont applicables, des calculs plus détaillés ont permis de conclure qu'un quart au moins de la population rurale est excédentaire, de sorte qu'on pourrait la déplacer sans qu'il en résulte de baisse de productivité. On pourrait dire, en d'autres termes, qu'il s'agit ici d'environ 20 millions de chômeurs permanents.

Dans une discussion théorique, Navarette s'efforce de définir le sous-emploi, non seulement dans son sens général, mais aussi sous ses différentes formes : « Etant donné une main-d'œuvre déterminée le sous-emploi peut se définir comme une situation où un certain nombre d'individus pourraient être affectés à des emplois différents, sans provoquer de réduction sensible dans le produit total du secteur d'où ils sont retirés ; c'est-à-dire, en d'autres termes, que, dans ce secteur, ces individus avaient une productivité marginale nulle ou voisine de zéro. » ⁷⁰

C'est Joan Robinson qui employa, pour la première fois, le terme de « chômage déguisé », dans les *Essays on Theory of Employment* qu'elle publia en 1937. Examinant le problème du chômage dans les pays développés, elle note que le chômage global, sous sa forme moderne, la plus connue, constitue un phénomène local peu courant et relativement récent. Elle définit le chômage déguisé comme le phénomène surgissant lorsque l'absence de places vacantes refoule les ouvriers en chômage vers la catégorie des emplois « inférieurs » caractérisés par une faible productivité. ⁷¹ C'est ainsi qu'un rétrécissement de la demande pour un produit de fabrication courante provoque un détournement de la main-d'œuvre d'emplois hautement productifs vers d'autres emplois de productivité inférieure. La cause première de ce déplacement — une diminution de la demande effective — est exactement pareille à celle qui provoque le chômage dans le sens ordinaire du terme ; et il est donc logique de désigner par chômage déguisé l'entrée en service dans une catégorie d'emplois inférieurs d'ouvriers précédemment occupés dans une catégorie supérieure. La notion, dans le sens où Joan Robinson l'emploie dans ce contexte, s'applique à une communauté industrialisée en pleine crise.

⁷⁰ « La subocupación en las economías poco desarrolladas », *El Trimestre Económico*, Vol. XVII, oct.-déc. 1951.

⁷¹ *Essays on the Theory of Employment*, op. cit., p. 84.

Plus récemment, Ragnar Nurske, associant ce concept à l'une des propriétés sous-jacentes des pays sous-développés, a émis l'idée que le chômage occulte est le phénomène qui permet, même sans changer les méthodes techniques de l'agriculture et sans réduction du rendement, de déplacer une large part de la population qui s'adonne à l'agriculture.

Dans un rapport publié en 1949, les experts des Nations Unies ont, eux aussi, analysé le chômage déguisé. Ils ont observé que, dans les régions sous-développées, le manque de biens de capitaux constitue un des facteurs déterminants du chômage déguisé. Même si celui-ci ne se traduit pas par un chômage urbain, il se manifeste toutefois dans le fait qu'il est possible de transférer à d'autres emplois une grande part de la population agricole, sans pour autant diminuer le rendement agricole.

Les chômeurs déguisés sont, par conséquent, ceux qui, travaillant pour leur propre compte, sont si nombreux, par rapport aux ressources, qu'une redistribution de la main-d'œuvre agricole vers d'autres secteurs n'affecterait point le rendement global du secteur d'où ils ont été retirés, même en l'absence de capital venant se substituer à la main-d'œuvre.

AVANTAGES DE L'EXCÉDENT NÉGOCIABLE.

En introduisant la notion d'*excédent négociable*, Dobb a prétendu que le problème du chômage déguisé peut être résolu non seulement par l'introduction de mesures financières appropriées, mais aussi par une meilleure organisation de l'activité économique villageoise et par l'amélioration des échanges commerciaux entre les villes et la campagne. Le problème essentiel qui se pose à ces régions est « l'utilisation de la surpopulation agraire » qu'il faut diriger vers l'entreprise productive. Ceci implique un élargissement automatique du champ des investissements en même temps qu'un accroissement de l'excédent négociable.

Dans la littérature économique moderne, ce problème est étudié de deux façons, à l'aide de deux séries d'arguments interdépendants et de force égale qui, les uns comme les autres, préconisent un financement déficitaire et une expansion monétaire susceptible de financer les activités visant à développer et à faire progresser les pays sous-développés. La première série d'arguments — la mieux connue —, que l'on pourrait appeler la thèse de l'emploi, prétend que le problème économique essentiel qui se pose à ces pays n'est pas seulement un problème de développement et de croissance ; en effet, la multiplication rapide de leur surpopulation

agraire les place devant un problème d'emploi. Un transfert de l'excédent de main-d'œuvre vers l'entreprise productive, opéré selon les directives des planificateurs, n'entraînera pas de baisse de la productivité agricole ; au contraire, il aura pour effet de développer l'irrigation, la construction d'écoles et d'autres activités de construction employant les matériaux locaux, ainsi que la production des biens de consommation.

On doit donc pouvoir envisager une création de monnaie à ce propos, et malgré son point de vue quelque peu trop conservateur, il convient de considérer très sérieusement la mise en garde du Fond Monétaire International contre le déclenchement de forces inflationnistes ; cet accroissement de la liquidité ne devrait pas venir menacer le développement économique du pays. Il se pourrait que les prix augmentent, mais il est peu probable que cette hausse devienne excessive, puisque la production des biens de consommation, en ne décroissant pas, ferait seulement l'objet d'une redistribution. Plus tard, l'équilibre se rétablirait parallèlement à l'augmentation de la production. Même dans les nations peu développées, les travaux de construction constituent plus de la moitié de l'ensemble des investissements bruts fixes. C'est pourquoi une pénurie de capitaux circulants doit être considérée comme un obstacle au progrès économique, plus encore que le manque de capitaux fixes.

Il faut ajouter que la main-d'œuvre transférée vers l'industrie ou vers des travaux de construction gagnera des salaires sans doute supérieurs à ceux qu'elle touchait précédemment au village, soit qu'elle y travaille pour son propre compte, soit qu'elle se trouve au service de paysans, plus aisés, soit encore qu'elle y vive de la charité et de la mendicité. L'accroissement des revenus en espèces par rapport à l'inélasticité provisoire de l'offre globale des biens de consommation aura tendance à gonfler les prix, soit des denrées, soit des articles manufacturés, soit des deux ensemble, et cela, selon le volume de l'offre et celui de la demande, lequel est fonction de la variation des revenus.

Par la suite, lorsque les investissements industriels se traduiront par un accroissement de production, les prix (du moins en ce qui concerne les produits industriels) devraient de nouveau subir une baisse. Une remarque importante s'impose : cette poussée inflationniste temporaire ne signifie pas nécessairement qu'on se trouve en présence d'une épargne forcée ; elle peut survenir même lorsqu'il n'y a pas de baisse moyenne de la consommation par habitant, en dépit d'éventuelles répercussions sur la distribution, avantageuses pour certains secteurs, préjudiciables pour d'autres. Il est parfait-

tement exact que ce procédé a été employé pour combattre des poussées inflationnistes de ce genre au Canada et aux Etats-Unis pendant la deuxième guerre mondiale. Cependant, dans les régions sous-développées, l'efficacité de ces mesures dépendrait de la part des bénéfices, ou, disons, des excédents négociables destinés à assurer le développement des exportations industrielles ou de la consommation courante.

Néanmoins, dans les économies planifiées, le problème essentiel consiste à drainer les revenus excédentaires des ouvriers et des paysans. Et si l'excédent négociable, susceptible d'être soutiré à ces groupes, ne semble pas limité, il serait peu réaliste de croire que l'on pourrait en drainer la totalité, surtout en période critique où il importe de stimuler la mobilité générale des excédents de main-d'œuvre et l'approvisionnement des villes en denrées alimentaires et matières premières.

Si l'on considère la question du point de vue des stimulants nécessaires à l'activité économique, la conséquence est qu'il faut relever le niveau des salaires industriels et tolérer un certain degré de poussée inflationniste, à la fois au titre d'expédient transitoire et comme conséquence de tout programme à grande échelle, c'est-à-dire comme le sous-produit essentiel des investissements pour l'augmentation du revenu total, et non pas comme le produit d'une politique financière erronée. Cela signifie également que les conditions d'existence de l'excédent de main-d'œuvre employée ne seront pas aggravées par la diminution de son niveau de consommation, bien qu'une action de contrôle supplémentaire s'impose, si l'on veut éviter que la spéculation ne provoque des pénuries.

La deuxième série d'arguments s'inspire de l'expérience de l'entreprise capitaliste en matière de développement économique. Lorsqu'on se propose de lancer des projets de développement et de croissance économiques sans disposer d'épargnes suffisantes, de nouvelles émissions de monnaie permettent de se procurer une partie des fonds à investir. L'accroissement du pouvoir d'achat qu'elles provoquent suscitera une hausse des prix, dont l'ampleur dépendra du degré de liquidité et du volume des marchandises affluant sur les marchés. Dire qu'elles donneront invariablement lieu à une inflation est déplacé, car, pour une bonne part, les résultats dépendront du volume de monnaie mise en circulation, des variations des avoirs en espèces, du montant des revenus marginaux et des fluctuations du rendement.

Bien que nous ayons peut-être suggéré qu'une politique monétaire peut être un instrument puissant pour réorienter les économies sous-développées vers une croissance équilibrée, notre proposition

fondamentale consiste plutôt à dire que cette politique dépend du problème de la *réorganisation économique*.

LE BESOIN DE RÉORGANISATION ÉCONOMIQUE.

Nous ne devons pas nous borner, dans la conclusion de notre étude, à indiquer que le processus d'industrialisation ne peut, semble-t-il, être déterminé par la force du mécanisme de la libre entreprise fonctionnant sans entrave. Une telle conclusion serait négative. On ne peut proposer « d'intégrer » des régions rurales et urbaines ni d'appliquer des plans économiques sans parler, d'une façon ou d'une autre, des institutions sociales existant dans les pays sous-développés. Les formes d'organisation économique et une technologie nouvelle réclament une infrastructure sociale nouvelle. Edgar Salin, de l'Université de Bâle, a mis en relief le rapport entre les deux facteurs.⁷² Bien qu'il ne soit pas marxiste, il n'en estime pas moins le point de vue idéologique marxiste (en matière de transformation sociale par l'innovation technologique) supérieur aux constructions intellectuelles de ses adversaires et fait sienne l'interprétation technologique marxiste de l'histoire, dans ses boutades sur Menger, Jevons, Walras et nos édificateurs modernes de modèles mathématiques.

On admet en général que les modifications sociales et le développement économique accusent une interdépendance étroite, et ce n'est guère l'exclusive propriété intellectuelle des marxistes. Prenons le cas de « la formation de capital » : elle intervient dans un milieu social donné, lequel peut la favoriser ou bien lui faire obstacle. Paul Baran de l'Université de Stanford a décrit brièvement le rapport fonctionnel existant entre le progrès économique et les institutions sociales établies :

« Le fait essentiel qui rend un programme de développement illusoire est la structure sociale et politique des gouvernements au pouvoir. On ne peut attendre des classes possédantes contrôlant les destinées de la plupart des pays sous-développés qu'elles conçoivent et appliquent une politique allant à l'encontre de leurs intérêts particuliers, pris chacun séparément ou dans leur ensemble. Si pour apaiser une telle opinion publique hostile on annonce officiellement la mise à l'étude de mesures progressives telles qu'une réforme agraire, une législation fiscale équitable, leur entrée en vigueur est délibérément sabotée. Le gouvernement, qui représente

⁷² E. Salin, « Industrielle Revolution », *Kyklos*, Vol. IX, 1956.

un compromis politique entre les intérêts fonciers et les intérêts commerciaux, ne peut supprimer le gaspillage intervenant dans la gestion des propriétés foncières, ni les dépenses scandaleuses de l'aristocratie ; il ne peut supprimer les abus des monopoles et des profiteurs, ni la fuite des capitaux, ni l'extravagance des hommes d'affaires. Il ne peut réduire les fonds, ni renoncer aux sommes énormes qu'il consacre à l'entretien de son armée et de sa police qui offrent des carrières séduisantes à la progéniture des familles aisées... Gardien et complice des droits et privilèges de la propriété, il ne peut se faire l'architecte d'une politique définie aux fins de détruire ces privilèges qui barrent la route au progrès économique ; il ne peut placer la propriété et les revenus qui en découlent au service de la société toute entière. » ⁷³

Pour maintes régions sous-développées, ce tableau présente évidemment une vue assez exagérée de la situation. Cependant, il reste vrai que, pour certains pays, le progrès économique dépend d'une révolution sociale difficile à déclencher et à contrôler. Dans ces régions, l'investissement étranger ou toute autre forme d'aide financière venant d'outre-mer risquerait, en soutenant les autorités au pouvoir, de freiner plutôt que de stimuler le progrès économique. A ce propos, il convient de noter les réflexions des experts des Nations Unies :

« Nous pensons qu'il existe un certain nombre de pays insuffisamment développés où la concentration du pouvoir politique et économique entre les mains d'une minorité attachée avant tout à la défense de ses intérêts et de ses privilèges ne permet pas d'espérer de grands progrès économiques aussi longtemps qu'aucune révolution sociale n'aura modifié la répartition des revenus et du pouvoir. » Ils poursuivent en observant que le développement économique exige un lourd tribut, puisqu'il équivaut à créer une société affranchie de tout privilège économique, politique ou social. En revanche, ils estiment que tout problème peut trouver une solution, pourvu que le gouvernement et le peuple soient animés de la volonté de progresser. Si les dirigeants sont « réactionnaires, égoïstes et corrompus, les masses seront, à leur tour, découragées et apparemment dépourvues d'esprit d'initiative. Mais si les dirigeants gagnent la confiance du pays et se montrent énergiques dans leur lutte contre les privilèges et les inégalités les plus flagrantes, ils peuvent insuffler aux masses un enthousiasme susceptible de tout emporter avec lui. » ⁷⁴ Voici des propos bien optimistes, susceptibles

⁷³ « On the Political Economy of Backwardness », *Manchester School*, janvier 1952.
⁷⁴ *Measures*, op. cit., p. 16.

de soulever de nombreuses controverses, mais, en gros, solidement ancrés dans la réalité. Le degré de responsabilité civique des masses est intimement lié au mécanisme gouvernemental, aux distinctions de classe et de caste et au degré de privilèges et de corruptions qui ont pénétré cette société.

Suivant un processus très analogue à celui de Baran, Galbraith, dans son étude du problème des réformes agraires, affirme que cette mesure « marque une étape révolutionnaire ; elle transfère le pouvoir, la propriété et le statut social d'un groupe de la communauté à un autre. Si le gouvernement d'un pays est dominé ou fortement influencé par les propriétaires fonciers — le groupe qui perd ses prérogatives — nul ne pourra escompter qu'on introduise une législation agraire efficace... » ⁷⁵ Evoquant dans un contexte plus large, les obstacles sociaux à l'industrialisation des pays insuffisamment développés, Galbraith observe que si les propriétaires terriens des pays arriérés comprennent leur intérêt — et certains parmi eux en sont certes capables — c'est sans faveur qu'ils accueilleront le processus d'industrialisation susceptible de rendre leur main-d'œuvre indépendante et coûteuse. Parallèlement, « les militaires, qui infestent la vie politique des Républiques sud-américaines, seraient rapidement renvoyés à leurs quartiers par les entrepreneurs, les mouvements ouvriers et paysans qu'un développement économique efficace serait en mesure d'engendrer ». ⁷⁶

L'investissement de capitaux étrangers dans les pays moins développés n'a pas favorisé l'éclosion de la démocratisation. Au contraire, il semble plutôt qu'il se soit souvent harmonieusement adapté aux besoins d'une clique militaire de caractère semi-féodal. Evoquant la situation au Venezuela, un homme d'affaires américain déclare : « Ici, au Venezuela, vous avez le droit de disposer de votre propre capital à votre guise. Ce droit m'est plus cher que tous les droits politiques au monde. » ⁷⁷ En effet, les compagnies pétrolières n'ont jamais soutenu de mouvement démocratique dans aucun des pays d'Amérique latine. 1948 fut marqué par la chute du Président du Venezuela, Romulo Gallegos, ce président « d'un gouvernement élu démocratiquement » comme le dit le *New York Times*, a observé que « les compagnies pétrolières américaines... sont responsables de ce récent coup d'Etat de l'armée. Les compagnies pétrolières et les milieux financiers locaux ont encouragé la clique militaire à s'emparer du pouvoir. L'attaché militaire d'une grande

⁷⁵ « Conditions for Economic Change in Underdeveloped Countries », *Journal of Farm Economics*, novembre 1951.

⁷⁶ *Ibid.*

⁷⁷ *Time*, 21 sept. 1952.

puissance étrangère se trouvait à l'Etat-Major de l'armée au moment du coup d'Etat. » ⁷⁸

Poursuivant ses commentaires sur la dictature, qui, soutenue par les compagnies pétrolières, succéda à l'administration de Gallegos, le *New York Times* écrivait :

« Le gouvernement du Venezuela et les hommes d'affaires restés en bons termes avec le dictateur Perez Jimenez ont largement profité du pétrole et des autres ressources dont jouit le Venezuela. Les trois quarts de ses sujets disposent de services médicaux insuffisants, la moitié de la population est illettrée, près de la moitié des enfants ne peuvent fréquenter l'école faute de bâtiments ou d'instituteurs et les évaluations fantaisistes du taux des salaires à Caracas travestissent la véritable misère dans laquelle végètent la plupart des Vénézuéliens... Le Président Jimenez, qui ne s'est emparé du pouvoir et qui ne le conserve qu'à force de subterfuges ou moyennant la suppression des libertés et l'incarcération des patriotes vénézuéliens, ne peut espérer faire figure de héros ni dans ce pays, ni dans tout autre pays du monde libre. » ⁷⁹

En fait, on emploie souvent le terme de « stabilité » politique pour décrire le maintien au pouvoir des éléments politiques les plus rétrogrades, car les risques inhérents à la démocratisation peuvent être tels qu'ils menaçaient de créer un climat d'investissement « hostile » aux yeux du bailleur de fonds étranger.

Dans la mesure où les capitaux doivent être nécessairement fournis par l'économie insuffisamment développée elle-même — les stimulants susceptibles d'attirer le capital étranger étant insuffisants — une des sources productrices de ces fonds sera forcément la campagne ; et c'est ici, dans l'agriculture, que les institutions sociales et la transformation des rapports sociaux pourront être, une fois de plus, d'une valeur inestimable pour l'augmentation du taux de formation du capital.

RÉPARTITION DES TERRES.

STRUCTURE.

De récentes monographies des Nations Unies ont montré jusqu'à quel point la propriété foncière découle de la structure sociale. Faisant allusion au degré élevé de concentration foncière en Iran,

⁷⁸ *New York Times*, 29 janvier 1951.

⁷⁹ *New York Times*, 10 novembre 1957.

le *New York Times* fait observer : « Aucun rapport n'a été publié sur l'étendue des domaines impériaux. Mais, de source gouvernementale, on a évalué l'héritage provenant de son père, le Shah Reza Pahlevi, à mille villages, y compris les terres cultivées environnantes qui font vivre 250.000 paysans. »

Etant donné une structure à prédominance agraire, l'épargne ne peut être canalisée vers des entreprises productives ; elle sert ainsi, invariablement, à des fins non productives, ce qui contribue à la réduire. En outre, on peut souvent constater que les négociants et les commerçants essayent, comme le prétend Baran, d'imiter les propriétaires foncier, diminuant ainsi l'afflux d'épargnes disponibles pour le développement de la communauté.

George Hakim, représentant du Liban à l'Assemblée générale des Nations Unies, a déclaré que les gros propriétaires terriens utilisent la plus grande partie, sinon la totalité de leurs revenus à des fins telles que l'entretien de grandes résidences rurales et urbaines, l'emploi de nombreux domestiques, l'achat d'articles de luxe et enfin dans des buts politiques « destinés à leur conserver la position dominante qu'ils occupent dans l'Etat ». ⁸⁰

On peut tenir presque le même langage à propos de certains pays d'Amérique latine. Une étude de la B.I.R.D. indique que, si 1 % de la population qui jouit des bénéfices les plus élevés réinvestissait 10 % seulement de ses revenus à des fins productives, le taux actuel d'investissements productifs augmenterait de 50 %. ⁸¹

Soulignant l'importance de la terre en tant que source d'investissements et de richesses aux Philippines, le *rapport Bell* ⁸² affirme que le sol a constitué jusqu'à présent le type d'investissement le plus sûr, même en période d'instabilité politique et que les gros bénéfices réalisés à différentes époques par les propriétaires fonciers ont servi à agrandir leurs domaines ruraux. Le résultat fut que le nombre des agriculteurs, à la fois propriétaires et exploitants du sol, a constamment déchu. La valeur des terres s'est élevée au point que les métayers ont une chance à peu près nulle d'acquérir la propriété des terres qu'ils exploitent.

Les fermiers des Philippines, dit le rapport, se trouvent entre le marteau et l'enclume. D'un côté, leur propriétaire foncier exige

⁸⁰ *Middle East Economic Papers*, 1954, p. 85 ; également Egyptian Ministry of Social Affairs, *Second Social Welfare Seminar for Arab States of the Middle East*, Cairo, 1950 ; E.A. Speiser, « Cultural Factors in Social Dynamics in the Near East ». *The Middle East Journal*, No. 7, 1953.

⁸¹ *The Economic Development of Nicaragua, Report of a Mission Organised by the International Bank for Reconstruction and Development at the Request of the Government of Nicaragua*, Baltimore, 1953, p. 99.

⁸² *Bell Report*, p. 55.

une part exorbitante des récoltes, en dépit de restrictions légales inefficaces ; de l'autre côté, ils souffrent de la productivité lamentablement basse du sol qu'ils exploitent. « Le fermier n'a aucune voie de salut. Il ne peut trouver de crédit qu'à des taux d'usure. Nul conseiller qu'il puisse consulter en confiance. Il est réfractaire à tout changement de crainte de perdre sa misérable pitance et celle de sa famille. Toute envie d'augmenter sa production s'éteint lorsqu'il voit son propriétaire s'approprier ce qu'il considère comme une part injuste du fruit de son travail. » ⁸³

C'est pourquoi la répartition des terres ne constitue pas seulement un moyen de rendre une justice, en quelque sorte arbitraire, au paysan exploité : c'est, en fait, un processus économique objectif qui permet d'accélérer le taux de formation du capital.

La Chine en est sans doute un exemple éclatant. Pour atteindre les buts visés par les plans, les autorités chinoises s'appuient essentiellement sur trois mesures : 1) la réorganisation agraire ou sociale ; 2) des mesures économiques et financières, ou des politiques fiscales de prix, d'achats en gros et de crédit ; 3) des réformes techniques. Ils attachent une importance particulière à la première des trois mesures, qui, pour eux, désigne la réforme agraire et les coopératives. En Chine, la réforme agraire s'est traduite par une très grande dispersion de la propriété. On a distribué au total 118 millions de mètres carrés parmi 300 millions de paysans. La réforme agraire fut donc un événement capital. En moins de deux ans, elle transforma toute la structure rurale, elle supprima les anciens rapports sociaux et les distinctions de classe et débroya ainsi la voie menant à des valeurs nouvelles. Cette réforme provoqua une réduction excessive des propriétés agricoles et les paysans se trouvèrent bientôt incapables d'assurer leur subsistance sur les domaines fragmentés. La coopération agricole se présentait comme la seule solution. Comptant au départ seulement 19 coopératives de production, le mouvement coopératif agricole a aujourd'hui envahi toute la Chine rurale. Vers la fin de mai 1956, 10.010.000 coopératives agricoles avaient été créées, groupant 91,2 % des 110 millions de familles rurales chinoises. L'aménagement d'économies externes absorba l'excédent, cependant qu'une proportion considérable de la main-d'œuvre déplacée constituait les ressources humaines nécessaires au progrès de l'industrialisation. ⁸⁴

⁸³ *Report to the President of the United States by the Economic Survey Mission to the Philippines*, Washington, 1950.

⁸⁴ *Report of the Indian Delegation to China on Agricultural Planning and Techniques*, New Delhi, India Government, Ministry of Food and Agriculture, 1956, pp. 199.

OBSTACLES A LA MOBILISATION DES CAPITAUX INTERNES.

Frank Fetter, écrivant dans les années quarante, a montré que, dans maints pays arriérés, l'obstacle principal à l'investissement ne résidait pas dans l'absence de fonds domestiques susceptibles d'être investis, mais dans une certaine échelle de valeurs sociales, incitant les classes fortunées à dépenser leurs revenus en voyages ou en produits de luxe étrangers. Pour plus d'un pays de l'Amérique latine, réputé « à court de capital », il convient de dire, déclare-t-il, que « les sommes dépensées à Paris, le siècle dernier, par ses ressortissants fortunés, auraient doté le pays d'un réseau de transport moderne et d'installations industrielles bien outillées ». ⁸⁵

L'économiste britannique Paul Johnson nous disait récemment que le roi Ibn Séoud dépense actuellement plus de \$ 90 millions prélevés sur les *royalties* versées par l'ARAMCO pour la construction de palais. Et Doreen Warriner affirme qu'en dépit des investissements massifs apportés dans cette région, celle-ci a conservé sa structure féodale. Elle fait observer qu'en Irak, bien qu'il soit évident que le revenu pétrolier ait servi à des buts constructifs, l'argent ne s'avère pas aussi efficace qu'il pourrait être, l'investissement se butant aux barrières de la structure sociale. Koweït a également bénéficié d'investissements considérables, mais « les revenus excèdent de loin les possibilités du *Sheikdom*, et une fraction importante des revenus est investie sous tutelle britannique en titres britanniques. En Arabie séoudite, le revenu est en grande partie gaspillé en dépenses scandaleuses, ou utilisé à des fins de propagande politique. Tant que durera cet état de choses, le pays restera instable, à la fois sur les plans intérieur et extérieur. La puissance de l'argent ne suffit pas à relever le niveau de vie ». ⁸⁶

Citant le cas du Golfe persique, zone d'investissements britanniques importants, Johnson allègue que « à une ou deux exceptions près, les souverains féodaux du Golfe sont plus ignorants, stupides, débauchés et corrompus les uns que les autres. J'en fais mention pour la bonne raison que cet état de choses a engendré chez nos représentants le mythe que, tôt ou tard, au gré du temps ou à force de patience, ces potentats permettront l'installation de pratiques démocratiques et que, grâce à un coup de baguette magique génératrice de tolérance réciproque, ils deviendront des monarques

⁸⁵ « The Need for Post-War Foreign Lending », *Papers and Proceedings*, American Economic Association, mars 1943, p. 343.

⁸⁶ *Land Reform and Development in the Middle East: A Study in Egypt, Syria and Iraq*, Royal Institute of Intl. Affairs, Londres, 1957.

constitutionnels et leurs sujets des citoyens loyaux et bien pensants. Mais qu'en est-il exactement ? Depuis soixante ans que les Britanniques les conseillent, aucun de ces souverains ne s'est départi de ses prérogatives absolues dans quelque domaine que ce soit, et pas un n'a la moindre intention de le faire... »⁸⁷

L'opinion de Warriner est peut-être moins extrême. Tout en prétendant que les investissements britanniques privés ont favorisé quelque peu le progrès social, elle n'en pense pas moins que la politique britannique a toujours tendance « à viser exclusivement à la consolidation de ses positions traditionnelles » ; et que, en ce qui concerne les investissements américains à long terme, cette région n'a toujours pas réussi à établir un plan coordonné à long terme sur les réformes agraires et les développements agricoles « en dépit du choc formidable provoqué par les investissements américains privés dans cette région ». ⁸⁸

Lorsque nous disons que l'épargne potentielle consiste en l'excédent économique disponible d'un pays, c'est-à-dire la différence entre le revenu national et une part de consommation raisonnable, il est clair que, dans les régions comme le Moyen-Orient, le volume réel de la formation de capital annuel est bien inférieur à ce que pourrait couvrir l'excédent économique. Non seulement, le volume global des épargnes est restreint par le bas niveau des revenus, mais on se bute à un obstacle : l'épargne réalisée tend à servir à des fins improductives, telles que l'achat de propriétés immobilières, d'articles de bijouterie, de stocks de marchandises ou la thésaurisation de monnaies nationales ou de devises ; ou encore l'exportation de capitaux vers les marchés mondiaux.

Une forte concentration de la propriété foncière, par ses répercussions sur la consommation et les habitudes d'investissement de la classe terrienne, provoque une réduction du taux de formation du capital, et, partant, une diminution du taux de croissance économique. W. Arthur Lewis observe que, quoiqu'il faille lutter contre les inégalités flagrantes des régions sous-développées, le fait est que « c'est l'inégalité issue des bénéfices industriels qui favorise la formation de capital, et non l'inégalité issue de fermages ». ⁸⁹ Dans un ouvrage postérieur bien connu, il insiste davantage sur ce même argument : « Si cet excédent, au lieu d'être versé au capitaliste à titre de bénéfices, revenait sous forme d'impôts à un gouvernement soucieux d'augmenter la production, il serait possible

⁸⁷ *The New Statesman*, 13 juillet 1957.

⁸⁸ *Op. cit.*, p. 190.

⁸⁹ « Economic Development with Unlimited Supplies of Labour », *The Manchester School of Economic and Social Studies*, mai 1954.

d'obtenir un niveau d'investissement bien plus élevé sans risquer l'inflation. » ⁹⁰

Si l'on peut, en conclusion, hasarder que le développement économique des régions sous-développées requiert un élargissement du secteur public, comme nous l'avons posé au début de ce chapitre, il convient de souligner que, à défaut de profonds changements sociaux, il est peu probable que ces « mesures économiques » contribuent à réaliser la révolution sociale souhaitée.

⁹⁰ *The Theory of Economic Growth*, Londres, 1955, p. 236.

CONCLUSION

1. — Une part du tragique de notre monde contemporain est que toutes les idées y sont immédiatement classées en fonction de leur utilité comme instruments dans la lutte idéologique entre les deux grands blocs. C'est la rançon que nous imposent la guerre froide et ses protagonistes. Il est cependant possible de présenter une analyse objective des événements. Toutefois, ceci étant admis, l'économiste, en sa qualité de conseiller et de théoricien, ne peut se refuser à formuler des recommandations qui, parfois, risquent d'être jugées non-conformistes. Comme Gunnar Myrdal l'a déclaré récemment, « il est plus aisé d'être conformiste que rebelle compétent ». Cette phrase lourde de sens de la part d'un éminent homme devrait être un avertissement pour nous tous. On peut nous duper, nous pouvons nous tromper. Mais cela n'implique pas que l'économiste doive rester au-dessus de la mêlée. Chercher à s'abriter du choc quotidien des idées dans la solitude du cloître académique peut être parfois le signe d'un manque de courage ou, pis encore, de malhonnêteté intellectuelle. Ce n'est pas en les évitant qu'on résout les problèmes. La controverse est le laboratoire propre à une analyse plus efficace.

2. — Cet esprit de révolte et de controverse a toujours animé les grands représentants de notre science ; il souffle sur chacune des pages impérissables de Smith, Malthus, Sismondi, Ricardo, List, Marx et Engels, Hobson et, à notre époque, Keynes et Myrdal.

3. — Dans ce travail, nous avons tenté de démontrer que les changements organiques de la structure capitaliste ont conduit à la désintégration de la théorie libérale. Les facteurs qui en décidèrent ainsi étaient inhérents au système. En tant que théorie du développement économique, la théorie classique ou néo-classique a été incapable de rendre compte de certains problèmes fondamentaux, même dans les pays capitalistes techniquement avancés. A l'exception du bloc collectiviste, l'activité économique de ces pays n'a pas été guidée par une théorie économique cohérente (le choc produit par les idées keynésiennes n'est pas une exception à la règle), mais bien plutôt par une série de mesures administratives

qui, souvent, n'étaient rien de plus que des expédients temporaires servant à atteindre un objectif économique isolé. Aussi, dans le monde actuel, dire d'un pays capitaliste avancé qu'il poursuit une politique rigoureusement libérale, c'est faire preuve d'une dose excessive de subtilité et d'ingénuité.

4. — Non seulement la théorie classique ou néo-classique n'a guère de rapport avec les pays développés, mais elle en a encore bien moins avec les pays sous-développés : la théorie analytique de l'équilibre stable, les lois des coûts et avantages comparatifs, la théorie du commerce international et celle de la localisation économique modifiée par Ohlin, ont peu d'utilité lorsqu'on les confronte avec les réalités des immenses problèmes qui se posent aux régions insuffisamment développées.

5. — Le libéralisme économique, en tant que reflet doctrinal de l'industrialisation britannique naissante, était synonyme de concurrence parfaite, bien que, à un certain stade de la croissance capitaliste, il ait engendré de meilleures formes d'organisation sociale dans les principales démocraties capitalistes. Il est indiscutable, comme Marx l'a prévu, que le capitalisme concurrentiel ouvre la voie à la concurrence imparfaite ou capitalisme oligopoleur. Mais ce que le génie de Marx ne pouvait prévoir, c'est que le capitalisme monopoleur n'a pas ouvert la voie, dans les pays capitalistes avancés, au socialisme, mais plutôt à un interventionnisme massif de l'Etat auquel s'ajoute l'extraordinaire essor des organisations syndicales dont les intérêts propres consistent à perpétuer le système actuel (avec certaines modifications) plutôt qu'à le remplacer par un mode de production complètement nouveau. De plus, la force économique disciplinaire exercée par le trust, le cartel et les organisations monopolistes, de concert avec les deux forces sociales sus-mentionnées, a contribué à assumer une prospérité sans cesse croissante à la majorité des habitants de ces pays. Notre monde capitaliste oligopoleur moderne est devenu un élément de puissance et de stabilité économique. Dans de pareilles conditions, le libéralisme ou néo-libéralisme économique en tant qu'idéologie est dans une certaine mesure en contradiction avec la réalité. « Le simple système de la liberté naturelle », pour employer la formule d'Adam Smith, appartenait à une période historique précise de l'histoire du capitalisme. Le concept même de « capitalisme » moderne (dans les démocraties évoluées) est quelque chose de radicalement différent de ce qu'il était au XIX^e siècle. Il nous faut distinguer entre les différentes espèces de capitalisme, — et notre forme moderne d'organisation sociale et économique n'a vraiment pas grand'chose de

commun avec ses parents légitimes qui ont fait souche lors de la première révolution industrielle.

6. — Si l'on peut situer entre 1930 et 1940 l'effondrement de la théorie libérale en matière économique, ses rapports avec les pays insuffisamment développés n'ont jamais présenté un grand intérêt, et ceci pour une raison fondamentale : c'est qu'en tant qu'idéologie, elle s'est révélée incapable de s'adapter à l'héritage historique de ces pays.

7. — Le besoin criant des régions sous-développées se manifeste dans la lutte qu'elles doivent mener contre les inégalités régionales existantes. Pour elles, l'industrialisation est le chemin de Damas. Le mécanisme conventionnel des prix est insuffisant pour déclencher leur essor économique. Leurs immenses problèmes, avant tout démographiques, défient l'approche individuelle impliquée par le mécanisme des prix. Ce qu'il faut, c'est un processus d'intégration nationale, condition nécessaire de la coordination des activités économiques fondée sur des décisions macro-économiques. Pour ces pays, nous avons dépassé ce que Keynes appelait « la planification financière » pour atteindre celle que Mahalanobis nomme la « planification physique ». L'élargissement du secteur public devient une question de nécessité économique.

8. — Qu'advient-il alors du rôle des investissements étrangers, en tant que catalyseurs économiques ? Les investissements privés étrangers dans les pays asiatiques semblent ne pas vouloir prendre une extension considérable. Ceci est dû au fait que la confiance nécessaire ne règne pas quant aux objectifs que le bailleur de fonds se propose d'atteindre. Ses raisons sont suspectes à ces pays. L'investissement privé dépend de l'efficacité marginale du capital et bon nombre de ces nations nouvellement créées, jalouses de leur indépendance nationale, n'offrent guère de tentations aux affaires privées, non seulement à cause de leur instabilité politique et de leur méfiance à l'égard de l'Occident capitaliste, mais aussi en raison de leurs objectifs déclarés, tels que, dans le cas de l'Inde, l'instauration « d'une société de type socialiste ». De fait, les investissements étrangers sont considérés par les Asiatiques comme une des formes du colonialisme et des mesures draconiennes ont été prises pour que les compagnies étrangères soient placées sous contrôle indigène. Dans ces conditions, tout contrôle d'investissement à long terme se heurte à la perspective d'expropriation et de socialisation. Les crises d'Abadan et de Suez font figure d'avertissement solennel. On peut dire que tout le Moyen-Orient, transformé en chaudron du diable, présente la même situation. Même les Républi-

ques d'Amérique latine — en particulier certaines des Républiques bananières régies par l'*United Fruit Company* — qui étaient naguère considérées comme le paradis des investissements étrangers, ne le sont plus depuis la démonstration de la tentative avortée d'Arbenz. Dans ce contexte, il semble improbable que même des investissements à court terme puissent avoir l'effet social désiré et le rapatriement des bénéfices est peu fait pour attirer la sympathie des pays sous-développés.

9. — L'expansion économique accélérée devient ainsi la condition indispensable de la croissance équilibrée, mais elle dépend également du besoin d'intégration de l'économie nationale. Dans ce sens, le nationalisme économique n'est pas nécessairement une force anti-sociale. Il constitue en fait une force axée sur la mise en valeur et sur la mobilisation des ressources économiques de la nation. C'est une force qui travaille pour le progrès économique.

10. — Jusqu'à présent, il n'existe pas de théorie générale du développement économique, bien que la théorie de Myrdal sur la loi de la causalité circulaire marque une avance importante. Les dogmes du marxisme-léninisme ne peuvent pas être de grande utilité pour la solution de ces problèmes, qui n'est possible qu'en fonction de l'héritage historique de chaque région. Un mécanisme de planification peut être heureux pour une région géographique particulière et aboutir à un échec total dans une autre, qui disposera de ressources de base différentes. La planification n'est pas un mécanisme universel. La Chine, la Yougoslavie, la Pologne et l'Inde en sont de vivants témoignages.

11. — L'expérience soviétique est utile. C'est un fait reconnu que la structure économique dans laquelle les plans successifs furent élaborés ne laissait guère de place à la démocratie politique ; et le fonctionnement du mécanisme de planification a souvent été lié, dans cet Etat multi-national, à des instruments politiques de coercition.

12. — Mais là encore, le besoin d'équilibre se fait sentir. Mettons-nous à la place de l'Asiatique, et considérons, en outre, le fait que beaucoup d'Asiatiques non marxistes sont étrangement fascinés par le modèle d'industrialisation soviétique. N'ayons surtout pas d'illusion à cet égard. J'en parle en connaissance de cause. Et il importe peu que cela nous plaise ou non. Fait frappant, en l'espace de quarante années, cet Etat illettré, mi-asiatique, mi-européen, est devenu la seconde puissance industrielle du monde, occupant une place éminente dans le domaine de la santé publique, de l'éducation, de la science et de la technologie, en dépit du médiocre héri-

tage technique de la Russie tsariste, des pertes cruelles subies au cours de deux guerres mondiales et de celles que la Révolution d'octobre engendra sur le plan économique.

C'est précisément de ces considérations (et non de l'absence de démocratie politique) qu'est né l'enthousiasme des Asiatiques, qui relègue à l'arrière-plan les aspects négatifs du bilan soviétique. L'existence des Républiques soviétiques d'Asie, leur rapide expansion industrielle et agricole, et l'absence de discrimination raciale sont des facteurs importants reconnus par les Asiatiques et les autres peuples colonisés.

Deux souvenirs tirés de mon journal de voyage aideront peut-être à mieux illustrer ce point.

Au cours d'un entretien que j'eus avec le directeur-adjoint du Polytechnicum de Chenyang (Moukden), lors de mon voyage en Chine, je voulus savoir jusqu'à quel point l'Union soviétique jouait un rôle de guide dans les efforts de la Chine. Voici sa réponse :

« En tant que savant, il était clair pour moi que les immenses problèmes de la Chine ne pouvaient être résolus que par une planification globale. Nous sommes des admirateurs de l'Union soviétique. Non seulement parce que les moujiks de cette nation illettrée ont été transformés en une élite de techniciens ; mais aussi parce que le pouvoir soviétique a été le signal de l'élimination de l'analphabétisme et de la maladie chez les Mongols, les Tadjiks, les Ouzbeks, les Arméniens, les Turkmènes, les Kazaks et autres peuples de l'U.R.S.S. Si les Soviets ont réussi en quarante ans, sans l'aide de personne, il n'y a pas de raison pour que, en Chine, nous ne puissions poser les fondements de la révolution industrielle en vingt ans, avec le concours de l'Union soviétique et de sa riche expérience. »

Quand je demandai au directeur-adjoint s'il était possible, à la Chine, de suivre une voie indépendante en matière de planification, il me répondit que si je prenais le soin d'étudier attentivement le plan chinois, je ne tarderais pas à m'apercevoir qu'il ne s'agissait en aucun cas d'une réplique des différents plans quinquennaux soviétiques, particulièrement en ce qui concerne l'agriculture. « Les erreurs de planification soviétique », dit-il en conclusion, « furent nécessaires, car, comme chacun sait, c'est au pionnier qu'il appartient d'ouvrir la voie afin que d'autres puissent s'y engager ». Que le directeur-adjoint se trouvât être un marxiste convaincu ne devrait pas nous rendre aveugles à ce fait essentiel que ce sont les transformations effectuées dans les Républiques soviétiques d'Asie qui ont suscité l'admiration des Asiatiques.

A deux pas du lac Baïkal, sur le chemin de fer transsibérien, je rencontrai un ingénieur soviétique qui avait passé trois ans en Chine comme conseiller technique des usines sidérurgiques d'Anshan. A mes questions fondées sur l'idée que je me faisais des capacités qu'avait la Chine de manier la technique moderne, il répliqua d'un ton vif :

« J'ai l'impression que dans tous vos pays capitalistes, vous êtes tous des racistes, même inconsciemment. La science n'est pas le monopole de la race blanche. Ma femme est tadjik et ingénieur chimiste. Ses parents étaient des nomades. Il ne s'agit pas là d'une exception, simplement d'un prototype. Il n'y a absolument aucune raison pour que, en l'espace de vingt-cinq années, les attributs physiques et intellectuels d'un groupe social ou racial ne puissent être radicalement modifiés. Je me souviens de l'énorme gaspillage de ressources dans les usines sidérurgiques de Magnitogorsk pendant le premier plan quinquennal. Le gaspillage était prodigieux. Nous avons pourtant réussi. Et la Chine, malgré les souffrances croissantes qu'elle connaît, avec sa population laborieuse pour qui les mots de famine et d'incroyables sacrifices matériels ont été monnaie courante, la Chine réussira, elle aussi. »

C'est là une déclaration importante et très optimiste. Il serait stupide de l'écarter comme étant de la propagande.

Ce que j'ai essayé de démontrer, dans ce travail, c'est que la planification économique des pays sous-développés est devenue une force sociale irrésistible et irréversible. La question du libéralisme économique et de ses rapports avec les pays insuffisamment développés ne se pose pas. Nous ne pouvons pas ressusciter ce qui est mort.

En dernière analyse, dans ces pays, l'avenir sera-t-il déterminé par les conceptions démocratiques ? Cela dépendra de plusieurs conditions. D'abord et avant tout de la conjoncture des principaux pays capitalistes, car une autre catastrophe analogue à celle de 1929 conduirait sans doute à une planification totale dans les pays sous-développés.

BIBLIOGRAPHIE

A. OUVRAGES CONSULTÉS

- Acheson, D. — *United States Relations with China*. United States Department of State, 1949.
- Adams, B. — *The Law of Civilization and Decay : An Essay on History*. New York, 1921.
- Adams, W. et Gray, H.M. — *Monopoly in America : The Government as Promoter*. New York, 1955.
- Adler, S. — *The Chinese Economy*. New York, 1957.
- Ahmad, Z.A. — *Congress Political and Economic Studies*. No. 8. « Public Revenue and Expenditure in India ». Bombay, 1938.
- Allen, G.C. — *A Short Economic History of Modern Japan, 1868-1937*. Londres, 1946.
- Allen, G.C. et Donnithorne, A.G. — *Western Enterprise in Indonesia and Malaya : A Study in Economic Development*. New York, 1957.
- Andreades, A. — *History of the Bank of England*. 2^e éd. Londres, 1924.
- Andrus, R. — *Burmese Economic Life*. Stanford University Press, 1947.
- Anstey, V. — *Economic Development of India*. Londres, 1952.
- Approaches to Problems of High Fertility in Agrarian Societies*. Milbank Memorial Fund. New York, 1952.
- Arnold, E. — *The Marquis of Dalhousie's Administration of British India*. II. Londres, 1865.
- Ashton, T.S. — *The Industrial Revolution 1760-1830*. Oxford University Press, 1950.
- Aspinall, J. — *Cornwallis in Bengal*. Londres, 1931.
- Bad, B. — *Die öffentliche Meinung über den deutschen Zollverein zur Zeit seiner Entstehung*. Berlin, 1930.
- Babbage, C. — *On the Economy of Machinery and Manufactures*. Londres, 1835.
- Baenaerts, P. — *Les Origines de la grande Industrie allemande : essai sur l'histoire économique de la période du Zollverein (1834-1866)*. Paris, 1933.
- Bain, J. — « Industrial Concentration and Government Anti-Trust Policy », dans *The Growth of American Economy*, éd. H.F. Williamson. New York, 1944.
- Baines, J. — *History of the Cotton Manufacture in Great Britain*. Londres, 1835.
- Baird, J.G.A. éd. — *Private Letters of the Marquess of Dalhousie*. Edimbourg, 1911.
- Baker, C.W. — *Government Control and Operation of Industry in Great Britain and the United States during the World War*. Oxford University Press, 1921.

- Balfour, A. et Scott, H. — *Health Problems of the Empire*. Londres, 1924.
- Balfour, M.C., Evans, R.F., Notestein, F.W. et Taeuber, I.B. *Public Health and Demography in the Far East*. Rockefeller Foundation. New York, 1950.
- Balogh, T. — *The Economics of Full Employment : Six Studies in Applied Economics*. Oxford Institute of Statistics, 1948.
- Banerjee, P. — *Fiscal Policy in India*. Londres, 1922.
- *Indian Finance in the Days of the Company*. Londres, 1928.
- Baran, P.A. — *The Political Economy of Growth*. New York, 1957.
- Baranowsky, T. — *Les crises industrielles en Angleterre*. Paris, 1911.
- Barnes, D.G. — *A History of the English Corn Laws, from 1660-1846*. Londres, 1930.
- Barnes, L. — *Empire and Democracy : A Study of the Colonial Question*. Londres, 1939.
- Barrett, F. — *L'évolution du capitalisme japonais*. Paris, 1945.
- Bau, M.J. — *China and World Peace*. New York, 1928.
- *The Foreign Relations of China, A History and a Survey*. Londres, 1922.
- *The Open Door in Relation to China*. New York, 1923.
- Baykov, A. — *The Development of the Soviet Economic System*. Cambridge University Press, 1946.
- Beach, W.E. — « Some Aspects of International Trade under Monopolistic Competition ». Chapitre X. *Explorations in Economics*. New York, 1936.
- Bean, L. — « International Industrialisation and Per Capita Income », dans *Studies in Income and Wealth*. 8. National Bureau of Economic Research. New York, 1946.
- Beard, C. et Beard, M. — *The Rise of American Civilization*. New York, 1946.
- Beasley, W.G. — *Great Britain and the Opening Up of Japan, 1834-1858*. Londres, 1951.
- Beer, G.L. — *The Origins of the British Colonial System*. New York, 1908.
- Bell, K. et Morrell, W.P. — *Select Documents on British Colonial Policy, 1830-1860*. Oxford University Press, 1928.
- Berge, W. — *Cartels : Challenge to a Free World*. Washington, 1946.
- Berle, A.A. — *The Twentieth Century Capitalist Revolution*. New York, 1954.
- Berle, A.A. et Means, G.C. — *The Modern Corporation and Private Property*. New York, 1933.
- Beveridge, W. — *Causes and Cures of Unemployment*. Londres, 1931.
- *Full Employment in a Free Society*. Londres, 1944.
- Bibl, V. — *Metternich in neuer Beleuchtung : sein geheimer Briefwechsel mit dem Bayrischen Staatsminister Wrede*. Vienne, 1928.
- Bidwell, P.W. — *The Invisible Tariff*. New York, 1939.
- Blanchard, P. — *Democracy and Empire in the Caribbean, a Contemporary Review*. New York, 1947.
- Bland, J.O.P. — *Recent Events and Present Policies in China*. Londres, 1912.
- Blodgett, R.H. et Kemmerer, D.L. — *Comparative Economic Development*. New York, 1956.
- Bloom, S. — *The World of Nations : A Study of the National Implications in the Work of Karl Marx*. New York, 1941.

- Bloomfield, A. — *Speculative and Flight Movements of Capital in Post-War International Finance*. Princeton University Press, 1954.
- Blunt, W. S. — *India under Ripon*. Londres, 1909.
- Boeke, J.H. — *Economics and Economic Policy of Dual Societies*. New York, 1953.
- Bonn, M.J. — *The Crumbling of Empire*. Londres, 1938.
- Borckenhagen, F. — *National und handelspolitische Bestrebungen in Deutschland 1815-1822 und die Anfänge Friedrich Lists*. Berlin, 1915.
- Bouvier-Ajam, M. — *Frédéric List : sa Vie, son Œuvre, son Influence*. Paris, 1938.
- Bowden, W. — *Industrial Society in England towards the end of the Eighteenth Century*. New York, 1925.
- Bowden, W., Karpovich, M. et Usher, A.P. — *An Economic History of Europe since 1750*. New York, 1937.
- Bowley, A.L. — *Wages and Income in the United Kingdom since 1860*. Cambridge University Press, 1937.
- Bowley, M. — *Nassau Senior and Classical Economics*. Londres, 1937.
- Bowring, Sir J. — *Autobiographical Recollections*. Londres, 1877.
— *Report on the Prussian Commercial Union, addressed to the Right Honourable Lord Viscount Palmerston*. Londres, 1840.
- Brady, A. — *William Huskisson and Liberal Reform*. Londres, 1928.
- Brady, R.A. — *Business as a System of Power*. Columbia University Press, New York, 1943.
- Brailsford, H.N. — *The War of Steel and Gold : A Study of the Armed Peace*. Londres, 1914.
- Brandt, C., Schwartz, B. et Fairbank, J.K. — *A Documentary History of Chinese Communism*. Harvard University Press, 1952.
- Brandt, M. von. — *Zeitfragen*. Berlin, 1900.
- Brebner, J.B. — *North Atlantic Triangle*. New Haven, 1945.
- Brinkman, C. — *Die preussische Handelspolitik vor dem Zollverein und der Wiederaufbau vor hundert Jahren*. Berlin, 1922.
- Brinley, T. — *Migration and Economic Growth*. Cambridge University Press, 1954.
- Brittain, R. — *Let There Be Bread*. New York, 1952.
- Brockhage, B. — *Zur Entwicklung des preussisch-deutschen Kapitaleports*. Leipzig, 1910.
- Brown, W.A. — *The International Gold Standard Re-interpreted*. National Bureau of Economic Research. New York, 1940.
- Brozen, Y. — *Social Implications of Technological Change : a Research Planning Report*. Northwestern University, 1950.
- Bruck, W.F. — *Social and Economic History of Germany from William II to Hitler, 1888-1938*. Londres, 1938.
- Buchanan, D.H. — *The Development of Capitalist Enterprise in India*. New York, 1934.
- Buchanan, N.S. — « International Finance », dans *Survey of Contemporary Economics*. II. éd. B.F. Hailey. New York, 1952.
— *International Investment and Domestic Welfare*. New York, 1945.
- Buchanan, N.S. et Ellis, H.S. — *Approaches to Economic Development*. New York, 1955.
- Buchanan, N.S. et Lutz, F.A. — *Rebuilding the World Economy : America's Role in Foreign Trade and Investment*. New York, 1947.

- Buchel-Schallgruber, M. — *Les Tendances dans le Domaine des Investissements internationaux depuis 1945*. Genève, 1945.
- Buckley, K.A. — *Real Investment in Canada* (thèse de doctorat non publiée). Bibliothèque de l'Université de Londres, 1950.
- Burns, A. — *The Decline of Competition*. New York, 1936.
- Burns, A.R. — *Comparative Economic Organization*. New York, 1955.
- Buss, C.A. — *The Far East*. New York, 1955.
- Cairncross, A.K. — *Home and Foreign Investment 1870-1913 : Studies in Capital Accumulation*. Cambridge University Press, 1953.
- Callis, H.G. — *Foreign Capital in South-East Asia*. New York, 1942.
- Cambridge History of the British Empire*. 2. J.H. Clapham, « The Industrial Revolution and the Colonies, 1783-1822 ».
- Cannan, E. — *A History of the Theories of Production and Distribution in English Political Economy from 1776 to 1848*. Londres, 1893.
- Carey, H.C. — *The Past, the Present, the Future*. Londres, 1848.
- Carey, M. — *Autobiography*. New York, 1942.
- Carr, E.H. — *The Soviet Impact on the Western World*. Londres, 1946.
- Castro, J. de. — *The Geography of Hunger*. Londres, 1950.
- Chamberlain, E.H. — *The Theory of Monopolistic Competition*. Harvard University Press, 1933.
- Chang, Pei-kang. — *Agriculture and Industrialisation : the adjustments that take place as an agricultural country is industrialised*. Harvard University Press, 1949.
- Chang, S.H.M. — *The Marxian Theory of the State*. Pennsylvania University Press, 1931.
- Chatterton, Sir A. — *Industrial Evolution in India*. Madras, 1920.
- Cheng, Y.K. — *Foreign Trade and Industrial Development of China : An Historical and Integrated Analysis through 1948*. Washington University Press, 1956.
- Chuggar, P.L. — *Indian Princes under British Protection, A Study of their Personal Rule, their Constitutional Position and their Future*. Londres, 1929.
- Churchill, W. — *Lord Randolph Churchill*. Londres, 1906.
- Clapham, J.H. — *The Bank of England : A History*. Cambridge University Press, 1945.
- *The Economic Development of France and Germany, 1815-1914*. Cambridge University Press, 1921.
- *An Economic History of Modern Britain*. I. Cambridge University Press, 1926.
- Clark, C. — *The Conditions of Economic Progress*. 3^e éd. Londres, 1957.
- Clark, G. — *Economic Rivalries in China*. Yale University Press, 1932.
- Clark, J.B. et Clark, J.M. — *The Control of Trusts*. New York, 1912.
- Clarke, H. — *Practical and Theoretical Considerations on the Management of Railways in India*. Londres, 1846.
- Clay, Sir H. — *Lord Montagu Norman*. Londres, 1957.
- Cobden, R. — *Speeches on Public Policy*. Londres, 1870.
- Condcliffe, J.B. — *The Commerce of Nations*. New York, 1950.
- Cook, R. — *Human Fertility : the Modern Dilemma*. New York, 1951.
- Corey, L. — *The House of Morgan*. New York, 1930.
- Cotton, Sir H. — *New India*. Londres, 1885.
- Crane, R.I. — *Aspects of Economic Development in South East Asia*. New York, 1954.

- Crick, W.F. et Wadsworth, J.E. — *A Hundred Years of Joint Stock Banking*. Londres, 1936.
- Croley, H. — *Willard Straight*. New York, 1925.
- Darling, M.L. — *The Punjab Peasant in Prosperity and Debt*. Oxford University Press, 1925.
- Datta, B. — *The Economics of Industrialisation : A Study of the Basic Problems of an Underdeveloped Economy*. Calcutta, 1952.
- Davis, K. — « Demographic Fact and Policy in India », dans *Demographic Studies of Selected Areas of Rapid Growth*. New York, 1944.
- *Population of India and Pakistan*. Princeton University Press, 1951.
- Dawson, W.H. — *The Evolution of Modern Germany*. Londres, 1908.
- Desai, A.R. — *Social Background of Indian Nationalism*. Bombay, 1954.
- Dicey, A.V. — *Law and Public Opinion in England*. Londres, 1920.
- Digby, W. — *Prosperous British India : A Revelation from Official Records*. Londres, 1902.
- Dillard, D. *The Economics of John Maynard Keynes*. New York, 1948.
- Dobb, M. — *On Economic Theory and Socialism*. Londres, 1955.
- *Some Aspects of Economic Development*. Delhi School of Economics, 1951.
- *Soviet Economic Development since 1917*. Londres, 1948.
- *Studies in the Development of Capitalism*. Londres, 1944.
- Dodwell, D.W. — *Treasuries and Central Banks, especially in England and the United States*. Londres, 1934.
- Dolléans, E. — *Histoire du Mouvement Ouvrier, 1830-1871*. I. Paris, 1936.
- Driver, P.N. — *Problems of Zemindari and Land Tenure Reconstruction in India*. Bombay, 1949.
- Dutt, R.C. — *Economic History of India, Early British Rule, from the Rise of British Power in 1757 to the Accession of Queen Victoria in 1837*. Londres, 1906.
- *Famines and Land Assessments in India*. Londres, 1900.
- *India in the Victorian Age*. Londres, 1911.
- Dutt, R.P. — *India Today*. Londres, 1957.
- *The Crisis of Britain and the British Empire*, Londres, 1953.
- Ellis, H. — *Exchange Control in Central Europe*. Harvard University Press, 1941.
- Ellis, H.S. (éd.) — *A Survey of Contemporary Economics*. New York, 1948.
- Ellsworth, P.T. — *Chile : An Economy in Transition*. New York, 1945.
- Elwell-Sutton, L.P. — *Persian Oil : A Study in Power Politics*. Londres, 1955.
- Engels, F. — *Die Lage der arbeitenden Klasse in England (1844)*. Berlin, 1952.
- Etienne, G. — *L'Inde, économie et population*. Genève, 1955.
- Eyre, M. — *The East India Company*. New York, 1945.
- Fabricant, S. — *Employment in Manufacturing, 1899-1939*. National Bureau of Economic Research. New York, 1942.
- Fanno, M. — *Normal and Abnormal International Capital Transfers*. Minnesota University Press, 1939.
- Farrer, Sir T.H. — *Free Trade versus Fair Trade*. Londres, 1886.
- Faulkner, H.U. et Flügel, F. — *Readings in the Economic and Social History of the United States*. New York, 1929.
- Fay, C.R. — *The Corn Laws and Social England*. Londres, 1932.
- *Great Britain from Adam Smith to the Present Day*. New York, 1947.

- *Life and Labour in the Nineteenth Century*. Cambridge, 1920.
- Feis, H. — *Europe, the World's Banker, 1870-1914*. Yale University Press, 1930.
- Fellner, W.J. — *An Introduction to Problems of Economic Growth*. New York, 1956.
- Fine, S. — *Laissez-Faire and the General Welfare State, A Study of Conflict in American Thought, 1865-1901*. University of Michigan Press, 1956.
- Fishel, N.R. — *The End of Extra-Territoriality in China*. California University Press, 1952.
- Fitzgerald, P. — *Industrial Combination in England*. Londres, 1927.
- Fitzroy, Sir A. — *Memoirs*. Londres, 1925.
- Fourastié, J. — *Le grand espoir du XX^e siècle — Progrès technique, progrès économique, progrès social*. Paris, 1950.
- Frankel, H.S. — *Capital Investment in Africa*. Londres, 1938.
- *The Economic Impact on Under-Developed Societies*. Oxford University Press, 1953.
- *Some Conceptual Aspects of International Economic Development of Under-Developed Territories*. Princeton University Press, 1942.
- Frolov, E. — *Industrialisation without foreign loans*. Bombay, 1953.
- Furnivall, J.S. — *Colonial Policy and Practice : A Comparative Study of Burma and Netherlands India*. New York University Press, 1956.
- Galbraith, J.K. — *The Affluent Society*. Londres, 1958.
- *American Capitalism : The Concept of Countervailing Power*. Cambridge, Massachusetts, 1952.
- « Monopoly and the Concentration of Economic Power », dans *A Survey of Contemporary Economics*, H.S. Ellis (éd.). Philadelphia, 1948.
- Ganguli, B.N. — *Economic Development in New China*. Oxford University Press, Bombay, 1955.
- Gardner, R.N. — *Sterling-Dollar Diplomacy : Anglo-American Collaboration in the Reconstruction of Multilateral Trade*. Oxford University Press, 1956.
- Garvin, J.L. — *Life of Joseph Chamberlain*. Londres, 1933.
- Gayer, A.D. — *The Growth and Fluctuations of the British Economy, 1790-1850*. Oxford University Press, 1953.
- Ghate, G.G. — *Changes in the Occupational Distribution of the Population*. Nouvelle-Delhi, 1941.
- Ghosh, D. — *Pressure of Population and Economic Efficiency in India*. Nouvelle-Delhi, 1946.
- Glass, D. — *Population*. Oxford University Press, 1940.
- Gleig, G.R. — *Life of Sir Thomas Munro*. 3v. Londres, 1830.
- Gopal, S. — *The Permanent Settlement in Bengal and its Results*. Londres, 1949.
- Gordon, M.S. — *Barriers to World Trade*. New York, 1941.
- Gordon, W.C. — *The Economy of Latin America*. New York, 1950.
- Grant, J.A. — *The Industrialization of India ; an evolution of past developments and future prospects*. Washington, 1948.
- Gray, G. — *Report to the President on Foreign Economic Policies*. Washington, 1950.
- Greenberg, M. — *British Trade and the Opening Up of China, 1800-42*. Cambridge University Press, 1951.

- Greenwood, K.R. — *Economics and Liberalism in the Risorgimento*. Londres, 1934.
- Griffith, G.T. — *Population Problems of the Age of Malthus*. Cambridge University Press, 1926.
- Griswold, A.W. — *The Far Eastern Policy of the United States*. New York, 1938.
- Guedalla, P. — *Gladstone and Palmerston*. Londres, 1928.
- Gupta, P.K. — *Economic Development in India and China, 1950-1953 : a comparative study*. Nouvelle-Delhi, 1954.
- Gurvich, G.D. (éd.) — *Industrialisation et technocratie*. Paris, 1949.
- Habakuk, H.S. — « Free Trade and Commercial Expansion, 1853-1870 », dans *The Cambridge History of the British Empire*. II.
- Hailey, Lord. — *The Future of Colonial Peoples*. Princeton University Press, 1944.
- Halevy, E. — *La Naissance du radicalisme philosophique*. Paris, 1905.
- Haley, B.F. (éd.) — *A Survey of Contemporary Economics*. Homewood, Illinois, 1952.
- Hallgarten, G.W. — *Imperialismus vor 1914*. 2v. Munich, 1951.
- Hamilton, C.J. — *Trade Relations between England and India, 1660-1896*. Calcutta, 1917.
- Hansen, A.H. — *America's Role in the World Economy*. New York, 1945.
- Hansen, T. — *Hamburg und die zollpolitische Entwicklung Deutschlands im 19ten Jahrhundert*. Berlin, 1913.
- Hanson, S.G. — *Economic Development in Latin America : an introduction to the economic problems of Latin America*. Washington, 1951.
- Harris, S.E. (éd.) — *The New Economics*. New York, 1947.
- Harrod, R. — *Are these Hardships Necessary ?* Londres, 1947.
- *Life of John Maynard Keynes*. Londres, 1951.
- Harvey, G.E. — *British Rule in Burma 1824-1942*. Londres, 1947.
- Hawtrey, R.G. — *The Art of Central Banking*. Londres, 1932.
- Hayek, F.A. — *Monetary Nationalism and International Stability*. Londres, 1939.
- *The Road to Serfdom*. Londres, 1944.
- Hayes, P.S. — « Personality and Culture Problems of Point IV », dans *The Progress of Underdeveloped Areas*, éd. B.F. Hoselitz. Chicago University Press, 1952.
- Heber, R. — *Indian Journal*. Londres, 1923.
- *Narrative of a Journey Through the Upper Provinces of India from Calcutta to Bombay, 1825-1826*. Londres, 1830.
- Henderson, W.O. — *Britain and Industrial Europe, 1750-1870 : Studies in British Influence on the Industrial Revolution in Western Europe*. Liverpool University Press, 1954.
- *The Zollverein*. Cambridge University Press, 1939.
- Hilferding, R. — *Das Finanzkapital : eine Studie über die jüngste Entwicklung des Kapitalismus*. Vienne, 1909.
- Hirschman, A.O. — *National Power and the Structure of Foreign Trade*. Berkeley, California, 1945.
- Hobson, C.K. — *The Export of Capital*. Londres, 1914.
- Hobson, J. — *Confessions of an Economic Heretic*. Londres, 1938.
- *Richard Cobden, the International Man*. Londres, 1919.
- Hobson, J. et Mummery, A.F. — *The Physiology of Industry*. Londres, 1889.
- Hodgman, D.R. — *Soviet industrial production, 1928-1951*. Harvard University Press, 1954.

- Hoffman, R.J.S. — *Great Britain and the German Trade Rivalry 1875-1914*. University of Pennsylvania Press, 1933.
- Hoffman, W. — *Wachstum und Wachstumsformen der englischen Industriewirtschaft von 1700 bis zur Gegenwart*. Jena, 1940.
- Hoffman, W.G. — «Industrialisierung». *Handwörterbuch der Sozialwissenschaften*. Stuttgart, 1954.
- Holland, B. — *The Fall of Protection, 1840-1850*. Londres, 1913.
- Hoselitz, B.F. (éd.) — *The Progress of Underdeveloped Areas*. University of Chicago Press, 1952.
- Hunter, Sir W. — *The India of the Queen and Other Essays*. Londres, 1903.
- *Marquis of Dalhousie. Ruler of India Series*. Londres, 1902.
- Ingram, J.C. — *Economic Change in Thailand since 1850*. Stanford University Press, 1955.
- Inniss, H.A. — *Great Britain, the United States and Canada*. Cust Foundation Lectures. University of Birmingham, 1948.
- Iverson, C. — *Aspects of the Theory of Capital Movements*. Oxford University Press, 1936.
- Jacoby, E.H. — *Agrarian Unrest in South-East Asia*. New York, 1949.
- Jain, L.C. — *Indigenous Banking in India*. Londres, 1929.
- Jansen, N.B. — *The Japanese and Sun Yat Sen*. Harvard University Press, 1954.
- Jenks, L.H. — *The Migration of British Capital to 1875*. Londres, 1938.
- *Our Cuban Colony*. éd. H.E. Barnes. New York, 1928.
- Johnston, T. — *The Financiers and the Nation*. Londres, 1934.
- Jones, F.C. — *Manchuria since 1931*. Royal Institute of International Affairs, 1949.
- Kahn, A.S. — *Great Britain in the World Economy*. Columbia University Press, 1946.
- Kaiser, C.W. — *History of the Academic Protectionist-Free Trade Controversy in America before 1860*. Philadelphia, 1939.
- Kalecki, M. — *Theory of Economic Dynamics*. Londres, 1954.
- Kao, P.S. — *Foreign Loans to China*. New York, 1936.
- Keith, A.B. — *A Constitutional History of India, 1600-1935*. Londres, 1936.
- Kent, L. — *Railway Enterprise in China*. Londres, 1907.
- Kentario, K. — *Life and Letters of Herbert Spencer*. Londres, 1911.
- Keynes, J.M. — *The Economic Consequences of the Peace*. Londres, 1919.
- *The End of Laissez-Faire*. Londres, 1926.
- *Essays in Biography*. Londres, 1933.
- *Essays in Persuasion*. Londres, 1931.
- *The General Theory of Employment, Interest, and Money*. Londres, 1936.
- *Indian Currency and Finance*. Londres, 1913.
- *A Treatise on Money*. New York, 1930.
- Kia-ngau Chiang. — *China's Struggle for Railroad Development*. New York, 1943.
- Kindelberger, C.P. — *Economic Development*. New York, 1958.
- King, W.T. — *History of the London Discount Market*. Londres, 1936.
- Klein, L.R. — *The Keynesian Revolution*. New York, 1947.
- Knorr, K.E. — *British Colonial Theories, 1670-1850*. Toronto, 1944.
- Knowles, L.C.A. — *The Economic Development of the British Overseas Empire*. Londres, 1921.
- *The Industrial and Commercial Revolutions in Great Britain during the Nineteenth Century*. Londres, 1921.

- Krausse, A. — *The Story of the Chinese Crisis*. Londres, 1901.
- Krishna, B. — *Commercial Relations between India and England, 1601-1757*. Londres, 1924.
- Kumarappa, J.C. — *Public Finance and our Poverty*. Ahmedabad, 1948.
- Lambton, K.S. — *Landlord and Peasant in Persia. A Study of Land Tenure and Land Revenue Administration*. Oxford University Press, 1945.
- Lange, O. — « Note on Innovations », dans *Readings in the Theory of Income Distribution*, éds. W. Fellner et B.F. Haley. Philadelphia, 1946.
- *Price Flexibility and Employment*. Bloomington, Indiana, 1944.
- Lange, O. et Taylor, F.M. — *On the Economic Theory of Socialism*. University of Minnesota Press, 1938.
- Lary, H.B. — *The United States in the World Economy*. Economic Series No. 23. Bureau of Foreign and Domestic Commerce. Washington, 1943.
- Lasker, B. — *Human Bondage in Southeast Asia*. University of North Carolina Press, 1950.
- Laski, H.J. — *The Rise of European Liberalism*. Londres, 1936.
- Lasswell, H.D. — *World Politics Faces Economics*. Londres, 1945.
- Latourette, K.S. — *A Short History of the Far East*. New York, 1946.
- Lattimore, E.H. — *Decline of Empire in the Pacific*. New York, 1947.
- *Manchuria : Cradle of Conflict*. New York, 1942.
- Lattimore, O. — *Solution in Asia*. Boston, 1945.
- Lawton, L. — *Empires of the Far East : A Study of Japan and of her Colonial Possessions, of China and Manchuria and of the Political Questions of Eastern Asia and the Pacific*. Londres, 1912.
- Lee-Warner, Sir W. — *The Protected Princes of India*. Londres, 1894.
- Leibenstein, H. — *Economic Backwardness and Economic Growth*. New York, 1957.
- *Theory of Economic-Demographic Development*. Princeton University Press, 1954.
- Lenz, F. — *Friedrich List, der Mann und das Werk*. Munich, 1936.
- *Friedrich List, die « Vulgarökonomie » und Karl Marx*. Jena, 1930.
- *Friedrich List und Grossdeutschland*. Leipzig, 1938.
- Levy, L. — *Industrial Germany : A Study of its Monopoly Organization and the Control by the State*. Cambridge University Press, 1935.
- Lewis, C. — *America's Stake in International Investments*. Washington, 1938.
- *The United States and Foreign Investment Problems*. Washington, 1948.
- Lewis, W.A. — *Economic Survey 1919-1939*. Londres, 1949.
- *The Theory of Economic Growth*. Londres, 1955.
- L'Huillier, J. — *Théorie et pratique de la coopération économique internationale*. Paris, 1957.
- Li, F.C. — *Report on the first five-year plan for development of the national economy of the People's Republic of China, 1953-1957*. Pékin, 1955.
- Liefmann, R. — *Schutzzoll und Kartelle*. Jena, 1903.
- Lilley, W.S. — *India and its Problems*. Londres, 1924.

- Lim, T.N. — « Redistribution of Income in Under-Developed Territories », dans *Income Redistribution and Social Policy*, éd. A.T. Peacock, Londres, 1954.
- Lin, C. — *The Chinese Railways : A Historical Survey*. Changhaï, 1935.
- Lin, W.Y. — *China and Foreign Capital*. Chungking, 1945.
- List, F. — *Schriften. Reden. Briefe. Im Auftrag der Friedrich List Gesellschaft*, éd. Erwin von Beckerath, K. Goesser, E. Salin, A. Sommer. 10v. Berlin, 1927-1935.
- Lockwood, W.P. — *The Economic Development of Japan ; growth and structural change, 1868-1938*. Princeton University Press, 1954.
- Lokanathan, P.S. — *Industrialisation*. Oxford Pamphlets on Indian Affairs, No. 10.
— *Industrial Organization in India*. Londres, 1935.
- Lord, J. — *Capital and Steam Power*. Londres, 1923.
- Loveday, A. *The History and Economics of Indian Famines*. Londres, 1914.
- Luxemburg, Rosa. — *Die Akkumulation des Kapitals : ein Beitrag zur ökonomischen Erklärung des Imperialismus*. Leipzig, 1912.
- Lyashchenko, P. — *History of the National Economy of Russia*. New York, 1949.
- Lynch, D. — *Economic Concentration*. Columbia University Press, 1946.
- Lynd, H.M. — *England in the Eighteen Eighties*. Oxford University Press, 1945.
- Lysis, L. — *L'escroquerie russe : politique et finance d'avant-guerre*. Paris, 1920.
- Macaulay, T.B. — *Lord Clive, Critical and Historical Essays (1840)*. Londres, 1909.
- MacDonald, J.R. — *The Indian Government*. Londres, 1920.
- MacMurray, J.V. — *Treaties and agreements with and concerning China, 1894-1919*. 2v. Oxford University Press, 1921.
- Madim, S.G. — *Need for Institutional Chages and Regional Planning for Optimal Development of the Agricultural Resources of India*. Thèse de doctorat. University of Wisconsin, 1949.
- Maffry, A. — *Program for Increasing Private Investment in Foreign Countries*. New York, 1952.
- Majumdar, R.C., Raychaudhuri, H.C. et Datta, K. — *An Advanced History of India*. Londres, 1948.
- Malaviya, H.D. — *Land Reforms in India*. Nouvelle-Delhi, 1954.
- Malenbaum, W. — *India and China : development contrasts*. Center for International Studies. M.I.T., 1955.
- Mandelbaum, K. — *The Industrialisation of Backward Areas*. Oxford Institute of Statistics, 1955.
- Mantoux, P. — *La Révolution industrielle au XVIII^e siècle : essai sur les commencements de la grande industrie moderne en Angleterre*. Thèse de lettres. Paris, 1906.
- Marsh, M. — *The Bankers in Bolivia*. New York, 1928.
- Marshall, A. — *Industry and Trade*. Londres, 1927.
— *Memorials of Alfred Marshall*, éd. A.C. Pigou. Londres, 1925.
— *Official Papers*. Londres, 1926.
— *Principles of Economics*. Londres, 1890.
- Marx, K. — *Das Kapital : Kritik der politischen Oekonomie*. I. éd. K. Kautsky. Stuttgart, 1923.
— *Kritik der politischen Oekonomie (1858)*. Berlin, 1951.

- *La misère de la philosophie, réponse à la philosophie de la misère de Proudhon* (1846). Paris, 1947.
- *On India*. Londres, 1949.
- *Theorien über den Mehrwert : aus dem nachgelassenen Manuskript, von Ricardo zur Vulgarökonomie*. II. III. éd. K. Kautsky. Stuttgart, 1910.
- Mayer, A. von. — *Geschichte und Geographie der deutschen Eisenbahnen*. II. Berlin, 1891.
- Mazour, A.G. — *Russia : Past and Present*. New York, 1951.
- McCulloch, J.R. — *Literature of Political Economy*. Londres, 1846.
- Meek, R.L. — *Studies in the Labour Theory of Value*. Londres, 1956.
- Mehta, A. — *Indian Shipping*. Calcutta, 1940.
- Mehta, S.D. — *The Cotton Mills of India 1854-1954*. Bombay, 1954.
- Merivale, H. — *Lecture on Colonization and Colonies, 1840*. Oxford University Press, 1928.
- Meynaud, J. — *Politique économique comparée*. Paris, 1955.
- Mikesell, R.F. et Chenery, H.B. — *Arabian Oil*. University of North Carolina Press, 1949.
- Mill, J. — *The History of British India*. 6v. Londres, 1826.
- Mill, J.S. — *Principles of Political Economy*, éd. Ashley. Londres, 1921.
- Mitchell, K. — *Industrialisation of the Western Pacific*. New York, 1942.
- Monteil, V. — *Les musulmans soviétiques*. Paris, 1957.
- Moore, W.E. — *Industrialization and Labor*. New York, 1951.
- Morley, J. — *Life of Richard Cobden*. Londres, 1881.
- *Life of William Ewart Gladstone*. 2v. Londres, 1912.
- Morrell, W.P. — *British Colonial Policy in the Age of Peel and Russell*. Oxford University Press, 1930.
- Morse, H.B. — *The International Relations of the Chinese Empire*. 3v. Londres, 1910-1918.
- Mosk, S.A. — *Industrial Revolution in Mexico*. University of California Press, 1950.
- Muir, R. — *The Making of British India, 1756-1858*. Londres, 1915.
- Mukerjee, R. — *Economic Problems of Modern India*. I. II. Londres, 1939.
- *A History of Indian Shipping*. New York, 1926.
- *Land Problem in India*. Calcutta, 1933.
- Müller, J.F. — *Der amerikanische Einfluss auf Friedrich List*. Munich, 1940.
- Müller, W. — *Die auswärtigen Kapitalanlagen vor und nach dem Weltkrieg*. Berlin, 1918.
- Murphey, R. — *Shanghai, Key to Modern China*. Harvard University Press, 1953.
- Myint, H. — « An Interpretation of Economic Backwardness », dans *Oxford Economic Papers*. New Series. 6. Juin 1954.
- Myrdal, G. — *Development and underdevelopment, a note on the mechanism of national and international economic inequality*. National Bank of Egypt, 50th anniversary commemoration lectures. Le Caire, 1956.
- *Economic Theory and the Underdeveloped Regions*. Londres, 1957.
- *An International Economy, problems and prospects*. New York, 1956.
- *Das politische Element in national-ökonomischer Doktrinbildung*. Berlin, 1932.
- Naorodji, K. — *Poverty and Un-British Rule in India*. Londres, 1901.
- Nash, V. — *The Great Famine*. Londres, 1900.
- Nehru, Jawaharlal. — *The Discovery of India*. New York, 1946.

- Nemmers, E.E. — *Hobson and Underconsumption*. Amsterdam, 1956.
- Norman, E.H. — *Japan's emergence as a modern State: political and economic problems of the Meiji period*. New York, 1940.
- Norman, M. — *Sir Henry Clay*. Londres, 1957.
- Notestein, F.W. — « Population — The Long View », dans *Food for the World*, éd. T.W. Schultz. University of Chicago Press, 1945.
- « Problems of Policy in Relation to Areas of Heavy Population Pressure », dans *Demographic Studies of Selected Areas of Rapid Growth*. New York, 1944.
- Nurske, R. — *Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries*. Oxford University Press, 1953.
- O'Connor, H. — *The Empire of Oil*. New York, 1955.
- Ohkawa, T., Kazushi, M., Shinohar, M., Umemura, M., Ito, N. — *The Growth Rate of the Japanese Economy since 1878*. Tokio, 1957.
- Ohlin, B. — *Interregional and International Trade*. Harvard University Press, 1933.
- Olshausen, H.P. — *Friedrich List und der deutsche Handels- und Gewerksverein*. Jena, 1935.
- O'Malley, L.S. éd. — *Modern India and the West*. Londres, 1941.
- Oncken, H. et Saemisch, F.M. éd. — *Vorgeschichte und Begründung des deutschen Zollvereins 1815-1834. Akten der Staaten des Deutschen Bundes und der europäischen Mächte*. Berlin, 1933.
- Orchard, T. — *Japan's Economic Position*. New York, 1930.
- Orr, J.B. — *The White Man's Dilemma. Food and the Future*. Londres, 1953.
- Oser, J. — *Must Men Starve?* New York, 1957.
- Overlach, T.W. — *Foreign Financial Control in China*. New York, 1919.
- Packe, M. St. John. — *Life of John Stuart Mill*. Londres, 1946.
- Padmore, G. — *How Russia transformed her colonial empire*. Londres, 1946.
- Pal, B.C. — *The New Economic Menace to India*. Bombay, 1925.
- Pal, N.M. — *Land Systems of Bengal*. Calcutta, 1929.
- Paley, W. — United States of America, President's Materials Policy Commission, *Resources for Freedom*. A Report to the President by the President's Materials Policy Commission. 1952. Vol. I. Foundations for Growth and Security. Vol. II. The Outlook for Key Commodities. Vol. III. The Outlook for Energy Sources. Vol. IV. The Promise of Technology. Vol. V. Selected Reports to the Commission.
- Pandit, Y.S. — *India's Balance of Indebtedness, 1898-1913*. Londres, 1937.
- Panikkar, K.V. — *Asia and Western Dominance*. Londres, 1953.
- *Hindu Society at Crossroads*. Bombay, 1956.
- *A Survey of Indian History*. Bombay, 1957.
- Paslovsky, L. et Moulton, H.G. — *Russian Debts and Russian Reconstruction*. New York, 1924.
- Pelcovits, N.A. — *Old China Hands and the Foreign Office*. New York, 1948.
- Pigou, A.C. — *Aspects of British Economic History, 1918-1925*. Londres, 1947.
- *Political Economy of War*. Londres, 1921.
- Pillai, P.P. — *Economic Conditions in India*. Londres, 1925.
- Pim, A. — *Colonial Agricultural Production*. Londres, 1946.
- Pim, A. — *The Financial and Economic History of the African Tropical Territories*. Oxford University Press, 1940.
- Plumb, J.H. — *England in the Eighteenth Century*. Londres, 1950.

- Pohle, I. — *Das deutsche Wirtschaftsleben seit Beginn des neunzehnten Jahrhunderts*. Berlin, 1930.
- Popplewell, F. — *Modern Conditions and Recent Developments in Iron and Steel Production in America*. Londres, 1900.
- Porter, G.R. — *Progress of a Nation*. Londres, 1912.
- Pressnell, L.S. — *Country Banking in the Industrial Revolution*. Oxford University Press, 1956.
- Ragatz, L.J. — *The Fall of the Planter Class in the British Caribbean, 1763-1833*. New York, 1928.
- Rai, L. — *England's Debt to India*. New York, 1917.
- Raj, K.N. — *Monetary Policy of the Reserve Bank of India : A Study of Central Banking in an Underdeveloped Economy*. Bombay, 1948.
- Rappard, W. — *La Révolution industrielle et les origines de la protection légale du travail en Suisse*. Berne, 1914.
- Ray, P. — *India's Foreign Trade since 1870*. Londres, 1934.
- Readings in the Theory of International Trade*. Selected by a Committee of the American Economic Association. Philadelphia, 1949.
- Redford, A. — *An Economic History of England, 1760-1860*. Londres, 1931.
- *Labour Migration in England, 1800-1850*. Manchester, 1926.
- *Manchester Merchants and Foreign Trade, 1794-1858*. Liverpool, 1934.
- Reinsch, P.S. — *World Politics at the End of the Nineteenth Century, as influenced by the Oriental Situation*. Londres, 1946.
- Remer, C.F. — *Foreign Investment in China*. New York, 1933.
- Reubens, E.P. — « Foreign Capital in Economic Development : A Case Study in Japan », dans *Modernization Programs in Relation to Human Resources and Population Problems*. Milbank Memorial Fund, 1950.
- Richelot, H. — *L'Association douanière allemande ou le Zollverein*. Paris, 1859.
- Riesser, J. — *Die deutschen Grossbanken*. Jena, 1900.
- Rippy, R.F. — *The Capitalists in Colombia*. New York, 1928.
- *Latin America and the Industrial Age*. New York, 1947.
- Robbins, L. — *The Economic Basis of Class Conflict*. Londres, 1939.
- *Robert Torrens and the Evolution of Classical Economics*. Londres, 1958.
- *The Theory of Economic Policy in English Political Economy*. Londres, 1952.
- Robertson, J.M. — *The Fallacy of Saving : A Study in Economics*. Londres, 1892.
- Robinson, J. — *Essays on the Theory of Employment*. Londres, 1937.
- « The Impossibility of Competition », dans *Monopoly and Competition and their Regulation*, éd. E.H. Chamberlain. New York, 1955.
- *The Rate of Interest and Other Essays*. Londres, 1952.
- Rockefeller, N. — *Partners in Progress. A Report to President Truman by the International Development Advisory Board*. 1951.
- Rogin, L. — *The Meaning and Validity of Economic Theory*. New York, 1956.
- Roll, E. — *An Early Experiment in Industrial Organization: Being a History of the Firm of Boulton and Watt, 1775-1805*. Londres, 1930.
- Rostow, W.W. — *British Economy in the Nineteenth Century*. Oxford University Press, 1948.

- *The Process of Economic Growth*. Oxford University Press, 1953.
- Rowe, K.W. — *Matthew Carey, A Study in American Economic Development*. Baltimore, 1933.
- Royal Institute of International Affairs. *The Middle East : A Political and Economic Survey*. Londres, 1950.
- *The Problem of International Investment*. Londres, 1937.
- Russell, Sir J. — *Report on Agricultural Research*. Nouvelle-Delhi, 1937.
- Salter, Sir A. — « Foreign Investment », dans *Essays in International Finance*. Princeton University Press, 1951.
- *World Trade and its Future*. Pennsylvania University Press, 1936.
- Sansom, G.B. — *The Western World and Japan : A Study in the Interaction of European and Asiatic Cultures*. New York, 1951.
- Sarker, N.R. — *A Note on the Ottawa Agreement and India*. Calcutta, 1932.
- Sauvy, A. — *Théorie générale de la Population*. Paris, 1952.
- Say, H. — *Les Origines du Capitalisme moderne*. Paris, 1946.
- Sbirk, H.R. von. — *Metternich, der Staatsmann und der Mensch*. I. Munich, 1925.
- Schachner, N. — *Life of Alexander Hamilton*. New York, 1946.
- Schattschneider, E.E. — *Politics, Pressures and the Tariff*. New York, 1938.
- Schlote, W. — *Entwicklung und Strukturwandlungen des englischen Ausenhandels von 1700 bis zur Gegenwart*. Jena, 1938.
- Schnell, P. — *Das Frankfurter Handwerk von 1816-1848, ein Beitrag zur Wirtschaftsgeschichte*. Fancfort, 1936.
- Schreiber, W. — *Friedrich List als Denker und Staatsmann, die Staatslehre des jungen List*. Murrhardt, 1929.
- Schultz, T.W. — *Economic Organization of Agriculture*. New York, 1953.
- Schulze-Gävernits, G. von. — *Britischer Imperialismus und englischer Freihandel zu Beginn des 20. Jahrhunderts*. Leipzig, 1906.
- Schumpeter, E.B. — *The Industrialisation of Japan and Manchukuo, 1930-40*. New York, 1940.
- Schumpeter, J.A. — *Business Cycles*. New York, 1939.
- *History of Economic Analysis*. New York, 1954.
- *Theory of Economic Development*. Harvard University Press, 1934.
- Sears, L.M. — *Jefferson and the Embargo*. Duke University Press, 1927.
- Seki, K. — *The Cotton Industry of Japan*. Tokyo, 1956.
- Sen, K.N. — *Economic Reconstruction of India*. Calcutta, 1939.
- Shah, K.T. — *Trade, Tariffs and Transport in India*. Bombay, 1923.
- Shah, K.T. et Khambata, K.H. — *Wealth and Taxable Capacity of India*. Londres et Bombay, 1924.
- Shelvanker, K.S. — *The Problem of India*. Londres, 1940.
- Shore, F.J. — *Notes on Indian Affairs*. Londres, 1837.
- Sismondi, J.C.L. — *Nouveaux principes d'économie politique ou de richesse dans ses rapports avec la population*. Genève, 1951.
- Smith, T.C. — *Political Change and Industrial Development in Japan : Government Enterprise, 1868-1880*. Stanford University Press, 1955.
- Sombart, W. — *Die deutsche Volkswirtschaft im neunzehnten Jahrhundert*. Berlin, 1909.
- *Luxus und Kapitalismus*. Munich, 1913.
- Spear, T.G.P. — *The Nabobs*. Londres, 1939.
- Spengler, O. — *Preussentum und Sozialismus*. Jena, 1920.

- Spiegel, H.W. — *The Brazilian economy : chronic inflation and sporadic industrialisation*. Philadelphia, 1949.
- (éd.) — *The Development of Economic Thought : Great Economists in Perspective*. New York, 1952.
- Staley, E. — *The Future of Underdeveloped Countries : Political Implications of Economic Development*. New York, 1954.
- *World Economy in Transition*, cité dans *Economic Policy and Development*. Poona, 1955.
- Stark, W. — *A History of Economics in its relation to social development*. Londres, 1945.
- St. Clair, O. — *A Key to Ricardo*. Londres, 1957.
- Steiger, G.N. — *China and the Occident. The Origin and Development of the Boxer Rising*. Yale University Press, 1927.
- Steindl, J. — *Maturity and Stagnation in American Capitalism*. Oxford University Press, 1952.
- Stern, S. — *The United States in International Banking*. Columbia University Press, 1951.
- Stokes, W.S. — *Honduras : An Area Study in Government*. University of Wisconsin Press, 1950.
- Strachey, Sir J. — *India : Its Administration and Progress*. Londres, 1911.
- Straight, W. — *China's Loan Negotiations*. New York, 1913.
- Svennilson, I. — *Growth and Stagnation in the European Economy*. Economic Commission for Europe. Genève, 1954.
- Sweezy, P. — *The Present as History*. New York, 1953.
- *The Theory of Capitalist Development*. Oxford University Press, 1942.
- Sykes, J. — *The Amalgamation Movement in English Banking*. Londres, 1926.
- Tan, C.C. — *The Boxer Catastrophe*. Columbia University Press, 1955.
- Tansill, C.C. — *America goes to War*. Boston, 1938.
- Tao, C.C. — *Les Traités inégaux de la Chine et l'attitude des puissances*. Paris, 1929.
- Taussig, F.W. — *International Trade*. New York, 1928.
- *Some Aspects of the Tariff Question*. Harvard University Press, 1931.
- Tawney, R.H. — *Land and Labour in China*. New York, 1932.
- Taylor, G.R. — *The Transport Revolution, 1815-1860*. The Economic History of the United States Series. IV. New York, 1951.
- Thomas, B. — *Migration and Economic Growth*. Cambridge University Press, 1954.
- Thompson, E. — *The Making of the Indian Princes*. Oxford University Press, 1943.
- Thompson, E. et Garratt, G.T. — *Rise and Fulfilment of British Rule in India*. Londres, 1934.
- Thorner, D. — *Investment in Empire : British Railway and Steam Shipping Enterprise in India, 1825-1849*. Philadelphia, 1950.
- Toynbee, A. — *Survey of International Affairs*. Londres, 1929.
- Treitschke, H. von. — *Deutsche Geschichte im 19ten Jahrhundert*. Leipzig, 1928.
- Trevelyan, G.M. — *The Life of John Bright*. Londres, 1913.
- Trevelyan, G.O. — *The Life and Letters of Lord Macaulay*. 2v. Londres et New York, 1876.

- Tsuru, S. et Ohkawa, K. — « Long-Term Changes in the National Product of Japan since 1878 », dans *Income and Wealth*, éd. M. Gilbert. Série III. Cambridge, 1953.
- Tucker, H. St. George. — *Memorials of the India Government*, éd. J.W. Kaye. Londres, 1853.
- *Remarks on the Plans of Finance lately promulgated by the Honourable Court of Directors and by the Supreme Government of India*. Londres, 1821.
- Tu Zen Sun, E. — *Chinese Railways and British Interests 1898-1911*. New York, 1954.
- Twiss, T. — *View of the Progress of Political Economy since the XVIth Century*. Londres, 1847.
- Vakil, C.N. — *Economic Consequences of Divided India ; a study of the economy of India and Pakistan*. Bombay, 1950.
- *Financial Developments in Modern India, 1860-1924*. Bombay, 1924.
- Vakil, C.N. et Brahmanand, P.R. *Planning for an Expanding Economy : Accumulation, Employment and Technical Progress in Under-developed Countries*. Bombay, 1956.
- Valentin, V. — *Fürst Karl Leiningen und das deutsche Einheitsproblem*. Stuttgart, 1910.
- Varg, P.A. — *Open Door Diplomat : The Life of W.W. Rockhill*. Illinois University Press, 1952.
- Veblen, T. — *Imperial Germany and the Industrial Revolution*. New York, 1939.
- *The Vested Interests*. New York, 1919.
- Vevier, C. — *The United States and China, 1906-1913 : A Study of Finance and Diplomacy*. Rutgers University Press, 1955.
- Viner, J. — *International Economics*. Glencoe, Illinois, 1951.
- *International Trade and Economic Development*. Oxford University Press, 1953.
- *Studies in the Theory of International Trade*. New York, 1937.
- Visvesvaraya, Sir M. — *Planned Economy for India*. Calcutta, 1934.
- Voelcker, J. — *Report on the Improvement of Indian Agriculture*. Londres, 1893.
- Vogt, W. — *Road to Survival*. New York, 1948.
- Wadia, K. et Merchant, K. — *Our Economic Problem*. Bombay, 1954.
- Wallbank, T.W. — *India : A Survey of the Heritage and Growth of Indian Nationalism*. New York, 1948.
- Wallich, H.C. — *Monetary Problems of an Export Economy : The Cuban Experience*. Harvard University Press, 1950.
- Walterhausen, S. von. — *Das volkswirtschaftliche System der Kapitalanlage im Auslande*. Berlin, 1907.
- Warriner, D. — *Economics of Peasant Farming*. Oxford University Press, 1939.
- *Land and Poverty in the Middle East*. Londres, 1948.
- *Land Reform and Development in the Middle East : A Study in Egypt, Syria and Iraq*. Londres, 1957.
- *Revolution in Eastern Europe*. Londres, 1950.
- Weber, A. — *Weltwirtschaft*. Berlin, 1950.
- Webster, C.K. — *The Foreign Policy of Castlereagh, 1815-1822*. Londres, 1934.
- White, H.D. — *The French International Accounts, 1880-1913*. Harvard University Press, 1933.

- Whiting, A. — *Soviet Policies in China, 1917-1924*. Columbia University Press, 1954.
- Wickizer, V.D. — *Coffee, Tea and Cocoa. An economic and political analysis*. University Press, 1951.
- Wilbur, M.E. — *The East India Company*. New York, 1945.
- Williams, E. — *Capitalism and Slavery*. University of North Carolina Press, 1944.
- Williams, J.H. — *Economic Stability in a Changing World. Essays in Economic Theory and Policy*. Oxford University Press, 1953.
- Williamson, H. et Buttrick, J. — *Economic Development : Principles and Patterns*. New York, 1954.
- Williamson, H.F. (éd.). — *American Economic Growth*. New York, 1951.
- Wilson, H.H. — *The History of British India from 1805 to 1835*. 2v. Londres, 1845-46.
- Wingate, Sir G. — *Our Financial Relations with India*. Londres, 1859.
- Withers, H. — *International Finance*. New York, 1916.
- Witte, Comte S. de. — *Memoirs of a Diplomat*. New York, 1921.
- Wolf, C. et Sufrin, S. — *Capital Formation and Foreign Investment in Underdeveloped Areas*. Syracuse University, 1955.
- Woodward, E.L. — *The Age of Reform : 1815-1870*. Oxford University Press, 1939.
- Woolf, L.S. — *Economic Imperialism*. Londres, 1920.
- *Empire and Commerce in Africa*. Londres, 1919.
- Works and Correspondence of David Ricardo*, éd. Sraffa, P. et Dobb, M. Cambridge University Press, 1954.
- Woytinski, W.S. et Woytinski, E.S. — *World Population and Production*. New York, 1953.
- Wright, C.W. — *Economic History of the United States*. New York, 1940.
- Wright, S.F. — *China's Struggle for Tariff Autonomy*. Changhaï, 1938.
- Yates, L. — *Commodity Control*. Londres, 1943.

B. ARTICLES

- Acheson, D. — « Economic Policy and the ITO Charter ». *Department of State Bulletin*. Mai 1949.
- Adler, J.A. — « The Fiscal and Monetary Implementation of Development Programs », *American Economic Review, Proceedings*. Mai 1952.
- Arndt, H. — « External Economies in Economic Growth ». *The Economic Record*. Nov. 1955.
- Aubrey, H.G. — « The Role of the State in Economic Development. » *American Economic Review*. Mai 1951. (Papers and Proceedings)
- Baldwin, R.E. — « Theoretical Aspects of Development ». *Journal of Economic History*. XIV. No. 4. 1954.
- Balogh, T. — « Some theoretical problems of post-war foreign investment policy ». *Oxford Economic Papers*. Mars 1945.
- « Note on the deliberate industrialization for higher income ». *Economic Journal*. Juin 1947.
- « Welfare and free trade — A reply to G. Haberler ». *Economic Journal*. Mars 1951.
- Baran, P. A. — « On the political economy of backwardness ». *The Manchester School of Economic and Social Studies*. Jan. 1952.

- Bean, L.H. — « International industrialisation and per capital income ». *Studies in Income and Wealth*. National Bureau of Economic Research. New York, 1946.
- Belshaw, H. — « Industry and agrarian reform ». *Far Eastern Survey*. Juillet 1947.
- « Observations on industrialization for higher income ». *Economic Journal*. Sept. 1947.
- Bennett, M.K. — « International Disparities in Consumption Levels ». *American Economic Review*. Sept. 1951.
- Bettelheim, C. — « Le problème de maximation de la croissance économique ». *Revue économique*. Jan. 1957.
- Bhatt, V.V. — « Capital-Output Ratios of Certain Industries : A Comparative Study of Certain Countries ». *The Review of Economics and Statistics*. Août 1954.
- « Motor Force of Economic Development » *Indian Economic Journal*. Juillet 1953.
- Brown, W.A. — « Treaty, Guaranty, and Tax Inducements for Foreign Investments ». *American Economic Review*. Mai 1950.
- Brozen, Y. — « Studies of technological change ». *Southern Economic Journal*. Avril 1951.
- Buchanan, N.S. — « Deliberate industrialisation for higher incomes ». *Economic Journal*. Déc. 1946.
- Chandrasekhar, S. — « Population Growth, Socio-Economic Development and Living Standards ». *International Labour Review*. Juin 1954.
- Chen, K.C. — « Chine : la signification du premier plan quinquennal ». *Cahiers internationaux*. Déc. 1955.
- Chenery, H. — « The application of investment criteria ». *Quarterly Journal of Economics*. Févr. 1953.
- Dalal, K.P. — « American direct investment in underdeveloped countries ». *Indian Economic Review*. Févr. 1956.
- Davis, K. — « Population and change in backward areas ; can industrialization of the under-developed areas be achieved in the face of their population problems ? » *Columbia Journal of International Affairs*. Printemps 1950.
- « Population and the further spread of industrial society ». *Proceedings of the American Philosophical Society*. Févr. 1951.
- Demaria, G. — « Saggi di sviluppo industriale pro capite dei paesi Europei, extraeuropei e Sovietici nel periodo 1937-1953 ». *Giornale degli economisti e annali di economia*. Juillet-août 1954.
- Denis, H. — « La révolution économique dans la Chine nouvelle ». *Pensée*. Mars-Avril 1954.
- Diebold, P.B. — « The interdependence of agricultural and industrial planning in an under-developed country ». *Ekonomi dan keuangan Indonesia*. Nov. 1953.
- Eckstein, A. — « Conditions and prospects for economic growth in Communist China ». *World Politics*. Avril 1955.
- « The Economic Position of Burma ; mining and industry ». *Institute of International Finance Bulletin*. Déc. 1955.
- Eldridge, H.T. — « Population Growth and Economic Development ». *Land Economics*. Févr. 1952.
- Ellsworth, P.T. — « Factors in the Economic Development of Ceylon ». *American Economic Review, Papers and Proceedings*. Mai 1953.

- Erlich, A. — « Preobrazhenski and the economics of Soviet industrialization ». *Quarterly Journal of Economics*. Févr. 1950.
- Fabricant, S. — « The Role of Government in the Promotion of Economic Development ». *Journal of Economic History*. Supplement X. 1950.
- Fay, C.R. — « The Classical Theory of International Trade ». *Southwestern Political and Social Science Quarterly*. Mars 1928 et Mars 1930.
- « Plantation Economy ». *Economic Journal*. Déc. 1936.
- Feis, H. — « Political Aspects of Foreign Loans ». *Foreign Affairs*. Juillet 1945.
- Figunov, P. — « The development and consolidation of socialism as a world economic system ». *International Affairs* (Moscou). Juin 1956.
- Fleming, M. — « External economies and the doctrine of balanced growth ». *Economic Journal*. Juin 1955.
- Forde, D. — « Les aspects sociaux de l'industrialisation et de l'urbanisation en Afrique au sud du Sahara ». *Bulletin international des sciences sociales*. 7. Paris, 1955.
- Fowke, V.C. — « Progress, poverty and inter-regional disequilibrium ». *Canadian Journal of Economics and Political Science*. Nov. 1951.
- Foxwell, H.S. — « The Nature of the Industrial Struggle ». *Economic Journal*. Sept. 1917.
- Franck, P.G. — « Economic progress in an encircled land ». *Middle East Journal*. Hiver 1956.
- Frankel, H. — « Industrialization of agricultural countries ». *Economic Journal*. Juin-Sept. 1943.
- Gadgil, D.R. — « Pre-conditions of Economic Development ». *Indian Economic Review*. Fév. 1952.
- Galbraith, J. — « Conditions for economic change in underdeveloped countries ». *Journal of Farm Economics*. Nov. 1951.
- « Politics and Point Four : a commentary ». *Confluence*. Juin 1953.
- Gallagher, J. et Robinson, R. — « The Imperialism of Free Trade ». *Economic History Review*. Août 1953.
- Ganguli, B.N. — « Principles of Protection in the Context of Underdeveloped Countries ». *Indian Economic Review*, Fév. 1952.
- Grundfest, H. — « Malthusianism ». *Monthly Review*. Déc. 1951.
- Habbakuk, H.J. — « Economic Functions of English Landowners in the Seventeenth and Eighteenth Centuries ». *Explorations in Entrepreneurial History*. VI. Déc. 1953.
- Hagen, E.E. — « The process of economic development ». *Economic Development and Cultural Change*. Avril 1957.
- Harrod, R.F. — « Assisting underdeveloped regions ». *Confluence*. Oct. 1955.
- Hart, H. et Hertz, H. — « Expectation of Life as an Index of Social Progress ». *American Sociological Review*. Déc. 1944.
- Hartemink, J.J. — « The problem of industrialization ». *Ekonomi dan keuangan Indonesia*. Mai 1953.
- Hartland, P. — « Private Enterprise and International Capital ». *Canadian Journal of Economics and Political Science*. Fév. 1953.
- Hashem, Z. — « Industrialization and the decline of agriculture in underdeveloped countries ». *Egypte contemporaine*. Juillet 1952.
- Higgins, B. — « Development Planning and the Economic Calculus ». *Social Research*. No. 1. 1956.

- « Economic stabilization and development in Indonesia ». *Secretariat Paper No. 8, prepared for the Twelfth Conference of the IPR, Kyoto*. New York, 1954.
- Himadeh, S.B. — « L'évolution sociale et le développement économique du Moyen-Orient ». *Bulletin international des sciences sociales*. 5. Paris, 1953.
- Hirschman, A.O. — « Industrial nations and industrialization of under-developed countries ». *Economia internazionale*. Août 1951.
- Holdsworth, M. — « Soviet Central Asia, 1917-1940 ». *Soviet Studies*, Jan. 1952.
- Horie, Y. — « The Economic Significance of the Meiji Restoration ». *Kyoto University Economic Review*. Déc. 1937.
- « An Outline of the Rise of Modern Capitalism in Japan ». *Kyoto University Economic Review*. Juillet 1936.
- Hoselitz, B.F. — « The difficult art of generalization ». *World Politics*. Jan. 1955.
- « Non-economic barriers to economic development ». *Economic Development and Cultural Change*. Mars 1952.
- Hsakawa, K. — « Agriculture in Japanese History : A General Survey ». *The Economic History Review*. Jan. 1929.
- Hunter, H. — « Soviet industrial growth — the early plan period ». *Journal of Economic History*. Sept. 1955.
- Imlah, A.H. — « British Balance of Payments and Exports of Capital 1816-1913 ». *The Economic History Review*. Second Series. Vol. V. Nos. 1, 2, 3. 1952-53.
- « The Terms of Trade of the United Kingdom 1798-1913 ». *Journal of Economic History*. Nov. 1950.
- « Independence in Asia and industrialisation ». *Far Eastern Economic Review*. Oct. 1955.
- Jenks, L.H. — « British Experience with Foreign Investments ». *Journal of Economic History*. Supplément. Déc. 1944.
- Johnson, D.G. — « U.S. foreign economic assistance and the demand for American farm products ». *Journal of Farm Economics*. Déc. 1952.
- Kurihara, K. — « The United Nations and economic development ». *Indian Economic Journal*. Avril 1954.
- Kuznets, S. — « International Differences in Income Levels : Some Reflections on Their Causes ». *Economic Development and Cultural Change*. Avril 1953.
- Lary, H.B. — « The Domestic Effects of Foreign Investment ». *American Economic Review*. Mai 1946.
- Lewis, W.A. — « Developing Colonial Agriculture ». *The Three Banks Review*. Juin 1949.
- « Economic development with unlimited supplies of labour ». *The Manchester School of Economic and Social Studies*. Mai 1954.
- « The industrialisation of the British West Indies ». *Caribbean Economic Review*. Mai 1950.
- « Reflections on South-East Asia ». *District Bank Review*. Déc. 1952.
- « World Production Prices and Trade, 1870-1960 ». *Manchester School of Economic and Social Studies*. XX. 1952.
- Lokanathan, P.S. — « The Economy of the ECAFE Region — The Measure of Capital Requirements ». *Far Eastern Economist*. 8 févr. 1952.

- Lundberg, E. — « Capital formation and economic progress ». *Skandinaviska Banken Quarterly*. Oct. 1955.
- Malenbaum, W. — « America's role in economic development abroad ». *Department of State Bulletin*. 27 mars 1949.
- Malik, C. — « Some reflections on technical and economic assistance ». *Bulletin of Atomic Scientists*. Mars 1954.
- Mason, E.S. — « The Doctrine of Comparative Cost ». *Quarterly Journal of Economics*. XLI. 1926-27.
- McAuley, J. — « The implications of world economic development ». *Australian Outlook*. Mars 1951.
- Mears, L.A. — « Private Foreign Investment and Economic Development : Venezuela, Saudi Arabia and Puerto Rico ». *Inter-American Economic Affairs*, Été 1953.
- Mishan, E.J. — « Can the United States contribute further toward international solvency ? » *The Review of Economics and Statistics*. Nov. 1954.
- Mosk, S.A. — « Differential Economic Progress : Some Cases, Comparisons, and Contrasts. Latin America versus the United States. *American Economic Review*. Mai 1951.
- Mosk, S.A. — « Latin America and the World Economy, 1850-1914 ». *Inter-American Economic Affairs*. Hiver 1948.
- Motwani, K. — « Influence de la technique industrielle moderne sur la structure sociale de l'Asie du Sud ». *Bulletin international des sciences sociales*. 3. Paris, 1951.
- Myrdal, G. — « Das gestörte Gleichgewicht der Weltwirtschaft ». *Aussenpolitik*. Jan. 1953.
- « The Relation between Social Theory and Social Policy ». *The British Journal of Sociology*. Sept. 1953.
- « The Trend Towards Economic Planning ». *The Manchester School of Economic and Social Studies*. Jan. 1951.
- Nikels, R. — « La planification soviétique. L'industrialisation des républiques asiatiques ». *Mercure*. Jan. 1956.
- Notestein, F.W. — « Summary of the Demographic Background of Problems of Under-Developed Areas ». *The Milbank Memorial Fund Quarterly*. Juillet 1948.
- Nurske, R. — « International Investment today in the light of nineteenth century experience ». *Economic Journal*. Déc. 1954.
- « Some International Aspects of the Problem of Economic Development ». *American Economic Review*. Mai 1952.
- Okyar, O. — « La théorie keynésienne et l'économie sous développée ». *Economie Appliquée*. Avril 1951.
- Penrose, E.F. — « Malthus and the Underdeveloped Areas ». *The Economic Journal*. Juin 1957.
- Pentland, H.C. — « The Role of Capital in Canadian Economic Development before 1875. » *Canadian Journal of Economics and Political Science*. Nov. 1950.
- Perera, N.M. — « Some Observations on the Colombo Plan ». *Ceylon Economist*. Févr. 1951.
- Perroux, F. — « Esquisse d'une théorie de l'économie dominante ». *Economie Appliquée*. Jan. 1948.

- Philip, A. — « L'Europe et les pays sous-développés ». *Nouvelles de l'Europe*. Août-sept. 1956.
- Poplujko, A. — « Problems of Soviet industrial location ». *Bulletin Institute for the Study of the USSR* (Munich). Jan. 1956.
- Rao, V.K.R.V. — « An international development authority ». *India Quarterly*. Juillet-sept. 1952.
- « Deficit Financing, Capital Formation and Price Behaviour in an Under-developed Economy. » *Indian Economic Review*. Fév. 1953.
- « Investment, income and the multiplier in an under-developed economy ». *Indian Economic Review*. Févr. 1952.
- Robertson, C.J. — « Monoexport in Africa », *South African Journal of Economics*. Mars 1940.
- Rosenstein-Rodan, P.N. — « Problems of industrialization of Eastern and South-Eastern Europe ». *Economic Journal*. Juin-sept. 1943.
- Rothschild, K.W. — « The Small Nation and World Trade ». *Economic Journal*. Avril 1944.
- Saw Tun, U. — « Towards industrialization ». *Burmese Review*. 1947.
- Schumpeter, J.A. — « The Creative Response in Economic History ». *Journal of Economic History*. Nov. 1947.
- « Theoretical Problems of Economic Growth ». *Journal of Economic History*. Supplément. 1947.
- Singer, H. — « Contrastes en el desarrollo económico de las naciones industrializadas y las adolescentes ». *Panorama Económico* (Santiago). Oct. 1954.
- « The distribution of gains between investing and borrowing countries ». *American Economic Review*. Mai 1950.
- « The Mechanics of Economic Development ». *Indian Economic Review*. Août 1952.
- « Obstacles to economic development ». *Social Research*. I. 1953.
- Smith, K. — « Some. Observations on Modern Malthusianism » *Population Studies*, Juillet 1952.
- Smith, T.C. — « The introduction of western industry to Japan during the last years of the Tokugawa period ». *Harvard Journal of Asiatic Studies*. Juin 1948.
- Solomon, M. — « The Structure of the Market in Underdeveloped Economies ». *Quarterly Journal of Economics*. Août 1948.
- Spengler, J.J. — « Economic factors in the development of densely populated areas ». *Proceedings of the American Philosophical Society*. Févr. 1951.
- « Malthus the Malthusian vs. Malthus the Economist ». *Southern Economic Journal*. Juillet 1957.
- Stigler, G.J. — « The Division of Labour is Limited by the Extent of the Market ». *Journal of Political Economy*. Juin 1951.
- Tejam, M.A. — « The tariff as a factor in industrialisation ». *Economic Research Journal*. Juin 1955.
- Theodorson, G.A. — « Acceptance of industrialization and its attendant consequences for the social patterns of non-western societies ». *American Sociological Review*. Oct. 1953.
- Thompson, S.H. — « Social aspects of industrialization ». *Milbank Memorial Fund Quarterly*. Juillet 1948.
- Thorp, W.L. — « Strings on economic aid ». *Yale Review*. Déc. 1954.

- Tsuru, S. — « Economic Fluctuations in Japan, 1868-1893 ». *The Review of Economics and Statistics*. Nov. 1941.
- Usher, A.P. — « The Role of Monopoly in Colonial Trade and in the Expansion of Europe subsequent to 1800. » *American Economic Review*. Mai 1948.
- Valarche, J. — « Misère prolétarienne et industrialisation ». *Revue d'économie politique*. Juillet-août 1949.
- Viner, J. — « Bentham and J.S. Mill : The Utilitarian Background ». *American Economic Review*. Mars 1948.
- « International Finance and Balance of Power Diplomacy, 1880-1914 ». *Southwestern Political and Social Science Quarterly*. Mars 1929.
- Wickizer, V.D. — « The Plantation System in the Development of Tropical Economies ». *Journal of Farm Economics*. Fév. 1958.
- Wang, C.C. — « How China raises funds for industrialization ». *People's China*. Jan. 1955.
- Wei, Y. — « The rate of China's industrial growth ». *People's China*. Oct. 1955.
- Whale, P.B. — « The Working of the Pre-War Gold Standard ». *Economica*. IV. Nouvelle série. 1937.
- Williams, J.H. — « International Trade Theory and Policy — Some Current Issues ». *American Economic Review*. Mai 1951.
- Youngson, A.J. — « Marshall on Economic Growth ». *Scottish Journal of Political Economy*. Févr. 1956.

C. DOCUMENTS

Société des Nations.

- The Network of World Trade. 1942.
- Commercial Policy in the Inter-War Period. 1942.
- Trade Relations between Free-Market and Controlled Economies. 1943.
- Quantitative Trade Controls : Their Causes and Nature. 1943.
- International Currency Experience : Lessons of the Inter-War Period. 1944.
- Industrialization and Foreign Trade. 1945.
- Conditions of Foreign Private Investment. 1946.

Organisation des Nations Unies.

- Salient Features of the World Economic Situation, 1945-1947. 1947.
- International Capital Movements During the Inter-War Period. 1949.
- Methods of Financing Economic Development in Under-Developed Countries (E/1333/Rev. 1). 1949.
- World Population Trends, 1920-1947 (ST/SOA/SER.A/3). 1949.
- National and International Measures for Full Employment (E/1584). 1949.
- ECAFE. Industrial development and planning : programmes and priorities (E/Cn. 11/1 & T/3). 1949.
- Economic Survey Mission for the Middle East. An approach to economic development in the Middle East (A/AC. 25/6). Déc. 1949.

- The Effects of Taxation on Foreign Trade and Investment. 1950.
- The Economic Development of Latin America and its Principal Problems.
Raul Prebisch. 1950.
- Agricultural Requisites in Latin America. Report of the Joint ECLA/FAO Working Party. 1950.
- Report of the United Nations Mission of Technical Assistance to Bolivia (ST/TAA/K/Bolivia/1). 11 Oct. 1951.
- Foreign Investment Laws and Regulations of the Countries of Asia and the Far East (ST/ECAFE/1). 1951.
- Review of Economic Conditions in the Middle East. Supplement to World Economic Report, 1949-50 (ST/ECA.9/Add.2). 1951.
- Land Reform: Defects in Agrarian Structure as Obstacles to Economic Development (ST/ECA/11). 1951.
- Domestic Financing of Economic Development (ST/ECA/7). 1951.
- Measures for International Economic Stability (ST/ECA/13). 1951.
- Measures for the economic development of under-developed countries (E/1986-ST/ECA/10). 1951.
- ECAFE. Mobilization of Domestic Capital in Certain Countries of Asia and the Far East. Bangkok, 1951.
- Review of Economic Conditions in Africa. Supplement to World Economic Report, 1949-50 (ST/ECA.9/Add.1). 1951.
- ECOSOC. Economic and Social Factors Affecting Fertility. Findings of Studies on the Relationships between Population Trends and Economic and Social Factors. Avril 1951.
- Problemas Teóricos y Prácticos del Crecimiento Económico (E/CN.12/221). 1952.
- A Study of Trade Between Latin America and Europe (E/CN.12/225). 1952.
- Instability in Export Markets of Under-Developed Countries in Relation to their ability to obtain foreign exchange from exports of primary commodities, 1901 to 1950, 1952.
- ECLA. Preliminary study of the technique of programming economic development (E/CN.12/292). 1953.
- Economic Survey of Europe since the war ; a reappraisal of problems and prospects (E/ECE/157). 1953.
- Economic development in Mainland China, 1949-53. Economic Bulletin of the Far East. Nov. 1953.
- The Determinants and Consequences of Population Trends (ST/SOA/SER/A.17). 1953.
- Economic developments in the Middle East, 1945 to 1954 ; supplement to World Economic Report, 1953-54 (E/2740-ST/ECA/32). 1954.
- ECE. Growth and Stagnation in the European Economy. I. Svennilson. 1954.
- Proceedings of the World Population Conference, 1954 (Rome, 31 August-10 September 1954). 1955.
- Volume III (Meetings 13, 14, 16, 18 and 29).
- Volume IV (Meetings 3, 5, 9 and 27).
- Volume V (Meetings 20, 22, 24 and 26).
- Volume VI (Meetings 7, 15, 21, 23, 25 and 28).

- Enlargement of the Exchange Economy in Tropical Africa (ST/ECA/23). 1954.
- The International Flow of Private Capital, 1946-1952. (ST/ECA/22). 1954.
- Processes and problems of industrialisation in under-developed countries (E/2670-ST/ECA. 29). 1954.
- Commodity Trade and Economic Development (E/2519). 1954.
- Economic development of under-developed countries : evolution and functioning of development corporations (E/2690). 1955.
- Economic development and planning in Asia and the Far East : problems and techniques (E/Cn. 11/412). Nov. 1955.
- Progress in Land Reform. Second Report (E/2930, ST/ECA/42). 1956.
- ECAFE. Economic Development and Planning in Asia and the Far East, Policies and Means of Implementation. Bangkok, 1956.
- World Economic Survey, 1956. 1957.
- The Aging of Populations and its Economic and Social Implications (ST/SOA/SER. A/26). 1956.

Fonds monétaire international.

- Economic development with stability : a report to the Government of India by a mission of the International Monetary Fund. Washington, 1953.
- Inflation in Relation to Economic Development. E.M. Bernstein *et* I.G. Patel. Staff Papers. Nov. 1952.

Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture.

- La mécanisation de l'agriculture — ses progrès, ses aspects économiques. 1950.
- Mesures essentielles au développement agricole national. A.B. Lewis, R.W. Phillips, J. Lossing Buck. 1950.
- Agricultural Development and Rural Reform in Denmark. F. Skrubbeltrang. 1953.
- Prospects for Agricultural Development in Latin America. 1953.
- Problèmes de l'expansion de l'alimentation et de l'agriculture au Proche-Orient. 1955.
- La réforme agraire et le développement agricole. E.H. Jacoby. 1955.
- La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture : rétrospective de dix années de perspectives d'avenir. 1955.
- Examen de certains problèmes de la production et du commerce au Proche-Orient. 1956.
- Les plantations et autres domaines à gestion centralisée. 1956.
- Problèmes de l'expansion de l'alimentation et de l'agriculture en Extrême-Orient. 1956.

Organisation Internationale du Travail.

- Anker, D. — « Conséquences de la mécanisation de l'agriculture ». *Revue internationale du Travail*. Mars 1955.
- Briey, P. — « L'industrialisation de l'Afrique centrale et les problèmes sociaux qu'elle pose ». *Revue internationale du Travail*. Mai 1951.
- Chandrasekhar, S. — « L'accroissement démographique, le développement social et économique et les niveaux de vie ». *Revue internationale du Travail*. Juin 1954.
- Clark, C. — « Population et niveaux de vie ». *Revue internationale du Travail*. Juillet 1953.
- Cox, R. — « Facteurs humains du développement industriel ». *Revue internationale du Travail*. Sept. 1952.
- Dantwala, M. — « Les réformes agraires dans l'Inde ». Nov.-déc. 1952.
- Healey, D.T. et Nilson, S. — « Population et niveaux de la vie. Réponses à l'article de M. Colin Clark ». *Revue internationale du Travail*. Jan. 1954.
- Howalska, H. — « La productivité dans les économies planifiées d'Europe orientale ». *Revue internationale du Travail*. Août 1956.
- Lerner, A.P. — « La théorie générale de M. Keynes sur les rapports entre l'emploi, l'intérêt et la monnaie ». *Revue internationale du Travail*. Oct. 1936.
- « La 'Théorie générale' de M. Keynes : réponse au Professeur Cassel ». *Revue internationale du Travail*. Nov. 1937.
- Lestapis, S. et Nevett, A. — « L'accroissement démographique, le développement social et économique et les niveaux de vie. Réponses à l'article de M.S. Chandrasekhar ». *Revue internationale du Travail*. Nov. 1954.
- « Mesures concernant le développement économique des pays insuffisamment développés ». *Revue internationale du Travail*. Nov.-déc. 1951.
- « La population active dans le monde : aspects démographiques ». *Revue internationale du Travail*. Févr. 1956.
- « La population active dans le monde : répartition par secteurs économiques ». *Revue internationale du Travail*. Mai 1956.
- Le problème de l'endettement des paysans de l'Inde ». *Revue internationale du Travail*. Avril 1935.
- Sauvy, A. — « Les investissements, le bien-être et l'emploi ». *Revue internationale du Travail*. Avril 1954.
- « Quelques aspects du problème des migrations ». *Revue internationale du Travail*. Juillet 1948.
- Sternberg, F. — « Le chômage prolongé, le progrès technique et la conquête de nouveaux marchés ». *Revue internationale du Travail*. Sept. 1956.
- Thomas, P.J. — « La situation agraire dans l'Inde ». *Revue internationale du Travail*. Oct. 1944.

Organisation mondiale de la Santé.

- Winslow, C.E.A. — « Le Coût de la maladie et le prix de la santé ». No. 7. 1952.

INDEX DES AUTEURS ET PERSONNES CITÉS

Aberdeen, Lord : 68.
Acheson Report : 257-258.
Acworth Report : 129, 134.
 Adams, B. : 89.
 Adams, W. : 60.
 Addington, H. : 66.
 Ahmad, Z. : 95.
 Allen, G.C. : 128, 145.
 Andrews, C.M. : 82.
 Anstey, V. : 107.
 Arbenz Guzmán, J. : 278.
 Arkwright, R. : 89.
 Arnold, E. : 127.
 Ashton, T.S. : 89.
 Aspinall, J. : 108.
 Austin, C. : 34, 69.

 Bab, B. : 70.
 Babbage, C. : 29, 162.
 Baenaerts, P. : 44, 64, 72, 73.
 Bain, J. : 162.
 Baines, E. : 98.
 Baines, J. : 23.
 Baker, C.W. : 203.
 Bakewell, R. : 108.
 Balfour, A. : 112.
Balfour Report : 165, 166.
 Balogh, T. : 53, 170, 293.
 Bandaranaike, P. : 232, 234.
 Bannerjee, P. : 88, 108.
 Baran, P. : 303, 304.
 Baranowsky, T. : 27.
 Barnes, D.G. : 32.
 Barnes, L. : 205, 264.
 Bates, Sir P. : 221.
 Battin, W.I. : 120.
 Bau, M.J. : 177, 183, 184, 190.
 Bauer, P.T. : 298.
 Bazely, T. : 101.
 Beach, W.E. : 156.
 Beales, H.L. : 160.
 Beard, C. : 82.
 Beard, M. : 82.

Beasley, W.G. : 67.
 Beaulieu, L. : 113.
 Bell, H.C.F. : 65, 66.
Bell Report : 307, 308.
 Benham, F. : 287.
 Bentham, J. : 31.
 Bentinck, G. : 32, 108, 109.
 Berge, W. : 210.
 Berle, A.A. : 222, 225, 251.
 Beveridge, Lord : 200, 221.
 Bibl, V. : 46.
 Bidwell, P.W. : 221.
 B.I.R.D. : 253, 307.
 Blake, W. : 24.
 Bland, J.O.P. : 180, 188.
 Blaug, M. : 31.
 Bloom, S. : 127.
 Bloomfield, A. : 259.
 Blume : 70.
 Blyn, G. : 115.
 Böhm Bawerk, E. : 30.
 Bonn, M. : 276.
 Borckenhagen, F. : 70.
 Bosquet, G. : 72.
 Boulton, M. : 25.
 Bourgoing : 73.
 Bouvier-Ajam, M. : 42.
 Bowden, W. : 57, 70.
 Bowles, C. : 80.
 Bowley, A.L. : 200.
 Bowring Sir J. : 27, 64, 67, 69.
 Bradley, O. : 59.
 Brady, A. : 32.
 Brailsford, H.N. : 196.
 Brand, C. : 191.
 Brandt, M. von : 178.
 Brassey, Lord : 30, 161.
 Brebner, J.B. : 128.
 Brinkman, C. : 71.
 Brinley, T. : 150.
 Brockhage, B. : 50.
 Brocklehurst, J. : 100, 102, 103.
 Brougham, Lord : 41, 64, 78.

- Brown, R.G. : 23.
 Brown, W.A. : 151, 155.
 Bruck : 72.
 Buchanan, D.H. : 93, 107, 140, 150, 153.
 Buchanan, N.S. : 62.
 Buckley, K.A. : 128.
 Bulganin, N.A. : 39, 80.
 Bülow, Baron von : 194.
 Bureau international du Travail : 52, 112, 287-288.
 Burke, E. : 89, 116.
 Burn, D.L. : 161.
 Burnham, T.H. : 199.
 Burns, A.F. : 199, 223.
Business Week : 296.
 Buss, C. : 176, 177.
 Butterworth, E. : 23.
 Byron, Lord : 26.

 Cairncross, A.K. : 128, 175, 197, 202.
 Cairnes, J.E. : 34.
 Camphausen : 72.
 Cannan, E. : 30, 31.
 Canning, G. : 27, 64.
 Carey, H.C. : 31, 33, 121, 122.
 Carey, M. : 37, 41, 144.
 Carr, E.H. : 19, 50.
 Castro, Josué de : 112, 115, 284.
 Chamberlain, E.H. : 158.
 Chamberlain, Joseph : 166-167.
 Chang Chung Tao : 183.
 Chang, Pei-kang : 110, 186.
 Chapman, Sir S. : 165.
 Chatterton, Sir A. : 132.
 Chen Tien-hua : 182.
 Cheng, Lin : 180.
 Chesney, Colonel : 131.
 Chevalier, M. : 69.
 Chiang Kai-ngau : 180.
 Chirol, Sir V. : 138.
 Chuggar, P.L. : 123.
 Churchill, Randolph : 166, 200.
 Churchill, Winston : 200.
 Clapham, J.H. : 22, 24, 29, 66, 67, 73, 87, 128, 161, 168, 197, 198, 199, 201.
 Clark, C. : 298.
 Clark, G. : 177.
 Clarke : 127, 134.
 Clive, Lord : 91.
 Clyde, P.H. : 178.
 Cobbett, W. : 90, 162.

 Cobden, R. : 28, 66, 90-91, 151, 167-168.
 Colepepper, Sir J. : 162.
Colwyn Report : 166.
 Condliffe, J.B. : 201, 202.
 Conti : 84.
 Cook, R.C. : 117.
 Cooper, T. : 15, 39.
 Cope : 103.
 Corey, L. : 163.
 Cornwallis, Lord : 107, 108.
 Cotton, Sir A. : 133.
 Cotton, Sir H. : 97, 101.
 Couzens, Sénateur : 209, 212.
 Croley, H. : 178.
 Crookes, Sir W. : 294.
 Cunningham, W. : 89.
 Curtler, W.H.R. : 107.
 Curzon, Lord : 84, 100, 182.

 Dalhousie, Lord : 129.
 Dalmuder, J. : 270.
 Darling, M.L. : 112.
 Datta, B. : 298.
 Datta, K. : 85.
 Davis, H.B. : 173.
 Davis, K. : 118, 120.
 Dawson, W.H. : 69.
 Deane, P. : 200.
 Defoe, Daniel : 98.
 Delbruck : 72.
 De Quincey, T. : 34.
 Desai, A.R. : 127.
 Dicey, A.V. : 35.
 Dickinson, A.W. : 23.
 Diefenbacher, J. : 274.
 Digby, W. : 84.
 Disraeli, B. : 32, 108.
 Dobb, M.H. : 34, 87, 89, 225, 237, 249, 279, 280, 300.
 Dodwell, D.W. : 152.
 Dolléans, E. : 33.
 Donnithorne, A.G. : 128, 145.
 Dudley, Lord : 66.
 Dutt, R.C. : 79, 116, 121, 122, 132.

Eastern Economist : 86.
Economist, The : 142, 143, 151, 189, 220, 271.
Edinburgh Review : 69.
 Eichhorn : 72.
 Ellenborough, Lord : 86.
 Ellis, H.S. : 62.

Ellsworth, P.T. : 38, 62.
Elwell-Sutton, L.P. : 276.
Emerson, L. : 126.
Engels, F. : 22, 24, 46, 126, 151.
Eyre, M. : 88.

Facio, M. : 277.
Fairbank, A. : 191.
Falkland, Lord : 125.
Fanno, M. : 217.
Farrer, Sir T.H. : 166.
Faulkner, H.U. : 163, 179.
Feis, H. : 43, 191.
Fellner, W. : 12.
Fetter, F. : 309.
Financial Times : 269.
Fishel, W.R. : 183.
Fitzgerald, P. : 165.
Fitzroy, Sir A. : 167.
Flügel, F. : 163.
Flux, A.W. : 168.
Fourier, F. : 49.
Foxwell, H.S. : 33.
Frankel, S.H. : 64, 255.
Freeman, J. : 179.
Fullarton, J. : 169, 171.
Furnivall, J.S. : 146.

Gadgil, R. : 47, 83.
Galbraith, J.K. : 18, 223, 239, 305.
Gallegos, R. : 305.
Galt, D.W. : 76.
Gardner, R.N. : 158.
Garratt, G.T. : 105, 114.
Garvin, J.L. : 166.
Gayer, A.D. : 42.
George, David Lloyd : 203, 213.
Ghate, G.G. : 119.
Gide, C. : 42, 45.
Giffen, Sir R. : 160.
Gladstone, W.E. : 28.
Glass, D. : 200.
Gleig, G.R. : 106.
Goodrich, C. : 36.
Gopal, S. : 108, 109.
Gordon, M.S. : 221.
Gordon Report : 271.
Gore, Sénateur : 212.
Grady, H.F. : 277.
Gray, H.M. : 60.
Greenberg, M. : 67.
Greenwood, G.T. : 23.
Griswold, A.W. : 187.

Guedalla, P. : 66.
Guiherneuf, R. : 225.
Guillaumot, J. : 73.
Guizot : 73.

Habbakuk, H.J. : 23, 107.
Haber, F. : 294.
Haberler, G. : 156, 281.
Hailey, Lord : 280.
Hakim, G. : 307.
Halevy, E. : 33.
Hamilton, A. : 15, 37.
Hamilton, C.J. : 98.
Hamilton, Lord : 84.
Hammond, B. : 107.
Hammond, J.L. : 107.
Hansemann : 72.
Hansen, A. : 196.
Hansen, T. : 77.
Harding, Lord : 139.
Harkort : 72.
Harris, W. : 27.
Harrod, R.F. : 137, 156.
Hartland, P. : 150.
Harvey, G.E. : 120.
Hasbach, W. : 107.
Hastings, Lord : 91, 105, 116.
Hawkes, F. : 41.
Hayek, F. : 45, 157, 221.
Hayes, P.S. : 146.
Hazlewood, A. : 269.
Heber, Evêque : 100.
Henderson, W.O. : 30, 64, 67, 71, 72.
Hewett, Sir J. : 138.
Hicks, J.R. : 292.
Hicks, U. : 235.
Hilferding, R. : 16, 170.
Hinman, H.H. : 120.
Hiram : 84.
Hirschmann, A.O. : 63.
Hobson, C.K. : 197.
Hobson, J. : 16, 30, 146, 151, 160,
170-174.
Hoffman, R.J.S. : 168.
Hoffman, W. : 199.
Holland, B. : 32.
Hoskins, G.O. : 199.
Hume, J. : 56, 64.
Hunter, Sir W. : 110, 130.
Huskisson, W. : 27, 64.

Ike, N. : 128, 132.
Imlah, A.H. : 150.

Inniss, H.A. : 272.

Inouye : 132.

Izvestiya : 39.

Jacoby, H. : 112.

Jain, L.C. : 112.

Jansen, N.B. : 145.

Jefferson, T. : 15, 38, 39, 40, 53, 59.

Jenkins, R. : 23.

Jenks, L. : 26, 81, 93, 128, 132, 193.

Jevons, S. : 31, 241.

Jiménez, P. : 306.

Johnson, A.H. : 107.

Johnson, P. : 309.

Johnston, T. : 213.

Johnstone, E. : 252.

Jones, F.C. : 187.

Kahn, O. : 208.

Kaiser, C.W. : 36.

Kant, E. : 69.

Karpovich, M. : 70.

Kautsky, K. : 47.

Keezer, E.M. : 224.

Keith, A.B. : 87, 109.

Kent, L. : 180.

Kentario, K. : 144.

Keynes, J.M. : 13, 14, 17, 19, 33, 35,
46, 47, 51, 78, 88, 136, 147, 151,
157, 171, 195, 210, 213, 282, 290.

Khambata, K.H. : 94, 96.

Kindleberger, C. : 291.

Kipling, R. : 193.

Knapp, J. : 150.

Knowland, Sénateur W. : 80, 250.

Knowles, L.C.A. : 28, 84.

Knox, P.C. : 186.

Kossuth, L. : 75.

Krausse, A. : 178.

Krishna, B. : 84, 98.

Krupp : 72.

Krushchev, N.S. : 39, 80.

Kumarappa : 91, 105.

Kuznets, S. : 12, 238.

Lafayette, Marquis de : 40.

Lamont, C. : 208.

Lange, O. : 225.

Larpenle, G. : 97, 102.

Laski, H.J. : 31, 32.

Latourette, S.F. : 183.

Lattimore, O. : 112, 183.

Lawrence, Lord : 133.

Lawton, L. : 179.

Leak, H. : 165.

Lecky, W.E.H. : 99.

Lee-Warner, Sir W. : 124.

Lehfeldt, R.A. : 198.

Leibenstein, H. : 54.

Leibnitz : 69.

Leiningen, K. : 63.

Lénine, V.I. : 38, 170, 196.

Lenz, F. : 42, 44.

Lessing, G. :

Lewis, C. : 206, 207.

Lewis, W.A. : 18, 21, 52, 54, 234,
310, 390.

L'Huillier, J. : 75.

Liefmann, R. : 161.

Liesching, Sir P. : 157.

Lilley, W.S. : 119.

Lin, W.Y. : 190.

Linlithgow Report : 111, 122, 133.

Lin-Tse-Hü : 145.

List, F. : 15.

— et l'économie américaine : 42-43.

— théoricien de la croissance équi-
librée : 45-47.

— et la nation : 47-51.

— et la répudiation de la spéciali-
sation classique : 51-55.

— et la théorie de l'industrie nais-
sante, 56-64.

— et le Zollverein : 64-73.

— son héritage : 74-78 ; 144-146.

Lloyd, H.D. : 162.

Lockwood, W.W. : 145.

Lokanathan, P. : 141.

Lord, J. : 25, 88.

Louis de Bavière : 71.

Loveday, A. : 116, 121.

Lowenthal, M. : 162.

Lutz, F.A. : 153.

Luxemburg, R. : 16, 170.

Lynd, H. : 216.

Lyttelton, Sir O. : 295.

Maasen : 72.

Macaulay, Lord : 83, 87, 88.

Macaulay, T.B. : 22, 32.

MacDonald, J.R. : 94.

MacGregor : 67.

MacLagan, Sir E. : 111.

Macmillan Report : 166, 213.

MacMurray, J. : 180.

Macrosty, H.W. : 161.

- Madim, S.G. : 124.
 Madison, J. : 37.
 Maffry, A. : 251, 260.
 Maizels, A. : 165.
 Majumdar, R.C. : 85.
 Malaviya, H.D. : 110.
 Malthus, R. : 15, 33, 46, 47, 117, 169, 173.
Manchester Guardian : 137.
Manchester Guardian Weekly, The : 203.
 Mandelbaum, K. : 54.
 Mantoux, P. : 23, 33, 57, 107.
 Mao Tse Tung : 55, 190.
 Marco Polo : 84.
 Marsh, M. : 193.
 Marshall, A. : 12, 47, 48, 64, 78, 135, 154, 158, 162, 174, 224, 225.
 Marshall, T.H. : 23.
 Martin, M. : 92, 97, 100, 102.
 Marx, K. : 14, 27, 31, 46, 87, 126, 134.
 Massey, W.N. : 132.
 Mather, M.C. : 126.
 Matile : 57.
 Mayer, A. von : 73.
 Mayo, Lord : 111.
 Mazour, A.G. : 38.
 McCloy, J. : 229.
 McCulloch, J.R. : 30, 69, 87.
 McKee, S. : 37.
 McKeown, T. : 23.
 Means, G.C. : 222.
 Meek, R.L. : 35, 225.
 Mégasthène : 84.
 Mehta, A. : 85.
 Mehta, S.D. : 105.
 Mencius : 125.
 Merchant, K. : 114.
 Merivale, H. : 103, 104.
 Merton Coulter, E. : 130.
 Metternich, Comte de : 46, 65.
 Metzler, L. : 262.
 Mevissen : 72.
 Mill, James : 14, 30, 31, 34, 41, 88, 101.
 Mill, John Stuart : 14, 32, 48, 57, 82, 88, 167, 169, 266.
 Miller, E.G. : 250.
 Mills, F.C. : 216.
 Mitchell, K. : 141-142.
 Montagu-Chelmsford Report : 80, 138, 139, 145, 147.
 Mookerji, R. : 85.
 Morgan, J.P. : 178.
 Morison, Sir T. : 136.
 Morley, Lord J. : 66, 137, 139, 167.
 Morse, A.H. : 181.
 Mosk, S.A. : 235.
 Mossadegh : 276-277.
 Mueller, J.F. : 43.
 Mukerjee, R. : 110, 113.
 Muller, A. : 69.
 Müller, W. : 193.
 Mummery, A.F. : 172-173.
 Munro, Sir T. : 99, 105.
 Murphy, R. : 186.
 Mussolini, B. : 229.
 Myint, H. : 261, 279.
 Mymensingh, Maharajah de : 124.
 Myrdal, G. : 17, 76, 106, 230, 293.
 Naorodji : 117.
 Nasmyth : 29.
 Nations Unies : 12, 54, 55, 61, 125, 136, 153, 201, 207, 217, 219, 232, 243-246, 248, 262, 269, 271, 278-279, 287, 289, 298, 304.
 Nearing, S. : 179.
 Néarque : 84.
 Nehru, J. : 55.
 Nemmers, E. : 173.
Neue Zürcher Zeitung : 271.
New Republic, The : 204.
New Statesman and Nation, The : 204, 213.
New York Daily Tribune : 127.
New York Times : 59, 80, 209, 211, 232, 250, 257, 286, 306.
 Nikitine : 84.
 Norman, E.H. : 182.
Northern Star : 104.
 Notestein, F. : 117.
 Nurske, R. : 36, 45, 53, 150, 300.
Observer, The : 138.
 O'Connor, H. : 163.
 Ohlin, B. : 156.
 Olshausen, H.P. : 45, 70, 72.
 O'Malley, L.S. : 86, 125.
 Oncken, H. : 42, 69.
 Orchard, T. : 128.
 Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture : 54.

- | | |
|-------------------------------|---------------------------|
| Whiting, A. : 190. | Woodward, E.L. : 32. |
| Wicksell, K. : 225. | Wright, C.W. : 36. |
| Williams, J.F. : 238, 258. | Wright, S.F. : 183. |
| Williamson, H.F. : 36, 162. | |
| Wilson, H. : 98, 101. | Yamey, B.S. : 298. |
| Wilson, Woodrow : 179, 210. | Yates, L. : 290. |
| Wingate, Sir G. : 92-93, 100. | Young, A. : 23, 108, 110. |
| Withers, H. : 189. | Yuan Shi-Kai : 179. |
| Witte, Comte S. de : 178. | Yu Tung Chen : 178. |
-

INDEX PAR MATIÈRES

- Abadan : 276.
 Absentéisme terrien : 114 .
 Accord d'Ottawa : 141.
 Accroissement démographique par rapport au développement économique : 13.
 Accroissement des revenus nationaux par tête d'habitant : 12.
 Accumulation primitive de capital : 238.
 Act for Economic Development : 250.
 Actes de navigation : 31-32, 35.
 Aden : 92.
 Afrique : 11, 102, 269, 285.
 Agriculture, mécanisation de : 110.
 Ahmedabad : 84-85.
 Algérie : 248.
 Aliénation des terres : 120.
 Allemagne : 25, 44, 53, 141, 156, 168, 174, 177, 188, 202-203, 286.
 All India Landlords Association : 124.
 Aluminium Company of America : 59.
 American Senate Investigation Committee : 208-211.
 American China Development Company : 192.
 Amérique Latine : 25-26.
 — et placements américains : 268-269.
 — et la monoculture : 284.
 — et l'absence des capitaux : 309.
 Ancien régime : 42.
 Angleterre : 27.
 Anglo-Iranian Oil Company : 277.
 Antagonismes économiques : 168-169, 177-178, 196.
 Anti Corn Law League : 27.
 Antilles britanniques : 284.
 Arabian-American Oil Company : 277, 309.
 Armée rouge : 190.
 Asie : 11, 154, 281.
 Assam : 114.
 Australie : 149, 155.
 Bahrein : 268.
 Banque d'Angleterre : 89, 143.
 Bavière : 66.
 Belgique : 66, 141.
 Bénares : 112, 133.
 Bengale, 84 ; tribut de : 89 ; famine de : 122-123.
 Bihar : 114.
 Birmanie : 63, 80, 113, 120.
 Blocs économiques, formation de : 221-222.
 Board of Trade — et le libre échange : 29, 130, 168.
 Bolivie : 257, 262, 267, 278, 281.
 Bombay : 112, 133.
 Boxers, soulèvement des : 178.
 Brème : 66.
 Brésil : 26, 249, 260.
 Brunswick : 66.
 Bulova Research and Development Laboratories : 59.
 Cachemire : 85.
 Canada : 61, 76, 149, 155, 271-274.
 Cap Comorin : 119.
 Capitalisme commercial : 88, 238.
 Capitalisme naissant : 26.
 Carnatic : 123.
 Ceylan : 12, 92, 257.
 Chambre de Commerce de Manchester : 67, 99.
 Changai : 179, 184-186.
 Charter Act : 87.
 Chartistes : 45.
 Chemin de fer
 — et l'Empire allemand : 74.
 — et l'industrialisation : 43.
 — en Chine : 180-181.
 Chettyars : 113, 120.
 Chili : 267, 294.
 Chine : 16, 80, 145, 257.
 — et placements étrangers : 175-189.
 Chinese Currency Loan : 178.

- Classicisme, voir l'économie politique classique : 64.
Colombie : 26.
Colonial Stock Acts : 210-211.
Compagnie des Indes Orientales : 83, 87.
— et travaux publics : 90-91, 130.
Compagnie de navigation Cunard : 221.
Concentration économique : 161-167, 222-223.
Conférence de Washington : 157.
Constitution fédérale américaine : 36.
Contrôle des changes : 62.
Corée : 53, 286.
Crises économiques : 161, 166-167.
Croissance équilibrée : 15, 41, 46.
Cuba : 257.
Cuivre, production de : 264-266.
Cultures alimentaires aux Indes : 115.
Cultures marchandes et épuisement du sol : 114.
Currie Mission (Bolivie) : 281.
Cyfartha : 24.
Dacca : 97.
Danemark : 288.
Dandupat : 112.
Darmstadt : 66.
Darwinisme social : 158.
Déclaration d'indépendance américaine : 25.
Démographie malthusienne : 48.
Département d'Etat et la Chine : 179.
Dettes rurales birmane : 113.
Dettes rurales indienne : 112.
Développement économique et l'indépendance nationale : 76.
« Diplomatie du dollar » : 193.
Diplomatie et investissements en Chine : 188-189.
Dirigisme, essor du : 227-228.
Discrimination raciale : 105, 129, 275-276.
Diversification économique : 283.
Division internationale du travail : 27-28, 47, 286.
Donetz : 52.
Douma : 196.
Dyestuffs Corporation : 210.
Dynastie mandchoue : 182-183.
East India Association : 97.
East India Company : 277.
Eastern Bengal Railway : 134.
Economie politique classique
— et le plein emploi : 41.
— et la répartition des revenus : 33-34.
— définition : 14.
— sa mission historique : 31.
— et la lutte des classes : 33.
— hamiltonienne : 43.
Egypte : 61, 130, 257.
Embargo américain : 38.
Empire austro-hongrois : 202.
Enclôtures : 107.
Endettement rural : 111, 279.
Energie hydroélectrique aux Indes : 119.
Entente Canton-Moscou : 190.
Entente franco-russe : 194.
Esclavagistes libéraux américains : 46.
Espagne : 25, 35.
Etats princiers : 123-124.
Etats-Unis : 25, 36-39, 44, 80, 150, 154, 174, 179, 180, 192, 202-203, 214-220, 249, 257, 273, 281, 286, 296.
Exploitation, définition de : 280.
Exterritorialité en Chine : 183.
Fair Trade League : 166.
Famine,
— raison d'être : 112.
— victimes de : 120.
— au Bengale : 121-122.
Federal Reserve Board : 220.
Finlande : 196.
Fluctuations économiques : 41.
Formose : 179, 248.
Fort Sumter : 33.
France : 24, 42, 65, 72, 141, 174, 177, 184, 195-197, 202.
Francfort : 66.
Fürth : 73.
General Electric Company : 295.
General Motors : 209.
Ghana : 284.
Glamorganshire : 24, 32.
Glasgow : 24.
Golfe persique : 309.
Goodyear Rubber Corporation of America : 295.
Government of India Act : 87.

- Guatemala : 257, 278.
Guerre civile américaine : 130.
Grande-Bretagne : 150, 160, 177, 197-202.

Habsbourgs, Les : 25.
Haïti : 76.
Hanovre : 66.
Hindoustan : 84.
Hollande : 25.
Home Charges of the Indian Government : 92.
Home Debt : 93.
Honduras : 285.
Hong Kong : 92.
Hoogli : 132.
Hyderabad : 123, 133.

Impérialisme libre échangiste : 104.
Imperial war conference : 140.
Inde
— et l'intégration économique : 126.
— et la discrimination raciale : 105, 129.
— et le tarif britannique : 101.
— et l'investissement européen : 96.
— et dépenses militaires : 94-95.
— et le tribut extorqué : 91.
— et l'agriculture : 86.
— et la construction navale : 85.
— et la libre entreprise : 79, 257, 263, 286.
Indes néerlandaises : 270.
India House : 93, 137.
Indian Federal Reserve Board : 143.
Indigo, production de : 114.
Indochine : 286.
Indonésie : 80, 275.
Industrie charbonnière en Grande-Bretagne : 199.
Industrie chimique
— et la loi des coûts comparatifs : 51.
Industrie cotonnière en Grande-Bretagne : 22.
Industrie horlogère américaine : 285.
Industrie pétrolière en Iran :
Industrie sidérurgique : 62.
Industrialisation et
— dirigisme : 50.
— et l'élargissement du secteur public : 50.
— et son influence sur l'agriculture : 53-55.
— en Grande-Bretagne : 21-30.
— le tarif : 60.
— la modification de la structure d'importation : 63.
— et planification : 227.
Industrie naissante : 40.
— et l'empire allemand : 58.
— et les Etats-Unis : 58.
Innovateur, rôle de l' : 239-241.
Intégration économique libérale : 153-157.
International Development Advisory Board : 252.
Inventions révolutionnaires : 88.
Investissements directs des Etats-Unis : 206-211.
Investissements directs en Chine : 184-188.
Investissements privés
— et développement économique : 16.
— et rivalités économiques : 17.
Irak : 267.
Iran : 257, 267.
Italie : 25, 75-76.

Jamshedpur : 138.
Japon
— et le dirigisme : 144-145.
— son influence sur l'Asie : 145.
— et sa politique ferroviaire : 132.
— et les capitaux étrangers : 145, 154, 174, 177, 185.

Koweït : 268.

Laissez-faire : 31, 155, 205.
Lancashire : 24, 32, 64, 69, 83, 100.
L'étalon-or, système de : 18, 150-153, 218.
Libéralisme économique
— et doctrine des droits de l'homme : 35.
— effondrement de : 19.
— et l'élite intellectuelle : 16.
— et neutralisme doctrinal : 30.
— et l'esclavage : 32.
— et restrictions économiques : 32-33.
— et l'aristocratie terrienne : 32-33.
— et les intellectuels d'Asie : 147, 226-227.

Libre échange

- définition de Bowring : 27.
- et l'attitude anglaise : 30.
- définition classique : 30.
- et le capitalisme naissant : 35, 204, 269.

Loi de débouché : 18.

Lois sur l'émigration en Angleterre : 29.

Lok Sabha : 39.

Lucknow : 84.

Luxembourg : 77.

Macclesfield : 103.

Madoura : 84.

Madras : 133, 137.

Mahajan : 112.

Maitrisés : 72.

Malaisie : 269, 275-276.

Malthusiens, Les : 117, 247-248.

Manchester : 98, 105.

Mandchourie : 184, 187-188.

Manchurian Bank Agreement : 178.

Mécanisme des prix

- et développement économique : 47.

Mercantilisme : 25, 32, 81, 82, 135, 160.

Mexique : 20.

Midlands : 64, 69.

Monoculture : 53.

Monopoles coloniaux : 32.

Moyen-Orient : 11, 202, 262.

Murshedabad : 97.

Mutinerie indienne : 93.

Mutual Security Act : 251.

Nagpour : 84.

Naples : 25.

Nasik : 85.

National City Bank : 209.

National Investment Board : 213.

New Deal : 220.

Nilgiris : 114.

Nouvelle Zélande : 288.

Nürnberg : 73.

Opération Barbarossa : 38.

Ouganda : 285.

Pakistan : 286.

Pays-Bas : 65.

Permanent Zemindari Settlement : 109, 124.

Perse (voir Iran) : 93, 196.

Phalanstères : 49.

Pittsburg : 52, 58.

Placements britanniques aux Indes : 135.

Planification

- en U.R.S.S. : 19.

- sa paternité : 50.

- et l'Asie : 146, 237.

Plantations : 114.

Plassey : 81, 88.

Poona : 85.

Population active du monde : 287-288.

Port Arthur : 184.

Portugal : 25.

Préférence impériale : 140.

Prêt des six puissances : 177.

Production primaire en Asie : 279.

Protectionnisme : 32.

Provinces Unies : 137.

Punjab : 85, 112.

Prusse : 25, 44.

Rangoon : 92.

Railway Guarantee Scheme : 131.

Recherche agricole aux Indes : 114.

Réforme agraire et croissance économique : 307-308 ; en Chine : 308.

Reform Act : 14.

Réformes constitutionnelles de 1919 : 140.

République de Weimar : 156.

Révolution britannique aux Indes : 127.

Révolution chinoise de 1911 : 178, 182.

Révolution française de 1789 : 25, 44.

Révolution industrielle : 22-26.

Révolution d'octobre : 190.

Révolution de 1848 : 35.

Reutlingen : 42.

Ricardianisme : 14.

- et controverse doctrinale : 35.

- et milieux académiques : 35.

Rhodésie du nord : 264.

Royaume-Uni : 249.

Ruhr : 52, 72.

Rural Credit Survey Committee : 143.

Russie : 38, 66, 177, 183, 185, 189, 195-197.

Sainte Alliance : 26.
Sainte Inquisition : 35.
Salvador : 285.
Sardaigne : 25.
Sénégal :
Sheffield : 52.
Silésie : 74.
Singapour : 92, 276.
Sous-consommation : 15.
Sous-développement
— définition de : 11-12.
Spécialisation internationale : 40, 52-53.
Suisse : 75, 283-284, 296.
Surat : 97.
Sur-épargne, concept de : 171-174.
Surpopulation : 117-118.
— agraire : 111.
Système colonial britannique : 117.
Système foncier anglais : 108.

Tanjore : 85.
Tata, Société de : 138.
Tarifs douaniers
— et malthusianisme économique : 59-60.
— raison d'être : 60.
Termes d'échanges : 136, 290-291.
Théorie de la concurrence imparfaite : 158.
Théorie des coûts comparatifs : 34, 53, 156, 280-281, 287.

Théorie de la division internationale du travail : 40.
Théorie des forces productives : 49.
Théorie de l'industrie naissante : 56.
Théorie de la surproduction : 46.
Théorie de la valeur : 225.
Traité de Nankin : 175.
Tribut, définition de : 92.

Unification nationale
— et développement économique : 44.
Union Sud-Africaine : 61.
U.R.S.S.
— mobiles d'industrialisation : 38, 80, 190.
Usurier et l'agriculture : 112.

Venezuela : 262, 267, 305-306.

Warwickshire : 24.
Waterloo : 45.
Weimar : 66.
Whitehall : 125.
Workable competition, concept de : 222.
Würtemberg : 42, 66.

Zemindari : 108, 123.
Zollverein : 44-45, 64-74, 100.
Zones portuaires en Chine : 186.

TABLE DES MATIÈRES

<i>Préface</i>	9
<i>Introduction</i>	11

CHAPITRE I

NAISSANCE DU LIBÉRALISME.

1. L'avènement du prométhée industriel	22
2. L'économie politique : force libératrice	30
3. L'éveil de la révolte	36
4. L'emprise de l'économie américaine sur List	42
5. List, théoricien de la croissance économique	45
6. La nation	47
7. La répudiation de la spécialisation du type classique . .	51
8. La théorie de l'industrie naissante	56
9. Le Zollverein	64
10. Les réalisations du Zollverein	71
11. L'héritage de List	74

CHAPITRE II

LE CAS DE L'INDE.

1. L'Inde : Motifs d'analyse	81
2. La structure sociale de l'Inde pré-britannique	83
3. L'accumulation pré-capitaliste. La compagnie des Indes Orientales	87
4. La destruction des manufactures indiennes	96
5. Transformations des rapports sociaux dans l'agriculture. Leurs conséquences	108
6. Les cultures marchandes	113
7. Le fléau de la famine	116
8. Les bases sociales de la présence britannique	123

9. Chemins de fer et placements de capitaux	126
10. Objectifs de la politique ferroviaire	129
11. Empêchements ultérieurs à l'industrialisation	135
12. Tentatives et échecs	137
13. Utilité d'un diagnostic historique de l'Inde	144

CHAPITRE III

LA MORPHOLOGIE DES PLACEMENTS INTERNATIONAUX.

1. Le cadre historique	159
2. Les répercussions de la grande dépression	160
3. Tendances néo-mercantilistes	169
4. Pratique des investissements étrangers	175
A. Le cas de la Chine	175
a. Structure des placements. Distribution géographique	184
b. Emprunts étrangers	188
c. L'échec du capital étranger	189
B. Les emprunts russes en France	194
C. L'expérience britannique en matière de placements étrangers	197
5. Conséquences de la guerre	202
6. La crise	214
7. « Hot money » et fuite des capitaux	217

CHAPITRE IV

L'ESSOR DE L'INTERVENTIONNISME.

1. Observations générales	229
2. Renversement des étapes historiques	238
3. Le critère démographique	242
Composition par âge	244
4. Arguments en faveur de l'investissement privé. Point de vue de l'intestisseur	253
5. Obstacles à l'afflux des capitaux	256
6. Le procès de l'investissement privé. L'analyse Singer-Myint	261
a. Le secteur des exportations	261

<i>b.</i> La structure dualiste	263
<i>c.</i> La fonction multiplicatrice des salaires	267
<i>d.</i> Le secteur de l'offre	268
7. L'hostilité à l'égard de l'investissement étranger	271
Le dossier canadien	271
8. Critique	274
9. Le procès de la spécialisation. L'analyse Prebisch-Dobb	280
<i>a.</i> Les forces accidentelles de la spécialisation	283
10. Progrès techniques	293
11. Arguments en faveur de la croissance équilibrée	297
Le déplacement de main-d'œuvre	297
12. Le chômage déguisé	298
13. Avantages de l'excédent négociable	300
14. Besoin de réorganisation économique	303
15. Répartition des terres. Structure	306
16. Obstacles à la mobilisation des capitaux internes	309
<i>Conclusion</i>	313
<i>Bibliographie</i>	319

Prix : 30.-